

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

**ARCHIVES
DIPLOMATIQUES**

1910

IS 4586 - TROISIEME SERIE

PARIS 1910



PARIS

IMPRIMERIE

DE LA LIBRAIRIE

FRANCOIS LEONARD, 10, RUE DE LA LIBRAIRIE

PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

Directeur : LÉON ADAM

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Secrétaire adjoint de la Société de Législation comparée

L^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE
TOME CENT QUINZE



PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

No. 521 1910

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECEIVED
DE DIPLOMATIE HISTORIQUE
ET DE DROIT INTERNATIONAL
FONDEE EN 1862

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

T. ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE
TOME CENT QUINZE



PARIS

KNAPP REPRINT
A Division of
KNAPP-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

50^e Année

N^{os} 7-8-9 Juillet-Août-Septembre 1910

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

CONVENTION INTERNATIONALE

relative à la répression de la Traite des Blanches.

(Paris, 4 mai 1919.) (1)

Les Souverains, Chefs d'Etat et Gouvernements des Puissances ci-après désignées,

Egalement désireux de donner le plus d'efficacité possible à la répression du trafic connu sous le nom de « Traite des Blanches », ont résolu de conclure une Convention à cet effet et, après qu'un projet eût été arrêté dans une première Conférence réunie à Paris du 15 au 25 juillet 1902, ont désigné leurs Plénipotentiaires qui se sont réunis dans une deuxième Conférence à Paris du 18 avril au 4 mai 1910 et qui sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une

(1) Voir ci-après, 2^e partie, p. 45, *Documents de la 2^e Conférence internationale de Paris* (18 avril-4 mai 1910).

femme ou fille mineure, en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

ART. 2.

Doit être aussi puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité, ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

ART. 3.

Les Parties Contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions prévues par les deux articles précédents, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

ART. 4.

Les Parties Contractantes se communiqueront, par l'entremise du Gouvernement de la République française, les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente Convention.

ART. 5.

Les infractions prévues par les articles 1 et 2 seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les Conventions déjà existantes entre les Parties Contractantes.

Dans le cas où la stipulation qui précède ne pourrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires.

ART. 6.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opèrera :

- 1° Soit par communication directe entre les autorités judiciaires ;
- 2° Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ; cet agent enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire ;

(Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'Etat requis) ;

3° Soit par la voie diplomatique.

Chaque Partie Contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Parties Contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires venant de cet Etat.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas des 1^o et 2^o du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur-juré de l'Etat requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

ART. 7.

Les Parties Contractantes s'engagent à se communiquer les bulletins de condamnation, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

Ces documents seront transmis directement, par les autorités désignées conformément à l'article 1^{er} de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904, aux autorités similaires des autres Etats Contractants.

ART. 8.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifieront leur intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera, en même temps, de la date du dépôt. Il sera donné aussi, dans ledit acte de notification, communication des lois rendues dans l'Etat adhérent relativement à l'objet de la présente Convention.

Si mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent, qui deviendra ainsi Etat contractant.

L'adhésion à la Convention entraînera, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 18 mai 1904, qui entrera en vigueur, à la même date que la Convention elle-même, dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent.

Il n'est toutefois pas dérogé, par la disposition précédente, à l'article 7 de l'Arrangement précité du 18 mai 1904 qui demeure applicable au

cas où un Etat préférerait faire acte d'adhésion seulement à cet Arrangement.

ART. 9.

La présente Convention, complétée par un *Protocole de clôture* qui en fait partie intégrante, sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Paris, dès que six des Etats contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratification un procès-verbal, dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats contractants.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

ART. 10.

Dans le cas où l'un des Etats contractants dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet Etat.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, la Convention cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat qui l'aura dénoncée.

La dénonciation de la Convention n'entraînera pas de plein droit dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse dans l'acte de notification ; sinon, l'Etat contractant devra, pour dénoncer ledit Arrangement, procéder conformément à l'article 8 de ce dernier accord.

ART. 11.

Si un Etat contractant désire la mise en vigueur de la présente Convention dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention, à cet effet, par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera, en même temps, de la date du dépôt.

Il sera donné, dans ledit acte de notification, pour ces colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, communication des lois qui y ont été rendues relativement à l'objet de la présente Convention. Les lois qui, par la suite, viendraient à y être rendues, donneront lieu également à des communications aux Etats contractants, conformément à l'article 4.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

L'Etat requérant fera connaître, par une communication adressée à chacun des autres Etats contractants, celui ou ceux des modes de transmission qu'il admet pour les commissions rogatoires à destination des colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires qui auront fait l'objet de la notification visée au premier alinéa du présent article.

La dénonciation de la Convention par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées au premier alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives du Gouvernement de la République française.

L'adhésion à la Convention par un Etat contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires entraînera, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 18 mai 1904. Ledit Arrangement y entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même. Toutefois, la dénonciation de la Convention par un Etat contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires n'y entraînera pas de plein droit, à moins de mention expresse dans l'acte de notification, dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904 ; d'ailleurs, sont maintenues les déclarations que les Puissances signataires de l'Arrangement du 18 mai 1904 ont pu faire touchant l'accession de leurs colonies audit Arrangement.

Néanmoins, à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les adhésions ou dénonciations s'appliquant à cet Arrangement et relatives aux colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires des Etats contractants, s'effectueront conformément aux dispositions du présent article.

ART. 12.

La présente Convention, qui portera la date du 4 mai 1910, pourra être signée à Paris jusqu'au 31 juillet suivant, par les Plénipotentiaires des Puissances représentées à la deuxième Conférence relative à la répression de la Traite des Blancs.

Fait à Paris, le quatre mai mil neuf cent dix, en un seul exemplaire dont une copie certifiée conforme sera délivrée à chacune des Puissances signataires.

(Suivent les signatures (1).)

1) La Convention pouvant, aux termes de l'article 12, être signée jusqu'au 31 juillet 1910, les noms des signataires ne peuvent encore être indiqués actuellement.

ANNEXE.

Protocole de clôture.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés jugent utile d'indiquer l'esprit dans lequel il faut entendre les articles 1, 2 et 3 de cette Convention et suivant lequel il est désirable que, dans l'exercice de leur souveraineté législative, les Etats contractants pourvoient à l'exécution des stipulations arrêtées ou à leur complément.

A. — Les dispositions des articles 1 et 2 doivent être considérées comme un *minimum* en ce sens qu'il va de soi que les Gouvernements contractants demeurent absolument libres de punir d'autres infractions analogues, telles, par exemple, que l'embauchage des majeures alors qu'il n'y aurait ni fraude ni contrainte.

B. — Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, il est bien entendu que les mots « femme ou fille mineure, femme ou fille majeure » désignent les femmes ou les filles mineures ou majeures de vingt ans accomplis. Une loi peut, toutefois, fixer un âge de protection plus élevé à la condition qu'il soit le même pour les femmes ou les filles de toute nationalité.

C. — Pour la répression des mêmes infractions, la loi devrait édicter, dans tous les cas, une peine privative de liberté, sans préjudice de toutes autres peines principales ou accessoires ; elle devrait aussi tenir compte, indépendamment de l'âge de la victime, des circonstances aggravantes diverses qui peuvent se rencontrer dans l'espèce, comme celles qui sont visées par l'article 2 ou le fait que la victime aurait été effectivement livrée à la débauche.

D. — Le cas de rétention, contre son gré, d'une femme ou fille dans une maison de débauche n'a pu, malgré sa gravité, figurer dans la présente Convention, parce qu'il relève exclusivement de la législation intérieure.

Le présent Protocole de clôture sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention de ce jour et aura même force, valeur et durée.

Fait et signé en un seul exemplaire, à Paris, le 4 mai 1910.

(Suivent les signatures (1).)

(1) La Convention pouvant, aux termes de l'article 12, être signée jusqu'au 31 juillet 1910, les noms des signataires ne peuvent encore être indiqués actuellement.

ARRANGEMENT INTERNATIONAL

relatif à la répression de la circulation des publications obscènes.*(Paris, 4 mai 1910.) (1)*

Les Gouvernements des Puissances désignées ci-après, également désireux de faciliter, dans la mesure de leurs législations respectives, la communication mutuelle de renseignements en vue de la recherche et de la répression des délits relatifs aux Publications obscènes, ont résolu de conclure un Arrangement à cet effet et ont, en conséquence, désigné leurs Plénipotentiaires qui se sont réunis en Conférence, à Paris, du 18 avril au 4 mai 1910 et sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée :

1° De centraliser tous les renseignements pouvant faciliter la recherche et la répression des actes constituant des infractions à leur législation interne en matière d'écrits, dessins, images ou objets obscènes, et dont les éléments constitutifs ont un caractère international ;

2° De fournir tous renseignements susceptibles de mettre obstacle à l'importation des publications ou objets visés au paragraphe précédent comme aussi d'en assurer ou d'en accélérer la saisie, le tout dans les limites de la législation interne ;

3° De communiquer les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet du présent Arrangement.

Les Gouvernements contractants se feront connaître mutuellement, par l'entremise du Gouvernement de la République française, l'autorité établie ou désignée conformément au présent article.

ART. 2.

L'autorité désignée à l'article 1^{er} aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants.

(1) Voir ci-après, 2^e partie, p. 117, *Documents de la Conférence internationale de Paris* (18 avril-4 mai 1910).

ART. 3.

L'autorité désignée à l'article 1^{er} sera tenue, si la législation intérieure de son pays ne s'y oppose pas, de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans ledit pays aux autorités similaires de tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agira d'infractions visées par l'article 1^{er}.

ART. 4.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. Ils notifieront leur intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera, en même temps, de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent, qui deviendra ainsi Etat contractant.

ART. 5.

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

Dans le cas où l'un des Etats contractants le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet Etat.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants, et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, l'Arrangement cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat qui l'aura dénoncé.

ART. 6.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Paris, dès que six des Etats contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats contractants.

ART. 7.

Si un Etat contractant désire la mise en vigueur du présent Arrangement dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par

un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera, en même temps, de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

La dénonciation de l'Arrangement par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires s'effectuera dans les formes et conditions déterminées par l'alinéa 1^{er} du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives du Gouvernement de la République française.

ART. 8.

Le présent Arrangement, qui portera la date du 4 mai 1910, pourra être signé à Paris jusqu'au 31 juillet suivant, par les Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence relative à la répression de la circulation des Publications obscènes.

Fait à Paris, le quatre mai mil neuf cent dix, en un seul exemplaire, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

(*Suivent les signatures (1).*)

Protocole final.

Les soussignés, délégués des Gouvernements d'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, d'Autriche, de Hongrie, de Belgique, du Brésil, de Danemark, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie, de Suède et de Suisse, se sont réunis à Paris, le 18 avril 1910, sur l'invitation du Gouvernement français, dans le but d'arriver à une entente sur la répression la plus efficace de la circulation des publications obscènes.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux des séances, ils sont convenus de soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements respectifs le projet dont la teneur suit :

PROJET DE CONVENTION.

..... également désireux de donner le plus d'efficacité possible à la répression de la circulation des publications obscènes, ont résolu de conclure une

(1) L'Arrangement pouvant, à teneur de l'article 8, être signé jusqu'au 31 juillet, les noms des signataires ne peuvent encore être indiqués actuellement.

Convention à cet effet et ont en conséquence nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Doit être puni quiconque :

1° Fabrique ou détient, en vue d'en faire commerce ou distribution, des écrits, dessins, images ou objets obscènes ;

2° Importe ou fait importer, transporte ou fait transporter pour le même but lesdits écrits, dessins, images ou objets obscènes ou les met en circulation de toute autre manière ;

3° En fait le commerce même non public ou fait métier de les donner en location ;

4° Annonce ce commerce par un moyen quelconque de publicité.

ART. 2.

Les individus qui auront commis l'une des infractions prévues à l'article 1^{er} seront justiciables des tribunaux des Etats où aura été accompli le délit ou l'un des éléments constitutifs du délit. Ils seront également justiciables des tribunaux de l'Etat auquel ils ressortissent, s'ils y sont trouvés, et alors même que les éléments constitutifs du délit auraient été accomplis en dehors de cet Etat.

Il appartient toutefois à chaque Etat contractant d'appliquer la maxime *non bis in idem* d'après les règles admises par sa législation.

ART. 3.

Les Parties contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour donner effet à la présente Convention, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires à cet égard.

ART. 4.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera :

1° Soit par communication directe entre les autorités judiciaires ;

2° Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ; cet agent enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.

(Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'Etat requis).

3° Soit par la voie diplomatique.

Chaque Partie contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires de cet Etat.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas des 1^o et 2^o du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur-juré de l'Etat requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

ART. 5.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifieront leur intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent, qui deviendra ainsi Etat contractant.

L'adhésion à la Convention entraînera de plein droit, et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 4 mai 1910, qui entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même, dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent.

Il n'est toutefois pas dérogé, par la disposition précédente, à l'article 4 de l'Arrangement précité du 4 mai 1910 qui demeure applicable au cas où un Etat préférerait faire acte d'adhésion seulement à cet Arrangement.

ART. 6.

La présente Convention, complétée par un *Protocole de clôture* qui en fait partie intégrante, sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Paris, dès que six des Etats contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une

copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

ART. 7.

Dans le cas où l'un des Etats contractants dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet Etat.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants, et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, la Convention cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat qui l'aura dénoncée.

La dénonciation de la Convention n'entraînera pas de plein droit dénonciation concomitante de l'Arrangement du 4 mai 1910, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse dans l'acte de notification, sinon, l'Etat contractant devra, pour dénoncer ledit Arrangement, procéder conformément à l'article 5 de cet accord.

ART. 8.

Si un Etat contractant désire la mise en vigueur de la présente Convention dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

L'Etat requérant fera connaître, par une communication adressée à chacun des autres Etats contractants, celui ou ceux des modes de transmission qu'il admet pour les commissions rogatoires à destination des colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires qui auront fait l'objet de la notification visée au premier alinéa du présent article.

La dénonciation de la Convention par un des Etats contractants, pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées au premier alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives du Gouvernement de la République française.

L'adhésion à la Convention par un Etat contractant, pour une ou

plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, entraînera, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 4 mai 1910. Ledit Arrangement y entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même. Toutefois, la dénonciation de la Convention par un Etat contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires n'y entraînera pas de plein droit, à moins de mention expresse dans l'acte de notification, dénonciation concomitante de l'Arrangement du 4 mai 1910.

Néanmoins, à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les adhésions ou dénonciations s'appliquant à cet Arrangement et relatives aux colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires des Etats contractants s'effectueront conformément aux dispositions du présent article.

ANNEXE.

Projet de Protocole de clôture.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de ce jour, les Plénipotentiaires jugent utile d'indiquer que le second alinéa de l'article 2 doit être entendu en ce sens qu'il est désirable que, sauf dans des cas exceptionnels, l'individu qui justifiera avoir été jugé définitivement dans un pays contractant et, en cas de condamnation, avoir subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce, ne puisse être poursuivi pour le même fait dans un autre Etat contractant.

En foi de quoi, les Délégués soussignés ont arrêté le présent Protocole final, dont une copie certifiée conforme sera remise à chacun des Gouvernements respectifs.

Fait à Paris, en un seul exemplaire, le 4 mai 1910.

Pour l'Allemagne : *Sous réserve de l'art. 4* : ALBRECHT LENTZE,
Curt JOEL.

Pour les Etats-Unis d'Amérique : A. BAILLY-BLANCHARD.

Pour l'Autriche : EICHHOFF.

Pour la Hongrie : D^r LOUIS DE FEST, D^r R. DE BARTHA.

Pour la Belgique : JULES LEJEUNE, ISIDORE MAUS.

Pour le Brésil : J. DE SOUZA-BANDEIRA. *Comme auxiliaire* :
J. P. DE SOUZA-DANTAS.

Pour le Danemark : C. E. COLD.

Pour l'Espagne : OCT. CUARTERO.

Pour la France : R. BÉRENGER, L. RENAULT, René LECOMTE,

Marcel CHATAIN, DELIGNE, Paul PEYSSONNIÉ, Théodore TISSIER, HENNEQUIN.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande : E. W. FARNALL, F. S. BULLOCK, S. A. AITKEN.

Pour l'Italie : G. C. BUZZATI, Gerolamo CALVI.

Pour les Pays-Bas : A. DE STUERS, RETHAAN-MACARÉ.

Pour le Portugal : Comte DE SOUZA-ROZA, Jayme DE SÉGUIER.

Pour la Russie : Alexis DE BELLEGARDE, Wladimir DERUJINSKI.

Pour la Suède : F. DE KLERCKER.

Pour la Suisse : LARDY.

ALLEMAGNE — EGYPTÉ

Convention additionnelle à la Convention de Commerce du 19 juillet 1892.

(Signée au Caire, le 17 mars 1910. — Echange des ratifications, 14 juin 1910.)

Les Soussignés,

M. Hermann, Comte de Hatzfeldt-Wildenburg, Agent diplomatique et Consul Général d'Allemagne, au nom de l'Empire d'Allemagne, et

Son Excellence Hussein Ruchdy Pacha, Ministre des Affaires Etrangères de Son Altesse le Khédive d'Égypte ;

dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs et, en ce qui concerne l'Égypte, dans les limites des pouvoirs confirmés par les Firmans Impériaux, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Le numéro I du Protocole annexé à la Convention de Commerce du 19 juillet 1892 est rayé.

Le Gouvernement d'Allemagne suppose que des faveurs analogues à celles qui sont accordées, d'après ledit numéro, au commerce allemand ne seront concédées par le Gouvernement Égyptien à aucune autre Puissance pendant la durée de la présente Convention.

Si, néanmoins, le Gouvernement Égyptien accordait des faveurs analogues à une tierce Puissance, ces faveurs seraient appliquées de plein droit au commerce allemand.

En outre, il est convenu que les marchandises provenant d'un pays qui jouit en Égypte des droits de la nation la plus favorisée garderont

ce privilège et ne seront soumises à aucune surtaxe d'entrepôt, si elles sont importées d'Allemagne en d'Egypte accompagnées de certificats des chambres de commerce ou des douanes allemandes attestant leur provenance des pays sus-indiqués.

ARTICLE 2.

En élargissant l'arrangement contenu dans la note du Ministère des Affaires Etrangères Egyptien au Consul Général d'Allemagne, du 19 juillet 1892, n° 611 *bis*, les deux Parties contractantes déclarent que les tabacs fabriqués dans un des pays contractants et accompagnés de certificats d'origine seront traités, à l'importation dans l'autre pays, comme les produits des pays les plus favorisés.

ARTICLE 3.

A l'alinéa 1 de l'article 13 de la Convention de commerce du 19 juillet 1892 sont insérés après les mots « voyageurs de commerce » les mots suivants : « ainsi que ceux qui leur sont envoyés ».

En outre les dispositions dudit article sont étendues par les stipulations suivantes :

Si des négociants de l'une des Parties contractantes voyagent eux-mêmes ou font voyager dans le territoire de l'autre Partie leurs commis, agents ou autres représentants, dans le but de faire des achats ou de recevoir des commissions, soit avec, soit sans échantillons, ainsi que dans l'intérêt général de leurs affaires commerciales et industrielles, ces négociants ou leurs susdits représentants ne pourront pour ce motif être soumis à aucun surcroît d'impôt ou de taxe.

Il sera réciproquement ajouté foi aux marques de reconnaissance (sceaux, timbres ou plombs) officiellement apposées pour garantir l'identité des échantillons ou modèles exportés de l'un des deux pays et destinés à être réimportés. Ces marques seront reconnues par les douanes de l'autre pays dans le sens que les articles qui les portent seront regardés comme échantillons et traités d'après les stipulations y relatives. Les douanes de l'un et de l'autre pays pourront, toutefois, apposer des marques supplétives, si cette précaution est reconnue indispensable, et seront libres de visiter les échantillons dans le but d'en constater la valeur.

ARTICLE 4.

Le Gouvernement Egyptien reconnaît que le Gouvernement Impérial d'Allemagne a le droit d'appliquer les stipulations de la Convention internationale de Bruxelles relative au régime des sucres, du 5 mars 1902, et de l'acte additionnel à cette Convention, du 28 août 1907, aux sucres de provenance ou de fabrication égyptienne bénéficiant de primes, ou en Egypte ou aux pays d'où ils sont importés en Egypte pour y être soumis à un traitement ultérieur.

ARTICLE 5.

Après le n° 8 de l'article 9, alinéa 6, du Règlement douanier annexé à la Convention de commerce du 19 juillet 1892 est inséré le n° 9 suivant :

« Les articles importés pour l'Institut Impérial Allemand d'Archéologie Egyptienne et pour ses travaux, comme par exemple instruments, livres, outillages, accessoires d'expéditions scientifiques, pourvu que ces objets ne soient pas destinés au commerce ou à l'industrie, et en tant que la valeur totale de ces importations ne dépasse pas la somme de dix mille francs par an. »

ARTICLE 6.

La présente Convention additionnelle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Après la mise en vigueur de la présente Convention additionnelle, la Convention de commerce conclue le 19 juillet 1892, y compris ses annexes avec les modifications et additions y apportées par ladite Convention additionnelle, exercera ses effets jusqu'au 31 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention de faire cesser les effets de la Convention de commerce du 19 juillet 1892, cette dernière avec les modifications et additions susdites continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

ARTICLE 7.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées au Caire, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait au Caire, en double exemplaire, le dix-sept mars mil neuf cent dix.

(L. S.) H. HATZFELDT.

(L. S.) H. RUCHDY.

Le Caire, le 17 mars 1910.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'article 3 de la Convention additionnelle que j'ai eu l'honneur de signer avec vous à la date de ce jour dispose que les douanes de l'un et

de l'autre pays pourront, toutefois, apposer des marques supplétives, si cette précaution est reconnue indispensable, et seront libres de visiter les échantillons dans le but d'en constater la valeur.

Il demeure entendu que si, au cours de ces visites, les douanes respectives venaient à découvrir et constater des actes de contrebande, elles auront naturellement le droit d'appliquer toutes les dispositions relatives à la contrebande.

D'autre part, l'article 5 de la même Convention en accordant à l'Institut archéologique Allemand une exemption limitée des droits de douane réserve à l'administration le droit de visite et de vérification. Au cours de nos pourparlers, vous avez bien voulu me donner l'assurance formelle que la douane n'exercerait, le cas échéant, son droit de visite qu'avec des ménagements et avec les plus grandes précautions, notamment s'il s'agit d'articles qui s'exposeraient à être détériorés par l'ouverture des caisses qui les renferment.

Je serais très obligé à Votre Excellence de me faire connaître que nous sommes bien d'accord sur ces divers points.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

H. HATZFELDT.

*Son Excellence Hussein Ruchdy Pacha, Ministre des Affaires Etrangères,
Le Caire.*

Le Caire, le 17 mars 1910.

MONSIEUR LE COMTE,

Je m'empresse de vous accuser réception de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser en date de ce jour pour préciser la portée des articles 3 et 5 de la Convention additionnelle que nous avons signée aujourd'hui.

Aux termes de cette communication :

« L'article 3 dispose que les douanes de l'un et de l'autre pays pourront, toutefois, apposer des marques supplétives, si cette précaution est reconnue indispensable, et seront libres de visiter les échantillons dans le but d'en constater la valeur.

Il demeure entendu que si, au cours de ces visites, les douanes respectives venaient à découvrir et constater des actes de contrebande, elles auront naturellement le droit d'appliquer toutes les dispositions relatives à la contrebande.

D'autre part, l'article 5 de la même Convention en accordant à l'Institut archéologique Allemand une exemption limitée des droits de douane réserve à l'administration le droit de visite et de vérification. Au cours de nos pourparlers, vous avez bien voulu me donner l'assurance formelle que la douane n'exercerait, le cas échéant, son droit de

visite qu'avec des ménagements et avec les plus grandes précautions, notamment s'il s'agit d'articles qui s'exposeraient à être détériorées par l'ouverture des caisses qui les renferment. »

Je prends acte et vous donne acte également, en ce qui concerne l'article 3, de la déclaration contenue dans votre dépêche ci-dessus visée, et en même temps je vous confirme l'assurance que vous me demandez au sujet du droit de visite prévu à l'article 5.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, les assurances de ma haute considération.

H. RUCHDY.

Monsieur le Comte de Hatzfeldt, Agent et Consul Général d'Allemagne.

AUTRICHE-HONGRIE — ROUMANIE

Convention pour la protection de la propriété sur les œuvres littéraires, artistiques et photographiques.

(Signée à Bucarest, le 18 février/2 mars 1908. — Echange des ratifications, le 2/15 mars 1910.) (1)

Sa Majesté le Roi de Roumanie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, désirant garantir en Roumanie et en Autriche l'exercice du droit de propriété sur les œuvres littéraires, artistiques et photographiques, publiées dans l'un ou dans l'autre de ces deux pays, ont jugé utile de conclure une Convention spéciale à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Démètre Sturdza, Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères, décoré du Collier de son Ordre « Carol I », et

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie,

Le Sieur Jean Prince de Schönburg-Hartenstein, son Chambellan, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie, Commandeur de l'Ordre de François-Joseph avec plaque,

Le sieur Hugues Schauer, Docteur en droit, Conseiller Ministériel au Ministère Impérial Royal Autrichien de la Justice, Chevalier de l'Ordre

(1) *Monitorul oficial* de Roumanie, du 4 mars 1910.

de la Couronne de Fer troisième classe et de l'Ordre de François-Joseph,

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE I.

Les auteurs des œuvres publiées pour la première fois en Roumanie ou en Autriche, dès qu'ils auront accompli les formalités nécessaires dans leurs pays d'origine, jouiront, en ce qui concerne la protection du droit de propriété sur les œuvres littéraires, artistiques et photographiques, de tous les avantages et de tous les droits accordés aux nationaux par les lois respectives.

La durée de la protection ainsi accordée en Roumanie aux œuvres des auteurs autrichiens et en Autriche aux œuvres des auteurs roumains, ne pourra toutefois excéder la durée qui leur est accordée par les lois du pays d'origine.

ART. 2.

La présente Convention entrera en vigueur le quinzième jour après la date à laquelle l'échange des ratifications aura eu lieu.

La durée de cette Convention est fixée à dix années, à partir du jour de son entrée en vigueur.

Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention de faire cesser les effets de la présente Convention, celle-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 3.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signée et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bucarest, en double original, le 18 Février/2 Mars mil neuf cent huit.

(L. S.) D. STURDZA.

(L. S.) SCHONBURG.

(L. S.) SCHÖUER.

Note complémentaire.*(23 février/7 mars et 3/16 mars 1908.)*

Les dispositions de la Convention littéraire dernièrement conclue entre l'Autriche et la Roumanie seront également applicables aux œuvres littéraires, artistiques et photographiques qui sont déjà publiées ou éditées avant la mise en vigueur de la Convention.

Cependant les œuvres dramatiques et les compositions musicales, dont la représentation a été dûment autorisée avant la mise en application de la Convention, pourront être représentées à l'avenir selon les anciennes dispositions.

En outre, les reproductions et imitations qui ont été déjà terminées selon les anciennes normes avant la mise en application de la Convention pourront être mises en circulation; les reproductions et imitations qui sont en cours d'exécution lors de la mise en vigueur de la Convention et qui n'étaient pas interdites jusqu'alors, pourront être achevées et mises en circulation.

D. STURDZA.

SCHÖNBURG.

FRANCE — CANADA

Convention de commerce du 19 septembre 1907 et Convention complémentaire du 23 janvier 1909.

Le texte de ces deux Conventions a été donné dans le n° de février 1910 des *Archives Diplomatiques*, p. 176.

L'échange des ratifications a été fait à Paris le 1^{er} février 1910 et non le 23 janvier 1909).

NOTIFICATION PAR LE HAUT-COMMISSAIRE DU CANADA DE LA MISE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION FRANCO-CANADIENNE (8 FÉVRIER 1910).

Lord Strathcona, Haut-Commissaire pour le Canada, donne notification que la Convention du 19 septembre 1907 entre le Canada et la France, connue sous le nom de « *Traité français de 1907* » ou de « *Convention franco-canadienne de 1907* », et la Convention supplémentaire du 23 janvier 1909 entre le Canada et la France furent approuvées par Actes du Parlement canadien en 1908 et 1909, et que les ratifications en furent échangées en temps utile à Paris, le 1^{er} février courant. Le traité est donc actuellement en vigueur.

D'après l'article 19 de la Convention, le traité du 6 février 1893 entre le Canada et la France cessera ses effets à partir de la date de la mise en vigueur de la Convention de 1907.

Le Département des Douanes à Ottawa donne notification que les droits indiqués dans les tableaux « B » et « C » s'appliquent aux produits naturels et fabriqués, originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine, importés au Canada à partir de la date de la mise en vigueur dudit traité de 1907, si ces produits sont transportés sans transbordement d'un port de ces territoires ou d'un port d'un territoire jouissant du tarif préférentiel ou du tarif intermédiaire en ce qui concerne ces produits dans un port maritime ou fluvial du Canada.

Les produits spécifiés ci-dessus peuvent être importés au Canada dans les conditions établies par le traité précité, si ces produits sont transportés sans transbordement d'un port d'un pays britannique ou d'un pays jouissant en matière douanière, auprès du Canada, de la clause de la nation la plus favorisée dans un port maritime ou fluvial du Canada.

D'après les dispositions des articles 5 et 6 de l'arrangement français de 1908, sont admis au Canada dans les mêmes conditions que celles qui ont été accordées aux produits similaires, naturels et fabriqués, de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat d'Indo-Chine, certains produits naturels et fabriqués des nations suivantes : Royaume-Uni : toutes colonies et possessions britanniques ; et en plus les nations suivantes auxquelles le Canada a accordé en matière douanière le traitement de la nation la plus favorisée : République Argentine, Autriche, Hongrie, Bolivie, Colombie, Danemark, Japon, Norvège, Russie, Espagne, Suède, Suisse, Vénézuéla.

Echantillons. — Les produits passibles de droits servant d'échantillons ou de modèles, originaires d'un pays britannique ou d'un pays jouissant au Canada des avantages de la Convention franco-canadienne de 1907, bénéficieront du remboursement des droits au moment de leur exportation du Canada dans les conditions suivantes. Ces produits devront :

- 1° Etre *bona fide* des échantillons ou des modèles ;
- 2° Avoir été marqués par un fonctionnaire des douanes au moment de leur importation ;
- 3° Etre identifiés par un fonctionnaire des douanes au moment de leur exportation ;
- 4° Etre exportés dans un délai de douze mois à partir de la date d'importation.

Factures. — Les factures de produits entrant au Canada aux termes de la Convention franco-canadienne de 1907 devront être certifiées quant à l'origine, la quantité et la valeur, ainsi qu'il est prescrit par les

règlements douaniers. Les marchandises qui ne seront pas accompagnées de certificats d'origine réguliers seront admises aux conditions du tarif général.

Règlements concernant l'indication d'origine. — Les règlements suivants ont été établis par ordonnance du Conseil en date du 17 décembre 1909 (1) :

1° Lorsque des produits, naturels ou fabriqués, d'un pays quelconque doivent entrer en douane au Canada sous le régime d'un traité ou d'une convention, le pays d'origine doit être indiqué, pour chaque article, en marge de la facture, en face dudit article, ou à toute autre place ;

2° Un certificat d'origine, établi comme il est indiqué ci-après, doit être écrit ou imprimé sur le recto ou le verso de toute facture concernant des produits entrant en douane.

Ce certificat sera rédigé et signé par l'exportateur lui-même, ou, en son nom, par son représentant (*manager*), principal clerc ou tout autre employé supérieur au courant des faits à certifier. Cette pièce doit attester :

Que chaque marchandise portée dans la facture est *bona fide* un produit, naturel ou manufacturé, du pays d'origine y mentionné ;

Que les articles fabriqués portés dans la facture et prêts dans leur état actuel à être exportés au Canada ont subi une part importante de leur manutention dans le pays d'origine indiqué, par l'équivalent au quart au minimum des frais de production dudit article par le travail dudit pays.

FRANCE — PAYS-BAS

Convention pour proroger la Convention d'arbitrage du 6 avril 1904.

(Signée à Paris, 29 décembre 1909. — Echange des ratifications, 5 juillet 1910.)

Le Gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. la reine des Pays-Bas, signataires de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à la Haye, le 29 juillet 1899 :

Considérant que par l'article 19 de cette convention les hautes parties contractantes se sont réservé de conclure des accords en vue du

(1) Cette ordonnance est publiée dans le présent fascicule (Colonies anglaises d'Amérique [Canada]). Législation commerciale, n° 77.

recours à l'arbitrage, dans tous les cas qu'elles jugeront de nature à pouvoir lui être soumis,

Ont autorisé les soussignés à arrêter les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. — Les hautes parties contractantes déclarent prolonger la convention signée à Paris, le 6 avril 1904, relative au règlement par l'arbitrage de certains différends qui pourraient s'élever entre elles.

ART. 2. — La présente convention est conclue pour une durée de cinq années à partir du jour de l'échange des actes de ratification et sera chaque fois prolongée pour une nouvelle période de la même durée si elle n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes au moins un an avant l'expiration de la période quinquennale.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 29 décembre 1909.

(L. S.) Signé : S. PICHON.

(L. S.) — A. DE STUERS.

FRANCE — SUISSE

Echange de notes pour le renouvellement de la Convention d'arbitrage du 14 décembre 1904.

(Paris, 13 juillet 1910.)

M. S. Pichon, ministre des affaires étrangères, a échangé, le 13 juillet 1910, avec M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, des notes constatant l'entente intervenue entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement suisse, en vue de renouveler pour une période de deux ans la convention d'arbitrage qui avait été conclue entre la France et la Suisse le 14 décembre 1904.

GRANDE-BRETAGNE — MONTÉNÉGR0

Convention de commerce et de navigation.

(Signée à Cettigné, le 29 décembre 1909/11 janvier 1910. — Echange des ratifications, 21 juin 1910.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Royal Highness the Prince of Montenegro, being desirous of extending and facilitating still further the commercial relations between their respective countries, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation, and have named as their Plenipotentiaries for this purpose :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, Mr. Henry Beaumont, His Chargé d'Affaires at Cettinje ;

And His Royal Highness the Prince of Montenegro, His Excellency Dr. L. Tomanovitch, President of His Council of Ministers, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles : —

ARTICLE I.

The subjects and the produce of the soil and industry of each of the two High Contracting Par-

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et Son Altesse Royale le Prince de Monténégro, animés du désir d'étendre et de faciliter davantage les relations commerciales entre leurs pays respectifs, ont résolu de conclure une Convention de Commerce et de Navigation. et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, M. Henry Beaumont, son Chargé d'Affaires à Cettigné ;

Et Son Altesse Royale le Prince de Monténégro, son Excellence M. le Dr. L. Tomanovitch, Président de son Conseil des Ministres, son Ministre des Affaires Etrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants : —

ARTICLE I.

Les sujets et les produits du sol et de l'industrie de chacune des deux Hautes Parties Contractantes

ties shall enjoy reciprocally in the territory of the other the same treatment as that accorded to the subjects and produce of the soil and industry of the most favoured foreign nation. In particular this treatment shall be accorded in all matters concerning the establishment of the nationals of each of the High Contracting Parties in the territory of the other, and as regards the exercise of commerce or industries and the payment of taxes connected therewith; also in all matters of commerce and navigation both as regards importation, exportation, and transit, and, in general, in all that concerns customs duties and commercial operations.

ARTICLE 2.

The stipulations of the present Convention shall not be applicable to any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions, or Protectorates beyond the seas, unless notice of accession shall have been given on behalf of any such Colony, Possession, or Protectorate by His Britannic Majesty's Representative at Cetinje before the expiration of one year from the date of the exchange of the ratifications of the present Convention.

Nevertheless, the produce of the soil or industry of any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions, and Protectorates shall enjoy in Montenegro complete and unconditional most-favoured-nation treatment, so long as such Colony, Possession, or Protectorate shall accord to the produce of the soil or industry of Montenegro treatment as favourable as that

jouiront réciproquement dans le territoire de l'autre du traitement accordé aux sujets et aux produits du sol et de l'industrie de la nation étrangère la plus favorisée. Ce traitement sera accordé spécialement en toute matière concernant l'établissement des nationaux de chacune des Hautes Parties Contractantes dans le territoire de l'autre et pour ce qui regarde l'exercice du commerce ou des industries et le paiement des impôts qui s'y rapportent; ainsi qu'en toute matière de commerce et de navigation, tant pour ce qui regarde l'importation, l'exportation et le transit qu'en tout ce qui concerne les droits de douane et les opérations commerciales en général.

ARTICLE 2.

Les stipulations de la présente Convention ne seront applicables à aucune des Colonies, Possessions ou Protectorats de Sa Majesté Britannique au delà des mers à moins qu'une notification à cet effet n'ait été adressée de la part d'une Colonie, Possession ou Protectorat par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Cetinje avant l'expiration d'une année à partir de la date de l'échange des ratifications de la présente Convention.

Toutefois les produits du sol ou de l'industrie d'une des Colonies, Possessions ou Protectorats de Sa Majesté Britannique jouiront dans le Monténégro, sous tous les rapports et sans condition, du traitement de la nation la plus favorisée tant que telle Colonie, Possession ou Protectorat accordera aux produits du sol ou de l'industrie du Monténégro un traitement

accorded to the produce of the soil or industry of any other foreign country.

ARTICLE 3.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Cettinje as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification, and shall be binding during ten years from the day of its coming into force. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other, twelve months before the expiration of the said period of ten years of its intention to terminate it, it shall remain in force until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, the British Colonies, Possessions, and Protectorates which may have acceded to the present Convention in virtue of the provisions of Article 2, either of the High Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

It is understood that the stipulations of the present and of the preceding article referring to British Colonies, Possessions, or Protectorates apply also to the Island of Cyprus.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Cettinje

aussi favorable que le traitement accordé aux produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

ARTICLE 3.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Cettigné aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur immédiatement après la ratification, et restera obligatoire pendant dix années à partir du jour de son entrée en vigueur. Dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncée.

Toutefois, pour ce qui concerne les Colonies, Possessions ou Protectorats Britanniques qui auront accédé à la présente Convention en vertu des dispositions de l'article 2, chacune des Hautes Parties Contractantes aura en outre la faculté d'y renoncer séparément à n'importe quel moment, mais après en avoir donné notification douze mois à l'avance.

Il est entendu que les stipulations du présent et du précédent article ayant trait aux Colonies, Possessions ou Protectorats Britanniques sont applicables aussi à l'Île de Chypre.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Cettigné en double exem-

the 29th December, 1909/ 11th January, 1910. plaire le 29 décembre 1909/ 11 janvier 1910.

(L. S.) Henry BEAUMONT.

(L. S.) Dr. L TOMANOVITCH.

NORVÈGE — LUXEMBOURG

Déclarations relatives à l'Assistance judiciaire.

(Signées et échangées à Christiania et à Luxembourg, le 1^{er} juin 1910.)

I

En addition à la Convention de La Haye relative à la procédure civile du 17 juillet 1905 le Gouvernement Royal de Norvège et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sont convenus de ce qui suit, en vue de rendre plus facile l'assistance judiciaire réciproque :

ARTICLE 1.

Conformément à l'art. 1, dernier alinéa, de la Convention de la Haye relative à la procédure civile, du 17 juillet 1905, les autorités judiciaires norvégiennes et luxembourgeoises pourront correspondre directement entre elles dans les affaires concernant la signification d'actes en matière civile et commerciale.

ARTICLE 2.

En ce qui concerne la Norvège, tout tribunal aura le droit de s'adresser aux autorités luxembourgeoises avec des demandes d'exécution de significations, et tout tribunal de première instance aura le droit de recevoir, de la part d'autorités luxembourgeoises, des demandes d'exécution de significations en Norvège.

En ce qui concerne le Luxembourg, le procureur général près la cour supérieure de justice et les procureurs d'Etat près les tribunaux d'arrondissement auront charge d'adresser aux tribunaux de première instance de la Norvège les demandes d'exécution de significations comme aussi de recevoir, de la part des tribunaux norvégiens, les demandes de cette espèce auxquelles il y aura lieu de satisfaire dans le Grand-Duché.

Si l'autorité recevant la demande n'est pas compétente sur les lieux, elle devra transmettre la demande à l'autorité compétente et en aviser aussitôt l'autorité requérante.

ARTICLE 3.

Cette déclaration sera exécutoire à partir du 15 juin 1910 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois après sa dénonciation par l'une des parties.

La déclaration sera échangée contre une déclaration analogue du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

Kristiania, le 1^{er} juin 1910.

Le Ministre des Affaires Etrangères de Norvège :
(L. S.) (u.) J. IRGENS.

II

En addition à la Convention de La Haye, relative à la procédure civile, du 17 Juillet 1905, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement Royal de Norvège sont convenus de ce qui suit, en vue de rendre plus facile l'assistance judiciaire réciproque :

ARTICLE PREMIER.

Conformément à l'art. 1^{er}, dernier alinéa, de la Convention de La Haye, relative à la procédure civile, du 17 Juillet 1905, les autorités judiciaires luxembourgeoises et norvégiennes pourront correspondre directement entre elles dans les affaires concernant la signification d'actes en matière civile et commerciale.

ARTICLE 2.

En ce qui concerne le Luxembourg, le Procureur Général près la Cour supérieure de Justice et les Procureurs d'Etat près les tribunaux d'arrondissement auront charge d'adresser aux tribunaux de première instance de la Norvège des demandes d'exécution de significations, comme aussi de recevoir, de la part des tribunaux norvégiens, les demandes de cette espèce auxquelles il y aura lieu de satisfaire dans le Grand-Duché.

En ce qui concerne la Norvège, tout tribunal aura le droit de s'adresser aux autorités luxembourgeoises avec des demandes d'exécution de significations, et tout tribunal de première instance aura le droit de recevoir, de la part d'autorités luxembourgeoises, des demandes d'exécution de significations en Norvège.

Si l'autorité recevant la demande n'est pas compétente sur les lieux, elle devra faire transmettre la demande à l'autorité compétente et en aviser aussitôt l'autorité requérante.

ARTICLE 3.

Cette déclaration sera exécutoire à partir du quinze Juin mil neuf cent dix et restera en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois après sa dénonciation par l'une des parties.

La déclaration sera échangée contre une déclaration analogue du Gouvernement Royal de Norvège.

Luxembourg, le 1^{er} Juin 1910.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

(L. S.) (s.) EYSCHEN.

NORVÈGE — PAYS-BAS

**Arrangement concernant le placement réciproque
des aliénés.**

(Notes échangées à Stockholm le 24 mai 1909, et à Christiania, le 6 mai 1910.)

LÉGATION DES PAYS-BAS

Stockholm, le 24 mai 1909.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'expérience a démontré qu'il est possible que le placement d'un ressortissant d'un état dans un établissement d'aliénés situé dans un autre état ait lieu sans que les parents dans la patrie de l'aliéné en soient informés. Mon Gouvernement étant d'avis que le moyen le plus efficace d'éviter qu'à l'avenir de tels cas se produisent est la conclusion d'un arrangement international, m'a chargé de proposer à Votre Excellence, à titre de réciprocité, les articles suivants :

ARTICLE 1. — Le placement d'un *prima facie* ressortissant de la Norvège dans un établissement d'aliénés situé dans les Pays-Bas sera immédiatement notifié à la Légation de la Norvège à La Haye par l'intermédiaire du Département des Affaires Etrangères.

ARTICLE 2. — Les sorties des dits établissements seront notifiées de la même façon.

ARTICLE 3. — Les notifications prévues aux articles 1 et 2 devront mentionner : le nom et le prénom de l'aliéné ; l'établissement dans lequel l'aliéné a été placé ou dont il est sorti ; la date et l'endroit de sa

ARCHIVES DIPLOMATIQUES, t. 115, nos 7-8-9, juillet-août-septembre 1910. 3

naissance ; l'endroit où il était domicilié lors de son placement ; les noms et prénoms ainsi que le domicile de son père et de sa mère et, si les deux parents sont décédés, de ses plus proches parents, et si l'aliéné est marié, le nom et les prénoms ainsi que le domicile de l'époux ou de l'épouse ; l'emploi de l'aliéné ; la date du placement et de la sortie ; le nom de la personne, sur la demande de laquelle l'aliéné fut admis, et si l'admission eut lieu en raison d'un rapport médical, aussi la date de ce rapport, le nom du médecin et son domicile.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de La prier de bien vouloir m'informer si le Gouvernement Norvégien serait disposé à conclure avec les Pays-Bas l'arrangement en question.

Je suis autorisé d'ajouter que cette proposition sera considérée par mon Gouvernement comme un engagement dès que de la part du Gouvernement de Sa Majesté le Roi la réciprocité en aura été assurée, laquelle, selon l'avis de mon Gouvernement, se trouverait établie si Votre Excellence, dans sa réponse, voudrait insérer les stipulations mentionnées ci-dessus, avec les modifications nécessaires.

En offrant à Votre Excellence tous mes remerciements de la suite qu'Elle voudra bien donner à la présente, je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour lui réitérer les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre :

(Signé) BLANCK.

A Son Excellence M. Christophersen, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi de Norvège, etc., etc., etc.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Kristiania, le 6 mai 1910.

MONSIEUR LE BARON,

Par une note en date du 24 mai 1909 la Légation Royale des Pays-Bas, à Stockholm, a bien voulu, d'ordre de Votre Gouvernement, me proposer la conclusion d'un arrangement, à titre de réciprocité, entre la Norvège et les Pays-Bas dont le but serait d'éviter qu'à l'avenir un placement d'un sujet d'un des Etats contractants dans un établissement d'aliénés situé dans l'autre Etat ait lieu sans que les parents dans la patrie de l'aliéné en soient informés.

En réponse j'ai l'honneur de vous faire savoir que je viens d'être autorisé à déclarer que le Gouvernement Norvégien s'engage, à titre de réciprocité, à se conformer aux règles ci-dessous indiquées :

ARTICLE 1. — Le placement d'un *prima facie* ressortissant des Pays-Bas dans un établissement d'aliénés situé en Norvège sera immédiatement notifié à la Légation des Pays-Bas à Kristiania par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Etrangères.

ARTICLE 2. — Les sorties des dits établissements seront notifiées de la même façon.

ARTICLE 3. — Les notifications prévues aux articles 1 et 2 devront mentionner : le nom et le prénom de l'aliéné ; l'établissement dans lequel l'aliéné a été placé ou dont il est sorti ; la date et l'endroit de sa naissance ; l'endroit où il était domicilié lors de son placement ; les noms et prénoms ainsi que le domicile de son père et de sa mère et, si les deux parents sont décédés, de ses plus proches parents, et si l'aliéné est marié, le nom et les prénoms ainsi que le domicile de l'époux ou de l'épouse ; l'emploi de l'aliéné ; la date du placement et de la sortie ; le nom de la personne sur la demande de laquelle l'aliéné fut admis, et si l'admission eut lieu en raison d'un rapport médical, aussi la date de ce rapport, le nom du médecin et son domicile.

En vertu des termes de la note susmentionnée de la Légation des Pays-Bas, j'ai l'honneur de constater, par la présente, que l'engagement mutuel et la réciprocité visée se trouvent ainsi établis entre les deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Baron, les assurances de ma haute considération.

(Signé) J. IRGENS.

A Monsieur le Baron de Welderen Rengers, Ministre des Pays-Bas, etc., etc., etc., Stockholm.

NORVÈGE — ROUMANIE

Traité de commerce et de navigation.

(Signé à Berlin, le 31/18 mars 1910. — Echange des ratifications, le 17 juin 1910.)

Sa Majesté le Roi de Norvège et Sa Majesté le Roi de Roumanie, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays et de développer les relations de commerce et de navigation qui existent entre la Norvège et la Roumanie, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M. Thor von Ditten, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre

plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, etc.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. le Docteur en droit Alexandre Beldiman, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, etc.

lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonnes et dues formes, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les deux Etats contractants.

Les ressortissants de l'un des deux Etats contractants, établis dans l'autre ou y résidant temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits, avantages, immunités et exemptions et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière d'établissement, de commerce, d'industrie et de police qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Etats et applicables à tous les étrangers.

ARTICLE 2.

Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Norvège, qui seront importés en Roumanie, et tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de Roumanie qui seront importés en Norvège, destinés soit à la consommation, soit à la mise en entrepôt, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente Convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée et, en particulier, ne seront passibles de droits ni plus élevés, ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour la Norvège il ne sera pas perçu en Roumanie, et à l'exportation pour la Roumanie il ne sera pas perçu en Norvège, de droits de sortie autres, ni plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre, immédiatement, de tous avantages ou abaissements de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à un autre Etat.

ARTICLE 3.

Des certificats d'origine pourront être exigés par chacune des Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différentiels

d'après l'origine des marchandises, ou pour des raisons concernant la statistique commerciale.

ARTICLE 4.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit,

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles seront applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1° dans des circonstances exceptionnelles, en ce qui touche les provisions de guerre ;

2° pour des raisons de sûreté intérieure de l'Etat ;

3° pour des motifs de police sanitaire ou pour empêcher soit la propagation des épizooties, soit la destruction des plantes notamment par les insectes ou parasites nuisibles ;

4° en vue d'étendre aussi aux marchandises étrangères similaires les prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production, de la vente ou du transport des marchandises indigènes ;

5° pour les marchandises qui sont ou seront l'objet d'un monopole d'Etat.

ARTICLE 5.

Les navires norvégiens et leurs cargaisons seront traités en Roumanie et les navires roumains et leurs cargaisons seront traités en Norvège absolument sur le même pied que les navires de la nation la plus favorisée.

La nationalité des bâtiments sera reconnue de part et d'autre d'après les lois et règlements particuliers à chacun des Etats contractants au moyen des titres et patentes délivrés aux capitaines, patrons ou bateliers par les autorités compétentes.

ARTICLE 6.

Les stipulations de la présente Convention ne s'appliquent pas aux avantages qui sont ou qui pourraient être accordés par l'une des Hautes Parties contractantes à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ainsi qu'aux avantages résultant de la conclusion d'une union douanière, autant que ces mêmes avantages ne seront pas étendus à d'autres Etats.

ARTICLE 7.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

Les parties contractantes se réservent respectivement la faculté de dénoncer à toute époque la présente Convention moyennant un avertissement de douze mois à l'avance.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition originale à Berlin le 31/18 mars mil neuf cent dix.

(L. S.) (tegn.) v. DITTEN.

(L. S.) (tegn.) A. BELDIMAN.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce, conclue à la date de ce jour, entre la Norvège et la Roumanie, les Plénipotentiaires soussignés ont déclaré d'un commun accord que les stipulations de la présente convention ne s'appliquent pas aux avantages spéciaux qui sont ou qui pourraient être accordés par la Norvège à la Suède ou au Danemark, autant que ces mêmes avantages ne seront pas étendus à un autre Etat.

Cette déclaration formera partie intégrante de la Convention même.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole final et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition originale à Berlin le 31/18 mars mil neuf cent dix.

(L. S.) (tegn.) v. DITTEN.

(L. S.) (tegn.) A. BELDIMAN

NORVÈGE — MEXIQUE

**Arrangement concernant l'échange des mandats de poste
entre la Norvège et les Etats-Unis du Mexique.**

(Signé à Christiania le 16 avril 1910, et à Mexico le 11 mai 1910.)

ARTICLE I.

Il est établi entre la Norvège et les Etats-Unis du Mexique un échange des mandats de poste.

ARTICLE 2.

Ce service des mandats de poste entre les pays contractants n'aura lieu que par l'intermédiaire des bureaux d'échange. Le bureau de Kristiania servira de bureau d'échange du côté de la Norvège, et celui de Mexico, D. F., du côté du Mexique.

ARTICLE 3.

Il est entendu que les comptes relatifs à l'échange des mandats de poste dans les deux sens sont établis en monnaie allemande. L'Office du Mexique convertira en monnaie allemande les sommes des mandats émis au Mexique, et en monnaie mexicaine les sommes des mandats émis en Norvège. L'Office de Norvège convertira en monnaie allemande les sommes des mandats émis en Norvège, et en monnaie norvégienne les sommes des mandats émis au Mexique.

La conversion sera effectuée par le bureau d'échange du Mexique d'après le cours du change valable dans la ville de Mexico, c'est-à-dire pour les mandats originaux du Mexique d'après le cours du jour où la liste transmissive du bureau d'échange mexicain est expédiée, et pour les mandats originaux de la Norvège d'après le cours du jour de l'arrivée de la liste transmissive au bureau d'échange mexicain.

L'administration des postes de Norvège a le droit de déterminer elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie allemande et également le taux de conversion de la monnaie allemande dans sa propre monnaie.

L'administration norvégienne doit communiquer à l'administration mexicaine les taux qu'elle aura adoptés pour les dites conversions; et toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de ces taux, doit être notifiée sans retard.

ARTICLE 4.

Le maximum d'un mandat de poste émis au Mexique sur la Norvège sera de deux cents pesos (monnaie mexicaine), et celui d'un mandat émis en Norvège sur le Mexique sera de quatre cents mark (monnaie allemande). Ces maxima pourront être augmentés d'un commun accord. En émettant des mandats de poste, on négligera toute fraction d'un centavo ou d'un pfénning.

ARTICLE 5.

L'administration des postes de Norvège et l'administration des postes des Etats-Unis du Mexique auront, l'un et l'autre, le droit de fixer la taxe à percevoir sur les mandats de poste qu'elles délivreront réciproquement, et cette taxe sera acquise en entier à l'administration du pays d'origine; toutefois, l'administration des postes du Mexique créditera

l'administration de Norvège d'un quart pour cent ($1/4$ %) de la somme des mandats émis au Mexique et payable en Norvège, et l'administration des postes de Norvège fera un payement égal à l'administration des postes du Mexique des mandats émis en Norvège et payables au Mexique.

ARTICLE 6.

Aucun mandat ne sera émis, à moins que l'expéditeur n'indique : le nom complet et l'initiale ou les initiales du prénom tant de l'expéditeur que du bénéficiaire ou le nom de la raison sociale ou de la société qui sont les expéditrices ou les bénéficiaires, et enfin l'adresse de l'expéditeur et du bénéficiaire. Si l'expéditeur d'un mandat désire donner d'autres indications ultérieures quant à l'expéditeur ou au bénéficiaire, de telles indications ultérieures seront admises et dûment portées à la liste transmissive dont il s'agit.

ARTICLE 7.

Les duplicata des mandats de poste ne seront émis que par l'administration des postes du pays payeur et en conformité des dispositions qui existent ou qui seraient ultérieurement établies à cet égard dans ce pays.

ARTICLE 8.

Lorsqu'on désire de faire corriger une erreur dans le nom d'un bénéficiaire ou de faire retirer le montant d'un mandat de poste, l'expéditeur doit s'adresser à ce sujet à l'administration du pays où le mandat a été délivré.

ARTICLE 9.

En général, le remboursement d'un mandat ne doit avoir lieu qu'après que l'administration des postes du pays destinataire s'est assurée que le montant n'a pas encore été payé et qu'après que la dite administration a donné une autorisation de payement.

ARTICLE 10.

Les mandats de poste restent valables dans chaque pays pour douze mois à compter de l'expiration du mois de leur émission, et les montants de tous les mandats qui n'ont pas été payés dans ce délai, sont définitivement acquis à l'administration qui a délivré ces mandats.

ARTICLE 11.

Les bureaux d'échange s'informeront réciproquement, lorsqu'il y aurait des mandats de poste à notifier, des montants versés dans un pays pour payement dans l'autre. Dans ce but des listes analogues au modèle A ci-annexé seront employées, lesquelles seront chaque fois dressées en double original.

Afin d'éviter des inconvénients, en cas où une liste originale soit égarée, chaque bureau d'échange transmettra aussi, par chaque courrier, des doubles des listes transmises par le courrier précédent.

ARTICLE 12.

Chaque mandat inscrit sur la liste portera un numéro (qui est appelé numéro international) commençant chaque année par le numéro 1 ; et les listes porteront également un numéro de série qui commencera le 1^{er} janvier de chaque année par le numéro 1.

ARTICLE 13.

Quant à l'émission et le paiement, les mandats de poste tirés dans un pays sur l'autre seront réglés par les dispositions du service interne en vigueur dans le pays d'origine ou de destination, suivant le cas.

Il est toutefois entendu que la réclamation concernant le paiement d'un mandat à une personne non autorisée n'est admise que dans un délai d'un an à partir de la date du dépôt du mandat. Passé ce terme, les administrations cessent d'être responsables des paiements sur faux acquit.

ARTICLE 14.

Les bureaux d'échange s'accuseront l'un à l'autre la réception de chaque liste, le bureau destinataire renvoyant au bureau expéditeur l'une des listes reçues avec un accusé de réception écrit au verso de la liste. Si une liste n'est point parvenue, le bureau d'échange destinataire la réclamera sans délai. En tel cas le bureau d'échange expéditeur transmettra sans délai au bureau d'échange destinataire un duplicata de la liste dûment désigné comme tel.

ARTICLE 15.

Les listes seront vérifiées avec soin par le bureau d'échange destinataire, qui les rectifie, s'il y constate des erreurs manifestes. Les rectifications devront être communiquées au bureau d'échange expéditeur lors de l'accusé de réception de la liste dont il s'agit. Lorsque les listes contiendront des irrégularités qui ne peuvent être rectifiées, le bureau qui a reçu la liste réclamera des explications au bureau expéditeur, et ces explications seront fournies aussi promptement que possible.

En attendant, l'émission des mandats internes relativement aux indications de la liste entachées d'erreurs sera différée.

ARTICLE 16.

Aussitôt que la liste sera parvenue au bureau destinataire, ce bureau émettra des mandats de poste internes en faveur des bénéficiaires et en monnaie du pays de destination pour les montants portés à la liste, et

transmettra ces mandats internes aux bénéficiaires ou aux bureaux payeurs en conformité des dispositions en vigueur dans le pays de destination.

ARTICLE 17.

S'il arrive quelquefois qu'une administration doit à l'autre pour le compte des mandats de poste plus de vingt mille mark, l'administration débitrice remettra au plus tôt à l'autre le montant approximatif de sa dette à titre d'acompte sur le compte trimestriel, dont traite l'article 19.

ARTICLE 18.

L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de paiement de ce mandat, en acquittant d'avance, au profit exclusif de l'administration du pays d'origine, un droit fixe égal à celui qui est perçu dans ce pays pour les avis de réception des correspondances recommandées. Le même droit peut être appliqué aux demandes de renseignements sur le sort de mandats qui se produisent postérieurement au dépôt, si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté la taxe spéciale pour obtenir un avis de paiement.

Quant aux avis de paiement des mandats il sera procédé comme suit :

1° Les listes des mandats devront porter l'annotation « A. P. », placée dans une rubrique spéciale, en regard de l'enregistrement de tout mandat dont l'expéditeur demande un avis de paiement.

2° Le bureau d'échange destinataire, ayant émis un mandat interne, pour lequel un avis de paiement est demandé, établira l'avis de paiement, appliquera sur le mandat interne le timbre « A. P. » ou y écrira l'annotation très apparente « Avis de paiement », et indiquera sur la formule d'avis y afférente le numéro international du mandat correspondant.

3° Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renverra au bureau d'échange de son pays ; ce bureau, en rédigeant les listes des mandants pour le bureau d'échange correspondant, inscrira en bloc les avis de paiement à remettre.

4° L'avis de paiement sera établi sur une formule analogue au modèle B ci-annexé.

5° Lorsque postérieurement à l'émission d'un mandat et avant l'expiration du délai fixé pour l'admission des réclamations (art. 13 de cet arrangement), l'expéditeur demande un avis de paiement de ce mandat, ledit avis est dressé par le bureau d'échange du pays d'origine qui le communique au bureau d'échange du pays de destination avec l'indication, sur la formule d'avis, des numéros de la liste et du mandat correspondant.

ARTICLE 19.

1° A l'expiration de chaque trimestre l'administration des postes du Mexique fera un compte qui contiendra en particulier : les sommes

totales des mandats délivrés, d'après les listes, pendant le trimestre dans les deux pays, les montants des taxes à allouer de part et d'autre en exécution de l'art. 5, les montants totaux des mandats de poste remboursés aux expéditeurs, les montants totaux des mandats dont le délai de validité est expiré pendant le trimestre et la balance qui en résulte.

2° Il sera transmis à l'administration des postes de la Norvège deux exemplaires de ce compte qui devra toujours être établi en monnaie allemande, et si la balance du compte s'établit à la charge de l'administration des postes mexicaines et en faveur de l'administration de Norvège, le paiement en sera fait en monnaie allemande au moyen de traites payables à vue et tirées sur Berlin ou une autre place commerciale allemande. La traite sera transmise par l'administration des postes mexicaines en même temps que le compte. Si la balance s'établit en faveur de l'administration des postes mexicaines, l'administration des postes de Norvège l'acquittera en renvoyant au Mexique l'exemplaire accepté du compte, et le paiement sera fait au moyen de traites payables à vue et tirées en monnaie allemande sur la ville de Mexico, D. F.

3° Pour l'établissement du compte trimestriel il sera fait usage de formulaires analogues aux modèles C, D, E et F annexés à cet arrangement.

ARTICLE 20.

L'administration des postes de Norvège et l'administration des postes du Mexique seront l'une et l'autre autorisées à adopter des règles spéciales additionnelles de toute nature (si elles ne sont pas contraires aux dispositions de cet arrangement) pour plus grande sécurité contre fraude ou pour meilleure exécution du service en général.

Les deux administrations se donneront connaissance de toutes les règles additionnelles de cette sorte.

ARTICLE 21.

Chaque administration est autorisée, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, à suspendre temporairement le service des mandats de poste, d'une manière générale ou partielle, toutefois à condition d'en donner immédiatement avis à l'autre administration. S'il lui paraît nécessaire, cet avis doit être donné par télégraphe.

ARTICLE 22.

La correspondance entre les bureaux d'échange respectivement à la rectification des listes et celle concernant les communications et les comptes entre les deux administrations centrales devra être rédigée exclusivement en langue française.

ARTICLE 23.

Cet arrangement sera mis en vigueur à la date où les deux administrations en auront convenu, d'un commun accord, et il restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période de six mois après la date à laquelle l'une des deux administrations contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Fait en double original et signé à Kristiania le 16 avril 1910 et à Mexico le 11 mai 1910.

Le directeur général des postes de Norvège :

Thb. HEYERDAHL.

Ragnar Lundh.

*Le directeur général des postes des
Etats-Unis Mexicains :*

N. DOMINGUEZ.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE pour la répression de la traite des Blanches. (Paris, 18 avril-4 mai 1910.)

I

DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES

*Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris,
à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères.*

Paris, le 11 janvier 1910.

Pour faire suite à ma lettre du 4 courant, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence ce qui suit :

Les propositions du Gouvernement impérial pour la Conférence de Paris relative à la répression des Publications obscènes s'inspirent, en général, des décisions prises, en 1902, par la Conférence de Paris sur la répression de la Traite des Blanches.

Des deux propositions élaborées à ladite Conférence, seule, celle qui concerne l'Arrangement qui fixe les formalités administratives susceptibles d'assurer une répression efficace de la Traite des Blanches a été acceptée, tandis que celle d'une Convention sur les mesures législatives à prendre contre la Traite des Blanches n'a pas encore été acceptée à cause des différentes objections soulevées. Etant à prévoir qu'à la Conférence relative à la répression des Publications obscènes qui, prochainement, sera convoquée à Paris, prendront part tous les Etats intéressés à la répression de la Traite des Blanches, il semblerait opportun de profiter de cette occasion pour reprendre les discussions sur la Convention susnommée.

D'après l'avis du Gouvernement impérial, il serait à désirer que la Convention de la Traite des Blanches soit, autant que possible, con-

forme à celle projetée pour la répression des Publications obscènes.

Les objections de mon Gouvernement, comme je l'ai déjà expliqué dans ma précédente lettre, portent sur l'article 6 du projet de Convention en question relatif à l'exécution de la transmission des commissions rogatoires. Les règlements proposés dans l'article 5 de nos propositions pour la Conférence de Paris relative à la répression des Publications obscènes s'inspirent, comme il a également été déjà dit dans ma précédente lettre, des règlements des Conventions sur l'extradition et des Conventions de la Haye sur la procédure civile du 17 juillet 1905. Il semble probable qu'ils recueilleront l'approbation des Puissances intéressées sans grande discussion.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de vous demander qu'une nouvelle rédaction, fixant définitivement le texte des règlements de ce projet de Convention, soit mise sur le programme de la prochaine Conférence relative à la répression des Publications obscènes, et je prie Votre Excellence de vouloir bien faire communiquer notre proposition susmentionnée aux autres Etats intéressés.

En plus des modifications de l'article 6, le Gouvernement impérial propose de compléter par une annexe l'article 7 relatif à la communication des bulletins de condamnation. Ces communications devraient être effectuées par les autorités centrales désignées dans l'article 1^{er} de l'Arrangement susnommé, relatif aux formalités administratives susceptibles d'assurer une répression efficace de la Traite des Blanches, ainsi que le prévoit, dans une certaine mesure, l'article 7 de notre projet, annexé à ma précédente lettre.

Enfin, il semblerait nécessaire au Gouvernement impérial de donner une rédaction plus précise à l'article B du protocole de clôture, dont le projet se trouve en annexe à la page 207 du Livre jaune relatif à la Conférence de Paris de 1902. C'est l'article B ainsi conçu : « Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, l'âge de la majorité devrait être celui qu'établit la loi civile ».

Le Gouvernement impérial estime qu'il faudrait bien spécifier que la loi civile applicable pour fixer l'âge de la majorité doit être la loi civile de l'Etat dont le Code doit être appliqué.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial a également communiqué sa proposition aux autres Etats intéressés à l'Arrangement relatif aux formalités administratives susceptibles d'assurer une répression efficace de la Traite des Blanches.

En raison de l'urgence, le Gouvernement impérial a sollicité les Gouvernements de vouloir bien communiquer aussi vite que possible leurs observations au Gouvernement de la République sans que ce dernier soit obligé de les leur demander.

En priant Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir, aussitôt que faire se pourra, la manière de voir du Gouvernement de la Répu-

blique, je profite de l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances...

Signé : RADOLIN.

M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Représentants de la République française en Autriche-Hongrie, Belgique, au Brésil, en Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, aux Pays-Bas, en Portugal, Russie, Suède et Suisse (1).

Paris, le 7 février 1910.

Ainsi que je vous en ai avisé par télégramme du 14 janvier dernier, la date d'ouverture de la Conférence diplomatique relative aux publications obscènes a dû être reportée au 18 avril prochain.

Or, dans une lettre dont vous trouverez ci-joint copie, M. l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris m'a fait part d'une proposition du Gouvernement impérial tendant à profiter de la réunion à Paris des Délégués pour reprendre la discussion sur le projet de Convention élaboré à Paris par la Conférence internationale pour la répression de la Traite des Blanchés.

Ainsi que le fait observer S. A. S. le Prince de Radolin, seul l'Arrangement administratif élaboré par cette Conférence a pu être signé et ratifié et j'ai eu, à diverses reprises, l'occasion de vous prier d'entretenir le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité de la signature de la Convention relative à la Traite des Blanchés.

La réunion de Délégués des Puissances qui ont pris part à l'élaboration de cette Convention semblerait, en effet, désirable en vue d'apporter les quelques retouches nécessaires pour la signature, dans un bref délai, de l'acte diplomatique en question. Il serait d'ailleurs bien entendu que la discussion, qui pourrait s'ouvrir à ce sujet, porterait seulement sur les réserves faites par différentes Puissances à propos du texte élaboré en 1902. On écarterait toute question nouvelle relative à la Traite des Blanchés dont l'étude préliminaire ne pourrait être effectuée dans un aussi court délai.

Sous ces réserves le Gouvernement de la République, très désireux de voir parfaire l'œuvre d'une conférence dont il a pris l'initiative, ne peut qu'appuyer la proposition du Gouvernement allemand. Il est convaincu qu'une nouvelle réunion des Délégués des Puissances est le moyen le plus pratique d'arriver rapidement à une entente qu'il s'est efforcé de réaliser depuis plusieurs années.

Il ne voit donc aucun inconvénient à ce qu'on profite du fait

(1) Des lettres spéciales ont été adressées à M. l'Ambassadeur de France à Berlin, le Gouvernement impérial allemand étant l'auteur des propositions qui font l'objet de cette circulaire, et à M. le Ministre de la République à Christiania, le Gouvernement norvégien ne se faisant pas représenter à la Conférence pour la répression de la circulation des Publications obscènes.

matériel de la réunion à Paris, en avril prochain, de Délégués des Puissances à la Conférence pour la répression des Publications obscènes pour échanger les quelques observations qui pourront amener l'adoption définitive du texte proposé en 1902 pour la répression de la Traite des Blanches ou d'un texte légèrement modifié.

Il y a toutefois lieu de remarquer que toutes les Puissances qui seront représentées à la Conférence relative aux Publications obscènes n'ont pas pris part à la rédaction du projet de Convention sur la Traite des Blanches ou ont formellement refusé d'y adhérer, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est dans ce cas. Réciproquement, le Gouvernement norvégien qui était représenté à la Conférence de la Traite des Blanches ne prend pas part à celle des Publications obscènes.

Dans ces conditions, il apparaît bien que les deux questions doivent, par la force même des choses, rester absolument distinctes et que, s'il est possible qu'elles soient examinées aux mêmes dates par des Délégués des Puissances, il sera indispensable que les Plénipotentiaires soient munis de pouvoirs spéciaux pour chacune d'elles.

Il serait enfin désirable que ces pouvoirs habilitassent les Délégués non seulement pour discuter, mais aussi pour signer, étant bien entendu d'ailleurs que les signatures ne seraient données qu'autant que les Gouvernements y autoriseraient finalement leurs Délégués et sous réserve également de l'échange ultérieur des ratifications.

Je vous prie de vouloir bien porter les observations qui précèdent à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité en lui demandant de vous aviser, aussitôt que possible, de l'accueil qu'il voudra bien réserver aux propositions contenues dans la présente lettre.

Dans une prochaine communication, je vous chargerai de faire connaître les réserves qui ont été formulées par différentes Puissances à l'acte de 1902. Ces réserves, ainsi qu'il est dit plus haut, serviront de base à la discussion qui pourra s'ouvrir à ce sujet.

Signé: S. PICHON.

M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Représentants de la République française en Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, au Brésil, en Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, aux Pays-Bas, en Portugal, Russie, Suède et Suisse.

Paris, le 12 mars 1910.

Comme suite à ma lettre du 7 février, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint (annexe n° 1) le texte des amendements proposés par le Gouvernement allemand aux articles 6 et 7 du projet de convention et du paragraphe B du projet de protocole de clôture préparés à Paris en 1902 pour la répression de la Traite des Blanches.

De son côté, le Gouvernement suédois, en nous faisant connaître son adhésion à ladite convention, nous avait annoncé qu'il aurait à formuler, au moment de la signature, la réserve ci-jointe en copie (annexe n° 2) concernant l'article 6 de cet accord.

Le Gouvernement des Pays-Bas nous avait, d'autre part, fait parvenir la réserve que vous trouverez reproduite dans l'annexe n° 3.

L'examen de ces trois communications constituerait dès lors le programme sur lequel, suivant les termes de ma lettre précitée du 7 février porteraient limitativement les travaux de la Conférence relative à la Traite des Blanchés dont la réunion a été proposée pour le mois d'avril prochain.

Enfin, vous savez qu'en outre de la Convention et du Protocole final dont il s'agit actuellement, la conférence de 1902 avait préparé un projet d'*Arrangement* qui a été signé le 18 mai 1904, ratifié le 18 juillet 1905 et est entré ensuite en vigueur.

Or, en signant cet *Arrangement*, les Plénipotentiaires des Puissances ont apposé également leur seing sur un procès-verbal de signature relatif à l'application de cet accord aux colonies respectives des Etats contractants.

Si, comme nous nous plaçons à l'espérer, l'échange de vues auquel il va être procédé au mois d'avril aboutit à une entente et à la signature de la Convention, il paraîtrait expédient de régler en même temps les dispositions concernant l'application éventuelle de cette Convention aux colonies.

Nous ne saurions toutefois perdre de vue que la situation n'est pas ici la même que pour ce qui était de l'*Arrangement*.

Ce dernier accord avait surtout un caractère administratif ; il comportait principalement des mesures de surveillance.

La Convention, par contre, vise et établit des obligations en matière d'extradition, de commissions rogatoires qui supposent, comme le montre l'article 5, des Conventions existant déjà entre les pays ou une pratique déjà existante, et il peut se faire que les accords de cette nature ou ces ententes de fait n'existent que pour la métropole, et ne s'étendent pas aux colonies. Aussi les Puissances ne seraient-elles peut-être pas à même d'accéder dès l'abord à la Convention pour leurs colonies, contrairement à ce qu'elles avaient fait en signant l'*Arrangement*.

Cependant il semblerait désirable de poser *ab initio* le principe de la faculté d'accession pour les possessions coloniales.

Nous proposerions donc d'établir un procès-verbal de signature dont le modèle pourrait, *mutatis mutandis*, être emprunté au procès-verbal signé le 18 mai 1904 pour l'*Arrangement*. Vous en trouverez le texte ci-joint (annexe n° 4). Vous remarquerez que l'article 2 a été laissé en blanc. Il est destiné en effet à enregistrer les décisions prises par les Puissances intéressées au sujet de leurs colonies et serait supprimé au besoin si celles-ci désiraient ne pas faire dès maintenant de déclaration.

A ce propos, le Gouvernement néerlandais, ainsi que vous m'en avez avisé, a bien voulu faire connaître la formule qu'il désirait, pour ce qui le concerne, insérer dans ledit article 2. Il lui appartiendra de donner à cet égard à son représentant à la prochaine Conférence les instructions et les pouvoirs nécessaires. (*Pour M. le Ministre de la République à la Haye*).

Il conviendra donc que les Puissances qui prendront part à la Conférence du mois d'avril prochain pour la traite des blanches donnent à leurs représentants les instructions et les pouvoirs nécessaires pour cette question spéciale du procès-verbal de signature. (*Sauf pour M. le Ministre de la République à la Haye*).

Je vous serai obligé d'adresser au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité une communication conçue dans le sens de la présente lettre en y joignant les quatre pièces qui y sont annexées. (*Pour tous les Représentants*).

..... et en marquant, pour ce qui est de l'annexe n° , que vous ne l'envoyez que pour ordre, puisque c'est du Gouvernement que nous la tenons. (*Pour l'Ambassadeur de France à Berlin et pour les Ministres à la Haye et à Stockholm*).

Signé : S. PICHON.

(Traduction)

AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT IMPÉRIAL D'ALLEMAGNE AU PROJET DE CONVENTION PRÉPARÉ EN 1902, A PARIS, POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES.

I. L'article 6 du Projet de Convention internationale pour la répression de la Traite des Blanchés sera remplacé par les dispositions suivantes :

En cas que les autorités d'une des Hautes Parties Contractantes, au cours d'une procédure criminelle relative aux infractions prévues par les articles 1 et 2, sont d'avis qu'il est nécessaire de faire entendre des témoins qui se trouvent dans le pays d'une autre Partie Contractante, ou de faire tout autre acte d'instruction, la transmission des commissions rogatoires se fera par voie diplomatique et il y sera donné suite d'après les lois du pays où le témoin doit être entendu ou l'autre acte d'instruction doit être fait.

Les Conventions d'après lesquelles deux Parties Contractantes se sont entendues pour admettre la transmission directe des commissions rogatoires entre leurs autorités respectives restent intactes.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une tra-

duction faite dans une de ces langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Les dispositions des articles qui précèdent n'excluent pas la faculté pour chacune des Hautes Parties contractantes de faire exécuter directement par ses agents diplomatiques ou consulaires les commissions rogatoires, si les conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si l'Etat sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée ne s'y oppose pas.

2. L'article 7 du Projet sera remplacé par la disposition suivante :

Les autorités désignées à l'article premier de l'Arrangement conclu, à Paris, le 18 mai 1904, à l'effet de concerter les mesures contre le trafic criminel connu sous le nom de « Traite des Blanches », sont obligées de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans leur pays aux autorités similaires de tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des Etats contractants différents.

3. Le paragraphe B du projet de Protocole de clôture de la Convention susdite aura la teneur suivante :

Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, l'âge de la majorité devrait être celui qu'établit la loi civile de l'Etat dont la loi pénale doit être appliquée.

II

RÉSERVE DU GOUVERNEMENT SUÉDOIS SUR L'ARTICLE 6 DU PROJET DE CONVENTION PRÉPARÉ EN 1902, A PARIS, POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES.

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, le Ministre de Suède, dûment autorisé par son Gouvernement, déclare que, pour ce qui concerne la Suède, la transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par cette convention devra s'opérer, nonobstant les prescriptions de l'article 6, exclusivement par la voie diplomatique.

III

RÉSERVE DU GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS SUR LES ARTICLES 1, 2 ET 7 DU PROJET DE CONVENTION PRÉPARÉ EN 1902, A PARIS, POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES.

Le Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas déclare

signer sous la réserve que l'expression « des pays différents » figurant aux articles 1, 2 et 7 de la Convention n'oblige pas le Gouvernement de la Reine à édicter des peines contre les non-Néerlandais qui auraient accompli, dans des pays autres que ceux des Etats signataires et adhérents, les divers actes ou quelques-uns des actes qui sont les éléments constitutifs des infractions prévues par la Convention.

IV

PROJET DE PROCÈS-VERBAL DESTINÉ A ÊTRE SIGNÉ EN MÊME TEMPS QUE
LA CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES.

Procès-verbal de signature.

Les Plénipotentiaires soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de la convention et du protocole annexe de clôture ayant pour but d'assurer une protection efficace contre la Traite des Blancs, ont échangé la déclaration suivante en ce qui concerne l'application de ladite convention et dudit protocole de clôture aux colonies respectives des Etats contractants.

ART. 1^{er}.

Les pays signataires de la convention et du protocole de clôture susmentionnés ont le droit d'y accéder en tout temps pour leurs colonies ou possessions étrangères.

ART. 2.

.
.
.

ART. 3.

Les Gouvernements qui auraient ensuite à faire des déclarations au sujet de leurs colonies le feront dans la forme prévue à l'article 8 de la convention.

En foi de quoi.....

M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères, aux Représentants de la République française en Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, au Brésil, en Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, aux Pays-Bas, en Portugal, Russie, Suède et Suisse.

Paris, le 6 avril 1910.

Le 7 février 1910, je vous ai prié de faire connaître au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité les diverses réserves que le

Gouvernement de la République croyait devoir faire à la proposition du Gouvernement allemand tendant à la réunion, en même temps que de la Conférence relative aux Publications obscènes, d'une Conférence chargée d'arriver à la signature de la Convention élaborée en 1902 pour la répression de la Traite des Blanchés.

Il entrait dans ma pensée que la communication que vous avez dû faire à ce sujet comportait, sous les réserves précitées, l'invitation au Gouvernement de votre résidence de se faire représenter à cette nouvelle conférence qui se réunira à Paris le 18 avril courant.

Certains Gouvernements n'ayant pas compris de cette façon la démarche qui a été faite auprès d'eux, je vous prie de vouloir bien renouveler officiellement cette invitation de la part du Gouvernement de la République.

Je vous serais d'ailleurs obligé de me faire connaître le nom des délégués qui seront désignés à cet effet. Ils pourront être les mêmes que ceux qui auront été désignés pour la Conférence des Publications obscènes, mais devront, ainsi que je le notais dans ma précédente communication, être munis de pouvoirs spéciaux pour les deux Conférences et, si possible, être habilités à signer l'Acte diplomatique qui sers élaboré.

Signé : S. PICHON.

Note du Gouvernement belge.

Le projet de Convention élaboré en 1902 par la Conférence internationale pour la répression de la Traite des Blanchés a, de la part de certaines Puissances qui y avaient été représentées, provoqué des réserves. Un nouvel échange de vues sur les points qui les ont motivées a été jugé utile.

I

Aux termes de l'article 6 du projet, la transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la Convention s'opérera, sauf entente contraire, ou bien par communication directe entre les autorités judiciaires, ou bien par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ; dans ce dernier cas, l'agent diplomatique ou consulaire enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Ce texte consacre le principe de la transmission *directe*, tout en laissant à chaque Etat la faculté d'y déroger par des arrangements particuliers.

Un amendement du Gouvernement allemand propose, au contraire, d'ériger en règle la transmission des commissions rogatoires *par la voie*

diplomatique, les Conventions d'après lesquelles deux parties contractantes se sont entendues pour admettre la transmission directe entre leurs autorités respectives restant intactes.

Le Gouvernement belge estime qu'il est préférable de maintenir le système adopté par la Conférence de 1902. En assurant la rapidité de la transmission et, par suite, de l'exécution des commissions rogatoires, ce système présente, au point de vue d'une répression plus efficace des délits que l'on cherche à atteindre, d'incontestables et importants avantages. Il dispense, d'autre part, les Etats désireux d'établir le régime de la transmission directe, de négocier entre eux, à cet effet, des conventions particulières.

Si le système adopté par la Conférence de Paris diffère de celui que consacre l'article 9 de la Convention de la Haye, du 17 juillet 1905, sur la procédure civile, il importe de remarquer que la célérité dans l'exécution des Commissions rogatoires n'apparaît pas, en matière civile, avec le même caractère de nécessité qu'en matière répressive et qu'ici, tout spécialement, on la doit considérer comme une condition essentielle de la répression.

II

L'article 7 du projet impose aux Hautes Parties Contractantes l'engagement de se communiquer les bulletins de condamnation, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

Le Gouvernement allemand propose de compléter cette disposition en précisant que le soin de cette communication incombe aux autorités désignées à l'article 1^{er} de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904.

Cette modification ne soulève, de la part du Gouvernement belge, aucune objection.

III

Aux termes du paragraphe B du projet de protocole de clôture de la Convention de 1902, l'âge de la majorité pour la répression des infractions prévues dans les articles 1^{er} et 2 devrait être celui qu'établit la loi civile.

On propose de préciser que cette loi est celle de l'Etat dont la loi pénale doit être appliquée.

Cette solution est conforme aux principes du droit pénal belge : le Gouvernement belge ne voit, en conséquence, aucun inconvénient à son adoption.

IV

En ce qui concerne l'application de la Convention aux Colonies, le Gouvernement belge se réserve la faculté d'y accéder ultérieurement.

Note de la Délégation française.

Depuis 1902, le Gouvernement de la République a poursuivi des négociations en vue de la signature du projet de convention élaboré à Paris par la 1^{re} conférence relative à la répression de la Traite des Blanches. Cette Conférence avait en outre élaboré un projet d'Arrangement administratif qui, signé et ratifié depuis lors, est actuellement en vigueur.

De nombreuses puissances, parmi lesquelles la France, se déclarèrent prêtes à signer le projet de convention. Quelques autres firent toutefois des réserves.

Le Gouvernement impérial allemand, par une lettre du 11 janvier 1910 (1), fit savoir au Gouvernement français qu'il avait, en raison de l'urgence, adressé aux Puissances signataires de l'Arrangement administratif pour la répression de la Traite des Blanches, une proposition tendant à ce que l'étude d'une nouvelle rédaction fixant définitivement le texte du projet de Convention relatif à la Traite des Blanches, fût mise au programme de la Conférence relative à la répression de la circulation des Publications obscènes.

Le Gouvernement français pensa qu'il serait, en effet, désirable que des Délégués des Puissances intéressées examinassent les quelques retouches qui pouvaient être nécessaires pour amener la signature, dans un bref délai, de la Convention dont il s'agit et il accepta volontiers le principe de la réunion, à la même date que la réunion de la Conférence relative aux Publications obscènes, d'une seconde Conférence concernant la Traite des Blanches. Il demanda seulement qu'il fût bien entendu que la discussion se limiterait aux réserves faites par différentes Puissances à propos du texte élaboré en 1902 et que toute question nouvelle serait écartée.

Cette manière de voir fut portée à la connaissance des Gouvernements intéressés à la suite d'une lettre du Ministère des Affaires étrangères à ses Représentants, en date du 7 février 1910 (2).

Les Agents diplomatiques français furent, en outre, par lettre du 12 mars 1910 (3) invités à faire tenir auxdits Gouvernements le texte des réserves allemandes, néerlandaises et suédoises au projet de convention.

Dans l'intention du Gouvernement français, les communications dont il s'agit comportaient invitation, aux Puissances à qui elles étaient faites, de se faire représenter à la 2^e Conférence pour la répression de la Traite des Blanches, mais, pour qu'aucun malentendu ne pût subsister, le Ministre des Affaires étrangères invita, le 6 avril, les représentants

(1) Voir page 45.

(2) Voir page 47.

(3) Voir page 48.

français près des Gouvernements intéressés à renouveler formellement cette invitation (1).

Le Gouvernement de la République n'a jamais cru devoir formuler de réserves en ce qui concerne le projet de Convention élaboré en 1902. Disposé à le signer tel quel, il s'est, au contraire, employé à le faire admettre par les Puissances représentées à la Conférence de 1902.

Ce résultat n'ayant pas pu être obtenu, il ne verrait pas d'inconvénient à ce que, pour amener un accord qui est désirable, quelques modifications fussent apportées au projet de la Conférence de 1902.

On examinera donc brièvement ci-après les modifications qui ont été proposées et les solutions pratiques qui s'en dégageraient.

A. PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT ALLEMAND.

TEXTE ÉLABORÉ EN 1902.

ART. 6.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera, sauf entente contraire, ou bien par communication directe entre les autorités judiciaires ou bien par l'entremise de l'Agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis; dans ce dernier cas, l'Agent diplomatique ou consulaire enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente et recevra de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Copie de la commission rogatoire sera toujours adressée, en même temps, à l'autorité supérieure de l'Etat requis.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient sur l'exécution par les autorités requises, des commissions

NOUVELLE RÉDACTION PROPOSÉE.

(Traduction).

ART. 6.

En cas que les autorités des H. P. C., au cours d'une procédure criminelle relative aux infractions prévues par les articles 1 et 2, sont d'avis de faire entendre des témoins qui se trouvent dans le pays d'une autre partie contractante, ou de faire tout autre acte d'instruction, la transmission des commissions rogatoires se fera par la voie diplomatique et il y sera donné suite d'après les lois du pays où le témoin doit être entendu ou l'autre acte d'instruction doit être fait.

Les conventions d'après lesquelles deux parties contractantes se sont entendues pour admettre la transmission directe des Commissions rogatoires entre leurs autorités respectives restent intactes.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée

(1) Voir page 52.

TEXTE ÉLABORÉ EN 1902

rogatoires, continueront à être réglées par la voie diplomatique.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés et certifiée conforme.

NOUVELLE RÉDACTION PROPOSÉE

soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces langues et certifiée conforme par un Agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Les dispositions des articles qui précèdent n'excluent pas la faculté pour chacune des H. P. C. de faire exécuter directement par ses Agents diplomatiques ou consulaires les commissions rogatoires si les conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si l'Etat sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée ne s'y oppose pas.

Le début de l'amendement allemand a pour objet de déterminer les mesures qui peuvent être réclamées par voie de commission rogatoire : faire entendre des témoins ou effectuer tout autre acte d'instruction au cours d'une procédure criminelle relative aux infractions prévues par les articles 1 et 2 de la Convention.

Il n'est peut-être pas indispensable d'introduire dans cette Convention une semblable définition. En effet, aux termes de l'article 5, les infractions visées aux articles 1 et 2 seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la Convention, réputées inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les Conventions déjà existantes.

Il est bien certain que, du fait de cette inscription, toutes les stipulations des conventions existantes s'appliqueront dans le cas des nouvelles infractions. M. Louis Renault, dans son rapport au nom de la Commission de rédaction à la Conférence de 1902, le notait expressément (Livre jaune de la première Conférence, p. 185). Or, la plupart des Conventions existantes visent l'échange des commissions rogatoires en matière pénale. Cet échange est réglé d'autre part, actuellement,

vis-à-vis des pays dont les Conventions d'extradition ne visent pas les mandats judiciaires, par un usage basé sur la réciprocité, au moins en ce qui concerne les Puissances représentées à la Conférence de 1910.

Par conséquent, il apparaît bien clairement que, pour qu'une disposition spéciale visant les commissions rogatoires trouve utilement sa place dans la Convention sur la Traite des Blanches, il est nécessaire que cette disposition institue, pour le délit nouveau qu'elle concerne, une procédure différente de celle qui est usitée généralement pour la communication des commissions rogatoires en matière pénale.

Or, sauf en ce qui concerne la question des traductions, la proposition du Gouvernement impérial allemand reproduit substantiellement les dispositions contenues dans de nombreuses conventions d'extradition ; la procédure qui y est instituée est précisément celle qui est suivie actuellement en droit conventionnel ou en pratique. Adoptée telle qu'elle est formulée, cette proposition ne changerait, au fond, rien à ce qui se pratique actuellement ; il semblerait dès lors préférable, si la Conférence se rangeait aux vues du Gouvernement impérial allemand, de laisser les choses en l'état et de ne rien dire des commissions rogatoires dans la Convention sur la Traite des Blanches afin d'éviter les difficultés et les confusions pouvant résulter des différences de rédactions qui se manifesteraient entre les clauses existant à ce sujet dans les Traités d'extradition et le texte de la Convention actuellement en préparation.

Mais, le but poursuivi par les négociateurs de 1902 était tout différent.

Ils se proposaient, à l'occasion du nouveau délit international dont la répression dépendait beaucoup, dans leur pensée, de la promptitude des procédures, de rechercher les moyens de procurer rapidement aux autorités judiciaires intéressées les renseignements qu'elles voudraient recueillir dans un autre pays contractant.

La communication directe entre les autorités judiciaires sembla le moyen le plus sûr d'arriver à ce but, et la Conférence pensa que, pour sauvegarder le droit de contrôle du Gouvernement requis sur les actes d'instruction réclamés par l'autorité étrangère requérante, il suffirait de prévoir, dans la Convention, l'envoi d'un double de la commission rogatoire à l'autorité supérieure du pays d'exécution. Le Gouvernement serait ainsi à même de prendre ses sûretés et, dans le cas exceptionnel où il aurait estimé que l'exécution du mandat judiciaire portait atteinte à sa souveraineté ou avait un but ou une portée politique, de donner à ses magistrats les instructions nécessaires pour qu'il fût sursis à son accomplissement. (Note du Gouvernement français à la Conférence de 1902, Livre jaune de la première Conférence, p. 36.)

Cette manière de voir fut acceptée sans objection par la Conférence de 1902, et les seules difficultés dont on envisageait l'éventualité étaient d'ordre exclusivement pratique. Certains membres de la Conférence se montraient, en effet, sceptiques sur les résultats des communications

directes (voie consulaire ou voie directe proprement dite) et sur l'économie de temps réelle à obtenir de la procédure toute nouvelle qu'on voulait inaugurer. (Rapport de M. Malepeyre, Livre jaune de la première Conférence, p. 161.)

Les deux procédures proposées dans l'article 5 du projet de convention étaient en effet, à cette époque, une innovation absolue en matière de transmission de commissions rogatoires, au moins entre les pays de langue différente, car on ne saurait faire état, en tant que procédure régulière, de la tolérance de communications directes dans certains cas d'urgence entre les autorités judiciaires frontalières de pays limitrophes.

On pouvait donc, à ce moment, considérer ces innovations comme des tentatives un peu hardies sur les résultats desquelles toutes réserves pouvaient être faites.

La situation s'est notablement modifiée depuis 1902. Une Convention relative à la Procédure civile a été signée à la Haye, le 17 juillet 1905, qui a laissé, en ce qui concerne l'échange des commissions rogatoires en matière civile et commerciale, aux États contractants, la faculté de choisir, pour la transmission des mandats à exécuter sur leur territoire, entre les trois modes : voie consulaire, voie diplomatique, voie directe.

Cette convention fonctionne normalement aujourd'hui et, malgré les hésitations du début, malgré quelques erreurs inévitables et qui d'ailleurs n'étaient pas non plus évitées sous le régime précédent, on peut constater que les craintes manifestées jadis (et spécialement lors de la Conférence de 1902) n'étaient pas fondées.

La Convention de 1905 relative à la Procédure civile permet à chaque État contractant d'indiquer, par *déclaration unilatérale*, le mode de transmission qu'il entend voir employer pour la communication des commissions rogatoires étrangères qui doivent être exécutées sur son territoire. Elle laisse donc les pays, qui estiment indispensable d'exercer le contrôle habituel, libres d'exiger la transmission par la voie diplomatique.

Il semble qu'il serait possible à la Conférence de 1910 de chercher, par mesure transactionnelle, à concilier les deux points de vue exposés, en matière de commission rogatoire dans le texte de 1902 et dans l'amendement allemand, en prenant pour base d'une nouvelle rédaction les articles 9 à 16 de la Convention de la Haye du 17 juillet 1905 relative à la Procédure civile.

Le premier avantage de cette solution semble être de permettre aux pays qui avaient accepté, en ce qui concerne la traite des blanches, le texte de l'article 6 élaboré en 1902, de l'appliquer dans son esprit alors que les pays qui, comme l'Allemagne, pensent que la transmission par la voie diplomatique est indispensable pourront, en faisant la déclaration prévue à l'alinéa 3 de l'article 9 de la Convention de 1905, obtenir satisfaction.

On apercevrait à cette solution un autre avantage d'un ordre général

qu'il importe de signaler. M. Renault, dans son rapport de 1902 (Livre jaune précité, p. 186), signalait que les facilités proposées pour les commissions rogatoires en matière de Traite des Blanchés pourraient être étendues avec avantage aux cas autres que ceux prévus par la Convention. A ce moment la rédaction de 1902 avait la priorité, il eût donc été expédient de se régler autant que possible sur ses dispositions, afin d'éviter les inconvénients qu'entraîne la multiplicité des textes sur une même matière, mais des facilités de cette nature se trouvent avoir été consenties et fonctionner en ce qui concerne les commissions rogatoires en matière civile et commerciale, tandis que la Convention de 1902 est restée en suspens. Si maintenant on les étend en matière pénale (pour ce qui est, il est vrai, d'une seule infraction nettement définie), il apparaît comme très désirable de le faire de façon analogue et par un texte semblable, sinon identique.

En procédant autrement, en appliquant aux transmissions des commissions rogatoires, suivant leur objet, des règles différentes, édictées par des textes divergents on arriverait à une complication et à une confusion telle que les chances d'erreur et de retard seraient considérablement accrues.

Il resterait toutefois entendu — et cette restriction est très suffisamment justifiée par la nature spéciale de l'objet de la commission rogatoire en matière pénale — que serait expressément maintenue l'obligation de faire parvenir un double du mandat à l'autorité supérieure de l'Etat requis, formalité qui a été jugée inutile en matière civile et commerciale. Des réserves pourraient également être faites en ce qui concerne l'exécution des commissions rogatoires par les agents diplomatiques et consulaires en raison du caractère pénal des mandats. Cette question a été soulevée par la Délégation suisse à la Conférence relative à la circulation des Publications obscènes. Il semble toutefois bien certain que, par suite de l'interprétation universellement donnée à l'article 15 de la Convention de 1905 d'après laquelle les Consuls étrangers s'ils exécutent une commission rogatoire ne peuvent le faire qu'à condition de n'exercer aucune contrainte, il est évidemment exclu de cette procédure tout acte qui ne peut s'effectuer que par voie de contrainte et, par conséquent, pour l'accomplissement duquel l'intervention de l'autorité locale est indispensable (perquisition, saisie, etc.).

PROJET DE CONVENTION DE 1902

ART. 7.

Les hautes parties contractantes s'engagent à se communiquer les bulletins de condamnation, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

AMENDEMENT PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT IMPÉRIAL ALLEMAND

ART. 7.

Les autorités désignées à l'article 1^{er} de l'arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904, à l'effet de concerter les mesures contre le trafic connu sous le nom de « traite des blanches », sont obligées de

communiquer les bulletins de condamnations prononcées dans leur pays aux autorités similaires dans tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des Etats contractants différents.

L'amendement du Gouvernement impérial comporte une précision de l'ancien article 7 en ce qui concerne la transmission des bulletins de condamnations relatives au délit international.

La Délégation française ne verrait pas, en principe, d'inconvénient à l'adoption de cet amendement.

Elle pense toutefois que le but poursuivi par le Gouvernement impérial serait atteint par l'adjonction de la phrase suivante à l'article 7 du projet de 1902 :

« Ces documents seront transmis directement par les autorités désignées conformément à l'article 1^{er} de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904, aux autorités similaires des autres Etats contractants. »

Cette rédaction a l'avantage de ne pas introduire dans la Convention le terme « traite des blanches » dont l'emploi avait été évité.

PROJET DE CONVENTION DE 1902

Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, l'âge de la majorité devrait être celui qu'établit la loi civile.

AMENDEMENT DU GOUVERNEMENT IMPÉRIAL ALLEMAND

Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, l'âge de la majorité devrait être celui qu'établit la loi civile de l'Etat dont la loi pénale est appliquée.

La Délégation française ne verrait pas d'inconvénient à l'adoption de l'amendement du Gouvernement impérial sur ce point.

B. RÉSERVE DU GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS.

« Les plénipotentiaires de S. M. la Reine des Pays-Bas déclarent signer sous réserve que l'expression « des différents pays » figurant aux articles 1, 2, 7 de la Convention n'oblige pas le Gouvernement de la Reine à édicter des peines contre les non-Néerlandais qui auraient accompli dans des pays autres que ceux des Etats signataires et adhérents les divers actes ou quelques-uns des actes qui sont les éléments constitutifs des infractions prévues par la Convention. »

La Délégation française ne s'opposera pas à l'introduction, dans la Convention remaniée, d'une disposition donnant satisfaction au désir du Gouvernement néerlandais.

C. RÉSERVE DU GOUVERNEMENT SUÉDOIS.

Cette réserve est relative à la transmission par la voie diplomatique des commissions rogatoires. L'examen, dans la présente note, de l'amendement proposé à propos de l'article 6 est de nature à donner entière satisfaction, croyons-nous, au Gouvernement suédois.

QUESTION DE L'EXTENSION AUX COLONIES.

DISPOSITIONS FINALES.

Pour l'arrangement administratif du 18 mai 1904, la question de l'extension de cet accord aux colonies avait été réglée dans un protocole de signatures.

Conformément à ce précédent, le Gouvernement de la République avait soumis aux Gouvernements intéressés un projet de rédaction à ce sujet.

Si certaines modifications peuvent être apportées par la Conférence de 1910 au texte de 1902, on verrait tout avantage à ce que les dispositions finales soient rédigées dans une forme analogue à celle adoptée pour les dernières Conventions de droit international privé de la Haye (procédure civile, tutelle de majeurs, etc.).

Ainsi que le notait M. Louis Renault dans son rapport de 1902 (Livre jaune précité, p. 187), les derniers articles du projet de Convention sont simplement de protocole. Ils étaient conformes aux dispositions générales acceptées.

Il y aurait intérêt, croyons-nous, à adopter une rédaction plus précise et mieux appropriée aux progrès réalisés dans le droit conventionnel. Cette rédaction règle minutieusement toutes les questions relatives aux ratifications, aux adhésions et aux dénonciations ainsi qu'à l'extension possible de la Convention aux colonies, possessions et circonscriptions consulaires des Etats contractants.

II

LISTE DES PAYS ET DE LEURS DÉLÉGUÉS.

Allemagne.

MM. Lentze, Conseiller intime de Légation au Département des Affaires étrangères.

Joel, Conseiller intime de régence au Département de la Justice de l'Empire.

De Mutius, Conseiller de Légation à l'Ambassade d'Allemagne à Paris, Délégué adjoint.

Autriche.

M. le baron Jean d'Eichhoff, Conseiller de section au Ministère I. R. autrichien de l'Intérieur.

Hongrie.

MM. le docteur Richard de Bartha, Juge au tribunal de Kaposvar, Attaché au Ministère royal hongrois de la Justice.

Le docteur Louis de Fest, Secrétaire ministériel du Ministère hongrois de l'Intérieur.

Le docteur Paul de Angyal, Professeur agrégé de l'Université, Professeur au lycée épiscopal de droit, à Pécs, Membre de l'Académie scientifique de Budapest.

Belgique.

MM. Lejeune, Ministre d'Etat, ancien Ministre la Justice.

Maus, Directeur général au Département de la Justice.

Etats-Unis du Brésil.

MM. J. C. de Souza Bandeira, Membre de l'Ordre des avocats et de l'Académie brésilienne.

José de Souza-Dantas, Secrétaire de la Légation du Brésil.

Danemark.

M. C. E. Cold, Juge à la Cour d'appel de Copenhague.

Espagne.

M. Octavio Cuartero Cifuentes, Substitut à la Cour de Cassation.

France.

MM. Bérenger, Sénateur, Membre de l'Institut.

Louis Renault, Ministre plénipotentiaire, Membre de l'Institut, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères, Professeur à la Faculté de droit de Paris.

René Lecomte, Ministre plénipotentiaire, Secrétaire permanent de la Commission préparatoire de la Conférence de la Haye.

Chatain, Consul général, Sous-Directeur au Ministère des Affaires étrangères.

Deligne, Directeur des Affaires criminelles et des Grâces au Ministère de la Justice.

Peyssonnié, Avocat général près la Cour d'appel de Paris.

Théodore Tissier, Conseiller d'Etat, Directeur du Cabinet du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur.

Hennequin, Sous-Directeur au Ministère de l'Intérieur.

Grande-Bretagne et Irlande.

MM. E. W. Farnall, Assistant secretary au General Post office.

F. S. Bullock, C. I. E., Assistant Commissioner of Police and central authority under the White Slave Arrangement.

G. A. Aitken, Principal Clerck au Home Office.

Italie.

MM. Jules César Buzzati, Professeur ordinaire de Droit international à l'Université de Pavie ;

Le docteur Gerolamo Calvi, Secrétaire de l'Association pour la Moralité publique à Milan.

Pays-Bas.

MM. le chevalier A. L. E. de Stuers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. la Reine à Paris :

E. K. H. Regout, Membre de la seconde Chambre des Etats-Généraux ;

Le jonkheer A. J. Rethaan-Macaré, Avocat général près la Haute-Cour de Justice des Pays-Bas.

Portugal.

MM. le comte de Souza Roza, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Portugal et des Algarves à Paris ;

Jayme de Séguier, Consul général, Attaché commercial à la Légation de Portugal.

Russie.

MM. le conseiller d'Etat Wladimir Derugensky, Professeur à l'Université de Saint-Petersbourg, Membre du Conseil et Délégué du Ministère impérial de la Justice ;

Alexis de Bellegarde, Président du Conseil d'Administration centrale pour les Affaires de la Presse.

Suède.

M. de Klercker, Conseiller de la Légation de Suède à Paris.

Suisse.

MM. Ch. E. Lardy, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse à Paris;

Otto Kronauer, Procureur général de la Confédération.

SECRÉTARIAT.

MM. Jarousse de Sillac, Secrétaire d'Ambassade de 2^e classe ;

Alphand, Vice-Consul de 1^{re} classe, Sous-Chef de bureau au Ministère des Affaires étrangères ;

Bressonnet, Attaché au Ministère des Affaires étrangères ;

Gubian, Rédacteur au Ministère de la Justice ;

Aubry, Rédacteur au Ministère de l'Intérieur.

Secrétaire adjoint :

M. Méric de Bellefon, Elève Vice-Consul.

III

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

Première séance (1).

(18 avril 1910).

Présidence de M. S. PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

La séance est ouverte à 3 heures, dans un des salons du Ministère des Affaires étrangères.

Sont présents :

Allemagne.

MM. Lentze, Conseiller intime de légation au Département des Affaires étrangères ;

Joel, Conseiller intime de régence au Département de la Justice de l'Empire ;

(1) La Conférence relative à la répression de la circulation des Publications obscènes a été ouverte dans la même séance que la Conférence pour la répression de la Traite des Blanchés. Le procès-verbal de la 1^{re} séance est dès lors identique pour ces deux Conférences.

De Mutius, Conseiller de Légation à l'Ambassade d'Allemagne à Paris, Délégué adjoint.

Autriche.

M. le baron Jean d'Eichhoff, Conseiller de section au Ministère I. R. autrichien de l'Intérieur.

Hongrie.

MM. le docteur Richard de Bartha, Juge au tribunal de Kaposvar, Attaché au Ministère royal hongrois de la Justice ;

Le docteur Louis de Fest, Secrétaire ministériel du Ministère hongrois de l'Intérieur ;

Le docteur Paul de Angyal, Professeur agrégé de l'Université, Professeur au lycée épiscopal de Droit, à Pécs, Membre de l'Académie scientifique de Budapest.

Belgique.

MM. Lejeune, Ministre d'Etat, ancien Ministre de la Justice ;

Maus, Directeur général au Département de la Justice.

Etats-Unis du Brésil.

MM. J.-C. de Souza Bandeira, Membre de l'Ordre des avocats et de l'Académie brésilienne ;

José de Souza-Dantas, Secrétaire de la Légation du Brésil.

Danemark.

M. C.-E. Cold, Juge à la Cour d'Appel de Copenhague.

Espagne.

M. Octavio Cuartero Cifuentes, Substitut à la Cour de Cassation.

France.

MM. Bérenger, Sénateur, Membre de l'Institut ;

Lonis Renault, Ministre plénipotentiaire, Membre de l'Institut, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères, Professeur à la Faculté de droit de Paris ;

René Lecomte, Ministre plénipotentiaire, Secrétaire permanent de la Commission préparatoire de la Conférence de la Haye ;

Chatain, Consul général, Sous-Directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

Deligne, Directeur des Affaires criminelles et des Grâces au Ministère de la Justice ;

Peyssonnié, Avocat général près la Cour d'appel de Paris ;
Théodore Tissier, Conseiller d'Etat, Directeur du Cabinet du Président du Conseil ;

Hennequin, Sous-Directeur au Ministère de l'Intérieur.

Grande-Bretagne et Irlande.

MM. E.-W. Farnall, Assistant secretary au General Post Office ;
F.-S. Bullock, C. I. E., Assistant Commissioner of Police and central authority under the White Slave Arrangement ;
G.-A. Aitken, Principal Clerck au Home Office.

Italie.

MM. Jules César Buzzati, Professeur ordinaire de Droit international à l'Université de Pavie ;

Le docteur Gerolamo de Calvi, Secrétaire de l'Association pour la Moralité publique à Milan.

Pays-Bas.

MM. le chevalier A. L. E. de Stuers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. la Reine à Paris ;

Le jonkheer A. J. Rethaan-Macaré, Avocat général près la Haute-Cour de Justice des Pays-Bas.

Portugal.

MM. le comte de Souza Rosa, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Portugal et des Algarves à Paris.

Jayme de Séguier, Consul général, Attaché commercial à la Légation de Portugal.

Russie.

MM. le conseiller d'Etat Wladimir Deruginsky, Professeur à l'Université de Saint-Petersbourg, Membre du Conseil et Délégué du Ministère impérial de la Justice ;

Alexis de Bellegarde, Président du Conseil d'Administration centrale pour les Affaires de la Presse.

Suède.

M. de Klercker, Conseiller de la Légation de Suède à Paris.

Suisse.

MM. Ch. E. Lardy, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse à Paris ;

Otto Kronauer, Procureur général de la Confédération.

M. le Ministre des Affaires étrangères déclare ouverte la Conférence et prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

En présidant à l'ouverture de vos travaux, je me félicite tout d'abord que mes fonctions me permettent de vous souhaiter la bienvenue, au nom du Gouvernement de la République.

Il est peu de questions plus importantes au point de vue social que celles qui sont soumises à vos délibérations. Les Puissances que vous représentez vous ont délégués à l'effet de vous occuper, à la fois, des mesures à prendre pour réprimer la Traite des Blanches et des moyens légaux à rechercher pour s'opposer à la circulation internationale des publications obscènes.

Bien que distincts en apparence, ces deux ordres d'idées s'inspirent de sentiments communs : la haute pensée de moralité qui les domine, la préoccupation d'humanité qui impose aux Gouvernements le devoir d'arracher de malheureuses victimes à l'audace des trafiquants de chair humaine et de protéger l'inexpérience ou l'ignorance de la jeunesse contre les envahissements de l'obscénité. Les nations auxquelles vous appartenez ont compris la nécessité d'une action concertée contre les entreprises des commerçants qui ont trop habilement profité des facilités de communication, des différences de législations et des frontières elles-mêmes pour exercer dans l'impunité leur honteuse industrie : désunir les familles et pervertir les âmes.

L'entente générale qu'il s'agit d'établir s'est déjà partiellement effectuée puisque, le 18 mai 1904, quinze puissances ont signé et ultérieurement ratifié l'Arrangement administratif relatif à la répression de la Traite des Blanches que la conférence de 1902 avait élaboré dans la salle même où vous siégez aujourd'hui. Les effets de cet accord n'ont pas tardé à se manifester d'une façon sensible : grâce à lui, un nombre important de femmes et de filles, mineures ou majeures, ont pu être préservées ou arrachées des bagnes féminins où les attirait le trafic d'une corruption éhontée ; elles ont pu être rapatriées et rendues à leurs familles ; un service d'informations rapides a permis de découvrir et de secourir plus facilement les victimes ; beaucoup de maux ont été guéris, beaucoup de tristesses prévenues, beaucoup de désespoirs apaisés.

Le plus pressé était de venir en aide aux malheureuses qu'une législation imprévoyante avait trop longtemps laissées à la merci des promesses menteuses de la séduction ; il restait ensuite à punir les auteurs du mal contre lequel on n'avait pris que d'insuffisantes précautions. C'est afin de permettre cette répression que la Conférence de 1902 avait établi un projet de convention relatif aux pénalités internationales destinées à atteindre universellement les trafiquants.

Le Gouvernement de la République s'est efforcé d'amener les Gouvernements représentés à la Conférence de 1902 à signer ce projet de convention. La tâche était difficile, puisque pour être menée à bien, il

était nécessaire que différents pays introduisissent dans leurs législations respectives un délit nouveau que beaucoup d'entre elles avaient ignoré jusqu'ici. Elle est actuellement presque terminée et la plupart des pays représentés ici aujourd'hui ont édicté les sanctions législatives nécessaires à la répression de la traite. Quelques objections de détail ou de rédaction ont seules peut-être empêché l'accord de 1902 d'être officiellement constaté et il est apparu qu'un court échange de vues entre les délégués des Etats intéressés amènerait facilement l'entente que de nouvelles correspondances diplomatiques ne pourraient que rendre plus lente. Aussi la France s'est-elle empressée de se rallier à la proposition du Gouvernement impérial allemand tendant à profiter de la présence à Paris des délégués réunis pour examiner la question de la circulation des publications obscènes pour discuter, dans une conférence parallèle, les quelques réserves formulées à l'occasion de la signature du projet de convention. Votre rôle sera donc, sur ce point, de parfaire l'œuvre de la Conférence de 1902 et de fournir aux Gouvernements les moyens de punir les criminels dont vos prédécesseurs avaient contribué à sauver les victimes.

La tâche de la Conférence relative à la répression des publications obscènes sera sans doute moins aisée. Cette conférence n'aura pas, comme sa sœur jumelle, l'avantage de profiter de l'expérience d'une devancière et de s'appuyer sur le précédent heureux d'un Arrangement en vigueur. Ici, tout est à faire et on vous a déjà signalé les difficultés que vous pourrez rencontrer, contre lesquelles n'aura pas à lutter la conférence relative à la Traite des Blanches.

Pour cette dernière, le délit visé est bien caractérisé et défini, voué à une réprobation unanime et universelle; pour les publications obscènes, le délit présente plus d'incertitude, il dépend plus des mœurs, des genres d'esprit des pays où il est jugé et, partant, il est plus insaisissable pour les négociateurs qui s'efforcent de le faire rentrer dans le cadre d'une Union internationale.

Des écueils se dresseront sur votre route, vous aurez à distinguer entre les délits qu'il est nécessaire de punir et les intérêts respectables qu'il faut sauvegarder; vous aurez à tenir compte dans l'examen et la définition des faits de ce qui peut se rattacher aux droits de la science, de l'art et des manifestations de la pensée. En prenant l'initiative de votre réunion, le Gouvernement de la République a pensé que ces écueils pouvaient être évités, que ces intérêts pouvaient être respectés et que le souci de la liberté, qui n'existe nulle part à un plus haut degré qu'en France, pouvait se concilier avec l'obligation de lutter contre la contagion de la débauche et de l'obscénité stupides.

Dans cette tâche, vous serez aidés par les importants travaux des hommes éminents qui ont préparé le Congrès de Paris, en 1908. Ils se sont employés à mettre en pratique quelques-unes de ses résolutions où vous trouverez des indications précieuses pour le règlement des difficultés que rencontreront votre expérience et votre compétence.

N'avez-vous pas, d'ailleurs, la chance de compter parmi vous le pro-

moteur même de ce congrès, l'homme de bien universellement respecté qui a voué sa vie à la défense de l'œuvre sociale et morale pour laquelle vous êtes réunis et qui peut, à juste titre, considérer cette Conférence comme une sorte de couronnement de sa carrière faite de probité, d'honneur, de désintéressement et de courage. Mon illustre collègue et — il me permettra de le dire — mon ami M. le sénateur Béranger vous exposera mieux que personne la genèse et les résultats du Congrès dont il fut l'organisateur.

Si, pour ma part, je me suis permis de signaler les difficultés de votre tâche, c'est que jamais une assemblée n'a été plus capable que la vôtre d'en trouver les solutions. En voyant réunis ici les représentants les plus qualifiés de l'administration, de l'enseignement, de la magistrature et de la diplomatie dans les pays qui les ont délégués, ma confiance s'est affermie dans la réussite de l'œuvre en vue de laquelle ils sont convoqués.

Le nombre et la qualité des membres de cette conférence prouvent à quel point les Gouvernements s'intéressent aux questions qu'elle doit traiter. Aucun d'entre eux ne s'en préoccupe plus sérieusement que le Gouvernement de la République : c'est dire qu'il fera tout ce qui dépendra de lui pour rehausser vos travaux et que nul ne souhaite plus sincèrement le succès de vos délibérations.

M. Lardy, Ministre de Suisse à Paris, répond en ces termes :

MONSIEUR LE MINISTRE,

Permettez-moi de vous exprimer, au nom de mes collègues étranger et au mien, nos remerciements pour les paroles de bienvenue que vous nous avez fait l'honneur de nous adresser, et de remercier aussi le Gouvernement de la République française de l'initiative qu'il a prise en convoquant cette Conférence.

L'accueil fait à cette invitation prouve qu'elle venait à son heure. Partout on a compris que l'action des Ligues et des Associations privées, qui demeurera très utile et très féconde, devait être renforcée par une action gouvernementale. A l'époque où la peste ou le choléra étaient localisés au Bengale ou à la Mecque, des mesures internationales contre ces épidémies n'étaient pas indispensables ; ces mesures se sont imposées lorsque, par la rapidité et la facilité des communications, le choléra et la peste sont devenus des dangers d'ordre mondial. Pour la pornographie, elle était il y a cent ans le triste et coûteux privilège de quelques riches blasés. Aujourd'hui, par la littérature à un sou, par les progrès de la photographie et du cinématographe, elle se répand comme une lèpre des millions d'êtres humains, elle se répand en particulier parmi la jeunesse, et la génération de demain ne nous pardonnerait pas si nous refusions de prendre aujourd'hui les mesures de protection indispensables.

Evidemment, la tâche est complexe. Pour la Traite des Blanches,

on se trouve en présence d'un fait relativement simple : celui qui, dans un but de lucre, livre à la prostitution une fille ou une femme, se rend coupable de traite des blanches. Pour la pornographie, le délit est beaucoup plus varié ; faut-il en faire une annexe des outrages aux mœurs ? Faut-il en faire un délit spécial ? Faut-il punir seulement l'obscénité ? ou faut-il aller plus loin en punissant l'indécence et l'immoralité dans la littérature ? Ceci réglé, doit-on réprimer la fabrication pour elle-même, ou la vente, même non publique, ou l'importation considérée comme très dangereuse dans les pays qui ne fabriquent guère mais importent beaucoup ? Faut-il punir l'annonce et la réclame ? Faut-il punir les annonces de rendez-vous obscènes ?

Une fois l'accord établi sur ces questions de fond, nous nous trouvons en présence de très délicates questions de procédure. Doit-on concevoir l'infraction comme un tout quelles que soient ses formes et la la punir là où l'on met la main sur l'inculpé, sans se préoccuper du lieu où les parties successives de l'infraction ont été commises ? Faut-il faire en un mot de la pornographie un délit international pour lequel il n'y a pas de frontières ? Dans ce cas, ne convient-il pas de reconnaître les sentences de condamnation ou d'acquiescement rendues à l'étranger et d'abandonner le principe de la territorialité du droit pénal et de la non-exécution d'un pays à l'autre de jugements d'ordre pénal ? Ou bien, conserverons-nous le principe de la territorialité en introduisant l'extradition pour pornographie, ce qui soulève de très délicates questions de liberté de la presse et des difficultés politico-artistiques et parlementaires sérieuses.

Vous pouvez être assuré, Monsieur le Ministre, que nous abordons les problèmes posés devant nous avec la volonté d'arriver à des résultats pratiques ; nous sommes fermement résolus à faire les uns et les autres toutes les concessions indispensables pour atteindre le but. Evidemment, l'Etat ne peut pas décréter la vertu à coups d'articles du Code pénal, pas plus qu'il ne peut décréter l'héroïsme à coups de règlements administratifs. Mais, d'autre part, nous sentons que nous devons apporter à l'étude du problème non pas seulement toutes nos forces intellectuelles, mais tout notre cœur, parce que notre responsabilité est engagée envers les générations qui montent, et que nous devons trouver un remède contre la lèpre pornographique qui menace nos enfants.

Nous aurions vivement désiré, Monsieur le Ministre, vous voir prendre personnellement la direction de nos travaux. La tâche n'eût pas été indigne de vous, et je sais, par les entretiens que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Excellence à ce sujet, combien les questions qui nous sont soumises vous intéressent et vous préoccupent. Nous comprenons toutefois que, placé à la tête de la politique extérieure d'un grand pays, vous n'avez pas le temps d'entrer dans le détail de nos travaux. Nous osons compter que si, comme nous en avons confiance, nous aboutissons à des résultats pratiques, vous voudrez bien user de votre haute influence pour les faire passer dans la législation de cette France qui nous reçoit aujourd'hui avec une hospitalité si cordiale.

MES CHERS COLLÈGUES,

Je m'adresse maintenant à vous pour vous proposer d'acclamer sans scrutin comme notre président effectif M. le sénateur Béranger, non pas seulement parce qu'il est le premier sur la liste des délégués français, mais parce que nous avons à cœur de lui donner un témoignage personnel de notre haute estime et de notre gratitude à tous pour ses longs, persévérants et fructueux efforts dans le domaine de la lutte contre la littérature obscène. Je vous prie de vouloir bien vous lever en signe d'assentiment.

La Conférence ratifie par des acclamations unanimes la proposition de M. Lardy.

M. le Ministre des Affaires étrangères cède le fauteuil de la présidence à M. Béranger et se retire.

Présidence de M. BÉRANGER.

M. Béranger remercie MM. les Délégués du grand honneur qu'ils lui font en l'appelant à présider leurs travaux. Il le considère comme le couronnement le plus précieux de sa longue carrière. Il tient à exprimer aussi sa gratitude à M. le Ministre des Affaires étrangères et à M. Lardy pour les paroles flatteuses qu'ils ont voulu lui adresser.

Il reporte ces témoignages de sympathie à l'œuvre qu'il a entreprise avec les initiateurs du Congrès privé de 1908. La réunion de la Conférence actuelle relative à la répression de la circulation des publications obscènes prouve que l'établissement d'une entente internationale en cette matière répond à un besoin universel. De locale, la pornographie est devenue internationale ; aussi la répression doit-elle s'adapter au caractère nouveau de ce mal. Bien loin qu'elle ait à critiquer aucune des législations en vigueur, puisqu'elles correspondent toutes à des mœurs et à des circonstances différentes, la Conférence aura pour objet de chercher les moyens de rendre à ces législations l'efficacité qu'elles ont actuellement perdue pour des raisons tenant à la diffusion universelle de la pornographie.

M. Béranger rappelle ensuite que la Conférence réunie à Paris en 1902 pour la répression de la Traite des Blanches avait élaboré un Projet de Convention avec un Protocole de clôture annexe et un Projet d'Arrangement. L'Arrangement a été signé le 18 mai 1904, ratifié le 18 juillet 1905 et est actuellement en vigueur. Par contre, la signature de la Convention et du Protocole annexe est restée en suspens à raison de certaines objections formulées par quelques-uns des Gouvernements représentés en 1902.

Le Gouvernement impérial allemand a proposé de mettre à profit, pour tenter d'arriver à un accord définitif, la présence à Paris des Délé-

gués qui allaient y être convoqués pour l'examen des questions relatives aux publications obscènes. Le Gouvernement français a accepté très volontiers cette proposition, étant entendu toutefois que les deux Conférences seraient distinctes et que les Délégués des Gouvernements seraient munis de pouvoirs spéciaux pour chacune d'elles. Les invitations envoyées dans ces conditions ont été acceptées, et le Président espère qu'il sera aisé d'arriver maintenant à la signature de la Convention et du Protocole de clôture annexe.

M. Bérenger propose à MM. les Délégués d'élire par acclamation à la Vice-Présidence des deux Conférences M. Lardy, Ministre de Suisse à Paris, qui a déjà exercé cette fonction avec tant de distinction à la Conférence de la Traite des Blanchés de 1902.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Lardy remercie ses collègues.

M. Bérenger fait alors compléter le bureau par la nomination du Secrétariat, dont la composition pourrait être identique pour les deux Conférences.

Il propose :

Comme secrétaires :

MM. Jarousse de Sillac, Secrétaire d'Ambassade de 2^e classe ;

Alphand, Vice-Consul de 1^{re} classe, sous-chef de bureau au Ministère des Affaires étrangères ;

Bressonnet, Attaché au Ministère des Affaires étrangères ;

Gubian, Rédacteur au Ministère de la Justice ;

Aubry, Rédacteur au Ministère de l'Intérieur.

Comme secrétaire adjoint :

M. Méric de Bellefon, Elève vice-consul.

Ces propositions sont agréées.

M. Bérenger propose de constituer, suivant l'usage, des commissions dont chacune serait chargée de l'étude d'une partie des matières à examiner pour ce qui concerne, d'une part, la Traite des Blanchés, et, de l'autre, la répression de la circulation des publications obscènes.

Pour la Conférence relative à la répression de la Traite des Blanchés, M. Bérenger pense qu'en raison du nombre relativement restreint des points à discuter, une seule commission serait suffisante.

Passant ensuite aux questions afférentes à la Conférence pour la répression de la circulation des publications obscènes, M. Bérenger estime que pour les quatre paragraphes de l'article 1^{er} des propositions françaises, deux commissions pourraient être constituées en vue de l'examen des questions délicates et internationales qui y sont soulevées : la première de ces commissions aurait à s'occuper de la fabrication et de la circulation (§ 1 et 2) ; la seconde aurait dans ses attributions le commerce non public et le délit d'annonce (§ 3 et 4).

M. Louis Renault propose une modification et une atténuation de la proposition de M. Béranger : il s'agit là d'un ensemble d'idées, dont la distinction ne serait peut-être pas faite de la même manière par toutes les Délégations ; ne serait-il pas préférable de former une seule commission pour l'étude de l'article 1^{er} ? Elle pourrait se subdiviser en sous-commissions après avoir établi leurs attributions.

M. Béranger ne fait pas d'objections à la suggestion de M. L. Renault.

Les questions visées par les articles 2, 3, 4 et 5, c'est-à-dire la désignation d'une autorité pour rassembler les documents, la compétence du juge du domicile (question assez considérable qui provoquera une étude approfondie), l'extradition et les commissions rogatoires, paraissent à M. Béranger présenter une connexité qui appellerait leur groupement dans une autre commission.

M. Béranger propose et fait agréer la constitution de ces deux Commissions.

En conséquence, MM. les Délégués sont priés par M. Béranger de se faire inscrire à celle des Commissions qui aurait leurs préférences, étant bien entendu du reste que tous, dans la mesure de leur mandat, pourront participer aux travaux de chacune d'elles, et qu'à cet effet leurs séances n'auront pas lieu simultanément.

La séance est levée à 5 heures et demie

Le Président :

BÉRANGER.

Les Secrétaires :

JAROUSSE DE SILLAC ;

ALPHAND ;

BRESSONNET ;

GUBIAN ;

AUBRY ;

MÉRIC DE BELLEFON.

Deuxième séance.

(26 avril 1910).

Présidence de M. LARDY, Vice-Président.

La séance est ouverte à 5 heures dans un des salons du Ministère de l'Intérieur.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance, à l'exception de M. de Mutius.

Les épreuves du procès-verbal de la séance d'ouverture de la Conférence sont distribuées ; MM. les Délégués sont priés de faire connaître au Secrétariat les modifications qu'ils voudraient y voir apportées.

Les Membres de la Conférence sont en possession du rapport de la Commission pour la répression de la Traite des Blanchés ; le rapport a été rédigé par M. Alphand qui, secrétaire de la Conférence et de la Commission, n'a pas cru pouvoir le signer. Sur la proposition de son Président, la Conférence décide que le nom de M. Alphand sera inscrit en tête de son rapport de la même façon que celui des rapporteurs des Commissions relatives aux Publications obscènes. M. le Président fait observer que la Conférence n'a pas à discuter les termes du rapport qui lui est soumis, mais à examiner ses conclusions. Il demande donc à la Conférence de passer à la discussion des articles du projet de convention.

(Assentiment).

M. de Bartha dépose sur le bureau le texte des articles 43 à 47 de la loi hongroise xxxvi de l'année 1908 relatifs à la répression de la Traite des Blanchés. Ce document permettra à la Conférence de se rendre compte que la législation hongroise s'efforce de réprimer, autant que possible, le trafic des femmes et filles.

M. de Souza Bandeira fait un dépôt analogue en ce qui concerne les Etats-Unis du Brésil.

Ces documents seront annexés au présent procès-verbal.

M. le Président donne lecture du projet de Convention élaboré par la Commission.

Les articles 1, 2 et 3, non modifiés, reproduisent les articles du projet de 1902. Ils sont approuvés.

A l'article 4, concernant la communication des lois relatives à la Traite des Blanchés, la Délégation française a demandé qu'on fit une addition pour préciser que cette communication se ferait par l'intermédiaire du Gouvernement de la République française. Cette addition est adoptée et l'article 4 est ainsi rédigé :

« Les Etats contractants se communiqueront, *par l'entremise du Gouvernement de la République française*, les lois..., etc... »

L'article 5 n'a pas été modifié.

L'article 6 relatif aux commissions rogatoires est mis en discussion.

M. Lentze, Délégué du Gouvernement allemand, insiste auprès de la Conférence en vue de l'adoption de sa proposition, repoussée par la Commission et relative à l'exécution directe des commissions rogatoires par les agents diplomatiques et consulaires.

L'amendement allemand était ainsi conçu :

« Les dispositions qui précèdent n'excluent pas la faculté, pour chacune des H. P. C., de faire exécuter directement par ses agents diplomatiques ou consulaires les commissions rogatoires, si les conventions

intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si l'Etat sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée ne s'y oppose pas. »

M. Lentze note que cette rédaction n'est pas nouvelle ; elle figure dans la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 relative à la Procédure civile. Des objections contre son adoption ont pourtant été formulées par la Commission qui, en définitive, l'a rejetée. On a dit qu'une telle clause serait de nature à éveiller les susceptibilités gouvernementales et parlementaires, en raison du caractère pénal des mandats à exécuter et de l'atteinte à la souveraineté du pays dans le territoire duquel un agent serait amené à exécuter un mandat judiciaire. Il semble à la Délégation allemande que le texte proposé répond à ces objections et qu'il ne peut nullement être dangereux d'en adopter les termes puisqu'ils prévoient la faculté pour les Etats contractants, d'interdire, s'ils le jugent à propos, cette procédure sur leur territoire. Il serait donc superflu, pour les Etats qui n'admettraient pas cette procédure, d'insérer une réserve spéciale au Protocole de signature, puisqu'ils pourront écarter l'application de cette clause.

On ne voit pas d'ailleurs en quoi cette procédure porterait atteinte à la souveraineté du pays où le mandat judiciaire doit être accompli, et, en tout cas, il ne semble pas qu'une différence puisse être relevée, à ce point de vue, entre les commissions rogatoires pénales et civiles. Dans un cas comme dans l'autre, les Consuls étrangers ne pourront que recevoir les dépositions de témoins qui ne seront nullement *forcés* de comparaître devant eux. On ne conçoit pas comment les *conversations* de cette nature, entre le Consul et ses nationaux, pourraient porter ombrage au pays où elles ont lieu et l'intérêt que ce pays aurait à les connaître. La déposition d'un témoin peut être, en l'espèce, comparée aux déclarations qu'un national peut faire devant un Consul remplissant les fonctions de notaire, fonctions qui sont reconnues aux Consuls étrangers par les Conventions ou l'usage. Cette procédure est plus agréable pour le témoin qui peut déposer plus facilement devant le Consul que devant les tribunaux locaux, dont il ne connaît ni la langue, ni les lois, ni les usages. Le témoin peut ainsi, dans des matières aussi délicates, éviter les divulgations et les indiscretions de la presse. Enfin, cette procédure est infiniment pratique et rapide. Elle évite les traductions et les frais et assure une bonne administration de la justice, le Consul étant au courant de la législation appliquée par le tribunal requérant. Une procédure qui présente tant d'avantages serait assurément adoptée par un grand nombre de pays et, si un Etat la jugeait dangereuse, il pourrait, d'après le texte même de la proposition, l'interdire sur son territoire. Pour toutes ces raisons, le Gouvernement allemand insiste tout spécialement en vue de l'adoption de cette clause, au sujet de laquelle M. Lentze a reçu des instructions formelles ; si elle n'était pas adoptée, la Délégation allemande se verrait dans la nécessité d'insérer une réserve au Protocole de signature.

M. Maus s'élève contre la proposition de la Délégation allemande

dont il n'aperçoit pas l'utilité puisqu'elle contient une réserve qui permettra de l'éluider. Malgré cette réserve — dont il ne serait pas toujours facile aux petits pays de se servir sans mécontenter peut-être des Puissances plus importantes qui verraient dans cette opposition une marque de défiance — il ne lui paraît pas possible d'admettre l'inscription de cette clause dans la Convention. Le principe en a été admis à La Haye en matière civile, mais, en matière pénale, il n'est pas possible de le proclamer. La juridiction pénale suppose en effet l'*imperium* et un pays civilisé ne peut permettre l'exercice de cette juridiction, sur son territoire, par un agent étranger. Cette intrusion rappellerait le régime des capitulations. Aussi c'est précisément l'exercice souverain de la juridiction que réclament tout d'abord les pays qui veulent secouer le joug des capitulations et la Belgique ne pourrait admettre qu'on portât atteinte à un principe qu'elle considère comme intéressant sa souveraineté.

D'après la proposition qui nous est soumise, la commission rogatoire pourra être exécutée par l'agent diplomatique ou consulaire non seulement dans le cas d'accord préalable entre les deux États intéressés, mais encore si l'État, sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée, ne s'y oppose pas. Or, on ne peut obliger un État à faire un acte d'opposition pour conserver ses droits de souveraineté. Il pourrait, d'ailleurs, se présenter des cas dans lesquels l'État ne ferait pas d'opposition, parce que l'agent consulaire aurait omis de lui faire connaître l'acte de procédure qu'il avait mission d'accomplir. Cet acte serait alors licite, bien que telle n'est certainement pas la pensée qui a inspiré la proposition allemande.

M. Buzzati craint qu'il y ait une équivoque. M. Lentze pense qu'en convoquant son national et en recevant sa déposition, le Consul agit comme notaire. La comparaison n'est peut-être pas très juste. Il s'agit ici d'un acte d'instruction qui peut être invoqué même dans le pays où il a été exécuté. La clause proposée n'aura-t-elle pas pour effet de forcer les tribunaux locaux à reconnaître pour valables les pièces d'exécution établies par le Consul, et, dans ce cas, la traduction sera-t-elle évitée ?

M. le Délégué allemand soutient que l'exécution de ces mandats ne comportera aucune contrainte. Dans le sens strict, c'est exact, mais comptera-t-on pour rien l'élément de contrainte morale que le Consul peut exercer, en vertu de son influence, sur son national ? En outre, il est nécessaire de conserver à l'exécution des commissions rogatoires le caractère de publicité qu'elle peut avoir lorsqu'elle est accomplie devant le tribunal local. Le mandat ne pourra pas être exécuté publiquement par le Consul. Enfin, une dernière question se pose. Si l'amendement allemand était adopté, à quel moment les Gouvernements devront-ils s'opposer à la Procédure qu'il institue ? Est-ce au lendemain de la ratification de la Convention, est-ce après que les Consuls auront exécuté des commissions rogatoires, mais, dans ce cas, en seront-ils avisés ? Trop de difficultés semblent devoir résulter de l'application de

cet amendement, aussi la Délégation italienne est-elle décidée à le repousser quels que soient les avantages qu'il puisse présenter.

M. Farnall se rallie à l'opinion de M. Buzzati. Il remarque, en outre, que, dans certains pays, les Consuls n'ont pas le pouvoir, d'après leurs lois internes, d'exécuter les commissions rogatoires. Comment donner, à la *conversation* que le Consul tiendra avec son national, le caractère authentique ?

M. de Souza Bandeira se demande également si cette *conversation* pourra être considérée comme l'exécution d'une commission rogatoire.

M. Lentze répond à MM. Farnall et de Souza Bandeira ; c'est le Tribunal auquel seront présentées les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire qui les authentiquera et le Tribunal ne décernera les mandats judiciaires à des Consuls que dans les pays qui ne s'y opposeront pas.

En ce qui concerne les objections de M. Maus, M. Lentze ne pense pas que les petits Etats seront, en cette circonstance, plus mal traités que les grands ; une semblable distinction n'existe pas au point de vue juridique. La clause dont il demande l'adoption figure dans la Convention de La Haye, et on connaît déjà maintenant les Etats qui n'acceptent pas cette procédure. Des instructions seraient données en conséquence aux Tribunaux allemands.

M. Buzzati, d'autre part, a invoqué la nécessité d'une publicité. Ce n'est pas au lieu d'exécution de la Délégation qu'elle se fera, mais au lieu où doit être rendu le jugement. Enfin, si la comparaison qui a été faite entre la réception d'une déposition et la confection d'un acte notarié n'est pas très exacte, on ne peut nier qu'il existe, entre les deux opérations, de sérieuses analogies.

M. de Souza Bandeira fait remarquer qu'en souscrivant à la clause allemande, un pays aura le droit d'en interdire l'application sur son territoire ; il s'obligera, il est vrai, à reconnaître la valeur des dispositions ainsi recueillies, mais, comme, en pratique, ces pièces ne seront invoquées que devant le Tribunal du pays du consul, la Délégation brésilienne ne verrait pas d'inconvénient à l'adoption de l'amendement allemand, bien qu'en principe, il soit partisan des thèses belge et italienne.

M. de Bellegarde déclare qu'en raison des difficultés que pourrait présenter la fin de cet amendement, la délégation russe se trouve dans l'impossibilité de voter pour la proposition de l'Allemagne.

M. Lardy présente quelques observations au nom de son Gouvernement. Il appelle l'attention de la Conférence sur l'importance de la décision qu'elle va prendre. On a parlé de la Convention de la Haye mais, même en matière civile, la clause que l'Allemagne voudrait voir adoptée en matière pénale, a soulevé les plus graves objections qu'on retrouve dans les travaux de la Conférence de Droit international privé. De nombreux Etats, dont l'Autriche, ont très vivement protesté contre cette clause qui n'a été acceptée que grâce à la restriction qui

permettait d'en écarter l'emploi. Il ne s'agissait pourtant que de matière civile ou commerciale. Comment pourrions-nous admettre une semblable disposition en droit pénal, partie du Droit public? Ici les réserves faites à la Haye, dans les procès-verbaux, paraissent insuffisantes. C'est le principe même de la procédure consulaire en matière pénale qu'il convient d'écarter, car ce principe a pour effet de dessaisir, en faveur d'un agent étranger, le juge national exclusivement compétent; ce principe porte une grave atteinte à la souveraineté de l'Etat. Adopter l'amendement allemand serait revenir au régime des capitulations.

D'ailleurs, en internationalisant le délit de Traite des Blanchés, les Délégués ont voulu que les infractions soient le plus possible portées à la connaissance des Gouvernements de l'Union. Est-ce le moyen de favoriser cette divulgation en laissant le soin d'exécuter les mandats judiciaires à un Consul qui n'avisera pas l'autorité locale des faits qu'elle a avantage à connaître? Il est de tout intérêt que l'autorité locale soit avisée; cela sera-t-il fait lorsque le Consul tiendra à ménager quelque personne de sa colonie?

En conséquence, M. Lardy pense qu'il est tout à fait impossible d'admettre que, dans une convention à laquelle quinze Etats seront parties, à laquelle on conviera toutes les puissances, on introduise une disposition basée sur un principe aussi contraire à la souveraineté des Etats. La proposition allemande est, au point de vue général, inacceptable.

Au point de vue particulier, relatif à la Traite des Blanchés, elle semble aller à l'encontre du but poursuivi: la répression internationale de tous les faits relatifs à la Traite.

La Délégation suisse ne peut que rendre hommage à la persévérance et à l'habileté de la Délégation allemande. Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que le Gouvernement allemand conclue des conventions bilatérales avec les Pays qui y consentiront en vue de l'exécution des Commissions rogatoires par les Consuls, mais une disposition à ce sujet ne peut trouver place dans un Traité d'Union.

M. Lardy demande à M. Lentze s'il ne lui est pas possible de retirer son amendement.

M. Lentze a reçu des instructions formelles sur ce point. Même s'il voulait, personnellement, accepter une transaction, il ne pourrait le faire en raison des ordres de son Gouvernement. L'Allemagne reconnaît que certains Etats n'acceptent pas l'exécution sur leur territoire des Commissions rogatoires par des Consuls étrangers. Mais pourquoi ne pas laisser cette faculté lorsque le pays ne s'y oppose pas?

Pour répondre à l'observation particulière de M. Lardy, M. le Délégué de l'Allemagne fait remarquer que les renseignements sur les cas de Traite seront plus utilement communiqués entre les Offices centraux que par la transmission des mandats judiciaires qui ne fournissent que des indications incomplètes.

On a dit, d'autre part, que la clause allemande équivaldrait à un

retour aux capitulations. On va peut-être un peu loin et on ne songe pas que la concession faite en matière civile est, à ce point de vue, identique. L'Allemagne ne veut porter, en aucune façon, atteinte à la souveraineté des Etats. Elle désire, seulement, en toute simplicité, obtenir de ses ressortissants des renseignements sur des faits de Traite, de la manière la plus rapide et la plus commode : par l'intermédiaire de ses Consuls et sans que ceux-ci exercent de contrainte. Chaque Etat bénéficierait de cette faculté et, par conséquent, la question présente non pas un intérêt allemand, mais un intérêt général.

M. de Souza Dantas pense que M. Lardy s'est exagéré les craintes que peut soulever la procédure préconisée par l'Allemagne. Il redoute de voir un Consul exécuter un acte d'instruction même dans les termes proposés par l'Allemagne. Mais est-ce qu'en internationalisant le délit et, partant, en dessaisissant, dans quelques cas, le juge national de sa compétence exclusive pour le jugement, ce qui est plus important, il serait inacceptable de dessaisir la justice pour un acte de simple instruction dans l'intérêt de la célérité du procès ! Et, s'il n'y a pas contrainte, quel danger peut-il y avoir ? Quant au manque de communication de la part des consuls à l'autorité locale au sujet des infractions, la communication des bulletins des condamnations corrige, à ce sujet, tout inconvénient, dès que l'on déclare les fondements de la sentence.

M. Rethaan Macaré rend hommage à la clarté des explications de M. Lentze. Il ne peut pas cependant se rallier à sa thèse, sur l'utilité pratique de laquelle il se fait d'ailleurs peu d'illusion. En effet, en l'espèce, les choses ne se présenteraient pas aussi simplement qu'on paraît le supposer. Les enquêtes à effectuer devront se poursuivre en général dans les maisons publiques, les témoins à entendre seront pour la plupart de nationalité différente. Dans ces conditions l'intervention du Consul apparaît comme inutile. Des enquêtes parallèles seront souvent conduites et par le Consul et par le juge local ; à laquelle ajoutera-t-on le plus de foi ?

M. Lentze reconnaît que l'Allemagne n'usera, que dans des cas pour lesquels cette procédure serait spécialement commode, de la faculté qui lui serait reconnue si sa proposition était adoptée.

Plusieurs membres demandent la clôture de la discussion générale.

Elle est ordonnée.

M. Lentze fait savoir qu'au cas où sa proposition ne serait pas acceptée il a reçu des instructions formelles en vue d'une réserve à insérer au Protocole de signature en ce qui concerne les droits de son Gouvernement de faire exécuter les Commissions rogatoires par ses Consuls.

M. Maus demande si cette réserve vise uniquement les pays qui consentent à l'exécution des Commissions rogatoires par les Consuls étrangers.

M. Lentze répond qu'elle s'applique aux pays qui ne *s'opposent* pas à cette procédure.

M. Lardy demande comment l'Allemagne pourra être renseignée à

ce sujet. Se réserve-t-elle d'agir par ses Consuls aussi longtemps qu'on ne protestera pas ?

M. Louis Renault fait savoir à la Conférence que la France a admis, sous bénéfice de la réciprocité, que les Consuls étrangers pouvaient, conformément à la Convention de 1905, sur la Procédure civile exécuter en France des commissions rogatoires civiles et commerciales. Il est douteux qu'elle puisse l'admettre en matière pénale, en général ou en matière de Traite des Blanchés en particulier.

M. le Président met aux voix l'amendement allemand.

Il est repoussé par huit voix (Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Russie et Suisse), contre six (Allemagne, Autriche, Hongrie, Brésil, Danemark et Espagne) et une abstention (Suède).

M. Farnall déclare que le Gouvernement britannique fera la réserve suivante :

« En considération de la législation britannique, d'après laquelle, en principe, les Tribunaux ne peuvent, en matière pénale, connaître des faits commis hors du territoire, ni accepter de baser leurs convictions sur des témoignages écrits, le Gouvernement de la Grande-Bretagne doit se réserver le droit de ne pas proposer à ses législateurs des mesures pour assurer la poursuite sur le territoire britannique d'une personne qui n'y aurait commis aucun des délits prévus dans la présente Convention. »

M. Lentze donne lecture de la réserve que le Gouvernement allemand ferait. Cette réserve est la reproduction du dernier alinéa de l'article 6 des propositions allemandes.

M. Louis Renault estime qu'il est difficile d'accepter le texte de cette réserve.

Elle se compose de deux parties. La première prévoit la faculté pour le Gouvernement allemand de conclure des Conventions pour l'exécution des Commissions rogatoires par les Consuls dans les pays avec lesquels l'Allemagne a passé des conventions à ce sujet.

Une telle réserve est-elle utile et y a-t-il dans la Convention un seul mot qui restreigne cette faculté ?

Dans la seconde l'Allemagne se réserve le droit de faire exécuter les mandats judiciaires par ses Consuls dans les pays *qui ne s'y opposent pas*.

Ici une question de principe se pose : est-il possible à un Etat d'inscrire, dans une réserve, une disposition dont on a repoussé l'insertion dans le corps même d'un traité ? Quand, comment l'Etat s'opposera-t-il à l'exécution de la commission rogatoire ? Il semble qu'on devrait demander que l'Etat *consentit* à cette procédure. On ne peut pas le forcer par une réserve unilatérale à faire un acte qui consiste à *s'opposer* à une procédure qui n'est pas conventionnellement établie et qui est exercée, sur son territoire, par un Consul étranger.

Cette réserve, sous la forme où elle est présentée, est de nature à soulever les plus sérieuses difficultés.

M. Lentze fait remarquer que le texte de sa réserve figure dans la Convention de La Haye. Il a le devoir de la formuler.

M. Louis Renault déclare dans ces conditions que les autres Etats auront à examiner les contre-réserves qu'ils devront faire à ce sujet.

M. Lentze estime qu'il n'y a pas lieu de mettre en discussion une réserve qu'un Gouvernement se propose d'introduire dans un Protocole de signature.

M. Bérenger demande à M. Lentze, si, dans un but de conciliation, il n'admettrait pas le remplacement des mots « et ne s'y oppose pas » par « y consent ». L'entente pourrait alors se faire.

M. Maus déclare que la Belgique ne pourrait souscrire à un acte diplomatique contenant une réserve qui porterait atteinte à sa souveraineté.

M. Joel fait observer qu'en signant la Convention on n'adhère pas à la réserve.

M. de Bellegarde se demande si, pourtant, en signant une convention contenant une semblable réserve, un Etat ne serait pas considéré comme ne *s'opposant* pas à la procédure qui y est préconisée.

M. le Président propose d'ajourner la discussion sur cette question à une prochaine séance.

(Assentiment).

A propos de l'art. 7, M. Hennequin demande qu'il soit tenu compte des législations internes en ce qui concerne la communication des bulletins de condamnation.

M. Louis Renault fait remarquer qu'une réserve de ce genre avait été faite dans l'Arrangement qui ne devait pas être soumis aux Parlements. La Convention est appelée à devenir loi intégrante des Etats contractants. Il n'y a donc pas lieu de tenir compte des dispositions législatives intérieures que, par la force même des choses, elle modifiera.

M. Hennequin n'insiste pas.

L'article 7 est adopté.

En ce qui concerne l'article 8, M. de Bartha, sur des instructions récentes de son Gouvernement, demande que la faculté de signer la Convention soit réservée pendant un certain temps aux Puissances qui ne sont pas actuellement en mesure de le faire. Il propose à ce sujet le texte suivant : « La présente convention qui portera la date du.... 1910, pourra être signée à Paris jusqu'au.... (un délai d'au moins trois mois) par les Plénipotentiaires des Etats représentés à la Conférence.... » ou bien : « Les Etats représentés à la conférence relative à.... sont admis à signer la présente convention jusqu'au dépôt des ratifications prévues par l'article 9, alinéa 1 ».

La première de ces formules est employée dans la déclaration de Londres du 26 février 1909 relative aux droits de la Guerre maritime et

la seconde dans la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 relative à la procédure civile.

M. Lardy appuie cette proposition.

M. Louis Renault pense qu'on pourrait laisser le Protocole de signature ouvert, par exemple, jusqu'au 31 juillet.

(Assentiment.)

M. René Lecomte, à qui avait été confié le soin de préparer les articles 8, 9, 10 et 11, est chargé de la rédaction de ce nouvel article.

ART. 9. — M. René Lecomte note qu'en raison de l'interprétation donnée par le Gouvernement néerlandais, d'après laquelle la Convention n'obligerait pas les Pays-Bas à poursuivre un trafiquant qui aurait commis l'infraction hors du territoire des Etats contractants, il y a intérêt à donner au plus tôt à l'Union la plus grande extension possible. Le groupe des six puissances nécessaires à sa constitution sera, sans doute, réuni bientôt. Il n'en importera pas moins d'obtenir de nouvelles participations. C'est dans un but analogue qu'en 1902, le Gouvernement français a communiqué le résultat de la Conférence aux Etats qui n'y étaient pas représentés. Il compte agir de même quand la Conférence de 1910 aura terminé ses travaux. En entrant dans l'Union les Etats ne feront pas seulement une manifestation morale très digne d'intérêt, ils donneront aux autres Puissances signataires le moyen de poursuivre des délits qui, sans cela, resteraient peut-être impunis. Il serait donc important que la Conférence émit le vœu que le Gouvernement de la République s'employât à obtenir la participation du plus grand nombre d'Etats possible à la Convention.

Ce vœu est émis.

L'article 10 est adopté.

Sur la proposition de M. le Président la suite de la discussion est renvoyée au lendemain 9 heures et demie.

La séance est levée à 7 heures.

Le Président,

LARDY.

Les Secrétaires :

JAROUSSE DE SILLAC ;

ALPHAND ;

BRESSONNET ;

GUBIAN ;

AUBRY ;

MÉRIC DE BELLEFON.

ANNEXE N° 1.

COMMISSION RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DE BLANCHES (1).

*Rapport présenté par M. Charles Alphand,
secrétaire de la Conférence et de la Commission.*

MESSIEURS,

La tâche de votre Commission était bien nettement délimitée. Elle se bornait à l'examen des réserves faites par différentes Puissances au projet de Convention élaboré en 1902 par la Conférence relative à la répression de la Traite des Blanchés, et des modifications qui pourraient être, du fait de ces réserves, apportées à ce projet.

La Commission, pas plus que la Conférence, ne pouvait donc examiner de nouvelles propositions concernant le projet de Convention. C'est ainsi qu'elle a dû renoncer à examiner une proposition de la Délégation allemande tendant au règlement par la Convention de la signification des actes judiciaires relatifs à des affaires de Traite des Blanchés, cette proposition ne figurant pas dans le programme de la Conférence.

Elle n'a pas pu, non plus, faire état, au moins dans la forme où elle était présentée, de la proposition du Gouvernement hongrois (Annexe n° 1) tendant à la modification des articles 1 et 2 du projet de 1902. La Délégation hongroise aurait désiré que, pour déterminer les cas d'application de l'article 1 et de l'article 2, il ne fût pas tenu compte de la *majorité* ou de la *minorité* des femmes embauchées en vue de la prostitution à l'étranger, mais, simplement, de ce fait que la femme ou fille aurait *atteint, ou non, l'âge de vingt ans*. Il a semblé impossible d'envisager cette proposition nouvelle en vue de la modification de la Convention elle-même, car cette modification aurait pour effet de porter atteinte à l'économie de l'Acte diplomatique dont il s'agit et de détruire l'harmonie existant entre le projet de Convention et l'Arrangement administratif signé le 18 mai 1904 ; mais votre Commission a pensé que rien ne s'opposerait à ce que l'examen de l'intéressante communication du Gouvernement royal hongrois trouvât sa place dans la discussion des modifications proposées par le Gouvernement allemand

(1) Cette commission était composée comme suit : MM. Lardy (*Suisse*), Président, MM. Lentze, de Mutius (*Allemagne*), le baron d'Eichhoff (*Autriche*), de Bartha (*Hongrie*), Lejeune, Maus (*Belgique*), de Souza Bandeira (*Bresil*), Cold (*Danemark*), Cuartero Cifuentes (*Espagne*), Louis Renault, René Lecomte (*France*), Farnall, Bullock (*Grande-Bretagne et Irlande*), Buzzati (*Italie*), Rethaan-Macaré (*Pays-Bas*), de Séguier (*Portugal*), Deruginski (*Russie*), de Klercker (*Suède*) et M. Alphand, Secrétaire-rapporteur.

pour le paragraphe B du protocole de clôture, modifications qui figurent au programme de la Conférence.

En ce qui concerne l'article 6 du projet de convention de 1902, votre Commission s'est trouvée en présence de deux propositions. La première est celle du Gouvernement allemand (1), la seconde, celle de la Délégation française (2).

Ces propositions s'inspirent de deux principes différents.

La Délégation allemande a pensé qu'il convenait de maintenir en principe la règle, déjà admise en droit commun, pour la communication des commissions rogatoires en matière pénale : la voie diplomatique, tout en laissant aux Puissances la faculté d'admettre, par des accords spéciaux, tout autre mode de transmission.

La Délégation française a estimé qu'une lacune existait dans le texte de 1902, qui subordonnait à une *entente spéciale* la faculté de recourir à un mode de transmission autre que la voie directe. Elle proposait donc de laisser à chacun des Gouvernements contractants la faculté de choisir et de déterminer, par des déclarations *unilatérales*, le ou les modes de transmission qu'il entendait que tel ou tel autre Etat contractant employât vis-à-vis de lui pour la transmission des commissions rogatoires à exécuter sur son territoire. La Délégation française ne perdait pas de vue que, dans la Convention de procédure civile signée à la Haye le 17 juillet 1905, la règle générale établie était la transmission par la voie consulaire, la voie diplomatique étant l'exception qui nécessitait une déclaration formelle, et la voie directe ne pouvant être établie qu'à la suite d'une entente. Mais, à l'heure actuelle, il ne lui semblait pas possible d'adopter une solution identique pour la transmission des mandats judiciaires relatifs à la Traite des Blanches, en raison du caractère pénal de ces mandats. Il y avait là une raison suffisante pour distinguer entre les mandats en matière civile ou commerciale et ceux relatifs à la Traite des Blanches. Pour ces derniers même, il convenait de maintenir l'obligation spéciale, prévue en 1902, d'envoyer à l'autorité supérieure, c'est-à-dire au Ministère des Affaires étrangères du Pays requis, copie de tout mandat qui ne serait pas transmis par la voie diplomatique. Dans ces conditions, il n'y avait qu'avantage à conserver et à placer sur le même pied les trois modes de transmission, en réservant pour les Etats contractants la faculté de choisir entre ces modes. Le fait que la voie directe est placée en premier dans l'énumération du texte français, indiquerait suffisamment le désir de votre Commission de respecter les intentions des négociateurs de 1902, tout en laissant aux Gouvernements intéressés la faculté d'exiger, par une déclaration, la voie consulaire ou même la voie diplomatique. Il serait d'ailleurs bien entendu, et ceci répondrait à une observation de M. le Délégué du Gouvernement néerlandais, qu'ainsi que cela a été compris

(1) V. page 15.

(2) V. page 22 et annexe n° 2 au présent rapport.

pour les déclarations de ce genre faites à la suite de la Convention de Procédure civile, les Etats contractants pourront admettre des modes de transmission différents, pour les commissions rogatoires venant des divers autres pays ; il en résulterait, notamment, la faculté de subordonner au bénéfice de la réciprocité les déclarations qui seraient faites. Enfin, il serait également entendu que les déclarations, une fois formulées, pourraient être modifiées ; par exemple, qu'un Etat, qui aurait admis de la part de certains autres la communication directe, serait libre de revenir ensuite à un autre mode de transmission, s'il avait reconnu les inconvénients pratiques de cette procédure, de même qu'un Gouvernement, qui aurait choisi tout d'abord la vie diplomatique, serait admis à en requérir une autre, s'il en apercevait ultérieurement les avantages.

La Délégation allemande a estimé qu'elle obtenait, de cette façon, pleine satisfaction, et le principe de l'amendement français a été adopté à l'unanimité par votre Commission, qui vous propose le texte suivant :

ART. 6. — La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente convention s'opérera :

- 1° Soit par communication directe entre les autorités judiciaires ;
- 2° Soit par l'entremise de l'Agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ;

(Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'Etat requis.)

- 3° Soit par la voie diplomatique.

Chaque Etat contractant fera connaître par une communication adressée à chacun des autres Etats contractants celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'il préfère pour les commissions rogatoires venant de cet Etat.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas des 1° et 2° du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

On avait demandé qu'une disposition analogue à celle de la Convention de la Haye fût insérée dans ce texte, en ce qui concerne la forme de l'exécution de la commission rogatoire qui doit être réglée par la loi locale ; mais M. Louis Renault a fait observer que cette disposition, qui sanctionne une règle évidente, n'avait été rappelée dans la convention de 1905 que parce qu'une dérogation y était apportée en ce qui concerne certaines formes exigées par le pays requérant en matière civile (serments, etc.). L'exception n'étant pas prévue en matière de Traité des Blanchés, il n'a pas paru à votre Commission nécessaire d'exprimer expressément la règle générale, qui est évidemment sous-entendue.

Quant à la question des traductions, votre Commission a pensé qu'il conviendrait d'adopter purement et simplement la proposition de la Délégation allemande, qui reproduit textuellement les dispositions

contenues, à ce sujet, dans la Convention de procédure civile du 17 juillet 1905. Il est entendu qu'on donnera à cette disposition les mêmes interprétations que celles admises en matière civile et commerciale. La clause adoptée est ainsi conçue :

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux États intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un Agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur juré de l'Etat requis.

La question du remboursement des frais a ensuite retenu l'attention de votre Commission.

Les propositions allemandes contenaient un alinéa tendant au non-remboursement des dépenses dont il s'agit.

La Délégation française n'avait pas fait figurer de semblable disposition dans ses propositions, estimant qu'il serait préférable que cette question fût réglée, pour les infractions concernant la Traite des Blanchés, de la même façon que pour les autres matières pénales, c'est-à-dire suivant le droit conventionnel ou l'usage qui, même au cas où le non-remboursement des frais est prévu, admet des réclamations concernant certaines dépenses (expertises, transport de magistrats, etc.).

La Délégation allemande a insisté particulièrement pour qu'il fût entendu que l'exécution de ces commissions rogatoires en matière de Traite des Blanchés ne donnerait pas lieu au remboursement des frais, de quelque nature qu'ils fussent. Il s'agit là, en effet, d'un *délit international* à la répression duquel tous les États contractants sont moralement et matériellement intéressés ; il est évident que c'est l'Etat, dans lequel l'infraction sera punie, qui supportera les plus grands frais (enquête, jugement, exécution de la peine) ; il est donc équitable que les autres pays supportent les dépenses qui se feront sur leur territoire.

La Délégation française s'est ralliée à la proposition allemande, et, tenant compte de ces considérations très intéressantes de solidarité des États formant l'Union pour la répression de la Traite des Blanchés, votre Commission a été unanime pour adopter le texte suivant :

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Enfin, la Commission a examiné le dernier paragraphe de la proposition allemande concernant l'article 6.

Ce texte était relatif à l'exécution des commissions rogatoires, en matière de Traite des Blanchés, par les Agents diplomatiques et consulaires eux-mêmes.

Les Délégations belge, italienne et suisse ont fait connaître que, si la proposition allemande était adoptée, leurs Gouvernements seraient presque certainement dans l'obligation de faire usage des réserves qui y sont prévues et de s'opposer à ces mesures d'instruction par les consuls

étrangers sur leur territoire. Elles ont marqué qu'il y aurait tout intérêt à établir la concordance entre les décisions prises par la Conférence sur la Traite des Blanches en cette matière, et celles qui seront envisagées par la Conférence relative aux Publications obscènes. Surtout en cette dernière matière, une clause de cette nature pourrait éveiller les susceptibilités des Gouvernements et compromettre le sort de la Convention tout entière devant l'opinion publique comme devant les Parlements.

La Délégation allemande ayant fait observer qu'elle avait simplement reproduit une disposition de la Convention de 1905, la Délégation française rappela que la situation n'était pas identique, en raison du caractère pénal des mandats. Il semblerait nécessaire, en conséquence, si la proposition allemande était prise en considération, de viser expressément l'interprétation donnée dans les travaux préparatoires à la clause dont il s'agit. Il conviendrait de définir expressément les mesures d'instruction qui peuvent être effectuées par les consuls, c'est-à-dire les interrogatoires de témoins bénévoles, car le principe essentiel de ces dispositions est que les Agents étrangers ne peuvent, en aucune façon, user de contrainte, sous quelque forme que ce soit, pour l'exécution des commissions rogatoires qui leur sont décernées. Serait-il possible d'introduire sans inconvénient dans la convention une réserve formelle sur ce point ? On ne le pense pas. Si l'on n'a pas cru utile à la Haye de formuler une réserve de cette nature, c'est que l'interprétation des travaux préparatoires se présentait comme incontestable et incontestée. En serait-il de même à l'avenir si, aujourd'hui, on introduisait cette spécification dans la Convention relative à la Traite des Blanches, ne pourrait-on pas argumenter, *a contrario*, du silence gardé par la Convention relative à la Procédure ?

Plusieurs délégations (Belgique, Brésil, Pays-Bas, Suisse) estiment d'ailleurs que l'exercice d'une juridiction, en matière pénale, au siège du Consulat, même sans contrainte et même vis-à-vis des seuls nationaux du Consul, porterait atteinte à la souveraineté du Pays où elle s'exercerait.

Dans ces conditions, la majorité de votre Commission a décidé de passer sous silence cette question, laissant aux Etats contractants la liberté de conclure, s'ils le jugent à propos, des accords spéciaux sur ce point.

*
* * *

En ce qui concerne l'article 7 du projet de Convention de 1902, la proposition de la Délégation allemande tendait à régler, d'une manière plus précise, le mode de transmission des bulletins des condamnations relatives à des infractions visées par la Convention. Ces bulletins seront envoyés directement, par les autorités visées à l'article 1^{er} de l'Arrangement administratif du 18 mai 1904, aux autorités similaires des autres Etats.

Votre Commission est unanimement tombée d'accord sur le principe

de la proposition allemande et sur la rédaction préconisée à ce sujet par la Délégation française, et ainsi conçue :

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer les bulletins de condamnation, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

« Ces documents seront transmis directement, par les autorités désignées conformément à l'Article 1^{er} de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904, aux autorités similaires des autres Etats contractants. »

Cette rédaction implique l'obligation de communiquer le bulletin de condamnation, même si une partie des infractions avait été commise en dehors du territoire des Etats contractants.

*
* * *

Enfin, votre Commission a été amenée à examiner la proposition du Gouvernement impérial allemand tendant à la modification du paragraphe B du projet de Protocole de clôture élaboré par la Conférence de 1902.

Le Gouvernement allemand proposait d'indiquer, dans ce Protocole de clôture, que *pour la répression des infractions prévues aux articles 1 et 2, l'âge de la majorité devrait être celui qu'établit la loi civile de l'Etat dont la loi pénale est appliquée.*

Votre Commission était également saisie d'une autre proposition dont il a été question au commencement du présent rapport, et qui émanait de la Délégation hongroise (Annexe n° 1).

En présence des difficultés soulevées par la question importante qui lui était soumise, votre Commission a décidé de confier à une Sous-Commission le soin de rechercher, sous la présidence de M. Louis Renault, une rédaction susceptible de rallier toutes les opinions.

La Sous-Commission a constaté tout d'abord que le projet de Convention de 1902 réservait une protection plus étendue à la femme ou à la fille *mineure* embauchée en vue de la débauche à l'étranger qu'à la femme ou à la fille *majeure*, mais sans cependant entrer dans aucune spécification sur le sens de ces termes « *mineure* et *majeure* ». Le Protocole de clôture avait indiqué, mais sous forme d'un simple vœu, que, pour l'interprétation donnée à ce terme de *mineure* ou de *majeure*, on devrait se référer à la loi civile sans déterminer de quelle loi civile il pouvait s'agir (1).

Ainsi que la Délégation italienne l'a fait justement remarquer, c'est à dessein — et ceci résulte clairement des rapports de MM. Ferdinand-

(1) Il est bien entendu qu'en parlant des femmes ou des filles mineures ou majeures, il est question des femmes mariées mineures ou majeures ou des filles mineures ou majeures.

Dreyfus et Louis Renault — que la Conférence de 1902 a évité de se prononcer sur ce point. Le Gouvernement allemand a jugé le moment venu de faire un pas de plus et a estimé que la Conférence de 1910 devait régler cette importante question. L'indécision voulue du texte de 1902 plaçait, en effet, en face de difficultés auxquelles il convenait d'obvier. En laissant subsister telle quelle la rédaction de la lettre B du Protocole de clôture, il arriverait forcément qu'à raison des différences existant entre les lois civiles des divers Etats, les tribunaux de ces Etats seraient amenés à punir différemment, ou même à ne pas punir du tout les trafiquants, selon qu'ils auraient embauché des femmes ou des filles ressortissant de pays où la majorité civile aurait été différente. La répression pourrait être ainsi gravement compromise.

La proposition allemande obviait bien à cet inconvénient, mais elle en comportait d'autres, inhérents, eux aussi, aux différences, en matière de majorité, de ces législations civiles auxquelles elle se référerait. Son adoption, telle qu'elle était formulée, aurait, par exemple, eu pour effet de créer, pour les trafiquants, des zones de moindre risque et de les inciter à exercer de préférence leur honteux trafic dans les pays où la majorité aurait été fixée à l'âge le plus bas.

Dans ces conditions, il a semblé que le principe de la proposition du Gouvernement hongrois, tendant à établir, pour le délit de Traite des Blanches, un âge *spécial* de protection, indépendant de la majorité civile ou des diverses majorités pénales, et qui serait fixé, dût-il même l'être un peu arbitrairement, pour tous les pays formant une Union pour la répression de la Traite des Blanches, serait de nature à obvier à toutes les difficultés signalées.

Quels moyens la Conférence avait-elle de tenir compte de la proposition hongroise ? Il était entendu qu'on ne devait pas modifier les articles 1 et 2 du projet de 1902, puisque la révision de ces articles n'avait pas été portée au programme de la Conférence ; une raison plus impérieuse encore s'opposait, d'ailleurs, à un changement de cette nature, puisqu'il est essentiel de conserver une harmonie complète entre le projet de Convention et l'Arrangement administratif du 18 mai 1904, déjà en vigueur. Or, dans cet arrangement, figure également la distinction entre les femmes *mineures* et *majeures*. Il semblerait dès lors impossible d'établir aujourd'hui, dans la Convention, un autre critérium.

Mais il est apparu à la Sous-Commission que les mots « majeures » et « mineures » n'avaient pas une signification absolue et que diverses interprétations pouvaient en être données. Ces termes n'ont, en réalité, qu'un sens relatif et, en s'attachant à leur étymologie, on arrive à constater qu'ils veulent dire simplement : « plus âgées » ou « moins âgées ». Plusieurs législations, au point de vue pénal, distinguent plusieurs majorités, suivant les infractions qu'il s'agit de réprimer. Les crimes de viol ou d'attentat à la pudeur sont plus ou moins sévèrement réprimés selon que les victimes sont *majeures* ou *mineures de 11, 13 ou 16 ans*. Dans ces conditions, on a pensé qu'au point de vue internatio-

nal il pourrait être convenu que le délit de Traite des Blanches, même en l'absence de ruse ou de violence, devrait être puni, lorsque la victime serait, au *minimum*, mineure d'un âge arbitraire qu'il conviendrait de fixer, sans tenir aucun compte de la majorité civile.

Cet âge ne serait évidemment qu'un *minimum*, et la faculté serait réservée aux Etats contractants d'organiser sur leur territoire une protection plus complète, jusqu'à un âge plus élevé, et même sans condition d'âge, étant bien entendu que cette protection, à laquelle les Etats ne sont pas tenus conventionnellement, s'étendrait à toutes les victimes de quelque nationalité qu'elles fussent.

Cette dernière spécification semblait inutile à la Délégation française, car il paraît évident qu'une loi pénale ne saurait, pour les délits dont elle organise la répression, établir des pénalités différentes selon la nationalité de la victime ; mais, sur l'insistance de la Délégation allemande, votre Commission a décidé d'insérer, à ce sujet, dans le Protocole de clôture, une disposition formelle, dont la rédaction a été renvoyée à une Sous-Commission spéciale (1) qui serait également chargée de la rédaction des articles du protocole relatifs à la ratification, aux adhésion, dénonciation et extension aux colonies et juridictions consulaires judiciaires des Etats contractants.

Votre Commission, considérant que, pour fixer l'âge *uniforme minimum* au-dessous duquel la répression devrait être organisée pour les délits de Traite des Blanches, même sans ruse ni violence, il convenait de choisir un âge qui ne nécessiterait pas, pour la plupart des pays représentés, une modification de la loi pénale, a décidé, à la majorité, de fixer cet âge à 21 ans accomplis. La Délégation suisse a d'ailleurs fait connaître son intention de faire, à ce sujet, une réserve au moment de la signature éventuelle de la Convention, en ce qui concerne son Gouvernement, l'âge de vingt ans ayant en Suisse une importance particulière en raison de la coïncidence de cet âge avec la majorité politique, civile, militaire, etc.

Enfin, tout en reconnaissant la faculté pour les pays contractants d'organiser la répression des délits de Traite des Blanches commis sans fraude ni violence au préjudice de femmes ou de filles âgées de plus de 21 ans, votre Commission a exprimé le vœu de voir les Gouvernements user avec discrétion de cette faculté, en considération des inconvénients qui résulteraient d'une trop grande inégalité.

Il est enfin bien entendu qu'en signant la Convention les Etats contractants ne prennent pas l'engagement de punir ou de concourir à punir des infractions qui, en raison de l'âge de la victime, ne seraient pas punissables d'après la loi pénale du pays requis.

Votre Commission, dans ces conditions, propose à votre approbation le texte ci-après, préparé par la Sous-Commission.

(1) Cette Sous-Commission a été composée de MM. Lentze (Allemagne), Lardy (Suisse), Louis Renault et René Lecomte (France).

PROTOCOLE DE CLÔTURE. — B. — Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, il est entendu que les mots *femme ou fille mineure, femme ou fille majeure*, désignent les femmes ou les filles mineures ou majeures de 21 ans accomplis. Une loi peut toutefois fixer un âge de protection plus élevé à la condition qu'il soit le même pour les femmes et les filles de toute nationalité.

Le Gouvernement des Pays-Bas a déclaré que, dans son opinion, l'expression de *différents pays* figurant aux articles 1 et 2 de la Convention n'oblige pas le Gouvernement de la Reine à édicter des peines contre les non-néerlandais qui auraient accompli dans des pays autres que ceux des Etats signataires et adhérents les divers actes ou quelques-uns des actes qui sont les éléments constitutifs des infractions prévues par la Convention.

La Commission a déclaré accepter cette interprétation des termes de la Convention, de sorte qu'aucun Gouvernement n'est tenu en dehors des termes ainsi interprétés. La mention de cette opinion dans le Rapport a paru suffisante pour écarter tout doute.

*
* *

Les projets de Convention et de Protocole de clôture de 1902, remaniés suivant les propositions de votre Commission, seraient ainsi conçus :

Projet de Convention proposé par la Commission relative à la répression de la Traite des Blanches(1).

.
également désireux de donner le plus d'efficacité possible à la répression du trafic connu sous le nom de « Traite des Blanches » ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont en conséquence nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

.
lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou une fille mineure, en vue de la débauche, alors même que

(1) Les rédactions nouvelles sont en italique.

les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

ART. 2.

Doit être aussi puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité, ou tout autre moyen de contrainte, a embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

ART. 3.

Les Etats contractants dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions prévues par les deux articles précédents, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

ART. 4.

Les Etats contractants se communiqueront, *par l'entremise du Gouvernement de la République française*, les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente Convention.

ART. 5.

Les infractions prévues par les articles 1 et 2 seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les Conventions déjà existantes entre les Etats contractants.

Dans le cas où la stipulation qui précède ne pourrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires.

ART. 6.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera :

- 1° *Soit par communication directe entre les autorités judiciaires ;*
- 2° *Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ;*
(*Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'Etat requis.*)
- 3° *Soit par la voie diplomatique.*

Chaque Etat contractant fera connaître, par une communication adressée à chacun des autres Etats contractants, celui ou ceux des modes de transmis-

sion susvisés qu'il préfère pour les commissions rogatoires venant de cet Etat.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas des 1^o et 2^o du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur juré de l'Etat requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

ART. 7.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se communiquer les bulletins de condamnation, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

Ces documents seront transmis directement par les autorités désignées conformément à l'article 1^{er} de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904, aux autorités similaires des autres Etats contractants.

ART. 8.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. *A cet effet, ils notifieront leur intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci enverra par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt. Il sera donné aussi dans ledit acte de notification communication des lois rendues dans l'Etat adhérent relativement à l'objet de la présente Convention.*

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent, qui deviendra ainsi Etat contractant.

L'adhésion à la Convention entraînera de plein droit, et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 18 mai 1904, qui entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même, dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent.

Il n'est toutefois pas dérogé, par la disposition précédente à l'article 7 de l'Arrangement précité du 18 mai 1904 qui demeure applicable au cas où un Etat préférerait faire seulement acte d'adhésion à cet Arrangement.

ART. 9.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Paris, dès que six des Etats contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

ART. 10.

Dans le cas où l'un des Etats contractants dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet Etat.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, la Convention cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat qui l'aura dénoncée.

La dénonciation de la Convention n'entraînera pas de plein droit dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse dans l'acte de notification, sinon, l'Etat contractant devra pour dénoncer ledit arrangement y procéder conformément à l'article 7 de cet accord..

ART. 11.

Si un Etat contractant désire la mise en vigueur de la présente Convention dans une ou plusieurs de ses colonies ou possessions, ou dans ses circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Il sera donné dans ledit acte de notification, pour ces colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, communication des lois qui y ont été rendues relativement à l'objet de la présente Convention. Les lois qui, par la suite, viendraient à y être rendues, donneront lieu également à des communications aux Etats contractants, conformément à l'article 4.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

D'autre part, l'Etat requérant fera connaître par une communication adressée à chacun des autres Etats contractants celui ou ceux des modes de transmission qu'il préfère pour les Commissions rogatoires à destination des colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, qui auront fait l'objet de la notification visée à l'alinéa 1 du présent article.

La dénonciation de la Convention par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées à l'alinéa 1 du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de

dénonciation dans les archives du Gouvernement de la République française.

L'adhésion à la Convention par un Etat contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, entraînera de plein droit et sans notification spéciale, à moins d'une réserve formelle dans l'acte de notification, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 18 mai 1904 pour ces mêmes colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires. Ledit Arrangement y entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même. Toutefois la dénonciation de la Convention par un Etat contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires n'y entraînera pas de plein droit, à moins de mention expresse dans l'acte de notification, dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904 ; d'ailleurs sont maintenues les déclarations que les Puissances signataires de l'Arrangement du 18 mai 1904 ont pu faire touchant l'accession de leurs colonies audit Arrangement.

Néanmoins, à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les adhésions ou dénonciations s'appliquant à cet Arrangement et relatives aux colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires des Etats contractants s'effectueront conformément aux dispositions des alinéas 1, 3 et 5 du présent article.

ANNEXE.

Projet de Protocole de clôture.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de ce jour, les plénipotentiaires soussignés jugent utile d'indiquer l'esprit dans lequel il faut entendre les articles 1, 2 et 3 de cette Convention et suivant lequel il est désirable que, dans l'exercice de leur souveraineté législative, les Etats contractants pourvoient à l'exécution des stipulations arrêtées ou à leur complément.

A. — Les dispositions des articles 1 et 2 doivent être considérées comme un *minimum* en ce sens qu'il va de soi que les Gouvernements contractants demeurent absolument libres de punir d'autres infractions analogues, telles, par exemple, que l'embauchage des majeures alors qu'il n'y aurait ni fraude ni contrainte.

B. — Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, il est entendu que les mots « femme ou fille majeure, femme ou fille mineure » désignent les femmes ou les filles mineures ou majeures de 21 ans accomplis. Une loi peut toutefois fixer un âge de protection plus élevé à la condition qu'il soit le même pour les femmes ou les filles de toute nationalité.

C. — Pour la répression des mêmes infractions la loi devrait édicter,

dans tous les cas, une peine privative de liberté, sans préjudice de peines principales ou accessoires ; elle devrait aussi tenir compte, indépendamment de l'âge de la victime, des circonstances aggravantes diverses qui peuvent se rencontrer dans l'espèce, comme celles qui sont visées par l'article 2 ou le fait que la victime aurait été effectivement livrée à la débauche.

D. — Le cas de rétention, contre son gré, d'une femme ou fille dans une maison de débauche, n'a pu figurer dans la présente Convention, parce qu'il relève exclusivement de la législation intérieure.

ANNEXE N° 1 AU RAPPORT DE LA COMMISSION

Proposition du gouvernement hongrois.

Le Gouvernement royal hongrois pense que, lors du nouvel examen du projet de convention préparé pour la répression de la Traite des Blanches, les articles 1 et 2 de ce projet pourraient être modifiés de façon que ce ne soit plus l'âge de la majorité ou de la minorité de la femme ou fille qui déciderait la question s'il y a lieu ou non de réprimer les infractions prévues dans les articles 1 et 2, mais que, seul, le fait que la femme ou la fille ait accompli l'âge de vingt ans soit jugé suffisant pour l'application des dispositions des articles précités.

Comme les législations de certains pays — et tel est précisément le cas pour la Hongrie — fixent l'âge de la majorité à plus de vingt ans (en Hongrie 24 ans), cette limite d'âge paraîtrait trop élevée pour pouvoir servir de base aux dispositions des articles 1 et 2.

D'autre part, la législation hongroise prescrit que toute femme, qui se marie, devient majeure par le fait du mariage, même si elle n'a pas encore accompli sa vingt-quatrième année. Or, il paraîtrait peu motivé de refuser la protection prévue par l'article 1^{er} du projet de 1902, à une femme ne comptant par exemple que 16 ans, pour la seule raison que, par son mariage, elle est devenue majeure.

Il serait d'ailleurs désirable qu'une conformité complète s'établît en cette matière dans les lois pénales des diverses parties contractantes. De ce point de vue encore, la nécessité s'impose à ce que l'application des dispositions des articles 1 et 2 ne soit pas basée sur l'âge de la majorité, qui diffère dans chaque législation, mais bien sur une limite fixe d'âge.

Si le Gouvernement hongrois croit donc, comme il vient d'être dit, devoir proposer l'âge de 20 ans, il s'est inspiré de l'idée qui a présidé aux paragraphes 43 à 47 de la loi hongroise n° XXXVI de 1908, concernant l'amendement de la modification des Codes pénal et de la procédure criminelle, et dans lesquels, précisément déjà en vue du projet de Convention de 1902, la débauche est menacée d'une sanction pénale plus sévère qu'auparavant.

Dans le cas où la Conférence accepterait la proposition hongroise, le paragraphe B du projet de Protocole de clôture de 1902 aurait perdu sa raison d'être. Dans le cas contraire, le Gouvernement hongrois jugerait nécessaire de faire insérer au Protocole de clôture une stipulation qui réserverait aux Parties contractantes le droit d'adopter, lors de la mise à exécution de la Convention, au point de vue des articles 1 et 2, comme limite non pas l'âge de la majorité, mais un âge fixe qui ne devrait pas être au-dessous de vingt ans.

ANNEXE N° 2 AU RAPPORT DE LA COMMISSION

Texte proposé par la Délégation française.

PROJET D'ARTICLE VI (MODIFIÉ)

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera :

- 1° Soit par communication directe entre les autorités judiciaires ;
- 2° Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis.

Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée, en même temps, à l'autorité supérieure de l'Etat requis ;

- 3° Soit par la voie diplomatique.

Chaque Etat contractant fera connaître par une communication adressée à chacun des Etats contractants le mode de transmission qu'il préfère pour les commissions rogatoires venant de cet Etat.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans le cas des n^{os} 1 et 2 seront réglées par la voie diplomatique.

Ajouter à l'alinéa 3 de la proposition du Gouvernement impérial allemand : « Sauf entente contraire, la commission..... par un traducteur assermenté de l'Etat requis ».

ANNEXE N° 2 AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE LA CONFÉRENCE DU 26 AVRIL 1910.

Loi hongroise XXXVI de l'année 1908, concernant la modification des Codes pénal et de la procédure criminelle.

ART. XIII.

Devront être insérés après le § 247 du Code pénal les paragraphes suivants 43-47.

§ 43.

Quiconque aura volontairement et par intérêt procuré ou tâché de procurer à autrui une honnête femme ou fille en vue du commerce sexuel ou de l'obscénité hors du mariage, commet, si la femme ou fille n'a pas encore vingt ans accomplis, le délit de proxénétisme.

La poursuite ne pourra être intentée que sur la plainte de la partie offensée. La plainte ne peut être retirée.

Quiconque aura volontairement entraîné une honnête femme ou fille à entrer, dans le but visé au précédent paragraphe, dans une maison de débauche, ou dans un établissement similaire, commet le délit de proxénétisme. Toute tentative sera punie.

Le susdit acte sera considéré comme crime, si la victime n'a pas encore accompli sa vingtième année.

Quiconque retiendra une femme ou fille contre son gré dans une maison de débauche ou dans un établissement similaire, commettra également le crime de proxénétisme.

§ 45.

Le proxénétisme est considéré comme crime, sans considération aucune de l'âge ou de la moralité de la femme ou fille offensée si le coupable :

1° l'a commis avec fraude, violence ou menace ;

2° l'a commis envers un de ses parents (Code pénal § 78) ou envers une femme ou fille, qui lui était confiée en vue d'éducation, d'instruction ou de surveillance, ou était placée sous son autorité ;

3° a transporté ou fait transporter la femme ou fille à l'étranger ;

4° fait commerce de proxénétisme, ou bien, s'il a été déjà condamné pour proxénétisme, sans que dix ans se soient écoulés depuis l'expiration de sa peine.

§ 46.

Le délit de proxénétisme sera puni de deux ans de prison au maximum et le crime de proxénétisme trois ans de réclusion au maximum.

La peine du crime de proxénétisme sera, dans le cas prévu par le dernier alinéa du § 44 et dans le cas prévu par le § 45, de trois ans de réclusion au maximum, si la victime n'a pas encore vingt ans accomplis.

Si l'acte a été commis par cupidité, le coupable sera condamné, outre la peine privative de la liberté : en cas de délit, à une amende de cent à deux mille couronnes ; en cas de crime, à une amende de quatre cents à quatre mille couronnes.

Quiconque aura transporté ou fait transporter une femme ou fille à l'étranger pour la placer dans une maison de débauche ou dans un autre établissement similaire, sera condamné à cinq ans de réclusion

au maximum et à une amende de mille à cinq mille couronnes. Si le coupable a fait commerce de proxénétisme ou bien s'il a été déjà condamné pour ce même crime sans que dix ans se soient écoulés depuis l'expiration de sa peine, la peine sera cinq à dix ans de réclusion et une amende de deux mille à huit mille couronnes.

§ 47.

En cas de crime ou de délit de proxénétisme, la destitution d'emploi et la suspension de l'exercice des droits politiques doivent être prononcées.

ANNEXE N° 3 AU PROCÈS-VERBAL DE LA 2^e SÉANCE DE LA CONFÉRENCE

Projet de loi brésilien.

Le Congrès National décrète :

ARTICLE PREMIER

Les articles 266, 277 et 278 du Code pénal sont modifiés comme il suit :

TITRE VIII

De la corruption des mineurs ; des crimes contre la sécurité de l'honneur et de l'honnêteté des familles ; et de l'outrage public à la pudeur.

ART. 266.

Attenter contre la pudeur d'une personne de l'un ou de l'autre sexe par des violences ou des menaces, dans le but de satisfaire des passions lascives ou par dépravation morale.

Peine. — Emprisonnement cellulaire de un à trois ans.

§ 1^{er}. Exciter, favoriser ou faciliter la corruption d'une personne, de l'un ou l'autre sexe, de moins de 21 ans, en la portant à la pratique d'actes déshonnêtes, en viciant son innocence ou en pervertissant d'une manière quelconque son sens moral.

Peine. — Emprisonnement cellulaire de six mois à deux ans.

§ 2. Corrompre une personne mineure, de l'un ou de l'autre sexe, en pratiquant avec elle ou contre elle des actes libidineux.

Peine. — Emprisonnement cellulaire de deux à quatre ans.

ART. 277.

Induire quelqu'un, par ruse, violence, menace, abus de pouvoir ou autre moyen quelconque, à satisfaire les désirs déshonnêtes ou passions lascives d'autrui.

Exciter, favoriser ou faciliter la prostitution dans le but de satisfaire les désirs et les passions d'autrui.

Peine. — Emprisonnement cellulaire de deux à trois ans.

§ 1^{er}. (Comme le paragraphe unique du Code).

§ 2. Sera punie de la même peine du paragraphe précédent la femme qui, vivant de la prostitution, maintiendra chez elle quelque mineur, de l'un ou l'autre sexe, son enfant ou non, même si, en le gardant dans sa compagnie, elle ne le fait pas dans un but immoral.

ART. 278.

Maintenir ou exploiter des maisons de tolérance ; admettre dans son domicile, dans un but lucratif, des personnes de l'un ou l'autre sexe qui s'y réunissent pour des actes illicites et immoraux ; louer des chambres pour faciliter la prostitution ; pousser des femmes en abusant de leur faiblesse ou pauvreté aussi bien qu'en les obligeant par intimidation ou menace, à se donner à la prostitution ; leur prêter, pour son propre compte ou pour celui de tiers, sous sa propre responsabilité ou sous celle d'un autre, quelque assistance ou secours, pour retirer, directement ou indirectement, des profits de cette exploitation.

Peine. — Emprisonnement cellulaire de un à trois ans et amende de 1:000 à 2:000 000.

§ 1^{er}. Embaucher, entraîner ou détourner, pour satisfaire les passions d'autrui, une femme mineure, vierge ou non, même avec son assentiment ; embaucher, entraîner ou détourner, afin de satisfaire les passions d'autrui, une femme majeure, vierge ou non, en employant dans ce but, menaces, violences, fraudes, abus de pouvoir ou autres moyens quelconques de coercition ; retenir, par un moyen quelconque parmi les susdits, contre sa volonté, même en vertu de dettes contractées, une femme quelconque, majeure ou mineure, vierge ou non, dans une maison de prostitution ou l'obliger à se donner à la prostitution.

Peine. — La même que celle visée dans l'article précédent.

§ 2. Les peines seront appliquées même quand un ou plusieurs actes constitutifs de l'infraction auront été accomplis en pays étranger.

§ 3. Aux auteurs des infractions qui font l'objet du paragraphe 1^{er} peut être imposée, dans tous les cas, la peine de remboursement des frais de rapatriement des victimes des mêmes infractions, indépendamment de l'action civile qui leur est garantie pour la satisfaction du dommage causé.

§ 4. Dans les infractions dont s'occupe cet article, l'action criminelle aura lieu non seulement par l'initiative du ministère public et plainte de la partie offensée ou de qui aura qualité pour la représenter, mais aussi par plainte d'une société quelconque de bienfaisance reconnue par le Gouvernement, fondée dans le territoire de la République dans le but de la protection de la femme.

Troisième séance

(27 avril 1910.)

Présidence de M. LARDY, Vice-Président.

La séance est ouverte à 9 heures 45.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la première séance, à l'exception de MM. Bérenger, Chatain, Deligne, Peyssonnié et Tissier (*France*), de Souza Roza (*Portugal*).

M. Farnall propose à la Conférence, afin d'éviter des pertes de temps, d'élire dès à présent la Commission de rédaction qui serait la même pour la Conférence relative à la Traite des Blanches et pour la Conférence relative aux Publications obscènes. M. Farnall demande que MM. Lardy, Lentze et Renault soient nommés membres de cette Commission. Il est entendu que, conformément aux précédents, la Commission se réserverait la faculté, en cas de difficulté d'interprétation des rapports, de faire appel au concours de leurs auteurs.

La Conférence adopte la proposition de M. Farnall. M. Alphanand est désigné comme secrétaire de la Commission de rédaction.

M. le Président propose de laisser à la Commission de rédaction le soin de régler les articles de protocole et notamment celui relatif à la faculté pour certains Etats de signer après la date fixée.

(Assentiment).

L'article 11 du projet de la Commission est adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion du Projet de protocole de clôture.

Le § A ne comporte pas de modification.

La discussion est ouverte sur le § B.

M. de Bartha demande à la conférence de remplacer, dans le paragraphe B du projet de protocole de clôture, l'âge de 21 ans par celui de 20 ans.

Il avait fait la même proposition à la Commission pour le cas où le principal amendement du Gouvernement hongrois relatif à la modification des articles 1 et 2 aurait été repoussé.

La proposition du Gouvernement hongrois était ainsi conçue :

« Les Etats contractants restent toutefois libres de fixer l'âge de la majorité en ce qui concerne les infractions, prévues dans les articles 1 et 2, différemment de l'âge de la majorité prévue par leur loi civile. Dans ce cas l'âge de la majorité ne devrait être fixé qu'à 20 ans. »

Le principe de la proposition hongroise, tendant à séparer la majorité fixée par la Convention de la majorité civile, fut accepté sans difficulté par la Commission. Il n'en fut pas de même lorsqu'il s'est agi de décider que l'âge fixé par la convention serait un *minimum*. On a pensé qu'il y aurait intérêt à ce que l'âge-limite de protection fut identique dans tous les pays contractants, ni moins ni plus élevé, à ce que les Etats s'engageassent à ne pas accorder la protection *absolue* au delà de l'âge de 21 ans. Le rapport rend compte des avantages de l'uniformité à ce point de vue, mais, après les très intéressantes observations du Délégué d'Autriche, la Commission a renoncé à donner à l'âge fixé l'interprétation ci-dessus visée et a décidé de considérer cet âge comme *minimum* au-dessous duquel la protection *absolue* de l'article 1^{er} est due. Cette résolution a été dictée par le désir de la Commission de respecter autant que possible les législations internes des Etats contractants et de répondre au but de la Convention qui est de poser des règles *minima* de répression du délit international, de laisser aux Etats contractants la faculté d'organiser une répression plus étendue sur leur territoire. Ce principe est d'ailleurs explicitement énoncé dans le paragraphe A du protocole de clôture dont la suppression aurait dû être réclamée si l'âge de 21 ans avait été admis sans qu'une protection *absolue* ait pu être accordée au delà de cet âge, puisque ce paragraphe prévoit, en effet, la faculté de poursuivre d'autres infractions, telles que l'embauchage des majeures en vue de la prostitution sans dol ni violence.

Puisqu'il est établi que l'âge qui sera inscrit au paragraphe B n'est qu'un *minimum*, on ne voit pas pourquoi les Délégués n'accepteraient pas l'âge de 20 ans, en présence des réserves qui seraient faites au sujet de 21 ans par la Suisse.

Le Gouvernement hongrois serait, de son côté, obligé de modifier l'article 43 de la loi toute nouvelle qui vient d'être promulguée en Hongrie et qui est annexée au procès-verbal de la précédente séance. En adoptant l'âge de 20 ans, la Conférence donnerait pleine satisfaction à la Suisse et à la Hongrie sans porter atteinte aux intérêts des autres Etats. Il est d'ailleurs entendu qu'aucune différence ne doit être faite, au sujet de l'application des lois pénales nationales, entre les nationaux et les étrangers.

M. Louis Renault regrette que l'âge transactionnel de 21 ans, accepté dans le sein de la Commission par la Délégation hongroise, soit remis à nouveau en discussion. La Commission avait accepté l'âge de 21 ans parce que c'est celui qui obligerait le moins grand nombre de pays contractants à modifier leur législation. Toutefois, comme il est bien entendu que l'âge de la majorité est un *minimum* et que les Etats contractants ont la faculté de protéger les victimes de la Traite, même au delà

de cet âge, la Délégation française ne s'opposera pas à l'adoption de 20 ans. Les Conventions internationales sont faites de concessions réciproques des Etats contractants ; dans son vif désir de prouver son esprit de conciliation et pour éviter des réserves toujours regrettables, la Délégation française votera pour l'amendement hongrois.

M. Lardy s'appuie très vivement la proposition de M. de Bartha. Son adoption serait particulièrement agréable à la Délégation suisse, et M. Lardy remercie M. Renault de s'y être associé ; il rend hommage à l'esprit de conciliation qui s'est manifesté. La question dont il s'agit présente pour la Suisse une grande importance, en dehors même de toute idée relative à la majorité civile ; l'âge de 20 ans est considéré en Suisse comme marquant une époque très importante de la vie, et la proposition tendant à l'adoption d'un âge de majorité civile fixé à 21 ans, ainsi que dans les pays limitrophes, a toujours été repoussée. Son inscription dans la Convention sur la Traite des Blanches serait de nature à faire échouer la Convention tout entière. Or, comme l'a fait remarquer M. Lecomte dans la dernière séance, il y a grand intérêt, en raison des réserves du Gouvernement néerlandais relatives à la répression des délits commis hors des Pays contractants, à ce que la Conférence s'efforce d'élargir le plus possible l'Union qu'elle veut réaliser.

M. Lardy insiste donc, de façon pressante, pour que l'âge de 20 ans soit adopté.

M. de Klercker ne fait pas d'opposition à l'adoption de cet âge, mais il tient à faire remarquer que la Commission a exprimé un vœu tendant à ce que les législations internes usent avec discrétion de la faculté qui leur est laissée de punir les trafiquants qui ont embauché, avec son consentement régulier, une femme majeure de 20 ans. Les Gouvernements qui punissent le délit lorsque la victime est mineure de 21 ans devront-ils modifier leurs lois à ce sujet ?

M. Maus dit que les Délégations qui admettront l'âge de 20 ans comme âge de protection obligatoire, bien que celui de 21 ans soit mieux en harmonie avec leur législation, le feront, par esprit de conciliation, afin d'aboutir à un texte qui puisse être accepté unanimement. Il serait excessif d'engager les Etats que ces Délégations représentent à modifier leur législation, pour y ramener l'âge de protection à 20 ans. Le vœu dont il vient d'être parlé devrait être considéré comme ne s'adressant pas aux Etats chez qui l'âge de protection n'est pas supérieur à 21 ans.

M. Louis Renault fait observer que, lorsque le rapport a été rédigé, la Commission avait adopté l'âge de 21 ans qui peut être considéré comme l'âge *généralement* admis. Si la Conférence abaisse cet âge à 20 ans, il est bien certain que les Pays contractants ne s'engageront pas à ne pas protéger la femme jusqu'à 21 ans. Si la Commission a exprimé le vœu que les Gouvernements usent avec réserve de la faculté de punir les trafiquants qui ont embauché sans fraude ni violence une femme ou une fille âgée de 21 ans, elle était animée du désir de ne pas

créer dans certains pays une zone privilégiée par rapport à d'autres territoires et où les trafiquants auraient exercé, avec moins de risque, leur métier. En raison du faible écart entre l'âge *international* proposé et l'âge admis par un grand nombre de législations internes, cette objection perd de son importance, et on pourra considérer que les pays qui ont organisé la protection jusqu'à 21 ans ont satisfait au vœu exprimé dans le rapport. L'insertion, au procès-verbal officiel de la séance, des observations qui viennent d'être échangées, est de nature à obvier à toutes les difficultés d'interprétation qui pourraient surgir, à ce sujet, par la suite.

M. René Lecomte fait remarquer que l'insertion des déclarations des délégués au procès-verbal officiel des Séances plénières de la Conférence aura une grande importance pour l'interprétation future de la Convention. Les énonciations de ce procès-verbal sont en effet le commentaire légal des actes de la Conférence.

M. de Calvi fait observer que le rapport de la Commission dégage nettement l'âge fixe introduit dans le procès-verbal de clôture de l'âge de la majorité civile. Dans ces conditions, la Suisse ne pourrait-elle pas admettre l'âge de 21 ans qui est proposé ?

M. Lardy comprend parfaitement la distinction qui est faite, mais il croit pouvoir affirmer que son Gouvernement n'accepterait pas un autre âge-limite.

M. le Président met aux voix la proposition de la Délégation hongroise, appuyée par la France et la Suisse.

Elle est adoptée à l'unanimité.

M. Louis Renault constate avec grand plaisir l'esprit de conciliation dont est animée la Conférence qui a adopté, à l'unanimité, une proposition qui déroge aux principes admis dans plusieurs Etats représentés.

M. Lardy remercie vivement la Conférence de la décision qui rendra bien plus facile la tâche de la Délégation suisse.

La Délégation hongroise s'associe pleinement aux remerciements de la Délégation suisse et exprime sa reconnaissance à la Conférence pour la courtoisie qu'elle a montrée pour satisfaire aux désirs du Gouvernement royal.

Il reste à examiner à nouveau la question réservée de l'exécution des commissions rogatoires par les agents diplomatiques ou consulaires.

M. le Président demande au Délégué du Gouvernement allemand s'il peut faire une nouvelle proposition à la Conférence.

M. Lentze déclare qu'il n'est pas encore en mesure de le faire. Il tient toutefois à renouveler à la Conférence l'assurance, qu'il lui a déjà donnée lors de la précédente séance, que le Gouvernement allemand, en proposant l'amendement en question, a agi en toute loyauté et sans aucune arrière-pensée. Il n'a eu à aucun moment l'idée de soulever une

question irritante en proposant l'adoption d'un texte identique à celui qui figure dans la Convention de 1905 sur la Procédure civile ; il n'a pas surtout eu l'intention de porter atteinte, en quelque manière que ce soit, aux droits de souveraineté des autres Etats.

M. Maus déclare qu'on ne saurait mettre en doute la parfaite loyauté des propositions présentées par la Délégation du Gouvernement impérial. Il tient d'ailleurs à dire que l'opposition formulée par la Belgique ne visait pas l'Allemagne. La prudence, l'expérience et la discipline des agents du service consulaire allemand seraient de nature à atténuer les inconvénients pratiques du système proposé. Mais un principe essentiel oblige la Belgique à interdire de façon absolue tout acte de juridiction pénale, de la part d'un Consul étranger, sur son territoire. De plus, la procédure proposée pourrait susciter de graves difficultés vis-à-vis d'autres pays, dont le Corps consulaire — composé souvent de consuls marchands — ne présenterait pas les mêmes qualités de prudence et de compétence.

La suite de cette discussion est remise à une prochaine séance.

M. le chevalier de Stuers fait remarquer qu'à la suite d'une déclaration de la Délégation néerlandaise, la Commission a accepté une interprétation des termes de la Convention en ce qui concerne l'obligation pour les Puissances signataires d'édicter des peines contre les non-néerlandais qui auraient accompli dans des pays autres que ceux des Etats signataires et adhérents les divers actes ou quelques-uns des actes qui sont les éléments constitutifs des infractions prévues par la Convention. M. de Stuers serait désireux de connaître l'avis de la Conférence à ce sujet.

Comme la Commission, la Conférence accepte, à l'unanimité, cette interprétation des termes de la Convention, de sorte qu'aucun Gouvernement n'est tenu en dehors des termes ainsi interprétés et il est apparu à la Conférence que la mention de cette opinion au Procès-verbal de la Séance plénière était suffisante pour écarter tout doute.

La séance est levée à 10 heures et demie.

Le Président,

LARDY.

Les Secrétaires :

JAROUSSE DE SILLAC ;

ALPHAND ;

BRESSONNET ;

GUBIAN ;

AUBRY ;

MÉRIC DE BELLEFON.

Quatrième séance.

(Lundi, 2 mai 1910.)

Présidence de M. LARDY, Vice-Président.

La séance est ouverte à 3 heures dans un des salons du Ministère des Affaires étrangères.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance, à l'exception de MM. de Angyal (Hongrie), Lejeune (Belgique), Buzzati (Italie), de Souza Rosa (Portugal) et Kronauer (Suisse), qui se sont fait excuser.

MM. les Délégués ont reçu les épreuves des procès-verbaux des deux précédentes séances et sont priés d'en renvoyer au Secrétariat un exemplaire avec les corrections qu'ils désireraient, le cas échéant, y voir apporter.

M. le Président fait savoir que la Commission de rédaction a établi un texte définitif de convention qui est soumis à l'appréciation de la Conférence.

La Conférence décide d'en examiner les termes.

M. le Président donne lecture du préambule dans lequel les Etats contractants ne sont pas nommément désignés. Conformément à certains précédents, la Commission de rédaction a admis cette formule, commode pour une Convention qui peut être signée pendant un certain laps de temps, et alors qu'on ne connaît pas encore exactement quels sont les Délégués qui seront en mesure d'y apposer leur signature.

Le préambule est adopté ainsi que les articles 1, 2, 3 et 4.

Au sujet de l'article 5, M. de Souza Bandeira déclare qu'il sera dans la nécessité de faire une réserve. Le Gouvernement des États-Unis du Brésil admet en effet, en principe, que les infractions visées dans les articles 1 et 2 de la Convention doivent donner lieu à extradition; son Gouvernement serait même tout disposé à ajouter ces infractions à la nomenclature des délits soumis à l'extradition dans les traités spéciaux qui lui seraient proposés par les Puissances représentées à la Conférence, dont plusieurs ont, en ce moment, des traités en voie de négociation avec le Brésil.

Cependant, pour des motifs d'ordre constitutionnel et interne, M. de Souza Bandeira ne pourrait engager le consentement de son Gouvernement, dès maintenant, pour ces seules infractions, dans une Convention collective, envers toutes les Puissances représentées.

M. Louis Renault fait remarquer à M. le Délégué du Brésil que cet article avait été adopté en 1902 par des Puissances dont la législation, comme la législation brésilienne, n'admet l'extradition que pour les délits formellement prévus dans les traités. C'est ainsi que les Déléga-

tions belge, britannique et néerlandaise avaient sans difficulté admis cette disposition. En effet, la clause dont il s'agit a été conçue de telle façon que le délit international nouveau devra être réputé inscrit dans les conventions d'extradition conclues ou à conclure.

Cette explication semble de nature à lever tous les scrupules constitutionnels à cet égard et M. Renault est persuadé que le Gouvernement brésilien, éclairé sur ce point, consentira à abandonner la réserve qu'il voulait faire.

M. de Souza Bandeira remercie M. L. Renault de sa bienveillante intervention et déclare qu'il en référera à son Gouvernement, lequel, jusqu'à la date de la ratification, pourra examiner s'il convient de maintenir à ce sujet la réserve que la Délégation brésilienne doit faire, d'après ses instructions.

M. Maus, en ce qui concerne l'article 6, fait remarquer que la partie du projet de 1902 relative à la communication directe entre les Consuls et l'autorité judiciaire compétente n'a pas été reproduite dans le 2° de l'article 6 nouveau. M. Maus pense que cette précision est nécessaire.

M. Lardy répond qu'il s'agit là d'un oubli matériel, et que la Commission ne voit aucune objection au rétablissement de ce texte. Il suffirait d'ajouter au 2° : « cet agent enverra directement la Commission rogatoire, etc... »

Adopté.

M. Maus propose de remplacer les mots « qu'elle préfère » par « qu'elle admet ». En acceptant l'un ou l'autre mode de transmission, ou les trois modes, un Pays indique plus qu'une préférence, il donne une autorisation.

La modification proposée par M. Maus est acceptée.

En ce qui concerne l'article 7, M. Lentze déclare qu'il fera une réserve au nom de son Gouvernement.

L'article 8 est adopté.

M. d'Eichhoff se demande si, dans l'article 9, les mots « complétés par un Protocole de Clôture qui en fait partie intégrante » sont nécessaires. L'idée du lien qui existe entre la Convention et le Protocole de Clôture est, de nouveau, exprimée dans ce dernier texte.

M. Louis Renault note que, si on supprimait cette disposition dans l'un des deux actes, il serait préférable de le faire dans le second. En effet, il importe surtout qu'elle figure dans la Convention pour montrer qu'il est impossible d'accepter la Convention sans souscrire au Protocole de Clôture.

Les mots « complétés par un Protocole... » sont maintenus.

Les articles 10, 11 et 12 sont adoptés.

Le Protocole de Clôture est accepté dans son intégralité, même en ce qui concerne la phrase relative au lien qui l'unit à la Convention. Sur une observation de M. Louis Renault, la Conférence a, en effet, estimé,

conformément à plusieurs précédents, qu'il n'y a pas d'inconvénient à préciser, par deux fois, que le Protocole de Clôture fait partie intégrante de l'acte auquel il se rattache.

L'ensemble de la Convention est adopté à l'unanimité. Toutefois, il est bien entendu que l'Allemagne ne signera que sous réserve de l'article 6, et le Brésil sous réserve de l'article 5. La Délégation des Pays-Bas fait d'ailleurs à ce sujet la même réserve que le Gouvernement brésilien.

Enfin, M. Farnall rappelle, pour ordre, la réserve qu'il a, lors de la précédente séance, formulée au nom du Gouvernement britannique.

La Conférence décide que la signature de la Convention qu'elle a élaborée aura lieu le mercredi 4 mai à 2 h. 1/2. Les Plénipotentiaires sont priés de faire parvenir leurs pouvoirs au Secrétariat.

Les Travaux de la Conférence étant terminés, M. le Président Lardy prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

Arrivés au terme de nos modestes travaux (je me sers intentionnellement du terme *modestes* parce que nous avions seulement à parachever, à mettre au point l'œuvre de 1902), je vous demande la permission de rendre d'abord hommage aux initiateurs de l'œuvre de la lutte contre la Traite des Blanchés, que ces initiateurs soient des Comités privés, des hommes d'Etat, ou des Gouvernements ; nous avons le privilège de posséder parmi nous le Président, M. le sénateur Bérenger, le rapporteur général, M. Louis Renault (*Vifs applaudissements*), un des rapporteurs, M. Hennequin, et six des membres de la Conférence de 1902 ; nous envoyons un salut amical à ceux de nos collègues d'alors, spécialement aux deux autres rapporteurs de cette Conférence, MM. Ferdinand-Dreyfus et Malepeyre. Tous ceux qui ne sont pas parmi nous, se sont certainement associés de cœur à notre Conférence actuelle.

Je vous demande surtout de porter vos regards, non vers le passé, mais vers l'avenir. Les discours, les protocoles, les conventions, les traités solennels ne sont rien par eux-mêmes ; ils doivent être la préparation ou la consécration d'un acte. L'essentiel, c'est l'*action*. Que nous reste-t-il à faire ? Il nous reste, d'abord, à veiller à ce que nos Gouvernements approuvent la Convention et mettent les lois de nos pays en harmonie avec la Convention. Il nous reste à obtenir de nos Gouvernements qu'ils agissent sur les pays tiers pour amener leur adhésion. Il nous reste à maintenir en éveil l'opinion publique pour qu'elle soutienne et encourage les polices dans la lutte incessante contre les trafiquants de chair blanche, Il nous reste enfin à encourager partout les efforts pour prévenir la traite par la création de *Homes* à l'usage des femmes et filles sans emploi et de *Refuges* pour les victimes de la traite ; l'expérience de la Suisse qui, avec une douzaine de mille francs de subvention annuelle, pourvoit au logement d'une dizaine de mille femmes ou filles à New-York, Londres, Paris, Nice, Milan, Vienne,

Buda-Pest, Varsovie, Pétersbourg, Hambourg, Berlin, Athènes, etc., prouve qu'on peut, avec une dépense minime, atteindre des résultats considérables. Promettons-nous de ne pas considérer notre mission comme terminée par la signature de la Convention ; promettons-nous de consacrer toujours le meilleur de notre cœur à la protection de la catégorie peut-être la plus intéressante des désarmés et des faibles de ce monde : la jeune femme en butte, sur la terre étrangère, aux tentations de l'isolement, de la misère, du découragement ou du vice.

Avant de lever la séance, je tiens à exprimer notre très vive gratitude à notre Commission, en particulier à son secrétaire-rapporteur, M. Alphand, dont vous avez tous hautement apprécié le talent, le savoir éclairé, la plume habile et l'exquise courtoisie, comme aussi à notre secrétariat qui a fait preuve de tant de zèle et de dévouement (*Vifs applaudissements*).

M. Louis Renault répond en ces termes à M. le Président (1) :

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Vous pouvez être assurés que, pour bien des raisons, personne plus que moi ne regrette l'absence de notre cher et vénéré Président, M. Bérenger. Avec une autorité et une compétence qui ne sauraient m'appartenir à aucun titre, il aurait constaté tout ce que vous avez fait pour une cause qui lui est chère et à laquelle il a voué depuis longtemps de courageux et persévérants efforts. Je serai du moins son interprète direct auprès de vous, ayant eu le plaisir de le voir hier et de constater que sa santé était meilleure, bien que la prudence lui commande de garder encore la chambre. Il m'a tout spécialement chargé de vous dire que, malgré son absence forcée, il s'était tenu au courant de nos délibérations et qu'il était pleinement satisfait du résultat de nos travaux. Il est persuadé qu'un pas important a été fait dans la voie de la répression des publications obscènes. Par la réunion même de la Conférence, par l'entente intervenue entre les délégués de pays placés dans des conditions si différentes, les Gouvernements montrent d'une façon non équivoque qu'ils sont décidés à lutter de toutes leurs forces contre un mal honteux qui menace tous les pays et qui est surtout de nature à corrompre la jeunesse.

Un *Arrangement* va être signé.

Nous allons soumettre à l'appréciation de nos Gouvernements un *Projet de Convention* pour la répression de la circulation des publications obscènes. Espérons qu'il se transformera en Convention plus vite que le projet de 1902. Nous devons, au sujet de ce dernier, être reconnaissants au Gouvernement allemand de l'initiative qu'il a prise de faire

(1) Une partie du discours de M. Louis Renault se rapporte à la Conférence relative à la répression de la circulation des Publications obscènes (V. les actes de cette Conférence).

régler ici les quelques questions que soulevait encore le projet de 1902.

Sur l'importance de ces divers actes, je n'ai rien à ajouter à ce qui a été si bien dit par M. le président Lardy.

J'ai maintenant à remplir une mission qui m'est particulièrement agréable. Si quelque chose a pu adoucir le regret qu'éprouvait M. Bérenger d'être éloigné de nous, c'est la pensée que l'œuvre entreprise ne souffrirait pas de son absence, puisqu'il devait être remplacé par M. Lardy (*Vifs applaudissements*). Permettez-moi, mon cher Président, de vous avouer que M. Bérenger vous accuse d'avoir trahi sa confiance. Vous ne nous avez pas lu en entier la lettre qu'il vous avait adressée pour être communiquée à la Conférence. Vous avez omis un passage auquel tenait M. Bérenger et que votre modestie nous a dérobé. Vous ne pouvez empêcher l'expression publique de la gratitude de M. Bérenger et de nous tous. Par votre compétence, votre patience, votre esprit de conciliation, vous avez été le Président modèle. S'il n'est pas indiscret de glisser ici un mot personnel, je dirai que ce n'est pas la première fois que je combats aux côtés de M. Lardy et que j'ai l'honneur d'être son rapporteur; je l'ai toujours trouvé le même, donnant l'exemple du travail acharné et témoignant une extrême bienveillance à ses collaborateurs.

Au nom du Gouvernement de la République que je représente momentanément ici, je remercie la Conférence et je remercie M. Lardy de l'œuvre accomplie. Puissiez-vous, mes chers Collègues, garder bon souvenir de nos travaux communs! La Délégation française vous remercie de la sympathie que vous lui avez manifestée et vous souhaite un heureux retour dans vos foyers (*Vifs applaudissements*).

M. Lardy déclare close la deuxième Conférence relative à la répression de la Traite des Blancs.

La séance est levée à quatre heures quinze.

Le Président,

LARDY.

Les Secrétaires,

JAROUSSE DE SILLAC;

ALPHAND;

BRESSONNET;

GUBIAN;

AUBRY;

MÉRIC DE BELLEFON.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA 4^e SÉANCE.

Commission de Rédaction (1).

*Projet de Convention Internationale relative à la répression
de la Traite des Blancches.*

Les Souverains, Chefs d'Etat et Gouvernements des Puissances ci-après désignées,

Egalement désireux de donner le plus d'efficacité possible à la répression du trafic connu sous le nom de « Traite des Blancches », ont résolu de conclure une Convention à cet effet et, après qu'un projet eut été arrêté dans une première Conférence réunie à Paris du 15 au 25 juillet 1902, ont désigné leurs Plénipotentiaires qui se sont réunis dans une deuxième Conférence à Paris du 18 avril au 4 mai 1910 et qui sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure, en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

ART. 2.

Doit être aussi puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité, ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche, lors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

ART. 3.

Les Parties Contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions prévues par les deux articles précédents, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

(1) Cette Commission a été nommée par la Conférence dans sa troisième séance. Elle était composée de M. Lardy (Suisse), *président* ; Lentze (Allemagne) ; Renault (France), *rapporteur* ; et de M. Alphand, *secrétaire*.

ART. 4.

Les Parties Contractantes se communiqueront, par l'entremise du Gouvernement de la République française, les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente Convention.

ART. 5.

Les infractions prévues par les articles 1 et 2 seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les Conventions déjà existantes entre les Parties Contractantes.

Dans les cas où la stipulation qui précède ne pourrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires.

ART. 6.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera :

1° Soit par communication directe entre les autorités judiciaires ;

2° Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ;

(Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'Etat requis) ;

3° Soit par la voie diplomatique.

Chaque Partie Contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Parties Contractantes, celui ou ceux des modes de transmission sus-visés qu'elle préfère pour les commissions rogatoires venant de cet Etat.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas des 1° et 2° du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur-juré de l'Etat requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

ART. 7.

Les Parties Contractantes s'engagent à se communiquer les bulletins de condamnation, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

Ces documents seront transmis directement, par les autorités désignées conformément à l'art. 1^{er} de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904, aux autorités similaires des autres Etats contractants.

ART. 8.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifieront leur intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra par la voie diplomatique copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt. Il sera donné aussi, dans ledit acte de notification, communication des lois rendues dans l'Etat adhérent relativement à l'objet de la présente Convention.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent, qui deviendra ainsi Etat contractant.

L'adhésion à la Convention entraînera de plein droit, et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 18 mai 1904, qui entrera en vigueur, à la même date que la Convention elle-même, dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent.

Il n'est toutefois pas dérogé, par la disposition précédente, à l'article 7 de l'Arrangement précité du 18 mai 1904 qui demeure applicable au cas où un Etat préférerait faire acte d'adhésion seulement à cet Arrangement.

ART. 9.

La présente Convention, complétée par un *Protocole de clôture* qui en fait partie intégrante, sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Paris, dès que six des Etats contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratification un procès-verbal, dont copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

ART. 10.

Dans le cas où l'un des Etats contractants dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet Etat.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, la Convention cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat qui l'aura dénoncée.

La dénonciation de la Convention n'entraînera pas de plein droit dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse dans l'acte de notification, sinon, l'Etat contractant devra, pour dénoncer ledit Arrangement, procéder conformément à l'article 8 de ce dernier accord.

ART. II.

Si un Etat contractant désire la mise en vigueur de la présente Convention dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Il sera donné, dans ledit acte de notification, pour ces colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, communication des lois qui y ont été rendues relativement à l'objet de la présente Convention. Les lois qui, par la suite, viendraient à y être rendues, donneront lien également à des communications aux Etats contractants, conformément à l'article 4.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

L'Etat requérant fera connaître, par une communication adressée à chacun des autres Etats contractants, celui ou ceux des modes de transmission qu'il préfère pour les commissions rogatoires à destination des colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, qui auront fait l'objet de la notification visée au 1^{er} alinéa du présent article.

La dénonciation de la Convention par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées au 1^{er} alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives du Gouvernement de la République française.

L'adhésion à la Convention par un Etat contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, entraînera, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 18 mai 1904. Ledit Arrangement y entrera en vigueur à la même date que la Convention

elle-même. Toutefois la dénonciation de la Convention par un Etat contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires n'y entraînera pas de plein droit, à moins de mention expresse dans l'acte de notification, dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904; d'ailleurs, sont maintenues les déclarations que les Puissances signataires de l'Arrangement du 18 mai 1904 ont pu faire touchant l'accession de leurs colonies audit Arrangement.

Néanmoins, à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les adhésions ou dénonciations s'appliquant à cet Arrangement et relatives aux colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires des Etats contractants, s'effectueront conformément aux dispositions du présent article.

ART. 12.

La présente Convention, qui portera la date du 4 mai 1910, pourra être signée à Paris jusqu'au 31 juillet suivant, par les Plénipotentiaires des Puissances représentées à la deuxième Conférence relative à la répression de la Traite des Blanches.

Fait à Paris, le 4 mai 1910, en un seul exemplaire dont une copie certifiée conforme sera délivrée à chacune des Puissances signataires.

Protocole de clôture.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés jugent utile d'indiquer l'esprit dans lequel il faut entendre les articles 1, 2 et 3 de cette Convention et suivant lequel il est désirable que, dans l'exercice de leur souveraineté législative, les Etats contractants pourvoient à l'exécution des stipulations arrêtées ou à leur complément.

A. — Les dispositions des articles 1 et 2 doivent être considérées comme un *minimum* en ce sens qu'il va de soi que les Gouvernements contractants demeurent absolument libres de punir d'autres infractions analogues, telles, par exemple, que l'embauchage des majeures alors qu'il n'y aurait ni fraude ni contrainte.

B. — Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, il est bien entendu que les mots « femme ou fille mineure, femme ou fille majeure », désignent les femmes ou les filles mineures ou majeures de vingt ans accomplis. Une loi peut toutefois fixer un âge de protection plus élevé à la condition qu'il soit le même pour les femmes ou les filles de toute nationalité.

C. — Pour la répression des mêmes infractions la loi devrait édicter, dans tous les cas, une peine privative de liberté, sans préjudice de toutes autres peines principales ou accessoires; elle devrait aussi tenir

compte, indépendamment de l'âge de la victime, des circonstances aggravantes diverses qui peuvent se rencontrer dans l'espèce, comme celles qui sont visées par l'article 2 ou le fait que la victime aurait été effectivement livrée à la débauche.

D. — Le cas de rétention, contre son gré, d'une femme ou fille dans une maison de débauche, n'a pu, malgré sa gravité, figurer dans la présente Convention, parce qu'il relève exclusivement de la législation intérieure.

Le présent Protocole de clôture sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention de ce jour et aura même force, valeur et durée.

Fait et signé en un seul exemplaire, à Paris, le 4 mai 1910.

IV

TEXTE DE LA CONVENTION RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES
BLANCHES SIGNÉE A PARIS LE 4 MAI 1910.

V. *ci-dessus*, 1^{re} partie, p. 5.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

**relative à la répression de la circulation des publications
obscènes.**

(Paris, 18 avril-4 mai 1910.)

I

DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES.

M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères, aux Représentants de la République française en Allemagne, aux États-Unis d'Amérique, en Autriche-Hongrie, Belgique, au Brésil, en Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, aux Pays-Bas, en Portugal, Russie, Suède et Suisse.

Paris, le 31 décembre 1908.

Les difficultés que les autorités administrative et judiciaire éprouvent, en tous pays, à arrêter la circulation internationale des publications

obscènes ont naturellement retenu l'attention des sociétés anti-pornographiques qui se sont réunies à Paris, au mois de mai dernier, et qui, en terminant leurs travaux, ont formulé les vœux rappelés ci-après, lesquels ont eu pour objet l'établissement, grâce à l'entente des Gouvernements, des mesures propres à amener une répression plus sévère de ce trafic immoral.

M. le sénateur Bérenger, auquel est due l'initiative de l'Arrangement sur la Traite des Blanches, a mis au service de cette nouvelle cause, assez étroitement unie à la précédente, l'autorité de son nom et l'expérience d'une vie consacrée aux œuvres philanthropiques. Le Gouvernement de la République, soucieux de contribuer au relèvement de la moralité générale, ne pouvait que se montrer disposé à réserver bon accueil aux démarches que le Président du Congrès anti-pornographique de 1908 a faites auprès de mon Département.

Aussi, après m'être assuré de l'assentiment de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, et de M. le Garde des Sceaux, ai-je estimé qu'il convenait de pressentir les Gouvernements signataires de l'accord précité, en vue de savoir s'ils seraient prêts à envisager favorablement la réalisation éventuelle des vœux exprimés par le Congrès des sociétés anti-pornographiques. Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien entretenir de la question le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. Si, comme je me plais à l'espérer, cette suggestion rencontre son approbation, et si des réponses affirmatives sont également adressées à nos Représentants en il semble que l'échange de vues dont il s'agit pourrait avoir lieu au cours d'une Conférence à laquelle le Gouvernement de la République se réserverait d'inviter les Délégués des Administrations intéressées, en faisant connaître le projet de programme qu'il aurait préparé.

Je vous serai très obligé de m'informer de l'accueil qu'aura reçu la présente communication.

Signé : S. PICHON.

Annexe à la Circulaire du 31 Décembre 1908.

Le Congrès international contre la pornographie, réuni à Paris les 21 et 22 mai 1908, a émis à l'unanimité les vœux suivants :

I

Il y a lieu de réprimer par des mesures internationales :

1° La fabrication et la détention, en vue d'en faire commerce, des écrits, dessins ou objets outrageants pour les mœurs ;

2° L'offre et la vente, même non publiques, de ces mêmes écrits, dessins ou objets.

II

En matière d'offre, de vente ou d'expédition d'écrits, dessins ou objets outrageants pour les mœurs, le délit doit être réputé commis, tant au lieu où l'auteur a agi, qu'à celui où le résultat du délit s'est produit ou devait se produire.

Il importe à cet effet qu'une entente s'établisse entre les différents pays pour la communication des documents et renseignements nécessaires, afin que chaque nation puisse poursuivre les coupables domiciliés sur son territoire.

III

Il y a lieu de provoquer une Conférence diplomatique officielle dans laquelle les Gouvernements s'entendraient pour obtenir en ce sens des législations analogues dans tous les pays.

M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères, aux Représentants de la République française en Allemagne, aux Etats-Unis d'Amérique, en Autriche-Hongrie, Belgique, au Brésil, en Danemark, Espagne, Italie, aux Pays-Bas, en Portugal, Russie, Suède et Suisse.

Paris, le 2 décembre 1909.

Les Gouvernements signataires de l'Arrangement relatif à la Traite des Blanches s'étant, à l'exception d'un seul, montrés favorables à la réunion éventuelle, à Paris, d'une Conférence diplomatique qui aurait pour objet l'étude des questions d'un intérêt international soulevées par le développement des Publications obscènes, j'ai l'honneur, pour faire suite à ma lettre du 31 décembre 1908, de vous prier de transmettre au Gouvernement.

le programme ci-joint préparé par nos soins et de l'inviter à se faire représenter à la Conférence précitée dont la séance d'ouverture paraît pouvoir être fixée au 1^{er} février prochain.

Je vous serais très obligé de me faire savoir si le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité n'a pas d'objection à formuler contre le choix de cette date.

J'attacherais également du prix à connaître, avant le 5 janvier prochain, les points du programme sur lesquels il serait disposé à faire porter par ses Délégués des observations ou des propositions au début de la Conférence.

Dès que j'aurai reçu les réponses des Gouvernements intéressés, je m'empresserai de vous en informer et de vous donner la composition de la Délégation française, qui comprendra des représentants des trois

Départements des Affaires étrangères, de la Justice et de l'Intérieur et à la tête de laquelle M. le sénateur Béranger est, dès maintenant, appelé.

Signé : S. PICHON.

PROGRAMME.

La Conférence aura pour objet la recherche et la détermination :

1° Des faits à réprimer par chaque législation, en ce qui touche les écrits, dessins ou objets outrageants pour les mœurs (fabrication en vue du commerce ; circulation, offre et vente même non publiques) ;

2° Des mesures internationales à adopter pour assurer cette répression d'une manière efficace, notamment par l'extension de la compétence du juge du domicile aux faits commis à l'étranger et par l'entente des autorités de chaque pays en vue de la recherche des délits.

M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères, aux Représentants de la République française en Allemagne, aux Etats-Unis d'Amérique, en Autriche-Hongrie, Belgique, au Brésil, en Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, aux Pays-Bas, en Portugal, Russie, Suède et Suisse.

Paris, le 14 janvier 1910.

Pour donner satisfaction aux desiderata formulés par plusieurs Gouvernements et en vue de permettre une étude plus complète des questions figurant au programme, le Gouvernement de la République a décidé de reporter au 18 avril prochain la réunion de la Conférence relative aux publications obscènes, qui avait été primitivement fixée au 1^{er} février, ainsi que vous en avait informé ma lettre du 2 décembre.

Je vous prie de porter d'urgence ce changement de date à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Signé : S. PICHON.

M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères, aux Représentants de la République française en Allemagne, aux Etats-Unis d'Amérique, en Autriche-Hongrie, Belgique, au Brésil, en Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, aux Pays-Bas, en Portugal, Russie, Suède et Suisse.

Paris, le 25 mars 1910.

Pour faire suite à ma lettre du 2 décembre dernier et à ma communication du 14 janvier, relatives à la Conférence internationale des

Publications obscènes qui doit se réunir à Paris, le 18 avril prochain, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, exemplaires d'une note contenant les propositions françaises.

Je vous serai très obligé de vouloir bien remettre ces documents au Gouvernement. et d'appeler, en même temps, son attention sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que sa Délégation fût munie de pleins pouvoirs pour signer les Arrangements ou Conventions dont le texte serait établi par la Conférence.

Il y a lieu d'espérer que cette suggestion rencontrera l'assentiment des Puissances qui ont accepté de se faire représenter à la réunion du 18 avril.

Signé : S. PICHON.

Note du Gouvernement français.

I

EXPOSÉ.

L'industrie pornographique et le commerce des obscénités sont poursuivis avec plus ou moins d'efficacité et punis avec plus ou moins de sévérité chez les nations civilisées. Il ne saurait être question, dans la Conférence internationale actuelle, d'essayer d'unifier les législations diverses en proposant un texte de loi idéal dont l'adoption serait recommandée à tous les Pays participant à la Conférence.

Chaque nation a ses lois, et réprime comme elle croit devoir le faire, et dans les termes qui lui paraissent les plus clairs, les plus sages et les mieux appropriés à ses mœurs, le fait prévu comme criminel ou délictueux.

Mais, comme pour la Traite des Blanches, les Nations éprouvent qu'il leur est de plus en plus nécessaire de s'entraider afin de se défendre contre l'invasion de l'obscénité. Il est douloureux de constater que les honteux trafics d'obscénités ne restent plus localisés dans telle ou telle arrière-boutique : ils pénètrent partout, et ils jettent leurs ramifications d'un pays à l'autre ; ils n'ont respecté aucune frontière et sont devenus un fléau international.

On fabrique sur un territoire, on distribue et on vend sur un autre ; toute une publicité plus ou moins déguisée offre la marchandise ; des courtiers, des correspondants et des dépositaires spéciaux se concertent et font circuler de pays à pays des écrits, images ou objets de la plus révoltante obscénité.

Comment se préserver ? Quelles questions devront être soumises à l'examen de la Conférence internationale ?

Il s'agit de les préciser pour permettre aux Etats participant à la

Conférence de préparer l'étude des résolutions à discuter. Le but à atteindre, c'est la recherche simultanée d'un même délit dont les circonstances caractéristiques se produisent dans des pays différents. Cette recherche devrait avoir lieu dans chacun de ces pays, en vertu d'un accord concerté, comme cela fut proposé pour la Traite des Blanches. Il importe également d'étudier les questions de compétence, d'extradition et de procédure qui se posent forcément, lorsqu'il s'agit d'assurer une répression efficace par un accord concerté entre divers pays.

Pour plus de clarté, nous avons cru devoir préciser et grouper en cinq articles différents les questions à débattre.

L'article 1^{er} énonce les divers faits qui peuvent constituer le délit d'outrage aux bonnes mœurs, et pour la répression desquels l'entente internationale est désirable.

En suivant l'ordre logique, nous rencontrons d'abord *la fabrication* des écrits, dessins, images ou objets outrageants pour les bonnes mœurs.

Nous avons donc formulé le premier paragraphe de l'article 1^{er} dans les termes suivants :

ARTICLE PREMIER. — Devrait être puni quiconque :

§ 1^{er} : *fabrique en vue d'en faire commerce ou distribution à l'étranger des écrits, dessins, images ou objets outrageants pour les bonnes mœurs.*

Si, dans ce paragraphe, nous avons visé le commerce et la distribution « à l'étranger », c'est qu'il s'agit uniquement d'amener l'entente internationale pour la recherche et la répression de délits dont les circonstances caractéristiques se produisent dans des pays différents. Il est bien évident d'ailleurs que toute fabrication en vue du commerce ou de la distribution doit être punissable ; mais tant que la fabrication, le commerce et la distribution se produisent dans un seul pays, c'est à ce pays qu'il appartient de se défendre lui-même, et il n'est besoin dans ce cas d'aucun accord international.

La rédaction du paragraphe 1^{er} nous paraît devoir faire tomber par avance toutes les objections de ceux qui redoutent l'arbitraire, les perquisitions abusives, les descentes de police dans le domicile de l'artiste ou du collectionneur. Nous nous sommes bornés à ne retenir, pour être soumise à l'étude internationale, que la fabrication en vue de *faire commerce ou distribution*.

Nous ne pensons pas qu'il y ait possibilité d'équivoque. Les mots *commerce* et *distribution* sont tellement significatifs qu'il serait tout à fait excessif et déraisonnable de supposer que l'artiste ou le collectionneur pourront être confondus soit avec les trafiquants et les distributeurs, soit avec ceux qui fabriquent pour se faire les pourvoyeurs de ces trafiquants et de ces distributeurs.

Nous avons pensé tout d'abord à ne soumettre à l'étude internationale que la fabrication en vue du commerce. C'est assurément le cas le plus fréquent ; presque toujours la fabrication a pour but un profit à réaliser par le trafic. Mais comment ne pas se préoccuper aussi du cas

où des dépravés se livreraient à une propagande gratuite plus dangereuse encore que le commerce ? La fabrication d'obscénités sera-t-elle licite, parce qu'au lieu de les vendre on les distribuera gratis ?

Il faut donc viser la fabrication en vue du commerce ou de la *distribution*.

Est-il besoin de faire remarquer combien il serait désastreux de laisser impunie une telle fabrication ? Peut-on concevoir un fabricant d'obscénités libre d'opérer dans son pays, et accumulant dans ses ateliers toutes les productions les plus immondes ? Lui suffira-t-il de ne pas en faire le trafic ou la distribution dans le pays même où il opère, et d'en inonder seulement tous les pays voisins, pour être assuré de l'impunité ? Il faut couper le mal à la racine, et la racine c'est la fabrication.

Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} est relatif à *la circulation*. Les obscénités doivent pouvoir être constatées, saisies et poursuivies dès qu'elles existent en vue du commerce ; il faut donc prévoir des pénalités contre ceux qui les font circuler d'un pays à l'autre, et pour cela l'entente internationale est tout indiquée.

Voici, par exemple, qu'une visite de douane a fait constater l'arrivée d'un lot de photographies d'une obscénité caractérisée. N'est-il pas désirable que, grâce à un accord concerté entre les divers pays, des poursuites puissent être exercées contre ceux qui ont pris l'initiative de cet envoi ?

Le secret des correspondances sera respecté. Nous ne proposerons aucune innovation dangereuse sur ce point. Mais, si, par suite d'une circonstance quelconque, telle que révélation, plainte, incident, etc., des obscénités sont découvertes, il faut avoir la possibilité d'atteindre celui qui, sciemment, les a mises en circulation. Pourquoi lui laisserait-on l'impunité ? N'a-t-il pas outragé les bonnes mœurs en remettant ces obscénités à des agents de transmission à destination de l'étranger ? C'est surtout à l'égard de cette circulation de pays à pays que la répression présente un intérêt international.

D'où notre paragraphe 2 :

Devrait être puni quiconque :

§ 2 : remet, pour le même but, à tout agent de transport à destination de l'étranger lesdits écrits, dessins, images ou objets outrageants pour les bonnes mœurs.

Même observation que pour le paragraphe 1^{er}. Les mots « à destination de l'étranger » sont insérés dans ce paragraphe pour limiter les propositions aux seules questions internationales.

Le paragraphe 3 vise le commerce *même non public*.

Il est ainsi conçu ;

Devrait être puni quiconque :

§ 3 : en fait le commerce *même non public*.

La clandestinité étant habituelle dans ce genre de commerce, on laisserait toujours échapper les principaux coupables si l'on n'arrivait pas à atteindre le commerce même non public.

Jusqu'à ce jour, la répression du commerce public avait paru suffisamment efficace. Mais bientôt l'ingéniosité des spécialistes leur a permis de tourner la loi, et de déjouer toutes les poursuites, notamment par la vente à domicile ou par correspondances fermées.

Les trafiquants d'obscénités se gardent bien d'avoir boutique ouverte sur rue. Un magasin accessible à tout venant et désigné par une enseigne apparente ferait de leur commerce un commerce public. Pour tourner la loi dans les pays où seul le commerce public est punissable, ils n'auront qu'une chambre ou un appartement privé; là, les clients, avertis et attirés par des annonces et prospectus, viendront chercher les catalogues d'abord et les obscénités ensuite.

Il sera même facile aux trafiquants, pour éviter jusqu'à l'apparence de la publicité, d'attendre la demande écrite du client à qui ils expédieront sous enveloppe close les photographies, les dessins, images ou publications. Ils auront toujours soin de multiplier les précautions.

S'abstenir de réprimer le commerce non public, c'est laisser le champ libre aux trafiquants d'obscénités, qui savent si bien mettre à profit les lacunes de la loi et perfectionner les méthodes qui leur assurent l'impunité.

Le paragraphe 4 vise la publicité accessoire au trafic d'obscénités. C'est cette publicité qui révèle à tous l'existence de ce trafic; elle offre les ignobles marchandises, indique les moyens pratiques de se les procurer, et provoque leur diffusion en excitant toutes les malsaines curiosités.

Nous formulons ainsi ce paragraphe :

Devrait être puni quiconque :

§ 4 : *annonce ce commerce par un moyen quelconque de publicité.*

De telles annonces sont par elles-mêmes outrageantes pour les bonnes mœurs, puisque leur unique but est la diffusion d'un trafic d'obscénités; peu importe d'ailleurs que le texte n'en soit pas rédigé en termes obscènes.

Nous avons spécifié les faits sur lesquels l'entente internationale paraît désirable, il nous reste à indiquer le moyen pratique de la réaliser. C'est l'objet de notre article 2, ainsi conçu :

ART. 2. — *A l'effet d'assurer la recherche et la répression des délits ci-dessus visés, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur les infractions visées par l'article premier de la présente Convention, et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents. Cette autorité aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants. Les autorités ainsi désignées sont*

obligées de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans leurs pays aux autorités similaires de tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention, et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des Etats contractants différents.

Cet article reproduit une partie des propositions du Gouvernement Impérial d'Allemagne, dont la formule nous a paru claire, précise et entièrement conforme à l'objet de la Conférence.

L'article 3 est relatif à la *compétence*.

Il est ainsi conçu :

ART. 3. — *Le juge du domicile de l'inculpé doit avoir compétence même pour les faits commis à l'étranger, s'il n'est pas justifié que l'inculpé a été jugé définitivement à l'étranger, et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine, ou obtenu sa grâce.*

Cet article a pour but de mettre fin à la scandaleuse impunité de laquelle bénéficient beaucoup de trafiquants d'obscénités parce que la plupart des législations ne punissent que l'offre et la vente. Pourvu en effet qu'ils s'abstiennent de vendre dans leur propre pays les produits qu'ils y fabriquent, les principaux délinquants, notamment les éditeurs de ces publications, peuvent les écouler dans d'autres pays où l'autorité judiciaire atteindra seulement les comparses, petits libraires, camelots et marchands de journaux.

L'innovation qui résulterait de cette extension de compétence serait du reste plus apparente que réelle.

Tandis, en effet, que la *Traite des Blanches* a été rangée dans la catégorie des délits continus par assimilation avec la séquestration qui en est le type classique, le trafic d'obscénités, en raison des conditions où il se manifeste, nous paraît devoir être mis au nombre des délits complexes. Or la compétence du juge du domicile de l'inculpé, même pour les faits commis par cet inculpé dans un autre pays, est de règle en matière de délit complexe. Elle s'appliquera donc tout naturellement au trafic d'obscénités.

L'article 4 est relatif à l'*extradition*, et nous ne pouvions mieux faire que de reproduire identiquement pour le trafic d'obscénités le texte déjà proposé pour la *Traite des Blanches*.

ART. 4. — *Les infractions prévues par l'article premier seront, à dater du jour de l'entrée en vigueur de la présente convention, réputées inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les conventions déjà existantes entre les Hautes Parties contractantes.*

Depuis longtemps déjà les conventions, qui, primitivement, n'admettaient l'extradition que pour des faits qualifiés crimes, ont étendu cette mesure à divers délits de droit commun, tel que le vol simple, l'escroquerie, l'abus de confiance. Nous rappelons qu'un minimum de peine a été fréquemment fixé dans les conventions diplomatiques; ce minimum est en général de deux mois d'emprisonnement, et la formule

ordinaire est la suivante : « *En matière correctionnelle ou de délits, l'extradition aura lieu dans les cas prévus :*

« 1° *Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut, lorsque la peine prononcée sera au moins de deux mois d'emprisonnement ;*

« 2° *Pour les prévenus ou accusés lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera au moins de deux ans ou d'une peine équivalente. »*

Si l'extradition est désirable, c'est bien pour le trafic d'obscénités dont les auteurs circulent, comme leurs produits, d'un pays à l'autre et échappent d'autant mieux à toute répression que leur commerce est plus rémunérateur.

L'article 5 est relatif aux *commissions rogatoires*.

Cet article est analogue à celui qui a été élaboré sur le même sujet par la Conférence de la Traite des Blanches en 1902.

ART. 5. — « *La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente convention s'opérera, sauf entente contraire, ou bien par la communication directe entre les autorités judiciaires, ou bien par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ; dans ce dernier cas, l'agent diplomatique ou consulaire enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente, et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.*

« *Copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'Etat requis. Toutes les difficultés qui s'élèveraient sur l'exécution, par les autorités requises, des commissions rogatoires continueront à être réglées par voie diplomatique.*

« *Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, et certifiée conforme. »*

Cette rédaction semble prévoir tous les modes de transmission des commissions rogatoires. Elle permet explicitement aux Etats de choisir soit la communication directe entre les autorités judiciaires des pays contractants, soit ce mode de transmission qui a été institué pour les commissions rogatoires en matière civile et commerciale par la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile, et qu'on pourrait appeler la *voie consulaire* puisque les mandats judiciaires sont remis par les autorités consulaires du pays requérant aux autorités judiciaires du pays requis. Enfin la restriction consistant dans les mots « *sauf entente contraire* » laisse aux pays contractants la liberté d'adopter, à la suite d'accords spéciaux, tel autre mode de transmission, notamment la *voie diplomatique*.

Il apparaît donc que les termes de l'article 5 sont aussi larges que possible.

Le texte proposé par le Gouvernement allemand ne prévoit au contraire que deux modes de transmission, à savoir la voie diplomatique comme mode normal, et, dans le seul cas d'ententes déjà existantes, la communication directe.

Il nous semble qu'il y aurait tout avantage à ne pas priver les Etats contractants de la faculté d'employer à l'avenir les modes de transmission les plus rapides, pour l'emploi desquels militent les mêmes raisons en matière d'obscénités que pour la Traite des Blanchés.

II

Propositions soumises à l'examen de la Conférence.

ARTICLE PREMIER.

Devrait être puni quiconque :

§ 1 : fabrique en vue d'en faire commerce ou distribution à l'étranger, des écrits, dessins, images ou objets outrageants pour les bonnes mœurs ;

§ 2 : remet, pour le même but, à tout agent de transport, à destination de l'étranger, lesdits écrits, dessins, images ou objets outrageants pour les bonnes mœurs ;

§ 3 : en fait le commerce même non public ;

§ 4 : annonce ce commerce par un moyen quelconque de publicité.

ART. 2.

A l'effet d'assurer la recherche et la répression des délits ci-dessus visés, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur les infractions visées par l'article premier de la présente convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

Cette autorité aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants. Les autorités ainsi désignées sont obligées de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans leurs pays aux autorités similaires de tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente convention, et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des Etats contractants différents.

ART. 3.

Le juge du domicile de l'inculpé doit avoir compétence même pour les faits commis par cet inculpé à l'étranger, s'il n'est pas justifié que

l'inculpé a été définitivement jugé à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

ART. 4.

Les infractions prévues par l'article premier seront, à dater du jour de l'entrée en vigueur de la présente convention, réputées inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition, d'après les conventions déjà existantes entre les Hautes Parties contractantes.

ART. 5.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera, sauf entente contraire, ou bien par la communication directe entre les autorités judiciaires, ou bien par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ; dans ce dernier cas, l'agent diplomatique ou consulaire enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente, et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Copie de la commission rogatoire sera toujours adressée, en même temps, à l'autorité supérieure de l'Etat requis. Toutes les difficultés qui s'élèveraient sur l'exécution, par les autorités requises, des commissions rogatoires continueront à être réglées par la voie diplomatique.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, et certifiée conforme.

APPENDICE

PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT IMPÉRIAL D'ALLEMAGNE.

(Traduction)

Projet d'une Convention relative à la répression des Publications obscènes.

ARTICLE PREMIER.

Des infractions. -- Doit être puni quiconque aura commis le délit d'outrages aux bonnes mœurs :

1° Par la vente ou la mise en vente ou en circulation, par l'exposition, l'affichage ou autre distribution sur la voie publique ou dans les lieux accessibles au public, par la fabrication ou la détention en vue de la distribution, par l'offre ou la réclame d'écrits, d'images ou de reproductions obscènes ;

2° Par la cession ou l'offre non gratuites d'écrits, d'images ou de reproductions obscènes ou constituant une grossière offense à la pudeur à une personne au-dessous de seize ans accomplis ;

3° Par l'exposition sur la voie publique ou dans les lieux accessibles au public ou par l'offre ou la recommandation au public d'objets destinés à un but obscène ;

4° Par des annonces publiques destinées à faire naître des relations dans un but obscène ;

même si une partie des éléments constitutifs de l'infraction a été accomplie dans un État contractant.

ART. 2.

De la législation. — Les Hautes Parties contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions prévues par l'article 1^{er} s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

ART. 3.

De la communication des lois. — Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs États relativement à l'objet de la présente Convention.

ART. 4.

De l'extradition. — Les infractions prévues par l'article 1^{er} seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions qui, d'après les conventions déjà existantes entre les Hautes Parties contractantes, donnent lieu à extradition.

Dans le cas où la stipulation de l'alinéa qui précède ne pourrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires.

ART. 5.

Des commissions rogatoires. — En cas que les autorités d'une des Hautes Parties contractantes, au cours d'une procédure criminelle relative aux infractions prévues par l'article 1^{er} sont d'avis qu'il est nécessaire de faire entendre des témoins qui se trouvent dans le pays d'une autre Partie contractante, ou de faire tout autre acte d'instruction, la transmission des commissions rogatoires se fera par la voie diplomatique et il y sera donné suite d'après les lois du pays où le témoin doit être entendu ou l'autre acte d'instruction doit être fait.

Les conventions d'après lesquelles deux Parties contractantes se sont entendues pour admettre la transmission directe des commissions rogatoires entre leurs autorités respectives restent intactes.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Les dispositions des articles qui précèdent n'excluent pas la faculté pour chacune des Hautes Parties contractantes de faire exécuter directement par ses agents diplomatiques ou consulaires les commissions rogatoires, si les conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si l'Etat sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée ne s'y oppose pas.

ART 6.

Des autorités centrales. — Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur les infractions visées par l'article 1^{er} de la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents. Cette autorité aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants.

ART 7.

Des bulletins de condamnation. — Les autorités désignées à l'article 6 sont obligées de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans leurs pays aux autorités similaires de tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des Etats contractants différents.

ART. 8.

De l'adhésion à la présente Convention. — Les Etats non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifient leur intention par la voie diplomatique au Gouvernement français, qui en donnera connaissance à tous les Etats contractants.

ART. 9.

De la mise en vigueur et de la dénonciation. — La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date de l'échange des ratifications. Dans le cas où l'une des Parties contractantes la dénoncerait, cette

dénonciation n'aurait effet qu'à l'égard de cette Partie et cela douze mois seulement à dater du jour de ladite dénonciation.

ART. 10.

De la ratification. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi.

II

LISTE DES PAYS ET DE LEURS DÉLÉGUÉS

Allemagne.

MM. Lentze, Conseiller intime de Légation au Département des Affaires étrangères.

Joel, Conseiller intime de régence au Département de la Justice de l'Empire.

De Mutius, Conseiller de Légation à l'Ambassade d'Allemagne à Paris, Délégué adjoint.

Autriche.

M. le baron Jean d'Eichhoff, Conseiller de section au Ministère I. R. autrichien de l'Intérieur.

Hongrie.

MM. le docteur Richard de Bartha, Juge au tribunal de Kaposvar, Attaché au Ministère royal hongrois de la Justice.

Le docteur Louis de Fest, Secrétaire ministériel du Ministère hongrois de l'Intérieur.

Le docteur Paul de Angyal, Professeur agrégé de l'Université, Professeur au lycée épiscopal de droit, à Pécs, Membre de l'Académie scientifique de Budapest.

Belgique.

MM. Lejeune, Ministre d'Etat, ancien Ministre de la Justice.

Maus, Directeur général au Département de la Justice.

Etats-Unis du Brésil.

MM. J. C. de Souza Bandeira, Membre de l'Ordre des avocats et de l'Académie brésilienne.

José de Souza-Dantas, Secrétaire de la Légation du Brésil.

Danemark.

M. C. E. Cold, Juge à la Cour d'appel de Copenhague.

Espagne.

M. Octavio Cuartero Cifuentes, Substitut à la Cour de Cassation.

France.

MM. Bérenger, Sénateur, Membre de l'Institut.

Louis Renault, Ministre plénipotentiaire, Membre de l'Institut, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères, Professeur à la Faculté de droit de Paris.

René Lecomte, Ministre plénipotentiaire, Secrétaire permanent de la Commission préparatoire de la Conférence de la Haye.

Chatain, Consul général, Sous-Directeur au Ministère des Affaires étrangères.

Deligne, Directeur des Affaires criminelles et des Grâces au Ministère de la Justice.

Peyssonnié, Avocat général près la Cour d'appel de Paris.

Théodore Tissier, Conseiller d'Etat, Directeur du Cabinet du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur.

. Hennequin, Sous-Directeur au Ministère de l'Intérieur.

Grande-Bretagne et Irlande.

MM. E. W. Farnall, Assistant secretary au General Post office.

F. S. Bullock, C. I. E., Assistant Commissioner of Police and central authority under the White Slave Arrangement.

G. A. Aitken, Principal Clerck au Home Office.

Italie.

MM. Jules César Buzzati, Professeur ordinaire de Droit international à l'Université de Pavie.

Le docteur Gerolamo de Calvi, Secrétaire de l'Association pour la Moralité publique à Milan.

Pays-Bas.

MM. le chevalier A. L. E. de Stuers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. la Reine des Pays-Bas à Paris.

E. K. H. Regout, Membre de la seconde Chambre des Etats-Généraux.

Le jonkheer A. J. Rethaan-Macaré, Avocat général près la Haute-Cour de Justice des Pays-Bas.

Portugal.

MM. le comte de Souza Roza, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Portugal et des Algarves à Paris.

Jayme de Séguier, Consul général, Attaché commercial à la Légation de Portugal.

Russie.

MM. le conseiller d'Etat Wladimir Deruginsky, Professeur à l'Université de Saint-Petersbourg, Membre du Conseil et Délégué du Ministère impérial de la Justice.

Alexis de Bellegarde, Président du Conseil d'Administration centrale pour les Affaires de la Presse.

Suède.

M. de Klercker, Conseiller de la légation de Suède à Paris.

Suisse.

MM. Ch. E. Lardy, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse à Paris.

Otto Kronauer, Procureur général de la Confédération.

SECRÉTARIAT.

MM. Jarousse de Sillac, Secrétaire d'Ambassade de 2^e classe.

Alphand, Vice-Consul de 1^{re} classe, Sous-Chef de bureau au Ministère des Affaires étrangères.

Bressonnet, Attaché au Ministère des Affaires étrangères.

Gubian, Rédacteur au Ministère de la Justice.

Aubry, Rédacteur au Ministère de l'Intérieur.

Secrétaire-adjoint :

M. Méric de Bellefon, élève Vice-Consul.

III

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES ET ANNEXES

Première séance (1)

(18 avril 1910.)

Présidence de M. S. PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

La séance est ouverte à 3 heures, dans un des salons du Ministère des Affaires étrangères.

Sont présents :

Allemagne.

MM. Lentze, Conseiller intime de Légation au Département des Affaires étrangères.

Joel, Conseiller intime de Régence au Département de la Justice de l'Empire.

De Mutius, Conseiller de Légation à l'Ambassade d'Allemagne à Paris, Délégué adjoint.

Autriche.

M. le baron Jean d'Eichhoff, Conseiller de section au Ministère I. R. autrichien de l'Intérieur.

Hongrie.

MM. le docteur Richard de Bartha, Juge au tribunal de Kaposvar, Attaché au Ministère royal hongrois de la Justice.

Le docteur Louis de Fest, Secrétaire ministériel du Ministère hongrois de l'Intérieur.

Le docteur Paul de Angyal, Professeur agrégé de l'Université, Professeur au lycée épiscopal de Droit, à Pécs, Membre de l'Académie scientifique de Budapest.

Belgique.

MM. Lejeune, Ministre d'Etat, ancien Ministre de la Justice.

Maus, Directeur général au Département de la Justice.

(1) La Conférence pour la répression de la Traite des Blanches a été ouverte dans la même séance que la Conférence relative à la répression de la circulation des Publications obscènes. Le Procès-verbal de la première séance est dès lors identique pour ces deux Conférences.

Etats-Unis du Brésil.

MM. J. C. de Souza Bandeira, Membre de l'Ordre des avocats et de l'Académie brésilienne.

José de Souza-Dantas, Secrétaire de la Légation du Brésil.

Danemark.

M. C.-E. Cold, Juge à la Cour d'Appel de Copenhague.

Espagne.

M. Octavio Cuartero Cifuentes, Substitut à la Cour de Cassation.

France.

MM. Bérenger, Sénateur, Membre de l'Institut.

Louis Renault, Ministre plénipotentiaire, Membre de l'Institut, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères, Professeur à la Faculté de droit de Paris.

René Lecomte, Ministre plénipotentiaire, Secrétaire permanent de la Commission préparatoire de la Conférence de la Haye.

Chatain, Consul général, Sous-Directeur au Ministère des Affaires étrangères.

Deligne, Directeur des Affaires criminelles et des Grâces au Ministère de la Justice.

Peyssonnié, Avocat général près la Cour d'appel de Paris.

Théodore Tissier, Conseiller d'Etat, Directeur du Cabinet du Président du Conseil.

Hennequin, Sous-Directeur au Ministère de l'Intérieur.

Grande-Bretagne et Irlande.

MM. E. W. Farnall, Assistant secretary au General Post office.

F. S. Bullock, C. I. E., Assistant Commissioner of Police and central authority under the White Slave Arrangement.

G. A. Aitken, Principal Clerck au Home Office.

Italie.

MM. Jules César Buzzati, Professeur ordinaire de Droit international à l'Université de Pavie.

Le docteur Gerolamo de Calvi, Secrétaire de l'Association pour la Moralité publique à Milan.

Pays-Bas.

MM. le chevalier A. L. E. de Stuers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. la Reine des Pays-Bas à Paris.

Le jonkheer A. J. Rethaan-Macaré, Avocat général près la Haute-Cour de Justice des Pays-Bas.

Portugal.

MM. le comte de Souza Roza, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Portugal et des Algarves à Paris.

Jayme de Séguier, Consul général, Attaché commercial à la Légation de Portugal.

Russie.

MM. le conseiller d'Etat Wladimir Deruginsky, Professeur à l'Université de Saint-Petersbourg, Membre du Conseil et Délégué du Ministère impérial de la Justice.

Alexis de Bellegarde, Président du Conseil d'Administration centrale pour les Affaires de la Presse.

Suède.

M. de Klercker, Conseiller de la Légation de Suède à Paris.

Suisse.

MM. Ch. E. Lardy, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse à Paris.

Otto Kronauer, Procureur général de la Confédération.

M. le Ministre des Affaires étrangères déclare ouverte la Conférence et prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

En présidant à l'ouverture de vos travaux, je me félicite tout d'abord que mes fonctions me permettent de vous souhaiter la bienvenue, au nom du Gouvernement de la République.

Il est peu de questions plus importantes au point de vue social que celles qui sont soumises à vos délibérations. Les Puissances que vous représentez vous ont délégués à l'effet de vous occuper, à la fois, des mesures à prendre pour réprimer la Traite des Blanches et des moyens légaux à rechercher pour s'opposer à la circulation internationale des publications obscènes.

Bien que distincts en apparence, ces deux ordres d'idées s'inspirent de sentiments communs : la haute pensée de moralité qui les domine,

la préoccupation d'humanité qui impose aux Gouvernements le devoir d'arracher de malheureuses victimes à l'audace des trafiquants de chair humaine et de protéger l'inexpérience ou l'ignorance de la jeunesse contre les envahissements de l'obscénité. Les nations auxquelles vous appartenez ont compris la nécessité d'une action concertée contre les entreprises des commerçants qui ont trop habilement profité des facilités de communication, des différences de législations et des frontières elles-mêmes pour exercer dans l'impunité leur honteuse industrie : désunir les familles et pervertir les âmes.

L'entente générale qu'il s'agit d'établir s'est déjà partiellement effectuée puisque, le 18 mai 1904, quinze puissances ont signé et ultérieurement ratifié l'Arrangement administratif relatif à la répression de la Traite des Blanches que la conférence de 1902 avait élaboré dans la salle même où vous siégez aujourd'hui. Les effets de cet accord n'ont pas tardé à se manifester d'une façon sensible : grâce à lui, un nombre important de femmes ou de filles, mineures ou majeures, ont pu être préservées ou arrachées des bagnes féminins où les attirait le trafic d'une corruption éhontée ; elles ont pu être rapatriées et rendues à leurs familles ; un service d'informations rapides a permis de découvrir et de secourir plus facilement les victimes ; beaucoup de maux ont été guéris, beaucoup de tristesses prévenues, beaucoup de désespoirs apaisés.

Le plus pressé était de venir en aide aux malheureuses qu'une législation imprévoyante avait trop longtemps laissées à la merci des promesses menteuses de la séduction ; il restait ensuite à punir les auteurs du mal contre lequel on n'avait pris que d'insuffisantes précautions. C'est afin de permettre cette répression que la Conférence de 1902 avait établi un projet de convention relatif aux pénalités internationales destinées à atteindre universellement les trafiquants.

Le Gouvernement de la République s'est efforcé d'amener les Gouvernements représentés à la Conférence de 1902 à signer ce projet de convention. La tâche était difficile, puisque, pour être menée à bien, il était nécessaire que différents pays introduisissent dans leurs législations respectives un délit nouveau que beaucoup d'entre elles avaient ignoré jusqu'ici. Elle est actuellement presque terminée et la plupart des pays représentés ici aujourd'hui ont édicté les sanctions législatives nécessaires à la répression de la traite. Quelques objections de détail ou de rédaction ont seules peut-être empêché l'accord de 1902 d'être officiellement constaté et il est apparu qu'un court échange de vues entre les délégués des Etats intéressés amènerait facilement l'entente que de nouvelles correspondances diplomatiques ne pourraient que rendre plus lente. Aussi la France s'est-elle empressée de se rallier à la proposition du Gouvernement impérial allemand tendant à profiter de la présence à Paris des délégués réunis pour examiner la question de la circulation des publications obscènes pour discuter, dans une conférence parallèle, les quelques réserves formulées à l'occasion de la signature du projet de convention. Votre rôle sera donc, sur ce point, de parfaire l'œuvre de la Conférence de 1902 et de fournir aux Gouvernements les moyens de

punir les criminels dont vos prédécesseurs avaient contribué à sauver les victimes.

La tâche de la Conférence relative à la répression des publications obscènes sera sans doute moins aisée. Cette Conférence n'aura pas, comme sa sœur jumelle, l'avantage de profiter de l'expérience d'une devancière et de s'appuyer sur le précédent heureux d'un Arrangement en vigueur. Ici, tout est à faire et on vous a déjà signalé les difficultés que vous pourrez rencontrer, contre lesquelles n'aura pas à lutter la conférence relative à la Traite des Blanches.

Pour cette dernière, le délit visé est bien caractérisé et défini, voué à une réprobation unanime et universelle; pour les publications obscènes, le délit présente plus d'incertitude, il dépend plus des mœurs, des genres d'esprit des pays où il est jugé et, partant, il est plus insaisissable pour les négociateurs qui s'efforcent de le faire rentrer dans le cadre d'une union internationale.

Des écueils se dresseront sur votre route, vous aurez à distinguer entre les délits qu'il est nécessaire de punir et les intérêts respectables qu'il faut sauvegarder; vous aurez à tenir compte dans l'examen et la définition des faits de ce qui peut se rattacher aux droits de la science, de l'art et des manifestations de la pensée. En prenant l'initiative de votre réunion, le Gouvernement de la République a pensé que ces écueils pouvaient être évités, que ces intérêts pouvaient être respectés et que le souci de la liberté, qui n'existe nulle part à un plus haut degré qu'en France, pouvait se concilier avec l'obligation de lutter contre la contagion de la débauche et de l'obscénité stupides.

Dans cette tâche, vous serez aidés par les importants travaux des hommes éminents qui ont préparé le Congrès de Paris, en 1908. Ils se sont employés à mettre en pratique quelques-unes de ses résolutions où vous trouverez des indications précieuses pour le règlement des difficultés que rencontreront votre expérience et votre compétence.

N'avez-vous pas, d'ailleurs, la chance de compter parmi vous le promoteur même de ce congrès, l'homme de bien universellement respecté qui a voué sa vie à la défense de l'œuvre sociale et morale pour laquelle vous êtes réunis et qui peut, à juste titre, considérer cette Conférence comme une sorte de couronnement de sa carrière faite de probité, d'honneur, de désintéressement et de courage? Mon illustre collègue et — il me permettra de le dire — mon ami M. le sénateur Béranger vous exposera mieux que personne la genèse et les résultats du Congrès dont il fut l'organisateur.

Si, pour ma part, je me suis permis de signaler les difficultés de votre tâche, c'est que jamais une assemblée n'a été plus capable que la vôtre d'en trouver les solutions. En voyant réunis ici les représentants les plus qualifiés de l'administration, de l'enseignement, de la magistrature et de la diplomatie dans les pays qui les ont délégués, ma confiance s'est affermie dans la réussite de l'œuvre en vue de laquelle ils sont convoqués.

Le nombre et la qualité des membres de cette conférence prouvent à quel point les Gouvernements s'intéressent aux questions qu'elle doit traiter. Aucun d'entre eux ne s'en préoccupe plus sérieusement que le Gouvernement de la République : c'est dire qu'il fera tout ce qui dépendra de lui pour rehausser vos travaux et que nul ne souhaite plus sincèrement le succès de vos délibérations.

M. Lardy, Ministre de Suisse à Paris, répond en ces termes :

MONSIEUR LE MINISTRE,

Permettez-moi de vous exprimer, au nom de mes collègues étrangers et au mien, nos remerciements pour les paroles de bienvenue que vous nous avez fait l'honneur de nous adresser, et de remercier aussi le Gouvernement de la République française de l'initiative qu'il a prise en convoquant cette Conférence.

L'accueil fait à cette invitation prouve qu'elle venait à son heure. Partout on a compris que l'action des Ligues et des Associations privées, qui demeurera très utile et très féconde, devait être renforcée par une action gouvernementale. A l'époque où la peste ou le choléra étaient localisés au Bengale ou à la Mecque, des mesures internationales contre ces épidémies n'étaient pas indispensables ; ces mesures se sont imposées lorsque, par la rapidité et la facilité des communications, le choléra et la peste sont devenus des dangers d'ordre mondial. Pour la pornographie, elle était il y a cent ans le triste et coûteux privilège de quelques riches blasés. Aujourd'hui, par la littérature à un sou, par les progrès de la photographie et du cinématographe, elle atteint comme une lèpre des millions d'êtres humains, elle se répand en particulier parmi la jeunesse, et la génération de demain ne nous pardonnerait pas si nous refusions de prendre aujourd'hui les mesures de protection indispensables.

Evidemment, la tâche est complexe. Pour la Traite des Blanches, on se trouve en présence d'un fait relativement simple : celui qui, dans un but de lucre, livre à la prostitution une fille ou une femme, se rend coupable de traite des blanches. Pour la pornographie, le délit est beaucoup plus varié : Faut-il en faire une annexe des outrages aux mœurs ? Faut-il en faire un délit spécial ? Faut-il punir seulement l'obscénité ? ou faut-il aller plus loin en punissant l'indécence et l'immoralité dans la littérature ? Ceci réglé, doit-on réprimer la fabrication pour elle-même, ou la vente, même non publique, ou l'importation considérée comme très dangereuse dans les pays qui ne fabriquent guère mais importent beaucoup ? Faut-il punir l'annonce et la réclame ? Faut-il punir les annonces de rendez-vous obscènes ?

Une fois l'accord établi sur ces questions de fond, nous nous trouverons en présence de très délicates questions de procédure. Doit-on concevoir l'infraction comme un tout quelles que soient ses formes et la punir là où l'on met la main sur l'inculpé, sans se préoccuper du lieu

où les parties successives de l'infraction ont été commises ? Faut-il faire en un mot de la pornographie un délit international pour lequel il n'y a pas de frontières ? Dans ce cas, ne convient-il pas de reconnaître les sentences de condamnation ou d'acquittement rendues à l'étranger et d'abandonner le principe de la territorialité du droit pénal et de la non-exécution d'un pays à l'autre de jugements d'ordre pénal ? Ou bien, conserverons-nous le principe de la territoriale en introduisant l'extradition pour pornographie, ce qui soulève de très délicates questions de liberté de la presse et des difficultés politico-artistiques et parlementaires sérieuses ?

Vous pouvez être assuré, Monsieur le Ministre, que nous aborderons les problèmes posés devant nous avec la volonté d'arriver à des résultats pratiques ; nous sommes fermement résolus à faire les uns et les autres toutes les concessions indispensables pour atteindre le but. Evidemment, l'Etat ne peut pas décréter la vertu à coups d'articles du Code pénal, pas plus qu'il ne peut décréter l'héroïsme à coups de règlements administratifs. Mais, d'autre part, nous sentons que nous devons apporter à l'étude du problème non pas seulement toutes nos forces intellectuelles, mais tout notre cœur, parce que notre responsabilité est engagée envers les générations qui montent, et que nous devons trouver un remède contre la lèpre pornographique qui menace nos enfants.

Nous aurions vivement désiré, Monsieur le Ministre, vous voir prendre personnellement la direction de nos travaux. La tâche n'eût pas été indigne de vous, et je sais, par les entretiens que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Excellence à ce sujet, combien les questions qui nous sont soumises vous intéressent et vous préoccupent. Nous comprenons toutefois que, placé à la tête de la politique extérieure d'un grand pays, vous n'avez pas le temps d'entrer dans le détail de nos travaux. Nous osons compter que si, comme nous en avons confiance, nous aboutissons à des résultats pratiques, vous voudrez bien user de votre haute influence pour les faire passer dans la législation de cette France qui nous reçoit aujourd'hui avec une hospitalité si cordiale.

MES CHERS COLLÈGUES,

Je m'adresse maintenant à vous pour vous proposer d'acclamer sans scrutin comme notre président effectif M. le sénateur Béranger, non pas seulement parce qu'il est le premier sur la liste des délégués français, mais parce que nous avons à cœur de lui donner un témoignage personnel de notre haute estime et de notre gratitude à tous pour ses longs, persévérants et fructueux efforts dans le domaine de la lutte contre la littérature obscène. Je vous prie de vouloir bien vous lever en signe d'assentiment.

La Conférence ratifie par des acclamations unanimes la proposition de M. Lardy.

M. le Ministre des Affaires étrangères cède le fauteuil de la présidence à M. Béranger et se retire.

Présidence de M. BÉRENGER.

M. Bérenger remercie MM. les Délégués du grand honneur qu'ils lui font en l'appelant à présider leurs travaux. Il le considère comme le couronnement le plus précieux de sa longue carrière. Il tient à exprimer aussi sa gratitude à M. le Ministre des Affaires étrangères et à M. Lardy pour les paroles flatteuses qu'ils ont bien voulu lui adresser.

Il reporte ces témoignages de sympathie à l'œuvre qu'il a entreprise avec les initiateurs du Congrès privé de 1908. La réunion de la Conférence actuelle relative à la répression de la circulation des publications obscènes prouve que l'établissement d'une entente internationale en cette matière répond à un besoin universel. De locale, la pornographie est devenue internationale; aussi la répression doit-elle s'adapter au caractère nouveau de ce mal. Bien loin qu'elle ait à critiquer aucune des législations en vigueur, puisqu'elles correspondent toutes à des mœurs et à des circonstances différentes, la Conférence aura pour objet de chercher les moyens de rendre à ces législations l'efficacité qu'elles ont actuellement perdue pour des raisons tenant à la diffusion universelle de la pornographie.

M. Bérenger rappelle ensuite que la Conférence réunie à Paris en 1902 pour la répression de la Traite des Blanches avait élaboré un Projet de Convention avec un Protocole de clôture annexe et un Projet d'Arrangement. L'Arrangement a été signé le 18 mai 1904, ratifié le 18 juillet 1905 et est actuellement en vigueur. Par contre, la signature de la Convention et du Protocole annexe est restée en suspens à raison de certaines objections formulées par quelques-uns des Gouvernements représentés en 1902.

Le Gouvernement impérial allemand a proposé de mettre à profit, pour tenter d'arriver à un accord définitif, la présence à Paris des Délégués qui allaient y être convoqués pour l'examen des questions relatives aux publications obscènes. Le Gouvernement français a accepté très volontiers cette proposition, étant entendu toutefois que les deux Conférences seraient distinctes et que les Délégués des Gouvernements seraient munis de pouvoirs spéciaux pour chacune d'elles. Les invitations envoyées dans ces conditions ont été acceptées, et le Président espère qu'il sera aisé d'arriver maintenant à la signature de la Convention et du Protocole de clôture annexe.

M. Bérenger propose à MM. les Délégués d'élire par acclamation à la Vice-Présidence des deux Conférences M. Lardy, Ministre de Suisse à Paris, qui a déjà exercé cette fonction avec tant de distinction à la Conférence de la Traite des Blanches de 1902.

Cette proposition est accueillie à l'unanimité.

M. Lardy remercie ses collègues.

M. Bérenger fait alors compléter le bureau par la nomination du

Secrétariat, dont la composition pourrait être identique pour les deux Conférences.

Il propose :

Comme secrétaires :

MM. Jarousse de Sillac, Secrétaire d'Ambassade de 2^e classe ;

Alphand, Vice-Consul de 1^{re} classe, sous-chef de bureau au Ministère des Affaires étrangères ;

Bressonnet, Attaché au Ministère des Affaires étrangères ;

Gubian, Rédacteur au Ministère de la Justice ;

Aubry, Rédacteur au Ministère de l'Intérieur.

Comme secrétaire-adjoint :

M. Méric de Bellefon, Elève vice-consul.

Ces propositions sont agréées.

M. Béranger propose de constituer, suivant l'usage, des commissions dont chacune serait chargée de l'étude d'une partie des matières à examiner pour ce qui concerne, d'une part, la Traite des Blanches, et, de l'autre, la répression de la circulation des publications obscènes.

Pour la Conférence relative à la répression de la Traite des Blanches, M. Béranger pense qu'en raison du nombre relativement restreint des points à discuter une seule commission serait suffisante.

Passant ensuite aux questions afférentes à la Conférence pour la répression de la circulation des publications obscènes, M. Béranger estime que, pour les quatre paragraphes de l'article 1^{er} des propositions françaises, deux commissions pourraient être constituées en vue de l'examen des questions délicates et internationales qui y sont soulevées : la première de ces commissions aurait à s'occuper de la fabrication et de la circulation (§ 1 et 2) ; la seconde aurait dans ses attributions le commerce non public et le délit d'annonce (§ 3 et 4).

M. Louis Renault propose une modification et une atténuation de la proposition de M. Béranger : il s'agit là d'un ensemble d'idées, dont la distinction ne serait peut-être pas faite de la même manière par toutes les Délégations ; ne serait-il pas préférable de former une seule commission pour l'étude de l'article 1^{er} ? Elle pourrait se subdiviser en sous-commissions après avoir établi leurs attributions.

M. Béranger ne fait pas d'objections à la suggestion de M. L. Renault.

Les questions visées par les articles 2, 3, 4 et 5, c'est-à-dire la désignation d'une autorité pour rassembler les documents, la compétence du juge du domicile (question assez considérable qui provoquera une étude approfondie), l'extradition et les commissions rogatoires paraissent à M. Béranger présenter une connexité qui appellerait leur groupement dans une autre commission.

M. Béranger propose et fait agréer la constitution de ces deux Commissions.

En conséquence, MM. les Délégués sont priés par M. Bérenger de se faire inscrire à celle des Commissions qui aurait leurs préférences, étant bien entendu du reste que tous, dans la mesure de leur mandat, pourront participer aux travaux de chacune d'elles, et qu'à cet effet leurs séances n'auront pas lieu simultanément.

La séance est levée à 5 heures et demie.

Le Président,
BÉRENGER.

Les Secrétaires :

JAROUSSE DE SILLAC ;
ALPHAND ;
BRESSONNET ;
GUBIAN ;
AUBRY ;
MÉRIC DE BELLEFON.

ANNEXE N° I.

Notice (1) sur l'origine de la Conférence internationale relative à la circulation des Publications obscènes.

Avant l'examen par la Conférence des documents qui lui sont soumis, il semble à propos de donner quelques brèves indications sur les conditions dans lesquelles a pris naissance et s'est réalisé le projet de convoquer la conférence actuelle.

Le commerce des productions pornographiques a pris depuis quelques années un développement et s'étale avec une audace qui ne pouvait manquer de provoquer les alarmes de tous ceux que préoccupe l'altération inquiétante des mœurs publiques.

De nombreuses associations privées se sont fondées dans les pays les plus divers et ont fait entendre de véhémentes protestations. Deux d'entre elles, notamment le Bureau genevois d'information contre la littérature immorale et la Société française de protestation contre la licence des rues, convaincues que cette anormale et dangereuse extension avait pour principale cause l'insuffisance des législations pénales de la plupart des pays et l'impossibilité d'y apporter les modifications nécessaires sans une entente préalable entre eux, se sont rencontrées dans la pensée qu'il importait, avant de provoquer aucune mesure, de

(1) Cette notice fut distribuée aux membres de la Conférence à l'ouverture de la 1^{re} séance plénière.

faire une enquête générale sur les causes du mal et sur les moyens d'y remédier.

Elles ont en conséquence adressé un commun appel à toutes les associations privées dont l'existence leur était connue, leur demandant d'indiquer dans des rapports préparatoires les conditions du commerce des productions pornographiques dans leur pays et l'état de sa législation pénale en cette matière, les invitant en outre, une fois cette constatation faite, à se réunir à Paris en un congrès international privé, pour délibérer en commun sur les résolutions à prendre.

Telle est l'origine du mouvement d'opinion d'où est né le projet de la Conférence internationale provoquée par le Gouvernement français.

Les termes de la question étaient dès ce moment posés avec une précision qu'il importe de rappeler.

Comme le notait, à la date du 20 février 1908, l'appel sus-indiqué, il est peu de pays où ne se soient spontanément formées, depuis quelques années, des sociétés, parfois nombreuses, en vue de protéger les mœurs contre la licence des publications et des exhibitions obscènes.

Ce fait seul suffirait à attester que le mal si redoutable dont quelques nations ont peut-être eu d'abord plus particulièrement à souffrir ne leur est plus aujourd'hui spécial et que, gagnant de proche en proche, il est devenu universel, qu'il menace à la fois tous les peuples.

La pornographie, si prompt à se transformer, si habile à saisir tous les moyens propres à augmenter ses profits, n'a point été, en effet, la dernière à tirer parti des facilités d'expansion, de publicité et de communications si largement ouvertes par les découvertes modernes à l'activité humaine. Son commerce ne se limite plus aujourd'hui aux bornes étroites d'un territoire ; ses annonces et ses catalogues imprimés en plusieurs langues et envoyés par ballots à l'étranger vont solliciter la clientèle dans les pays les plus lointains. Telle maison a ses correspondants, ses commis-voyageurs, ses dépôts dans les villes importantes de tous les pays. C'est ainsi qu'on rencontre souvent dans les lieux les plus éloignés les uns des autres des produits d'une même fabrication.

De cet état de choses est née déjà, à différentes reprises, la pensée que, pour lutter efficacement contre un fléau devenu international, il devenait désormais nécessaire de créer une organisation de défense commune.

C'est par ce moyen qu'a été obtenue, il y a peu d'années, l'entente si heureusement réalisée entre les Gouvernements et les Sociétés privées pour la répression de la Traite des Blanches.

L'analogie entre les buts à atteindre est à peu près complète.

Comme la traite, la pornographie est devenue internationale ; les divers actes répressibles s'accomplissent généralement dans des pays différents, et le principe étroit de la territorialité entrave l'action des lois. La répression réclame une législation universelle dans tous les pays et cette réforme ne peut s'accomplir que par l'accord des Gouvernements.

En ce qui concerne plus spécialement la pornographie, la facilité avec

laquelle elle franchit les frontières du pays où elle a établi sa fabrication déjoue trop fréquemment les poursuites. L'offre et la vente, le plus souvent à la condition expresse d'être publiques, étant les seules inculpations que la plupart des législations permettent de relever, le pays où ces actes s'accomplissent ne peut atteindre un inculpé que protège la frontière, et celui du lieu de la fabrication n'est pas moins impuissant, les délits commis hors de son territoire échappant généralement à sa compétence.

De plus, par une omission qui se rencontre, croyons-nous, dans la plupart des législations, la fabrication est actuellement impunie ou ne peut être réprimée qu'à titre de complicité, si bien que si l'offre ou la vente ne peuvent être poursuivies, il est impossible de l'atteindre.

Or, mettant habilement à profit cette regrettable lacune des lois, il s'est établi une adroite organisation de commerce clandestin qui brave toute répression.

Plus de boutique sur la rue, plus de magasin apparent : un simple appartement dans une maison privée, sans enseigne ni désignation aucune, à porte close et ne s'ouvrant qu'aux initiés. Des annonces dans les journaux et des prospectus distribués ouvertement à domicile invitent, en termes calculés pour laisser deviner la nature du produit sans tomber sous le coup de la loi, les amateurs de livres sensationnels ou de photographies rares à réclamer des catalogues détaillés par lettre close. Si une demande est faite, c'est également sous enveloppe close que les catalogues d'abord, puis les photographies ou publications sont envoyées.

La circulation ou la vente échappent par ce moyen à toute constatation, et si une plainte vient à être formée, l'expéditeur se retranche derrière le moyen de défense, souvent accepté, que la vente est privée et lui a d'ailleurs été demandée.

C'est ainsi que le commerce de l'obscénité a atteint librement l'extension redoutable qu'inquiète les consciences et menace si profondément les mœurs. C'est là sans aucun doute qu'il importe de frapper, car, de tous les modes de corruption qui sollicitent la jeunesse, celui-là est assurément le plus grave, celui dont il est vrai de dire qu'il est la source de tous les autres, à tel point que, s'il était possible d'en avoir raison, il suffirait largement des législations particulières à chaque pays pour combattre ces derniers. Mais, pour celui-là, un concours des Gouvernements est indispensable ; il ne semble pas en effet qu'il puisse être atteint sans que l'ensemble des législations soit modifié sur les deux points suivants :

D'abord, faire partout de la fabrication un délit, rendre en conséquence cette première mesure internationale. Quel résultat attendre en effet de l'interdiction de la vente, si la production reste libre ? Quelques vendeurs maladroits, aussitôt remplacés par d'autres, seront pris. Qu'importe, si l'ignoble produit continue à se fabriquer et à se répandre impunément par des moyens clandestins ? Et à quoi bon réprimer le fait dans un pays, si la fabrication, arrêtée d'un côté, continue à se produire librement ailleurs ?

En second lieu, attribuer au tribunal du lieu de la fabrication compétence pour connaître de l'offre et de la vente, même réalisées à l'étranger.

Pour atteindre ce double but, le Congrès aurait à délibérer sur les deux questions suivantes :

1° N'y a-t-il pas lieu de réprimer par des mesures internationales, la fabrication, l'offre et la vente, même clandestines, des écrits, dessins ou objets outrageants pour les mœurs ?

2° N'y a-t-il pas lieu d'étendre la compétence du juge du lieu de la fabrication ou du domicile aux actes d'offre et de vente, même commis à l'étranger ?

Telles étaient les principales considérations exposées dans la note adressée en commun par le Bureau genevois d'information contre la littérature immorale et la Société centrale française de protestation contre la licence des rues aux groupes constitués dans différents pays d'Europe pour lutter contre la pornographie et aux personnalités particulièrement désignées comme ayant pris part à cette lutte dans leur pays.

Aussitôt arrivait, avec de chaleureux acquiescements, l'attestation, que partout, le commerce de l'obscénité, profitant des facilités de communication si largement créées par la science moderne, avait envahi tous les pays, que, par l'habile emploi de procédés de vente nouveaux et non prévus par les législations diverses, il y bravait toute répression, et qu'à un commerce devenu international il importait d'opposer des mesures internationales propres à déjouer ses ruses.

Cet unanime assentiment a déterminé la convocation du Congrès. Il s'est tenu les 21 et 22 mai 1908 dans la salle du Musée social, à Paris.

Quatre-vingt-six associations y ont pris part :

Quatorze appartenant à l'Allemagne ;

Deux à la Belgique ;

Une au Danemark ;

Quarante-deux à la France ;

Une, la puissante *National Vigilance Association*, à la Grande-Bretagne ;

Huit à l'Italie ;

Une à la Norvège ;

Cinq aux Pays-Bas ;

Cinq à la Suisse.

Un compte rendu des travaux du Congrès a été publié et la Commission qui a été chargée d'assurer l'exécution de ses résolutions se propose de remettre des exemplaires de cette brochure aux membres de la Conférence. On y trouve, avec des rapports sur la législation de neuf des principaux pays d'Europe : l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, le Danemark, la France, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas et la Suisse, des renseignements sur la situation de fait de la pornographie dans chacun d'eux et des discussions sur les causes du mal et les moyens d'y remédier.

La discussion ouverte devant le Congrès a abouti au vote à l'unanimité des vœux suivants :

I. — Il y a lieu de réprimer par des mesures internationales :

1° La fabrication et la détention, en vue d'en faire commerce, des écrits, dessins ou objets outrageants pour les mœurs ;

2° L'offre et la vente, même non publiques, de ces mêmes écrits, dessins ou objets.

II. — En matière d'offre, de vente ou d'expédition d'écrits, dessins ou objets outrageants pour les mœurs, le délit doit être réputé commis, tant au lieu où l'auteur a agi, qu'à celui où le résultat du délit s'est produit ou devait se produire.

Il importe à cet effet qu'une entente s'établisse entre les différents pays pour la communication des documents et renseignements nécessaires, afin que chaque nation puisse poursuivre les coupables domiciliés sur son territoire.

III. — Il y a lieu de provoquer une conférence diplomatique officielle dans laquelle les Gouvernements s'entendraient pour obtenir en ce sens des législations analogues dans tous les pays.

Une Commission fut instituée pour poursuivre l'œuvre de propagande privée ainsi entreprise, et c'est elle qui, par l'organe de son Président, se fit auprès du Gouvernement français l'interprète des vœux du Congrès en le priant de prendre l'initiative d'une Conférence internationale. Cédant volontiers à ces instances, le Gouvernement de la République pressentit dès le début de 1909 les Gouvernements signataires de l'Arrangement relatif à la Traite des Blanches sur l'intérêt et l'opportunité de la réunion d'une Conférence ayant pour objet l'étude des moyens propres à assurer la répression de la circulation internationale des publications obscènes. Cette suggestion emporta l'assentiment presque unanime. Aussi les Gouvernements adhérents furent-ils expressément invités à se faire représenter à la Conférence qui vient de s'ouvrir.

ANNEXE N° 2.

Proposition des Délégués Belges.

PROJET DE CONVENTION.

.
également désireux de donner le plus d'efficacité possible à la répression du trafic et de la distribution des écrits, images et objets obscènes, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

.....
 lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Doivent être punis :

1° La vente, l'exposition, la location, la distribution, publiques ou clandestines, à titre onéreux ou à titre gratuit, des écrits imprimés ou non, dessins, figures, images, photographies ou reproductions quelconques contraires aux bonnes mœurs ou des objets outrageants pour les mœurs ;

2° La fabrication, le transport ou la détention en vue de la vente, de la location ou de la distribution, même à l'étranger, de ces écrits, dessins, figures, images, photographies, reproductions ou objets.

Doivent être compris parmi les écrits contraires aux bonnes mœurs :

Ceux qui préconisent l'avortement ou l'emploi d'objets, de procédés ou de remèdes destinés à empêcher la conception ;

Ceux qui font connaître de tels procédés, objets ou remèdes ; les annonces ou prospectus y relatifs ;

Les écrits qui donnent des indications sur le moyen de se les procurer ;

Les annonces ayant pour objet de favoriser des relations immorales.

Les peines doivent pouvoir être portées au double si les infractions ont été commises envers des mineurs.

ART. 2.

Lorsque l'un des éléments du délit a été commis dans le pays du domicile de l'inculpé, le juge de ce domicile doit pouvoir tenir compte des autres éléments du délit qui auront été commis à l'étranger.

Lorsque tous les éléments du délit auront été commis à l'étranger, les nationaux doivent pouvoir être poursuivis dans leur pays s'ils y sont trouvés.

ART. 3.

Les Hautes Parties contractantes, dont la législation ne serait pas suffisante pour réprimer les infractions prévues par les deux articles précédents, s'engagent à prendre ou à *proposer* à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

ART. 4.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente Convention.

ART. 5.

Les infractions prévues par les articles 1 et 2 seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les conventions déjà existantes entre les Hautes Parties contractantes.

Dans le cas où la stipulation qui précède devrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à *proposer* à leurs législatures respectives les mesures nécessaires.

ART. 6.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera, sauf entente contraire, ou bien par communication directe entre les autorités judiciaires, ou bien par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis; dans ce dernier cas, l'agent diplomatique ou consulaire enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'Etat requis.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient sur l'exécution, par les autorités requises, des commissions rogatoires continueront à être réglées par la voie diplomatique.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés et certifiée conforme.

ART. 7.

(Article 2 des propositions du Gouvernement français.)

A l'effet d'assurer la recherche et la répression des délits ci-dessus visés, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur les infractions visées par l'article 1^{er} de la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

Cette autorité aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants. Les autorités ainsi désignées sont obligées de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans leur pays aux autorités similaires de tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention, dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans les Etats contractants différents.

ART. 8.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifient leur intention par la voie diplomatique au Gouvernement français qui en donnera connaissance à tous les Etats contractants.

ART. 9.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date de l'échange des ratifications. Dans le cas où l'une des Parties contractantes la dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cette Partie, et cela douze mois seulement à dater du jour de ladite dénonciation.

ART. 10.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le plus bref délai possible.

ART. 11.

(Article 1^{er} du procès-verbal de signature de l'Arrangement du 18 mai 1904.)

Les Pays signataires de la Convention sus-mentionnée ont le droit d'y accéder en tout temps pour leurs colonies ou possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale pour laquelle toutes leurs colonies ou possessions sont comprises dans l'accession, soit nommer expressivement celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui sont exclues.

ART. 12.

(Article 3 du même procès-verbal.)

Les Gouvernements qui auraient à faire des déclarations à ce sujet postérieurement à la signature de la Convention sus-mentionnée, les feront dans la forme prévue à l'article 8 de la Convention.

.
En foi de quoi.

RÉSERVES.

I

Le Gouvernement croit devoir rappeler qu'en ce qui concerne les écrits imprimés, il est lié par la règle constitutionnelle, suivant laquelle « lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'éditeur, l'impri-

meur ou le distributeur ne peut être poursuivi » (art. 18 de la Constitution belge).

II

Toutefois, le Gouvernement belge croit devoir faire des réserves au sujet de l'application de l'extradition aux délits commis par la voie de la presse.

III

En ce qui concerne l'application de la Convention aux colonies, le Gouvernement belge se réserve la faculté d'y accéder ultérieurement.

ANNEXE N° 3.

Propositions des Délégués suisses.

I

Les Délégués suisses croient agir dans le sens des instructions de leur Gouvernement et contribuer à accélérer les travaux de la Conférence en communiquant à leurs Collègues des autres États les quelques observations ci-après.

Il est désirable de punir, en première ligne, *la fabrication en vue de la vente*. C'est le capitaliste de la pornographie qu'il faut frapper, puis l'importation, la mise en vente ou en circulation, puis l'annonce et l'exposition publiques. Enfin, dans les pays où les cabinets de lecture sont très répandus, il convient d'atteindre celui qui fait métier de donner en location des écrits, images ou objets obscènes. Que la peine soit l'amende, ou l'emprisonnement, ou tous les deux, c'est là une affaire d'ordre intérieur.

Il est désirable ensuite de protéger efficacement les jeunes gens contre la littérature pornographique et de faire de cette *protection de la jeunesse* l'objet d'une stipulation spéciale, avec engagement de punir ce délit de peines particulièrement sévères (possibilité de prononcer toujours l'emprisonnement). La tâche est d'autant plus indispensable que ce sont précisément les enfants pauvres, insuffisamment surveillés dans la rue par leurs familles, qui sont les premières victimes de la littérature obscène.

Enfin, il est désirable de punir, fût-ce d'amendes de police, celui qui, à dessein, attire publiquement l'attention sur une occasion de débauche ou qui sciemment publie ou distribue une annonce de ce genre.

La confiscation ou même la destruction des choses qui ont servi à commettre l'infraction, ou qui auront été destinées à la commettre, ou qui ont été produites par l'infraction, semblent aussi devoir être stipulées.

II

La Convention projetée ne pouvant empiéter sur la législation intérieure de chaque Etat, devrait s'étendre seulement aux actes énumérés ci-dessus lorsqu'ils ont été accomplis *dans des Pays différents*. C'est là plutôt une question de rédaction, puisqu'il est évident que la législation interne ne pourra, en principe, être moins sévère que la Convention.

D'autre part, il est difficile de stipuler, d'une façon absolue, la compétence du juge du domicile, ou du juge du pays d'origine, ou toute autre combinaison analogue.

C'est à chaque Etat, une fois qu'il aura admis le principe de l'internationalité de l'infraction, à adopter les règles de procédure nécessaires. L'avant-projet de Code pénal suisse, par exemple, prévoit, article 9, la règle suivante : « Un délit est réputé commis tant au lieu où son auteur l'a consommé ou tenté, qu'au lieu où le résultat du délit s'est produit ou devait se produire dans le dessein du délinquant. »

Il est toutefois incontestable qu'en proclamant le principe de l'internationalité de l'infraction pornographique, les Gouvernements ont le devoir de s'engager à empêcher le *bis in idem* international pour cette infraction ; il semble donc qu'il y aurait lieu de stipuler des garanties en faveur de l'inculpé déjà condamné à l'étranger pour le même fait.

Il ne semble pas qu'il y ait lieu de stipuler, comme on l'a fait pour la Traite des Blanches, l'inscription d'office de délits pornographiques dans tous les traités d'extradition en vigueur entre les Parties contractantes, à partir du jour de la mise en application de la Convention projetée. La gravité de l'infraction peut être ici beaucoup moindre qu'en matière de Traite des Blanches ; faire dépendre de la mentalité d'un juge d'instruction étranger en matière d'obscénité l'arrestation obligatoire d'une personne dans des questions se rattachant à la liberté de la presse ou de la production artistique, peut provoquer de vives objections et empêcher l'accession de divers Etats. En outre, dans les Pays qui ont des lois internes sur l'extradition, la revision de ces lois, dans l'unique but d'y insérer la pornographie, rencontrerait de sérieuses difficultés.

En matière de commissions rogatoires, le texte arrêté dans la Convention sur la Traite des Blanches semble pouvoir être reproduit, comme assurant une procédure accélérée et autorisant les accords spéciaux entre les Gouvernements. Il paraît indispensable de confier l'exécution de ces mandats judiciaires à des autorités nationales de justice ou de police judiciaire à l'exclusion de tous autres agents. La proposition allemande tendant à permettre d'en confier l'exécution à des consuls par exemple, s'est inspirée des conventions de droit privé, alors qu'en matière pénale le caractère de droit *public* ne doit pas être perdu de vue. Tout Etat a un intérêt à ce que les actes d'instruction, perquisitions, saisies soient faits par ses propres agents sous la garantie des lois nationales.

III

La Convention projetée ne deviendra certainement un acte diplomatique obligatoire qu'au bout d'un temps assez long, et seulement lorsque, comme pour la Traite des Blanches, les diverses législations internes auront été ou seront sur le point d'être mises en harmonie avec le texte de la Convention ; il serait, d'autre part, extrêmement désirable d'arriver, le plus tôt possible, à des résultats pratiques et tangibles.

Ces résultats semblent pouvoir être obtenus par la conclusion d'un *Arrangement administratif* qui devrait être rédigé de manière à ne pas porter atteinte aux législations existantes et à pouvoir être conclu entre les Gouvernements eux-mêmes sans le concours obligatoire des législatures.

Cet Arrangement devrait assurer :

1° La constitution d'offices nationaux autorisés à correspondre directement entre eux et chargés, *dans les limites de la législation interne* et s'il s'agit d'infractions s'étendant sur le territoire de plusieurs Etats : *a)* de réunir tous les renseignements sur les fabricants, distributeurs, etc., d'articles pornographiques et sur leurs procédés ; *b)* de faciliter la saisie du matériel pornographique en faisant eux-mêmes ou en faisant faire par qui de droit le nécessaire, ou en envoyant d'urgence tous renseignements de fait ou de procédure utiles pour arriver rapidement à la saisie ou confiscation. Il s'agit ici de la confiscation antérieure à la condamnation, sur avis donné par lettre ou télégramme par un office étranger d'une expédition de pornographie, de son passage en douane, de son envoi à telle destination. En d'autres termes, chaque office national devrait, dans les limites de sa législation intérieure, prêter son concours, au besoin par la voie télégraphique, pour la recherche et la saisie du corps du délit ;

2° L'échange des bulletins de condamnation concernant les pornographes internationaux.

IV

Les clauses d'usage pour la communication des lois intérieures prises en exécution de la Convention, pour l'accession de nouveaux Etats et pour la dénonciation par un contractant, peuvent être acceptées d'après le précédent de la Convention contre la Traite des Blanches.

Dans l'esprit des considérations qui précèdent, les Délégués suisses ont l'honneur de soumettre à leurs Collègues, à titre personnel, l'esquisse d'un avant-projet de Convention (annexe A) et l'esquisse d'un avant-projet d'Arrangement (annexe B).

Mars 1910.

ANNEXE A AUX PROPOSITIONS DE DÉLÉGUÉS SUISSES.

Esquisse d'un avant-projet de Convention.

Le Conseil fédéral suisse, etc.
 également désireux d'assurer la protection plus efficace du public et de la jeunesse en particulier contre les Publications obscènes, ont résolu de conclure à cet effet une Convention et ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Doit être puni :

1^o Celui qui aura fabriqué pour la vente des écrits, images ou objets obscènes, qui les aura importés, mis en vente, ou qui fera métier de les donner en location, ou qui, sous toute autre forme, les aura mis en circulation, annoncés ou exposés publiquement ;

2^o Celui qui, à dessein, aura publiquement attiré l'attention sur une occasion de débauche, ou qui aura sciemment publié ou distribué une annonce de ce genre.

Alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des Pays différents.

ART. 2.

Doit être condamné à l'emprisonnement ou à une peine équivalente celui qui aura distribué à des jeunes gens des écrits, images ou objets obscènes.

ART. 3.

Doivent être saisies ou confisquées et, après condamnation, détruites, les choses qui ont servi à commettre l'infraction, ou qui ont été destinées à la commettre, ou qui ont été produites par l'infraction.

ART. 4.

Ne pourra être condamné dans un des Etats contractants, l'inculpé qui justifiera avoir été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, y avoir subi ou prescrit sa peine, ou obtenu sa grâce. Si l'inculpé n'a subi qu'une partie de la peine prononcée contre lui à l'étranger, elle sera imputée sur la durée de la peine à prononcer.

ART. 5.

Les Hautes Parties contractantes dont la législation ne serait pas, dès à présent, suffisante pour réprimer les infractions prévues par les articles précédents, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

ART. 6.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente Convention.

ART. 7.

La transmission de commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera, sauf entente contraire, ou bien par communication directe entre les autorités judiciaires, ou bien par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du Pays requérant dans le Pays requis ; dans ce dernier cas, l'agent diplomatique ou consulaire enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Copie de la commission rogatoire sera toujours adressée, en même temps, à l'autorité supérieure de l'Etat requis.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient sur l'exécution, par les autorités requises, des commissions rogatoires, continueront à être réglées par la voie diplomatique.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés et certifiée conforme.

ART. 8.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifient leur intention, par la voie diplomatique, au Gouvernement français, qui en donnera connaissance à tous les Etats contractants.

ART. 9.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications. A l'égard des Etats qui adhéreraient avant l'expiration de ce délai de six mois, elle entrera en vigueur à la même date qu'à l'égard des Etats qui auront déposé leur ratification. Si l'adhésion est postérieure à l'expiration de ce délai de six mois, la Convention entrera en vigueur envers l'Etat adhérait trois mois après la date de la

notification que le Gouvernement français aura faite de l'adhésion aux autres Etats contractants. Dans le cas où l'une des Parties contractantes dénoncerait la présente Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cette Partie et cela douze mois seulement à dater du jour de ladite dénonciation.

ART. 10.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées au Ministère des Affaires étrangères, à Paris, dès que six des Parties contractantes seront en mesure d'opérer ce dépôt.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal dont copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Gouvernements contractants.

ANNEXE B AUX PROPOSITIONS DES DÉLÉGUÉS SUISSES.

Esquisse d'un avant-projet d'Arrangement.

Le Conseil fédéral suisse, etc.
désireux de faciliter la poursuite des Publications obscènes et actes analogues, ont résolu de conclure un Arrangement à cet effet et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou désigner une autorité ayant le mandat et l'autorisation :

1° De réunir tous les renseignements venant de l'Intérieur ou de l'étranger sur les infractions ci-après, savoir :

Fabrication pour la vente des écrits, images ou objets obscènes, leur importation, leur mise en vente, leur mise professionnelle en location, leur mise sous une forme quelconque en circulation, leur annonce ou leur exposition publiques ; l'annonce faite à dessein à l'effet d'attirer l'attention sur une occasion de débauche, la publication ou la distribution d'une annonce de ce genre.

Pour autant que lesdites infractions tombent sous l'application de la loi pénale interne et que les divers actes constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des Pays différents ;

2° De saisir ou de confisquer, ou de faire saisir ou de faire confisquer rapidement par toute autre autorité compétente les choses qui ont servi à commettre l'infraction ou qui ont été destinées à la commettre ou qui ont été produites par l'infraction, ou de recueillir toutes indica-

tions de fait ou de procédure soit judiciaire, soit administrative, de nature à permettre la saisie ou la confiscation,

le tout dans la limite de la législation interne et lorsque les actes constitutifs de l'infraction ont été accomplis dans des Pays différents.

ART. 2.

L'autorité désignée à l'article 1^{er} aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants.

ART. 3.

L'autorité désignée à l'article 1^{er} sera tenue, si la législation intérieure de son Pays ne s'y oppose pas, de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans ledit Pays, aux autorités similaires de tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agira d'infractions visées par l'article 1^{er} et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des Etats différents.

ART. 4.

Les Etats non signataires seront admis à adhérer au présent Arrangement. A cet effet, ils notifieront leur intention, par la voie diplomatique, au Gouvernement français, qui en donnera connaissance à tous les Etats contractants.

ART. 5.

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications. A l'égard des Etats qui adhèreraient avant l'expiration de ce délai de six mois, il entrera en vigueur à la même date qu'à l'égard des Etats qui auront déposé leur ratification. Si l'adhésion est postérieure à l'expiration de ce délai de six mois, l'Arrangement entrera en vigueur envers l'Etat adhérent trois mois après la date de la notification que le Gouvernement français aura faite de l'adhésion aux autres Etats contractants. Dans le cas où l'une des Parties contractantes dénoncerait le présent Arrangement, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cette Partie et cela douze mois seulement à dater du jour de ladite dénonciation.

ART. 6.

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées au Ministère des Affaires étrangères, à Paris, dès que six des Parties contractantes seront en mesure d'opérer ce dépôt.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal dont copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Gouvernements contractants.

Deuxième séance.

(28 avril 1910.)

Présidence de M. LARDY, Vice-Président.

La séance est ouverte à 10 heures et demie, dans un des salons du Ministère de l'Intérieur.

Sont présents : MM. les Délégués qui assistaient à la 1^{re} séance à l'exception de MM. de Souza Bandeira (*Brésil*), Béranger, Lecomte, Chatain, Deligne, Tissier (*France*), comte de Souza Roza (*Portugal*).

M. le Président communique à la Conférence une lettre de M. Béranger, par laquelle le Président de la Conférence exprime à ses collègues le profond regret qu'il éprouve à ne pouvoir, en raison de l'état de sa santé, continuer à prendre part à leurs travaux.

La Conférence prie M. Lardy de se faire auprès de M. Béranger l'interprète des vœux qu'elle forme pour le rétablissement de sa santé, et de l'espoir qu'elle conserve de le voir présider la séance finale et apposer sa signature au bas des actes qui pourraient être formulés.

M. Lardy demande à la Conférence si elle n'estime pas qu'il y ait lieu de désigner un Président pour assurer effectivement l'exercice de la charge dont M. Béranger garde le titre.

M. Louis Renault fait observer que le Vice-Président est précisément qualifié pour suppléer le Président, comme M. Lardy l'a déjà fait à la satisfaction de tous.

Assentiment unanime.

M. Hennequin présente les excuses de M. Deligne, empêché par les examens de la magistrature de prendre part à la séance.

Le procès-verbal de la 1^{re} séance plénière de la Conférence est adopté.

La Conférence, sur la proposition du Président, examine en premier lieu les conclusions du rapport dû à M. Peyssonnié, qui est vivement remercié par M. Lardy au nom de ses collègues pour l'importante collaboration qu'il leur a fournie par son très remarquable travail.

A l'article 1^{er} « *Devrait être puni quiconque....* » M. Lardy suggère le remplacement du conditionnel « devrait » par l'indicatif « doit » qui exprime plus nettement l'idée de la Conférence.

Cette proposition est adoptée.

On passe ensuite aux paragraphes de cet article, c'est-à-dire d'abord :
Au paragraphe 1^{er} :

Quiconque :

« Fabrique ou détient, en vue d'en faire commerce ou distribution, les écrits, dessins, images ou objets obscènes.

Nota. — Il est spécifié que le mot *fabrication* en langue française signifie à la fois exécution et reproduction, et que le mot *écrit* signifie à la fois les écrits et les imprimés. »

M. Maus demande ce qu'il adviendrait d'un seul écrit, destiné au commerce, mais non encore imprimé, par exemple un catalogue manuscrit. Pourrait-il être poursuivi ?

Se référant au rapport, M. Peyssonnié pense qu'il ne saurait y avoir de doute : La négative sera la règle.

Le paragraphe 1^{er} est adopté.

Il en est de même du paragraphe 2 ainsi conçu :

Quiconque :

« Importe ou fait importer, transporte ou fait transporter, pour le même but, lesdits écrits, dessins, images ou objets obscènes, ou, sous toute autre forme, les met en circulation. »

Le paragraphe 3 :

Quiconque :

« En fait le commerce, même non public, et même par voie de location »

donne lieu à un échange d'observations entre MM. Hennequin, de Calvi, Lardy et Peyssonnié :

M. Hennequin rappelle qu'il y a au sujet de la location une réserve de la Délégation française, mais que cette réserve a une portée générale.

M. de Calvi suggère la substitution de l'adjectif « clandestin » aux mots « même non public », proposition pour l'adoption de laquelle il n'insiste pas, sur la remarque qui lui est faite par MM. Lardy et Peyssonnié que cette dernière expression figure dans diverses législations.

Le paragraphe 3 est adopté.

Au paragraphe 4 :

Quiconque :

« Annonce ce commerce par un moyen quelconque de publicité. »

M. Hennequin relève les réserves faites par diverses Délégations touchant les annonces de rendez-vous.

M. de Calvi est d'avis qu'il y aurait lieu de supprimer la réserve des différents États telle qu'elle se trouve formulée à la suite des conclusions, les formules allemande, belge et suisse qui avaient appelé cette réserve ne s'y trouvant pas reproduites, et, au surplus, la forme dans laquelle elle a été exprimée ne paraissant pas répondre exactement, en ce qui concerne l'Italie, à l'esprit qui l'avait inspirée. Les explications qui ont été données par la Délégation italienne au cours de la discussion et qui figurent, ainsi que sa réserve, à la page 9 du rapport sont à cet égard suffisantes et mieux en situation.

Il est pris acte de ladite communication.

Comme le texte du paragraphe 4 ne soulève pas de difficultés en lui-même, M. Lardy demande à la Conférence si, pour les annonces de rendez-vous, dont l'insertion avait été, en Commission, écartée à la majorité, il y a lieu de prévoir une disposition spéciale.

M. Maus préférerait l'adjonction d'un paragraphe comportant d'ailleurs des réserves.

Pour M. Bailly-Blanchard, la répression des annonces de ce genre sort du cadre de la Conférence. Si l'annonce est conçue en termes obscènes, elle peut être poursuivie comme toute autre publication ; si c'est le rendez-vous qu'on veut poursuivre, il s'agit là d'une question étrangère au programme.

M. Lardy déclare qu'en présence des objections faites à cette addition, la Suisse serait disposée à se contenter d'un vœu, et il constate que l'Allemagne entrerait aussi dans cette voie.

M. Hennequin, en demandant à connaître la formule de ce vœu, rappelle que la Commission avait fait les observations qui viennent d'être formulées par M. Bailly-Blanchard au sujet de l'absence d'intérêt international pour la répression de ces annonces spéciales. Toute allusion à cette question paraît à M. Hennequin d'autant plus délicate qu'elle toucherait au domaine de la Presse.

M. Lardy propose le texte suivant qui reproduit à peu près la formule suisse, et qui répond aux préoccupations des projets allemand et belge :

« La Conférence émet le vœu que les Etats punissent dans leur législation intérieure, fût-ce de simples amendes :

« Quiconque :

« 1^o Aura à dessein attiré l'attention sur une occasion de débauche ou publié une annonce en ce sens.

« 2^o Aura exposé sur la voie publique des objets destinés à un but obscène. »

Sur une observation de M. Hennequin, ce deuxième cas, qui rentrerait dans la question de la poursuite de l'anti-conception, est écarté, comme l'ordre d'idées auquel il se rattache l'a été des résolutions de la Conférence.

M. Maus se rallie à la proposition de M. Lardy restreinte à la répression des annonces de rendez-vous.

M. Lentze fait connaître que, la question ayant été mentionnée dans le rapport avec constatation des difficultés qu'elle soulève, l'Allemagne renoncerait même au vœu et se contenterait de l'indication précédente.

Dans ces conditions, M. Lardy abandonne le vœu relatif auxdites annonces, celles-ci ayant rarement un caractère international. La discussion que cette question a provoquée et qui sera reproduite au procès-verbal établira l'intérêt et les divergences d'avis suscités par elles.

M. Lardy rappelle ensuite que la 1^{re} Commission avait ajourné

l'examen de la question, accessoire sans doute, mais très importante, de la *saisie* et de la *destruction* des objets pornographiques.

Sans renouveler les discussions provoquées par les interprétations différentes que le mot « saisie » peut comporter, M. Lardy estime possible de dire, dans un sens tout à fait pratique, que, la poursuite ayant pour condition indispensable la constatation de l'obscénité des publications, elles seront toujours matériellement saisies, qu'il s'agisse d'ailleurs d'une véritable « saisie » légale ou d'une simple rétention. A ce point de vue la Conférence aura toujours satisfaction.

Mais, en sera-t-il de même pour la *destruction* des objets obscènes ?

Comme c'est à la bourse qu'il faut atteindre les capitalistes de la pornographie, l'émission d'un vœu en faveur de cette *destruction* aurait déjà une certaine portée, et M. Lardy demande à la Conférence d'y procéder.

M. Louis Renault croit qu'il serait utile de savoir ce qu'édicte à cet égard les législations existantes.

M. Peyssonnié lui répond, en ce qui concerne la France, que non seulement la législation, mais surtout la jurisprudence sont si bien fixées dans le sens de la *destruction* qu'il serait impossible aux Parquets de conserver encore quelques exemplaires des publications contraires aux bonnes mœurs, même en vue de faciliter des recherches et des poursuites ultérieures.

M. Rethaan-Macaré constate qu'il en est de même aux Pays-Bas.

De l'impression générale, il ressort que la plupart des législations ordonnent la destruction des objets pornographiques. Aussi, M. Lardy, estimant suffisant cet échange d'explications, retire-t-il sa proposition.

M. de Souza-Dantas formule un vœu constatant l'utilité de punir le fabricant par des amendes si fortes qu'elles le ruineront.

Une disposition de cette nature paraissant ressortir à la législation interne, M. Lardy la met aux voix : Elle est repoussée à une forte majorité.

M. Maus demande qu'il soit fait deux additions aux réserves formulées à la suite du rapport de la 1^{re} Commission :

L'une dirait que la question du néo-malthusianisme a été écartée parce que les faits dont il s'agit n'ont pas un caractère international. L'autre aurait pour objet de réserver l'application des règles formulées par chaque législation relativement à la poursuite des délits commis par la voie de la presse.

M. Peyssonnié rappelle qu'au début même de son rapport il a fait ressortir les trois règles de conduite adoptées par la Commission, parmi lesquelles la deuxième relative à la « Liberté d'action laissée à chaque État... » paraît propre à calmer les appréhensions qui pourraient être provoquées en Belgique par les termes de l'article 1^{er}.

M. Maus se déclare satisfait, du moment que la Conférence, après cette explication, lui donne acte de son observation.

M. Hennequin demande la suppression du dernier alinéa, relatif au néo-malthusianisme, des *Réserves et Observations* qui forment l'annexe du rapport présenté au nom de la 1^{re} Commission. Il fait remarquer que ce paragraphe n'a trait ni à une réserve, ni à un vœu et qu'il exprime simplement un regret. Or, il ne semble pas qu'on puisse formuler en addition aux résolutions de la Conférence autre chose que des réserves et des vœux, ainsi qu'en témoignent les précédents, et notamment le Livre Jaune de la Traite des blanches.

Le Gouvernement français, lors de la préparation du programme de la Conférence, n'avait pas manqué d'examiner s'il convenait d'y comprendre les questions susceptibles de rentrer dans l'outrage aux bonnes mœurs et se rattachant au néo-malthusianisme. Mais c'est de propos délibéré et après mûr examen, qu'il a écarté tout ce qui touchait à cette délicate matière. Si la Conférence tient absolument à exprimer un sentiment à cet égard, le passage du rapport de M. Peyssonnié qui l'enregistre est largement suffisant.

La Délégation suisse adhère aux considérations exposées par M. Hennequin, et, sur la proposition de M. Lardy, la Conférence décide la suppression des regrets relatifs à ce point, que la Commission avait insérés à la fin des « Réserves et Observations ».

Pour le même motif, le mot « Observations » est remplacé par celui de « Vœux ».

M. de Calvi rappelle sa dernière remarque au sujet du 4^e alinéa de ces « Réserves et Vœux ».

Mais M. le Président fait observer que, de la discussion qui a eu lieu au cours de la séance, il résulte que l'Allemagne et la Suisse ont déclaré se contenter de la constatation de l'intérêt de cette question, qui résultera du procès-verbal. En conséquence, et les autres États n'insistant pas pour l'insertion de ce vœu, la réserve relative aux annonces de rendez-vous est *supprimée*.

M. de Calvi, à propos des réserves qui demeurent inscrites à la suite de l'article premier, exprime le désir de savoir quelle est la portée de la réserve faite par la Délégation française au sujet du livre, et si, notamment, le livre obscène échappe aux poursuites.

M. Peyssonnié répond que les livres obscènes ne sont nullement à l'abri de poursuites, mais qu'à leur égard ces poursuites sont subordonnées à la condition de publicité. Ainsi la réserve consignée dans le rapport de la première Commission à propos de la location ne trouverait pas dans l'espèce une application exacte, puisqu'on peut prétendre que la location n'est pas autre chose qu'un commerce public.

D'autre part, le régime spécial du livre réside surtout en France dans une question de compétence, les infractions commises par cette voie étant soumises à la Cour d'assises et non aux tribunaux correctionnels.

M. Hennequin serait assez disposé à se rallier à la manière de voir exposée relativement à la répression de la location des livres obscènes, étant donné qu'on peut soutenir que cette location faite à tout venant

affecte bien le caractère de commerce public. Mais il croit nécessaire de présenter une remarque d'ordre général. Il convient d'observer que le régime spécial du livre dans la législation française ne diffère pas du régime des autres écrits seulement au point de vue de la juridiction. Les dernières lois relatives à l'outrage aux bonnes mœurs ont en effet laissé le livre en dehors de leurs prescriptions, si bien qu'il échappe à toute répression dans le cas d'infractions créées par les lois de 1898 et 1908 en ce qui concerne l'envoi, l'offre, la vente et la mise en vente non publiques. C'est cette situation particulière qui a motivé la réserve insérée à la suite des propositions de la première Commission.

L'article 1^{er}, mis aux voix par M. le Président, est adopté dans son ensemble.

La Conférence étudie alors les propositions formulées par la 2^e Commission.

M. le Président exprime les regrets de la Conférence d'être privée de la présence du rapporteur, M. Th. Tissier, que des raisons de service empêchent d'assister à la séance. Il saisit cette occasion pour lui adresser les meilleurs remerciements de la Conférence pour son travail si intéressant, si limpide et si complet.

Assentiment unanime.

L'article 1^{er} des propositions est mis en discussion.

M. Farnall renouvelle la réserve qu'il a formulée au sujet de la répression des délits dont aucun élément constitutif n'a été accompli sur le territoire britannique.

Les principes fondamentaux du droit anglais s'opposeraient à toute modification de la législation à ce point de vue.

Il est donné acte à M. Farnall de sa communication, et la Conférence décide que le texte de cette réserve sera annexé au procès-verbal de la séance.

M. de Souza-Dantas suggère la substitution des mots « *pourront être...* » à celui de : « *seront* justiciables » qui figurent à l'article 1^{er}. Il lui semble qu'on éviterait ainsi la réserve de la Grande-Bretagne.

M. Lardy craint que la proposition de M. de Souza-Dantas aille à l'encontre du but poursuivi par la Conférence : parce qu'un seul pays fait des réserves, pourquoi atténuer en ce qui concerne les autres la formule précise qui prévoit l'obligation de punir internationalement la pornographie ?

M. de Souza-Dantas n'insiste pas pour l'adoption de cette suggestion.

M. de Bartha répète la déclaration qu'il a déjà faite en Commission, et aux termes de laquelle le Gouvernement hongrois entend n'accepter la formule de l'article 1^{er} que comme un minimum de répression.

Les Délégations allemande et suisse font la même déclaration.

M. Rethaan-Macaré demande qu'il lui soit aussi donné acte du renouvellement de la réserve qui a été déjà formulée au nom du Gouvernement des Pays-Bas à propos de la Convention relative à la Traite des Blanches. La Conférence décide que la déclaration néerlandaise sera annexée au procès-verbal de la séance.

M. Louis Renault pense que, dans le bref rapport du Comité de rédaction, il faudra ajouter cette réserve.

M. le Président constate que la Conférence est unanime, non seulement pour donner acte de sa réserve à la Délégation des Pays-Bas, comme l'a déjà fait la 2^e Commission, mais pour s'approprier cette interprétation au nom de toutes les Délégations. Si un Etat veut poursuivre des actes de pornographie commis par un étranger sur le territoire d'un Etat non contractant, il le fera en vertu de sa législation interne, et non pas par application de la Convention.

Adopté.

M. de Souza-Dantas, au nom du premier Délégué Brésilien empêché, fait remarquer que la rédaction de l'article 1^{er} soulève une grave objection. L'article I^{er} de la future convention, qui a été présenté par la 1^{re} Commission et approuvé par la Conférence, permet de faire un délit spécial de chacun des faits relevés contre un pornographe. Devra-t-on décider qu'il y a un seul délit ou plusieurs délits lorsqu'un produit fabriqué dans un pays sera transporté dans un autre ?

M. Peyssonnié constate que c'est toute la question de la connexité et de l'indivisibilité qui est mise sur le tapis.

Il estime qu'elle doit être examinée par les tribunaux à propos d'espèces : en principe, d'après l'esprit même de la future Convention, il y aura connexité : dans certains cas, l'indivisibilité sera admise. Il appartiendra, en définitive, à la justice de chaque pays de se prononcer.

M. de Souza-Dantas croit qu'on pourrait ajouter au texte une mention ainsi conçue « ... sauf au cas d'indivisibilité » ou dire « *Le même individu qui aura commis.....* »

M. de Louis Renault estime impossible pour la Conférence d'entrer dans la voie indiquée par M. de Souza-Dantas : Il y aura là des distinctions très délicates à faire ; en prenant le cas le plus simple, celui d'un même individu qui fabrique dans un pays et qui fait le commerce dans un autre, on comprend que pour les deux délits ainsi commis des poursuites soient exercées contre lui dans les deux pays : ou ces deux Etats s'entendront, et alors il n'y a pas de question ; ou ils ne s'entendront pas, et ils prétendront juger concurremment pour les deux faits, et c'est alors la question du *non bis in idem* qui se pose.

La Conférence n'a pas, conclut M. Renault, à s'opposer au jeu normal de la compétence,

L'article I^{er} est mis aux voix par le Président, et adopté à l'unanimité.

A propos de l'article II, M. le baron d'Eichhoff pose la question du *non bis in idem*.

Tout en reconnaissant que l'établissement d'une entente exige des sacrifices mutuels, tout en souhaitant que son pays soit à même d'adhérer sans réserve et spontanément aux projets qui sont élaborés en cette Conférence, et sans se dissimuler que la seule modification législative à prévoir pour l'Autriche consisterait dans une restriction de l'action publique, dont bénéficieraient les inculpés de délits pornographiques, M. d'Eichhoff déclare être poussé à remettre la question sur le tapis uniquement par l'honnête conviction qu'il subsiste ici un désaccord sur un point important, désaccord qui doit nécessairement amener de nombreuses réserves, et qui pourrait même provoquer des non-adhésions. Il a pourtant le ferme espoir d'arriver par une explication précise à l'aplanissement de cette difficulté.

M. d'Eichhoff rappelle d'abord les prescriptions de la loi autrichienne en ce qui concerne les poursuites d'actes délictueux commis à l'étranger.

Pour les crimes, la poursuite du *ressortissant* a toujours lieu sans qu'il soit tenu compte ni de la législation, ni des décisions judiciaires étrangères, la peine qui a été subie au dehors étant toutefois déduite de celle qui est infligée en Autriche.

Pour les délits et contraventions, c'est-à-dire dans l'hypothèse d'un fait pornographique, la poursuite a lieu aussi sans qu'il soit tenu compte de la législation étrangère, à moins qu'une condamnation ait été prononcée et exécutée à l'étranger, ou que l'inculpé ait été gracié. Les acquittements ne sont donc pas pris en considération.

Enfin la poursuite d'un étranger est possible pour certains crimes déterminés, et pour toute infraction dont un élément délictueux a été commis en Autriche.

De ces dispositions, qui, avec des différences sans importance, sont reproduites dans d'autres pays, il résulte que la législation intérieure entend conserver son autorité sur le ressortissant même pour fait accompli et jugé à l'étranger.

Or, quel est l'objet de l'entente internationale à établir en matière de publications obscènes? C'est, afin d'empêcher la répercussion malheureusement universelle des actes pornographiques, l'organisation d'une répression efficace en tous pays. Il s'agit de mettre obstacle sur le territoire de chaque Etat à la perpétration des actes qui pourraient produire des conséquences à l'étranger. Toutes les modifications législatives qui répondront à cette idée seront justifiées.

Il ne paraît pas en être ainsi pour celles qui auraient pour effet, dans des pays à législation sévère, de diminuer, pour les auteurs d'actes pornographiques, les chances de répression. Aucun Etat civilisé ne cherchera à punir par des moyens contraires à l'équité et à l'humanité. Pourquoi imposer alors à certains Etats de nouvelles règles de procédure, dont l'application ne saurait du reste avoir lieu pour les jugements rendus sur leur territoire?

Si la clause du *non bis in idem* peut bien avoir pour conséquence de limiter les obligations internationales des Etats contractants, en les dis-

pensant de poursuivre dans les autres que ceux des deux paragraphes déjà votés de l'article 1^{er} (actes commis sur le territoire de l'Etat et actes commis par le ressortissant d'un Etat sur le territoire d'un autre), elle ne doit pas plus être considérée comme interdisant à ces Etats de poursuivre en dehors de ces deux hypothèses pour des faits ayant un caractère international que pour des faits relevant exclusivement de la législation intérieure.

Il semble, à M. d'Eichhoff, d'autant plus indispensable de tenir compte de ce principe de droit pénal qu'il s'agit d'infractions pornographiques, c'est-à-dire d'infractions dont le caractère est sujet à appréciations diverses, suivant les circonstances où elles se produisent et d'après le développement intellectuel et social des nations. L'introduction dans le droit pénal de l'Autriche et des pays ayant les mêmes principes juridiques d'une exception à cette règle fondamentale s'expliquerait moins en cette matière qu'en toute autre.

L'insertion, dans la Convention à conclure, d'une disposition relative au *non bis in idem* paraît en outre superflue, puisque les Etats qui reconnaissent cette maxime peuvent l'appliquer en l'absence de tout accord international.

M. le Délégué autrichien propose, en conséquence, l'adoption d'un texte destiné à concilier les thèses opposées en laissant à chaque Etat sa liberté d'appréciation : il demande la suppression de l'article II et l'addition de la formule suivante à l'article I^{er} :

« Il appartient à la législation interne de chacune des Hautes Parties contractantes de déterminer si et dans quelle mesure il y a lieu de ne pas poursuivre et juger un inculpé lorsqu'il aura été jugé à l'étranger. »

M. Maus déclare se rallier à la proposition de M. d'Eichhoff ; il préférerait toutefois que le principe du *non bis in idem* fût posé, à condition que chaque Etat fût laissé libre de l'appliquer dans la mesure où sa législation le permet.

M. Joel, au nom de la Délégation d'Allemagne, adhère complètement à la formule autrichienne.

MM. Buzzati et de Bartha font de même pour les Délégations italienne et hongroise.

M. Louis Renault précise l'objet de la discussion en notant que la proposition autrichienne consiste à enlever tout caractère international à la maxime *non bis in idem*.

Il constate la valeur des arguments développés par M. d'Eichhoff, et reconnaît qu'ils paraissent décisifs au point de vue de la souveraineté des Etats. Si une convention internationale peut imposer aux Etats contractants l'obligation de poursuivre dans certains cas, elle n'a pas qualité pour les empêcher d'exercer des poursuites dans d'autres circonstances. L'indépendance de la justice de chaque Etat doit être respectée.

M. Hennequin ne peut que s'incliner devant l'autorité de M. Renault ;

il regrette toutefois qu'on soit sur le point de renoncer à proclamer dans la Convention, comme l'avait décidé la 2^e Commission, le principe du *non bis in idem* et à faire un pas de plus en avant vers un meilleur idéal de justice.

M. Louis Renault fait remarquer que les cas dans lesquels on ne tiendra pas compte en Autriche du *non bis in idem* seront ceux où l'inculpé sera Autrichien. Il faut alors reconnaître qu'un Etat est bien compétent pour apprécier quelle discipline il entend imposer à ses ressortissants. Et, comme le baron d'Eichhoff le remarque justement, il serait au moins singulier qu'un Etat, qui s'attribue le pouvoir de poursuivre son national pour fait commis à l'étranger, et même dans certains cas, après condamnation au dehors, se dessaisit de ce droit lorsqu'il s'agirait de faits pornographiques.

Pour M. Renault, il serait désirable que l'article II disparaisse, et qu'une simple mention, relative au *non bis in idem*, et rédaction réservée, fût ajoutée à l'article 1^{er} dans le sens autrichien.

M. Peyssonnié appuie l'opinion de M. Renault en faisant observer que si les principes posés à l'article 5 du Code d'instruction criminelle paraissent excellents aux jurisconsultes français, ils n'ont pas la prétention de les imposer aux autres législations.

M. Lardy tient à défendre la maxime *non bis in idem* acceptée par la 2^e Commission et au maintien de laquelle dans le texte de la Convention les Délégués suisses attachent un grand prix.

Il rappelle que, par l'article 1^{er}, la Conférence a internationalisé le délit d'obscénités. La conséquence de cette innovation est l'obligation pour les Etats contractants sur le territoire desquels un seul des éléments du délit aura été commis de poursuivre les infractions commises à l'étranger sur le territoire d'un autre Etat contractant. Est-il admissible qu'on puisse recommencer, et même indéfiniment, des poursuites pour un même fait ? L'internationalisation du délit devrait avoir pour conséquence la reconnaissance, dans une mesure à déterminer, de la punition infligée par les tribunaux de l'un des Pays contractants. On ne peut avoir à la fois, comme dit le proverbe, « le beurre et l'argent du beurre » ; le *non bis in idem* est, en quelque sorte, la rançon de l'internationalisation.

L'opposition manifestée par plusieurs Délégations à l'insertion de ce principe dans la Convention enlève à ses partisans l'espoir d'arriver, dès à présent, à une entente sur la formule même qui avait été proposée par la Commission. Faisant appel à l'esprit de conciliation de ses collègues d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie et d'Italie, M. Lardy leur demande d'examiner s'il n'y aurait pas des éléments de transaction. De leurs propres déclarations, il ressort que la souveraineté leur paraît intéressée au maintien à l'Etat du droit de poursuivre pour fait commis à l'étranger dans deux cas principaux : Lorsqu'il s'agit d'un acte qui a été accompli, au moins pour partie, sur le territoire, et dont la répression au dehors peut être estimée insuffisante pour l'état social du pays qu'il a troublé ; et lorsqu'il s'agit d'un national qui a commis une

infraction à l'étranger, et sur lequel, même après poursuite ou jugement dans un autre pays, l'Etat dont il est ressortissant entend, suivant l'expression de M. Renault, conserver son pouvoir disciplinaire.

En faisant porter leurs réserves sur ces deux points, les Délégations qui se sont montrées hostiles à la reconnaissance complète de la maxime *non bis in idem* ne pourraient-elles l'accepter partiellement ? En échange, les Délégations qui avaient fait introduire ce principe à l'article 2 des résolutions de la 2^e Commission reconnaîtraient sans doute à certains Etats la faculté de reprendre une affaire déjà jugée à l'étranger, à condition que la peine qui aurait été subie dans un autre pays fût déduite de la peine à infliger.

M. Lardy pense que la question mérite qu'on y réfléchisse ; il lui paraît difficile d'arriver à une transaction en fin de séance.

M. Maus présente une formule qui permettrait de tenir compte des objections de M. d'Eichhoff. La Conférence proclamerait le principe du *non bis in idem*, mais laisserait expressément à chaque Etat le droit de l'appliquer suivant les règles admises par sa législation.

M. Renault craint que cette proposition paraisse comprendre deux affirmations contraires.

Il estime du reste que l'étude de cette question gagnerait à être confiée à une Commission spéciale dans laquelle entreraient les Délégués les plus intéressés à la solution de la difficulté.

Conformément à cette suggestion, est constituée une Commission composée de MM. Lardy (Suisse), *Vice-Président de la Conférence*, Joël (Allemagne), d'Eichhoff (Autriche), de Bartha (Hongrie), Maus (Belgique), Renault et Hennequin (France).

Il est décidé qu'elle se réunira à 2 heures, en vue de présenter un texte transactionnel à la Conférence, dont la nouvelle séance est fixée à 3 heures.

M. Lardy propose d'étudier au début de la séance de l'après-midi le projet d'Arrangement administratif qui ne paraît pas devoir soulever de divergences sérieuses, et de reprendre ensuite les propositions de la 2^e Commission.

La Conférence approuve cet ordre du jour, et la séance est levée à midi.

Le Président,

LARDY.

Les Secrétaires :

JAROUSSE DE SILLAC.

ALPHAND.

BRESSONNET.

GUBIAN.

AUBRY.

MÉRIC EE BELLEFON.

ANNEXES AU PROCÈS-VERBAL DE LA DEUXIÈME SÉANCE.

Rapport de la 1^{re} Commission ;
 Rapport de la 2^e Commission ;
 Réserve de la Délégation britannique ;
 Réserve de la Délégation néerlandaise.

COMMISSION CHARGÉE D'Étudier L'ARTICLE 1^{er} DES PROPOSITIONS
 DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS (1).

Rapport présenté par M. Paul Peyssonnié, avocat général près la Cour d'appel de Paris, délégué du Gouvernement de la République française.

Les propositions françaises soumises aux Etats participants à la Haute Conférence Internationale énoncent dans leur article premier les divers faits d'outrages aux bonnes mœurs constituant tout cet ensemble de commerce, de propagande et de circulation des pornographies et des obscénités contre lesquelles il a paru nécessaire de se défendre.

Si ces faits sont bien précisés d'un commun accord, il n'est pas téméraire de penser que l'œuvre d'assainissement sera déjà préparée.

Les questions soulevées par cet article premier dans ses quatre paragraphes sont si délicates qu'avant toute étude particulière de chacun des points relatifs à la fabrication, à la distribution, au transport, au commerce, aux annonces, une discussion d'ensemble a paru indispensable. Elle a été féconde ; elle a mis hors de discussion trois points proposés par la Délégation d'Autriche :

1^o *Nécessité de rédiger la Convention à intervenir en termes absolument clairs, précis, supprimant toute équivoque :*

2^o *Liberté d'action laissée à chaque Etat, au sujet des mesures à prendre, chacun restant maître de sa législation particulière. Il est spécifié, notamment, que chaque Etat reste maître de formuler les règles de la complicité, et d'édicter les responsabilités particulières telles que celles des auteurs, éditeurs, imprimeurs et autres ;*

(1) Cette Commission était composée comme suit : MM. Lardy (Suisse), Président, Joël, de Mutius (Allemagne), Bailly-Blanchard (Amérique), d'Eichhoff (Autriche), de Angyal (Hongrie), Lejeune, Maus (Belgique), de Souza-Bandeira (Brésil), Cold (Danemark), Cuartero Cifuentes (Espagne), Bérenger, Président de la Conférence, Deligne, Peyssonnié, Hennequin (France), Farnall (Grande-Bretagne et Irlande), de Calvi (Italie), Rethaan-Macaré (Pays-Bas), de Séguier (Portugal), de Bellegarde (Russie), de Klercker (Suède), Kronauer (Suisse) ; Bressonnet, Gubian et Méric de Bellefon, Secrétaires.

3° *Entente désirable sur un minimum de répression.*

Il est apparu, en effet, qu'il serait dangereux d'englober parmi les faits incontestablement odieux d'autres faits de moindre importance ou de plus difficile appréciation.

Ce serait compromettre les résultats de cette Conférence, et risquer de rendre nos efforts stériles.

Sur ces trois points, l'accord s'est fait spontanément. Alors une première difficulté s'est présentée : la Note française ne visait expressément que la fabrication en vue de faire commerce ou *distribution à l'étranger*, et que le transport *à destination de l'étranger*. D'où cette objection :

Pourquoi exclure, au moins en apparence, ces mêmes faits lorsqu'ils sont commis dans un seul pays ? Ne vaudrait-il pas mieux adopter pour base d'une discussion plus complète la proposition allemande qui, tout en ne retenant qu'un minimum de faits à réprimer, ne distingue pas entre les délits commis dans un seul pays ou dans plusieurs ?

Une explication a suffi pour dissiper ce qui n'était qu'un malentendu. Si la Note française ne visait expressément que les délits dont les circonstances caractéristiques se produisent dans des pays différents, c'était pour mieux faire ressortir l'intérêt *international* de la répression. Mais la Note française donne l'explication de sa formule d'apparence restrictive, car elle ajoute textuellement ceci :

Il est bien évident d'ailleurs que toute fabrication en vue du commerce ou de la distribution doit être punissable ; mais, tant que la fabrication et la distribution se produisent dans un seul pays, c'est à ce pays qu'il appartient de se défendre lui-même, et il n'est besoin en ce cas d'aucun accord international.

La formule d'apparence restrictive n'était en somme qu'une précaution prise pour faire aboutir le projet de Conférence en soulignant l'intérêt *international* de la répression ; la précaution est devenue inutile, alors que la Conférence est réunie.

La Délégation française a donc proposé de supprimer les termes restrictifs *à l'étranger* et *à destination de l'étranger* dans les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 1^{er} de la Note française.

L'objection disparaissant ainsi, l'accord s'est fait pour clore la discussion générale et passer à la discussion des divers points de la Proposition française rapprochée des Propositions allemande, belge et suisse, afin d'adopter, après étude comparative, la formule qui paraîtrait la meilleure.

Le premier point qui vient en discussion est le paragraphe premier de l'article premier de la Note française rectifiée.

Il est ainsi formulé :

ARTICLE PREMIER. — Doit être puni quiconque :

§ 1^{er}. *Fabriquer en vue d'en faire commerce ou distribution des écrits, dessins, images ou objets outrageants pour les bonnes mœurs.*

Cette question de fabrication est assez nouvelle. L'étude en a été singulièrement facilitée par les diverses observations échangées dès l'ouverture de la discussion générale. On s'était demandé ce qu'il fallait entendre par le mot *objet* et par l'expression complémentaire *outrageant pour les bonnes mœurs*, et s'il ne vaudrait pas mieux remplacer le mot *objet* par le mot *reproduction*, et l'expression *outrageant pour les bonnes mœurs* par le mot « *obscène* ».

Il a été expliqué que le mot *reproduction* en langue française a un sens restrictif, et signifie habituellement l'exécution d'une copie d'après un original ou d'après un modèle. Un juge français, s'il ne peut punir que la reproduction, devra laisser l'impunité à ceux qui fabriquent l'original. Ainsi la *production* resterait impunie : la *reproduction* seule tomberait sous le coup de la loi.

Au contraire le mot *objet* a un sens large : c'est la chose matérielle ; et l'objet *outrageant pour les bonnes mœurs*, c'est la chose qui, soit par sa forme, soit par un artifice quelconque de sa fabrication, outrage les bonnes mœurs. Tels sont les objets simulant les parties sexuelles, les instruments de débauche, et tout l'attirail ordinaire des trafiquants d'obscénités. Tel est, par exemple, le miroir fabriqué de telle façon qu'en soufflant dessus on fait apparaître des scènes de révoltante lubricité. Il semble donc qu'il faut garder le mot *objet*. Toutefois la Délégation allemande fait observer sur ce point que le mot *objet* ne constitue pas pour elle un terme juridique et technique qui serait encore à introduire dans la législation allemande, et désire que la déclaration qu'elle fait à ce sujet soit insérée dans le présent rapport.

L'accord s'est fait, après cet échange d'explications, pour maintenir le mot *objet*.

Le deuxième point est plus délicat : Faut-il garder l'expression *outrageant pour les bonnes mœurs* ? Faut-il la remplacer par le mot *obscène* ?

Ce qui *outrage les bonnes mœurs*, c'est, dans une très large acception, tout ce qui blesse la pudeur, tout ce qui s'adresse à l'esprit de licence et de débauche. D'où un pouvoir d'appréciation abandonné à la sagesse du juge.

Ce qui est *obscène*, c'est le licencieux qui s'étale *brutalement* par la *recherche voulue* de sujets, de dessins, de situations *visant directement à éveiller* dans l'imagination des *idées malsaines*, et dénotant chez l'auteur l'intention perverse de s'adresser principalement à l'esprit de luxure et de débauche.

Ainsi toute image obscène est évidemment contraire aux bonnes mœurs ; par contre une image peut être contraire aux bonnes mœurs sans aller jusqu'à l'obscénité.

La Délégation française n'a fait aucune difficulté pour remplacer l'expression *outrageants pour les bonnes mœurs* par le mot *obscènes*.

L'accord s'est fait aussitôt, et unanimement sur ce minimum de répression. En effet, les obscénités soulèvent un tel dégoût que les par-

tisans les plus intransigeants de la liberté artistique et littéraire n'ont jamais songé à défendre ces produits répugnants. On ne les tolère pas plus que les ordures. C'est une question de salubrité publique. Chaque Etat se réserve d'ailleurs de donner au mot obscénité la signification juridique qui lui paraîtra exacte.

Il a donc été décidé que la fabrication d'obscénités devrait être punissable. Le fabricant, c'est le capitaliste de la pornographie; c'est lui qui en tire les gros profits.

Pourquoi resterait-il impuni alors que toutes les rigueurs de la loi seraient réservées aux camelots et aux petits marchands, qui sont de vulgaires comparses et qui ont souvent l'excuse de la misère ?

Il est d'ailleurs bien entendu que la fabrication, pour être punissable, doit être opérée en vue de faire commerce ou distribution.

Ainsi tombe l'éternelle objection soulevée dans les milieux artistiques et littéraires. La fabrication d'obscénités ne pourra jamais se confondre avec la fantaisie isolée de l'artiste ou du collectionneur; et le doute, s'il y a doute, profitera à l'inculpé. Il ne s'agit pas non plus de créer un *délit d'intention*. Le nombre même des productions obscènes et les circonstances de fait permettront de caractériser le délit; car c'est souvent par centaines et par milliers qu'on saisit les productions obscènes, clichés, cartes transparentes, etc.

Mais la Note française ne visait que la fabrication. Que faut-il décider pour la *détention en vue de faire commerce ou distribution* ?

Cette nouvelle question a été résolue aussitôt que posée. Il faut punir la détention, car le détenteur d'un stock d'obscénités aurait beau jeu pour dire : « Mes magasins sont pleins de productions obscènes, mais je ne suis pas le fabricant; je ne suis que l'entrepositaire ».

Qu'importe! Le détenteur conscient participe au trafic d'obscénités.

Reste la question de la *distribution gratuite*.

Convient-il de restreindre la répression à celui qui tire profit pécuniaire d'un commerce d'obscénités, ou faut-il l'étendre à celui qui, sans aucun esprit de lucre, et par une monstrueuse perversité, se fait distributeur par plaisir, et rien que pour satisfaire ses goûts de dépravateur raffiné ? Il ne s'agit pas, bien entendu, de l'acte isolé d'un détenteur qui remet une obscénité quelconque à un camarade curieux, mais bien d'une véritable distribution, ce qui implique soit la multiplicité des remises, soit une remise à tout venant ou au premier venu.

L'accord s'est fait sans difficulté sur cette question de distribution qui devrait être punissable.

Mais les Propositions allemandes visent aussi la simple *cession ou l'offre non gratuite à une personne au-dessous de seize ans*. Ce n'est plus la distribution sur la voie publique, c'est une offre ou une cession isolée.

Cette restriction de la non gratuité de l'offre a été mise aux voix et repoussée.

Sur ce point, il semble que la différence entre la Note allemande et

la Note française est plus apparente que réelle. La Note française vise toute distribution, même gratuite. La Note allemande vise toute distribution, mais sur la voie publique ; elle va plus loin : elle vise aussi dans le paragraphe 2 de son article premier, alors même qu'il n'y a pas distribution véritable, la cession ou l'offre d'obscénités quand cette offre non gratuite est faite à une personne au-dessous de seize ans.

La Conférence désirant une entente internationale sur un minimum de répression se borne à vouloir réprimer la *fabrication et la détention en vue du commerce ou de la distribution*.

Voilà le minimum admis. Les questions de détail restent à régler par chaque législation.

Mais cette question de cession ou d'offre à des mineurs de seize ans n'a pas été inutile. Elle a appelé les préoccupations de tous les Délégués sur la gravité particulière des offres d'obscénités quand les victimes sont des enfants ou des adolescents.

Il est difficile de préciser l'âge au-dessous duquel la victime devrait être particulièrement protégée contre les corrupteurs. Sera-ce la minorité de seize ans, de dix-huit ans, ou la minorité pure et simple ? Mais cette minorité varie selon les pays.

Il appartient d'ailleurs à chaque Etat de protéger la jeunesse comme il croit devoir le faire.

Toutefois, il a paru nécessaire de laisser subsister une trace de cette préoccupation de tous les Délégués.

A l'unanimité ils ont résolu qu'il y avait lieu, à propos du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}, d'exprimer le désir d'une aggravation de peine prévue par le législateur quand l'obscénité est offerte à la jeunesse. Ce désir a été formulé ainsi :

Il serait en outre désirable que chaque législation édictât une aggravation de peine, si l'offre ou la remise, la vente ou la distribution d'obscénités, est faite à la jeunesse.

Le mot « jeunesse » dans son imprécision a été intentionnellement adopté pour laisser à chaque législation le soin de préciser.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}, adopté après les modifications diverses ci-dessus énoncées, pourrait se formuler ainsi :

ARTICLE PREMIER. — *Devait être puni quiconque :*

§ 1^{er}. *Fabrique ou détient, en vue d'en faire commerce ou distribution, des écrits, dessins, images ou objets obscènes.*

Note. — Il est spécifié que le mot *fabrication* en langue française, signifie à la fois création et reproduction, et que le mot *écrit* signifie à la fois les écrits et les imprimés.

Il appartiendra à la Commission de rédaction d'insérer en bonne place le désir manifesté d'une aggravation de peine quand le délit est commis envers la jeunesse.

Ce qu'il importe de remarquer, c'est que la Commission, à l'unanimité, a été d'avis de réprimer la fabrication et la détention d'obscénités en vue d'en faire commerce ou distribution.

Sur ce minimum de répression, l'accord a été complet.

M. le Directeur des Affaires criminelles du Ministère de la Justice français a fait toutefois observer, au nom de la Délégation française, que la législation française distingue entre l'écrit proprement dit et le livre ; que le livre obscène n'est actuellement poursuivi en France que s'il y a publicité dans les termes des articles 28 et 23 de la loi du 29 juillet 1881. Il fait donc toutes réserves sur ce point, la loi du 7 avril 1908 ayant encore expressément placé le livre en dehors des écrits ordinaires.

Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la Note française modifiée est mis en discussion.

Il est ainsi conçu :

Devrait être puni quiconque :

§ 2. *Remet, pour le même but, à tout agent de transport, lesdits écrits, dessins, images ou objets obscènes.*

L'expression « remet à tout agent de transport » a paru bien restrictive. Pourquoi punir seulement la remise à l'agent de transport, et non pas le transport lui-même, alors qu'il s'agit d'un transport coupable, effectué en vue de faire commerce ou distribution d'obscénités ?

Certes, la prudence commande de ne pas incriminer à la légère le transporteur et de ne pas engager, par exemple, des poursuites contre les Compagnies de chemins de fer ou contre leurs agents en cas de transport d'obscénités. Mais le danger est plus apparent que réel. Le seul transporteur à punir, c'est celui qui se fait l'agent conscient et intentionnel d'une circulation d'obscénités. Tout délit suppose l'intention délictueuse. C'est un principe commun à toutes les législations.

Un amendement a donc été proposé pour remplacer les mots : *quiconque remet pour le même but à tout agent de transport* par la formule suivante : *quiconque, pour le même but, transporte ou fait transporter.*

Les Délégations belge et suisse, soucieuses de défendre efficacement leurs pays contre l'importation d'obscénités, ont insisté pour que cette importation fût visée en termes exprès au paragraphe 2. La Délégation française a fait observer que les mots *transporte ou fait transporter* impliquent l'importation, puisque la notion de transport comprend forcément celle d'importation ; après quoi il a été décidé de donner satisfaction au désir manifesté par les Délégations belge et suisse, et d'adopter la formule : *quiconque importe ou fait importer, transporte ou fait transporter*, en y ajoutant, pour éviter une lacune possible, les mots : *ou qui, sous toute autre forme, les met en circulation.*

Le paragraphe 2 de l'article premier, ainsi modifié et adopté, pourrait donc se formuler en ces termes :

Quiconque :

§ 2. *Importe ou fait importer, transporte ou fait transporter, pour le même but, lesdits écrits, dessins, images ou objets obscènes, ou, sous toute autre forme, les met en circulation.*

Le paragraphe 3 de l'article premier de la Note française est mis en discussion. Il est ainsi conçu :

Quiconque :

§ 3. *En fait le commerce, même non public.*

Sur ce point, la Note allemande, qui ne prévoit pas expressément le commerce non public, paraissait sensiblement différente de la Note française. Or, il importe de ne pas laisser impuni le commerce clandestin. Depuis quelques années les trafiquants d'obscénités ont perfectionné leurs procédés pour échapper à toute répression. Leur commerce abominable est devenu clandestin. Plus d'annonces explicites et directes ! L'offre se fait sous enveloppes closes, et au hasard des adresses. Les maisons spéciales envoient d'abord le prospectus anodin, signalant que des *catalogues de choses gaies, de produits curieux*, seront envoyés sous plis cachetés si on en fait la demande. D'ailleurs, plus de boutiques ouvertes au public, mais un appartement privé où le trafiquant reçoit lettres de commandes et clients.

Ces explications, appuyées de documents et de catalogues que M. Bérenger avait soumis à la Conférence, ne laissaient subsister aucun doute sur l'organisation très habile du commerce clandestin qui va toujours grandissant et qui devient un véritable fléau. Aussi, la Délégation allemande a-t-elle immédiatement déclaré que le Gouvernement allemand acceptait la rédaction proposée, sa législation propre réprimant d'ailleurs le commerce même non public, comme elle réprime déjà la fabrication.

La Délégation suisse a exprimé alors le désir que la répression du commerce d'obscénités, *même par voie de location*, fût expressément formulée au paragraphe 3. Il a été observé que le mot commerce, dans son sens général, comprenait aussi bien la location que la vente. Mais, sur l'insistance de MM. les Délégués suisses, très légitimement préoccupés de la question des cabinets de lecture, la proposition a été adoptée.

Le paragraphe 3 de l'article premier pourrait donc être formulé ainsi :

Quiconque :

§ 3. *En fait le commerce, même non public et même par voie de location.*

Sur cette question de location et à propos du livre, M. Deligne, directeur des Affaires criminelles au Ministère de la Justice de France, a fait des réserves expresses, la législation française mettant le livre en dehors des écrits ordinaires. Il a déclaré que, pour poursuivre le livre en France, il faut qu'il y ait publicité dans le sens de la loi de 1881 sur la Presse. Il est donc impossible au Gouvernement français dans l'état

actuel de sa législation, dont la dernière loi est de 1908, de s'engager à poursuivre le commerce par voie de location du livre.

L'adjonction de ces réserves a été votée à l'unanimité.

M. Béranger a fait observer toutefois que, pour le livre, en France, il n'y a qu'une différence de compétence, le livre obscène étant justiciable de la Cour d'assises jugeant correctionnellement, tandis que les autres écrits sont justiciables de la police correctionnelle.

Le paragraphe 4 de la Note française est mis en discussion. Il est ainsi conçu :

Quiconque :

§ 4. *Annonce ce commerce par un moyen quelconque de publicité.*

Quand l'annonce est rédigée en termes obscènes, il est bien évident qu'elle est un des écrits obscènes visés au paragraphe premier. Mais, quand l'annonce est conçue en termes d'apparence irréprochable, et qu'elle cache un trafic d'obscénités, faut-il comprendre une telle annonce dans celles qui seront punissables ? Par exemple, un prospectus annonce que, sur demande, on enverra sous enveloppe des catalogues spéciaux, des ouvrages gais : n'y a-t-il pas à redouter l'arbitraire, si on va jusqu'à ranger ces annonces parmi les obscénités ? N'y a-t-il pas à se préoccuper aussi de la situation faite aux gérants de journaux ou imprimeurs qui, de très bonne foi, auront publié ou imprimé de telles annonces ?

Il a été répondu à cette objection que les tribunaux auraient, comme toujours, à apprécier les circonstances de fait et l'intention coupable. C'est surtout l'auteur de l'annonce qu'il faut atteindre.

Après ces explications, le paragraphe 4 de l'article premier de la Note française, relatif aux annonces, est adopté sans opposition.

Il pourrait être formulé ainsi :

Quiconque :

§ 4. *Annonce ce commerce par un moyen quelconque de publicité.*

Diverses propositions sont faites en cours de discussion, pour que le mot *sciemment*, indiquant la nécessité d'une intention coupable, soit inséré dans chaque disposition de l'article premier. La formule à adopter serait alors :

Quiconque sciemment fabrique, quiconque sciemment transporte, etc...

En répétant ce mot : *sciemment* autant de fois qu'il serait nécessaire. On pourrait aussi simplifier en rédigeant ainsi, le début de l'article premier :

Quiconque sciemment.

§ 1^{er}. *Fabrique ou détient, etc.*

Mais on fait remarquer que cette précaution est superflue puisque les législations de tous les Etats participant à la Haute Conférence exigent

en principe l'intention coupable pour tous les délits (sauf certains délits participant du caractère des simples contraventions). Toutefois il est décidé qu'un commentaire indiquera que le mot *sciemment* est toujours sous-entendu.

La discussion est alors ouverte sur le paragraphe 3 de l'article premier de la Proposition allemande ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — *Doit être puni quiconque aura commis le délit d'outrage aux bonnes mœurs.*

§ 3. *Par l'exposition sur la voie publique ou dans les lieux accessibles au public, ou par l'offre ou la recommandation au public d'objets destinés à un but obscène.*

Mais on fait observer que ces faits publics ne sauraient préoccuper la Haute Conférence ; ils n'ont rien d'international. C'est là une question de législation interne. La Délégation allemande explique que les objets destinés à un but obscène seraient par exemple les préservatifs. Comme la question des préservatifs et du néo-malthusianisme a été écartée, ainsi qu'il sera dit plus loin, comme ne rentrant pas dans les travaux prévus pour être soumis à la Conférence, la Délégation allemande n'insiste pas sur le paragraphe 3 de sa proposition.

La discussion est alors ouverte, à la fois, sur le paragraphe 4 de l'article 1^{er} de la Proposition allemande, sur l'article 1^{er}, paragraphe final de la Proposition belge, et sur l'article 1^{er} paragraphe 2 de la Proposition suisse.

C'est la question des annonces individuelles, très différentes des annonces relatives aux trafics d'obscénités.

Il s'agit, suivant les termes du Projet allemand :

Des annonces publiques destinées à faire naître des relations dans un but obscène.

Suivant les termes du Projet belge :

Des annonces ayant pour objet de favoriser des relations immorales.

Et suivant les termes du Projet suisse :

De celui qui, à dessein, aura publiquement attiré l'attention sur une occasion de débauche, ou qui aura sciemment publié ou distribué une annonce de ce genre.

Pour donner un exemple caractéristique, c'est l'annonce bien connue que publient les femmes galantes : *Jeune femme blonde, vingt-deux ans, jolie, aimable, désire mariage avec monsieur aisé.*

La Délégation française, sans contester le caractère immoral de ces annonces dont la formule ressemble à tant d'autres annonces inoffensives, émet l'avis qu'il ne faut pas aller trop loin, mais qu'il est prudent de s'en tenir au minimum de répression, selon le principe adopté dans la discussion générale.

La Délégation anglaise remarque qu'il s'agit d'une question de droit interne.

La Délégation italienne fait observer que le fait de débauche constaté comme conséquence de l'annonce pourrait, à la rigueur, faire rentrer l'infraction commise par voie d'annonce de ce genre dans le paragraphe 4 de l'article premier de la Proposition française. Il ajoute que, les lois italiennes contre la prostitution prohibant tout appel ou excitation publique à la débauche, ces infractions pourraient être punies ainsi dans les pays respectifs. Mais la formule étant délicate à fixer dans les rapports de la législation italienne avec les autres législations, la Délégation regrette de ne pouvoir se rallier aux formules allemande, belge et suisse, et croit devoir adopter la formule plus simple du projet français.

Le principe des Propositions allemande, belge et suisse sur les annonces individuelles dont les termes cachent des appels à la débauche est mis aux voix et adopté par le vote de sept Etats contre six. Les délégations du Brésil, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas entendent réserver la liberté complète de leurs Gouvernements sur ce point.

Vient ensuite en discussion la Proposition suisse relative à la *saisie* et à la *destruction* des obscénités.

Cette question très compliquée de la *saisie préventive* ou *après condamnation*, de la *rétenion par voie administrative*, du *refoulement*, et enfin de la *destruction*, donne lieu à un échange d'observations sur la pratique usitée dans les divers pays. Il apparaît qu'elle devra être réglée par la législation interne. Elle soulève trop de questions de détail pour être utilement étudiée et résolue en Conférence internationale.

Il est d'ailleurs bien certain que, si l'accord est définitivement établi pour prohiber la circulation des obscénités, chaque Etat sera soucieux d'assurer pratiquement la répression.

Il faudra bien pouvoir saisir les pièces à conviction, et il sera nécessaire, avant l'intervention de l'autorité judiciaire, d'arrêter, de retenir, de saisir les obscénités d'après des règlements administratifs suffisamment clairs et précis pour éviter des mesures arbitraires.

La discussion est close sur ce point, et la Proposition suisse est rejetée par le vote de sept Etats contre six.

Les quatre paragraphes de l'article premier étant ainsi adoptés, il reste à dire un dernier mot sur la question du néo-malthusianisme, des préservatifs et des moyens préconisés pour procurer l'avortement ou empêcher la conception.

La Délégation belge a proposé d'engager la discussion sur cette question bien plus grave encore que la question des obscénités. Tous les Délégués de tous les pays participant à la Conférence ont été unanimes pour signaler le danger que cette immonde propagande fait courir aux nations en tarissant les sources mêmes de la vie.

Les pornographes et trafiquants d'obscénités sont des pourrisseurs de nations ; les avorteurs et anticonceptionnistes sont des destructeurs.

Mais la tâche prévue pour les travaux de la Conférence ne comprend pas le néo-malthusianisme et l'anticonception. Les Délégués de plusieurs États, et spécialement ceux de la France, seraient dans la nécessité de demander à leurs Gouvernements de nouveaux pouvoirs pour aborder une telle discussion qui, à elle seule, aurait assez d'importance pour occuper une nouvelle Conférence internationale.

A l'unanimité, la première Commission, avant de terminer ses travaux sur l'article premier, exprime le regret que cette question si grave n'ait pu être étudiée par elle, et qu'il ne lui ait pas été possible de rechercher et d'adopter d'un commun accord les moyens pratiques de faire cesser une propagande corruptrice et mortelle.

Conclusions.

Les propositions de la 1^{re} Commission chargée d'étudier l'article 1^{er} peuvent donc être résumées comme suit :

ARTICLE PREMIER. — Devrait être puni quiconque :

§ 1^{er}. Fabrique ou détient, en vue d'en faire commerce ou distribution, des écrits, dessins, images ou objets obscènes.

Note. — Il est spécifié que le mot *fabrication* en langue française signifie à la fois création et reproduction, et que le mot *écrit* signifie à la fois les écrits et les imprimés.

§ 2. Importe ou fait importer, transporte ou fait transporter pour le même but, lesdits écrits, dessins, images ou objets obscènes, ou, sous toute autre forme, les met en circulation.

§ 3. En fait le commerce, même non public et même par voie de location.

§ 4. Annonce ce commerce par un moyen quelconque de publicité.

Réserves et Observations.

La Délégation allemande déclare que le mot *objet* ne constitue pas pour elle un terme juridique et technique qui serait encore à introduire dans la législation allemande.

Tous les États représentés à la Conférence se réservent de donner au mot *obscénité* la signification juridique qui leur paraîtra exacte.

La Délégation française fait observer que la législation française distingue entre l'écrit proprement dit et le livre, et fait toutes réserves sur ce point, la loi française plaçant le livre en dehors des écrits ordinaires.

Les Délégations du Brésil, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et des Pays-Bas, sur la question spéciale des annonces

individuelles du genre des offres de rendez-vous que les femmes galantes font publier en termes plus ou moins explicites, déclarent réserver la liberté complète de leurs Gouvernements sur ce point.

Toutes les Délégations émettent le vœu que chaque législation édicte une aggravation de peine si l'offre, la remise, la vente ou la distribution d'obscénités est faite à la jeunesse. Il appartiendra à chaque législation de préciser l'âge exact au-dessous duquel il y a lieu de protéger la jeunesse.

La 1^{re} Commission, avant de terminer ses travaux, exprime le regret que la grave question du néo-malthusianisme et de l'anticonception ne lui soit pas soumise, et qu'il ne lui soit pas possible de rechercher les moyens pratiques de faire cesser une propagande corruptrice et mortelle.

Rapport présenté au nom de la 2^e Commission (1) par M. Théodore Tissier, délégué français, conseiller d'Etat, directeur du cabinet du président du conseil des ministres, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice.

La Commission, au nom de laquelle j'ai le très grand honneur de présenter le présent rapport, a été chargée de l'examen des questions se rattachant aux articles 2 et suivants du projet annexé à la note du Gouvernement français.

I. La première question que la Commission a eu à envisager est celle de la création, dans chacun des Etats contractants, d'un office pour la répression des publications obscènes. Les différents offices se tiendraient en relations constantes les uns avec les autres et ils pourraient ainsi coordonner et combiner leurs efforts.

Le principe de l'établissement de ces offices nationaux a été admis sans contestation et à l'unanimité par la Commission; il n'y a eu de discussion que sur l'étendue des attributions à leur conférer.

D'après l'article 2 du projet du Gouvernement français et les propositions du Gouvernement impérial d'Allemagne, les offices seraient de simples organes de renseignements et, tout en étant destinés, par l'échange des informations recueillies, à faciliter la répression des publi-

(1) La 2^e Commission était composée ainsi qu'il suit : M. Lardy (*Suisse*), président ; MM. Lentze, Joel, de Mutius (*Allemagne*) ; Bailly Blanchard (*Etats-Unis d'Amérique*) ; le baron d'Eichhoff (*Autriche*) ; de Bartha, de Fest (*Hongrie*) ; Lejeune, Maus (*Belgique*) ; de Souza-Bandeira (*Brésil*) ; Cold (*Danemark*) ; Cuartero-Cifuentes (*Espagne*) ; Chatain, Théodore Tissier, Hennequin (*France*) ; Farnall, Bullock, Aitken (*Grande-Bretagne*) ; Buzzati (*Italie*) ; de Stuers, Rethaan-Macaré (*Pays-Bas*) ; de Séguier (*Portugal*) ; de Bellegarde (*Russie*) ; de Klercker (*Suède*) ; Kronauer (*Suisse*) ; Bressonnet, Aubry, secrétaires.

cations obscènes, ils ne seraient pas appelés à assurer par eux-mêmes cette répression. Ils seraient sans compétence pour mettre l'action publique en mouvement et ils se borneraient à communiquer les renseignements reçus par eux aux autorités judiciaires qualifiées pour agir. Ils ne seraient donc pas des organes d'action ; tout au plus pourrait-on les considérer comme des organes d'impulsion.

L'avant-projet d'arrangement présenté par les Délégués suisses allait plus loin ; il prévoyait que les offices nationaux seraient qualifiés non seulement pour provoquer la saisie et la confiscation des publications obscènes, mais encore pour procéder eux-mêmes, dans les limites de la législation interne de chaque Etat, à cette saisie et à cette confiscation. Ils constitueraient ainsi des organes d'exécution.

Après débats approfondis, c'est la première des deux conceptions qui l'a emporté.

La Commission a, en effet, estimé que les offices, qui seraient des institutions administratives dont le fonctionnement serait peut-être confié dans certains Etats à la police, ne devaient en aucun cas empiéter sur les attributions essentielles de la justice ; sinon, les droits les plus sacrés des individus pourraient être mis en péril. Il a été reconnu d'ailleurs que le procureur général de la Confédération helvétique, à qui son Gouvernement entend remettre la gestion de l'office suisse, ne se trouvera pas, par suite du vote émis sur ce point, démuné du droit d'agir, mais il le tirera de ses attributions judiciaires et non de sa qualité de directeur de l'office, qui conservera un caractère purement administratif.

Il a donc été entendu, en définitive, que, si la faculté de saisie et de confiscation des publications obscènes venait à être admise, ce ne serait pas aux offices de l'exercer.

Quant à la question même de savoir si cette faculté devait être stipulée, elle a été renvoyée à l'examen de la première Commission.

Il a été admis que, dans un intérêt de célérité, conformément aux propositions françaises et allemandes, les offices nationaux communiqueraient *directement* entre eux, chaque Gouvernement restant libre d'organiser son office comme il l'entendra et d'exercer sur le fonctionnement de cet organe tel contrôle qui lui paraîtra utile.

La Commission a, de plus, admis, pour les infractions dont les éléments constitutifs auront été accomplis dans des Etats différents, la communication des bulletins de condamnation par l'office de l'Etat où la condamnation aura été prononcée aux offices des autres Etats.

Ce principe a été adopté sous la réserve, énoncée dans l'article 3 de l'avant-projet d'Arrangement suisse, des dispositions législatives qui régissent dans certains Etats le casier judiciaire et le placent sous la sauvegarde de la Justice.

II. Après avoir réglé la question d'organisation des offices nationaux pour la répression des publications obscènes, la Commission avait à

aborder deux questions entre lesquelles existait un lien évident de connexité : l'internationalisation des infractions commises en matière de publications obscènes (art. 3 du projet annexé à la note du Gouvernement français) et l'extradition des auteurs de ces infractions (art. 4 de ce projet).

Il a paru à la Commission qu'il convenait d'intervertir l'ordre de discussion de ces articles et de commencer par l'examen du second, attendu que la solution donnée à la question d'extradition était susceptible d'avoir une répercussion sur la manière de résoudre la question d'internationalisation des infractions, cette internationalisation pouvant être admise plus ou moins largement selon que l'extradition serait rejetée ou adoptée.

Les délégués de l'Allemagne ont alors appuyé la solution proposée dans l'article 4 (extradition) en faisant valoir que les délits de pornographie présentaient aux yeux de leur Gouvernement une gravité particulière.

Le Président de la Délégation française, M. le sénateur Bérenger, a indiqué que la proposition contenue dans l'article 4 avait été formulée par déférence pour le Gouvernement allemand, en vue de permettre un débat sur cette importante question, mais que la Délégation française répugnait à admettre l'extradition en pareille matière, les délits qu'il s'agit d'atteindre et de réprimer pouvant, au moins lorsqu'on se trouve en face d'une première infraction, ne comporter qu'une peine légère, limitée à une amende ou à une peine d'emprisonnement de peu de durée, prononcée parfois avec le bénéfice du sursis. Si l'extradition était admise pour ces infractions, alors qu'elle ne l'est pas pour des infractions d'autre nature, cependant passibles de peines plus sévères, il semble qu'on dépasserait la mesure ; de plus, on risquerait, par la crainte des abus, de s'aliéner l'opinion publique, sans le concours de laquelle la Conférence ne saurait mener son œuvre à bien.

La majorité des délégués, par les déclarations qui ont été faites, a manifesté qu'elle partageait le sentiment exprimé par M. Bérenger.

Mais les Délégués allemands ayant maintenu leur point de vue et insisté en faveur de l'extradition, en faisant valoir qu'aucun Gouvernement n'est obligé dans la pratique de demander l'extradition et qu'au surplus l'Allemagne n'entendait la réclamer que dans les cas graves, M. le président Lardy est intervenu pour préciser les termes de la question. Il a indiqué qu'en écartant l'article 4 l'on ne condamnerait pas toute application de l'extradition en la matière et qu'on refuserait simplement de rendre l'extradition obligatoire dans un accord liant un grand nombre d'Etats les uns envers les autres. L'Allemagne restera libre de conclure des conventions particulières d'extradition avec les Etats qui seront en communauté d'idées avec elle.

Le délégué du Brésil a déclaré, de son côté, que l'extradition ne lui semblait pas pouvoir faire l'objet d'un acte général, mais que son Gouvernement serait disposé à procéder, en cette matière, par voie d'accords particuliers.

Sous réserve des observations qui ont été énoncées par M. le président Lardy et qui sont de nature à donner satisfaction au point de vue allemand, l'article 4 a été écarté par la Commission.

III. La Commission a alors abordé la question de l'internationalisation des infractions.

M. le sénateur Bérenger a soutenu la proposition contenue dans l'article 3 du projet annexé à la note du Gouvernement français (attribution de compétence au juge du domicile de l'inculpé).

Mais il a été fait observer que, par suite de la décision qui avait écarté l'extradition de l'accord à intervenir comme sanction des travaux de la Conférence, cette proposition paraissait trop étroite.

Diverses autres propositions, tendant soit à élargir le champ d'application de l'article 3, soit à substituer au domicile un autre élément pour la détermination des Etats dans lesquels les infractions pourront être poursuivies et réprimées, ont été développées.

Il est apparu que la comparaison entre les diverses propositions soumises à la Commission était des plus malaisées et l'un des Délégués français, en vue d'acheminer la Commission vers une solution, a présenté à titre personnel un texte tendant à consacrer, dans les termes les plus larges, l'internationalisation des infractions par l'admission cumulative de trois compétences : celle du juge du lieu où a été accompli le délit ou l'un des éléments constitutifs du délit, celle du juge de la résidence de l'inculpé et celle du juge du lieu où l'inculpé est trouvé.

Le texte proposé était ainsi conçu : « Sont compétents pour juger les ressortissants des Etats contractants, inculpés d'une des infractions prévues à l'article premier : le juge du lieu où a été accompli le délit ou l'un des éléments constitutifs du délit, le juge de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé aura été trouvé ».

La proposition tendant à l'internationalisation complète des infractions a été repoussée à l'unanimité moins trois voix, celles du Brésil, de l'Italie et de la Suisse.

La Commission a alors passé à l'examen successif des diverses compétences proposées.

La compétence du juge du lieu de la résidence ou du domicile de l'inculpé a été unanimement écartée.

La compétence du juge du lieu où a été accompli le délit ou l'un des éléments constitutifs du délit a été, par contre, admise à l'unanimité.

Quant à la compétence du juge du lieu où l'inculpé est trouvé, la Commission a estimé qu'elle ne pouvait être adoptée d'une façon générale sans que l'on prêtât à de graves abus, mais que cette compétence ne présenterait plus les mêmes inconvénients si, comme le proposaient les Délégués belges, elle était limitée au cas où l'inculpé serait trouvé dans l'Etat auquel il ressortit.

En outre, la Commission a reconnu la justesse d'objections formulées par les Délégués allemands qui ont fait observer que, si l'on em-

ployait dans les propositions retenues par la Commission l'expression « juge du lieu... », l'on paraîtrait trancher une question de droit interne et désigner dans chaque Etat le juge compétent, alors que la question à résoudre ne se posait qu'entre Etats.

En vue de tenir compte de ces observations et après s'être mis d'accord avec les Délégués belges, M. Théodore Tissier a soumis à la Commission un nouveau texte ainsi libellé :

« Les individus qui auront commis l'une des infractions prévues à l'article 1^{er} seront justiciables des tribunaux des Etats où aura été accompli le délit ou l'un des éléments constitutifs du délit.

« Ils seront également justiciables des tribunaux de l'Etat auquel ils ressortissent, s'ils y sont trouvés et alors même que les éléments constitutifs du délit auraient été accomplis en dehors de cet Etat. »

Ce texte a été adopté à l'unanimité, sous la réserve, pour le Délégué anglais, de formuler dans le protocole à intervenir, telles observations qui lui seront suggérées par les dispositions spéciales de la législation anglaise.

Il a été, au surplus, entendu : 1^o que le second paragraphe de l'article ainsi adopté vise uniquement des infractions commises sur le territoire de l'un des Etats contractants, et 2^o que ces Etats restent libres, même en dehors de tout accord international, de poursuivre, en vertu des seules dispositions de leur législation interne, les infractions commises à l'étranger par leurs nationaux.

IV. Les conditions dans lesquelles les infractions seront internationalisées ayant été déterminées, il restait à décider, à raison de la concurrence éventuelle des compétences de tribunaux relevant de plusieurs Etats pour le jugement d'une seule et même infraction, si et dans quelle mesure il y avait lieu d'appliquer le principe *non bis in idem*.

Plusieurs opinions se sont trouvées en présence.

L'article 3 du projet annexé à la Note du Gouvernement français tendait à admettre ce principe dans les termes les plus généraux, comme le fait déjà pour les Français l'article 5 du Code d'instruction criminelle de France. Les Délégués suisses ont soutenu une proposition semblable.

M. le baron d'Eichhoff, au nom du Gouvernement autrichien, a déposé et défendu une proposition laissant chacun des Etats contractants maître d'appliquer ou non le principe *non bis in idem* aux infractions déjà poursuivies et jugées dans un autre Etat. Il a fait remarquer notamment que la Convention à intervenir porterait atteinte à l'indépendance des Etats contractants si elle leur interdisait de poursuivre pénalement des actes qui, d'après les règles fondamentales de leur législation interne, sont considérés comme des délits et qu'il ne pouvait appartenir à la Conférence de faire bénéficier les infractions pornographiques d'un régime d'exception.

Ces observations ont été appuyées par les Délégués de la Hongrie et de la Belgique.

Les Délégués allemands ont revendiqué pour leur Pays le droit de juger à nouveau les infractions dont l'un des éléments a été commis en Allemagne, sauf à imputer sur la peine prononcée par leurs tribunaux la peine appliquée précédemment par un tribunal étranger. Ils ont expliqué qu'ainsi le voulait la souveraineté de l'Empire allemand.

Ces diverses propositions ayant été débattues, M. Théodore Tissier a proposé, à titre de transaction, d'admettre le principe *non bis in idem*, sauf dans le cas de remise, par voie de grâce, de la peine prononcée antérieurement.

Cette suggestion n'ayant pas été appuyée, M. le président Lardy a indiqué que si, en présence de thèses adverses qui paraissaient irréductibles, on voulait aboutir néanmoins à un résultat, deux solutions étaient possibles : ou l'on proclamerait purement et simplement dans la Convention le principe *non bis in idem*, sauf à laisser à chacun des Etats la faculté de formuler, dans le protocole qui clôturera les travaux de la Conférence, telles réserves qui lui sembleront convenables, ou bien l'on n'énoncera le principe *non bis in idem* dans la Convention que sous réserve des dispositions contraires contenues dans les législations des Etats contractants.

La première de ces solutions a été adoptée à la majorité.

La Commission propose en conséquence, sous le bénéfice des réserves éventuelles, d'insérer dans la Convention le texte suivant emprunté à l'article 4 de l'avant-projet de Convention présenté par les Délégués suisses :

« Ne pourra être condamné dans un des Etats contractants l'inculpé qui justifiera avoir été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, y avoir subi ou prescrit sa peine, ou obtenu sa grâce. »

V. La 2^e Commission a pensé qu'elle n'avait pas à se prononcer sur la question des commissions rogatoires posée dans l'article 5 du projet annexé à la Note du Gouvernement français pas plus que sur les adhésions à la Convention, les dénonciations, la ratification, la mise en vigueur, et qu'à ces divers égards il suffirait, pour la matière des publications obscènes, de se référer aux décisions qui auraient été prises pour la Traite des Blanches sur les conclusions de la Commission spéciale à cette matière.

Le renvoi de la question des commissions rogatoires à la Conférence, ayant été ainsi décidé dans la réunion du 22 avril, les Délégués allemands ont, dans la séance du 25 avril, insisté pour l'adoption de la stipulation suivante formulée dans le dernier paragraphe de l'article 5 du projet de convention élaboré par leur Gouvernement :

« Les dispositions des articles qui précèdent n'excluent pas la faculté pour chacune des Hautes Parties contractantes de faire exécuter directement par ses agents diplomatiques ou consulaires les commissions roga-

toires, si les conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si l'Etat sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée ne s'y oppose pas ».

La Commission a donné acte à la Délégation allemande de sa communication ; mais elle a estimé qu'il ne lui appartenait pas de se prononcer à cet égard et qu'elle ne pouvait que laisser aux Délégués allemands le soin de reprendre leur proposition devant la Conférence lorsque la question des commissions rogatoires viendrait en discussion sur le rapport de la Commission saisie de la question de la Traite des Blanches.

VI. Il a été reconnu d'un commun accord qu'actuellement il n'était pas possible d'arriver, en ce qui concerne la répression des publications obscènes, à la signature d'une convention diplomatique et qu'on pourrait seulement signer un protocole soumettant un projet de convention à l'examen des Gouvernements. Pour aboutir rapidement à des résultats pratiques, il y aurait lieu, d'après la 2^e Commission, de recommander au Comité de rédaction l'élaboration d'un projet d'arrangement administratif qui porterait sur l'organisation et les attributions des offices nationaux de surveillance et sur l'échange des extraits de casier judiciaire. C'est la procédure à laquelle on a recouru pour la Traite des Blanches.

Il a été entendu de plus, dans les mêmes conditions que pour la Traite des Blanches, que les Gouvernements se communiqueraient leurs lois respectives et prendraient ou proposeraient à leurs législatures les mesures nécessaires pour l'exécution de la Convention.

Résolutions adoptées par la 2^e Commission.

A

Insérer dans la *Convention* quatre articles ainsi conçus :

I

Les individus qui auront commis l'une des infractions prévues à l'article 1^{er} seront justiciables des tribunaux des Etats où aura été accompli le délit ou l'un des éléments constitutifs du délit. Ils seront également justiciables des tribunaux de l'Etat auquel ils ressortissent, s'ils y sont trouvés et alors même que les éléments constitutifs du délit auraient été accomplis en dehors de cet Etat.

II

Ne pourra être condamné dans un des Etats contractants l'inculpé qui justifiera avoir été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, y avoir subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

III

Les Hautes Parties contractantes, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions prévues à l'article 1^{er}, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

IV

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente Convention.

B

Insérer dans un *Arrangement administratif*, analogue à celui du 8 mai 1904 concernant la Traite des Blanches, des dispositions conçues à peu près comme suit :

I

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée :

1^o De centraliser tous les renseignements pouvant faciliter la recherche et la répression des actes constituant des infractions à leur législation interne en matière de publications obscènes, et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents ;

2^o De fournir tous renseignements sur la marche à suivre pour assurer ou accélérer dans les limites de la législation interne la saisie des publications ou objets visés au paragraphe précédent.

II

L'autorité désignée à l'article premier sera tenue, si la législation intérieure de son pays ne s'y oppose pas, de communiquer les bulletins de condamnations prononcées dans ledit pays aux autorités similaires de tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agira d'infractions visées par l'article premier.

III

L'autorité désignée à l'article premier aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants.

Réserve formulée par MM. les Délégués de Grande-Bretagne et d'Irlande (1).

En considération de la législation britannique, d'après laquelle en principe les tribunaux ne peuvent, en matière pénale, connaître des faits commis hors du territoire, ni accepter de baser leurs convictions sur des témoignages écrits, le Gouvernement de la Grande-Bretagne doit se réserver le droit de ne pas proposer à ses législatures des mesures pour assurer la poursuite sur le territoire britannique d'une personne qui n'y aurait commis aucun des délits prévus dans la présente Convention.

Réserve formulée par MM. les Délégués des Pays-Bas (2).

Le Gouvernement des Pays-Bas a déclaré que, dans son opinion, l'expression « en dehors de cet Etat » figurant à l'article 2 de la Convention n'oblige pas le Gouvernement de la Reine à édicter des peines contre les Non-Néerlandais qui auraient accompli dans des pays autres que ceux des Etats signataires et adhérents les divers actes ou quelques-uns des actes qui sont les éléments constitutifs des infractions prévues par la Convention.

Troisième séance.

(28 avril 1910.)

Présidence de M. LARDY, Vice-Président.

La séance est ouverte à 3 h. 25, dans un des salons du Ministère de l'Intérieur.

Sont présents: MM. les Délégués qui assistaient à la séance du matin.

M. le Président constate que, s'il n'a pas paru possible d'aboutir encore à une Convention ferme, et s'il faut se contenter d'un *projet* de Convention, la signature immédiate d'un Arrangement administratif a été envisagée comme vraisemblable. La Commission de rédaction instituée par la Conférence relative à la Traite des Blanchés, et composée de MM. Lardy (*Suisse*), *président*, Lentze (*Allemagne*) et Louis Renault (*France*), *rapporteur*, a bien voulu en préparer le texte d'après les conclusions du rapport de la 2^e Commission.

M. le Président fait remarquer qu'en tête de cet Arrangement, au lieu des formules ordinaires (noms des souverains et chefs d'Etat), on a

(1) Voir ci-dessus, page 163.

(2) Voir ci-dessus, page 164.

mis « les Gouvernements désignés ci-après », afin de permettre à plusieurs Puissances de signer dans les trois mois, tout en laissant la même date du... mai 1910 pour toutes les signatures apposées avant l'expiration de ce délai. Cette formule un peu exceptionnelle a été employée récemment pour la Convention sur la circulation des automobiles et pour la Convention de Londres sur le droit de la guerre maritime.

Elle est favorablement accueillie par la Conférence.

Le préambule est adopté à l'unanimité.

A l'article premier, 1^o *in fine*, M. Lardy propose de remplacer les mots « et dont les éléments constitutifs *ont été accomplis dans des pays différents* » par ceux-ci « ... ont un caractère international ». (Adopté).

Au 2^o du même article, M. Hennequin observe que les « objets » n'ont pas été visés au paragraphe précédent. Il conviendrait donc de suppléer cette lacune au 1^o. (Adopté).

A ce même 2^o il paraît utile à M. Hennequin de remplacer l'expression vague de « marche à suivre », employée pour éviter celle de « procédure » (qui a semblé devoir être réservée à la législation interne), et de chercher un terme plus précis : Ne pourrait-on dire « renseignements susceptibles de mettre obstacle à l'importation » ? On introduirait ainsi l'idée de refoulement, de mesures préventives, qu'il convient parfaitement d'indiquer dans un Arrangement administratif.

M. Maus préférerait les mots « écrits, dessins, images ou objets », afin de mettre le texte de l'Arrangement en harmonie avec celui de la future Convention.

MM. Lardy et Louis Renault pensent qu'il vaudrait mieux s'en tenir à des termes vagues ; ils se prêteront à l'application de la Convention, lorsqu'elle sera signée, et ils présentent, en attendant la conclusion d'un tel accord, l'avantage de permettre le fonctionnement d'un service de renseignements même entre Etats qui pourraient discuter sur tel ou tel point de la Convention.

M. Lardy ajoute qu'on ne légifère pas pour les tribunaux, qu'il s'agit ici de formuler des prescriptions pour les polices.

M. d'Eichhoff propose de stipuler la communication des lois et même des règlements administratifs. Une telle prescription serait mieux à sa place dans l'Arrangement que dans la Convention.

Sur une observation de M. Hennequin, relative à la difficulté de connaître les règlements administratifs, M. d'Eichhoff limite sa suggestion aux lois.

Pour M. Buzzati, il ne s'agit là que de renseignements, et le cas rentre dans les prévisions du n^o 2.

M. Lardy estime que les premières communications des Offices centraux porteront sur les législations de leurs pays respectifs.

M. Louis Renault fait observer que, dans la Convention, la prescription relative à l'échange des textes législatifs visera surtout les lois rendues en exécution de la Convention elle-même.

M. d'Eichhoff maintient sa proposition qui, après échange de vues entre plusieurs Délégués, est formulée en ces termes :

« 3° De communiquer les lois rendues ou à rendre en matière de publications ou objets obscènes. »

Les 2° et 3° sont adoptés, ainsi que l'ensemble de l'article 1^{er}, à l'unanimité.

La Commission de rédaction est priée de revoir le 2° au point de vue de la forme.

M. Lentze demande que les articles 2 et 3 changent de place. Il lui paraît logique d'indiquer d'abord le droit pour les Offices centraux de communiquer directement entre eux avant de les charger de l'échange des bulletins de condamnation.

Cette proposition est adoptée.

Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 sont adoptés à l'unanimité.

Au moment de passer au vote de l'ensemble de l'Arrangement, M. Rethaan-Macaré se demande s'il n'y aurait pas lieu d'ajouter l'exportation à l'article 1^{er} (2°), les renseignements de police devant avoir souvent pour effet de permettre à une autorité étrangère de s'opposer à la sortie de son territoire de publications ou objets obscènes.

M. Lardy ne voit rien d'international dans cette question d'obstacle à l'exportation. Elle lui paraît exclusivement interne.

M. Buzzati suggère l'expression plus compréhensive de « trafic international » qui remplacerait les mots d'importation et d'exportation.

Pour M. Renault, il y a une question de forme qui est du domaine de la Commission de rédaction. Quant au fond, il pense qu'on renseignera sur l'importation pour empêcher l'introduction éventuelle des publications obscènes dans un autre pays.

M. Rethaan-Macaré renonce à sa proposition.

L'ensemble du projet est mis aux voix, et, sous la dénomination d'*Arrangement* sans autre épithète, il est adopté à l'unanimité.

D'après les déclarations de MM. les Délégués, M. le Président constate qu'il est permis d'escompter la signature de l'Arrangement avant la séparation de la Conférence.

Deuxième partie de la séance.

La Conférence reprend l'examen des propositions formulées par la 2^e Commission.

M. le Président fait connaître à MM. les Délégués le résultat de l'échange de vues auquel ont procédé de 2 heures à 3 heures les membres de la Commission spéciale chargée d'étudier la question du *non bis in idem*.

M. le Délégué d'Autriche a obtenu, sous réserve d'une notable modi-

fication de forme, l'addition qu'il demandait à l'article 1^{er} et il a bien voulu, avec ceux de ses collègues qui partageaient ses idées, accepter l'insertion dans le Protocole de clôture d'une mention qui prouverait l'intérêt attaché par la Conférence à la reconnaissance de la maxime précitée,

En conséquence, M. Lardy propose d'ajouter à l'article I^{er} des propositions de la 2^e Commission (destiné à devenir l'article 2 de la future Convention) un alinéa ainsi conçu :

« Il appartient à chaque Etat contractant d'appliquer la maxime « *non bis in idem*, d'après les règles admises par sa législation nationale. »

M. le Président présente aussi à l'approbation de la Conférence le texte formulé en ces termes pour le Protocole de clôture :

« Au moment de procéder à la signature de la Convention de ce jour, les Plénipotentiaires jugent utile d'indiquer que l'alinéa 2 de l'article 2 doit être entendu en ce sens qu'il est désirable que, sauf dans des cas exceptionnels, l'individu qui justifiera avoir été jugé définitivement dans un pays contractant et, en cas de condamnation, y avoir subi ou prescrit sa peine, ou obtenu sa grâce, ne puisse être poursuivi pour le même fait dans un autre Etat contractant ».

M. de Souza-Dantas jugerait prudent de compléter la transaction par l'adoption d'un texte qui stipulerait la déduction de la peine subie à l'étranger.

M. Lardy signale à M. de Souza-Dantas que la question se trouve réglée dans la mesure du possible par le nouvel alinéa admis par la Commission spéciale. Chaque pays appliquera sa législation. C'est un des points sur lesquels a porté la transaction.

M. Joel constate qu'en fait, la loi allemande prévoit une atténuation de peine en cas de condamnation subie au dehors.

M. Buzzati remarque qu'il s'agit là d'une question de législation intérieure.

M. de Souza-Dantas réplique que les concessions faites de part et d'autre ne l'ont pas été sur un terrain de complète réciprocité.

M. Lardy ne conteste pas qu'en théorie M. de Souza-Dantas puisse avoir raison, mais il rappelle qu'en fait on voulait et devait aboutir à une transaction, et qu'on y est arrivé dans les meilleures conditions réalisables.

La transaction suggérée par la Commission spéciale est mise aux voix par le Président. Elle est adoptée à l'unanimité, sauf par le Brésil qui s'abstient.

Dans ces conditions, l'article II des propositions jointes au rapport de M. Th. Tissier disparaît.

L'ancien article III (engagement de prendre ou de proposer les mesures nécessaires pour la mise en harmonie des diverses législations internes avec la Convention) est adopté.

Quant à l'article IV (communication des lois), comme il paraît faire double emploi avec les stipulations de l'Arrangement, il est, sur la proposition du Président, renvoyé à l'examen de la Commission de rédaction qui aura toute liberté de le supprimer.

Pour les dispositions complémentaires à prévoir (commissions rogatoires, adhésions, dénonciations, colonies), M. Lardy pense qu'on pourra reprendre celles sur lesquelles l'accord se sera fait en matière de Traité des Blanches.

M. Bailly-Blanchard fait d'ores et déjà toutes réserves relativement aux commissions rogatoires. Il est chargé par son Gouvernement de rappeler que la Constitution des États-Unis exige la confrontation de l'accusé avec les témoins et s'oppose, par suite, à l'emploi de ces délégations judiciaires.

M. Renault pense que la Délégation britannique voudra faire les mêmes réserves.

M. Farnall confirme cette opinion.

La discussion paraissant close, M. Lardy prie ceux de ses collègues qui auraient l'intention de proposer des modifications de forme, de les communiquer à la Commission de rédaction.

M. Lentze demande à M. le Président la permission de poser à la Conférence une question qui, si elle a été presque résolue par la deuxième Commission, n'a pas été, toutefois, présentée en séance plénière, à savoir celle de l'extradition.

M. Lardy rouvre la discussion sur ce point qui est, en effet, resté officiellement ignoré de la Conférence.

M. Lentze fait remarquer, à propos du rejet par la Commission de l'article 4 des propositions françaises, qu'il y a dans la Convention de la Traité des Blanches une disposition de cette nature et que le Gouvernement Impérial Allemand, en l'insérant dans le projet qu'il avait préparé, s'était inspiré de ce précédent.

On a dit, il est vrai, que les délits pornographiques ne seraient pas assez graves pour justifier le recours à l'extradition. Mais plusieurs Conventions, par exemple celle qui lie l'Allemagne et l'Italie, le prévoient déjà pour ces délits ; et certains d'entre eux peuvent paraître désormais assez graves pour être compris par tous les pays civilisés dans les faits extraditionnels.

M. Bailly-Blanchard se range à cet avis, mais sous la réserve de la non-inscription de plein droit des délits d'obscénités dans les Conventions d'extradition en vigueur : Il paraît suffisant au Gouvernement des États-Unis d'Amérique de prévoir dans les Conventions à conclure l'insertion de ces infractions.

M. Lardy estime d'abord dangereuse l'addition d'office des faits obscènes dans les conventions d'extradition en vigueur, l'accession à la convention actuelle devant être ouverte à tous les États, et les traités d'extradition qui existent entre eux et les Puissances représentées à la

Conférence actuelle pouvant, pour des causes de diverse nature, notamment en raison de la distance qui sépare les Pays contractants, se prêter malaisément à l'introduction des délits d'obscénités dans l'énumération des infractions qui y sont prévues : la proposition de M. le Délégué américain paraît plus acceptable à ce point de vue. Mais c'est l'extradition en elle-même que la deuxième Commission a entendu repousser, et M. Lardy tient à rappeler les motifs de la décision qu'elle a prise :

D'abord dans la plupart des pays les pénalités qui sont édictées en matière de pornographie consistent en amendes ou en emprisonnement d'assez courte durée : le *maximum* de la peine corporelle prévue est, et dans certains pays seulement, de deux ans. Or, dans le plus grand nombre des traités d'extradition, le fonctionnement de cette assistance internationale répressive n'est prévu que si l'acte est punissable d'une peine *supérieure* à deux ans. S'il s'agit de pays très éloignés l'un de l'autre, l'extradition n'a guère lieu que pour les *crimes*.

En outre, comme les premières condamnations en matière d'obscénités se résolvent d'ordinaire en simples amendes, parfois même avec sursis, comment pourrait-on faire jouer la procédure compliquée de l'extradition, maintenir en détention prolongée les inculpés, et engager des dépenses relativement élevées pour des faits si légèrement punis ?

Enfin, la notion de l'obscénité étant peu précise, et variant avec chaque pays, l'opinion publique accepterait-elle la mise en arrestation provisoire d'un individu accusé de pornographie par un magistrat étranger, lorsqu'il s'agirait de questions touchant à la liberté de la presse et aux productions artistiques ?

S'il convient à quelques Etats de négocier entre eux des conventions d'extradition où seraient compris les délits de cette nature, nul ne songe à s'y opposer même doctrinalement : des circonstances de fait peuvent, notamment en ce qui concerne la fabrication, rendre pratique l'extradition entre deux pays limitrophes qui auraient une conception à peu près identique de l'obscénité. Mais il paraît excessif à M. Lardy, comme il l'avait paru à la deuxième Commission, de prévoir, non seulement de plein droit, mais même dans l'avenir, l'inscription d'office des délits pornographiques dans les traités d'extradition comme une conséquence de la convention à conclure en matière de publications obscènes.

M. Bailly-Blanchard pense que la Conférence pourrait du moins émettre un vœu en faveur de l'introduction de ces infractions dans les futurs traités d'extradition.

M. Lentze fait remarquer que si, dans les législations actuelles, les peines en matière de pornographie sont encore assez faibles, il y a tendance à les aggraver ; et l'attention attirée sur les dangers des publications obscènes par la présente réunion contribuera sans doute à cet accroissement de pénalités.

Du reste, on peut extradier même si la peine prévue n'atteint pas un

maximum de deux ans, les Etats ayant la faculté de descendre à cet égard au-dessous de la limite établie, pour le jeu ordinaire de l'extradition. M. Lentze répète qu'aucun Gouvernement n'est obligé dans la pratique de demander l'extradition et que l'Allemagne n'entend la réclamer que dans des cas graves.

M. Hennequin croit qu'au contraire la tendance actuelle consisterait à abaisser en cette matière la pénalité pour mieux assurer la répression entravée par la sévérité des sanctions. Ainsi le dernier Projet de loi français était entré dans cette voie et avait ramené au rang de simple contravention la *première* infraction aux prohibitions relatives à la vente, à la mise en vente, à l'offre, l'exposition et la distribution publiques des publications et objets obscènes ou contraires aux bonnes mœurs.

M. Hennequin relève l'allusion faite par M. Lentze à l'article 4 des propositions françaises, où figurait l'extradition. Or, non seulement l'insertion de cette procédure dans la note française avait surtout pour objet de mettre cette question en discussion, en vue de répondre aux préoccupations du Gouvernement impérial allemand, mais elle ne se comprenait que comme contre-partie de la règle sur la compétence du juge du domicile : celle-ci ayant été avantageusement remplacée par les dispositions de l'article 1^{er} des propositions de la 2^e Commission (futur article 2 de la Convention), l'extradition n'avait plus de raison d'être.

Au cas même où elle eût été maintenue en principe, il semble bien que la prévoir de plein droit pour les faits pornographiques serait excessif et dangereux, comme M. Lardy l'a fait ressortir.

M. de Souza-Dantas appuie les considérations développées par M. Hennequin, en faisant observer que sur la question du *non bis in idem*, il a été consenti une concession sérieuse à l'Allemagne en même temps qu'à l'Autriche, et qu'il semble difficile de lui en faire une autre en matière d'extradition.

M. Buzzati, tout en constatant que l'Italie a admis l'extradition avec l'Allemagne pour les délits pornographiques, reconnaît la difficulté que présenterait pour certains États la signature de la Convention si cette disposition y figurait. La Délégation italienne écarterait donc l'introduction de plein droit des délits d'obscénités dans les traités d'extradition, et se contenterait de l'adoption d'un vœu la recommandant pour l'avenir.

M. Peyssonnié fait état des divergences existant entre les différents Pays au sujet de la conception de l'obscénité pour s'associer aux conclusions de M. Lardy et de M. Hennequin touchant la quasi-impossibilité pratique d'admettre l'extradition dans la plupart des cas pour infractions aux lois sur cette matière.

M. Bailly-Blanchard estime, comme M. Buzzati, qu'on pourrait se borner à l'émission d'un vœu visant les faits pornographiques d'une réelle gravité.

M. d'Eichhoff déclare ne pouvoir se rallier à la proposition allemande :

Il y a trop de disproportion entre les infractions dont il s'agit et la procédure de l'extradition.

L'insertion d'une telle disposition dans la Convention lui paraîtrait de nature à empêcher certains Etats d'adhérer à cet accord, ce qui irait contre l'objet que la Conférence s'est proposé.

Une extradition en cette matière aboutissant à une condamnation à 50 francs d'amende exposerait l'œuvre de la Conférence au ridicule.

Quant au vœu suggéré par les Délégations italienne et américaine, M. d'Eichhoff s'y rallierait s'il estimait possible de préciser à quel caractère on reconnaîtra un acte pornographique grave.

M. Lentze demande expressément que l'article 4 soit proposé à l'adoption de la Conférence, et qu'en cas de rejet elle soit appelée à se prononcer sur le vœu précité.

M. Farnall intervient pour déclarer que si ledit article était inséré dans la Convention, la Délégation britannique formulerait une réserve presque absolue.

M. le Président met aux voix la proposition allemande : Elle est repoussée par la Conférence.

M. Lardy soumet ensuite à l'approbation de la Conférence le vœu subsidiaire relatif à l'insertion éventuelle des délits pornographiques dans les traités d'extradition pour les cas graves.

Ce vœu ne recueille que les voix de l'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie et du Portugal ; il n'est donc pas accepté.

M. Maus demande à faire des réserves au sujet des Commissions rogatoires, mais sur une remarque du Président, il décide d'ajourner sa communication jusqu'à la prochaine séance où cette question sera examinée et au procès-verbal de laquelle les observations de M. Maus seront inscrites. •

M. le Président propose à la Conférence de confier à la Commission de rédaction déjà constituée la mise au point du texte de l'*Arrangement* et la préparation du *Protocole final*.

Assentiment unanime.

La date et le lieu de la prochaine séance seront fixés ultérieurement, et MM. les Délégués recevront une notification à cet effet.

La séance est levée à 5 h. 20.

Le Président,

LARDY.

Les Secrétaires,

JAROUSSE DE SILLAC.

ALPHAND.

BRESSONNET.

GUBIAN.

AUBRY.

MÉRIC DE BELLEFON.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA TROISIÈME SÉANCE.

Commission de Rédaction (1).

Projet d'Arrangement administratif relatif à la répression de la circulation des Publications obscènes.

Les Gouvernements des Puissances désignées ci-après, également désireux de faciliter, dans la mesure de leurs législations respectives, la communication mutuelle de renseignements en vue de la recherche et de la répression des délits relatifs aux publications obscènes, ont résolu de conclure un Arrangement administratif à cet effet et ont, en conséquence, désigné leurs Plénipotentiaires qui se sont réunis en Conférence, à Paris, du 18 avril au . . mai 1910 et sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée :

1° De centraliser tous les renseignements pouvant faciliter la recherche et la répression des actes constituant des infractions à leur législation interne en matière de publications obscènes, et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents ;

2° De fournir tous renseignements sur la marche à suivre pour assurer ou accélérer dans les limites de la législation interne la saisie des publications ou objets visés au paragraphe précédent.

Les Gouvernements contractants se feront connaître mutuellement, par l'entremise du Gouvernement de la République française, l'autorité établie ou désignée conformément au présent article.

ART. 2.

L'autorité désignée à l'article 1^{er} sera tenue, si la législation intérieure de son pays ne s'y oppose pas, de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans ledit pays aux autorités similaires de tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agira d'infractions visées par l'article 1^{er}.

ART. 3.

L'autorité désignée à l'article 1^{er} aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants.

(1) Cette Commission était composée de MM. Lardy (Suisse), Président ; Lentze (Allemagne) et Louis Renault (France), Rapporteur.

ART. 4.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. Ils notifieront leur intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra par la voie diplomatique copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent, qui deviendra ainsi Etat contractant.

ART. 5.

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date de dépôt des ratifications.

Dans le cas où l'un des Etats contractants le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet Etat.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra par la voie diplomatique copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants, et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, l'Arrangement cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat qui l'aura dénoncé.

ART. 6.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Paris, dès que six des Etats contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

ART. 7.

Si un Etat contractant désire la mise en vigueur du présent Arrangement dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra par la voie diplomatique copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

La dénonciation de l'Arrangement par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires s'effectuera dans les formes et conditions déterminées à l'alinéa 1 du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives du Gouvernement de la République française.

ART. 8.

Le présent Arrangement, qui portera la date du . . . mai 1910, pourra être signé à Paris jusqu'au 31 juillet 1910, par les Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence relative à la répression de la circulation des Publications obscènes.

Quatrième séance.

(2 mai 1910).

Présidence de M. LARDY, Vice-Président.

La séance est ouverte à 4 h. 15, dans un des salons du Ministère des Affaires étrangères.

Sont présents : MM. les Délégués qui assistaient à la dernière séance, plus MM. de Souza-Bandeira (*Brésil*) et René Lecomte (*France*), et à l'exception de MM. de Angyal (*Hongrie*), Lejeune (*Belgique*), de Souza-Dantas (*Brésil*), Buzzati (*Italie*) et Krönauer (*Suisse*).

M. le Président transmet à la Conférence les excuses des Délégués qui n'ont pu venir à la présente séance, et dont plusieurs ont dû retourner définitivement dans leur pays.

Constatant que tous les Délégués ont reçu le remarquable rapport qui a été présenté par M. Louis Renault, au nom de la Commission de rédaction, et qui forme le commentaire le plus exact et le plus complet des résolutions de la Conférence, M. le Président propose à ses Collègues de passer tout de suite au vote définitif de l'Arrangement.

Le préambule est adopté.

A l'article 1^{er}, M. de Calvi exprime la crainte que par l'emploi des mots « publications ou objets », les reproductions se trouvent échapper aux prescriptions de l'Arrangement. Il demande, en conséquence, l'addition d'une déclaration ayant pour effet de spécifier que le mot « publication » est pris à l'article 1^{er} dans le sens le plus large.

M. le Président fait remarquer que ce terme, étant très vague, avait été mis à dessein, afin de laisser toute latitude aux offices centraux.

M. Maus appuie l'observation de M. de Calvi. Il regrette qu'on n'ait

pas maintenu dans l'Arrangement les expressions qui figurent au projet de Convention, à savoir : « écrits, dessins, images ou objets obscènes ».

M. Hennequin estime aussi qu'il serait préférable, pour éviter des discussions dans l'avenir, de reprendre les termes dont il s'agit.

Cette modification est approuvée à l'unanimité.

L'article 1^{er} ainsi complété et les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 sont adoptés.

L'ensemble de l'Arrangement est enfin l'objet d'une approbation unanime.

M. le Président, sur la demande de M. Lentze, prie ses Collègues de lui faire connaître leurs intentions relativement à la signature de l'Arrangement.

Les Délégations d'Allemagne, du Brésil, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal et de la Suède sont prêtes à signer. Celles des Etats-Unis d'Amérique, de l'Autriche et de la Hongrie ne pourraient signer qu'*ad referendum*. Le Délégué suisse n'a pas encore reçu les pleins pouvoirs nécessaires.

La Conférence passe ensuite à l'examen du Protocole de clôture et du Projet de Convention qui y est contenu.

Le préambule et l'article 1^{er} sont adoptés sans observations.

A l'article 2, M. Maus fait la déclaration suivante : « La Délégation belge fait observer qu'en vertu d'une règle constitutionnelle en matière de délits commis par la voie de la presse, lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'éditeur, l'imprimeur, ou le distributeur, ne peut être poursuivi ».

M. de Bartha, au nom de sa délégation, déclare « que le Gouvernement hongrois fera, s'il le juge utile :

« 1^o Une réserve dans le sens que les personnes tombant actuellement sous le coup des lois sur la presse ne seraient poursuivies que sur la base des lois susdites ;

« 2^o Une autre réserve, en ce qui concerne la faculté de poursuivre les étrangers pour les infractions visées à l'article 1^{er}, alors même qu'ils les auraient commises à l'étranger ».

M. Farnall fait à son tour la déclaration suivante :

« En considération de la législation britannique, d'après laquelle, en principe, les tribunaux ne peuvent, en matière pénale, connaître des faits commis hors du territoire, ni accepter de baser leurs convictions sur des témoignages écrits, le Gouvernement de la Grande-Bretagne doit se réserver le droit de ne pas proposer à ses législateurs des mesures pour assurer la poursuite sur le territoire britannique d'une personne qui n'y aurait commis aucun des délits prévus dans la présente Convention. »

Enfin, M. de Souza-Bandeira demande l'insertion au procès-verbal de la séance de la proposition qui avait été présentée par la Délégation brésilienne à la place de l'alinéa 3 actuel, en vue de compléter l'article 2 au sujet du *non bis in idem*, et qui est ainsi conçu :

« Cette compétence pourra être maintenue par chacun des Etats
« contractants à l'égard de ses nationaux ou des étrangers délinquants
« dans son territoire et y retournant avant la prescription du délit,
« même s'ils ont été déjà condamnés à l'étranger, pourvu que la peine
« que l'inculpé aura subie ou prescrite ou dont il aura été gracié soit
« déduite dans sa nouvelle condamnation. »

Sous le bénéfice de ces déclarations, l'article 2 est adopté.

L'article 3 l'est aussi.

A l'article 4, il est décidé que l'addition qui a été faite au 2^e paragraphe de l'article 6 de la Convention pour la Traite des Blanches, et relative à la transmission des Commissions rogatoires aux autorités compétentes par les agents diplomatiques ou consulaires y sera également insérée.

(Voir procès-verbal de la 4^e séance de la Conférence de la Traite des Blanches).

M. Maus suggère la substitution du verbe *admet* au verbe *préfère* qui figure au second paragraphe du même article.

Cette modification est adoptée.

M. Maus fait ensuite la déclaration suivante :

« La Délégation belge doit faire observer que, d'après la loi belge, les
« commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domi-
« ciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne
« peuvent être exécutées en Belgique que pour l'un des faits pour les-
« quels la loi belge permet l'extradition. »

M. Lentze fait connaître que le Gouvernement impérial allemand réserve cet article.

L'article 4 est adopté à l'unanimité, sauf cette restriction.

Les articles 5, 6, 7 et 8 et le Protocole de clôture dans son ensemble, sont adoptés à l'unanimité.

Rappelant le vœu formulé sur son initiative le 26 avril par la Conférence relative à la Traite des Blanches, M. René Lecomte propose à la Conférence d'émettre à son tour le vœu que « le Gouvernement de la
« République française s'emploie à obtenir une participation aussi
« étendue que possible aux deux actes qui viennent d'être délibérés.
« Il est très désirable en effet que l'Arrangement et la Convention
« reçoivent sans retard des Etats représentés un caractère définitif et
« que ces accords obtiennent alors très largement les adhésions des
« Etats non représentés. »

Ce vœu, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

M. le Président Lardy constate que la Conférence a terminé ses travaux. En portant un regard sur l'ensemble de notre œuvre, elle appa-

raît surtout comme une œuvre de transaction. De part et d'autre, on a évité les exagérations, les emballements; nous avons été modérés, et c'est peut-être ce caractère de modération et de transaction qui assurera à notre œuvre succès et longue vie.

Nous avons restreint à l'*obscénité* proprement dite le champ de la Convention internationale et avons écarté les infractions d'un caractère moins grave. Nous avons repoussé l'*extradition* qui eût été une exagération à l'égard de la petite pornographie; on ne tue pas un cloporte à coups de canon. Nous avons écarté le principe absolu *non bis in idem*, malgré ce que cette maxime a d'équitable, parce qu'il faut, même à l'égard d'un délit internationalisé, savoir tenir compte des nécessités de la répression dans certains pays et dans certains cas exceptionnels.

Si nous avons été très transigeants et très conciliants, nous avons cependant fait quelque chose, et même quelque chose de réellement important. Nous nous sommes mis d'accord, entre autres, sur trois points capitaux : 1° la nécessité de punir l'individu qui commet chez nous un délit pornographique non seulement pour ce délit, mais aussi pour les autres délits de même nature que cet individu aura commis sur le territoire de *tous* les Etats contractants; 2° la nécessité de frapper avant tout le *fabricant* d'écrits, images ou objets obscènes, parce que le fabricant est la tête, le capitaliste de la pornographie; 3° enfin, nous allons signer un Arrangement de police pour nous signaler les pornographes et leurs procédés, et pour faciliter la saisie des publications obscènes.

N'y eût-il que ces deux résultats, l'Arrangement de police et la répression de la fabrication, nous aurions utilement employé cette dernière quinzaine de jours.

La conférence peut, semble-t-il, avoir la confiance que son œuvre sera pratique et féconde. Si l'opinion publique soutient les polices et les tribunaux, la lutte contre l'obscénité pourra bientôt se poursuivre dans des conditions moins défavorables, et cela pour le plus grand bien de la génération de demain.

M. le Président saisit cette occasion pour exprimer de nouveau la gratitude de la Conférence, d'abord au Gouvernement de la République française et en particulier à MM. les Ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur, dont nous avons reçu l'hospitalité au quai d'Orsay et à la place Beauvau, puis aux éminents rapporteurs des Commissions, MM. Peyssonnié, Théodore Tissier et Louis Renault. Il termine par de chaleureux remerciements à MM. les Secrétaires, dont la Conférence a vivement apprécié le travail intense, la plume habile et l'exquise courtoisie (*Applaudissements*).

M. Louis Renault s'exprime alors en ces termes (1) :

(1) Une partie du discours de M. Louis Renault se rapporte à la Conférence relative à la répression de la Traite des Blanches (Voir les Actes de cette Conférence).

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Vous pouvez être assurés que, pour bien des raisons, personne plus que moi ne regrette l'absence de notre cher et vénéré Président, M. Bérenger. Avec une autorité et une compétence qui ne sauraient m'appartenir à aucun titre, il aurait constaté tout ce que vous avez fait pour une cause qui lui est chère et à laquelle il a voué depuis longtemps de courageux et persévérants efforts. Je serai du moins son interprète direct auprès de vous, ayant eu le plaisir de le voir hier et de constater que sa santé était meilleure, bien que la prudence lui commande de garder encore la chambre. Il m'a tout spécialement chargé de vous dire que, malgré son absence forcée, il s'était tenu au courant de nos délibérations et qu'il était pleinement satisfait du résultat de nos travaux. Il est persuadé qu'un pas important a été fait dans la voie de la répression des publications obscènes. Par la réunion même de la Conférence, par l'entente intervenue entre les Délégués de pays placés dans des conditions si différentes, les Gouvernements montrent d'une façon non équivoque qu'ils sont décidés à lutter de toutes leurs forces contre un mal honteux qui menace tous les pays et qui est surtout de nature à corrompre la jeunesse.

Un *Arrangement* va être signé.

Nous allons soumettre à l'appréciation de nos Gouvernements un *Projet de Convention* pour la répression de la circulation des Publications obscènes. Espérons qu'il se transformera en Convention plus vite que le projet de 1902. Nous devons, au sujet de ce dernier, être reconnaissants au Gouvernement allemand de l'initiative qu'il a prise de faire régler ici les quelques questions que soulevait encore le projet de 1902.

Sur l'importance de ces divers actes, je n'ai rien à ajouter à ce qui a été si bien dit par M. le président Lardy.

J'ai maintenant à remplir une mission qui m'est particulièrement agréable. Si quelque chose a pu adoucir le regret qu'éprouvait M. Bérenger d'être éloigné de nous, c'est la pensée que l'œuvre entreprise ne souffrirait pas de son absence, puisqu'il devait être remplacé par M. Lardy. (*Applaudissements.*) Permettez-moi, mon cher Président, de vous avouer que M. Bérenger vous accuse d'avoir trahi sa confiance. Vous ne nous avez pas lu en entier la lettre qu'il vous avait adressée pour être communiquée à la Conférence. Vous avez omis un passage auquel tenait M. Bérenger et que votre modestie nous a dérobé. Vous ne pouvez empêcher l'expression publique de la gratitude de M. Bérenger et de nous tous. Par votre compétence, votre patience, votre esprit de conciliation, vous avez été le Président modèle. S'il n'est pas indiscret de glisser ici un mot personnel, je dirai que ce n'est pas la première fois que je combats aux côtés de M. Lardy et que j'ai l'honneur d'être son rapporteur; je l'ai toujours trouvé le même, donnant

l'exemple du travail acharné et témoignant une extrême bienveillance à ses collaborateurs.

Au nom du Gouvernement de la République, que je représente momentanément ici, je remercie la Conférence et je remercie M. Lardy de l'œuvre accomplie. Puissiez-vous, mes chers Collègues, garder bon souvenir de nos travaux communs ! La Délégation française vous remercie de la sympathie que vous lui avez manifestée et vous souhaite un heureux retour dans vos foyers. (*Vifs applaudissements.*)

M. Lardy déclare close la Conférence relative à la répression de la circulation des Publications obscènes.

La séance est levée à 5 heures.

Le Président,

LARDY.

Les Secrétaires,

JAROUSSE DE SILLAC ;

ALPHAND ;

BRESSONNET ;

GUBIAN ;

AUBRY ;

MÉRIC DE BELLEFON.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRIÈME SÉANCE.

Commission de Rédaction (1).

Rapport présenté par M. Louis Renault, délégué français.

MESSIEURS,

Nous venons vous rendre compte de la mission qui nous a été donnée par la Conférence de préparer un projet renfermant les diverses résolutions arrêtées par ses deux Commissions, en leur donnant une forme diplomatique. Dans l'accomplissement de cette tâche, qui a été relativement simple, nous nous sommes regardés comme les mandataires de la Conférence elle-même, non de nos Gouvernements respectifs. Les diverses délégations examineront et jugeront en toute liberté le travail préparatoire que nous vous soumettons, c'est-à-dire les textes eux-mêmes et les motifs sommaires donnés à l'appui.

(1) Cette Commission a été ainsi constituée par la Conférence : MM. Lardy (*Suisse*), président ; Lentze (*Allemagne*), Louis Renault (*France*) ; Alphand, secrétaire.

Des travaux de la Conférence sont sortis :

- 1° Un *Arrangement* ayant un caractère plutôt administratif ;
- 2° Un *projet de Convention*.

En 1902, dans la Conférence pour la répression de la « Traite des Blanches », on avait abouti à un *projet de Convention* et à un *projet d'Arrangement*. Nous pensons cette fois pouvoir aller plus vite et arrêter les termes d'un *Arrangement* de nature à être signé dans la Conférence même.

La Conférence s'est prononcée sur les termes mêmes de l'Arrangement. Votre Commission vous propose une légère modification de l'article premier aux numéros 2 et 3 ; il s'agit d'une pure question de rédaction.

Aucune observation ne paraît nécessaire en ce qui concerne les dispositions réglementaires de l'Arrangement.

Pour ce qui concerne la répression de l'infâme trafic qui a pris, au point de vue international, le développement lamentable et inquiétant sur lequel M. Béranger appelait l'attention de la Conférence au début de ses travaux, les choses ne peuvent aller aussi vite. Il faut procéder avec prudence, parce qu'il convient de tenir compte de législations très diverses, souvent aussi de certaines susceptibilités, même, si l'on veut, de certains préjugés. La Conférence ne peut donc qu'arrêter un *projet* qu'elle soumet à l'appréciation des Gouvernements représentés, comme le résultat d'un effort sincère pour arriver à une entente, tout à fait indispensable dans une matière où la collaboration des Gouvernements est nécessaire, si l'on veut neutraliser l'activité criminelle d'hommes qui ne reculent devant aucune combinaison pour s'assurer de honteux profits, et qui réussissent trop souvent à échapper à la répression grâce à la diversité des souverainetés et des juridictions. La généralité de la répression doit correspondre à la généralité du mal.

Dans cet ordre d'idées, la tâche de la Conférence avait deux objets principaux :

- 1° Quels faits doivent être punis ;
- 2° Quelles juridictions ont qualité pour les juger.

1° *Quels faits doivent être punis.*

La détermination de ces faits a été adoptée par la Conférence sur le rapport de la première Commission (1) et votre Commission de rédaction ne vous propose aucun changement à cet égard, si ce n'est une modification de style au 2° et au 3°.

L'article 1^{er} du projet de Convention serait donc ainsi rédigé :

Doit être puni quiconque :

(1) Nous renvoyons pour les explications au rapport de M. Peyssonnié.

1° Fabrique ou détient, en vue d'en faire commerce ou distribution, des écrits, dessins, images ou objets obscènes ;

2° Importe ou fait importer, transporte ou fait transporter pour le même but, lesdits écrits, dessins, images ou objets obscènes, ou les met en circulation de toute autre manière ;

3° En fait le commerce même non public, ou fait métier de les donner en location ;

4° Annonce ce commerce par un moyen quelconque de publicité.

Il y a lieu de faire quelques observations au sujet des expressions employées, de manière à éviter toute équivoque.

On parle de celui qui *fabrique* des écrits, etc. La fabrication doit être prise dans un sens large, il ne s'agit pas seulement de la création origininaire des choses dont il s'agit, mais aussi de leur reproduction.

Le mot *écrits* est une expression générique qui comprend à la fois les écrits proprement dits et les imprimés.

Enfin, la Délégation allemande a fait remarquer que la législation allemande réprimait bien les divers faits qui sont visés, mais qu'elle ne parlait pas des *objets* (*Gegenstaende*) ; l'expression correspondante est *Darstellungen* qui comprend en réalité les cas que le projet prévoit et qui doit être maintenue. Il n'y a aucun désaccord sur le fond, c'est une simple question de terminologie.

La Conférence estime que les faits prévus doivent être réprimés. Quant au mode de répression, elle laisse chaque législateur maître de le déterminer d'après ses vues particulières, d'après le milieu, la gravité du mal ; cela rentre essentiellement dans le domaine de la souveraineté intérieure. C'est pour respecter cette souveraineté que la Conférence n'a pas cru devoir formuler de proposition en ce qui concerne les cas devenus malheureusement trop fréquents, où l'offre, la remise, la vente ou la distribution d'obscénités est faite à la jeunesse. Il faudrait entrer dans des distinctions délicates tenant à la détermination de l'âge au-dessous duquel il y a lieu de protéger la jeunesse, aux circonstances dans lesquelles se produit le fait répréhensible. La Conférence ne peut qu'appeler la sérieuse attention des Gouvernements sur la nécessité de prendre en considération l'âge des personnes auxquelles s'adressent les trafiquants d'obscénités, en vue d'une notable aggravation de la peine.

C'est dans un ordre d'idées analogue que la Conférence laisse à chaque législation le soin de donner, s'il y a lieu, une définition juridique du mot *obscénité* ; l'appréciation du juge a, d'ailleurs, ici une importance capitale.

2° Quelles juridictions ont qualité pour juger les faits prévus.

Il est à désirer que les délinquants échappent le moins possible à la répression ; il faut pour cela qu'il y ait des autorités compétentes pour les juger et que ces autorités soient mises à même de réunir les informations nécessaires pour arriver à la constatation de la vérité.

Il s'agit d'un délit dont les éléments constitutifs se seront produits en divers pays, ou, parfois, de délits connexes commis par la même personne. Par exemple, un individu fabrique des objets obscènes dans un pays, il les importe dans un ou plusieurs autres pays où il les vend ; le délit de fabrication et le délit d'importation sont intimement liés ; on comprend que le délinquant puisse être poursuivi soit dans un pays, soit dans l'autre, puisque les deux pays ont été également troublés par son activité criminelle. Dans ces deux cas, la juridiction a un caractère purement territorial et il n'y a que l'application du droit commun. La Convention a pour but de permettre à chacune des deux juridictions visées de connaître de l'ensemble des faits commis dans les pays contractants, et pas seulement de ceux commis sur son propre territoire. Mais il peut se raïre que ce délinquant soit trouvé dans le Pays auquel il ressortit et où il n'a commis aucun délit ; la juridiction de ce pays peut aussi lui demander compte de sa conduite, à raison de sa compétence à l'égard des nationaux qui ont délinqué au dehors. Voilà donc les divers cas dans lesquels se comprend le fonctionnement de la juridiction criminelle des Etats contractants pour assurer la répression des faits prévus dans l'article 1^{er} du projet. C'est ce qui est indiqué dans l'alinéa 1^{er} de l'article 2 :

Les individus qui auront commis l'une des infractions prévues à l'article 1^{er} seront justiciables des tribunaux des Etats où aura été accompli le délit ou l'un des éléments constitutifs du délit. Ils seront également justiciables des tribunaux de l'Etat auquel ils ressortissent, s'ils y sont trouvés et alors même que les éléments constitutifs du délit auraient été accomplis en dehors de cet Etat.

La pluralité de juridictions compétentes étant admise, une préoccupation devait naturellement surgir. Un individu serait-il exposé à subir des poursuites simultanées ou successives dans plusieurs pays pour le même fait qui pourra ainsi être puni deux ou trois fois ? Cela est-il admissible ? Dans plusieurs des pays représentés à la Conférence, la maxime *non bis in idem* est admise non seulement dans les rapports intérieurs, mais encore dans les rapports internationaux. Voir, par exemple, article 5 du Code français d'instruction criminelle. On proposait donc de compléter la disposition qui prévoit la pluralité de juridictions compétentes ou d'en restreindre la portée par la reconnaissance de la maxime *non bis in idem*.

Cette proposition s'est heurtée à une opposition de principe. On a fait observer qu'on pouvait bien, pour atteindre le but visé par la Conférence, exiger qu'un Etat assurât la poursuite dans certains cas de manière à éviter l'impunité de faits dangereux, mais non que cet Etat s'abstînt de poursuivre dans les cas où il le juge nécessaire. Chaque législateur, suivant ses conceptions particulières, admet ou n'admet pas la maxime *non bis in idem* ; il peut l'admettre sous certaines conditions, il peut l'écarter quand elle lui paraît conduire à un résultat dangereux. Cela se comprend notamment quand il s'agit d'infractions commises sur son territoire et qu'il estime avoir été insuffisamment réprimées à

l'étranger ou encore quand il s'agit de ses propres nationaux sur lesquels il entend exercer son contrôle, même pour ce qu'ils accomplissent à l'étranger. Il doit être laissé libre d'agir et on comprendrait difficilement que sa liberté fût restreinte exceptionnellement pour la protection d'un pornographe.

Dans ces conditions, il était difficile de fixer une règle absolue. La conciliation s'est faite dans les termes suivants. A l'article 2, on ajoute une disposition laissant à chaque Etat le soin d'appliquer la maxime *non bis in idem*, suivant les règles admises par sa législation.

Il appartient toutefois à chaque Etat contractant d'appliquer la maxime *non bis in idem* d'après les règles admises par sa législation.

Si, pour écarter, en notre matière, l'application nécessaire de la maxime *non bis in idem*, on peut invoquer les raisons strictement juridiques qui viennent d'être présentées, il ne faut pas méconnaître que des motifs d'équité très puissants expliquent le désir de cette application. Il ne s'agit pas de montrer de l'indulgence pour de méprisables délinquants, il s'agit de ne pas les frapper au-delà de ce qui est juste et il paraît certain que, presque toujours, quand un individu a été puni par une juridiction compétente, il n'est guère admissible qu'il puisse être repris pour le même fait par une autre juridiction. C'est pourquoi, après avoir posé dans le projet de Convention la règle d'après laquelle il appartient à chaque législation de résoudre la question, la Conférence pourra indiquer dans quel sens elle estime qu'il doit être fait usage de ce pourvoi discrétionnaire. Elle le fera dans un Protocole de clôture qui sera annexé à la Convention : elle y exprimera cette idée que, *sauf dans des cas exceptionnels*, il est désirable que l'individu qui justifiera avoir été jugé définitivement dans un pays contractant et, en cas de condamnation, avoir subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce, ne puisse être poursuivi pour le même fait dans un autre Etat contractant. Il n'a pas paru possible de déterminer ces cas exceptionnels ; on ne peut que s'en rapporter à l'esprit de justice des Etats qui feront partie de l'Union à créer pour la répression du commerce des publications obscènes.

Quoique plusieurs juridictions soient compétentes pour connaître d'un délit rentrant dans les prévisions du projet, il peut arriver que l'inculpé soit trouvé dans un pays dont les tribunaux ne soient pas compétents à son égard. Pour éviter l'impunité, il pourrait être nécessaire de recourir à l'extradition et de le livrer à l'un des Pays dont les tribunaux sont compétents. Il y a là une situation analogue à celle qui se présente pour le délit de Traite des Blanches dont les éléments sont aussi susceptibles de se produire en différents Pays. Dans le Projet de Convention élaboré en 1902, qui va heureusement être transformé en Convention, il y a un article aux termes duquel les infractions prévues seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la Convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les Conventions déjà existantes entre les Etats

contractants. Dans le Projet de Convention soumis par le Gouvernement allemand aux Etats représentés à la Conférence actuelle, cette disposition est reproduite ; le Gouvernement français l'avait également fait figurer dans son projet, mais, comme l'a expliqué M. le président Béranger, par déférence pour le Gouvernement allemand et pour permettre un débat sur cette importante question.

Il a paru difficile à la grande majorité de la Conférence d'admettre l'extradition dans les termes généraux qui étaient proposés et le précédent relatif à la Traite des Blanches n'est pas décisif. Le délit de traite est toujours très grave, tandis que les délits qu'il s'agit d'atteindre et de réprimer en notre matière, peuvent, du moins lorsqu'on se trouve en face d'une première infraction, ne comporter qu'une peine légère, limitée à une amende ou à un emprisonnement de peu de durée, prononcée parfois avec le bénéfice du sursis. On dépasserait la mesure en admettant l'extradition pour ces infractions alors qu'elle ne serait pas admise pour des infractions d'autre nature réprimées plus sévèrement. Les délégués allemands ont insisté sur la gravité particulière que peuvent présenter les délits de pornographie et sur le grand intérêt qu'il y a à éviter l'impunité, de manière à décourager les trafiquants. Cela n'a pas été méconnu, mais il a paru qu'il ne s'agissait nullement d'écarter toujours l'extradition en pareille matière, mais seulement de ne pas la rendre obligatoire dans un accord liant un grand nombre d'Etats les uns envers les autres. Il y aura lieu de faire des Conventions particulières qui tiendront compte des dispositions légales des Pays contractants et qui indiqueront avec précision les cas dans lesquels l'extradition pourra être pratiquée. Ainsi une déclaration de réciprocité en ce sens est intervenue entre l'Allemagne et l'Italie à la date des 28 avril et 31 mai 1904.

L'article 3 correspond à une disposition arrêtée dès 1902 pour la Convention relative à la « Traite des Blanches », mais il complète cette disposition. Dans la Convention de la « Traite des Blanches » il n'y a que des dispositions pénales (art. 1 et 2) ; les Parties contractantes s'obligent donc seulement à punir les infractions prévues et leur législation n'a éventuellement à être complétée qu'en ce sens. Le Projet relatif à la répression des Publications obscènes prévoit bien aussi des infractions à punir (art. 1^{er}), mais pose de plus (art. 2) des règles de compétence qu'on a écartées de la Convention sur la Traite des Blanches. Il faut que les législateurs des Puissances contractantes soient à même de permettre l'application de ces règles de compétence. Il faut donc que la formule soit assez compréhensive pour que les cas des articles 1 et 2 de ce Projet y rentrent, c'est ce qui explique le changement de rédaction que nous proposons.

L'article 4, relatif aux Commissions rogatoires, a été l'objet d'un travail particulier dans la Conférence pour la répression de la Traite des Blanches. On a modifié la disposition correspondante qui se trouvait dans le projet de 1902. Il nous paraît qu'il n'y a aucune raison de ne pas employer les mêmes procédés pour les faits prévus dans la Con-

vention de la Traite des Blanches ou pour les faits prévus dans la Convention relative aux publications obscènes. Le texte sera identique dans les deux Conventions et devra être interprété de la même façon. (Voir spécialement le rapport fait à la Conférence de la Traite des Blanches, art. 6 de la Convention).

Le projet de Convention ne contient aucune disposition pour la communication des lois respectives. Cette communication est prévue par l'article 1^{er}, 3^o de l'Arrangement.

La même observation s'applique à l'échange des bulletins de condamnation. (Voir art. 3 de l'Arrangement.)

Il y a lieu de remarquer, du reste, que l'on ne conçoit pas qu'un Etat accepte la Convention sans accepter l'Arrangement ; c'est en ce sens qu'il faut entendre l'article 5, alinéa 3 du projet. Il est seulement possible qu'un Etat accepte l'Arrangement qui ne prescrit que des mesures administratives, tandis que des raisons d'ordre législatif peuvent l'empêcher d'accepter la Convention.

Les dispositions des articles 5 et suivants ont été empruntées à la Convention pour la répression de la Traite des Blanches et n'ont besoin d'aucune explication spéciale.

En conséquence, la Commission de rédaction vous soumet :

1^o Un *Arrangement* ;

2^o Un *Protocole final* comprenant un projet de *Convention* auquel est annexé un projet de *Protocole de clôture*.

ANNEXE N^o I AU RAPPORT DE LA COMMISSION DE RÉDACTION

Arrangement relatif à la répression de la circulation des Publications obscènes adopté par la conférence dans sa séance du 28 avril 1910.

Les Gouvernements des Puissances désignées ci-après, également désireux de faciliter, dans la mesure de leurs législations respectives, la communication mutuelle de renseignements en vue de la recherche et de la répression des délits relatifs aux publications obscènes, ont résolu de conclure un Arrangement à cet effet et ont, en conséquence, désigné leurs Plénipotentiaires qui se sont réunis en Conférence, à Paris, du 18 avril au ... mai 1910 et sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée :

1^o De centraliser tous les renseignements pouvant faciliter la recherche et la répression des actes constituant des infractions à leur

législation interne en matière de publications ou d'objets obscènes, et dont les éléments constitutifs ont un caractère international ;

2° De fournir tous renseignements susceptibles de mettre obstacle à l'importation des publications ou objets visés au paragraphe précédent, comme aussi d'en assurer ou d'en accélérer la saisie, le tout dans les limites de la législation interne ;

3° De communiquer les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet du présent Arrangement.

Les Gouvernements contractants se feront connaître mutuellement, par l'entremise du Gouvernement de la République française, l'autorité établie ou désignée conformément au présent article.

ART. 2.

L'autorité désignée à l'article 1^{er} aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants.

ART. 3.

L'autorité désignée à l'article 1^{er} sera tenue, si la législation intérieure de son pays ne s'y oppose pas, de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans ledit pays aux autorités similaires de tous les autres Etats contractants, lorsqu'il s'agira d'infractions visées par l'article 1^{er}.

ART. 4.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. Ils notifieront leur intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra par la voie diplomatique copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent, qui deviendra ainsi Etat contractant.

ART. 5.

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

Dans le cas où l'un des Etats contractants le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet Etat.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants, et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, l'Arrangement cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat qui l'aura dénoncé.

ART. 6.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Paris, dès que six des Etats contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats contractants.

ART. 7.

Si un Etat contractant désire la mise en vigueur du présent Arrangement dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

La dénonciation de l'Arrangement par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires s'effectuera dans les formes et conditions déterminées à l'alinéa 1^{er} du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives du Gouvernement de la République française.

ART. 8.

Le présent Arrangement qui portera la date du ... mai 1910, pourra être signé à Paris jusqu'au 31 juillet 1910, par les Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence relative à la répression de la circulation des Publications obscènes.

ANNEXE N° 2 AU RAPPORT DE LA COMMISSION DE RÉDACTION.

Projet de Protocole final.

Les soussignés, délégués des Gouvernements.

se sont réunis à Paris, le 18 avril 1910, sur l'invitation du Gouvernement français, dans le but d'arriver à une entente sur la répression la plus efficace de la circulation des publications obscènes.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux des séances, il sont convenus de soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements respectifs le projet dont la teneur suit :

PROJET DE CONVENTION.

.....
également désireux de donner le plus d'efficacité possible à la répression de la circulation des publications obscènes, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

.....
lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Doit être puni quiconque :

1° Fabrique ou détient, en vue d'en faire commerce ou distribution, des écrits, dessins, images ou objets obscènes ;

2° Importe ou fait importer, transporte ou fait transporter pour le même but lesdits écrits, dessins, images ou objets obscènes, ou les met en circulation de toute autre manière :

3° En fait le commerce même non public ou fait métier de les donner en location ;

4° Annonce ce commerce par un moyen quelconque de publicité.

ART. 2.

Les individus qui auront commis l'une des infractions prévues à l'article 1^{er} seront justiciables des tribunaux des Etats où aura été accompli le délit ou l'un des éléments constitutifs du délit. Ils seront également justiciables des tribunaux de l'Etat auquel ils ressortissent, s'ils y sont trouvés, et alors même que les éléments constitutifs du délit auraient été accomplis en dehors de cet Etat.

Il appartient toutefois à chaque Etat contractant d'appliquer la maxime *non bis in idem* d'après les règles admises par sa législation.

ART. 3.

Les Parties contractantes, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour donner effet à la présente Convention, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires à cet égard.

ART. 4.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention s'opérera :

1° Soit par communication directe entre les autorités judiciaires ;

2° Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ;

(Dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'Etat requis.)

3° Soit par la voie diplomatique.

Chaque Partie contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission sus-visés qu'elle préfère pour les commissions rogatoires venant de cet Etat.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas des 1° et 2° du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur-juré de l'Etat requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

ART. 5.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifieront leur intention par un acte qui sera déposé dans les Archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent, qui deviendra ainsi Etat contractant.

L'adhésion à la Convention entraînera de plein droit, et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 4 mai 1910 qui entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même, dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent.

Il n'est toutefois pas dérogé, par la disposition précédente, à l'article 4 de l'Arrangement précité du 4 mai 1910 qui demeure

applicable au cas où un Etat préférerait faire acte d'adhésion seulement à cet Arrangement.

ART. 6.

La présente Convention, complétée par un *Protocole de clôture* qui en fait partie intégrante, sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Paris, dès que six des Etats contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

ART. 7.

Dans le cas où l'un des Etats contractants dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet Etat.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants, et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, la Convention cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat qui l'aura dénoncée.

La dénonciation de la Convention n'entraînera pas de plein droit dénonciation concomitante de l'Arrangement du 4 mai 1910, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse dans l'acte de notification, sinon, l'Etat contractant devra, pour dénoncer ledit Arrangement, procéder conformément à l'article 5 de cet accord.

ART. 8.

Si un Etat contractant désire la mise en vigueur de la présente Convention dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

L'Etat requérant fera connaître, par une communication adressée à chacun des autres Etats contractants, celui ou ceux des modes de transmission qu'il préfère pour les commissions rogatoires à destination des colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, qui

auront fait l'objet de la notification visée au premier alinéa du présent article.

La dénonciation de la Convention par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées au premier alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives du Gouvernement de la République française.

L'adhésion à la Convention par un Etat contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, entraînera, de plein droit et sans modification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 4 mai 1910. Ledit Arrangement y entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même. Toutefois la dénonciation de la Convention par un Etat contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires n'y entraînera pas de plein droit, à moins de mention expresse dans l'acte de notification, dénonciation concomitante de l'Arrangement du 4 mai 1910.

Néanmoins, à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les adhésions ou dénonciations s'appliquant à cet Arrangement et relatives aux colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires des Etats contractants s'effectueront conformément aux dispositions du présent article.

ANNEXE.

Projet de Protocole de clôture.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de ce jour, les Plénipotentiaires jugent utile d'indiquer que le second alinéa de l'article 2, doit être entendu en ce sens qu'il est désirable que, sauf dans des cas exceptionnels, l'individu qui justifiera avoir été jugé définitivement dans un pays contractant, et en cas de condamnation, avoir subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce, ne puisse être poursuivi pour le même fait dans un autre Etat contractant.

En foi de quoi, les Délégués soussignés ont arrêté le présent Protocole final, dont une copie certifiée conforme sera remise à chacun des Gouvernements respectifs.

Fait à Paris, en un seul exemplaire, le 4 mai 1910.

IV

ARRANGEMENT ET PROTOCOLE FINAL.

V. *ci-dessus*, 1^{re} partie, p. 11 : le texte de l'Arrangement et du Protocole final.

V

DÉCLARATIONS, RÉSERVES ET VŒUX.

Déclarations et réserves consignées dans les procès-verbaux de la Conférence.

Tous les Etats représentés à la Conférence se réservent de donner au mot *obscénité* la signification juridique qui leur paraîtra exacte (pages 171 et 179).

La Délégation allemande déclare que le mot *objet* ne constitue pas pour elle un terme juridique et technique qui serait encore à introduire dans la législation allemande (pages 171 et 179).

La Délégation française fait observer que la législation française distingue entre l'écrit proprement dit et le livre, et fait toutes réserves sur ce point, la loi française plaçant le livre en dehors des écrits ordinaires (pages 163, 174 et 179).

En considération de la législation britannique d'après laquelle, en principe, les tribunaux ne peuvent, en matière pénale, connaître des faits commis hors du territoire, ni accepter de baser leurs convictions sur des témoignages écrits, le Gouvernement de la Grande-Bretagne doit se réserver le droit de ne pas proposer à ses législatures des mesures pour assurer la poursuite sur le territoire britannique d'une personne qui n'y aurait commis aucun des délits prévus dans la présente Convention (pages 163 et 188).

Le Gouvernement des Pays-Bas a déclaré que, dans son opinion, l'expression « en dehors de cet Etat » figurant à l'article 2 de la Convention n'oblige pas le Gouvernement de la Reine à édicter des peines contre les non-néerlandais qui auraient accompli, dans des pays autres que ceux des Etats signataires et adhérents, les divers actes ou quelques-uns des actes qui sont les éléments constitutifs des infractions prévues par la Convention (pages 164 et 188).

Vœux émis par la Conférence.

Toutes les Délégations émettent le vœu que chaque législation édicte une aggravation de peine si l'offre, la remise, la vente ou la distribution d'obscénités est faite à la jeunesse. Il appartiendra à chaque législation de préciser l'âge exact au-dessous duquel il y a lieu de protéger la jeunesse (pages 173 et 179).

La Conférence émet le vœu que le Gouvernement de la République française s'emploie à obtenir une participation aussi étendue que possible aux deux Actes qui viennent d'être délibérés. Il est très désirable, en effet, que l'Arrangement et la Convention reçoivent, sans retard, des Etats représentés, un caractère définitif et que ces accords obtiennent alors très largement les adhésions des Etats non représentés (page 200).

FRANCE — SUISSE

Echange de notes pour le renouvellement de la Convention d'arbitrage du 14 décembre 1904.*(Paris, 13 juillet 1910.) (1)**La Légation suisse à Paris au Ministère des Affaires étrangères.*

Paris, le 13 juillet 1910.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que mon Gouvernement était disposé à renouveler pour une période de deux ans la Convention d'arbitrage conclue à Paris entre la Suisse et la France le 14 décembre 1904.

Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de la République est également prêt à accepter dans ces conditions le renouvellement de la Convention du 14 décembre 1904.

Si cette manière de procéder convient à Votre Excellence, il sera entendu que la présente note et la réponse que Votre Excellence me fera parvenir serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux pays.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse,

(Signé) : LARDY.

Son Excellence M. Pichon, Ministre des Affaires étrangères, etc., etc., etc., Paris.

Réponse du Ministère français des Affaires étrangères à la Légation de Suisse à Paris.

M. S. Pichon, Ministre des Affaires étrangères, à M. Charles Lardy, Ministre de Suisse à Paris.

Paris, le 13 juillet 1910.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouver-

(1) V. ci-dessus, 1^{re} partie, p. 27.

nement fédéral était prêt, comme le Gouvernement de la République, à renouveler, pour une période de deux ans, la Convention d'arbitrage conclue entre nos deux Gouvernements, le 14 décembre 1904, et dont les ratifications ont été échangées le 13 juillet 1905.

Il reste entendu que le présent échange de notes entre vous et moi sera considéré comme constatant l'entente intervenue entre nos deux Gouvernements à ce sujet.

Agréez les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, votre très humble et très obéissant serviteur.

(Signé) : S. PICHON.

XVI^e CONFÉRENCE INTERPARLEMENTAIRE

(Bruxelles, 30 août-1^{er} septembre 1910.) (1)

Séance plénière d'ouverture du mardi 30 août 1910.

La séance est ouverte à 10 h. 3/4 par M. Eykoff, qui propose, au nom du Président de la dernière conférence interparlementaire, d'appeler à la présidence de la XVI^e Conférence M. Beernaert (*Adhésions et applaudissements*).

M. Beernaert monte au fauteuil, au milieu des acclamations. M. Davignon, ministre des affaires étrangères, et M. Lange prennent place à ses côtés.

DISCOURS DE M. BEERNAERT.

CHERS COLLÈGUES,

Je veux tout d'abord vous remercier d'avoir, pour la quatrième fois, choisi Bruxelles comme siège de vos délibérations.

Vous étiez ici en 1895, en 1897, en 1905, et, sans prétendre rivaliser avec la fastueuse hospitalité de Berlin, nous devons vous recevoir dans une ville en fête, toute fière et peut-être un peu grisée du succès de son Exposition. Et quel beau cadre, en effet, pour une assemblée comme la nôtre, que l'un de ces grands concours du travail international qui sont aussi et par là même des fêtes de la paix.

Vous connaissez le malheur qui nous a frappés. Quoique restreint et fort exagéré au dehors, il est considérable et est venu jeter une ombre de tristesse sur une entreprise dont la Belgique a le droit d'être fière. Mais vous verrez que notre petit pays ne se laisse pas aisément abattre.

(1) Extraits de l'*Indépendance belge*.

Les ruines de l'incendie se réparent ou se dissimulent et vous me permettrez d'ajouter que, par elle-même, la présence à Bruxelles d'une assemblée internationale aussi nombreuse et aussi distinguée serait bien faite pour relever encore les courages.

J'ai, Messieurs, à vous remercier aussi de m'avoir appelé de nouveau à vous présider. Je suis bien âgé et peut-être aurais-je dû laisser cet honneur et ce fardeau à des mains plus robustes ; mais, quoi qu'il en soit, je ressens comme il convient ce témoignage de votre amitié et du moins continuerez-vous à trouver en moi un dévouement absolu à notre œuvre et à tout ce qui peut en assurer le succès.

Cette œuvre, chers Collègues, où en est-elle arrivée, quels sont les résultats déjà obtenus, que pouvons-nous espérer ?

L'Union interparlementaire est à peine majeure. Vous savez que ce fut en 1888 qu'une première fois se réunirent dans une chambre d'hôtel quelques membres du parlement anglais conduits par Randal Gremer, de mémoire regrettée, et quelques députés français, que dirigeaient Jules Simon et Frédéric Passy, ce dernier, toujours jeune, malgré son âge, mais souffrant et à qui vous me permettrez d'envoyer d'ici, en notre nom à tous, un cordial salut.

L'œuvre était fondée et dès l'année suivante se réunissait, à Paris, une première conférence, où sept pays étaient représentés.

Il y en avait onze l'année d'après à Londres, et voici qu'aujourd'hui, à cette seizième conférence, il y en a vingt. Encore, ni le groupe grec, ni le groupe serbe ne sont-ils du nombre, et nous n'avons personne ni du Mexique, ni de l'Amérique du Sud, plus d'une fois déjà représentés à nos réunions, mais sans doute absorbés en ce moment par le congrès panaméricain de Buenos-Ayres et le centenaire de l'Indépendance.

Le nombre des parlementaires inscrits va toujours en progressant, et nous comptons aujourd'hui plus de trois mille adhérents, marque certaine du développement de nos idées et de leur popularité grandissante.

A un autre point de vue encore, notre situation s'est singulièrement raffermie. Nos ressources étaient minces et incertaines et pendant des années nous n'avons pu nous assurer une existence permanente que par le concours désintéressé de notre ami Gobat. Or, voici que nous avons un budget bien établi et alimenté par des subventions de la plupart des nations qui font partie de l'Union.

Je vois à cette situation nouvelle de sérieux avantages. Sans toucher à notre indépendance, elle nous donne une sorte d'investiture officielle et c'est la consécration de notre existence, comme rouage politique. Mais aussi, d'autre part, nos obligations se sont accrues. Les gouvernements ont le droit de compter désormais sur notre concours, notamment pour la préparation des travaux de la prochaine Conférence de la Paix.

Quelques mots maintenant des résultats auxquels a déjà abouti notre

initiative. Je tiens, Messieurs, que s'ils sont certainement insuffisants, ils sont non moins certainement considérables.

Insuffisants, dis-je ! En effet, ces dernières années n'ont-elles pas vu éclater plus d'une guerre meurtrière et parfois peu justifiée ? Oserait-on dire qu'elles n'ont pas ramené les horreurs et les abus que l'on avait à jamais condamnés ? D'autre part, le régime de paix armée jusqu'aux dents et sous lequel nous vivons ne pèse-t-il pas sur les populations d'un poids plus lourd que ne le faisaient les guerres d'autrefois. Ces dépenses militaires, que déjà en vue de la première Conférence de La Haye le gouvernement russe proclamait intolérables, ne vont-elles pas toujours en augmentant ? Il y a aujourd'hui en Europe et sous les armes beaucoup plus de 4,000,000 d'hommes — de jeunes hommes, — et l'entretien de ces forces énormes, d'ailleurs improductives, coûte annuellement bien au delà de cinq milliards. Aux forces de terre et de mer, sont venues s'ajouter des escadres sous-marines et déjà les grands pays s'imposent de lourdes dépenses pour se préparer à la guerre des airs ; chacun prétend devoir calculer ses forces d'après celles du voisin, sous prétexte d'efforts défensifs et, tout en menant à la ruine, ces charges énormes n'aboutissent ainsi qu'au maintien des situations respectives.

De là, des budgets obérés, la vie chère, et, devant les progrès nécessaires ajournés faute de ressources, de sourds mécontentements qui méritent l'attention de ceux qui gouvernent.

Mais il n'y a pas là de quoi se décourager. Qu'est-ce qu'une vingtaine d'années dans la vie des nations, et la cause à laquelle nous nous sommes attelés n'est-elle pas complexe et ardue entre toutes ? N'avons-nous pas à lutter avec de mauvaises traditions, des passions, des intérêts, des appétits ? Le temps et la persévérance seuls peuvent en avoir raison, et ce que nous avons obtenu déjà est d'ailleurs considérable. Cette assemblée elle-même n'en est-elle pas la démonstration ? Au cours de l'histoire, quand a-t-on vu comme aujourd'hui des centaines de personnes accourir de loin sans autre but que de délibérer de la paix et des conditions qui doivent le mieux l'assurer et la maintenir.

De telles assemblées ne remuent pas seulement des idées généreuses, elles préparent les solutions en formant l'opinion publique ; elles éclairent le travail de la diplomatie au souffle béni de la fraternité. Et comment méconnaître l'avantage qu'il y a à apprendre à nous connaître et à nous estimer. Les relations et les sympathies qui s'établissent ainsi peuvent exercer le plus utile effet. C'est assurément sous l'influence de nos assemblées réitérées que l'on a vu les traités d'arbitrage se multiplier comme à l'envi. Depuis ces dernières années, il en a été conclu plus de cent, les uns stipulant l'obligation de l'arbitrage pour tous les litiges, les autres ne l'introduisant qu'avec plus ou moins de restrictions. Il est incontestable que l'arbitrage et la médiation font désormais partie intégrante du système des relations internationales.

La Cour de La Haye a déjà résolu plus d'un différend et, à ce moment même, elle va statuer sur le vieil et important litige relatif

aux pêcheries d'Amérique. Qui ne se souvient des graves incidents de Hull et de Casablanca? D'autres progrès d'ordre pacifique sont à rap-peler.

La diplomatie a réalisé à l'amiable les arrangements multiples qui déterminent le partage de l'Afrique entre des nations européennes. Il est vrai qu'à ce sujet les indigènes n'ont pas été beaucoup consultés. (*Sourires.*)

Un rapprochement de plus vaste importance est à l'étude entre les grands pays en plein développement matériel et moral, les trois Amé-riques. Le quatrième congrès panaméricain dont je parlais tantôt délibère en ce moment à Buenos-Ayres sur les questions très com-plexes que le problème soulève.

Déjà, toute l'Amérique a adhéré aux conventions de La Haye, qui constituent ainsi un lien commun à tout l'univers civilisé.

Il semble donc que l'on peut affirmer que toutes les nations éprou-vent le même et absolu besoin de paix et de sécurité et l'Assemblée de La Haye était certainement l'organe de la conscience universelle quand elle exprimait le vœu de voir s'établir quelque entente quant à une réduction générale des dépenses militaires, et quand elle votait à une grande majorité l'obligation de l'arbitrage au moins dans la plupart des cas.

Je crois pouvoir affirmer, chers Collègues, que tel est aussi notre sentiment; et comment en contester le principe?

Au-dessus des hommes et comme règle de leurs rapports, au-dessus des intérêts et des prétentions, il y a le droit, le droit, cette chose auguste; la justice exige qu'il soit respecté par tous. Telle est la base de toute société civilisée et nous sommes loin du combat judiciaire qui parfois consacrait comme légitime la prépondérance de la force.

Et comment ce qui est vrai pour les individus d'une nation, cesse-rait-il de l'être pour la société des Nations? Comment là le droit se confondrait-il avec la force? Pourquoi le victorieux aurait-il toujours raison?

Certes, ce ne sera pas là la formule de l'avenir, elle consistera à abriter nos droits et nos biens dans le port de la Justice internationale. Je me permets d'emprunter au roi d'Angleterre ces paroles qu'encore prince de Galles, il a prononcées à Québec en 1908: « L'idéal élevé d'une paix mondiale et de la fraternité peut encore être éloigné, mais cependant tout acte qui sert à favoriser l'harmonie entre les nations montre la voie par laquelle ce but peut être atteint. »

DISCOURS DE M. DAVIGNON.

M. Davignon. — Il m'est très agréable de saluer au nom du gouver-nement la XVI^e Conférence interparlementaire et de la remercier de se réunir une fois de plus à Bruxelles. Il nous plaît de croire que la cor-dialité des relations que nous entretenons avec nos voisins et notre

fidélité aux engagements pris lors de la proclamation de notre indépendance n'ont pas été étrangères aux sympathies dont votre présence ici est le gage précieux. Nous sommes heureux de vous recevoir en cette année où notre Exposition universelle a réuni de si remarquables sections étrangères. Nous savons que vous prenez intérêt à ces luttes pacifiques que constituent les expositions et nous avons remarqué avec joie l'explosion de solidarité à laquelle l'incendie de l'Exposition a donné lieu.

Vous vous occupez de rapprocher les peuples des peuples ; c'est là votre but, et la Belgique y rend hommage. Le gouvernement a été heureux d'adhérer à presque toutes les propositions de la Conférence de la Paix. Il suivra avec intérêt vos travaux, car depuis les origines de l'Interparlementaire nos sentiments à votre égard n'ont pas bougé. Nous suivons avec sympathie les hommes qui travaillent au rapprochement fraternel des peuples. (*Applaudissements.*)

DISCOURS DE M. DE SADELEER.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur, à mon tour, de souhaiter la bienvenue, au nom de l'association belge, à nos collègues étrangers qui, au nombre de près de huit cents, représentant dix-neuf parlements, ont bien voulu répondre à notre invitation.

Nous pouvons bien le proclamer bien haut, ces nombreuses adhésions assurent le plein et brillant succès de la seizième conférence de l'Union interparlementaire. Elles constituent en même temps un précieux témoignage de sympathie donné à la Belgique, dont nous sommes profondément reconnaissants aux parlements étrangers.

Vous avez voulu, Messieurs, en vous réunissant à nouveau à Bruxelles, vous souvenir de l'active participation de notre groupe dès l'origine aux travaux de l'Union, de ses multiples et incessants efforts pour faire admettre dans les relations internationales le grand et humanitaire principe de l'arbitrage dans les conflits entre nations.

Ils sont bien loin les temps — on vient de le rappeler à juste titre — où notre regretté ami M. William Randal Cremer, à la mémoire duquel je suis heureux de rendre à mon tour un solennel hommage, franchissait les mers pour jeter les premiers germes de notre association de l'autre côté de l'Atlantique, où, peu de temps après, un petit groupe de parlementaires se réunissaient à Paris pour y esquisser le programme de la future Union.

Nous avons encore tous présentes à la mémoire nos récentes assises de Londres et de Berlin, où les voix autorisées des chefs du gouvernement ont salué notre œuvre dans les termes les plus sympathiques, reconnu son caractère pratique et donné leur adhésion complète à nos aspirations et à nos idées.

Voilà la preuve éloquente des progrès et de la puissance de l'Union. Aussi, nous sommes fiers et heureux d'avoir vu choisir pour les nouvelles assises de la Conférence notre terre de Belgique, qui, plus peut-être que tout autre, après avoir connu les maux de la guerre pendant des siècles, a pu enfin apprécier les bienfaits de la paix. C'est sous son égide que, depuis quatre-vingts ans, notre pays a pu élever et étendre sans cesse ses institutions constitutionnelles et sociales, récemment devenir un empire colonial, développer tous les jours davantage son commerce et son industrie, dont les progrès l'ont classée au cinquième rang parmi les puissances économiques du monde.

Nous vous sommes reconnaissants encore d'avoir récemment choisi notre capitale comme siège de l'Union et d'avoir appelé à la présidence permanente du Conseil interparlementaire l'éminent homme d'Etat à qui vos suffrages unanimes viennent de conférer la présidence du Congrès.

Nous nous sommes souvenus, Messieurs, de notre côté, de la réception à la fois grandiose et sympathique que nous avons reçue dans les capitales étrangères, et, vous pouvez en être persuadés, la Belgique ne négligera rien pour vous offrir l'accueil le plus cordial pendant votre séjour parmi nous.

Je forme enfin des vœux ardents pour que cette nouvelle session soit fructueuse en résultats, pour que l'action et l'autorité de notre belle institution soient sans cesse grandissantes.

Je souhaite du fond du cœur que, selon une parole auguste toute récente, « la prospérité et le développement pacifique de la patrie » de chacun de nous deviennent partout et toujours une vivante réalité ; que les sentiments d'étroite solidarité entre nations ne soient pas un vain mot, mais pénétrent profondément dans les lois de chaque pays, dans ses traités et dans ses conventions diplomatiques ; qu'elles aboutissent à l'établissement de statuts juridiques internationaux admis et respectés par tous.

En ce faisant, en mettant tout notre dévouement au service de la glorieuse cause dont nous devons être les soldats, je dirai même les apôtres, nous agissons pour le plus grand bien des individus, des familles et des nations.

LES DÉLÉGUÉS ÉTRANGERS.

Les délégués étrangers remercient alors tour à tour le groupe belge de son accueil.

M. le baron de Plener (Autriche) remercie le président de ses souhaits de bienvenue. La Belgique est le berceau de la Conférence de la Paix, puisque c'est à Bruxelles que son programme a été rédigé. La Belgique a rendu d'immenses services à la cause de l'arbitrage.

L'orateur rend enfin hommage à M. Beernaert et assure qu'il gardera un charmant souvenir de son séjour en Belgique.

Ferid Pacha (Turquie) apporte à la Conférence interparlementaire le

salut du jeune parlement turc. (Malheureusement, le discours du délégué ottoman ne parvient que d'une façon inintelligible à la tribune de la presse).

M. Constantinesco remercie, à son tour, au nom des délégués roumains, après quoi Lord Weardale (délégué britannique) fait remarquer que, comme la Belgique, l'Angleterre a perdu son Roi, récemment. Edouard VII était un grand ami de la paix, et l'histoire le démontrera. Léopold II, lui aussi, avait daigné recevoir la conférence interparlementaire, il y a quelques années. Et nous saluons ici le roi Albert. Je propose l'envoi aux souverains belges d'un télégramme de respect et de congratulation au nom de la conférence. Nous leur souhaitons tout le bonheur possible, comme aussi nous souhaitons à la Belgique toute la prospérité à laquelle peut prétendre ce peuple si remarquable.

M. Beernaert remercie Lord Weardale de sa proposition et des paroles si flatteuses qu'il a bien voulu prononcer à l'adresse du président. « Je m'aperçois, dit M. Beernaert, qu'il est quelquefois bon d'être vieux. » (*Rires*).

M. le sénateur Capelli remercie enfin au nom du groupe italien et « salue le laborieux peuple belge ».

COMMUNICATIONS DIVERSES.

M. le Président donne communication d'un télégramme du comité Nobel, de Stockholm, et d'un autre télégramme du président de la Chambre hongroise, tous deux souhaitant plein succès aux travaux de la conférence.

Il donne ensuite connaissance des noms des vice-présidents de la conférence.

Enfin, M. Houzeau de Lehaie donne aux congressistes des renseignements sur l'horaire des fêtes et réceptions.

La séance est levée à midi.

Séance de l'après-midi.

La séance est ouverte à 2 heures.

M. Beernaert préside, assisté de M. Houzeau de Lehaie et de M. Lange. Beaucoup de monde : la salle est presque comble.

On aborde le n° 1 de l'ordre du jour : Revision des statuts de l'Union interparlementaire.

M. Fioré dit que l'Union doit entrer désormais dans la voie pratique ; il faut qu'elle prenne des mesures pour déterminer l'emploi constant de l'arbitrage dans les différends entre nations. L'orateur dépose une motion modifiant l'article premier des statuts.

M. le Président. — Il est impossible de mettre cette motion aux voix,

car elle devra être encore soumise au conseil interparlementaire. Elle pourra être soumise à la prochaine conférence.

On vote alors sans discussion les modifications proposées par le conseil. L'une des modifications proposées porte sur le siège de l'Union interparlementaire ; ce siège est maintenu jusqu'à décision ultérieure à Bruxelles. Les autres modifications n'ont trait qu'au fonctionnement intérieur de l'Union ; elles n'ont point d'intérêt général.

*
* *

On aborde alors la question de la

NEUTRALISATION DES DÉTROITS.

M. Pachnicke, du Reichstag allemand, prononce un long et fort remarquable discours au cours duquel il défend la proposition dont il est l'auteur, qu'il a soumise à la conférence et dont voici la teneur :

« Attendu que, par la Convention du 23 juillet 1881 entre l'Argentine et le Chili, le détroit de Magellan a été soustrait au droit commun de la guerre ;

« Attendu que, par la Convention de Constantinople du 29 octobre 1888, le canal de Suez a été placé sous un régime similaire ;

« Attendu que, par la Convention américano-britannique du 18 novembre 1901, le même régime a été préventivement arrêté pour le canal de Panama, actuellement en construction ; »

« Considérant qu'il importe, dans l'intérêt des communications internationales et de la paix générale, d'étendre autant que possible ce régime à tous les détroits et canaux interocéaniques ;

La 16^e conférence interparlementaire invite le conseil à instituer une Commission chargée de l'étude de cette question, et prie les groupes qui croiront y avoir intérêt à s'y faire représenter chacun par un délégué.

Et il a continué en ces termes :

L'humanité aspire à une union plus étroite. L'idée de communauté entre les peuples gagne de force sur les esprits. On crée des normes de droit, des institutions de droit communes à toutes les nations. Une *civitas gentium maxima* est en voie de se former pour le bonheur du tout, de même que pour ses parties. L'Union interparlementaire a accompli des travaux préparatoires qui, appréciant les réalités, restaient en contact avec les conférences diplomatiques. Une nouvelle ère du droit international a commencé à partir des deux conférences de La Haye et de la conférence du droit maritime de Londres.

Il devrait correspondre à l'intérêt commun de tous les Etats si l'on neutralisait, si l'on mettait hors de combat les grands chemins maritimes qui réunissent les mers. Ce sont des voies de commerce universelles qu'il faut soustraire au pouvoir exclusif d'une seule nation. Le

principe de la liberté des mers n'aurait pas de sens, si l'on pouvait barrer l'accès des océans, si les voies commerciales étaient transformées en théâtre de la guerre, si l'on exposait au danger de la destruction les établissements qui doivent servir à la navigation. Pour le détroit de Magellan, le traité de 1881 entre le Chili et la République Argentine décida que les vaisseaux de toutes les nations auraient le passage libre et qu'il ne sera pas permis de construire des fortifications. Le même vaut pour le canal de Suez, conforme au traité de 1888 et vaudra de même pour l'isthme de Panama qui, dans quelques années, sera ouvert à la navigation. Un blocus ne peut y avoir lieu ni une action de guerre ne peut y être entreprise. Les vaisseaux de guerre doivent traverser le détroit dans le plus court temps possible.

Comme ces voies maritimes, il faudrait aussi traiter les autres, soit en assujettissant chacune à une convention spéciale, soit en concluant un *traité général des voies maritimes*. Il faut naturellement exclure les canaux construits par un Etat sur son propre domaine et pour ses buts spéciaux ; par exemple, le Kaiser Wilhelm Kanal, et à cette occasion, il faudrait aussi déterminer une chose de laquelle on n'a pas encore obtenu un arrangement, c'est-à-dire la limite de la souveraineté territoriale du pays littoral sur la côte. Les objections faites à cet égard ne sont pas valables. Moins encore celle qu'on ne devrait pas humaniser la guerre, mais la déshonorer pour la supprimer enfin complètement. Chaque modération des horreurs de la guerre est un gain pour la civilisation. L'orateur réserve à une considération spéciale la question de savoir comment, dorénavant, il faut mettre un terme aux conflits d'intérêts et de droit. Si une nation veut prendre l'initiative à l'égard de la modération des armements (Reitungsstillstand) qu'elle ne se contente pas seulement d'allusions, mais qu'elle fasse des propositions saisissables ! Examiner la possibilité d'une réduction des troupes, des vaisseaux et des dépenses de la guerre ; examiner la mesure et les moyens de contrôle devrait être un devoir futur de l'Union interparlementaire. Pour le moment, il faut se borner à restreindre le foyer de la guerre, d'empêcher les détriments et les pertes que les intentions de la guerre ne justifient pas. A cause de la difficulté de la matière, M. Pachnicke propose d'abord de nommer une commission qui puisse examiner à fond les sujets en question et soumettre les matériaux et les propositions à une des prochaines conférences de l'Union. L'unité fait la force. Si tous les représentants de toutes les nations sont d'accord dans le sentiment de la nécessité du projet mentionné, il s'ensuit que de la résolution sortira un paragraphe de traité que chaque puissance qui désire être entendue dans le conseil des peuples est obligée de respecter. Ainsi, l'Union interparlementaire joindrait un nouveau mérite aux autres, et l'humanité ferait un pas en avant sur la direction vers le but destiné à créer, malgré l'indépendance de la liberté d'action des Etats, un *droit surnational* gardé par la conscience du monde civilisé. (*Applaudissements*).

M. le général Warren Keifer (Etats-Unis) s'occupe de la neutralisation

du canal de Panama et assure que lors de l'achèvement du canal (1915), les Etats-Unis devront le déclarer comme un « chemin international » libre en temps de paix et en temps de guerre. La déclaration de neutralisation du canal de Panama servira puissamment la cause de la paix.

M. Noradounghian (Turquie) se rallie à la proposition Pachnicke sous réserve de la sauvegarde des droits existants des nations.

En fin de séance, la proposition Pachnicke tendante à la constitution d'une commission d'études sur la question de la neutralisation des détroits est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à 4 heures.

Séance plénière du mercredi 30 août 1910.

La séance plénière est ouverte à 10 heures. M. Beernaert préside.

Beaucoup de monde. Ce qui distingue cette conférence des autres congrès, c'est l'assiduité de ses membres. La grande majorité des délégués suit les travaux ; et ceux-ci y gagnent en importance et en autorité.

L'ordre du jour porte :

LA CONFÉRENCE NAVALE DE LONDRES.

M. Louis Franck, député libéral d'Anvers, monte à la tribune. Et tout de suite il propose nettement sa motion tendante à voir ratifier la Déclaration de Londres par les puissances signataires et à y voir adhérer les puissances non représentées à la conférence.

Quelle est, se demande M. Franck, à l'égard de la déclaration de Londres, l'attitude que l'Union interparlementaire doit adopter dans l'intérêt de la grande œuvre de la paix ? Convient-il de se maintenir sur le terrain de ses décisions antérieures et de répudier toute solution qui ne les consacre pas, dans la conviction que les progrès réalisés par la Déclaration de Londres sont acquis par le fait même qu'elle a été formulée ; ou bien peut-on voir dans cette convention en elle-même un progrès suffisant et une manifestation assez remarquable pour en recommander l'adoption, sans d'ailleurs renoncer à appeler l'attention des gouvernements sur les imperfections de la Déclaration ?

A mon sens, et sous une réserve qui est, je pense, spéciale à la Belgique, j'estime qu'il y a lieu de se prononcer pour la seconde solution, pour un double motif : le premier emprunté à l'excellence de la Déclaration en elle-même et aux réformes qu'elle introduit ; le second, d'ordre plus général, emprunté à l'importance qu'elle a pour l'évolution du droit des gens.

La convention du 18 octobre 1907, conclue à La Haye, à la suite de la deuxième Conférence de la Paix, a établi une Cour internationale des prises.

C'est à proprement parler la première juridiction internationale véritable appelée à connaître en degré d'appel des décisions rendues en première instance par les tribunaux et les conseils de prise des Etats belligérants.

Mais il ne suffisait pas d'instituer le tribunal ; il fallait pourvoir également au droit dont il aurait à faire application ; aussi l'article 7 de cette convention porte-t-il qu'à défaut de stipulations conventionnelles applicables au litige, la Cour internationale devrait appliquer les règles de droit international et, si des règles généralement reconnues n'existaient pas, statuer d'après les principes généraux de la justice et de l'équité.

C'est à bon droit que le monde civilisé salua d'une unanime approbation et l'institution de la Cour internationale et la disposition qui consacrait la reconnaissance officielle par tous les Etats du monde civilisé du droit international comme un corps de principes déterminé, connu et obligatoire.

Mais si la formule était belle et juste, son application intéresse à ce point la politique maritime et toute incertitude peut conduire en fait à des conséquences pécuniaires si considérables, même pour la nation victorieuse, qu'il apparaît très sagement à la puissance maritime la plus considérable et, par voie de conséquence, la plus intéressée, qu'un effort complémentaire devait être fait et qu'il importait de fixer, en temps de paix, dans un code accepté par les principales nations et auquel les autres seraient appelées à adhérer, quelles étaient les règles du droit international généralement reconnu et quels seraient les principes généraux dont à défaut de règles précises il serait fait application par la cour et cela dans toutes les matières dans lesquelles il ne semble pas exister d'accord entre la doctrine et la jurisprudence des différents pays.

C'est en obéissant à ces préoccupations que sous la date du 27 février 1908 le gouvernement britannique invita un certain nombre de puissances à se réunir dans une conférence dont l'objectif serait de préciser les principes généralement reconnus du droit international dans le sens de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention de La Haye du 11 octobre 1907.

C'était une heureuse initiative et je suis convaincu de traduire vos sentiments à tous en rendant à cette occasion au gouvernement anglais et à Sir Edward Grey l'hommage que mérite leur féconde intervention. (*Applaudissements*).

Le programme de la Conférence navale internationale, continue M. Franck, fut rédigé avec cet esprit objectif et pratique qui caractérise les jurisconsultes anglo-saxons. Sans souci d'un exposé systématique, on ne demandait de solution que sur un ensemble de questions de grand intérêt positif.

Elles se trouvèrent être au nombre de huit :

La contrebande, le blocus, la doctrine du voyage continu, la destruction des navires neutres avant condamnation, la question d'assistance hostile, la question de la transformation des bâtiments de commerce en bâtiments de guerre en haute mer, la question du transfert de pavillon en cours ou en prévision des hostilités, la controverse entre la nationalité et le domicile au point de vue de la détermination du caractère ennemi ou neutre du navire ou de sa cargaison.

La conférence se réunit le 4 décembre 1908 et après de longues délibérations qui durèrent jusqu'au mois de février 1909, elle a arrêté le 26 de ce même mois, une convention de 71 articles, sous le titre de : *Déclarations relatives au droit de la guerre maritime*.

Par cette déclaration, les puissances signataires, c'est-à-dire l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et la Russie, sont d'accord pour constater que les règles contenues dans la Convention répondent en substance aux principes généralement reconnus du droit international.

Mais, en réalité, l'examen des dispositions adoptées démontre que sans se borner à un travail de simple codification, la conférence s'est efforcée de trancher les controverses, de choisir entre les solutions en conflit celles qui paraissent les plus raisonnables et les moins préjudiciables aux gouvernements neutres et, par conséquent, d'innover, d'unifier et de réformer, en même temps qu'elle constatait et codifiait les principes reconnus.

M. Franck analyse chacune des dispositions de la Convention. Relativement au blocus, il montre qu'en fait si elles ne consacrent pas l'interdiction du blocus à l'égard des ports ouverts, elles restreignent sérieusement le recours à ce procédé d'hostilité.

Passant à la contrebande de guerre, il regrette que la déclaration ne limite pas la notion de la contrebande aux armes, aux munitions et autres instruments de combat. Mais il se félicite des progrès accomplis à Londres : une classification est faite, des listes sont dressées, la première pour les objets de contrebande absolue, saisissable dans tous les cas (armes, poudre, etc.) ; la seconde pour les objets de contrebande conditionnelle, qui ne peuvent être saisis que s'ils sont destinés aux forces ou au gouvernement ennemis ; la troisième, pour les marchandises libres. Le procédé est excellent, et si du premier effort on n'a pu restreindre davantage la liste des objets de contrebande conditionnelle et étendre celle des denrées libres, en tous cas le seul fait d'une énumération, le seul fait d'une détermination contractuelle est un énorme progrès. La base est solide. Il suffira d'élever le bâtiment. Les règles sur la preuve et les dommages-intérêts consacrés par la convention vont, d'autre part, en fait, devant une Cour internationale créer de tels risques pour les capteurs que la valeur pratique du droit de prix se trouvera considérablement réduite et il faut espérer que cette première étape franchie on sera plus facilement amené à y renoncer complète-

ment et à consacrer les vœux de l'Union interparlementaire, qui tendent à la suppression de la contrebande conditionnelle et à l'inviolabilité de la propriété privée sur mer comme sur terre.

Pourquoi dois-je signaler une erreur regrettable qui touche particulièrement mon pays (mouvement d'attention) et qui montre combien, en ces matières, il est dangereux de supposer que même avec la plus extrême bonne volonté, les intérêts des absents seront défendus par d'autres comme ils l'auraient été par eux-mêmes. La déclaration admet certaines présomptions de destination ennemie. Le procédé est sujet à critique. Pourquoi déroger aux règles générales de la preuve et se fier à des déductions qui peuvent être vraies dans un certain nombre de cas, mais ne pas répondre aux réalités dans d'autres? Mais il faut reconnaître que selon toutes apparences, dans l'œuvre de transaction que représente la déclaration, certaines formules et certaines présomptions ont été la monnaie dont des concessions importantes, intéressant le droit des neutres, ont été payées.

Il en est toutefois, parmi ces présomptions, une qui est de nature à causer à la Belgique le plus grave préjudice et cela le plus injustement du monde et qui pourrait, pour de bons esprits, être de nature à n'adhérer au nom de mon pays à la Déclaration de Londres que sous une réserve expresse à ce point de vue. L'article 34 considère comme une présomption de destination ennemie le fait que l'envoi est à destination d'une place fortifiée ennemie ou d'une autre place, servant de base aux forces armées ennemies. Or il se trouve qu'en Belgique, le principal de nos ports est en même temps la principale de nos places fortifiées. Anvers est le centre d'une partie de notre défense. Mais il se pourrait parfaitement que si la Belgique, pour son malheur, était engagée dans une guerre, les opérations militaires fussent complètement étrangères à la place d'Anvers et vinssent à se concentrer exclusivement sur la ligne de la Meuse. Il n'en resterait pas moins vrai qu'en pareil cas, toutes les marchandises énumérées comme contrebande conditionnelle seraient saisissables en vertu de l'article 34, par le seul fait qu'elles se trouveraient en destination d'Anvers et qu'il incomberait au destinataire de céréales, de rails, de charbon ou de pétrole de renverser cette présomption. Cette solution, qui n'est certainement pas admise dans le droit des gens et qui ne correspond, dans ce cas, ni au bon sens, ni à l'équité naturelle, est évidemment un grave motif d'abjection de mon pays.

Cette réserve particulière ne m'empêche pas de signaler le mérite d'autres innovations modérées, mais utiles, introduites dans la déclaration, telles :

Les dispositions règlent le sort des navires et décident assez heureusement que le navire transportant de la contrebande ne sera sujet à confiscation que si la moitié au moins de sa cargaison est contrebande.

La proportion sera appréciée, soit par la valeur, soit par le poids, soit par le volume, soit par le fret. Cette solution a l'avantage d'être pratique et d'offrir un nouvel élément de certitude.

Prise ainsi dans son ensemble, la déclaration relative à la contrebande marque un progrès certain et, en attendant que la vraie solution triomphe, nous ne pouvons qu'applaudir au progrès réalisé à Londres. (*Applaudissements*).

En terminant son magistral discours, l'orateur a rendu un hommage éloquent et ému à l'« armée de la paix », l'armée des interparlementaires, qui, quoi qu'on ait dit, constitue une force immense et dont l'œuvre est un des honneurs de notre temps. Soyons conscients de notre force, qui répond à l'inextinguible soif de justice de l'humanité !...

On fait à M. Louis Franck une longue ovation. Son discours a fait grande impression, et la plupart des personnalités de la conférence viennent, à la tribune, féliciter le député d'Anvers.

Mais, élargissant le sujet, M. Colin, député français, professeur de droit, soumet à la conférence la motion suivante :

La seizième conférence interparlementaire renouvelle les vœux des conférences précédentes pour la consécration par la troisième Conférence de La Haye des réformes suivantes dans le droit de guerre maritime :

- a) Abolition du droit de capture ;
- b) Limitation du droit de blocus aux seuls ports de guerre ou places fortifiées ;
- c) Limitation du caractère de contrebande de guerre aux seules armes, munitions et autres provisions de guerre destinées à une des puissances belligérantes ;
- d) Interdiction de détruire les navires portant de la contrebande de guerre et les marchandises à bord de ces navires, autres que la contrebande.

Elle insiste avant tout sur l'importance du premier de ces vœux, et prie les groupes britannique, français et russe de faire des démarches auprès de leurs gouvernements en vue d'une modification de l'attitude de ceux-ci à l'égard de cette question.

Elle invite, enfin, le Conseil interparlementaire à charger une commission d'élaborer un projet de convention internationale modifiant sur les points ci-dessus visés la Déclaration de Londres. Le projet de la commission sera soumis à une des premières conférences suivantes.

M. Colin a longuement défendu sa motion et a fait un intéressant historique du droit de guerre maritime.

M. Van Doorn (Hollande) défend le droit des neutres contre les belligérants et insiste sur le vote de la motion qu'il a signée avec M. Colin.

La séance est levée à midi.

Séance plénière du jeudi 1^{er} septembre 1910.

La séance est ouverte à 10 heures. M. Beernaert préside. Il décide, l'ordre du jour étant encore très chargé, de limiter à 10 minutes le temps de parole des orateurs.

On reprend la discussion sur la conférence navale de Londres et des propositions qui s'y rattachent.

M. le baron de Plener prend le premier la parole.

Il défend l'ordre du jour suivant :

« Considérant que le secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique a adressé, le 18 octobre 1909, une circulaire aux puissances représentées à la deuxième conférence de La Haye pour les inviter à investir la nouvelle Cour internationale des prises des fonctions de la Cour de justice arbitrale, dont l'établissement a été recommandé par la deuxième conférence de La Haye dans un projet de convention ;

« Que l'Union interparlementaire n'a pas encore traité *ex professo* cette question, qui touche essentiellement à l'organisation de l'arbitrage international ;

« Qu'il est à désirer que l'Union interparlementaire se prononce sur l'utilité de la création d'une nouvelle Cour de justice arbitrale à côté de la grande Cour internationale de La Haye et sur la connexité éventuelle de cette nouvelle Cour avec la Cour internationale des prises ;

« Que la convention concernant la Cour internationale des prises n'a pas encore été ratifiée par les puissances signataires ;

« La 16^e conférence interparlementaire émet le vœu qu'à l'occasion de la ratification de la convention concernant la Cour internationale des prises, les puissances reconsidèrent la question du transfert des fonctions de justice arbitrale à la Cour des prises. »

M. Berthold et le chevalier Ratowsky adhèrent, avec quelques réserves, à la proposition de M. de Plener.

UNE LETTRE DU ROI ALBERT.

M. Beernaert donne lecture de la communication suivante du ministre de la maison du Roi :

« Je n'ai pas manqué de faire connaître au Roi les paroles prononcées par Lord Weardale à la séance inaugurale de la Conférence interparlementaire. Sa Majesté a vivement regretté que la coïncidence de son éloignement de Bruxelles avec la réunion de votre congrès l'ait privée du plaisir de recevoir les citoyens éminents venus de l'étranger, de s'entretenir avec eux et leur témoigner l'intérêt qu'Elle porte à leurs travaux. Sa Majesté m'a chargé de vous prier de transmettre aux membres

de la Conférence interparlementaire ses sincères remerciements pour les sentiments qui lui ont été exprimés en leur nom.

« Le ministre de la Maison du Roi ».

L'IMMUNITÉ MARITIME.

Lord Weardale excuse M. Smith de ne pouvoir assister à la conférence pour défendre son très remarquable rapport sur la neutralisation du commerce maritime. Mais l'éminent orateur anglais donne lecture des conclusions de son compatriote sur le droit de prise :

« 1^o La pression qui peut être exercée contre un ennemi continental est relativement de peu d'importance à cause du développement du réseau de voies ferrées et par le fait que la Déclaration de Paris peut lui permettre d'embarquer ses marchandises sur des vaisseaux neutres, à moins qu'elles ne soient de contrebande. Cet argument sera encore renforcé si la Déclaration de Londres est ratifiée et si la doctrine du « voyage continu » dans ses effets contre la contrebande conditionnelle est abolie ;

« 2^o L'effet des prises sur l'ennemi pour l'amener à composition est grandement modifié par le système moderne d'assurance ;

« 3^o Sous le système actuel la proportion de la flotte totale marchande ennemie capturée est si petite que l'exercice de ce droit, préjudiciable aux individus, n'est plus suffisant pour amener un ennemi à composition ;

« 4^o De grandes privations sont imposées aux neutres par le maintien du système actuel, attendu que leur propriété peut être saisie sans qu'ils soient indemnisés ;

« 5^o A moins que l'immunité proposée soit accordée, on ne peut espérer que les puissances se mettent d'accord en vue d'une réduction des armements navals, attendu que ces armements sont justifiés par la défense des flottes marchandes ;

« 6^o Ce système est inhumain par le fait que s'il n'entraîne pas mort d'homme, il provoque de grandes souffrances à d'innombrables commerçants par la désorganisation complète des conditions dans lesquelles les affaires se traitent. »

Lord Weardale ajoute que conservateurs et libéraux anglais ont adopté ces conclusions et il propose leur adoption à la conférence. C'est ainsi que le conseil a pu se mettre d'accord sur la proposition suivante :

La XVI^e Conférence interparlementaire, considérant l'importance, tant au point de vue général qu'au point de vue des intérêts du commerce, de l'entrée en fonctions de la Cour internationale des Prises, recommande la ratification dans le plus bref délai possible de la Convention du 18 octobre 1907 y relative.

M. Verney (Angleterre) adhère également aux propositions de M. Smith.

Sir Thomas Barclay, se plaçant à un point de vue strictement anglais, les combat et en réclame une étude plus approfondie. L'Angleterre ne peut pas abandonner le droit de capture ; elle n'a pas d'armée et elle diminuerait dans des proportions incroyables sa puissance maritime.

L'orateur montre les grandes difficultés que la question du droit de capture soulève. Avant de prendre une détermination, examinons le problème sous toutes ses faces. Etudions-le.

M. de Penha Garcia (Portugal) adresse ses félicitations à la conférence au nom du parlement portugais. L'orateur se prononce énergiquement en faveur de l'abolition du droit de capture. L'immunité maritime, c'est l'idéal auquel nous devons nous rallier.

M. Dickinson (Angleterre). — Il faudrait démontrer que le droit de capture est une arme véritable. Il est injuste de ne pas assurer la propriété en mer comme on fait de celle sur terre.

M. Efremoff (Russie). — La suppression du droit de capture est suffisamment étudiée. Le groupe russe acceptera volontiers un ordre du jour favorable à cette abolition.

M. Quilde (Allemagne) défend aussi l'idée de l'immunité de la propriété maritime.

M. le comte Apponyi. — La suppression du droit de capture constitue un progrès considérable ; il faut la réaliser le plus vite possible, mais, pour réussir, il faut d'abord donner à la Cour arbitrale de La Haye une constitution permanente. Je propose donc de voter l'ordre du jour, en marquant la sympathie de la conférence pour l'idée dont émane la proposition de l'abolition du droit de capture.

L'ORDRE DU JOUR.

Après quelques observations de M. Lafontaine, on passe au vote de l'ordre du jour suivant :

« La XVI^e conférence interparlementaire considérant l'importance tant au point de vue général qu'au point de vue des intérêts du commerce, de l'entrée en fonctions de la Cour internationale des prises, tout en rendant hommage aux sentiments qui ont guidé le gouvernement américain dans l'élaboration de sa proposition, recommande la ratification, dans le plus bref délai possible, de la convention du 18 octobre 1907 y relative, indépendamment de toute question concernant l'organisation d'une juridiction permanente arbitrale. »

Cet ordre du jour est adopté à l'unanimité.

La séance est levée.

Séance de l'après-midi. — Séance de clôture.

Avant toute discussion, M. Beernaert met aux voix la proposition que MM. Colin et Van Doorn ont défendue à la séance de mercredi matin. Cette proposition a été votée par mains levées. En voici la teneur :

La XVI^e conférence interparlementaire renouvelle les vœux des conférences précédentes pour la consécration par la III^e conférence de La Haye des réformes suivantes dans le droit de guerre maritime :

- a) Abolition du droit de capture ;
- b) Limitation du droit de blocus aux seuls ports de guerre ou places fortifiées ;
- c) Limitation du caractère de contrebande de guerre aux seules armes, munitions et autres provisions de guerre destinées à une des puissances belligérantes ;
- d) Interdiction de détruire les navires portant de la contrebande de guerre et les marchandises à bord de ces navires, autres que la contrebande.

Elle insiste avant tout sur l'importance du premier de ces vœux, et prie les groupes britannique, français et russe de faire des démarches auprès de leurs gouvernements en vue d'une modification de l'attitude de ceux-ci à l'égard de cette question.

Elle invite, enfin, le conseil interparlementaire à charger une commission d'élaborer un projet de convention internationale modifiant sur les points ci-dessus visés la Déclaration de Londres. Le projet de la commission sera soumis à une des premières conférences suivantes.

M. Horst, président du groupe norvégien, défend la proposition suivante et en recommande l'adoption :

La XVI^e conférence interparlementaire,

Attendu que la Déclaration navale de Londres, du 26 février 1909, a été élaborée par une conférence internationale à laquelle un nombre limité de puissances ont seules été invitées à participer ;

Considérant la justice et l'importance de ce principe que tous les Etats aient l'occasion de prendre part aux conférences chargées de discuter les problèmes de droit international ;

Renouvelant les résolutions des conférences interparlementaires antérieures,

Exprime le vœu qu'à l'avenir tous les Etats directement intéressés soient invités à participer à ces conférences.

Adopté à l'unanimité.

UN PARLEMENT INTERNATIONAL

M. La Fontaine. — La question d'un Parlement international ne date pas d'hier. C'est à Saint-Louis, en 1904, que M. Bartholdt la fit remettre à l'ordre du jour de la Conférence de la Paix. En 1905, à Bruxelles, l'Union nomma une Commission spéciale chargée d'examiner la question ; cette Commission pensa que l'Union était bien l'embryon de ce parlement. En 1906, à Londres, un rapport fut présenté par la Commission spéciale. Ce rapport déclara que la création d'un Parlement international s'imposait. Et comment y voterait-on ? C'est la première question qui s'est posée. La seconde question qui se posa fut celle de la majorité que les membres du pays où la conférence se réunit, ont généralement à la conférence.

Ces deux questions, nous les avons résolues en comité interparlementaire. Ce que nous voulons, c'est que les travaux de l'Union aient plus d'autorité encore que par le passé. Et cette question de votation est essentielle pour nous. Comment voterons-nous à l'Union ? Comment seront réparties les voix ? Le problème est d'une grande complexité.

L'orateur esquisse les différentes solutions proposées pour la question de la votation. Et il ajoute :

« Il y a plus de 12.500 députés et sénateurs dans tout le monde. Nous espérons les avoir tous avec nous. Il faudra donc que nous prévoyions une pléthore de membres et une sorte de R. P. pour le système de votation. »

M. La Fontaine, en terminant, propose le vote de la résolution suivante :

« La XVI^e conférence interparlementaire, considérant que l'augmentation croissante des membres adhérents à l'Union ne peut manquer d'aboutir à la nécessité pour chaque groupe national de limiter le nombre de ses représentants aux futures conférences, charge la commission de réorganisation de préparer une proposition dans ce sens et de la soumettre à la conférence de Rome. »

M. Goblet voudrait que la conférence fût éclairée sur la portée du rapport de M. La Fontaine. Nous ne pouvons voter aujourd'hui. Nous ne sommes pas suffisamment éclairés.

M. d'Estournelles de Constant. — Mes collègues de France m'ont prié de venir vous dire l'importance qui s'attache à ce que la légende ne s'accrédite pas que nous enterrons la question. Il faut que nous aboutissions à tout prix. Nous devons nous tenir en contact constant avec le progrès (*Applaudissements*). Nous ne voulons faire tort à aucun parlement ; nous voulons que l'Union ne soit pas déconsidérée. Nous sommes ici très nombreux ; et nous ne demandons qu'à travailler ; ce ne sont pas les bonnes volontés qui sont épuisées. Nous sommes obligés de nous séparer. Alors, je vous en conjure, concluons d'abord. N'adoptons pas un ajournement pur et simple. La tâche de la commission

d'organisation est vaste. Donnons-lui un mandat précis (*Applaudissements*). A défaut de quoi, nous aurons l'air d'étrangler la question.

Après un échange de vues entre MM. Goblet d'Alviella et lord Weardale, on décide par assis et levés de renvoyer l'étude de la question d'un parlement international à la commission de réorganisation et de soumettre les conclusions de la commission à une des prochaines conférences de l'Union.

*
* *

M. Richard Bartholdt, président du groupe américain, propose l'adoption de la résolution que voici :

« La XVI^e conférence interparlementaire invite tous les gouvernements et parlements ici représentés à procéder immédiatement à la création d'une commission nationale analogue à celle récemment autorisée par le congrès des Etats-Unis ; chaque commission devant, dans le délai de deux ans, présenter un rapport à son Parlement respectif en vue de la réunion de la troisième conférence internationale de La Haye en 1915.

« Les délégués à la conférence ici réunis sont invités à présenter ce vœu officiellement à l'attention de leurs gouvernements et parlements respectifs et à employer leur influence personnelle pour assurer une action prompte et favorable à ce sujet. »

M. Beernaert. — Cette proposition est un peu trop pressante.

Unanimentement, on vote la résolution légèrement modifiée.

LE PENNY POSTAGE.

Les délégués anglais et, notamment, M. Henniker Heaton, voudraient qu'on proposât une résolution en faveur du *penny postage* universel.

M. Beernaert. — Nous sommes tous partisans du *penny postage*. Mais la conférence n'a pas qualité pour s'occuper de la question. Il m'est impossible de mettre aux voix une résolution de ce genre.

MM. Eykoff et La Battut insistent sur les considérations de M. Beernaert tout en exprimant leur sympathie pour le *penny postage*.

M. Henniker Heaton :

« Aujourd'hui, la Grande-Bretagne jouit du luxe de s'entretenir postalement avec toutes les nations de langue anglaise, y compris le grand continent de l'Amérique du Nord, moyennant la taxe minimale de dix centimes.

« Les correspondances anglaises adressées aux Indes britanniques et à l'Australie sont livrées à leur destination, à une distance de quinze mille kilomètres, à travers la France et l'Italie, pour ce prix restreint de dix centimes ; mais pour communiquer à une distance de trente kilomètres avec nos amis intimes d'outre-Manche, il nous faut payer une taxe de

vingt-cinq centimes. Pourquoi cette taxe pour l'amitié ? La fraternité à trente kilomètres ne vaut-elle pas autant que celle des Antipodes ?

« Toute lettre est un missionnaire de la paix. Elle réchauffe le cœur, elle empêche les malentendus. C'est une semence que nous jetons sur une terre fertile. Elle rapporte au centuple une moisson de commerce et de bonne entente. Une poste à dix centimes entre toutes les nations du monde sera plus efficace pour la paix que la construction d'un grand vaisseau de guerre comme le *Dreadnought*. Ce dernier vous coûte dans les cinquante millions de francs, un prix pour lequel vous auriez pendant vingt-cinq ans les bienfaits d'un taux postal universel à dix centimes.

« On crie « Vive l'entente cordiale », et cependant on oppose au libre-échange de sentiments et de bonne entente une surtaxe de quinze centimes par lettre.

« Aujourd'hui, les matières imprimées se livrent par accord international dans le monde entier au taux de cinq centimes par trente grammes. Tandis qu'on est obligé de payer vingt-cinq centimes pour une lettre pesant quinze grammes, lors même qu'elle ne contient que ces trois mots : « *Je vous aime* ».

« L'Angleterre envoie quotidiennement à l'étranger cinq cents sacs de matières imprimées et une centaine de sacs de lettres écrites, mais quel employé de chemin de fer ou de bateau à vapeur saurait distinguer le contenu de ces sacs qu'il est obligé de porter ? Pourquoi différencier dans le prix ?

« Messieurs et chers Collègues, le plus glorieux protocole pour l'affirmation de la paix du monde sera livré à celui-ci par le moyen d'un système postal qui supprimera la taxe sur l'amitié. »

LA PUBLICATION DES TRAITÉS D'ARBITRAGE.

M. d'Estournelles de Constant propose un vœu tendant à la publication régulière par la Cour de La Haye des traités d'arbitrage conclus par les nations. Cette publication serait extrêmement utile.

La proposition de M. d'Estournelles de Constant est adoptée.

LE RAPPORT DE L'UNION.

M. Lange donne lecture du rapport annuel du conseil interparlementaire (*Appl.*). Divers orateurs émettent quelques observations sur la situation financière de l'Union (*Adhésion*).

LE CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE.

M. Lange donne lecture des noms de membres du nouveau conseil interparlementaire (*Adhésion*).

ELECTION.

L'assemblée, par acclamation, nomme M. Labiche membre du conseil exécutif de l'Union en remplacement de M. Goblat, démissionnaire.

LA PROCHAINE CONFÉRENCE.

L'assemblée décide, sur la proposition de M. Capelli, que la XVII^e conférence de l'Union aura lieu en octobre 1911 à Rome (*Applaudissements répétés*).

Un délégué canadien, au nom du Parlement fédéral, rappelle que ce parlement a invité l'Union à tenir une de ses prochaines réunions au Canada. La question sera posée de nouveau après la conférence de Rome en 1911.

M. de Plener félicite M. Beernaert de la façon dont il a présidé la présente session. Il remercie aussi M. Lange, qui a si bien préparé la conférence.

M. Beernaert. — Je voudrais bien remercier. Mais la résolution n'a pas été soumise au comité interparlementaire (*Rires et applaudissements*).

M. Noradoughian espère que la conférence interparlementaire se réunira bientôt à Constantinople (*Adhésion*).

Les travaux de la XVI^e conférence sont clos. Il est 4 h. 1/2.

ASSOCIATION INTERNATIONALE PERMANENTE
DES CONGRÈS DE NAVIGATION

Commission internationale permanente.

(Séance tenue à Bruxelles le 30 juillet 1910.)

PROCÈS-VERBAL.

Le 30 juillet, s'est tenue à l'Hôtel des Conférences du Ministère des Travaux publics, rue de la Loi, n° 17, à Bruxelles, sous la présidence de M. Helleputte, Ministre des Chemins de Fer, Postes et Télégraphes de Belgique, Président de l'Association, la séance annuelle de la Commission Internationale Permanente des Congrès de Navigation.

Etaient présents :

Bureau exécutif :

M. Helleputte Georges, Ministre des Chemins de Fer, Postes et Télégraphes, Président de l'Association internationale des Congrès de Navigation, à Bruxelles.

M. Dufourny Alexis, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, Secrétaire Général de l'Association internationale permanente des Congrès de Navigation, à Bruxelles.

M. Richald Joseph, Ingénieur Principal des Ponts et Chaussées, Professeur à l'Université de Gand, Secrétaire Adjoint de l'Association internationale des Congrès de Navigation, à Bruxelles.

Allemagne :

M. Freiherr von Coels von der Bruegghen, Unterstaatssekretär im Ministerium der öffentlichen Arbeiten, Berlin.

M. Sympher, Geheimer Oberbaurat, Vortragender Rat im Ministerium der öffentlichen Arbeiten, Berlin.

M. Krause (Dr), Geheimer Justizrat, Zweiter Vizepräsident des Preussischen Abgeordnetenhauses, Berlin.

M. Bubendey, Wasserbaudirektor der freien und Hansestat, Hamburg.

M. Engels Hubert, Professor an der Technischen Hochschule in Dresden. Geheimer Hofrat.

M. de Thierry, Baurat, Professor, a. d. Königl. Techn. Hochschule, Membre de la commission internationale consultative du Canal Maritime de Suez, Berlin.

Belgique :

M. Lagasse de Locht, Directeur Général des Ponts et Chaussées, à Bruxelles.

M. Pierrot, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, Directeur Général des Voies Hydrauliques, à Bruxelles.

M. Vanderlinden, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, Administrateur-inspecteur de l'Université de Gand.

M. Van Gansberghe, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, Bruxelles.

M. Troost, Directeur Général honoraire des Ponts et Chaussées.

M. Lambin, Ingénieur principal des Ponts et Chaussées ff. d'Ingénieur en chef directeur, Chef du Cabinet du Ministre des Travaux Publics, Bruxelles.

M. Gobert, Ingénieur honoraire des Mines, ancien Président de la Commission organisatrice du 1^{er} Congrès de Navigation, Bruxelles.

Canada :

M. Fielding, Ministre des Finances, Ottawa.

Etats-Unis :

M. Corthell, Civil Engineer, New-York.

M. Sanford, Lieutenant-Colonel of the Corps of Engineers of the United States Army, Newport.

France :

M. Charguéraud, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, Conseiller d'Etat, Directeur des Routes et de la Navigation au Ministère des Travaux Publics, Paris.

M. Crahay de Franchimont, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, à Paris.

M. Résal, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées.

M. de Joly, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Professeur à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, à Paris.

M. Mallet, Ingénieur des Arts et Manufactures, Membre de la Chambre de Commerce de Paris.

M. Dabat, Directeur de l'Hydraulique et des Améliorations agricoles au Ministère de l'Agriculture, à Paris.

M. Fougerolles, Président du Syndicat professionnel des Entrepreneurs de travaux publics de France, Paris.

M. Reumaux, ancien Président de la Société des Ingénieurs civils de France, Membre du Syndicat de la Marine (Navigation Intérieure), à Lens.

Grande-Bretagne :

Sir Cecil Herslet, Consul Général de S. M. Britannique, à Anvers.

Italie :

M. Rota, Lieutenant-Colonel du Génie Naval, Rome.

Japon :

M. Junichi Matsumura, Capitaine de frégate, attaché naval du Japon en France, Paris.

Monaco :

M. Robyns de Schneidauer, Chargé d'affaire honoraire, Consul de la Principauté de Monaco, à Bruxelles.

Pays-Bas :

M. Deking-Dura, ancien Ingénieur en chef, La Haye.

Russie :

M. de Timonoff, V. E. Ingénieur des Voies de Communication et des Constructions Civiles, Conseiller Privé, professeur à l'Institut des Ingénieurs des voies de communication, Membre du Conseil des Ingénieurs et Directeur de la Statistique et de la Cartographie au Ministère des Voies de Communication, Membre du Conseil Technique au Ministère du Commerce et de l'Industrie, Membre du Conseil statistique de l'Empire, Membre du Comité de Médecine au Ministère de l'Intérieur, Président du Comité Hydrologique du Ministère de l'Agriculture à Saint-Petersbourg.

M. Florine, Conseiller d'Etat actuel, Membre du Conseil Technique au Ministère du Commerce et de l'Industrie, Ingénieur des Voies de Communication, à Saint-Petersbourg.

M. de Schokalsky, Général-Major, Chef du Service Météorologique de la Direction Générale de l'Hydrographie, à Saint-Petersbourg.

Suède :

M. Hansen, Colonel du Corps des Ponts et Chaussées, Directeur de l'Administration Royale des Forces motrices hydrauliques, à Stockholm.

Suisse :

M. de Morlot Albert, Inspecteur Fédéral en Chef des Travaux Publics de la Confédération Suisse, à Berne.

La séance est ouverte à 9 h. 3/4.

ORDRE DU JOUR :

- 1^o Rapport du Bureau exécutif sur l'exercice écoulé;
- 2^o XII^e Congrès : lieu de réunion; questions à soumettre au Congrès;
- 3^o Extension à donner aux publications de l'Association et proposition de M. de Timonoff;
- 4^o Modifications aux articles 2, 5, 7, 8 et 10 (littéra c, 2^e) du règlement;
- 5^o Mémoire de M. van Konynenburg, ingénieur du Waterstaat;
- 6^o Présidence. Nomination d'un président en remplacement de M. Debeil, décédé.

En ouvrant la séance, M. le Président Helleputte se fait un devoir de féliciter tout d'abord M. Matsumura, capitaine de frégate, attaché naval du Japon en France, le nouveau délégué du Japon, présent à la réunion, et souhaite la bienvenue aux membres de la Commission.

Il constate avec plaisir qu'un grand nombre de Collègues ont répondu à la convocation du Bureau Exécutif et signale que plusieurs Membres empêchés par des raisons de santé, de famille ou de service d'assister à la séance ont exprimé leur regret de ne pouvoir se rendre à Bruxelles, ce sont :

MM. von Doenning, von Schuh, Fecht, Lütjohann, Russ, Mailliet, Goni, de Oliveira Lima, Brockmann, Guérard, Pavie, de Mas, Junker, Typaldo-Bassia, Sanjust di Teulada, Torri, Mendes-Guerreiro, Drigenko, Maximovitch, de Hoerschelmann, du Plessis de Richelieu, Westergaard, Hodges, Boutteville, Yorke.

M. de Hoerschelmann, délégué de la Russie, a, en outre, transmis ce matin un télégramme pour prier le Bureau de saluer l'assemblée en son nom.

L'ordre du jour est ensuite abordé et la parole est donnée à M. Dufourny, secrétaire général, sur le premier point inscrit :

*Le Rapport du Bureau Exécutif sur la situation générale de l'Association,
du 1^{er} mai 1909 au 31 mai 1910.*

Ce document est ci-annexé, il comporte notamment les parties principales suivantes : les travaux de l'Association, sa situation financière, le projet de budget pour 1910 et diverses modifications proposées aux statuts.

Au cours de la lecture du rapport, M. Dufourny mentionne que l'Algérie vient d'annoncer que son délégué à la Commission sera M. le Directeur des Travaux publics et des Mines au Gouvernement général de cette Colonie ; le choix ne pourrait être plus heureux.

En arrivant au paragraphe très important ayant trait au prochain Congrès, M. le Secrétaire Général fait observer que la correspondance insérée dans le compte rendu ne présente plus en ce moment qu'une utilité rétrospective, en présence du télégramme qui a été adressé il y a deux jours par le Chef du Corps des Ingénieurs des Etats-Unis, M. Bixby, à notre très estimé et dévoué collègue, M. le Lieutenant-Colonel Sanford.

Ce télégramme est libellé comme suit :

« Ministre guerre autorise les membres américains à faire part de l'invitation pour le prochain Congrès international de navigation à Philadelphie. Si l'invitation est acceptée, chaque nation sera invitée officiellement par la voie diplomatique.

« (S.) BIXBY, Chief of Engineers. »

M. Dufourny est persuadé d'être l'interprète de la Commission tout entière en acceptant avec autant d'empressement que de reconnaissance cette aimable invitation et en félicitant chaleureusement M. Bixby, M. Sanford et les Membres de la délégation américaine pour l'heureux résultat des négociations entamées depuis si longtemps. L'Assemblée confirme par ses applaudissements les paroles qui viennent d'être prononcées.

M. le Secrétaire Général parle ensuite de la situation financière de l'Association et annonce que l'avoir net de celle-ci au 25 juillet 1910 la somme de fr. 346,141.69.

MM. Sanford, de Thierry et Crahay de Franchimont ont bien voulu se charger, ce dont M. le Président les remercie, de la vérification des comptes et ont déposé un rapport dont M. Dufourny donne lecture :

Bruxelles, le 29 juillet 1910.

La vérification de la comptabilité a été faite par les soussignés.

La situation financière au 25 juillet 1910 a été reconnue exacte en pratiquant la vérification d'un certain nombre d'articles pris au hasard et en vérifiant les dépenses au moyen des factures et des quittances.

Les comptes de la Caisse d'Epargne ont été vérifiés au moyen du livret officiel, les espèces en caisse ont été comptées et le compte de la Société Générale vérifié au moyen de l'extrait du compte-courant. En vérifiant les subventions des Etats, les participations des Villes et des Collectivités et les cotisations des Membres permanents, nous avons constaté que les subventions des Etats qui s'élèvent à 72,820 francs, n'ont encore été encaissées que jusqu'à concurrence de fr. 58,109.40, les participations des Villes et Collectivités qui s'élèvent à fr. 14,490, sont encaissées pour fr. 12,904.26 et les cotisations des Membres permanents qui s'élèvent à 14,850 francs ont été encaissées pour fr. 13,245.01. Ce sont donc surtout les Etats qui sont en retard. La vérification des sommes reçues des Etats, Collectivités et des Membres permanents a été faite en pointant un certain nombre d'articles pris au hasard.

Il résulte de notre vérification que l'avoir de l'Association au 25 juillet 1910 s'élève à fr. 346,141.69 comme il ressort du bilan, dont nous vous proposons l'approbation.

La situation financière de l'Association est donc très satisfaisante et c'est avec plaisir que nous avons pu constater la parfaite tenue des livres.

Les Membres de la Commission de vérification :

CRAHAY DE FRANCHIMONT,
DE THIERRY,
SANFORD.

M. von Coels von der Brügghen déclare se rallier au rapport qui vient d'être lu par le Secrétaire Général. Il constate que la situation

financière lui paraît exceptionnellement favorable puisque l'actif, à la fin de cette année, sera de plus de 350,000 francs, somme épargnée au cours des dix dernières années et il félicite en termes aimables le Bureau Exécutif de son excellente gestion.

M. le Président. — Si personne ne demande plus la parole, nous pouvons considérer comme approuvé le compte rendu de la situation financière, le compte de profits et pertes et le projet de budget pour 1910. (*Adhésion unanime.*)

Hypothèque fluviale.

M. le Président propose, avant d'examiner les modifications aux statuts, de toucher un mot concernant l'« Hypothèque fluviale » au sujet de laquelle M. Dufourny a fait connaître, au cours de la lecture du rapport, la correspondance échangée d'une part avec la délégation néerlandaise et d'autre part avec M. Franck, Secrétaire Général du Comité maritime international. Les Pays-Bas estiment qu'il n'y a pas lieu pour leur pays de désigner des représentants au sein de la Commission de l'Hypothèque fluviale. M. Franck, au contraire, est encore favorable, en principe, à l'idée émise dans la séance de la Commission permanente du 17 mai 1909, mais pense toutefois que la Commission Hollando-Belge, saisie de la question, paraît plus à même de la faire aboutir dans le domaine spécial dont il s'agit.

Dans ces conditions, M. le Président croit que l'abstention est indiquée. L'assemblée se range unanimement à cette opinion et estime que cette question doit être définitivement classée et abandonnée.

Modifications aux statuts.

La Commission passe ensuite à l'examen des modifications proposées aux statuts, intercalées dans le Rapport et qui font en même temps l'objet du 4^e point de l'ordre du jour. Ces modifications se rapportent à la composition du Bureau de la Présidence générale et des Bureaux des sections, ainsi qu'aux conditions d'admission des Membres à vie, qui sont déjà inscrits dans les registres de l'Association au nombre d'une cinquantaine.

Les points à reviser sont successivement mis en discussion :

ART. 2. — 2^o) La nouvelle catégorie des membres permanents, dite « *Membres à vie* » conduit tout naturellement à ajouter, à la suite du 2^e alinéa de l'article 2, un paragraphe ainsi libellé :

Les membres permanents peuvent racheter par un seul versement leurs cotisations annuelles.

Ce complément est approuvé.

ART. 5 (Bureau permanent). — Le texte du 4^o modifié comme suit est adopté ;

4°) *Fait partie du Bureau de chaque Congrès (dit Bureau de la Présidence générale) et arrête, d'accord avec la Commission locale d'organisation, les listes des personnes appelées à constituer : a) ce Bureau du Congrès; b) les Bureaux des Sections.*

ART. 7 (Commission locale d'organisation). — La rédaction nouvelle ci-après formant le troisième alinéa de l'article est admise sans observation :

3° *Elle fait la propagande et d'accord avec le Bureau permanent, choisit les personnes du pays appelées à présider le Bureau du Congrès et les Bureaux des sections ou à faire partie de ces bureaux.*

ART. 7 bis. — Tenant compte des propositions formulées par M. Deking-Dura et des amendements indiqués par M. Charguéraud dans la séance du 17 mai 1909, au sujet de la composition des trois Bureaux du Congrès, un article 7 bis a été libellé en vue de répondre aux désirs de nos collègues.

M. Sympher estime la rédaction de cet article nouveau trop large, car il y aurait 67 présidents et vice-présidents au Bureau du Congrès et 128 présidents et vice-présidents aux bureaux des sections. Ces chiffres paraissent exagérés à M. Sympher et il pense qu'il est inutile que chaque pays soit représenté non seulement au sein du Bureau du Congrès mais encore dans celui de chacune des Sections. Ce qu'il importe pour chaque nation, c'est d'avoir un représentant au Bureau de la Présidence générale. Comme conclusion, il est d'avis, d'accord avec ses collègues de la délégation allemande, que le Bureau Exécutif devrait réexaminer la question en tenant compte de ses observations.

M. de Timonoff signale que les Congrès internationaux des chemins de fer ont des statuts qui datent de 25 ans et dans lesquels il est dit expressément que le premier délégué de chaque pays est Vice-Président du Bureau du Congrès. En ajoutant à la suite du 3° de l'article 7 bis ce droit à la Vice-Présidence, on éviterait les inconvénients constatés aux Congrès précédents, lors de la formation des bureaux, car cette façon de procéder a toujours donné satisfaction aux Congrès des chemins de fer dont l'importance est comparable à celle des Congrès de Navigation.

En ce qui concerne les Bureaux des sections, M. de Timonoff se rallie à la conclusion formulée par M. Sympher.

M. Deking-Dura est d'accord avec M. Sympher mais il tient à rappeler les difficultés rencontrées lors du Congrès de Saint-Petersbourg et c'est pour les éviter à l'avenir qu'il désire une solution à la question.

A la suite de cet échange de vues, il est décidé que le Bureau Exécutif réexaminera cette affaire en s'inspirant des considérations qui ont été présentées.

ART. 8. — (Ressources de l'Association). La clause complémentaire

suivante relative aux Membres à vie à insérer dans le corps du 2^e paragraphe du 2^e de l'article est adoptée sans observation :

« Moyennant un versement unique de cent vingt-cinq francs, les membres permanents peuvent racheter leurs cotisations et devenir « Membres à vie ». Cette faculté ne s'applique pas aux Collectivités ».

ART. 10. — M. Dufourny signale, en émettant un avis favorable, que M. le baron von Coels von der Brügghen a exprimé au Bureau Exécutif le désir de voir l'Association distribuer aux Gouvernements un nombre d'exemplaires des publications supérieur à celui fixé par l'article 10, 2^o littera C des statuts. Actuellement les Gouvernements reçoivent un exemplaire des publications par 250 francs de cotisation versée ; les ressources de l'Association sont suffisantes pour doubler ce chiffre.

M. le baron von Coels appuie cette proposition dont l'adoption est utile pour l'Allemagne et utile aussi au point de vue de la propagande en faveur de l'Association.

M. le Président donne lecture du changement à apporter à l'article 10, 2^o littera C, qui serait ainsi conçu :

« Les Gouvernements reçoivent autant d'exemplaires des publications que le montant de leur subvention annuelle contient de fois 125 francs.

« Ce chiffre est réduit à 100 francs pour les Collectivités. »

Ce texte est adopté.

Lieu de réunion du XII^e Congrès. Questionnaire.

Avant d'aborder le deuxième point à l'ordre du jour et relatif au lieu de réunion du XII^e Congrès et aux questions à inscrire au programme de ce congrès, M. le Président annonce que Son Excellence M. Fielding, Ministre des Finances du Canada, vient de prendre place comme délégué de son pays. M. Helleputte souhaite à M. Fielding la bienvenue et lui dit combien est grand l'honneur qu'il fait à l'assemblée.

M. Fielding remercie et prononce en anglais un discours que M. le Président résume dans les termes suivants :

M. Fielding nous apprend que c'était son collègue de la Marine et des Pêcheries du Canada, Son Excellence M. Louis Brodeur qui était chargé de représenter le Gouvernement du Canada à la séance annuelle de la Commission des Congrès de Navigation, mais il en a été empêché et c'est par cablogramme qu'il a été prié de représenter lui-même le Gouvernement canadien à notre réunion de ce jour. Il a été heureux d'entendre que les Etats-Unis avaient invité le Congrès à tenir ses assises à Philadelphie en 1912 et ajoute que son Gouvernement, tout en n'étant pas aussi avancé que celui des Etats-Unis au point de vue des réceptions en l'honneur d'un Congrès, serait cependant

charmé de voir les membres de l'Association se rendre au Canada. Celui-ci se trouve dans des conditions un peu spéciales ; son réseau des voies navigables qui comprend notamment le Saint-Laurent, est très étendu, les lacs canadiens sont très vastes. D'importantes voies de communication par eau sont en voie d'exécution ou projetées et des sommes considérables ont déjà été dépensées.

Le Gouvernement Canadien serait extrêmement charmé de voir les membres du Congrès répondre à son invitation ; il les assure d'avance d'une réception des plus cordiales.

M. le Président remercie le représentant du Gouvernement Canadien pour son aimable invitation et exprime l'espoir qu'un grand nombre de membres de l'Association seront heureux de l'accepter (*Applaudissements*).

M. Corthell s'exprime à son tour en anglais. Son discours est traduit par M. le Président comme suit :

M. Corthell fait remarquer qu'il a été question depuis plusieurs années de tenir une session aux Etats-Unis et qu'une correspondance assez suivie a été échangée entre le Bureau Exécutif et lui à ce sujet. Son souhait est enfin réalisé. Le XII^e Congrès se réunira à Philadelphie et non à Washington parce que les locaux y sont plus spacieux et mieux appropriés. M. Corthell nous assure de toutes les sympathies des ingénieurs des Etats-Unis comme aussi de ceux qu'il a vus au Brésil et en Argentine. Il espère que la réception sera très amicale et qu'un arrangement interviendra pour réduire les dépenses. Dans ces conditions, M. Corthell exprime l'espoir que la proposition de tenir le Congrès à Philadelphie sera bien accueillie (*Applaudissements*).

M. le Président soumet ensuite au vote la première partie du second point de l'ordre du jour.

La question de savoir si le prochain Congrès se réunira à Philadelphie en 1912 ?

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Marshall-Stevens promet d'étudier les moyens de transport les plus avantageux pour les membres du Congrès et en recherchera la solution la plus favorable. De toutes façons il s'efforcera, dans la mesure de ses moyens, de rendre la traversée agréable et d'en limiter les dépenses.

A une question posée par M. Dabat qui désire connaître l'époque à laquelle se tiendrait le Congrès, M. Sanford répond que celui-ci aurait lieu au printemps, en mai probablement, pour cette raison principale que les communications sont plus faciles à cette saison et que l'on disposerait à bord des grands transatlantiques d'appartements meilleurs et moins chers.

Questions proposées en vue du XII^e Congrès.

M. le Président. — Nous abordons, Messieurs, le programme des questions à soumettre au XII^e Congrès qui vous a été distribué pour examen.

M. Dufourny expose quelle a été la méthode suivie pour arrêter le questionnaire soumis à l'assemblée. En attendant la décision du Gouvernement des Etats-Unis, le Bureau s'est adressée aux Membres Chefs de délégation faisant partie de la Commission permanente pour les prier de vouloir bien indiquer les questions qu'ils jugeraient utiles de poser au XII^e Congrès. Les Représentants de l'Allemagne, de la France, de la Russie et d'autres nations encore ont répondu à cette demande et le programme arrêté dans ces pays a été transmis aux délégués des Etats-Unis. Ceux-ci ont dressé à leur tour un questionnaire et c'est à la suite de conférences tenues à Bruxelles entre M. Sanford, M. Sympher et M. Deking-Dura, Membres du Bureau permanent, et les membres du Bureau Exécutif que celui-ci se trouve à même de soumettre à l'approbation de l'assemblée la liste des questions à débattre lors du prochain Congrès.

Les questions qui n'ont pu trouver place dans cette liste, ajoute M. Dufourny, et que les Congrès précédents ont retenues pour faire l'objet d'un examen ultérieur pourront être groupées en une liste pour servir, comme il va être dit, à l'extension à donner aux publications de l'Association (3^e point de l'ordre du jour). Ces questions sont assez nombreuses, et comme l'Association dispose d'un capital suffisant, il pourrait être donné suite, sous une forme un peu différente à l'idée émise par M. de Timonoff, de créer une publication périodique traitant de ces questions. A cet effet, le questionnaire en suspens serait adressé aux Membres et on leur signalerait en même temps la possibilité pour eux d'étudier ces questions. Ils adresseraient leurs mémoires au chef de délégation de leur pays qui les transmettrait, dans le cas d'un avis favorable, au Bureau Exécutif pour être imprimés dans les trois langues de l'Association. Il y aurait ainsi durant toute l'année un débit constant, normal de publications et non plus un débit de crue comme c'est le cas actuellement. Une dizaine de rapports pourraient être publiés par an. Les Membres de la Commission qui n'auraient pas satisfaction complète avec le programme soumis à leur approbation l'obtiendraient en grande partie par la proposition dont il s'agit.

M. le Président donne successivement lecture des questions et des communications inscrites au programme. Celles-ci donnent lieu à un échange de vues dont il est rendu compte ci-après.

M. Vanderlinden voit avec plaisir porter au questionnaire du XII^e Congrès « la protection des berges sur les voies navigables » (2^e communication, 1^{re} section). Ce point a déjà été abordé lors de précédents Congrès, mais il importe qu'il soit traité avec un esprit de

suite et à ce sujet M. Vanderlinden croit devoir rappeler aux membres de la Commission les décisions antérieures qui ont été prises.

Il a été demandé au Congrès de La Haye en 1894 :

« Qu'il soit fait des constatations en vue de déterminer la profondeur en dessous du niveau de l'eau, jusqu'à laquelle se fait sentir l'effet des courants et des vagues, lorsqu'un canal d'une section mouillée donnée est parcouru, avec une vitesse donnée, par un bateau de section immergée donnée. »

M. Vanderlinden mentionne aussi que le Congrès de Bruxelles tenu en 1898,

« A estimé que, dans les canaux affectés à la navigation maritime à grande vitesse, en même temps qu'un trafic intérieur important, il convient d'assurer la défense des berges de façon à permettre aux navires d'atteindre la vitesse maximum que comporte le rapport entre leur section immergée au maître-couple et la section mouillée du canal. »

C'est là le but à atteindre.

Une construction élémentaire peut évidemment suffire, si la vitesse est réduite. Toute défense serait même inutile si la vitesse de marche était limitée à 3 kilomètres à l'heure. Mais il faut au contraire consolider les berges dans des conditions telles que le canal puisse être exploité avec le maximum de vitesse possible.

M. Vanderlinden conclut en disant qu'il serait essentiel d'attirer l'attention des rapporteurs sur ce point.

M. Dufourny pense que ce point pourrait être précisé dans la liste des questions retenues qui seraient envoyées à tous les membres. Les rapporteurs auraient donc la faculté de traiter la question au point de vue envisagé par M. Vanderlinden. On pourrait ainsi maintenir le programme tel que la Commission américaine nous l'a soumis.

M. Vanderlinden estime qu'il est facile d'amender la communication inscrite au programme pour faire ressortir qu'elle doit être étudiée dans le sens qu'il vient d'indiquer.

M. Sympher fait remarquer qu'à son avis, le désir exprimé par M. Vanderlinden se trouve implicitement compris dans la rédaction de la seconde communication ; que d'ailleurs des expériences ont déjà été faites en Allemagne pour déterminer le meilleur profil d'un canal et la plus grande vitesse désirable ainsi que les formes les plus efficaces à donner aux bateaux pour atteindre cette vitesse maximum. Il se propose de faire un travail qui rendra compte de ces expériences et des résultats obtenus. Ce travail sera envoyé au Congrès et M. Vanderlinden aura satisfaction.

M. de Timonoff trouve que M. Vanderlinden a fait une excellente proposition. Toutefois, selon lui, le Bureau Exécutif pourrait également donner pour quelques autres questions des explications un peu plus

développées. Il y aurait peut-être lieu de rappeler les décisions prises et d'indiquer dans quel sens il est désirable que les questions soient étudiées ; cela guiderait les rédacteurs de rapports.

M. le Président signale qu'il serait dangereux d'entrer trop loin dans cette voie, ce pourrait être préjudiciable à la marche des travaux. Une rédaction concise a pour but de laisser au rédacteur beaucoup plus de liberté ; en donnant des indications détaillées, le rédacteur se croira lié et le Bureau Exécutif aura fait une part du travail du rapporteur. C'est celui-ci qui doit savoir où la question en est arrivée. On devrait se borner à rappeler les conclusions des Congrès antérieurs sur le point à traiter. Dans le cas spécial qui nous occupe, la Commission permanente pourrait néanmoins ajouter, sans inconvénient, une indication complémentaire à la question posée. MM. Vanderlinden et de Timonoff auraient donc satisfaction si l'assemblée partageait cette manière de voir.

M. de Joly se préoccupe de savoir si la 2^e question de la 2^e Section, relative « *aux dimensions à donner aux canaux maritimes* », ne fait pas double emploi avec la 2^e question de la 1^{re} Section se rapportant notamment « *aux dimensions à donner aux canaux de grande navigation dans un pays déterminé* ». Il conviendrait donc de stipuler ou de signaler aux rapporteurs que la 2^e question (2^e section) serait examinée au point de vue de la navigation maritime.

Il serait utile également, ajoute M. de Joly, de spécifier que la 3^e question (2^e section) a trait à l'outillage « mécanique » des ports ; car en France le mot « outillage » comprend les engins de chargement et de déchargement, les entrepôts, les hangars, etc. Cette remarque est reconnue fondée par l'assemblée.

Sur observation de M. Corthell, la Commission décide aussi de compléter la 2^e question de la 2^e section en stipulant qu'il s'agit des dimensions « probables » des bâtiments de mer dans l'avenir.

M. de Timonoff pense que la 2^e communication de la 2^e section est libellée comme suit :

« Compte rendu des travaux les plus récents exécutés dans les principaux ports maritimes et notamment de ceux relatifs aux breakwaters »

Devrait être complétée par les mots « béton armé » pour que ce point, dans ses rapports aux travaux maritimes, ne soit pas traité à propos de la 1^{re} communication de la 1^{re} section ainsi conçue :

« Application du béton armé aux travaux hydrauliques. Moyens d'assurer sa conservation. »

A la suite de diverses observations présentées par MM. de Timonoff, de Joly et Dabat, l'assemblée, en vue d'éviter toute confusion, est d'accord pour supprimer dans l'énoncé de cette dernière communication les mots « moyens d'assurer sa conservation » et pour ajouter à la fin

de la 2^e communication de la section maritime rappelée ci-dessus les deux phrases suivantes : « Application du béton armé. Moyens d'assurer sa conservation ».

Le Bureau Exécutif, à la demande des délégués de la Russie, propose, ce qui est accepté, de rédiger la 1^{re} et dernière communication sous la forme que voici :

« Sécurité de la Navigation. Bouées lumineuses ».

L'examen approfondi du questionnaire proposé a conduit ainsi la Commission à y apporter de légers amendements.

Le programme ci-après est définitivement approuvé :

I^{re} SECTION. — NAVIGATION INTÉRIEURE.

Questions.

1^o Amélioration des rivières par régularisations et par dragages et, le cas échéant, par réservoirs. Détermination du cas où il convient de recourir à des travaux de l'espèce de préférence à la canalisation de la rivière ou à l'établissement d'un canal latéral.

2^o Dimensions à donner aux canaux de grande navigation dans un pays déterminé. Principes de l'exploitation. Dispositions à donner aux écluses.

3^o Ports intermédiaires et ports terminus. Dispositions les meilleures pour combiner, faciliter et harmoniser les échanges de marchandises entre la voie d'eau et la voie ferrée.

Communications.

1^o Applications du béton armé aux travaux hydrauliques.

2^o Compte rendu des travaux entrepris et des mesures adoptées ou proposées pour l'amélioration et le développement des voies de navigation intérieure, ainsi que pour la protection des berges des voies navigables.

3^o Utilisation de la navigation des grands fleuves à faible mouillage. Bateaux et propulseurs.

2^e SECTION. — NAVIGATION MARITIME.

Questions.

1^o Appareils de radoub.

2^o Dimensions à donner aux canaux maritimes. (Point de vue technique. Dimensions probables des bâtiments de mer dans l'avenir.)

3^o Outillage mécanique des ports.

Communications.

1° Dragues à grande puissance et dispositifs pour enlever les roches sous eau.

2° Compte rendu des travaux les plus récents exécutés dans les principaux ports maritimes et notamment de ceux relatifs aux breakwaters. Applications du béton armé ; moyens d'assurer sa conservation.

3° Ponts, ponts à transbordeurs, tunnels sous les voies hydrauliques desservant la navigation maritime. Etude économique et technique.

4° Sécurité de la navigation. Bouées lumineuses.

M. le Président. — Nous nous trouvons encore en présence d'une proposition sur laquelle j'attire, Messieurs, toute votre attention. Elle est faite par M. de Timonoff et libellée sous la date du 21 juillet dans une lettre à M. Dufourny qui voudra bien en donner connaissance.

Lecture est donnée de cette lettre ainsi conçue :

MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE,

Je viens de prendre part au Congrès international des Chemins de fer qui s'est tenu à Berne. Le programme de ce Congrès comprenait la question XIII ainsi formulée :

« *Chemins de fer et Voies navigables. — Etudier l'influence des voies navigables sur le trafic des chemins de fer comme affluents et comme concurrents.* »

Les conclusions des rapports et de la discussion avaient une tendance assez marquée en faveur des Chemins de fer. Aussi me suis-je permis de faire une proposition ayant pour but de laisser le champ libre à une étude plus complète de la question. Cette proposition était formulée ainsi :

« *Il est à désirer que dans tous les pays où la Navigation intérieure joue ou peut jouer un rôle important, l'étude de l'influence réciproque des transports par eau et par chemins de fer soit faite d'une manière continue et systématique, d'après un programme établi par la Commission permanente des Congrès des Chemins de Fer, de concert avec la Commission permanente des Congrès de Navigation.* » (*Journal du Congrès de Berne, n° 3, p. 6*).

Ma proposition a été acceptée par la section et la séance plénière sous la forme qui suit :

« *Il est à désirer que dans tous les pays où la Navigation intérieure joue ou peut jouer un rôle important, l'étude de l'influence réciproque des transports par eau et par chemins de fer soit faite d'une manière continue et systématique. A ce point de vue il peut y avoir utilité à ce qu'un programme soit*

établi par la Commission internationale des Congrès des Chemins de Fer de concert avec la Commission permanente des Congrès de Navigation. »

L'Association internationale des Congrès de Navigation aura ainsi la possibilité de contribuer dans la mesure qu'elle jugera utile à éclaircir la question si obscure de la valeur relative des Chemins de fer et des Voies navigables et surtout de préciser les détails de l'analyse de chaque cas particulier.

Aussi semblerait-il opportun que le prochain Congrès de Navigation inscrive sur son programme cette question que l'on pourrait formuler ainsi :

« Base de la comparaison des Voies navigables et des Chemins de fer au point de vue de leur rôle dans les transports d'une région. »

« Etudier un programme permettant une analyse rationnelle et systématique de l'influence mutuelle des transports des deux natures. »

En vous soumettant ces idées, je vous prie, si vous le croyez utile, de les porter à la connaissance de MM. les Membres de la Commission Internationale permanente des Congrès de Navigation.

Veuillez agréer, Monsieur et cher Collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués.

(S.) V. E. DE TIMONOFF.

M. de Timonoff. — Le programme des questions du prochain Congrès est arrêté et je ne demande nullement de le revoir pour que l'objet de ma proposition pût y figurer. Ce que j'ai voulu surtout, c'est de faire connaître à la Commission permanente des Congrès de Navigation la position que vient de prendre vis-à-vis d'elle le Congrès International des Chemins de fer. Traitée par la Commission permanente des Congrès de Navigation, dont le Président est le Ministre des Chemins de fer de Belgique, ma proposition concernant la Navigation et les Chemins de fer se trouve d'ailleurs en excellentes mains. En demandant, par exemple, aux divers pays de fournir un rapport examinant la question au point de vue local, nous finirions par réunir et publier à ce sujet un certain nombre de documents même avant le prochain Congrès.

L'assemblée décide que le Bureau Exécutif examinera en détail la proposition formulée par M. de Timonoff pour faciliter le plus possible le travail commun des Congrès de Navigation et des Congrès des Chemins de fer dans les recherches de l'influence mutuelle des transports de deux natures.

Mémoire de M. van Konynenburg, Ingénieur du Waterstaat.

M. le Président. — Messieurs, nous abordons le n° 5 de l'ordre du jour : Mémoire de M. van Konynenburg.

La parole est au Secrétaire Général.

M. Dufourny. — Nos Collègues Néerlandais MM. van der Sleyden et Deking-Dura ont adressé le 23 juillet dernier, à M. le Président du Bureau Exécutif, la lettre suivante :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous nous permettons d'attirer votre attention sur l'œuvre magistrale de l'Ingénieur du Waterstaat, M. E. van Ronynenburg, à Maestricht, dans laquelle il a donné une histoire rétrospective de la construction navale dans les Pays-Bas depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours.

Cette œuvre composée d'un manuscrit et de planches en quatre tomes est exposée au Pavillon Néerlandais à l'Exposition Universelle de Bruxelles.

Nous sommes d'avis que la publication de ce mémoire et des planches qui en font partie serait d'un très grand intérêt pour tous ceux qui s'occupent de navigation et spécialement pour les Membres de notre Association.

Nous osons donc exprimer le vœu que le Bureau permanent fasse dans la réunion prochaine de la Commission permanente la proposition de faire publier le mémoire de M. van Konynenburg aux frais de l'Association.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre considération distinguée.

*Les délégués des Pays-Bas
à la Commission Permanente :*

(Signé) VAN DER SLEYDEN, DEKING-DURA.

Le travail de M. van Konynenburg est vraiment remarquable. Il a demandé près de dix ans de travail. Nous avons cru utile d'exposer dans la salle quelques planches de l'ouvrage qui comprend un gros volume de texte, 200 planches en couleur, 150 planches en photographie.

Comme les ressources de l'Association permettent de reproduire ce mémoire, nous nous sommes enquis de la dépense : les reproductions des planches par la photographie ou des planches en couleur coûteraient respectivement 20.000 et 30.000 francs environ. La seule question qui se pose à notre avis, est de savoir si la dépense serait supportée en une fois par notre budget ou reportée sur plusieurs exercices.

M. Reumaux. — Ne pourrait-on procéder par la voie de souscription, étant entendu que l'Association s'engagerait à acheter un certain nombre d'exemplaires, cela ne pourrait-il suffire ?

M. Dufourny. — Nous avons publié à différentes reprises des travaux à charge de l'Association, notamment le rapport de M. de Lélavsky ; le mémoire de M. de Mas : *Souvenir de Neuf Congrès de Navigation*, le catalogue : *Ports, Canaux et Fleuves*, notices bibliographiques ; des

cartes de transport, etc. Mais nous n'avons jamais eu jusqu'ici en vue une dépense aussi élevée ; toutefois il faut tenir compte de l'importance de l'ouvrage qui traite du bateau de rivière et du bateau de mer.

M. Sympher voudrait connaître la portée exacte de la proposition du Bureau. A-t-on l'intention de publier l'ouvrage et de le distribuer à tous les membres de l'Association ? Dans l'affirmative, M. Sympher se rallie à la proposition. Il fait observer qu'aux budgets annuels précédents de l'Association figure une somme de 10.000 francs pour la publication de documents de l'espèce, somme qui jusqu'à présent n'a jamais été dépensée entièrement. Une dépense exceptionnelle répartie sur deux exercices lui paraît donc possible. Il conviendrait, à son avis, que la publication soit reproduite en couleurs plutôt qu'en photographie.

M. Pierrot se demande si cet ouvrage ne devrait pas être édité de façon à être accessible à d'autres personnes. On pourrait le mettre en librairie et il est convaincu que beaucoup d'ingénieurs et de particuliers intéressés à la Navigation en acquerraient un exemplaire. L'Association profiterait de la vente et ainsi la dépense pourrait être réduite.

M. de Joly résume la proposition de M. Pierrot en disant que l'Association éditerait l'ouvrage pour ses Membres et bénéficierait de la vente au public.

M. le Président. — La proposition est adoptée. Le Bureau Exécutif entrera en pourparlers avec M. van Konynenburg pour obtenir l'autorisation nécessaire.

Nomination d'un Président en remplacement de M. Debeil, décédé.

M. le Président. — Nous voici arrivés, Messieurs, au dernier point de l'ordre du jour :

« La nomination d'un Président en remplacement de M. Debeil, décédé. »

Cette question figurait au programme de la séance plénière de l'année dernière ; elle a été renvoyée à notre réunion de ce jour sur la proposition de M. le baron von Coels von der Bruggen.

Messieurs, mon collègue, M. le Ministre des Travaux publics, m'a chargé de vous faire savoir que la succession de M. Debeil au sein du Bureau permanent était réservée à M. Dufourny, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées.

Il nous reste à présent à choisir un second Président ainsi que le stipule l'article 6 des statuts.

M. Charguéraud. — Ce n'est pas, en ce qui me concerne, sans une assez grande perplexité que j'attendais ce numéro de l'ordre du jour : je désirais personnellement voir arriver à la présidence, notre ami Dufourny, non seulement parce que depuis bien des années nous

l'avons vu s'occuper avec le plus grand souci des Congrès de Navigation, mais aussi parce qu'il a été, en somme, l'artisan, le fondateur de l'Association Internationale Permanente, au succès de laquelle nous applaudissons actuellement.

Mais d'un autre côté, je ne pouvais me dissimuler que la très grande autorité personnelle et la vaste autorité de la fonction de Directeur Général des Ponts et Chaussées de Belgique donnaient une place marquée auprès du Ministre des Chemins de Fer à ce fonctionnaire supérieur du Gouvernement belge.

J'aurais donc été très indécis sur ce que j'aurais eu à dire, si je n'avais reçu il y a quelque temps de M. Lagasse de Locht une lettre extrêmement aimable et aux sentiments de laquelle je me plais à rendre ici publiquement hommage. M. Lagasse de Locht a eu soin de me dire qu'il tenait à s'effacer devant son collègue et ami M. Dufourny ; qu'il aurait en sa qualité de Directeur Général des Ponts et Chaussées, la plus grande sollicitude pour l'Association, mais que ce serait dans le rang et comme collaborateur qu'il voudrait travailler à ses succès futurs sous la seconde présidence de M. Dufourny.

Je crois que vous vous associerez à moi pour rendre hommage aux sentiments qui ont dicté cette lettre à M. Lagasse de Locht. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Il résulte de cette communication que nous sommes d'accord pour proclamer M. Dufourny second Président de l'Association. (*Applaudissements.*)

M. Dufourny. — MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Vous m'avez fait un grand honneur, vous avez comblé mes désirs, vous avez mérité ma gratitude et mes remerciements les plus cordiaux en m'appelant à partager la Présidence de la Société avec le collègue éminent et distingué qui, depuis la création de celle-ci, veille à ses destinées avec un tact, une clairvoyance et un éclat que vous avez admirés ; qui a su conquérir votre estime et vos sympathies profondes et qui constitue la solution vivante et harmonieuse d'un problème réputé jusqu'ici insoluble : l'entente cordiale et indestructible des Chemins de Fer et des Voies navigables.

Si, en m'accordant vos suffrages, vous avez voulu marquer que celui-là est digne de participer à la Présidence qui a pour seule ambition d'exécuter vos décisions, d'aller au devant de vos désirs et de vouloir le plus grand bien de la Société, votre choix est parfait.

Car je puis l'avouer en grande sincérité, il ne s'est pas écoulé un seul jour, depuis que vous m'avez investi des fonctions de Secrétaire général, que je n'ai tenu à marquer, par un pas de notre Société fait en avant dans la voie du progrès. La base de l'institution a été étendue dans une large mesure. Sa stabilité s'est accrue par de continuelles adhésions, par de continuels renforts. Son programme a été complété, perfectionné. Elle s'est élevée graduellement jusqu'à cette hauteur mondiale et uni-

verselle que vous aviez assignée comme but à vos efforts et comme terme à vos désirs.

Cet idéal de l'internationalité est aujourd'hui, peut-on dire, atteint grâce à votre concours à tous et grâce à la vigilance toujours en éveil de votre cher Président : M. le Ministre G. Helleputte.

Jamais, et je tiens à le proclamer bien haut, je ne me suis adressé à aucun d'entre vous sans avoir trouvé une aide immédiate, complète, amicale et sans réserve.

Vous avez tenu à montrer que cette œuvre est la nôtre, qu'elle est notre bien commun, que vous en êtes les défenseurs et les apôtres convaincus, que nous marchons d'accord, égaux et parfaitement unis.

Chacun a apporté sa pierre à l'édifice international qui s'élève aujourd'hui haut et fier et dont vous avez le droit de vous enorgueillir.

Les travaux de nos Congrès et l'ensemble de nos publications sont là pour attester l'effort accompli et le chemin parcouru.

Vous avez travaillé sans relâche à l'étude des conditions d'aménagement des ports, des canaux et des rivières. Vous avez contribué à rapprocher les peuples et à améliorer les conditions de l'existence, vous avez contribué à créer des relations et des routes internationales, mais vous avez fait davantage encore, vous avez lancé à pleines mains le long de ces routes la semence de l'estime et de l'amitié réciproques et déjà, grâce à vous, se lève de par le monde une moisson riche et abondante de concorde et de science technique universelle pour l'honneur et le plus grand bien de l'humanité.

Une fois encore, Messieurs et chers Collègues, je vous remercie de vos suffrages. (*Longs Applaudissements.*)

Nomination du nouveau Secrétaire Général.

M. le Président. — Pour compléter le Bureau Exécutif nous devons, Messieurs, pourvoir au remplacement de M. Dufourny. Une décision a déjà été prise en 1908 par la Commission permanente lors du XI^e Congrès, et je crois qu'il ne nous reste en ce moment qu'à la consacrer. Vous avez admis au Congrès de Saint-Petersbourg, à la suite d'une proposition à laquelle vous vous êtes ralliés, que dans le cas où M. Dufourny viendrait à nous manquer, M. Richald, Ingénieur principal des Ponts et Chaussées, professeur à l'Université de Gand, deviendrait Secrétaire Général. Je pense que cette proposition rencontrera votre assentiment. (*Adhésion.*)

M. Richald. — MONSIEUR LE MINISTRE,
MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Je vous remercie de l'honneur que vous me faites et de la confiance que vous me témoignez en m'appelant à succéder à M. Dufourny.

J'apprécie tout l'honneur qui en résulte. L'Association internationale permanente des Congrès de Navigation est une des plus puissantes du monde. M. Dufourny est, comme le rappelait tantôt M. Charguéraud, un de ses fondateurs les plus dévoués qui a donné l'exemple d'une activité, d'une expérience et d'une compétence telles que tous nous nous plaisions à lui rendre hommage.

Je ne me dissimule pas la grandeur de la tâche qui m'incombe. Mais pour m'en acquitter à la satisfaction de vous tous, je compte sur les conseils bienveillants de mon honorable prédécesseur et de M. le Ministre Helleputte, notre premier Président vraiment permanent qui, lui aussi, a dirigé, avec sa grande autorité, les premiers pas de notre Association, l'a vu grandir et prospérer et continue encore, malgré les charges de son département, à l'entourer de sa vive sollicitude.

Je m'efforcerai, pour justifier votre confiance, de suivre, Messieurs et chers Collègues, les principes et les traditions que vous avez établis ; aussi vous pouvez compter sur tout mon dévouement pour unir mes efforts aux vôtres en vue de la grandeur et de la prospérité de notre institution. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Nous avons, Messieurs, épuisé ainsi de la façon la plus heureuse notre ordre du jour.

La séance est levée à 11 h. 40.

Le Secrétaire Général,
J. RICHALD.

Les Présidents,
G. HELLEPUTTE.
A. DUFOURNY.

AFFAIRES DE CRÈTE

Principales notes échangées entre les Puissances protectrices et le Gouvernement de l'île de Crète.

(1905-1910.) (1)

Note et mémoire historique remis aux Consuls généraux des Puissances par la commission du Pouvoir exécutif en Crète.

(16-29 mai 1910.)

NOTE DES PUISSANCES PROTECTRICES.

(La Canée, 22 mars 1905.)

Unanimement disposées à donner un nouveau témoignage de leur sympathie pour le peuple crétois et désireuses de faciliter, dans la

(1) Nous ne reproduisons que les notes principales auxquelles se réfère le mémoire historique du 16/29 mai 1910 et qui en feront mieux ressortir la portée.

mesure du possible, l'accomplissement de la tâche confiée à Son Altesse Royale le Prince Georges de Grèce leur Haut Commissaire en Crète, les Puissances Protectrices ont examiné, avec la plus grande bienveillance, les observations présentées par Son Altesse Royale à l'occasion de son récent voyage en Europe.

Afin de prévenir toute interprétation erronée de leurs présentes dispositions, elles ont, d'un commun accord, jugé utile de les faire connaître d'une façon précise à Son Altesse Royale.

Elles estiment d'abord qu'il n'est pas possible, dans les conjonctures actuelles, de modifier le statut politique de la Crète. Les Puissances Protectrices promettent d'ailleurs par la présente déclaration de ne pas annexer l'île elles-mêmes et de ne pas permettre l'annexion par une autre Puissance contre le gré des habitants.

L'Autriche-Hongrie a fait savoir de son côté, qu'elle adhérerait à cet engagement et l'Allemagne, à laquelle le texte de la présente lettre a été communiqué, a déclaré qu'elle reste, comme par le passé, une Puissance désintéressée des affaires de Crète.

Pour le jour où la tranquillité sera rétablie en Crète, les Puissances Protectrices se sont mises d'accord sur le projet de réduire chacune de moitié les contingents de troupes qu'elles entretiennent dans l'île. Elles croient devoir signaler, en vue de cette éventualité, l'intérêt qui s'attache à augmenter encore, dans la mesure du besoin, l'effectif de la gendarmerie afin de ne pas laisser périlcliter, par la diminution des contingents étrangers, la sécurité et la paix publique.

Pour remédier à une situation financière signalée comme peu favorable, il est à souhaiter que les Crétois concentrent principalement leurs efforts sur le développement économique du pays.

Dans cet ordre d'idées, le Prince Haut Commissaire peut compter sur le concours des Puissances Protectrices; celles-ci seraient dès à présent disposées à accepter l'ajournement, pendant cinq ans, du service des intérêts dus pour les quatre millions qu'elles ont avancés au Gouvernement Crétois.

Les ressources de l'île, judicieusement administrées, peuvent offrir des gages pour la réalisation d'un emprunt qui permettrait de faire face aux dépenses les plus urgentes et à des entreprises de travaux publics de nature à augmenter la prospérité du pays, ainsi que le chiffre des indemnités accordées aux Crétois et aux Hellènes victimes des troubles insurrectionnels, la somme d'un million affectée au paiement des dommages subis par les étrangers restant acquise, en tout état de cause. Les Puissances proposent d'envoyer deux experts financiers pour étudier les conditions économiques de la Crète, ainsi que le système d'impôts en vigueur. Les conclusions de ces agents ne manqueraient pas de faciliter l'émission d'un emprunt qui pourrait être gagé sur la surtaxe douanière, prolongée pendant le nombre d'années nécessaires, et sur certains

droits de porte, d'entrée et de sortie, d'ancrage et de lest établis après entente avec les Gouvernements.

Les Puissances Protectrices trouveraient encore une occasion de manifester leur bienveillance pour la population et le Gouvernement Crétois en rappelant à la Sublime Porte des demandes présentées par le Prince Haut Commissaire, le 9 juillet 1901, et qui n'ont pas, à l'heure actuelle, reçu satisfaction. Elles insisteraient en conséquence à Constantinople pour obtenir : 1^o la reconnaissance du drapeau Crétois ; 2^o la remise à l'État Crétois des condamnés crétois détenus dans les prisons de l'Empire Ottoman ; 3^o la signification des actes judiciaires crétois en Turquie.

En portant ce qui précède à la connaissance de Son Altesse Royale le Prince Haut Commissaire, les Puissances Protectrices sont obligées de bien marquer que ces satisfactions doivent être considérées comme le maximum de ce qu'elles peuvent consentir présentement.

NOTE DES PUISSANCES PROTECTRICES.

(Halépa, 29 avril/12 mai 1905.)

CRÉTOIS,

Il a déjà été porté à votre connaissance que les Puissances Protectrices estiment impossible, dans les conjonctures actuelles, l'union de la Crète au Royaume de Grèce. En présence de l'agitation qui s'est produite et qui persiste dans l'île à la faveur d'incitations annexionnistes, nous devons écarter de nouveau par la présente déclaration toute idée impliquant ce changement de statut politique.

En même temps que nous avons à vous communiquer cette décision catégorique de nos Gouvernements, nous sommes autorisés à vous faire savoir que, suivant l'esprit bienveillant dont vous savez les Puissances Protectrices animées à votre égard, celles-ci sont disposées, aussitôt que les insurgés auront déposé les armes, à étudier les réformes administratives et financières qui seront reconnues par elles nécessaires pour le progrès et le bien-être de l'île.

Nos Gouvernements espèrent qu'en présence de cette nouvelle satisfaction donnée à la population crétoise et s'ajoutant aux marques de leur sollicitude dont vous avez conservé le fidèle souvenir, la tranquillité, un moment troublée, se rétablira d'elle-même et aussitôt dans cette île.

Si toutefois quelques factieux, demeurant sourds à la voix de l'intérêt public et de la raison, s'obstinaient encore dans une sédition dont la prolongation ne pourrait avoir d'autre résultat que la ruine du pays, nous ne devons pas leur laisser ignorer que les Puissances Protectrices

sont fermement résolues à avoir recours à telles nouvelles mesures navales et militaires qu'elles pourraient trouver nécessaires aux fins d'assurer le respect de leur décision de rétablir l'ordre.

CRÉTOIS,

Cet appel à la sagesse et à l'obéissance aux lois ne saurait manquer d'être entendu et, ainsi rentré dans les voies du progrès pacifique, le pays pourra poursuivre, dans le fonctionnement régulier de ses institutions, le développement économique répondant à ses aspirations légitimes.

Halépa, le 29 avril/12 mai 1905.

NEGRI,
Esme HOWARD,
A. DE BRONEVSKY,
L. MAUROUARD.

NOTE DES PUISSANCES PROTECTRICES.

(La Canée, 1/14 septembre 1906).

Les soussignés, Consuls Généraux des Puissances Protectrices en Crète, conformément aux instructions de leurs Gouvernements, portent à la connaissance du peuple Crétois, au nom des Puissances d'accord avec S. M. le Roi des Hellènes, le texte ci-après d'une note collective remise le 1/14 août 1906 à S. M. le Roi Georges par les Représentants à Athènes des Puissances Protectrices de la Crète :

« Les Puissances Protectrices, afin de manifester leur désir de tenir
« compte, dans la mesure du possible, des aspirations du peuple Crétois
« et de reconnaître d'une manière pratique l'intérêt que S. M. le Roi
« des Hellènes doit toujours prendre à la prospérité de la Crète, se sont
« mises d'accord pour proposer à Sa Majesté que désormais, toutes les
« fois que le poste de Haut Commissaire de la Crète deviendra vacant,
« Sa Majesté, à la suite de consultations confidentielles avec les Représen-
« tant des Puissances Protectrices à Athènes, désignera un candidat
« capable d'exécuter le mandat de ces Puissances dans cette île et por-
« tera son choix officiellement à leur connaissance.

« Les Puissances Protectrices, aussitôt qu'elles auront approuvé le
« choix, prendront les dispositions nécessaires pour déléguer leurs pou-
« voirs au nouveau Haut Commissaire pour une période fixe de cinq
« ans et pour porter la nomination à la connaissance de S. M. le
« Sultan.

« Cette concession, dans la pensée des Puissances Protectrices, fait

« partie intégrante des réformes projetées dans la note collective adressée par les Consuls Généraux en Crète au Haut Commissaire le 10/23 juillet et ces Puissances ont le ferme espoir que l'Assemblée Crétoise les acceptera loyalement ».

En communiquant ce qui précède au peuple Crétois, les Consuls Généraux soussignés appellent tout spécialement son attention sur la très sérieuse signification du dernier paragraphe de la note des Puissances reproduite ci-dessus.

La Canée, le 1/14 septembre 1906.

A. DE BRONEVSKY,
L. MAUROUARD,
FASCIOTTI,
Ronald GRAHAM.

NOTE DES PUISSANCES PROTECTRICES.

(10/23 juillet 1906.)

Les Puissances Protectrices ont examiné dans l'esprit le plus bienveillant à l'égard de la Crète les conclusions des délégués qu'elles avaient envoyés dans l'île à la suite des troubles de 1905, et, au moment où l'Assemblée nationale récemment élue va commencer ses travaux, elles tiennent à marquer au peuple crétois l'intérêt qu'elles lui portent en même temps que leur désir très sincère de tenir compte dans la mesure du possible de ses légitimes aspirations.

S'inspirant des propositions de leurs délégués, les Puissances jugent possible d'élargir dans un sens plus national l'autonomie de l'île et de prendre une série de dispositions de nature à améliorer la situation matérielle et morale de la Crète.

A cet effet elles se sont mises d'accord pour arrêter les mesures suivantes :

Mise à l'étude sans aucun délai d'une réforme de la gendarmerie et de la création d'une milice où l'élément crétois et hellénique pourrait être développé progressivement sous la réserve que les officiers hellènes dont on accepterait le concours seraient rayés des cadres de l'activité de l'armée grecque ; retrait des forces internationales aussitôt que la gendarmerie et la milice crétoises seront formées et mises sous les ordres du Haut Commissaire, que l'ordre et la tranquillité seront rétablis et que la protection de la population musulmane sera assurée.

Prolongation de la surtaxe douanière 3 % permettant de conclure avec les garanties nécessaires un emprunt de neuf millions trois cent mille francs dont trois millions trois cent mille serviraient au paiement

immédiat des indemnités aux indigènes et aux hellènes et dont le reste serait réservé à des travaux d'utilité publique.

Extension à la Crète de la commission de contrôle des finances helléniques et désignation d'un fonctionnaire étranger chargé de créer un service d'inspection des finances et de faire annuellement son rapport à la Chambre.

Recommandation aux Consuls Généraux de s'adresser pour les affaires courantes aux Conseillers responsables du Gouvernement Crétois dont l'autorité administrative se trouvera ainsi accrue, tandis qu'on évitera des causes de froissements de nature à atteindre le prestige personnel du Haut Commissaire.

Ajournement jusqu'en 1911 du paiement des intérêts et de l'amortissement de l'avance des quatre millions consentie à la Crète par les Puissances Protectrices.

Envoi aux Ambassadeurs à Constantinople d'instructions en vue du règlement des difficultés encore pendantes entre la Turquie et la Crète, telles que celles relatives : au drapeau crétois, aux actes judiciaires, aux Crétois détenus dans les prisons ottomanes, aux droits de phares, aux taxes télégraphiques, à la nomination des cadis et à la protection des Crétois à l'étranger et en Turquie.

Traitement sur un pied d'absolue égalité des éléments chrétien et musulman en ce qui concerne notamment l'exercice des fonctions publiques, l'organisation des démogéronties et la réglementation de l'action des mutévélis ; formation d'une commission mixte, mi-partie consulaire mi-partie crétoise, pour examiner les cas de dépossession de mosquées, terrains, cimetières, etc., commises au préjudice des collectivités musulmanes.

Les Puissances Protectrices considèrent d'autre part comme indispensable que l'Assemblée nationale Crétoise révisé un certain nombre d'articles de la Constitution permettant de réaliser les réformes projetées dans l'intérêt de l'île et portant sur les points suivants : organisation de la milice, formalités d'expropriation, session et budget annuels, création d'un organe de contrôle financier, garanties pour le recrutement et la stabilité des fonctionnaires.

En faisant part de ces décisions au Peuple Crétois, les Puissances Protectrices ne doutent pas qu'il ne se rende compte que tout pas en avant dans la réalisation des aspirations nationales est subordonné à l'établissement et au maintien de l'ordre et d'un régime stable.

Le 10/23 juillet 1906.

NOTE DES PUISSANCES PROTECTRICES.

(*La Canée, 28 avril 1908.*)

Les Puissances Protectrices ont décidé de commencer, pendant cet été, le rappel progressif de Crète des Troupes Internationales par des

diminutions successives, combinées de façon à effectuer l'évacuation totale de l'île dans le délai d'une année à partir de la date du départ du premier échelon, le tout sous les conditions et stipulations de la Note collective du 10/23 juillet 1906.

NOTE DES PUISSANCES PROTECTRICES.

(Halépa, 15/28 octobre 1908.)

Les soussignés Agents de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et de Russie, d'ordre de leurs Gouvernements respectifs, ont l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement Crétois que :

« Les Puissances Protectrices considèrent l'union de la Crète avec la Grèce comme dépendant de l'assentiment des Puissances qui ont contracté des obligations avec la Turquie.

« Elles ne seraient pas éloignées néanmoins d'envisager avec bienveillance la discussion de cette question avec la Turquie, si l'ordre est maintenu dans l'île et si d'autre part la sécurité de la population musulmane est assurée. »

Ils saisissent l'occasion de transmettre au Gouvernement Crétois les assurances de leur haute considération.

Halépa, le 15/28 octobre 1908.

Arthur PEEL.

V. LEBRECHT.

Em. BERTRAND.

Boris PÉLÉKHINE.

Déclaration

DES CONSULS GÉNÉRAUX DES PUISSANCES PROTECTRICES.

(Halépa, 30 juin/13 juillet 1909.)

Les Consuls Généraux de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie, au nom de leurs Gouvernements, déclarent :

Que poursuivant l'exécution des mesures arrêtées en principe par la Note Collective des Puissances Protectrices du 10/23 juillet 1906 et précisées par celle adressée à M. Zaimis le 28 avril/11 mai 1908, les Puissances Protectrices opéreront le 13/26 de ce mois de juillet le retrait complet de leurs troupes, confiantes à la sagesse du Peuple Crétois et qu'Elles comptent sur l'énergie et la loyauté des Autorités

Constituées pour le maintien de l'ordre public et la sécurité de la population musulmane ; qu'Elles continueront à s'occuper avec bienveillance de la question Crétoise ; mais qu'Elles croient indispensable de ne pas laisser ignorer qu'Elles ont le devoir de veiller au maintien de l'ordre et à la sécurité des Musulmans en Crète et qu'à cet effet Elles se réservent la faculté de prendre telles dispositions qu'Elles jugeront utiles pour le rétablissement de la tranquillité dans le cas où viendraient à se produire des troubles que les autorités locales seraient impuissantes à réprimer.

Halépa, 30 juin/13 juillet 1909.

Arthur PEEL.
V. LEBRECHT.
Em. BERTRAND.
A. SCHÉBOUNINE.

Notification

DES CONSULS GÉNÉRAUX DES PUISSANCES PROTECTRICES,

sur la situation des nationaux étrangers.

(La Canée, 19 janvier/1^{er} février 1910.) •

Les Consuls Généraux de France, de Grande-Bretagne, de Russie, et le Gérant du Consulat Général d'Italie sont chargés par leurs Gouvernements de notifier au Comité Exécutif : que les Puissances Protectrices ne peuvent admettre la situation qui est faite actuellement aux nationaux étrangers en ce qui concerne l'administration de la justice ; ils insistent pour que les autorités crétoises appliquent sans aucun délai les règles garanties en l'espèce par les actes internationaux en vigueur. Ils appellent l'attention sur les conséquences graves qu'un refus risquerait d'avoir pour la Crète.

En portant ce qui précède à la connaissance du Comité Exécutif, les Agents soussignés des Puissances Protectrices de la Crète le prient de les mettre à même de renseigner d'urgence leurs Gouvernements sur les dispositions qu'il aura prises en conformité de cette notification, et saisissent l'occasion de lui transmettre les assurances de leur haute considération.

La Canée, 19 janvier/1^{er} février 1910.

Em. BERTRAND.
A. SCHÉBOUNINE,
A. C. WRATISLAW.
Bartolucci GODOLINI.

Réponse

DE LA COMMISSION DU POUVOIR EXÉCUTIF EN CRÈTE.

(La Canée, 25 janvier/7 février 1910.)

La Commission du Pouvoir Exécutif en Crète a l'honneur de répondre à la notification qu'ont bien voulu lui faire en date du 19 janvier/1^{er} février courants MM. les Consuls Généraux de France, de Grande-Bretagne, de Russie et le Gérant du Consulat Général d'Italie.

Par leur Note en date du 15/28 octobre 1908, les Puissances Protectrices ont déclaré qu'elles ne seraient pas éloignées d'envisager avec bienveillance la discussion de l'union de la Crète à la Grèce si l'ordre est maintenu et la protection de la population musulmane assurée.

S'attendant à ce que la consécration internationale officielle de la proclamation crétoise, qui seule faisait défaut, ne pouvait pas, à la suite de cette précieuse et bienveillante promesse, être éloignée, le Gouvernement et le Peuple Crétois ont dirigé tous leurs efforts à remplir scrupuleusement les conditions dont les Puissances Protectrices ont fait dépendre ainsi la discussion bienveillante de l'union.

C'est dans l'attente d'une décision prochaine et dans l'intérêt même des recommandations des Puissances, auxquelles le peuple crétois a confié sa cause, que l'application des règles garanties par les actes internationaux en vigueur en ce qui concerne l'administration de la justice aux nationaux étrangers, avait paru aux yeux de la Commission, pendant cette période transitoire, comme une question d'opportunité. Le principe de ces règles, dérivé qu'il est des traités en vigueur, a toujours été respecté aussi bien par la Commission du Pouvoir Exécutif que par les autorités constituées fonctionnant en vertu du *statu quo* établi dans l'île depuis le mois de septembre 1908 et en application lors de la Déclaration des Puissances en date du 30 juin/13 juillet visant le retrait complet de l'occupation.

Désireuse de se conformer entièrement à la volonté des Puissances, exprimée dans la récente notification à l'effet que les règles en question continuent à être appliquées conjointement avec le dit *statu quo*, la Commission du pouvoir Exécutif en Crète a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les Consuls Généraux que les instructions nécessaires ont été données à cette fin aux autorités compétentes et elle saisit l'occasion pour leur transmettre l'assurance de sa haute considération.

La Canée, le 25 janvier/7 février 1910.

C. M. FOUMIS.

G. SCOULOUDES.

A. PAPAHAJAKIS.

Notification

DES CONSULS GÉNÉRAUX DES PUISSANCES PROTECTRICES,

relative aux Elections en Grèce.

(La Canée, 30 janvier/12 février 1910.)

Les Consuls Généraux de France, Grande-Bretagne, Russie et le Gérant du Consulat Général d'Italie, sont chargés par leurs Gouvernements de notifier au Comité Exécutif Crétois que les quatre Puissances ne sauraient admettre la participation de la population de l'île aux élections qu'il est question de faire en Grèce. Si malgré la notification de l'opposition formelle des quatre Puissances, cette participation paraissait devoir se produire, Elles prendraient des mesures effectives pour en empêcher la réalisation.

Ils saisissent l'occasion de renouveler au Comité Exécutif les assurances de leur haute considération.

La Canée, le 30 janvier/12 février 1910.

Em. BERTRAND.

A. SCHÉBOUNINE.

A. C. WRATISLAW.

Bartolucci GODOLINI.

Note en réponse et Mémoire historique

DE LA COMMISSION DU POUVOIR EXÉCUTIF EN CRÈTE.

(La Canée, 16/29 mai 1910.)

La Commission du Pouvoir Exécutif en Crète a l'honneur d'accuser réception (1) de la Notification que lui ont faite en date du 30 janvier/

1. La Note ci-dessus, remise avec le Mémoire-annexe à MM. les Consuls Généraux d'Angleterre, de France, d'Italie et de Russie le 17/30 mai, fut accompagnée de la lettre particulière suivante adressée au Doyen du Corps Consulaire:

La Canée, le 17/30 mai 1910.

CHER MONSIEUR LE DOYEN ET CONSUL GÉNÉRAL,

Ainsi que vous êtes à même de connaître, la Commission exerçant le pouvoir lors de la remise de la dernière Notification des Puissances avait pour principale mission de procéder aux élections d'une représentation nationale.

Aussi, s'était-il formé dans le pays un courant d'opinion en faveur de réserver les

12 février derniers, d'ordre de leurs Gouvernements respectifs, MM. les Consuls Généraux de France, de Grande-Bretagne, de Russie et le Gérant du Consulat Général d'Italie et elles les prient de vouloir bien soumettre à leurs Hauts Gouvernements le Mémoire ci-joint ainsi que les considérations suivantes :

En retirant au mois de juillet dernier leurs troupes de Crète les Puissances Protectrices s'en sont remis, pour le maintien de l'ordre public et la sécurité de la population musulmane, à l'énergie et à la loyauté des autorités constituées. La Commission prend à témoin MM. les Consuls Généraux des efforts sincères et de l'activité qu'elle a déployés pour remplir cette tâche que les circonstances dans lesquelles se trouve l'île contribuent à rendre particulièrement difficile.

Pour y arriver elle n'a pas manqué de faire valoir aux yeux du peuple Crétois et de lui rappeler sans cesse tout le prix de l'initiative bienveillante que lui ont promise les Puissances Protectrices dans leur Déclaration du 15/28 octobre 1908 si l'ordre était maintenu et la sécurité de la population musulmane assurée.

Si elle croit être en droit de dire aujourd'hui qu'elle a su répondre loyalement à l'attente des Puissances, la Commission se permet de solliciter instamment des Gouvernements Protecteurs de daigner, dans l'intérêt même de l'ordre et de la paix, ne pas lui retirer leur appui moral qui lui est si précieux, car c'est uniquement dans la confiance du peuple Crétois envers les Puissances qu'elle a trouvé les moyens et l'autorité nécessaires pour se conformer jusqu'ici à leurs recommandations.

Par des motifs qui échappent à la Commission, les Puissances Protectrices n'ont pas cru encore opportun d'aborder la discussion dont Elles déclaraient il y a dix-neuf mois ne pas être éloignées ; la tâche de la Commission n'en est rendue que plus difficile, car la situation anormale où se trouve depuis plus d'un an et demi la Crète ne peut se prolonger indéfiniment sans dangers.

Le peuple Crétois, qui sort à peine d'une lutte inégale et cruelle, a la conscience profonde de son droit. Sa cause lui est sacrée. Ses revendications sont légitimes ; rien ne pourra l'en détourner.

affaires politiques jusqu'à la réunion de l'Assemblée et la Constitution d'un Gouvernement de son choix.

Ceci vous expliquera le retard de la réponse que la Commission que j'ai l'honneur de présider s'est fait un devoir, aussitôt appelée au pouvoir, de vous adresser en date d'hier.

Je vous serais reconnaissant, cher Monsieur le Doyen et Consul Général, de faire part de ce qui précède à vos Collègues et vous prie d'agréer l'expression de ma haute considération et de mes sentiments les meilleurs.

E. VENISELOS.

L'histoire des dernières années et les faits exposés dans le Mémoire ci-joint prouvent assez que la Crète ne peut vivre en dehors des institutions grecques. L'attraction nationale vers la Patrie-mère est telle que tout Gouvernement autre que le Gouvernement Hellénique doit céder sous l'impopularité et la désaffection publique et manque d'autorité ; nul autre, aussi fort soit-il, ne peut offrir en Crète les garanties indispensables de durée et de sécurité, qui apporteront au pays la confiance et le bien-être dont il a tant besoin.

Le statu quo tel qu'il est appliqué depuis le 24 septembre 1908 constitue un pas de plus vers la réalisation des vœux nationaux. A l'abri de toute atteinte extérieure de par la volonté des Puissances Protectrices et leurs déclarations envers la Crète, ce statu quo est un élément positif dans la situation internationale de l'île et la preuve tangible aux yeux du peuple crétois des intentions des quatre Gouvernements. Après l'application pendant près de deux ans d'un tel régime, la Commission du Pouvoir Exécutif ne peut douter que les Puissances Protectrices, dans leurs sentiments de haute équité et de bienveillance, dont le peuple Crétois n'a pas démerité, ne voudront pas compromettre des situations acquises envisagées dans des Notes officielles, en s'écartant du chemin qu'Elles y ont Elles-mêmes tracé.

Elle espère que MM. les Consuls Généraux voudront bien être auprès des Puissances Protectrices les interprètes autorisés de l'ardente prière que la Commission leur adresse au nom du peuple Crétois afin qu'Elles ne tardent pas à donner à sa juste cause la seule solution qu'elle comporte ; elle le fait avec la ferme conviction que la sanction de l'Union viendra en temps utile couronner l'œuvre pour laquelle la Crète a voué aux Puissances Protectrices une éternelle reconnaissance.

La Commission du Pouvoir Exécutif saisit cette occasion pour exprimer à MM. les Consuls Généraux l'assurance de sa haute considération.

La Canée, le 16/29 mai 1910.

E. VÉNISÉLOS.
G. MYLONAYANNIS.
B. SCOULAS.

MÉMOIRE.

Le retard apporté à la reconnaissance internationale du régime appliqué en Crète depuis plus d'un an et demi n'a pas pu ébranler la foi que le peuple Crétois a mise dans la solution finale, qui se trouve placée sous l'égide des promesses faites par les Puissances Protectrices. En présence toutefois des procédés insidieux mis en œuvre par la

Sublime Porte et destinés à égarer l'opinion publique européenne et à représenter la Crète comme s'obstinant à tort à repousser des concessions que la Turquie se dit en mesure d'octroyer, il convient de remettre les choses au point.

La Commission du Pouvoir Exécutif en Crète se permettra donc de rappeler succinctement les actes constitutifs de l'autonomie crétoise et les faits historiques et éléments officiels qui déterminent la situation présente de l'île.

Lorsque, il y a treize ans, à la faveur d'incitations venues du Gouvernement de Constantinople dans le but de faire échouer les réformes adoptées par les Puissances, le fanatisme musulman se donnait une fois de plus libre cours et renouvelait ces massacres et ces cruautés qui firent frémir d'indignation le monde civilisé, les Grandes Puissances, faisant acte d'intervention impérative en Crète, notifiaient en date du 2 mars 1897 par leurs Représentants auprès des Cabinets intéressés de Constantinople et d'Athènes que : « La Crète sera dotée *par les Puissances* d'un régime autonome *absolument effectif* sous la *haute suzeraineté* du Sultan. »

De leur côté, à la date du 5-17 mars, les amiraux des Puissances dans les eaux crétoises « agissant d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs proclament solennellement et font connaître aux populations de l'île que les Grandes Puissances sont irrévocablement « décidées à assurer *l'autonomie complète* de la Crète *sous la suzeraineté* du Sultan. » « Il est bien entendu », ajoutait leur proclamation, « que les Crétois seront complètement libres de tout contrôle de la Porte en ce qui concerne leurs affaires intérieures. »

De ces Notifications officielles et de cette Proclamation solennelle il ressort un principe très net : que les Puissances ayant par leur intervention assumé le droit « d'établir en Crète un régime autonome et « d'en *régler elles-mêmes* l'organisation » (Note à la Sublime Porte du 4 octobre 1898), à l'exclusion de la Turquie et tout ce qui a trait au régime de la Crète dérivant dorénavant des Puissances, l'Empire Ottoman en dehors de la suzeraineté nominale n'a conservé aucuns droits effectifs en Crète, puisque ces droits, exercés par les Crétois, ne lui ont pas été expressément réservés.

Après le retrait de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, les quatre Puissances continuèrent l'œuvre dont les bases essentielles avaient ainsi été posées.

« Dans la pensée des Puissances le maintien d'une force armée « turque n'étant pas compatible avec les principes de l'autonomie « complète » (même Note du 4 octobre) octroyée par elles, elles exigèrent le rappel des troupes turques de la Crète et les amiraux à cette fin firent exécuter rigoureusement l'ultimatum suivant : « Le 15 novembre au lever du soleil, officiers, soldats et gendarmes turcs sans « exception devront avoir quitté l'île. Les navires devront être partis. « L'ex-Gouverneur est invité à suivre les troupes. Le pavillon turc sera « rentré ; de cette façon la situation sera bien nette. »

Peu après les quatre Puissances se mettaient d'accord pour demander le 26 novembre au Roi des Hellènes de donner à S. A. R. le Prince Georges l'autorisation d'accepter le mandat de Haut Commissaire en Crète sous la condition que : « Le Haut Commissaire reconnaîtra la « *haute suzeraineté* du Sultan et prendra des mesures pour la sauvegarde « du drapeau turc, qui, selon la promesse donnée par les quatre Puis- « sances au Sultan, flottera sur l'un des points fortifiés de l'île. »

L'agrément du Sultan n'était point sollicité pour la nomination du Prince de Grèce au poste de Haut Commissaire, dont les pouvoirs, tout aussi bien que la situation faite à la Crète, émanent exclusivement des Puissances.

Le 30 novembre les quatre Gouvernements se bornent à notifier à la Sublime Porte cette nomination en se déclarant « tout disposés à con- « firmer les *droits supérieurs* de S. M. I. le Sultan sur la Crète et à garantir « les intérêts et la vie des musulmans crétois. »

D'autre part, les Amiraux par une proclamation « qui consacre la « réalisation des promesses faites au mois de mars 1897 » notifient au peuple Crétois le mandat de Haut Commissaire confié au Prince Georges de Grèce, qui « a reconnu la *haute suzeraineté* de S. M. I. le Sultan et « s'est engagé à prendre des mesures pour la sauvegarde du drapeau turc « qui flottera *seulement* sur l'un des points fortifiés de l'île ».

Au pavillon turc était substitué dans l'île le pavillon crétois, arrêté par les Ambassadeurs à Constantinople et qui rappelait le pavillon hellénique.

Le régime autonome doté à la Crète par les Puissances reçoit ainsi sa pleine application. Il est défini quant à ses détails dans la Constitution, soumise aux Puissances, approuvée par elles et promulguée par le Haut Commissaire dont le premier soin, d'après l'adresse au Roi des Hellènes, devait être, d'accord avec l'Assemblée Nationale, d'instituer un système de gouvernement autonome.

C'est bien les attributs d'un gouvernement autonome dans la plus large mesure possible que cette Constitution consacre.

« La Crète forme un Etat qui jouit d'une autonomie complète dans les conditions établies par les quatre Grandes Puissances » (Art. 1^{er}).

Ces conditions ont été spécifiées dans les notifications sus-mentionnées des Puissances.

De liens effectifs avec la Turquie il n'en reste aucun.

L'Etat Crétois n'est point tributaire de la Sublime Porte.

Le grec est la langue officielle. La justice est rendue au nom du Prince, qui est le chef suprême des forces armées, confère les grades militaires, nomme et révoque les fonctionnaires publics et les Cadis, promulgue les lois, décerne des décorations, a le droit de grâce et d'amnistie, etc.

L'Etat Crétois a encore le droit (article 30) de passer des traités, de battre monnaie, etc. Usant de ce droit il a fait exécuter, avec l'autori-

sation du Gouvernement Français, à la Monnaie de Paris, la frappe de monnaies divisionnaires et de billon crétois ; il a adhéré à l'Union postale et à la Convention Télégraphique Internationale et s'est fait représenter à toutes les Conférences Internationales tenues en l'espace.

A l'instar des autres administrations, Postes, Télégraphes, etc., les Douanes Crétoises devenaient absolument indépendantes de celles de la Turquie et, comme de droit le, commerce turc était assimilé par décret au commerce des Etats étrangers et soumis à des droits d'importation et d'exportation. Le Gouvernement Ottoman ayant protesté auprès des Puissances contre cette mesure et déclaré que « si elle n'était pas immédiatement rapportée il aviserait aux moyens qu'il jugerait opportuns », les Puissances décidèrent que « l'autonomie douanière découle de « l'autonomie politique et administrative conférée à l'île et que par « conséquent l'application d'un droit de douane aux marchandises « ottomanes est légitime ». La Turquie donna suite alors à sa déclaration et soumit aussi les marchandises crétoises au traitement différentiel appliqué aux Etats étrangers.

Il n'est pas jusqu'au régime des Capitulations qui n'ait subi d'un commun accord entre le Gouvernement autonome et les Puissances certaines modifications.

Constituée en Etat nouveau et ne faisant plus effectivement partie de l'Empire Ottoman, la Crète devait supporter une part de la dette publique de l'Etat dont elle venait d'être séparée. Malgré l'épuisement financier où se trouvait le pays, loin de chercher à se soustraire à une obligation découlant de la nouvelle situation internationale de l'île, le Gouvernement Crétois procéda en date du 12/25 août 1901 avec l'Administration de la Dette Publique Ottomane à la conclusion d'une convention assurant le paiement intégral de la charge incombant à l'Etat Crétois. Une décision des Ambassadeurs à Constantinople, appelés par un compromis entre les deux parties à arbitrer sur un point litigieux, témoigne de l'assentiment des Puissances Protectrices à l'application à la Crète du principe sus-énoncé résultant de sa séparation de la Turquie.

Tels sont en résumé les droits dont la Crète, au lendemain de l'introduction de l'autonomie, avait déjà l'exercice exclusif, exercice d'autant plus significatif que la Sublime Porte avait revendiqué pour elle bon nombre de ces droits par sa Note du 30 octobre 1898, de laquelle les Puissances n'avaient tenu aucun compte ; et c'est là un fait qui à lui seul suffirait pour donner la mesure des droits suprêmes que les Puissances avaient sauvegardés à la Turquie en Crète.

Au point de vue intérieur l'Etat Crétois exerce la souveraineté territoriale la plus complète ; vis-à-vis la Turquie c'est bien l'autonomie la plus large et la plus effective.

La seconde Constitution, également votée par l'Assemblée Crétoise et approuvée par les Puissances Protectrices, ne fait que développer et consacrer une fois de plus les droits qui appartiennent à la Crète.

Si dans la forme du gouvernement ainsi établi par les Puissances le peuple crétois n'a vu, à juste titre, qu'une étape vers l'union à la Grèce, pour les Puissances elles-mêmes le statut politique de l'île n'était pas moins, par sa nature, une transition vers cette solution future qu'il prépare et reflète déjà. L'attitude des Puissances et leurs déclarations envers la Crète en sont le gage précieux et un témoignage qui n'admet pas de doute.

Ainsi, par leur déclaration du 3 avril 1905, bien qu'« Elles estiment qu'il n'est pas possible, *dans les conjonctures actuelles*, de modifier le « statut politique de la Crète », les Puissances « promettent de ne pas « annexer l'île elles-mêmes et de ne pas permettre l'annexion par une « autre Puissance *contre le gré des habitants*. » Si, ainsi qu'il est porté à la fin de cette déclaration, les satisfactions y contenues « doivent être « considérées comme le maximum de ce qu'elles peuvent consentir « *présentement* », les Puissances Protectrices n'y marquent-elles pas d'une façon significative pour l'avenir leur intention de faire entrer dans leurs conseils la volonté des habitants, élément d'autant plus important que cette volonté dont il sera tenu compte s'est immuablement et toujours manifestée pour l'union à la Grèce ?

C'est ce même principe dont s'est inspirée et a prévu l'application la Constitution Crétoise lorsqu'elle établit dans son article 119 que : « Lorsque le moment sera venu de demander au peuple crétois son « avis sur son établissement définitif, on réunira à cet effet la « Chambre qui aura précédé celle dont les pouvoirs viendraient « d'expirer ou aurait été dissoute ».

Un an après dans leur Note collective du 10/23 juillet 1906 les Puissances Protectrices déclarent que : tenant « à marquer au peuple « crétois l'intérêt qu'elles lui portent en même temps que leur désir très « sincère de *tenir compte* dans la mesure du possible de ses *légitimes* « *aspirations*, elles jugent possible d'élargir dans un sens *plus national* « l'autonomie de l'île ». En faisant part de leurs décisions au peuple crétois les Puissances Protectrices « ne doutent pas qu'il ne se rende « compte que tout pas en avant dans la *réalisation des aspirations* « *nationales* est subordonné à l'établissement et au maintien de l'ordre « et d'un régime stable ».

A cet effet les Puissances Protectrices se sont mises d'accord pour attribuer au Roi des Hellènes le droit de désigner à l'approbation des Puissances Protectrices le Haut Commissaire en Crète toutes les fois que le poste en deviendra vacant et elles ont arrêté : « La réforme de la « gendarmerie et la création d'une milice où les éléments crétois et « hellénique pourront être développés progressivement, sous la réserve « que les officiers helléniques dont on accepterait le concours seront « rayés des cadres de l'activité de l'armée hellénique » « le retrait des forces « internationales, aussitôt que la gendarmerie et la milice crétoises seront « formées et mises sous les ordres du Haut Commissaire » e. t. c.

La première de ces concessions, qui « dans l'idée des Puissances Protectrices fait partie intégrante des réformes » destinées à élargir dans un

sens plus national l'autonomie de l'île, est consentie, aux termes de la Note collective présentée au Roi des Hellènes le 1/14 août 1906, « afin « *de reconnaître d'une manière pratique* l'intérêt que S. M. le Roi des « Hellènes *doit toujours prendre* à la prospérité de la Crète ». La part faite au Roi des Hellènes dans la nomination du Haut Commissaire de l'île n'est-elle pas la sûre garantie de la solution finale qu'elle indique ?

Pour ce qui concerne le Sultan, cette nomination, une fois faite, sera portée à sa connaissance (Note à S. M. le Roi du 1/14 août 1906).

Et lorsque bientôt après sous l'administration suprême du Haut Commissaire, élu du Roi des Hellènes, se poursuit l'application des réformes arrêtées, les Puissances Protectrices en précisent encore le sens et la portée : Elles pourvoient au mois de novembre 1906 au remplacement des Carabiniers Royaux italiens au commandement de la Gendarmerie par des officiers de l'armée hellénique, rayés des cadres de l'activité, et, au mois de juillet suivant, elles autorisent l'appel des officiers et sous-officiers hellènes nécessaires pour l'organisation de la milice qui est destinée à remplacer les troupes internationales d'occupation.

Ces troupes, le peuple crétois leur est profondément reconnaissant, car elles ont contribué pour une large part à son affranchissement d'un joug qui paraissait infrangible. Mais la situation de fait qui découle de leur présence n'est-elle pas une entrave à la réalisation des vœux nationaux ? Les Puissances le savent : en levant l'occupation elles donneront un nouveau témoignage de leur bienveillance pour la Crète et elles feront le pas décisif qui l'acheminera sûrement vers l'accomplissement de ses futures destinées.

En réponse à la demande qui leur est présentée le 20 mars/2 avril 1908 les Puissances Protectrices déclarent en date du 28 avril/11 mai qu'elles « ont décidé de commencer, pendant cet été, le rappel progressif de Crète des troupes internationales par des diminutions successives, combinées de façon à effectuer l'évacuation totale de l'île « dans le délai d'une année à partir de la date du départ du premier « échelon ».

Ainsi rendue à elle-même, la Crète se trouvera déjà dotée d'institutions grecques ; ses finances et ses services postal et télégraphique sont organisés et dirigés par des employés du Royaume ; des magistrats hellènes, qui selon l'article 112 de la dernière Constitution Crétoise doivent appartenir au service actif en Grèce, détiennent les charges supérieures dans les deux Cours d'Appel de la Canée et de Candie ; la force armée du pays, Gendarmerie et Milice, est commandée par des officiers et encadrée d'officiers et sous-officiers de l'armée hellénique.

Telles sont les mesures par lesquelles, sous les auspices des Puissances, des liens effectifs viennent s'ajouter chaque jour aux liens moraux qui n'ont jamais cessé d'exister entre la Crète autonome et le Royaume libre ; ce sont les mesures par lesquelles une part toujours grandissante est faite au Royaume dans le gouvernement de l'île,

celles mêmes auxquelles les Puissances Protectrices donnent leur adhésion, ainsi que le proclamait du haut de la tribune en janvier 1908 le Ministre des Affaires Etrangères de France, « par ce qu'elles sont de « nature à réduire au minimum les motifs d'action ou d'intervention « des Gouvernements étrangers, *sauf le Gouvernement Grec* ».

Il est clair qu'à l'autonomie effective, qui dès l'abord soustrayait la Crète de toute sujétion de la Turquie, s'est substituée, par une action des Puissances Protectrices, constante et raisonnée autant que bienveillante, une réelle dépendance de l'île au Royaume Hellénique.

Le 11/24 juillet se produit dans l'Empire Ottoman le rétablissement du régime constitutionnel. Cet événement n'influe point sur la Crète; comment pourrait-il en effet avoir de portée où la domination turque a disparu à tout jamais depuis plus de dix ans? Aussi, donnant suite à leur promesse d'évacuation, les Puissances effectuent le 14/27 juillet le rappel du premier échelon de troupes.

La Crète confiante attend avec calme que s'accomplisse dans le délai prévu d'un an le retrait total de l'occupation, lorsque le double événement de l'incorporation de la Bosnie-Herzégovine et de la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie qui s'annexe en même temps la Roumélie Orientale, rompant l'équilibre Balkanique, fait disparaître les obstacles qui entravaient jusqu'ici l'union de la Crète à la Grèce et modifie du tout au tout les conjonctures spéciales dont les Puissances Protectrices avaient cru devoir par le passé tenir compte.

Au moment où la Principauté Bulgare par un acte aussi imprévu bouleverse un état de choses placé sous la sauvegarde de l'Europe, que peut faire le peuple Crétois? Ne se doit-il pas à la seule résolution que lui imposent ses traditions nationales, le sentiment du devoir envers la Patrie et son Histoire pétrie de sacrifices cruels pour la liberté?

Il s'est toujours conformé aux conseils des Puissances Protectrices et a scrupuleusement respecté leurs décisions. Ne l'ont-elles pas acheminé et encouragé elles-mêmes dans la voie des aspirations nationales, proclamées légitimes? Aussi est-il certain qu'elles ne peuvent le désapprouver.

En répudiant la suzeraineté ottomane et en proclamant le 24 septembre 1908 son indépendance et son union à la Grèce, la Crète, vis-à-vis de la Turquie, ne fait que déclarer de droit une situation existant de fait.

A partir de cette date la Crète est gouvernée au nom du Roi des Hellènes; la Constitution du Royaume y est appliquée; le pavillon grec flotte sur les édifices publics d'un bout à l'autre de l'île; les pouvoirs publics, la milice, la gendarmerie et les fonctionnaires crétois prêtent le serment constitutionnel de fidélité au Roi Georges; c'est au nom du Roi Georges qu'est exercé le pouvoir judiciaire en Crète comme il l'est en Bulgarie au nom du Roi Ferdinand; les timbres portent l'estampille nationale.

A la proclamation crétoise les Puissances Protectrices n'apportent

pas un désaveu ; tout au contraire, elles acceptent la situation de fait qui en résulte et si, n'ayant pas encore signifié leur reconnaissance officielle aux modifications apportées au *statu quo* balkanique par l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, elles ne croient pas pouvoir agir différemment pour la Crète, elles lui donnent néanmoins tout de suite un témoignage éclatant de leurs intentions lorsque, fidèles à leur politique des onze dernières années, elles lui promettent de prendre elles-mêmes l'initiative pour la sanction internationale de l'union à la Grèce. C'est cette promesse que reçoit des Puissances Protectrices le peuple Crétois lorsqu'elles déclarent le 15/28 octobre « *qu'elles ne seraient pas éloignées d'envisager avec bienveillance la discussion de l'union* », dont elles font dépendre la réalisation de cette seule condition : le maintien de l'ordre et la protection de la population musulmane.

Reposant sur la foi de cette déclaration le peuple crétois dirigea dorénavant tous ses efforts à faciliter la tâche des Puissances en se conformant à leurs recommandations et il s'empressa de leur soumettre le 18/31 octobre l'hommage de sa reconnaissance dans des termes que la Commission du Pouvoir Exécutif se plaît à reproduire :

« Le peuple crétois, attaché aujourd'hui plus que jamais à ses traditions et ses aspirations nationales, à maintes reprises reconnues légitimes, et confiant dans la justice de son droit, éprouve la plus profonde reconnaissance de savoir que les Puissances Protectrices ont pris en mains sa cause. Persuadé que dans leur haute bienveillance les Puissances daigneront mettre le sceau à l'œuvre de liberté qu'Elles ont entreprise, il s'en remet à Elles avec une entière confiance et avec la certitude que son union avec la Grèce, rachetée au prix d'innombrables sacrifices, lui sera définitivement confirmée ».

Ainsi, le vœu immuable de tant de générations se réalise : Les quatre Grandes Puissances, Angleterre, France, Italie, Russie, Protectrices de la Crète, lui ont déclaré qu'elles en seront dans un terme pas éloigné les interprètes bienveillants et autorisés.

Le peuple Crétois attend avec calme que se produise l'action promise en sa faveur ; il l'attend avec d'autant plus de confiance que les Puissances sanctionnent la proclamation Bulgare, dont la proclamation Crétoise n'est que la suite naturelle et le direct contre-coup.

C'est de cette situation et de l'attitude du peuple Crétois, loyale et déferante à la volonté des Puissances, que la Turquie cherche à tirer profit. Elle y emploie tous ses moyens ; elle demande à faire table rase des libertés que treize années de bienveillance et de travail pacifique ont acquis à la Crète et des liens que les Puissances ont créés entre l'île et le Royaume.

La Turquie se déclare prête à concéder à la Crète « *la plus large mesure d'autonomie* », mais elle est décidée à y maintenir à tout prix « *ses droits souverains* » !

Or il est à peine utile de dire l'inanité de ces assertions.

Depuis l'année 1898 les droits que la Turquie avait en Crète n'ont

jamais été que nominaux et absolument illusoires. En dehors du seul emblème, perdu sur l'îlot désert de la Sude, qui les symbolisait, il n'est aucun droit en Crète qui n'ait cessé irrévocablement d'appartenir à l'Empire Ottoman.

Quant à l'autonomie effective dont la Crète a joui pendant dix ans *dans la plus large mesure*, elle lui a été dotée non par la Turquie mais par les Puissances, qui, pour l'élargir encore, y ont introduit des éléments nationaux qu'il n'appartient qu'au Royaume Hellénique de concéder.

Les droits et concessions impartis à la Crète par les Puissances forment déjà dans leur ensemble le droit public qui régit la situation de l'île avant la proclamation de l'union ; la Sublime Porte n'est pas sans le connaître. Elle n'ignore pas moins qu'en retirant au mois de juillet dernier leurs troupes et en supprimant de leurs propres mains le seul drapeau crétois qui fût sur l'île, dernier vestige de l'« Etat Crétois », les Puissances ont confié le maintien de l'ordre public et la sécurité des musulmans aux « autorités constituées », celles-là mêmes qui administrent l'île au nom du Roi et fonctionnent en vertu du régime appliqué depuis le 24 septembre 1908. Ce régime, tant que n'intervient pas la décision définitive des Puissances Protectrices, est placé sous leur sauvegarde et cette décision ne pourra porter que sur la solution qu'envisageant dans leur Déclaration du 15/28 octobre, les Puissances Protectrices se sont réservé de discuter avec bienveillance pour la Crète : l'union de l'île à la Grèce.

La Canée, le 16/29 mai 1910.

Notes

DES CONSULS GÉNÉRAUX DES PUISSANCES PROTECTRICES.

(La Canée, 24 mai/6 juin et 27 mai/9 juin 1910),

Les Consuls Généraux de France, de Grande-Bretagne, de Russie et le Gérant du Consulat Général d'Italie, d'ordre de leurs Gouvernements, ont l'honneur de faire au Comité Exécutif Crétois la déclaration suivante :

« Les Puissances Protectrices appellent l'attention du Comité Exécutif Crétois sur la nécessité de ne pas porter atteinte aux droits de la minorité musulmane ; Elles ne sauraient admettre en particulier que des fonctionnaires Crétois de religion musulmane soient empêchés d'accomplir les devoirs de leur charge ou soient privés de leur traitement, sous le prétexte qu'ils n'ont pas prêté le serment d'allégeance réclamé par la majorité de l'Assemblée Crétoise ».

Ils saisissent l'occasion de transmettre au Comité Exécutif l'assurance de leur haute considération.

La Canée, 24 mai/6 juin 1910.

Em. BERTRAND,
A. SCHÉBOUINNE,
A. C. WRATISLAW,
Bartolucci GODOLINI.

Les Consuls Généraux de France, de Grande-Bretagne, de Russie et le Gérant du Consulat Général d'Italie, d'ordre de leurs Gouvernements, ont l'honneur de faire savoir au Comité Exécutif Crétois que si l'Assemblée Crétoise, au moment de sa prochaine réunion, ne reçoit pas les députés appartenant à la confession Musulmane, sans exiger d'eux la prestation d'un serment contraire à leur sentiment, les quatre Puissances Protectrices aviseront à telles mesures qui leur paraîtront opportunes pour régler la situation en Crète.

Ils saisissent l'occasion de renouveler au Comité Exécutif les assurances de leur haute considération.

La Canée, 27 mai/9 juin 1910.

Em. BERTRAND,
A. SCHÉBOUINNE,
A. C. WRATISLAW,
Bartolucci GODOLINI.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret relatif à l'Office de législation étrangère et de droit international.

(21 juillet 1910.) (1)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 46 de la loi de finances du 26 décembre 1908, ainsi conçu : « Le service de la collection des lois étrangères au ministère de la justice est transformé en un office de législation étrangère et de droit international relevant du ministère de la justice et investi de la personnalité civile.

« Un règlement d'administration publique déterminera les mesures concernant l'organisation et le fonctionnement dudit office » ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ART. 1^{er}. — L'office de la législation étrangère et de droit international a pour objet :

1° De centraliser et de mettre à la disposition du public les actes et documents législatifs des pays étrangers, de conserver, entretenir et accroître la collection des ouvrages de droit international et de droit comparé et étranger, existant au ministère de la justice ;

2° De poursuivre la publication de la collection des principaux codes étrangers et d'entreprendre toutes traductions et tous travaux se rattachant à la législation comparée ou au droit international ;

3° De fournir aux administrations publiques, aux corps judiciaires,

(1) *Journal officiel*, 27 juillet 1910.

aux commissions parlementaires des indications sur les traités et les lois étrangères ;

4° De délivrer à tous les intéressés des copies ou des traductions, certifiées conformes, des textes des lois étrangères, des traités ou de tous autres documents ;

5° De publier des mémoires ou travaux de législation étrangère et de droit international ;

6° D'établir des relations avec les administrations, les associations et institutions scientifiques de la France et des autres pays.

Il peut, en outre, être consulté sur les questions de législation étrangère ou de droit international que le garde des sceaux juge à propos de lui soumettre.

ART. 2. — Les collections et biens meubles du service des lois étrangères existant au ministère de la justice sont affectés à l'office de législation étrangère et de droit international.

ART. 3. — L'office relève directement du garde des sceaux, ministre de la justice.

Il est placé sous la direction scientifique d'un comité de législation étrangère et de droit international constitué conformément aux dispositions de l'article 4 ci-dessous.

Il est administré, sous l'autorité du garde des sceaux, par un conseil d'administration composé conformément aux dispositions de l'article 7 ci-après.

ART. 4. — Le comité de législation étrangère et de droit international se compose :

1° De membres nommés par le garde des sceaux et dont le nombre ne pourra excéder 20 ;

2° De membres de droit qui sont :

Les directeurs du ministère de la justice ;

Le directeur des affaires administratives et techniques au ministère des affaires étrangères.

Le président et le vice-président du comité sont nommés par le garde des sceaux.

Le chef du service de l'office, dont l'emploi est prévu à l'article 15, remplit les fonctions de secrétaire du comité avec voix consultative.

ART. 5. — Le comité propose au ministre les traductions de lois étrangères et tous autres travaux à entreprendre. Il choisit les traducteurs et collaborateurs, contrôle et revise leur travail et en surveille la publication.

Il est appelé à donner son avis sur les dispositions réglementaires concernant l'office, ainsi que sur les mesures propres à améliorer son organisation et son fonctionnement.

Art. 6. — Le comité se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire et une fois au moins par trimestre.

Art. 7. — Le conseil d'administration de l'office de législation étrangère et de droit international se compose du président et du vice-président du comité de législation étrangère et de droit international, de deux membres désignés dans le comité par le ministre et du directeur ou chef du cabinet du garde des sceaux. Ce conseil est présidé par le président du comité et, à son défaut, par le vice-président.

Art. 8. — L'office est représenté en justice et dans tous les actes de la vie civile par le président du conseil d'administration. Celui-ci a qualité, en ce qui concerne les biens de l'office, pour intenter, sans délibération du conseil d'administration, toute action possessoire ou y défendre, agir en référé et faire tous actes conservatoires. En cas d'absence ou d'empêchement, le président du conseil d'administration est remplacé par le chef du service de l'office.

Art. 9. — Le conseil d'administration est consulté chaque année, lors de la préparation du budget du ministère de la justice, sur le montant des crédits à inscrire à ce budget pour les dépenses de l'office.

Dans le mois qui suit le vote du budget, il fait des propositions pour l'emploi des revenus des biens propres de l'office et donne son avis sur celui des crédits ouverts par la loi de finances au ministre de la justice pour l'office.

Art. 10. — Le conseil d'administration délibère sur la gestion, les acquisitions et aliénations des biens propres de l'office, et sur les dépenses qui doivent être payées au moyen des revenus de ces biens. Il donne son avis au sujet des dépenses à imputer sur les crédits mentionnés au paragraphe 2 de l'article 9 qui précède.

Les délibérations prises en exécution du présent article ne sont exécutoires qu'après approbation du garde des sceaux.

Art. 11. — Le conseil d'administration statue sur l'acceptation ou le refus des dons et legs faits à l'office sans charges, conditions ni affectation immobilière et lorsqu'il n'existe pas de réclamation des familles.

Lorsque les dons ou legs sont grevés de charges, condition ou affectation immobilière ou lorsqu'ils donnent lieu à des réclamations des familles, l'acceptation ou le refus est autorisé par décret en conseil d'Etat.

Lorsque les dons et legs sont faits avec une affectation spéciale, le décret d'autorisation rappelle cette affectation.

Art. 12. — Les fonds provenant des libéralités faites à l'office sont versés à la caisse des dépôts et consignations.

L'emploi ultérieur de ces fonds ne peut être effectué qu'en vertu de délibérations du conseil d'administration approuvées conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 10 du présent décret et dans les conditions prévues à l'article 33 de la loi de finances du 31 décembre 1907.

Les sommes encaissées pour délivrance de copies ou de traductions ou pour vente de publications, en conformité des tarifs établis d'accord entre les ministres de la justice et des finances, sont versées au Trésor, à titre de produits divers du budget.

ART. 13. — Les dépenses de l'office comprennent exclusivement les traitements et allocations du personnel permanent et des agents auxiliaires ou temporaires, l'entretien des collections, les acquisitions et reliures d'ouvrages, l'abonnement à des publications de législation étrangère ou de droit international, l'installation de bibliothèques, la confection de catalogues, de fiches, etc., les frais de bureau et les menues dépenses de l'office.

ART. 14. — Un rapport sur l'administration et le fonctionnement de l'office est présenté chaque année par le président du conseil d'administration à ce conseil, et transmis au garde des sceaux.

ART. 15. — Le personnel de l'office de législation étrangère et de droit international se compose :

1° D'un chef du service de l'office, conservateur de la bibliothèque ;

2° D'un sous-chef remplissant les fonctions de bibliothécaire ;

3° D'un rédacteur-traducteur, remplissant les fonctions de sous-bibliothécaire.

ART. 16. — Le personnel de l'office est nommé, par le garde des sceaux, après examen, sur la proposition du conseil d'administration.

Pour être admis à subir l'examen, les candidats doivent :

1° Être Français et avoir satisfait à la loi sur le recrutement, en ce qui concerne le service actif en temps de paix ;

2° Être agréés par le conseil d'administration de l'office.

Le nombre et la nature des épreuves, le mode de constitution du jury, les formes de l'examen, les catégories de diplômes ou les justifications d'études à produire sont déterminés par arrêté ministériel après avis du conseil d'administration.

ART. 17. — Des traducteurs spéciaux, des attachés ou agents auxiliaires, désignés par le conseil d'administration après avis du chef du service de l'office, peuvent être employés à titre temporaire.

ART. 18. — Les traitements du personnel de l'office sont fixés, après avis du conseil d'administration, par un décret contresigné par

le ministre des finances, conformément à l'article 55 de la loi du 25 février 1901.

Les allocations des traducteurs spéciaux, des attachés ou agents auxiliaires, sont fixés par le ministre de la justice sur la proposition du conseil d'administration.

Les avancements sont accordés, dans la limite des crédits, par le ministre de la justice, sur la proposition du conseil d'administration et après avis du chef du service de l'office lorsqu'il s'agit d'un de ses subordonnés.

ART. 19. — Les mesures disciplinaires concernant les fonctionnaires de l'office de législation étrangère et de droit international sont prononcées par le ministre, le fonctionnaire entendu ou dûment appelé, et après avis du conseil d'administration.

ART. 20. — Des arrêtés du garde des sceaux statueront sur les mesures nécessaires à l'exécution du présent règlement autres que celles spécifiées ci-dessus.

ART. 21. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 juillet 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

LOUIS BARTHOU.

Loi tendant à la reconstitution des archives constatant les formalités hypothécaires du bureau de Saint-Pierre (Martinique), dont les registres ont été détruits dans la catastrophe du 8 mai 1902.

(20 août 1910.) (1)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

(1) *Journal officiel*, 10 août 1910.

ART. 1^{er}. — Les formalités hypothécaires accomplies au bureau de Saint-Pierre (colonie de la Martinique), dont les registres ont été détruits par la catastrophe du 8 mai 1902, seront reconstituées.

Ce travail portera :

1° Sur les inscriptions prises postérieurement au 1^{er} janvier 1892, et sur toutes les inscriptions antérieures dispensées du renouvellement ;

2° Sur les transcriptions effectuées depuis le 1^{er} janvier 1872 et sur celles qui ont eu lieu avant cette époque, en exécution des articles 939 et 1069 du code civil ;

3° Sur les transcriptions de saisies encore subsistantes ;

4° Sur les radiations d'inscriptions postérieures au 1^{er} janvier 1892.

ART. 2. — Une commission composée du président du tribunal civil de Fort-de-France, ou du juge par lui délégué, du chef du service des domaines, du syndic des notaires, de l'avoué le plus ancien près ledit tribunal et du conservateur des hypothèques, sera chargée de la reconstitution.

La commission sera présidée par le président du tribunal ou par le juge qui le remplacera. Elle pourra choisir un ou plusieurs secrétaires en dehors des membres qui la composent. Il sera dressé un procès-verbal de chaque séance tenue par la commission. Ce procès-verbal, écrit sur un registre spécial, et signé du président et du secrétaire désigné, mentionnera sommairement les décisions prises dans la séance.

ART. 3. — Toute personne qui a intérêt au rétablissement d'une des formalités hypothécaires désignées dans l'article 1^{er} de la présente loi devra, dans le délai d'un an à partir de la promulgation, adresser une demande de rétablissement au président de la commission. Elle joindra à sa demande toutes les pièces constatant que la formalité à rétablir avait été antérieurement remplie.

Toute personne qui détient, à un titre quelconque, une pièce constatant l'accomplissement d'une des formalités désignées dans le même article sera également tenue, dans le même délai, d'en effectuer la remise ou l'envoi au président de la commission.

Après l'expiration de ce délai, le particulier qui aura sciemment retenu une des pièces dont la remise est ordonnée par le paragraphe précédent, sera puni d'une amende de 16 à 300 fr., indépendamment des dommages-intérêts dus à la partie.

Les notaires, avoués, huissiers et tous autres officiers publics ou ministériels seront personnellement responsables des conséquences du défaut de remise ou d'envoi des pièces dont ils seraient détenteurs. Cette responsabilité est celle du droit commun.

La pièce renfermant la mention de la formalité pourra, en cas d'impossibilité par la partie de s'en dessaisir, être remplacée par une copie collationnée.

ART. 4. — L'envoi à la commission des pièces susmentionnées pourra être fait par la poste, sans frais, avec toutes les garanties assurées aux lettres recommandées.

L'objet de l'envoi sera indiqué sur l'enveloppe de chaque paquet.

Un récépissé par chaque pièce sera délivré au déposant par le secrétaire de la commission, au moment de la remise ou dans les vingt-quatre heures de la remise.

Toute pièce reçue par la commission pour la reconstitution des formalités hypothécaires sera, à la date de l'arrivée, mentionnée sommairement sur un ou plusieurs registres d'entrée présentant une série de numéros d'ordre unique et non interrompue pour l'ensemble de ces registres. Le numéro d'enregistrement sera reproduit sur la pièce.

Les pièces reçues seront, après leur enregistrement sur le registre d'arrivée, distribuées en quatre catégories : 1° inscriptions ; 2° transcriptions ; 3° saisies ; 4° mentions à inscrire en marge, y compris les radiations.

Ces pièces seront classées dans chaque catégorie suivant l'ordre de leur date et du numéro de la formalité qu'elle constate. Lorsqu'une pièce contiendra plusieurs formalités ayant des dates différentes, la pièce sera classée à la première date, et il sera rédigé des extraits sommaires qui seront classés aux autres dates.

On annexera à chacune des pièces, également par ordre chronologique, les certificats relatifs aux mentions dont chaque formalité était émarginée.

Lorsque le classement des pièces relatives aux transcriptions sera opéré, il sera rédigé, sous la surveillance spéciale du conservateur des hypothèques, au vu des actes de vente ou de leur copie ou expédition transcrite, des inscriptions d'office qui seront ensuite classées, d'après leur date et d'après le numéro de la formalité qu'elles constatent, parmi les pièces relatives aux inscriptions.

ART. 5. — En cas de rejet par la commission des demandes de rétablissement prévues par l'article 3, avis en sera donné, dans la huitaine au requérant, par lettre recommandée à la poste, sans frais. S'il y a contestation, il sera statué comme en matière sommaire, et sans frais, par le tribunal de première instance qui sera saisi par les parties intéressées.

L'expédition du jugement qui ordonnera le rétablissement sera déposée à la commission.

ART. 6. — Indépendamment des pièces remises ou envoyées à la commission, il sera procédé à la reconstitution du bureau d'hypothèques au moyen de pièces que l'administration possède et, subsidiairement, des doubles de registres conservés par elle.

Les pièces mentionnées dans le paragraphe précédent seront réunies,

selon l'ordre et les divisions indiqués dans l'article 4 précité, aux pièces déposées par les parties ou par les officiers publics.

ART. 7. — A l'expiration du délai fixé par l'article 3, les pièces existant entre les mains de la commission seront comparées avec les mentions inscrites sur ceux des registres de dépôts qui n'ont pas été détruites. S'il est reconnu qu'il n'existe aucune pièce relative à des réquisitions de formalités inscrites sur ces registres, un avertissement sera adressé sans délai au requérant indiqué sur le registre, afin de le mettre en demeure de satisfaire à l'article 3.

Un délai de cent vingt jours francs, à partir de l'expiration du délai ci-dessus, est accordé pour faire la vérification, adresser les avis individuels et recevoir les réponses.

ART. 8. — Les pièces ayant servi au travail de reconstitution resteront déposées au bureau des hypothèques, à l'exception toutefois de celles que la commission jugera inutiles à cet effet, et que le déposant pourra retirer ultérieurement.

Les pièces conservées seront communiquées sans déplacement et sans frais à toute réquisition du déposant.

Les intéressés pourront à toute époque faire prendre, également sans déplacement, copie collationnée des originaux ou des expéditions déposées.

ART. 9. — Les inscriptions seront rétablies : 1° D'après les bordereaux remis par les parties ou possédées par l'administration, ou d'après les états d'inscriptions antérieurement délivrés par le conservateur et représentés ; 2° à défaut de ces documents, d'après le dépôt de la copie collationnée des états ou des bordereaux contenant la mention de l'ancien certificat du conservateur et admis par la commission ; 3° à défaut de ces pièces, sur le dépôt d'une expédition du jugement ordonnant le rétablissement ; 4° au moyen de l'inscription d'office rédigée dans la forme prévue par l'article 4, paragraphe 7.

Ces documents, classés suivant l'ordre de date et de numéro des formalités, seront réunis dans des liasses correspondant au volume détruit. Chaque liasse sera reliée séparément. Les volumes seront cotés et paraphés par première et dernière par le président de la commission.

Les inscriptions dispensées du renouvellement seront rétablies pendant trente ans et par ordre chronologique dans les conditions ci-dessus.

Chaque pièce établissant l'existence de l'inscription sera suivie, par ordre chronologique, des certificats constatant les subrogations, changements de domicile, radiations et autres mentions détruites relatives à cette inscription.

Elle sera revêtue d'une annotation de référence avec ces certificats.

Les mêmes annotations de référence seront inscrites à la suite de chacun de ces certificats.

ART. 10. — Il sera procédé conformément aux dispositions de l'article précédent à l'égard des transcriptions.

Le rétablissement de ces formalités aura lieu : 1^o sur le dépôt de l'original de l'acte contenant la mention de transcription ou sur le dépôt d'une expédition ou d'une copie collationnée contenant la mention de la transcription ; 2^o à défaut de ces pièces, sur le dépôt de l'expédition du jugement qui ordonne le rétablissement.

Indépendamment des formalités reconstituées conformément aux dispositions du paragraphe précédent, les transcriptions effectuées avant le 5 août 1856, date de la promulgation dans la colonie du sénatus-consulte du 5 juillet 1856, en exécution des articles 939 et 1069 du code civil, devront être rétablies dans le même délai et dans la même forme.

En outre, tout tiers détenteur d'un immeuble aliéné par acte transcrit avant le 5 août 1856 pourra remettre au conservateur des hypothèques l'original ou une expédition ou une copie collationnée de son contrat et obtenir, au vu de cette pièce qui restera déposée au bureau, le certificat prescrit par l'article 2183 du code civil pour l'accomplissement des formalités de la purge.

ART. 11. — Les transcriptions de saisies désignées dans l'article 1^{er} seront rétablies dans leur ancienne forme. Les certificats constatant l'existence de mentions marginales détruites seront copiées à la suite de chaque saisie.

ART. 12. — Les divers délais accordés par la loi pour l'accomplissement de certaines formalités hypothécaires, telles que les transcriptions des saisies et des jugements d'adjudication, les mentions en marge des saisies, des sommations aux créanciers inscrits, des jugements prononçant résolution, nullité ou rescision d'un acte transcrit, etc., et que les parties se sont trouvées dans l'impossibilité d'accomplir par suite du sinistre du 8 mai 1902, sont portés à six mois à partir de la promulgation de la présente loi.

ART. 13. — Les formalités rétablies conformément aux dispositions de la présente loi feront la même foi que les formalités qu'elles remplacent. Le défaut de rétablissement de la formalité pourra être opposé par ceux qui auront acquis des droits sur l'immeuble postérieurement à la reconstitution du bureau des hypothèques et qui les auront conservés en se conformant aux lois.

Les autres intéressés pourront également s'opposer si, dans le délai de dix ans à partir de la promulgation de la présente loi, l'existence de la formalité non rétablie n'a pas été reconnue par le tribunal civil, et si cette formalité n'est pas accomplie de nouveau au bureau des hypothèques avec mention du jugement.

Toutefois le créancier retardataire sera déchu du bénéfice de ce délai de dix ans, à compter du jour où, l'immeuble ayant été aliéné, le prix en aura été payé ou définitivement attribué par voie d'ordre.

ART. 14. — Ni l'Etat, ni la colonie de la Martinique, ni aucun des membres de la commission ne pourra être rendu responsable des erreurs ou des omissions qui auront été commises dans le travail de reconstitution ordonné par la présente loi. La rectification de ces erreurs et omissions sera opérée sur le registre à la date courante, sans préjudice des droits acquis aux tiers, conformément à l'article 13 de la présente loi.

ART. 15. — Les actes et pièces de toute nature, exclusivement relatifs à l'exécution de la présente loi, seront dispensés du timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y aura lieu à l'enregistrement.

Les copies collationnées nécessaires pour obtenir le rétablissement des formalités seront délivrées par les officiers publics, moyennant le remboursement des frais et avances de rédaction qui seront à la charge de la colonie. Ils seront payés par l'administration de l'enregistrement de la colonie selon le mode et d'après un tarif arrêté par le ministre des colonies. Il ne sera dû aucun honoraire pour la délivrance de ces copies.

ART. 16. — Lorsque les formalités auront été reconstituées, la commission dressera un procès-verbal descriptif des volumes et des documents remis au conservateur. Celui-ci en prendra charge et en demeurera personnellement responsable à partir de cette remise.

Le procès-verbal sera présenté au tribunal civil qui déclarera, en audience publique, que la reconstitution prescrite par la présente loi est effectuée.

Extrait de cette déclaration sera inséré sans délai au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* et dans les divers journaux de la colonie.

La reconstitution des formalités sera légalement opérée à partir du jour où le tribunal civil aura prononcé la déclaration exigée par le présent article.

ART. 17. — Le conservateur des hypothèques délivrera aux parties qui le requerront, pour constater le rétablissement de chaque formalité, un certificat sur papier non timbré, pour lequel il ne sera payé qu'un salaire d'un franc cinquante centimes (1 fr. 50).

Le conservateur aura un délai d'un an pour délivrer ces certificats.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Rambouillet, le 6 août 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies : Georges TROUILLOT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice : Louis BARTHOU.

Le ministre des finances : Georges COCHERY.

**Décret portant organisation de l'administration centrale du
Ministère des Affaires étrangères en ce qui concerne le
nombre des emplois et des traitements.**

(13 août 1910.)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances,

Vu l'article 16 de la loi de finances du 29 décembre 1882 ;

Vu l'article 35 de la loi de finances du 13 avril 1900 ;

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901 ;

Vu l'article 79 de la loi de finances du 30 mars 1902 ;

Vu l'article 43 et l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905 ;

Vu l'article 99 de la loi de finances du 8 avril 1910 ;

Vu le décret du 12 mai 1891, modifié par les décrets des 8 novembre 1892, 10 mars 1894, 29 juin 1895, 25 juillet 1896 et 29 avril 1907, concernant l'organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ART. 1^{er}. — Les cadres du personnel de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères comprennent, outre le personnel du cabinet :

- 3 emplois de directeurs ;
- 1 emploi de chef du service du protocole ;
- 1 emploi de chef de division ;
- 6 emplois de sous-directeurs ;
- 12 emplois de chefs de bureau ;
- 13 emplois de sous-chefs de bureau ;
- 14 emplois de rédacteurs ;
- 29 emplois d'attachés ;
- 6 emplois d'attachés stagiaires ;
- 2 emplois de secrétaires archivistes ;
- 2 emplois d'archivistes paléographes ;
- 1 emploi de bibliothécaire ;
- 1 emploi de géographe ;
- 1 emploi de chef du service des traducteurs ;

- 1 chef du service intérieur ;
- 2 emplois de traducteurs ;
- 9 emplois d'attachés à la comptabilité ;
- 7 emplois d'attachés au chiffre ;
- 16 emplois de commis expéditionnaires ;
- 9 emplois de commis comptables ;
- 1 emploi d'inspecteur conservateur du matériel.

ART. 2. — Les traitements du personnel de l'administration centrale sont fixés ainsi qu'il suit :

Directeurs, 20.000 fr.

Chef du service du protocole, de 8.000 à 16.000 fr. (par avancements successifs de 1.000 fr.).

Chef de division (de 8.000 à 16.000 fr.), 12.000 fr. (par avancements successifs de 1.000 fr.).

Sous-directeurs, de 8.000 à 14.000 fr. (par avancements successifs de 1.000 fr.).

Chefs de bureau :

Classe exceptionnelle.	10.000 fr.
1 ^{re} classe	9.000 »
2 ^e classe	8.000 »
3 ^e classe	7.000 »

Sous-chefs de bureau :

1 ^{re} classe	6.000 fr.
2 ^e classe.	5.500 »
3 ^e classe.	5.000 »

Rédacteurs :

1 ^{re} classe	7.000 fr.
2 ^e classe.	6.000 et 6.500 »
3 ^e classe.	5.000 et 5.500 »

Attachés, de 2.000 à 5.000 fr. (par avancements successifs de 500 fr.) :

3 au maximum	5.000 fr.
6 au maximum 3.000 à	4.500 »
20 au minimum	2.000 »

Secrétaires archivistes, archivistes paléographes, bibliothécaire, géographe, chef du service des traducteurs, chef du service intérieur, de 3.000 à 7.000 fr. (par avancements successifs de 500 fr.).

Traducteurs, de 2.000 à 3.000 fr. (par avancements successifs de 250 fr.).

Attachés à la comptabilité, attachés au chiffre :

1 ^{re} classe	4.500 fr.
2 ^e classe. 3.500 à	4.250 »
3 ^e classe. 2.500 à	3.250 »

(Par avancements successifs de 500 fr.).

Commis expéditionnaires, commis comptables, inspecteur conservateur du matériel :

1 ^{re} classe	4.000 fr.
2 ^e classe. 3.000 à	3.750 »
3 ^e classe. 2.000 à	2.750 »

(Par avancements successifs de 250 fr.).

Les attachés stagiaires reçoivent, pendant la durée du stage, une indemnité annuelle de 1.500 fr., non soumise aux retenues pour pensions civiles.

ART. 3. — Le directeur des affaires politiques et commerciales reçoit, dans la limite des crédits budgétaires, une indemnité annuelle, fixée par arrêté ministériel, à titre de frais de représentation.

ART. 4. — Indépendamment des cadres fixés à l'article 1^{er}, il peut être employé dans les bureaux de l'administration centrale, suivant les besoins du service et dans la limite des crédits, des dactylographes non commissionnés ou auxiliaires dont le nombre total ne peut dépasser huit.

Un arrêté du ministre détermine le mode de recrutement et les allocations de ce personnel. Ces allocations ne sont pas soumises à retenues pour le service des pensions civiles.

Les dactylographes sont soumis à l'obligation de faire à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse un versement égal à 5 p. 100 de l'allocation qu'ils reçoivent ; ce versement est augmenté d'une somme égale ordonnée à leur profit sur les fonds du budget du ministère. Les conditions dans lesquelles ces versements sont effectués sont fixées par arrêté ministériel.

ART. 5. — Toute nomination ou mutation doit être accompagnée du visa du contrôleur des dépenses engagées.

ART. 6. -- Les modifications de cadres et de traitements prévus par le présent décret ne seront réalisées qu'au fur et à mesure des disponibilités produites par les extinctions ou par les mouvements de personnel et dans la limite des crédits inscrits au budget.

ART. 7. — Est abrogé le décret du 29 avril 1907.

ART. 8. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 13 août 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères :

S. PICHON.

Le ministre des finances,

Georges COCHERY.

Décret déterminant les attributions des directions du Ministère des Affaires étrangères et fixant la répartition du personnel.

(13 août 1910.)

Le Président de la République française,
Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Décète :

ART. 1^{er}. — L'administration centrale du ministère des affaires étrangères comprend :

- 1° Le cabinet du ministre ;
- 2° Service du protocole ;
- 3° La direction des affaires politiques et commerciales ;
- 4° La direction des affaires administratives et techniques ;
- 5° La direction de la comptabilité.

ART. 2. — La qualification, la répartition et l'effectif du personnel des différents services de l'administration centrale sont fixés conformément au tableau (1).

I. CABINET DU MINISTRE. — SERVICES RATTACHÉS AU CABINET DU MINISTRE.

- a) Bureau du personnel.
- b) Bureau du chiffre.
- c) Bureau du départ.

(1) Nous croyons inutile de reproduire le tableau du personnel, qui peut être l'objet de modifications constantes.

II. SERVICE DU PROTOCOLE.

III. DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES.

Service d'ordre et secrétariat.

Bureau des communications.

Bureau des écoles et œuvres françaises à l'étranger.

Sous-directions géographiques : Europe, Afrique, Océanie, Levant, Asie, Amérique. — Services détachés : Tunisie, Maroc.

Sous-direction des archives : Bureau du classement et des communications au département. — Bureau des archives historiques et des communications au public. — Bibliothèque.

IV. DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES.

Service d'ordre et secrétariat.

Sous-direction des unions internationales et des affaires consulaires.

Sous-direction des chancelleries et du contentieux administratif.

Bureau des affaires administratives et judiciaires.

Bureau des affaires d'état civil.

Service du contentieux administratif.

Service des affaires militaires.

Service des traductions.

V. DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ.

Contrôle des dépenses.

1^{er} bureau : Bureau central ; Ordonnancement.

2^e bureau : Liquidation des dépenses ; Comptabilité des traites.

3^e bureau : Agent comptable des chancelleries.

4^e bureau : Service intérieur et matériel.

ART. 3. — La répartition du personnel des directions pourra, selon les besoins du service, être modifiée par arrêté ministériel.

ART. 4. — Il sera alloué des indemnités aux juriconsultes du département appelés à donner des consultations, aux secrétaires-interprètes et aux traducteurs chargés de travaux spéciaux.

ART. 5. — Le sous-directeur d'Europe remplit les fonctions d'adjoint du directeur des affaires politiques et commerciales. Un sous-directeur désigné par le ministre peut suppléer le directeur des affaires administratives et techniques.

ART. 6. — Aucun agent du grade de ministre plénipotentiaire ne peut remplir de fonctions inférieures à celles de sous-directeur.

Aucun agent du grade de secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe ou de consul général ne peut remplir de fonctions inférieures à celles de rédacteur.

ART. 7. — Il n'est pas conféré de titres ou de grades de directeur adjoint, de sous-directeur adjoint, de chef de bureau adjoint ou de sous-chef de bureau adjoint.

ART. 8. — Les attributions des différents services de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères sont réglées ainsi qu'il suit :

I. — CABINET DU MINISTRE, PERSONNEL ET SECRÉTARIAT.

Cabinet. — Bureau du personnel. — Bureau du chiffre.

Cabinet. — Ouverture des dépêches ; correspondance personnelle du ministre ; audiences, travaux réservés ; relations avec le Parlement et la presse.

Bureau du personnel. — Personnel ; propositions et nominations des agents dans la Légion d'honneur ; rédaction et publication de l'annuaire.

Bureau du chiffre. — Chiffre ; correspondance télégraphique.

Bureau du départ et de l'arrivée des correspondances et des courriers. — Organisation des valises.

II. — SERVICE DU PROTOCOLE.

Cérémonial ; questions d'étiquette et de préséance. Protocole du Président de la République et du ministre des affaires étrangères. Réception des ambassadeurs et des membres du corps diplomatique étranger. Audiences diplomatiques. Présentation des étrangers. Correspondance relative aux privilèges, immunités et franchises diplomatiques n'ayant pas un caractère contentieux. Propositions et nominations dans la Légion d'honneur des Français résidant à l'étranger. Propositions et nominations des étrangers dans la Légion d'honneur. Décorations étrangères conférées à des agents français. Envoi de décorations étrangères ; demandes d'autorisation pour accepter et porter ces décorations. Préparation et expédition des lettres de notification, des lettres de créance, des lettres de rappel et de récréance. Expédition des traités, conventions, déclarations et arrangements. Expédition des ratifications et des décrets de publication de ces actes. Expédition des pleins pouvoirs : commissions et provisions. Admission des consuls étrangers en France et dans les colonies françaises.

III. — DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES.

1° *Bureau d'ordre et secrétariat.* — Service du secrétariat du directeur ; enregistrement et départ des dépêches ; ouverture et classement des dossiers ; expédition.

2° *Bureau des communications.* — Analyse du courrier politique et commercial ; résumé de la presse et des revues françaises et étrangères ; distributions des analyses et des résumés aux services intérieurs et aux postes extérieurs ; communications à la presse et au public. — Service géographique, garde de la collection des cartes géographiques pour l'usage du département, des plans et des documents relatifs aux limites du territoire ; construction de cartes et rédaction de notes géographiques pour les divers services du ministère.

3° *Bureau des écoles et des œuvres françaises à l'étranger.* — Centralisation des renseignements relatifs aux écoles et aux œuvres françaises à l'étranger ; correspondances et travaux concernant l'enseignement à l'étranger ; les établissements scolaires et hospitaliers ; les sociétés de bienfaisance.

Répartition des allocations.

Rapports avec les ministères intéressés. Situation des instituteurs et professeurs en service détaché.

4° *Sous-direction d'Europe, Afrique et Océanie.* — Rédaction des instructions et centralisation des renseignements de politique générale ; conférence de la Haye ; correspondance et travaux politiques, commerciaux, financiers et contentieux, concernant : en Europe, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède et la Suisse ; en Afrique, la Tunisie, le Maroc, les possessions des puissances européennes dans l'Afrique occidentale, méridionale et orientale ; en Océanie, l'Australie et les îles du Pacifique appartenant aux puissances européennes.

5° *Sous-direction du Levant.* — Correspondance et travaux politiques, commerciaux, financiers et contentieux concernant la Turquie d'Europe, d'Asie et d'Afrique, les Etats balkaniques, la Grèce, la Perse, Mascate, l'Egypte et l'Abyssinie. Centralisation des affaires musulmanes.

6° *Sous-direction d'Asie.* — Correspondance et travaux politiques, commerciaux, financiers et contentieux concernant la Chine (y compris Hong-Kong et Manille), l'Asie centrale et Nord-Orientale, la Corée, le Japon, l'Indo-Chine, le Siam, les Philippines, les Indes anglaises et néerlandaises.

7° *Sous-direction d'Amérique.* — Correspondance et travaux politiques, commerciaux, financiers et contentieux concernant l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, le Canada, Terre-Neuve, Hawaï, les Antilles.

8° *Archives*. — Rédaction des notes et mémoires pour le service du ministre et des directions.

A. — *Bureau du classement et des communications au département*. — Garde des traités ; recherche et communication de dossiers ou de documents demandés par les services ; classement définitif des documents, cartons, etc., envoyés à la fin de chaque année par les directions ; préparations des volumes pour la reliure ; rédaction des tables analytiques.

B. — *Service des archives historiques et communications au public*. — Sous la direction de deux archivistes paléographes, communication des documents d'archives aux historiens et hommes d'étude et conservation des documents dans la salle du dépôt des archives.

C. — *Bibliothèque*.

9° *Jurisconsultes du département*. — Avis donnés par le jurisconsulte et le jurisconsulte adjoint du département sur les questions de droit international public et privé dont ils seront saisis par les services.

IV. — DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES.

Service d'ordre et secrétariat. — Service du secrétariat du directeur ; enregistrement et départ des dépêches ; ouverture et classement des dossiers ; expédition.

1° *Sous-direction des unions internationales et des affaires consulaires*. — Conventions consulaires. Convention de Genève. Conventions pour la protection de la propriété littéraire, artistique ou industrielle. Conventions monétaires. Conventions sanitaires. Unions postales. Unions télégraphiques, transports internationaux par chemins de fer, accidents du travail, etc., correspondance relative à l'application de ces actes internationaux. Affaires d'administration consulaire. Service météorologique.

2° *Sous-direction des affaires de chancellerie et du contentieux administratif*.

a) *Bureau des affaires administratives*. — Affaires administratives et judiciaires. Pouvoirs, fonctions et attributions des consuls français à l'étranger et des consuls étrangers en France ; conventions concernant l'état-civil et les successions ; actes notariés et autres actes de chancellerie ; contrôle de la gestion des dépôts ; établissement et application du tarif des droits consulaires ; pouvoirs des agents consulaires non rétribués ; correspondance concernant les naturalisations, dispenses pour mariage, etc. Application de la loi militaire à l'étranger.

b) *Bureau des affaires d'état civil*. — Affaires d'état civil, de successions, de tutelles, de recouvrements ; délivrance des légalisations et visas ; statistique des droits de chancellerie. Régularisation et transmission des actes de l'état civil en France et concernant des étrangers ; conservation des actes de l'état-civil reçus à l'étranger et concernant des Français ; délivrance des expéditions de ces actes (application des lois

du 8 juin 1893 et du 27 août 1897); conservation des registres des actes notariés reçus par les agents consulaires français.

C. — *Bureau du contentieux administratif.* — Expulsions, extraditions, rapatriements administratifs d'indigents et rapatriements demandés par voie diplomatique. Commissions rogatoires et actes judiciaires, etc.

Service des affaires militaires.

Service des traductions.

V. — DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ.

Contrôle des dépenses.

1^{er} bureau. — Budget; correspondance générale; service des immeubles à l'étranger; ordonnancement; comptabilité centrale.

2^e bureau. — Liquidation des traitements et des dépenses; secours; pensions; régularisation des traites émises à l'étranger.

Agent comptable des traites.

3^e bureau. — Comptabilité des chancelleries; centralisation des recettes effectuées à l'étranger; contrôle de l'application du tarif; comptes d'avances avec le Trésor et les différents correspondants administratifs.

4^e bureau. — Service intérieur; matériel.

ART. 9. — Toute proposition de nomination, de mutation ou d'augmentation de traitement, présentée au ministre par le chef du personnel, sera appuyée d'un avis du directeur des affaires politiques et commerciales et devra être accompagnée du visa du contrôleur des dépenses engagées.

ART. 10. — Le recrutement du personnel n'appartenant pas aux carrières diplomatique et consulaire sera effectué dans des conditions fixées par arrêté ministériel.

ART. 11. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret.

ART. 12. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 13 août 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,

S. PICHON.

Décret relatif à l'immatriculation des Français et l'inscription des protégés français et étrangers sur les registres tenus dans les postes diplomatiques et consulaires.

(16 septembre 1910.)

Le Président de la République française,

Vu le tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires, qui accompagne l'article 58 de la loi de finances du 8 avril 1910 ;

Vu l'ordonnance du 28 novembre 1833 sur l'immatriculation dans les chancelleries diplomatiques et consulaires des Français résidant à l'étranger ;

Vu l'ordonnance du 26 octobre 1833 sur les fonctions des vice-consuls et agents consulaires,

Décrète :

ART. 1^{er}. — L'immatriculation des Français ayant le statut personnel français est opérée sur un registre spécial par les agents diplomatiques (dans les résidences où il n'y a pas de consulats), les consuls généraux, consuls et vice-consuls. Mention est faite sur ce registre des nom, prénoms, date et lieu de naissance, dernier domicile en France, adresse à l'étranger, profession, situation de famille (célibataire, marié, veuf), situation militaire (régulière ou irrégulière) de la personne inscrite, ainsi que des pièces ayant servi à l'immatriculation, des témoins ayant certifié l'identité et de tous renseignements utiles. Mention est également faite de la femme légitime et des enfants mineurs, s'ils résident dans la même localité que le père de famille.

ART. 2. — L'immatriculation des Français ayant un statut spécial (indigènes de l'Algérie et des colonies non naturalisés citoyens français) et des sujets des pays placés sous la souveraineté ou le protectorat de la France est opérée sur un registre tenu à cet effet par les agents diplomatiques (dans les résidences où il n'y a pas de consulats), les consuls généraux, consuls et vice-consuls. Sont portées, autant que possible, sur ce registre les mentions énumérées dans l'article précédent.

ART. 3. — Il sera délivré à toute personne inscrite en vertu des articles 1 et 2 un certificat reproduisant les mentions du registre.

ART. 4. — Le ministre des affaires étrangères pourra conférer par arrêté à certaines agences consulaires le pouvoir d'immatriculer et de délivrer des certificats d'immatriculation, conformément aux articles 1, 2 et 3 du présent décret. Il pourra, également par arrêté, retirer les pouvoirs ainsi accordés.

ART. 5. — Les agents diplomatiques (dans les résidences où il n'y a pas de consulats), les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ont la faculté d'inscrire sur un registre de protégés les étrangers appartenant à un Etat n'ayant aucun représentant diplomatique ou consulaire dans le pays de leur résidence. Sont portées, autant que possible, sur ce registre, les mentions indiquées à l'article 1^{er}, à l'exception de celles se rapportant au service militaire.

ART. 6. — Il sera délivré aux personnes inscrites en vertu de l'article 6 un certificat reproduisant les mentions du registre.

ART. 7. — La perte de la nationalité française emporte de plein droit la radiation du registre d'immatriculation.

Les agents peuvent toujours, lorsqu'ils le jugent convenable, opérer la radiation du registre des protégés des étrangers inscrits en vertu de l'article 5.

ART. 8. — Lorsqu'une modification des énonciations inscrites sur le certificat sera nécessaire (changement de situation de famille, mariage, etc.), celle-ci devra être faite par un agent qualifié pour délivrer un certificat semblable, signée, datée et revêtue du sceau du poste.

ART. 9. — Lorsqu'une personne inscrite dans un poste transportera son domicile dans une autre circonscription consulaire, elle sera immatriculée au nouveau poste, mais le certificat qui lui sera délivré ne sera valable que pour la durée pendant laquelle elle n'aurait pas eu à renouveler l'ancien, et mention de cette durée sera inscrite sur le certificat.

ART. 10. — Lorsqu'un individu naturalisé Français retournera dans son pays d'origine et se fera immatriculer, mention sera faite sur le certificat que cette pièce n'est valable vis-à-vis des autorités locales que si ces dernières reconnaissent son changement de nationalité.

ART. 11. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 16 septembre 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,
S. PICHON.

Arrêté conférant à des agences consulaires le pouvoir d'immatriculer et de délivrer des certificats d'immatriculation de Français.

(22 septembre 1910.)

Le ministre des affaires étrangères,

Vu l'article 4 du décret du 16 septembre 1910, concernant l'immatriculation des Français et l'inscription des protégés français et étrangers sur les registres tenus dans les postes diplomatiques et consulaires.

Arrête :

ART. 1^{er}. — Les agents consulaires de France à Conception et Santa-Fé (république Argentine) ; Chillan, Traiguén, Temuco, Talca, Talcahuano (Chili) ; Sse-Mao et Long-Tcheou (Chine) ; Honda, Baranquilla, Cali, Carthagène et Bucaramanga (Colombie) ; Sierra-Leone (côte occidentale d'Afrique) ; Monrovia (Libéria) ; Saint-Thomas, Reykiawik, Faskrudsfjord et îles Westmann (Danemark) ; Guayaquil (Equateur) ; Harrar (Éthiopie) ; Mahé, Sainte-Marie-de-Bathurat, Aden, Madras, Colombo, Roseau (Grande-Bretagne), Laurium (Grèce) ; Aquin, Cap-Haïtien, les Cayes, les Gonaïves, Jacmel, Jérémie, Miragoane, Petit-Goave et Saint-Marc (Haïti) ; Honolulu (îles Sandwich) ; Elksar, Larache, Mazagan et Rabat (Maroc) ; Jicaltépec (Mexique) ; Bissao, Beira et Quilimano (Portugal) ; Batoum et Novorossyisk (Russie) ; Zougoul-Dagh, Kavala, Antioche, Lattakieh, Salda et Samsoun (Turquie) ; Ismaïlia (Égypte) sont autorisés à immatriculer les Français dans les conditions déterminées par les articles 1 et 2 du décret du 16 septembre 1910 et à leur délivrer le certificat prévu par l'article 3 dudit décret.

ART. 2. — Le directeur des affaires administratives et techniques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 22 septembre 1910.

Le ministre des affaires étrangères,

S. PICHON.

Création de Consulats.

Par décret en date du 1^{er} août 1910, le consulat de France à Fiume est transformé en vice-consulat.

Par décret en date du 21 septembre 1910, le vice-consulat de France à Tarragone et le vice-consulat de France à Jassy sont supprimés.

Par décret en date du 21 septembre 1910, il est créé un vice-consulat de France à Iquique et un vice-consulat de France à Marrakech.

Décret modifiant la composition du conseil du protectorat du Tonkin.

(27 août 1910.)

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 27 août 1910.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

M. le Gouverneur général de l'Indo-Chine a appelé mon attention sur la composition du conseil du protectorat du Tonkin qui ne lui paraît plus tenir suffisamment compte de l'organisation administrative actuelle de ce protectorat.

L'administration locale propose que le chef des services administratifs, dont les attributions civiles ont été, dans ces dernières années, extrêmement réduites, ne fasse plus partie de cette assemblée, et que le chef du service des travaux publics y soit appelé, par analogie avec ce qui se passe au Cambodge et en Annam.

Dans un pays comme le Tonkin, où les questions de digues, d'irrigations, d'hydraulique agricole, sont plus que jamais à l'ordre du jour, il serait incontestablement très opportun de faire entrer au conseil du protectorat le directeur local des travaux publics, afin de permettre à ce fonctionnaire d'être constamment en communauté d'idées avec le conseil pour la préparation et l'exécution du plan de campagne annuel des travaux.

La proposition de M. le Gouverneur général de l'Indo-Chine m'ayant paru devoir être adoptée, j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint que je vous serai obligé, si vous partagez ma manière de voir, de vouloir bien revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Georges TROUILLOT.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies.

Vu les décrets des 8 août 1898 et 3 février 1900, portant réorganisation du conseil du protectorat du Tonkin ;

Vu le décret du 9 novembre 1901 réglant les relations entre les gouverneurs et les commandants supérieurs des troupes aux colonies ;

Vu le décret du 2 septembre 1905, fixant la compétence territoriale des conseils du contentieux administratif de l'Indo-Chine ;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Indo-Chine en date du 7 avril 1904, allouant des indemnités de déplacement aux membres du conseil du protectorat du Tonkin résidant hors de Hanoï,

Décète :

ART. 1^{er}. — L'article 2 du décret du 8 août 1898 est modifié ainsi qu'il suit :

Le conseil du protectorat du Tonkin est ainsi composé :

Le résident supérieur, président.

L'officier général ou supérieur commandant les troupes stationnées au Tonkin ;

Le délégué du chef du service judiciaire de l'Indo-Chine ;

L'ingénieur en chef des travaux publics de la circonscription territoriale du Tonkin ;

Le représentant du contrôle financier désigné par le directeur du contrôle ;

Un délégué de la chambre de commerce de Hanoï ;

Un délégué de la chambre de commerce de Haïphong ;

Un délégué de la chambre d'agriculture du Tonkin ;

Deux notables indigènes ;

Le chef du cabinet du résident supérieur au Tonkin, secrétaire.

Les délégués des chambres de commerce et d'agriculture sont désignés, chaque année, par ces chambres.

Celles-ci désignent en même temps et dans la même forme des délégués suppléants qui remplacent, en cas d'absence, les délégués titulaires.

Les notables indigènes sont nommés également chaque année, sur la présentation du résident supérieur, par le gouverneur général qui désigne en même temps, deux notables indigènes suppléants.

Le mandat des délégués titulaires ou suppléants des chambres de commerce et d'agriculture, ainsi que celui des notables indigènes délégués titulaires ou suppléants sont indéfiniment renouvelables.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 27 août 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges TROUILLOT.

GRANDE-BRETAGNE

Accession Declaration Act, 1910.

An Act to alter the form of the Declaration required to be made by the Sovereign on Accession.

Loi modifiant la forme de la Déclaration que doit faire le Souverain, à son avènement.

3 August 1910 (1).

3 août 1910.

Be it enacted by the King's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows : —

Au nom de la très-excellente Majesté du Roi, par et avec l'avis et le consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes, assemblés dans le présent Parlement, et par l'autorité des mêmes, il sera donné force de loi à ce qui suit :

1. The declaration to be made, subscribed, and audibly repeated by the Sovereign under section one of the Bill of Rights and section two of the Act of Settlement shall be that set out in the Schedule to this Act instead of that referred to in the said sections.

1. La déclaration qui doit être faite, signée et prononcée à haute voix par le Souverain, conformément à la section 1 du *Bill of Rights* et à la section 2 de l'*Act of Settlement*, sera la Déclaration fixée dans l'Annexe de la présente loi au lieu de celle rapportée dans lesdites sections.

2. This Act may be cited as the Accession Declaration Act, 1910.

2. La présente loi portera le titre de : *Accession Declaration Act, 1910.*

(1) 10 Edw. 7 et 1 Geo. 5. — Ch. 29.

SCHEDULE.

ANNEXE.

I [*here insert the name of the Sovereign*] do solemnly and sincerely in the presence of God profess, testify, and declare that I am a faithful Protestant, and that I will, according to the true intent of the enactments which secure the Protestant succession to the Throne of my Realm, uphold and maintain the said enactments to the best of my powers according to law.

Je (*nom du Souverain*) professe, j'atteste et déclare sincèrement et solennellement, en présence de Dieu, que je suis protestant fidèle et que, me conformant à l'esprit véritable des lois destinées à assurer la succession Protestante au trône de mon Royaume, j'observerai et maintiendrai lesdites lois du mieux de mon pouvoir (1).

GRÈCE

Ouverture de l'Assemblée nationale. — Le discours du Trône.

(Athènes, 14 septembre 1910.)

Le Roi prend place sur le trône, ayant son fils à sa droite, et ouvre la session par le discours suivant :

Messieurs les députés, les conditions dans lesquelles la nation a accepté le vote parlementaire du 18 février ont prouvé la volonté commune de maintenir intact le régime constitutionnel en vigueur dans notre pays.

(1) *Texte de l'ancienne Déclaration de 1689* : Moi, par la grâce de Dieu, roi d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, défenseur de la foi, je professe, atteste et déclare solennellement et sincèrement, en la présence de Dieu, ma ferme croyance que, dans le sacrement de la Cène du Seigneur, il n'y a aucune transsubstantiation des éléments du pain et du vin au corps et au sang du Christ pendant ou après leur consécration par quelque personne que ce soit ; et que l'invocation, l'adoration et le sacrifice de la Vierge Marie ou de tout autre saint, et le sacrifice de la messe, tels qu'ils sont maintenant pratiqués dans l'Eglise de Rome, sont *superstitieux*, *blasphématoires* et *idolâtres*.

Et je professe, atteste et déclare solennellement, en la présence de Dieu, que je fais cette déclaration et chacune de ses parties, dans le sens simple et ordinaire des mots qui me sont lus, tels qu'ils sont communément entendus par les protestants anglais, sans aucune échappatoire, équivoque ou réserve mentale, sans qu'une dispense, sans aucun espoir de (*recevoir*) une telle dispense de quelque autorité ou personne que ce soit, sans penser que je suis ou puis être délié devant Dieu et devant les hommes, sans croire que je puis être absous de cette déclaration, ou de quelqu'une de ses parties, même si le Pape, ou quelque autre personne ou puissance m'en dispensait, l'annulait ou déclarait qu'elle était nulle et non avenue dès le principe.

C'est sur cette même base que fut manifesté le désir général, que seules les clauses non fondamentales de la Constitution fussent revisées, le peuple fut ainsi appelé à élire un nombre double de députés aux fins de reviser ces clauses.

Messieurs les députés, mon cœur se réjouit de votre présence dans cette enceinte, je me réjouis d'autant plus de votre présence dans ce lieu, qu'elle prouve que la libre manifestation du sentiment populaire exprimé selon les lois du pays revêt de son autorité l'Assemblée appelée à délibérer sur les modifications dictées par la Constitution elle-même. Je m'en réjouis encore plus parce que la manière éminemment pacifique, libérale et conservatrice, dans laquelle les électeurs ont usé de leur suprême droit politique a prouvé encore une fois, dans cette circonstance exceptionnelle, la maturité du peuple hellénique, venant s'ajouter à ses autres qualités et qu'il est capable d'éclairer et de guider ses mandataires dans l'étude et l'élaboration d'une réforme devant porter remède aux affaires publiques.

Messieurs les députés, votre tâche devra être bien laborieuse, mais je suis convaincu qu'en assumant celle-ci avec le soin diligent que des circonstances difficiles et nécessitant un surcroît de sagesse et d'application imposent et en poursuivant l'accomplissement de votre mandat avec vos qualités de patriotisme, d'expérience politique, de connaissance des besoins, des sentiments, des caractères et des volontés du peuple hellénique, vous allez surmonter toutes les difficultés pour mener à bonne fin l'œuvre qui vous incombe. Vous pourrez ainsi préparer pour la Chambre, qui doit vous succéder en une session régulière, une base plus saine au fonctionnement de nos institutions et à l'établissement d'un ordre politique plus propre à la réalisation de l'idéal national.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Revue du 14 juillet 1910.

LA CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR REMISE AU DRAPEAU DU 1^{er} RÉGIMENT D'INFANTERIE ET A L'ÉTENDARD DU 1^{er} RÉGIMENT D'ARTILLERIE COLONIALES.

Après avoir passé devant le front des troupes avec LL. MM. le roi et la reine des Belges, le Président de la République a décoré de la Légion d'honneur le drapeau du 1^{er} régiment d'infanterie coloniale et l'étendard du 1^{er} régiment d'artillerie coloniale.

Avant d'attacher les insignes de la Légion d'honneur aux hampes des drapeau et étendard, il a prononcé les paroles suivantes :

En décernant la croix de la Légion d'honneur au drapeau du 1^{er} régiment d'infanterie et à l'étendard du 1^{er} régiment d'artillerie coloniales, le Gouvernement de la République, fidèle interprète du sentiment unanime du pays, donne à l'armée coloniale tout entière une marque éclatante de justice et de reconnaissance.

Depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, sur tous les points du globe, ainsi que sur le territoire envahi, l'héroïsme des troupes coloniales a fourni des pages impérissables à notre glorieuse histoire militaire.

Que les nobles insignes, que je suis fier de confier à la garde de deux de leurs régiments, soient pour tous, comme le gage des vertus séculaires qui font la force de nos armes et sont l'orgueil de la nation.

Le Président de la République a ensuite embrassé le drapeau et l'étendard.

Ambassades et Légations.

15 juillet 1910.

Par décret en date du 15 juillet 1910 :

M. Revoil, ambassadeur de la République près S. M. le roi d'Espagne, est placé, sur sa demande, dans le cadre de la disponibilité.

M. Geoffray, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe à la disposition, est nommé ambassadeur de la République près S. M. le roi d'Espagne, en remplacement de M. Revoil.

Paris, 19 juillet 1910.

Le Président de la République a reçu hier, en audience publique, Son Excellence le marquis de Northampton, ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté britannique, qui lui a remis la lettre autographe par laquelle S. M. George V lui notifie son avènement au trône.

Le marquis de Northampton a été conduit au palais de l'Élysée par l'introducteur des ambassadeurs et un aide des cérémonies, dans des voitures de la présidence escortées par un escadron de cuirassiers.

Un bataillon d'infanterie, avec drapeau et musique, sous le commandement duc olonel, a rendu les honneurs militaires au marquis de Northampton au moment de son arrivée.

Le Président de la République avait auprès de lui M. Pichon, ministre des affaires étrangères, le secrétaire général de la présidence, le chef de son secrétariat particulier et les officiers attachés à sa personne.

Le marquis de Northampton a prononcé l'allocution suivante :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par ordre du roi, mon auguste souverain, j'ai l'honneur de vous remettre la lettre de Sa Majesté par laquelle elle vous annonce la mort de S. M. le roi Edouard VII, roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes, et son avènement au trône de ses ancêtres sous le nom de George V.

Sa Majesté m'a, en outre, chargé de vous dire, Monsieur le Président, qu'elle ne saurait jamais oublier les nombreuses preuves d'amitié et d'affection que son père reçut du peuple français, pour lequel il avait une si grande sympathie.

S. M. le roi George saisit cette occasion pour assurer la France que lui aussi est animé de ces mêmes sentiments d'affection et que ce sera pour lui une vive satisfaction de voir continuer et accroître l'entente cordiale qui existe si heureusement entre la France et l'Angleterre.

Je ne manquerai pas de faire part au roi, mon maître, de l'accueil et de l'hospitalité gracieuse dont nous avons été l'objet et au nom de Sa Majesté, je vous en remercie, Monsieur le Président, ainsi que le Gouvernement de la République.

Le Président de la République a répondu en ces termes :

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Je suis très touché des sentiments que Votre Excellence vient de m'exprimer au nom de Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes.

Le Gouvernement de la République et la France entière ont été profondément affectés par la mort de S. M. le roi Edouard VII. Sa mémoire ne s'efface pas de notre souvenir.

Nous tenons à assurer S. M. le roi George V, au début de son règne, que nous reporterons sur son Auguste personne les sentiments d'amitié et d'affection que nous nourrissions pour son très regretté père et que nous ne négligerons rien pour maintenir et fortifier sans cesse l'entente cordiale si heureusement établie entre l'Angleterre et la France.

Je suis heureux de ce que Votre Excellence ait été choisie pour venir avec de hauts dignitaires de la marine et de l'armée m'apporter le message de S. M. le roi George V.

Je vous prie d'exprimer à votre souverain, Monsieur l'Ambassadeur, avec les souhaits que la nation française forme pour la prospérité de son règne, mes meilleurs vœux de bonheur pour sa personne et celle de Sa Majesté la reine.

Le marquis de Northampton a ensuite présenté les membres de l'ambassade : l'amiral sir Arthur Fanshaw, le lieutenant-général sir Reginald Pole Carew, le comte Compton et M. Cecil Dormer, et s'est retiré après s'être entretenu avec le Président de la République.

Il a été reconduit à son hôtel avec le même cérémonial qu'à l'arrivée.

Paris, 30 juillet 1910.

S. Exc. M. de Leon y Castillo, marquis del Muni, a remis avant-hier au Président de la République, les lettres par lesquelles S. M. le roi d'Espagne met fin à la mission qu'il remplissait en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris.

Le Président de la République a reçu aujourd'hui, en audience officielle, S. Exc. M. Perez Caballero, qui lui a remis les lettres par lesquelles S. M. le roi d'Espagne l'accrédite en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

L'ambassadeur et le personnel de son ambassade ont été conduits au palais de l'Elysée par l'introducteur des ambassadeurs et un aide des cérémonies dans les voitures de la présidence, escortées par un escadron du 1^{er} régiment de cuirassiers.

Un bataillon du 76^e régiment d'infanterie avec drapeau et musique, sous les ordres du colonel, a rendu les honneurs à l'ambassadeur au moment de son arrivée.

Le Président de la République avait à ses côtés M. Pichon, ministre des affaires étrangères, et les personnes de sa maison.

L'ambassadeur a prononcé l'allocation suivante en remettant ses lettres de créance :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Après de longs services diplomatiques, S. M. le roi, mon auguste souverain, a daigné m'accréditer auprès de la République française comme son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire par les lettres que j'ai l'honneur de remettre à Votre Excellence.

Rien ne pouvait être plus agréable et plus flatteur pour moi. Ayant commencé à Paris ma carrière, aimant de tout temps la France pour son histoire, sa culture, son énergie et son esprit de progrès, je me sens fier d'être chargé d'affermir et de développer les sentiments d'étroite amitié qui unissent heureusement l'Espagne et la France.

Puissances voisines et méditerranéennes, toutes deux voisines aussi du Maroc, la nature elle-même établit entre nos deux pays des liens immuables qui doivent donner pour résultat des avantages réciproques.

Me conformant aux vœux de mon souverain, de son gouvernement et de ma patrie tout entière, m'inspirant en outre des honorables traditions de mon illustre prédécesseur, j'apporterai tout mon zèle à consolider notre cordiale entente, à rendre de plus en plus intimes nos rapports de bon voisinage et à maintenir la loyale et civilisatrice collaboration à laquelle nous sommes appelés dans les affaires marocaines.

C'est, en effet, par une noble, sincère et permanente disposition d'accord mutuel, que nous trouverons la meilleure garantie pour la concordance et la sauvegarde des intérêts respectifs, tout en contribuant en même temps à l'œuvre mondiale de paix et de justice.

Pour remplir cette mission dont je m'honore, j'ose pouvoir compter, Monsieur le Président, sur votre haute bienveillance et sur l'amical concours de votre très digne Gouvernement.

Le Président a répondu :

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Les aimables paroles que vous venez de dire, en me remettant les lettres par lesquelles S. M. le roi d'Espagne vous a accrédité en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès du Président de la République française me touchent vivement, et je veux vous affirmer que nul choix ne pouvait nous être plus agréable que celui de votre personne pour succéder à Paris au diplomate éminent, qui a su faire parmi nous de nombreuses amitiés, et dont nous conserverons toujours les meilleurs souvenirs.

Je vous remercie des sentiments que vous venez d'exprimer à l'égard de la France. Ils tirent en partie, leur origine, vous avez tenu à le rappeler et nous sommes sensibles à cette marque d'attention, des débuts mêmes de votre carrière, qui a été si brillamment remplie. L'esprit, du reste, dans lequel vous vous proposez de poursuivre la tâche dont votre Gouvernement vous a chargé ne pourra que vous la rendre plus agréable et plus facile. Vous arriverez sans peine, soyez-en assuré, à fortifier encore l'entente et les relations de bon voisinage qui existent entre nos deux pays. Pour atteindre votre but, vous pouvez, d'ailleurs, compter sur l'entier concours du Président et du Gouvernement de la République.

Vous avez rappelé de la façon la plus heureuse les liens immuables établis par la nature même entre la France et l'Espagne et les résultats utiles qu'on doit attendre, dans les affaires marocaines, de la collaboration loyale et féconde qui associe nos efforts pour le développement d'une œuvre de paix et de civilisation.

Les hautes fonctions que vous avez remplies dans votre pays vous ont permis d'apprécier la sincérité de nos intentions, en même temps que les sentiments d'amitié cordiale du peuple français pour la noble nation espagnole.

Vous en recueillerez chaque jour des preuves nouvelles au cours de la mission qui vous est confiée, et c'est dans cette conviction que j'ai grand plaisir, Monsieur l'Ambassadeur, à vous souhaiter la bienvenue parmi nous.

L'ambassadeur a présenté alors le personnel de l'ambassade qui l'accompagnait et s'est ensuite entretenu avec le Président de la République et le ministre des affaires étrangères.

A la sortie du palais, les honneurs militaires ont été rendus de nouveau à l'ambassadeur, qui a été reconduit à son hôtel avec le même cérémonial qu'à l'arrivée.

Paris, 11 août 1910.

S. Exc. sir Francis Bertie a remis aujourd'hui au Président de la République les lettres par lesquelles S. M. le roi de Grande-Bretagne

et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes, le confirme en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Le Président de la République a également reçu avec le cérémonial accoutumé M. Athos Romanos, qui lui a remis les lettres par lesquelles S. M. le roi des Hellènes l'accrédite en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Paris, 21 septembre 1910.

S. A. S. le prince de Radolin a remis au Président de la République les lettres par lesquelles S. M. l'empereur d'Allemagne met fin à la mission qu'il remplissait en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris.

Voyage du Président de la République à Besançon et à Berne.

(14-16 août 1910.)

Le Président de la République, accompagné de M. Ramondou et du commandant Hellot, a quitté Rambouillet samedi soir à dix heures et s'est rendu à Juvisy où il a pris place dans le train spécial qui doit le conduire à Besançon et à Berne.

M. Viviani, ministre du travail et de la prévoyance sociale, M. Molard, directeur du protocole, le lieutenant-colonel Griache et de hauts fonctionnaires de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée étaient montés dans ce train, au départ de Paris, à dix heures cinquante.

Journée du 14 août.

Dimanche matin, à son arrivée à Besançon, le Président de la République est reçu par MM. Trouillot, ministre des colonies; Renoult, sous-secrétaire d'Etat des finances; Sarraut, sous-secrétaire d'Etat de la guerre; les sénateurs, les députés, le conseil général du Doubs, le conseil municipal de Besançon, et plusieurs sénateurs et députés représentant les départements voisins.

MM. Pichon, ministre des affaires étrangères, Dutasta, chef de son cabinet, en villégiature dans le Jura; le général Chomer, commandant le 7^e corps d'armée, et M. Milleteau, préfet du Doubs, avaient pris place à Saint-Vit dans le train présidentiel qui arrive à Besançon à l'heure fixée.

M. Grosjean, maire, souhaite la bienvenue au Président de la République.

« Je suis très touché, lui répond M. Fallières, de la façon dont je suis reçu ici. Vous savez avec quel plaisir j'ai accepté l'invitation qui m'était faite de venir à Besançon ; je suis heureux d'apporter à la population républicaine de ce pays le salut et les sympathies du Gouvernement de la République. »

Et, comme depuis le matin, le ciel s'est complètement dégagé et que le temps paraît devoir être fort beau, M. Fallières ajoute en souriant :

« Je vois que vous avez ajouté un rayon de soleil au programme de vos fêtes, espérons qu'il durera jusqu'au soir. »

Le général Chomer, en présentant les officiers de la garnison, dit qu'appelés à l'honneur de servir à la frontière, eux et leurs troupes se rendent compte des devoirs qui leur incombent pour assurer la grandeur et la sécurité de la France et de la République.

Le Président de la République répond qu'il connaît et apprécie la valeur et le mérite des troupes du 7^e corps. La France et la République ont en elles, comme dans l'armée tout entière, la plus absolue confiance.

M. Fallières adresse ensuite une petite harangue aux maires du département, présentés par M. Milleteau, préfet :

Si j'avais, leur dit-il, un conseil, un avis à vous donner, je vous dirais que dans votre administration, tout en étant fermement attachés aux institutions républicaines, au drapeau de la République, tout en étant prêts à le défendre s'il était attaqué, vous devez la justice à tous vos concitoyens ; vous devez faire aimer votre administration et ne pas la faire redouter.

Après une visite à l'exposition d'horticulture, où M. Fallières accepte avec plaisir un verre de vin d'Arbois offert par les vigneron du Jura, le cortège se dirige vers le rond-point de la Mouillère où est érigé le monument de Proudhon.

Des discours sont prononcés par M. Beauquier, député du Doubs, par M. Borne, sénateur, président du conseil général, et par M. Grosjean qui, après un éloge vibrant de ses compatriotes comtois, termine ainsi :

« Monsieur le Président, permettez-moi d'arrêter votre attention sur les respectueuses ovations qui saluèrent ce matin votre passage dans nos rues et sur nos places publiques. M'y associant avec joie, je suis heureux de l'honneur qui m'est échu de porter, au nom du conseil municipal et de la ville de Besançon tout entière, un toast au chef aimé et vénéré de l'Etat, M. le Président Fallières. Je bois à sa santé, à son bonheur, à celui de sa famille. Je bois à la République qu'il personnifie avec une sympathique autorité. Je le prie d'agréer l'expression de notre vive et profonde gratitude et l'assurance de notre absolu dévouement. »

Cette péroration est accueillie par d'immenses acclamations ; puis M. Fallières prend la parole :

MESSIEURS,

Je ne saurais assez vous dire combien je suis sensible aux paroles si cordiales que viennent de m'adresser, avec une bonne grâce parfaite, M. le maire de Besançon, M. le président du conseil général et mon cher compagnon de tant de luttes anciennes, le vaillant doyen des parlementaires de votre beau département.

Ils me sauront gré tous les trois, j'en suis sûr, de m'entendre confondre les remerciements que je leur dois et que je suis particulièrement heureux de leur offrir, avec ceux que j'adresse, dans la chaleur de mon âme, à la population bisontine tout entière, dont les marques de vive sympathie sont allées droit à mon cœur de patriote et de républicain.

Ces manifestations se sont, en effet, moins adressées, comme il convient, à l'homme qui a le très grand honneur de les personnifier, à l'heure où nous sommes, qu'aux institutions, dont l'inébranlable solidité contribue à la grandeur de la France et au développement pacifique de ses brillantes destinées.

Je le vois bien aujourd'hui, je m'étais fait une idée juste des sentiments qui animent notre vieille Franche-Comté. Son histoire, à laquelle tout à l'heure une voix éloquente a fait de judicieux emprunts, nous montre sous leur véritable jour les qualités maîtresses de la race, la résistance au labeur, la simplicité de la vie, la finesse de l'esprit, la persévérance dans le dessein, la résolution dans l'entreprise, et, par-dessus tout, une ardeur qui ne se décourage pas, une fierté que rien ne peut abattre, et un besoin d'indépendance, qui, aux moments décisifs, engendre les grandes choses et fait les grands citoyens.

Tels furent vos ancêtres dans l'antiquité, au moyen âge et dans des temps plus rapprochés de nous. Tels furent vos pères au cours de la Révolution, qui donna une charte nouvelle à l'humanité. Tels vous êtes aujourd'hui dans une République ouverte à toutes les améliorations politiques et sociales, impartialement garante du libre exercice des droits de l'homme et du citoyen. Qui ne vous sait toujours prêts à tous les devoirs pour maintenir au rang qu'elle occupe dans le monde la nation qui vous compte au nombre de ses plus généreux enfants ?

Qui ne sait encore qu'ici tout sourit aux efforts de l'homme et répond aux desseins de la nature ?

L'industrie y a fondé des établissements qui portent au loin la renommée de vos incomparables fabriques. La campagne y est riche en sites et en paysages sur lesquels s'étend, grâce à l'heureuse initiative de l'un des vôtres, la jalouse protection de la loi. La montagne y présente une variété d'aspects qui défie la comparaison avec les régions les plus favorisées. Les vallées y sont profondes et vertes. Les eaux qui les arrosent

s'y répandent en larges nappes ou en bouillonnements tumultueux qui jouissent d'une célébrité universelle.

Comment ne seraient pas sortis, en nombre, de cette contrée privilégiée, pour être, en leur temps, l'honneur de notre pays, des écrivains, des savants, des juriconsultes, des philosophes, des vaillants capitaines, des hommes politiques éminents, des peintres à la riche palette dont les toiles sont l'orgueil de l'art contemporain ?

N'est-ce pas pour commémorer le souvenir d'une des plus puissantes intelligences de notre époque que vous avez institué cette fête à laquelle je me félicite d'assister ? Avec le recul du temps, l'homme et l'œuvre se sont dégagés des ombres qui en obscurcissaient le caractère et l'inspiration. On a dit, tout à l'heure, au pied du superbe monument élevé à la gloire de Proudhon, de nobles et éloquentes paroles. On a marqué, avec autorité, le rang qu'occupe, dans le monde des idées, le fils illustre du modeste tonnelier du faubourg de Battant. Qui contesterait la générosité de son effort pour étendre dans notre démocratie, que remuent tant de courants divers, la place que doivent y tenir, pour l'honneur de l'humanité et l'intérêt de tous, la recherche du bien, l'empire de la justice et l'action de la bonté ?

Je lève mon verre à la ville de Besançon, dont la chaude hospitalité me laissera un ineffaçable souvenir.

Je le lève aussi au département du Doubs, que j'associe à son chef-lieu dans un même sentiment de sincère reconnaissance.

Le discours du Président de la République, écouté debout par les convives, coupé, à différentes reprises, par de longues salves d'applaudissements, est suivi de l'exécution de la *Marseillaise*.

A deux heures et demie, M. Fallières rentre à la préfecture où il va prendre quelques instants de repos.

Après avoir pris quelques instants de repos à la préfecture, dans l'après-midi de dimanche, le Président de la République visite l'exposition d'horlogerie et de là se rend à l'hôpital.

M. Fallières s'arrête assez longuement au chevet de deux soldats du 60^e de ligne, blessés pendant la retraite aux flambeaux de samedi, et les reconforte de son mieux, ainsi que beaucoup d'autres malades auxquels il adresse des paroles de consolation.

Avant de se retirer, il remet 2.000 fr. au maire pour le bureau de bienfaisance et la crèche de la ville.

Le Président de la République assiste, sur la promenade de Chamars, à un défilé des sociétés musicales, parmi lesquelles figure une société suisse. De nombreuses compagnies de sapeurs-pompiers y prennent part.

Très acclamé, M. Fallières regagne la préfecture.

C'est là qu'il apprend, par une dépêche du ministre des travaux publics, la catastrophe de chemin de fer survenue à Saïjon.

Douloureusement ému, le Président de la République envoie

immédiatement au préfet de la Charente-Inférieure le télégramme suivant :

J'apprends, à Besançon, la terrible catastrophe de Saujon. Je vous prie de faire parvenir aux familles de ceux qui y ont trouvé la mort, la part très sincère que je prends à leur deuil. Veuillez également être, auprès des malheureux blessés, l'interprète de ma plus douloureuse sympathie.

D'autre part, M. Fallières fait supprimer la musique qui devait se faire entendre au cours du dîner qu'il offre aux autorités de Besançon et décide de modifier le programme de son voyage en Suisse.

Par courtoisie à l'égard de la république voisine, toute la partie purement officielle du voyage est maintenue.

Par contre, M. Fallières renonce à tout ce qui devait constituer pour lui un agrément personnel. C'est ainsi qu'il ne fera point mardi l'excursion projetée sur le lac de Thoun et à Interlaken.

Le Président de la République charge M. Pichon, ministre des affaires étrangères, de télégraphier à notre ambassadeur à Berne pour l'inviter à faire part d'urgence à M. Comtesse, président de la confédération, des raisons douloureuses qui l'obligent à modifier les dispositions primitivement prises.

Peu après, le Président de la République, informé de l'incendie de l'exposition de Bruxelles, télégraphie au roi des Belges la dépêche suivante :

J'apprends à l'instant la nouvelle du terrible incendie qui a détruit votre superbe exposition.

Je tiens à vous exprimer sans retard la part que je prends, comme toute la France, à cette catastrophe qui menace de faire complètement disparaître des trésors industriels et artistiques qui faisaient l'admiration du monde.

Je m'associe de tout cœur à la tristesse de la nation belge.

Journée du 15 août.

Lorsque le Président de la République arrive en gare de Pontarlier, on lui remet un télégramme de l'empereur d'Allemagne dont voici le texte :

Vivement ému par la terrible catastrophe de Saujon, je prie Votre Excellence d'accepter ma plus sincère sympathie avec les nombreuses victimes et le deuil de leurs familles affligées.

Le Président de la République répond en ces termes :

Je suis vivement touché de la part que Votre Vajesté veut bien prendre au deuil qui vient d'atteindre de nombreuses familles françaises. Je la remercie bien sincèrement d'avoir eu la délicate pensée de s'associer à notre tristesse.

C'est à Pontarlier également que M. Fallières est touché par la dépêche suivante du Président de la confédération helvétique :

Douloureusement impressionné par le terrible accident qui met en deuil votre pays, nous vous transmettons l'expression de nos sympathies attristées.

Le Président de la République adresse à son tour ses remerciements à M. Comtesse :

Je suis très touché de la part que vous voulez bien prendre au deuil qui vient de frapper tant de familles françaises et je tiens à vous exprimer sans retard mes plus cordiaux remerciements.

M. Fallières est conduit hors de la gare, sur la place où la foule, difficilement maintenue par un cordon de troupes, fait entendre des acclamations.

Le maire de Pontarlier et M. Girod, député, harangent le Président de la République.

M. Fallières les remercie des paroles par lesquelles ils l'ont accueilli. Il dit combien il a été heureux de prendre contact avec les vaillantes populations du Doubs.

Quand on a passé quelques instants au milieu de vous, ajoute-t-il, on se dit que si par malheur, on devait avoir dans sa carrière un moment de défaillance, et je vous affirme qu'il n'y en aura pas, on retrouverait à votre exemple la force de faire tout son devoir.

Je vais traverser la frontière pour aller porter à un peuple ami un salut fraternel ; je vais vers des républicains, et je sais l'accueil qui m'est réservé, mais je n'oublierai pas celui que j'ai reçu dans votre beau pays.

M. Fallières se fait présenter les conseillers municipaux et les notabilités, puis s'avance vers la foule qu'il salue.

De toutes parts on crie : « Vive Fallières ! Vive la République ! »

A midi quarante-cinq, M. Fallières remonte dans son wagon, et s'entretient avec M. Millerand, ministre des travaux publics, de la catastrophe de Saujon. Après quelques minutes de conversation entre le Président et le ministre, le signal du départ est donné. M. Millerand se sépare du chef de l'Etat pour se rendre à Saujon par les moyens les plus rapides.

C'est à la gare mixte des Verrières que M. Fallières reçoit le premier salut des autorités suisses ; il est salué par le comte d'Aunay, ambassadeur de France à Berne, et par les officiers suisses mis à sa disposition pendant son séjour, les colonels Isler, Galifé et Igli, qui sont invités par M. Fallières à monter dans son wagon.

A deux heures, heure de l'Europe centrale, M. Fallières quitte Verrières.

Dès que M. Fallières a franchi la frontière on a l'impression très nette de l'accueil plus que chaleureux que réserve la Suisse au Président

de la République et de la joie causée à la nation voisine et amie par la visite du chef de l'Etat.

Tout le long de la voie ferrée la population agite des mouchoirs et des drapeaux et on entend les cris de : « Vive la France ! Vive Fallières ! »

A Neuchâtel, qui est le premier arrêt en terre suisse, la *Marseillaise* est jouée d'une façon entraînante par l'orphéon de la ville et M. Droz, président du conseil d'Etat de Neuchâtel, accompagné d'une délégation du conseil, vient dans le wagon-salon présidentiel saluer M. Fallières.

De Neuchâtel à Berne le spectacle est aussi animé et aussi intéressant que depuis le passage de la frontière. Le train présidentiel entre en gare de Berne à quatre heures.

Le wagon-salon qu'occupe M. Fallières s'arrête juste à l'endroit où attendent MM. Comtesse, président de la confédération ; Ruchet, vice-président du conseil fédéral ; Moser, président du conseil d'Etat du canton de Berne et de Steiger, président de la ville de Berne. Dès que la porte du wagon-salon s'ouvre, le président Comtesse s'avance les deux mains tendues.

M. Fallières s'empresse de les saisir, et cette étreinte pleine de cordialité se prolonge pendant quelques instants.

M. Comtesse s'informe de la façon dont M. Fallières a accompli son voyage ; il lui souhaite la bienvenue et lui présente les personnes qui l'accompagnent.

De son côté, M. Fallières présente MM. Pichon, Ramondou, Marc Varenne et ses deux officiers d'ordonnance.

D'autre part, le comte d'Aunay qui était monté dans le train aux Verrières, présente le personnel de l'ambassade et les consuls généraux de France en Suisse.

Les présentations terminées, les deux présidents, précédés par les huissiers du conseil fédéral, enveloppés dans leurs larges manteaux rouges à collets blancs, sortent de la gare en passant devant une tribune occupée par des invités qui font entendre de longues acclamations. Ces acclamations redoublent lorsque MM. Fallières et Comtesse paraissent devant la foule accourue de tous les points du canton de Berne et des cantons voisins.

Les deux présidents passent devant les sociétés françaises dont les drapeaux s'inclinent et dont les membres crient : « Vive la Suisse ! Vive Comtesse ! » cris auxquels les Suisses répondent avec un grand entrain par ceux de : « Vive la France ! vive Fallières ! » Le spectacle est alors très impressionnant.

Le palais fédéral vers lequel se dirige le cortège est peu éloigné de la gare.

Sur tout le parcours les trottoirs, les fenêtres, les toits sont garnis de curieux dont l'enthousiasme se manifeste avec une exubérance surprenante pour ceux qui connaissent le caractère suisse. Les maisons sont toutes pavoisées, les rues sont jalonnées de mâts et de pylônes sur-

montés de couleurs françaises et suisses. La décoration est complétée par des guirlandes de feuillages et de fleurs.

Lorsque MM. Fallières et Comtesse gravissent le perron du palais fédéral, la musique de la compagnie d'infanterie qui fait la haie joue la *Marseillaise*. Le Président de la Confédération conduit le Président de la République dans les salons de réception où ont lieu les présentations.

A la sortie du palais fédéral la musique joue l'hymne national suisse. Le cortège se reforme et les deux présidents font, en landau, avec leurs suites, une promenade qui dure une heure environ.

Jamais, au souvenir des anciens habitants de la cité, on n'avait vu pareille affluence et jamais un pareil enthousiasme ne s'était manifesté.

A cinq heures et demie, MM. Fallières et Comtesse arrivent à l'ambassade de France.

M. Comtesse ayant pris congé, M. Fallières reçoit les délégations des colonies françaises établies dans les diverses villes de Suisse.

M. d'Aunay, ambassadeur de France, présentant la délégation de Berne, se félicite de ce que les relations entre la France et la Suisse soient de plus en plus cordiales.

M. Vendlinge présente la colonie française de Berne.

Le Président de la République répond :

« Quand un Français quitte son pays, son premier devoir est de se montrer digne de la nation qu'il vient de quitter, de ne pas laisser affaiblir ses sentiments de fidélité envers la patrie.

« Je me réjouis de la façon dont les Français sont accueillis en Suisse. Je suis heureux de venir en Suisse non seulement parce que la Suisse est un pays hospitalier, mais parce qu'elle est une amie de la France. C'est la première fois qu'un président de la République vient à Berne. Nos relations amicales ne pourront qu'être fortifiées par ce voyage. Je suis convaincu, en effet, qu'il ne sera inutile pour personne, aussi bien pour la Suisse que pour la France, et que nos relations commerciales, industrielles et politiques s'en ressentiront heureusement. »

Après avoir félicité le président de la société de bienfaisance et des sections de vétérans, divers représentants d'associations philanthropiques, M. Fallières reçoit les membres du corps diplomatique qui lui sont présentés par M. d'Aunay.

A huit heures, M. Fallières quitte l'ambassade pour aller assister au dîner offert par le conseil fédéral qui, suivant la coutume locale, est servi dans un hôtel de la ville.

Le Président de la République est assis en face du Président de la confédération.

Il a, à sa droite, M. Ruchet et à sa gauche, M. Mueller.

Le président Comtesse a, à sa droite, M. Pichon et, à sa gauche, M. d'Aunay.

Au dessert, M. Comtesse porte le toast suivant :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Le conseil fédéral est heureux de pouvoir accueillir et saluer, au cœur de la Suisse, le premier magistrat de la République française et de pouvoir lui exprimer, au nom du peuple suisse tout entier, les sentiments de profond respect que nous éprouvons pour son caractère et sa personne en même temps que nos sentiments de sincère amitié pour la République française.

« Nous vous remercions, Monsieur le Président, de la pensée que vous avez eue de venir nous visiter ici, à Berne, dans la ville fédérale, au siège des autorités fédérales, voulant ainsi donner à votre visite le caractère bien marqué d'une manifestation de sympathie républicaine, dont nous sentons tout le prix, pour le peuple suisse, pour ses institutions et ses autorités.

« Votre visite, Monsieur le Président, coïncide avec un fait d'une heureuse importance, c'est l'harmonie parfaite de nos relations actuelles sur le terrain commercial et économique. Autrefois nous avons pu avoir des dissentiments passagers, aujourd'hui rien ne nous divise. Nous n'avons aucun nuage à l'horizon. Grâce en effet à une politique de bonne volonté réciproque, nous avons pu écarter et dénouer les difficultés qui auraient pu nous séparer. Nous rendons hommage à l'effort de bonne volonté qui a été fait par le gouvernement de la République française pour maintenir intactes les bases actuelles de notre arrangement commercial. En même temps nous avons pu résoudre par un accord satisfaisant pour nos deux pays le problème assez compliqué de nos relations ferroviaires.

« Votre visite, Monsieur le Président, apparaît donc comme la consécration suprême de cette politique dont nous pouvons constater les heureux fruits et nous osons l'interpréter aussi comme un gage certain que le même esprit de bonne volonté et de confiance présidera à nos relations futures.

« Pourquoi devrait-il en être autrement et comment pourrait-on concevoir que deux pays voisins et amis, dont l'amitié remonte loin dans l'histoire, qui ont eu à travers les siècles tant de points de contact et de rapprochement et que doit unir étroitement aujourd'hui le même amour de la République et de la liberté, n'arrivent pas à se rencontrer et à s'entendre pour le règlement équitable de leurs intérêts économiques ?

« On dit volontiers de nos deux pays qu'ils sont des Républiques sœurs ! Ne serait-ce là qu'une image vide de sens ou n'est-ce pas plutôt l'expression toujours plus vraie d'une solidarité qui doit s'affirmer aussi bien sur le terrain de nos rapports économiques que sur le terrain des principes de notre vie républicaine et démocratique.

« Sur ce terrain, en effet, nos intérêts ne peuvent être que solidaires et nous avons la même ambition, celle d'asseoir nos démocraties sur des bases indestructibles, sur l'ordre, le progrès sage et régulier, sur la fra-

ternité et l'égalité sociale toujours plus développée dans les lois et dans les mœurs et sur l'harmonie nécessaire de toutes les forces sociales.

« Notre vieille République ne peut que se féliciter des bonnes relations qu'elle entretient avec tous ses voisins, mais il lui est particulièrement réconfortant de sentir qu'elle a, à côté d'elle, une grande République sœur avec laquelle elle doit poursuivre, par un noble effort de solidarité, la réalisation d'un idéal commun, celui de marcher toujours au premier rang des nations civilisées dans leur ascension vers la paix, la justice et la liberté et de rendre nos deux Républiques toujours plus dignes des sympathies de tous et des respects du monde.

« C'est dans ces sentiments que je lève mon verre en l'honneur de M. le Président de la République française, que je fais des vœux pour son bonheur et que je bois à la prospérité de la France républicaine. »

M. Fallières prend ensuite la parole :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Vos paroles me touchent profondément. Elles ajoutent un charme pénétrant à l'accueil si cordial que j'ai reçu sur la terre helvétique. Je vous en exprime ma vive gratitude.

« Ce n'est pas sans raison qu'on a qualifié de sœurs votre République et la nôtre. N'avons-nous pas, des deux côtés de la frontière, le même sentiment des droits et des devoirs de la démocratie ? Ne poursuivons-nous pas, avec une égale ardeur, ces deux mêmes fins sociales : l'amélioration du sort de l'homme et la grandeur de la patrie ; la première par le travail, l'éducation, le progrès des choses et des lois, l'application des principes et des règles de la solidarité ; la seconde, par tout ce qui contribue dans l'ordre et dans la paix, à l'accroissement de la fortune publique, par tout ce qui exalte les caractères, affermit les cœurs et consacre la dignité des citoyens.

« Votre amitié nous tient au cœur, et vos institutions aussi bien que votre génie national nous inspirent un goût qu'avivent particulièrement nos rapports de bon voisinage. Nous n'oublions pas qu'aucun pays n'offre plus que le vôtre les avantages d'une civilisation qu'ont assurés des siècles d'efforts vers la justice et la liberté. Le courage et le patriotisme dont votre histoire fournit tant d'exemples mémorables y ont puissamment aidé. La volonté a fait le reste. Elle n'a pas seulement soumis les forces de la nature à la satisfaction des besoins de l'homme et aux exigences de l'industrie, elle a fortifié les dispositions naturelles de la race et, de sa persévérante action, est sorti un peuple généreux et indépendant, dont l'adresse dans les arts n'a d'égale que son antique vaillance.

« Au milieu de ses superbes montagnes, qui semblaient, en d'autres temps, accumuler sous les pas du voyageur d'insurmontables obstacles, la Suisse est devenue le point de jonction des plus importantes voies ferrées du continent. Aussi a-t-on vu plus d'une fois accourir, ici,

de tous les points du globe, des mandataires des Etats étrangers, qui s'étaient donné rendez-vous dans votre ville fédérale, pour y élaborer dans le calme de sa vie tranquille des conventions internationales qui intéressent le bien ou l'avenir des peuples.

« Tout dernièrement n'avons-nous pas eu la bonne fortune de voir vos représentants et les nôtres y régler, à l'avantage commun de nos deux pays, des questions dont les heureuses solutions ne peuvent que profiter au régime des voies ferrées qui mettent en communication le territoire suisse avec le territoire français.

« Par là se développeront entre nous des relations économiques et commerciales au maintien desquelles nous avons travaillé de part et d'autre avec le même esprit de conciliation et la même confiance réciproque.

« Nous persévérons dans cette voie.

« Puisse l'échange devenir encore plus complet entre nos produits, nos idées et nos aspirations. C'est le vœu le plus cher de la France, et je me réjouis que ma présence au milieu de vous me permette de vous en offrir l'amicale expression.

« Je lève mon verre en l'honneur de M. le Président de la Confédération helvétique, je lui souhaite santé et bonheur.

« Je bois à la prospérité et à la grandeur de la vaillante république, dont je suis l'hôte reconnaissant. »

La *Marseillaise* et l'hymne national suisse ont été joués après les toasts prononcés par MM. Comtesse et Fallières.

Un chœur nombreux de chanteurs bernois est venu se faire entendre ; après le dîner, M. Fallières, accompagné de M. Comtesse, est allé les féliciter.

M. Comtesse et les membres du conseil fédéral ont accompagné M. Fallières jusqu'au perron, quand il s'est retiré pour rentrer à l'ambassade de France.

Journée du 16 août.

Le temps qui, depuis le départ de M. Fallières de Paris et jusqu'à hier, avait été fort beau, s'est modifié dans la soirée. Un fort orage a éclaté dans la nuit, et bien que la pluie ait cessé, le ciel reste nuageux et menaçant.

Le Président de la République ayant renoncé, d'accord avec M. Comtesse, président de la Confédération helvétique, en raison de la catastrophe de Saujon, à faire une excursion sur le lac de Thoune et à Interlaken, est resté à l'ambassade ce matin.

A midi, un déjeuner intime a eu lieu à l'ambassade, auquel assistaient seulement les trois colonels suisses attachés à la personne du Président, le personnel de l'ambassade et la suite de M. Fallières.

Après le déjeuner intime offert à l'ambassade, le Président de la République fait une visite à madame Comtesse ; puis en compagnie de

M. Comtesse, il monte en automobile et parcourt les environs de Berne.

A cinq heures, M. Fallières regagne l'ambassade où doit être servi, à huit heures, le dîner de soixante couverts qu'il offre au président de la Confédération et aux membres du conseil fédéral.

Au champagne, M. Fallières lève son verre en l'honneur de M. Comtesse et des membres du conseil fédéral.

M. Comtesse lève son verre en l'honneur de « l'un des défenseurs les plus dévoués des institutions républicaines ».

Le Président de la République quitte l'ambassade à dix heures et demie, en compagnie des membres du conseil fédéral, escorté par des dragons.

Au moment où M. Fallières arrive sur le quai de la gare, devant lequel est rangé le train présidentiel, la musique de la ville de Berne joue l'hymne national suisse.

Pour se rendre à son wagon, M. Fallières, toujours accompagné des membres du conseil fédéral, passe en revue une compagnie d'honneur appartenant à l'armée active et levée pour trois jours à l'occasion du voyage présidentiel.

M. Fallières prend congé, avec une très grande cordialité, du président de la Confédération et des membres du conseil fédéral.

A onze heures précises, le canon tonne, la musique joue la *Marseillaise*, et le train présidentiel part pour la France.

Durant l'arrêt en gare de Pontarlier, M. Fallières fait télégraphier la dépêche suivante au président de la Confédération helvétique :

« Je veux vous dire encore une fois, au moment où je quitte le territoire suisse, combien j'ai été sensible à l'accueil que j'ai reçu à Berne. Je ne l'oublierai pas. Je vous prie d'agréer pour vous et vos compatriotes l'expression de ma vive reconnaissance et de ma sincère amitié. »

En arrivant à Paris, mercredi matin, à huit heures quarante-cinq, le Président de la République trouve un télégramme de M. Comtesse dont voici le texte :

« Très touché de votre télégramme adressé de Pontarlier, le conseil fédéral vous renouvelle l'expression de ses sentiments de respectueuse amitié. Il gardera de cette visite, que vous avez faite si cordiale, un souvenir reconnaissant. Il fait des vœux pour que la France conserve longtemps le républicain éprouvé qui la représente si dignement. »

Après avoir été salué par le général Brun, ministre de la guerre, par M. Jean Dupuy, ministre du commerce, par M. Huard, secrétaire général du ministère de l'intérieur, M. Fallières se rend directement à l'Élysée ; puis, à dix heures, il part en automobile pour Rambouillet.

Voyage du Président de la République dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie.

(3-8 septembre 1910.)

Journée du samedi 3 septembre 1910.

Le Président de la République a quitté Rambouillet ce matin pour la Savoie et la Haute-Savoie, qu'il va visiter à l'occasion du cinquantième de la réunion à la France de l'ancien duché de Savoie.

Le train présidentiel, formé à Paris, a quitté la gare de Lyon à 8 h. 15. Y ont pris place : MM. le général Brun, ministre de la guerre ; Doumergue, ministre de l'instruction publique ; Mollard, directeur du protocole ; Dervillé, président du conseil d'administration de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée ; Mauris, directeur de la compagnie ; Margot, chef de l'exploitation ; Mazure, secrétaire du conseil ; Ruelle, inspecteur principal ; de Richemond, directeur de la compagnie des wagons-lits.

Les deux ministres qui accompagnent M. Fallières dans son voyage, le général Brun et M. Doumergue, ont été salués à leur départ, sur le quai de la gare de Lyon, par le général Dalstein, gouverneur militaire de Paris.

Le Président de la République, accompagné de MM. Ramondou, secrétaire général de la présidence ; Marc Varenne, chef du secrétariat particulier ; le capitaine de vaisseau Laugier et le lieutenant-colonel Bard, a rejoint le train spécial, par le chemin de fer de Ceinture, à Juvisy, qu'il a quitté à huit heures quarante-cinq après avoir été reçu par le baron de Courcel, président du conseil d'administration.

L'horaire du train présidentiel ne comportait aucun arrêt officiel avant Chambéry ; toutefois, à Culoz, première station de la Savoie, M. Moullé, préfet de la Savoie, et le général Robert, gouverneur militaire de Lyon, ont salué le chef de l'État et sont montés dans le wagon présidentiel.

A six heures, le train entre en gare de Chambéry, admirablement pavoisée.

M. Fallières est reçu par M. Veyrat, maire de Chambéry, entouré de son conseil municipal, les conseillers généraux, MM. Perrier, Gravin, Empereur, sénateurs ; Théodore Reinach, Delachenal, Borrel, Deléglise, députés du département et par les autorités de la ville.

M. Veyrat souhaite la bienvenue au Président de la République.

M. Fallières répond qu'il éprouve une grande joie et une fierté plus grande encore à se trouver au milieu de la Savoie, alors qu'il s'agit de commémorer une date que nous avons tous au cœur. Je sais, dit-il,

que je trouve ici une population sincèrement républicaine, et je tiens à lui apporter l'assurance de ma profonde sympathie.

Des jeunes filles offrent des fleurs au Président de la République, et l'une d'elles récite avec beaucoup de grâce et d'assurance un charmant compliment, puis le cortège se forme pour gagner la préfecture.

Dans un landau de gala, que traînent quatre chevaux d'artillerie, prennent place M. Fallières, le préfet de la Savoie, le général Robert et le maire de Chambéry.

L'escorte est fournie par le 4^e régiment de dragons. Sur le parcours, la haie est faite et les honneurs sont rendus par des détachements du 13^e et du 22^e alpins, du 22^e et du 30^e de ligne.

L'affluence est considérable et la population témoigne par ses acclamations de la joie qu'elle éprouve, non seulement à recevoir le chef de l'Etat, mais aussi à célébrer un patriotique anniversaire : ce sentiment s'affirme d'ailleurs dans la plupart des inscriptions qui ornent les arcs de triomphe. On y lit ces mots : « France-Savoie » ou « France toujours » et ces deux dates qui reviennent un peu partout : « 1860-1910 ».

Les couleurs nationales flottent aux fenêtres des maisons particulières, aux édifices publics et même dans les arbres du parcours que suit le Président de la République.

Les musiques jouent la *Marseillaise* et les cloches sonnent à toute volée.

Dès son arrivée à la préfecture, installée dans l'ancien palais des ducs de Savoie, le Président de la République procède avec le cérémonial accoutumé à la réception des autorités.

Le chef de l'Etat, suivi par les ministres de la guerre et de l'instruction publique, passe devant les fonctionnaires qui sont groupés dans la grande salle des fêtes et s'entretient avec chacun d'eux.

M. Antoine Perrier, sénateur, doyen des représentants de la Savoie au Parlement, présente tout d'abord à M. Fallières ses collègues du Sénat et de la Chambre des députés.

M. Fallières répond à l'allocation de M. Antoine Perrier, et s'adressant aux sénateurs et députés de la Savoie, il dit :

Il m'est agréable d'affirmer bien haut que le Sénat et la Chambre des députés sont les plus fermes soutiens de la République.

M. Antoine Perrier, prenant de nouveau la parole, présente alors, en qualité de président du conseil général, les membres de l'assemblée départementale.

« Tous, dit-il, sont fiers de saluer en votre personne le premier magistrat de la République qui représente la France avec autant de dignité et d'autorité que de souriante bonne grâce. Nous vous remercions d'être venu apporter à la Savoie le salut fraternel de la France, nous vous donnons l'assurance que tout notre cœur de Savoyard est à vous et à la France. »

Le Président de la République répond à M. Antoine Perrier :

Vos paroles me touchent plus que je ne saurais le dire, je suis heureux de vous entendre affirmer pour la seconde fois votre dévouement à la France et à la République. C'est le cœur rempli de joie patriotique que je viens assister aux fêtes du cinquantenaire, car je sais que depuis 1870 il n'y a jusqu'au sommet des Alpes qu'une seule pensée : « La France ! »

Le préfet présente ensuite à M. Fallières le général Borson, grand-officier de la Légion d'honneur, ancien lieutenant-colonel de l'armée sarde, seul survivant des députés de Savoie au Parlement sarde.

Puis le général Robert présente au Président les généraux Soyer et Massiet-Dubret.

Le commandant du 14^e corps, en présentant les officiers de la garnison, déclare qu'il se porte garant de leur dévouement à la France et à la République.

M. Fallières répond :

Je sais ce que valent nos officiers, ce qu'ils ont fait, ce qu'ils sont prêts à faire. Je tiens à dire en quelle estime profonde je les tiens, eux et leurs belles troupes. La confiance et la sympathie de la France et de la République leur sont acquises.

M. Curet, premier président de la cour d'appel, présente les magistrats de son ressort, et M. Causerat, recteur, les membres du corps enseignant.

Aux uns et aux autres, le Président adresse quelques paroles élogieuses.

A l'issue des réceptions, le Président offre à la préfecture un dîner intime. Parmi les invités du chef de l'Etat se trouvent les ministres de la guerre et de l'instruction publique, MM. Ramondou, Mollard, Marc Varenne, Hennion, le commandant Laugier, le colonel Bard, le préfet, etc.

Journée du dimanche 4 septembre 1910.

A sept heures et demie, le Président de la République quitte la préfecture pour se rendre au Champ de Mars où sont massés cinq mille hommes appartenant aux 11^e, 13^e et 22^e bataillons de chasseurs alpins, 30^e, 97^e et 99^e régiments d'infanterie, une batterie du 2^e d'artillerie et le 4^e régiment de dragons.

Devant la tribune, dressée à l'entrée du Champ de Mars, le Président procède, avec le cérémonial habituel, à une remise de décorations.

Les décorations remises, le Président et les personnages officiels prennent place dans la tribune et le défilé commence par le 11^e bataillon alpin.

Le défilé est remarquable et l'allure superbe des officiers et des hommes soulève les applaudissements enthousiastes de la foule qui entoure le

Champ de Mars ; l'infanterie de ligne qui défile aux sons de la marche des Allobroges obtient les mêmes applaudissements.

A l'issue de la revue, M. Fallières adresse au ministre de la guerre la lettre suivante :

MON CHER MINISTRE,

Le défilé auquel je viens d'assister est tout à l'honneur des vaillantes troupes qui y ont pris part. Il témoigne d'une brillante et solide instruction militaire et d'un haut sentiment de devoir. Je vous prie de transmettre mes félicitations et celles du gouvernement de la République à la 28^e division qui, comme l'armée tout entière, est l'objet de la confiance absolue et de la patriotique sollicitude des pouvoirs publics et de la nation.

Croyez, mon cher ministre, à la sincérité de mes affectueux sentiments.

A. FALLIÈRES.

Le ministre de la guerre transmet en ces termes au commandant du 14^e corps la lettre qu'il a reçue du Président de la République :

« J'ai l'honneur de vous transmettre la lettre ci-jointe que M. le Président de la République a bien voulu m'adresser après la revue de ce jour. L'armée des Alpes peut être fière de la sympathie que vient de lui témoigner le chef de l'État dont les félicitations constituent pour les officiers et les soldats une récompense et un encouragement des plus précieux. Vous voudrez bien porter cette lettre, par la voie de l'ordre, à la connaissance des troupes qui ont participé à la revue en y joignant mes félicitations personnelles. »

A huit heures quarante-cinq, M. Fallières quitte le Champ de Mars et le cortège visite l'hôpital civil et l'hôpital militaire, le Président parcourt plusieurs salles, questionnant avec intérêt les malades.

Le cortège se reforme pour se rendre au parc de Lamenc inaugurer le monument de Jean-Jacques Rousseau.

M. Dufayard, professeur d'histoire au lycée Henri-IV, présente le monument dû au sculpteur M. Valett et retrace la vie de Jean-Jacques Rousseau.

M. Veyrat, maire de Chambéry ; M. Doumergue, ministre de l'instruction publique, prennent successivement la parole.

A onze heures, le cortège retourne à Chambéry ; avant de regagner la préfecture, le Président de la République assiste du perron de l'hôtel de ville à un défilé des sociétés savoisiennes et de deux chars allégoriques dont le succès est des plus vifs.

A midi le Président reçoit les maires de la Savoie qui lui sont présentés par le préfet de la Savoie, M. Moullé.

M. Fallières dit qu'il est très touché de voir réunis les maires de la

Savoie ; il s'entretient quelques instants avec eux, puis quitte la préfecture pour aller au manège où a lieu le banquet qui lui est offert par la municipalité et le conseil général.

La salle du manège dans laquelle est servi le banquet a subi pour la circonstance une véritable transformation.

Le sol est recouvert d'un parquet. Les murs sont ornés de trophées de drapeaux tricolores et d'écussons aux armes des principales villes de la Savoie. La table d'honneur est dressée sur une sorte d'estrade et domine toutes les autres tables qui sont occupées par un millier de convives.

M. Fallières a à sa droite le maire et le ministre de la guerre, et à sa gauche M. Antoine Perrier, sénateur, président du conseil général, et le ministre de l'instruction publique.

Ont également pris place à la table d'honneur : les sénateurs et députés de la Savoie ainsi que des départements limitrophes présents à Chambéry, le préfet de la Savoie, MM. Dervillé, président du conseil d'administration, et Mauris, directeur de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée ; Ramondou, Marc Varenne, Mollard, Hennion, le capitaine de vaisseau Laugier, le colonel Bard, etc.

La musique du 97^e de ligne se fait entendre pendant le repas.

A la fin du banquet, M. Veyrat, maire de Chambéry, prend la parole, il remercie le Président et les ministres de leur visite, et M. le sénateur Perrier, président du conseil général, s'associe aux paroles du maire et porte un toast au chef de l'Etat.

M. Fallières se lève à son tour et prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

Les paroles si cordiales que m'ont adressées, avec une chaleureuse éloquence, M. le maire de Chambéry et M. le président du conseil général du département de la Savoie, me touchent profondément. Je les en remercie du fond du cœur. Je remercie également, sans plus tarder, la vaillante population qui m'a fait un si sympathique accueil, et, dois-je le dire, je crains que l'expression de ma gratitude ne soit une chose insuffisante pour m'acquitter envers elle de ce que je lui dois.

En venant aujourd'hui dans votre magnifique contrée célébrer avec vous le cinquantenaire d'un des faits les plus mémorables de notre histoire contemporaine, j'accomplis un devoir dont aucune amertume ne trouble la sérénité. Tout, ici, est resté à la joie sans mélange d'un rapprochement qui fut longtemps dans les vœux de la Savoie, avant de devenir une réalité définitive. Entre la France et sa noble voisine, dont l'amitié nous est particulièrement chère, il n'y a d'autres souvenirs que ceux d'une gloire conquise en commun, sous les plis de drapeaux qu'il-lustrèrent, sur les mêmes champs de bataille, la bravoure de ses soldats et des nôtres.

Temps inoubliables, qui virent l'héroïque représentant d'une antique dynastie jeter, de l'autre côté des Alpes, les fondements inébranlables

d'une grande puissance, et, de ce côté, un peuple qui avait autrefois associé ses brillantes destinées à celles de la France, reprendre sa place au sein de la vieille famille dont il est et dont il restera la jalouse fierté et le patriotique orgueil.

Vos pères et les nôtres, nous ne l'oublierons jamais, ont versé leur sang généreux dans les guerres de la Révolution pour la défense de la liberté, comme leurs enfants l'ont fait plus tard pour la défense du territoire. Nos âmes et les vôtres ont toujours brûlé des mêmes ardeurs. Les mêmes vertus ont enfanté le même esprit de dévouement et de sacrifice au bien de la chose publique, et si vous êtes restés passionnément attachés à la terre qui vous a vus naître, nulle part le sentiment de l'unité nationale n'a poussé de plus solides racines qu'au flanc de vos superbes montagnes et qu'au fond de vos splendides vallées.

La nature n'avait-elle pas, d'ailleurs, dans la sagesse de ses desseins, disposé les lieux et les choses pour un rapprochement inévitable ? La direction des hautes cimes des Alpes, qui confondent l'imagination par leur formidable aspect, celle des eaux qui en descendent et alimentent de leurs flots abondants les rivières et le grand fleuve dont la Méditerranée reçoit le majestueux tribut, les affinités de race, la similitude des mœurs, la confusion de langues, les mêmes tendances vers un même idéal de justice et de liberté, tout ne conspirait-il pas pour unir dans un indissoluble faisceau des intérêts, des intelligences, des cœurs et des consciences qui devaient trouver leur plein épanouissement dans les liens naturels d'une seule et même patrie ?

Vous apportiez, du reste, avec vous, pour en augmenter le patrimoine commun, de fortes traditions d'énergie, d'indépendance, de résistance au labeur et d'altière fierté, avec les souvenirs d'un passé qui, à travers les âges, a fourni de nombreuses et brillantes pages à l'histoire des peuples.

De votre sol, que d'hommes sont sortis pour rester votre gloire ou devenir l'honneur de l'humanité, apôtres incomparables de la charité, princes aux ambitions servies par d'habiles calculs, diplomates avisés, capitaines sans peur et sans reproche, écrivains de haute allure, savants à l'action créatrice, annalistes ou historiens voués aux gloires de votre pays.

Et combien d'autres, et des plus célèbres, qui, sans être nés chez vous, ont admiré, aimé, chanté votre prestigieuse contrée, comme par exemple, pour n'en citer qu'un seul, l'hôte passager des Charmettes, l'immortel amant de la nature, qui illumina de l'éclat de son génie un siècle de fermentation politique et sociale, et dont l'image vient d'être inaugurée sur une de vos places publiques par d'éloquents serviteurs de la démocratie et de la République des lettres !

Vos esprits s'étaient pliés de bonne heure à l'évolution des temps. Les principes d'un monde nouveau avaient trouvé chez vous de quoi étendre leurs conquêtes et asseoir définitivement leur empire. La démocratie n'eut pas à faire le siège de places depuis longtemps ouvertes aux idées d'égalité, de justice et de solidarité.

La République devait, à son jour, répondre ici, comme sur les points du territoire, aux besoins et aux aspirations d'une nation qui s'applique à poursuivre laborieusement, dans l'ordre et dans la liberté, le développement pacifique de sa grandeur matérielle et morale.

Nous avons autrefois traversé ensemble des moments difficiles. Votre fidélité à nos institutions ne s'est pas un instant démentie. Vous êtes restés les inébranlables soutiens d'un régime sous lequel la France a repris, dans le monde, la place que lui assurent sa puissance reconstituée et le noble essor de son génie.

Enfants de la même patrie, levons ensemble nos verres à la France et à la République !

Et maintenant, laissez-moi la joie de boire à la ville de Chambéry et au département de la Savoie, à leur prospérité et à leur avenir !

Ce discours a été très applaudi et accueilli par les cris de : Vive Fallières, vive la République !

Le Président de la République quitte la salle du banquet à deux heures pour rentrer à la préfecture, et le cortège se reforme quelques instants après pour se rendre en automobile à Aix-les-Bains.

L'excursion est favorisée par un temps splendide. Le trajet de Chambéry à Aix s'effectue en moins d'une demi-heure. Le cortège qui comprend une dizaine de voitures automobiles, longe une route fort pittoresque, bordée de platanes.

Le maire, M. Mottet, se tient à l'entrée de la ville, où l'automobile présidentielle stoppe un instant. M. Fallières invite le maire à prendre place à ses côtés, et le cortège se remet en marche.

La réception du Président a eu lieu dans la salle des fêtes de la mairie.

Répondant aux souhaits de bienvenue du maire, le Président de la République dit qu'il remercie au nom de la Savoie et de la France, qui ne font qu'un.

De l'hôtel de ville, le Président de la République gagne l'établissement thermal qu'il visite.

A quatre heures dix minutes, le cortège présidentiel monte par le chemin de fer à crémaillère au Revard.

Le trajet s'effectue en une heure un quart. Le Président ne reste que peu de temps au mont Revard ; il se rend à l'observatoire où il admire le splendide panorama qu'il a sous les yeux.

Le ciel est relativement clair et on découvre non seulement Aix et le lac du Bourget, mais aussi les premières chaînes des Alpes et jusqu'à une partie du cours du Rhône.

Une société de cors de chasse exécute des sonneries pendant qu'un lunch est offert au Président et aux personnes qui l'accompagnent.

A sept heures quarante-cinq, le Président de la République est de retour à Chambéry où il offre à la préfecture un grand dîner auquel sont invités MM. Antonin Dubost, président du Sénat ; Doumergue,

ministre de l'Instruction publique ; le général Brun, ministre de la guerre ; les sénateurs et députés de la Savoie et de la Haute-Savoie, le préfet de la Savoie, le maire de Chambéry, le consul général d'Italie à Chambéry ; MM. Dervillé, président du conseil d'administration ; Mauris, directeur ; Margot, ingénieur en chef de l'exploitation, et Masure, secrétaire de la direction de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée ; Ramondou, Marc Varenne, le capitaine de vaisseau Laugier, le colonel Bard, les généraux Robert, Massiet-Dubies, Maillot, etc.

Comme hier, la journée se termine par des réjouissances populaires, feu d'artifice, bals publics, etc., auxquelles la population prend part avec le plus vif entrain.

M. Fallières quittera Chambéry demain matin pour se rendre à Annecy, en passant par Albertville.

Journée du lundi 5 septembre.

Le matin à sept heures et demie, les autorités de Chambéry et du département se rendent à la préfecture saluer une dernière fois le chef de l'Etat qu'elles accompagnent jusqu'à la gare.

Les honneurs militaires sont rendus par les troupes de la division échelonnées sur le parcours.

Avant de monter dans le train, le Président renouvelle au maire de Chambéry ses remerciements pour la réception qui lui a été faite par la population et lui dit toute la joie qu'il a éprouvée à s'associer aux fêtes du cinquantenaire.

A huit heures dix, le train présidentiel part pour Albertville.

A Albertville, le Président est reçu sur le quai de la gare par MM. Gaillard, maire, et Félix Chautemps, député.

Répondant aux souhaits de bienvenue du maire, M. Fallières dit qu'il est heureux de se retrouver à Albertville où il fut, il y a de nombreuses années, l'hôte du regretté et vénéré Pierre Blanc ; et il lui est agréable de rappeler sa mémoire dans cette grande fête de la Savoie.

Le Président se rend à l'hôtel de ville où a lieu la réception des autorités.

A la réception, le Président dit qu'il avait tenu tout particulièrement à s'arrêter à Albertville, qui, suivant la parole de Gambetta, est un centre de vertus républicaines. Tous, ajoute-t-il, nous appartenons à la grande famille républicaine et nos cœurs battent à l'unisson.

Après une visite à l'hôpital d'Albertville, le Président repart à dix heures quinze, continuant sa route sur Annecy.

Le Président de la République est à midi à Annecy. Il est salué à la gare par MM. Mercier, Goyet, Chautemps, sénateurs ; Crolard, Favre, Jacquier et David, députés ; le préfet, le maire et les principaux fonctionnaires.

M. Blanc, maire, souhaite la bienvenue au Président. M. Fallières lui répond :

« Je serais bien difficile si je ne trouvais pas mon séjour agréable. J'accroplis en Savoie une sorte de pèlerinage et partout un accueil enthousiaste a été fait à la France et à la République. Je ne pouvais pas me borner à venir dans le chef-lieu de la Savoie et j'ai tenu à visiter également l'important chef-lieu de la Haute-Savoie, à vous apporter l'expression de toute ma sympathie, de toute mon affection. »

On se rend à la préfecture. Les honneurs sont rendus par le 11^e chasseurs alpins et par le 30^e de ligne. Annecy a tenu à rivaliser pour le pavoiement de ses maisons avec Chambéry et Albertville, et la décoration des rues et des édifices ne laisse rien à désirer. La foule est considérable. Elle applaudit et pousse des cris répétés de : « Vive Fallières ! » au passage du Président.

À la préfecture, le Président reçoit les autorités et les corps constitués.

Le président du conseil général, M. Mercier, sénateur, se faisant l'interprète de ses collègues du Parlement, dit combien ils sont heureux de saluer le grand citoyen qui préside avec tant d'autorité et de dignité aux destinées de la République.

M. Fallières répond qu'il se félicite de pouvoir saluer les élus de la Haute-Savoie. Il leur rend en amitié et en affection les sentiments de sympathie qu'ils lui ont toujours témoignés.

Le maire présente ensuite les membres du conseil municipal, qui, dit-il, sont tous des républicains, élus sur un programme démocratique et social.

Ce programme, répond M. Fallières, est précisément celui du Gouvernement. Il demande au maire de transmettre à la population ses remerciements pour la splendide réception qui lui a été faite à son arrivée à Annecy.

Le général Robert présente les officiers de la 55^e brigade en garnison à Annecy.

« Je me porte garant, dit-il, de leur dévouement à la République, de leur respect, de leur attachement pour votre personne. »

« Je suis toujours heureux, répond M. Fallières, de me rencontrer avec l'armée, qui a toute la confiance de la nation et pour laquelle j'ai une profonde affection. Je n'oublie pas votre rôle de défenseurs de la patrie, du territoire. Je souhaite qu'on n'ait pas à faire appel à votre dévouement, mais je sais ce que vous êtes capables de faire, le jour où vous seriez appelés à la frontière. »

« Vous jouissez dans le pays d'une estime supérieure à ce que certains pensent et il suffit de voir l'attitude de la foule, lorsque passent des régiments, lorsqu'elle salue le drapeau, pour être fixé sur ses véritables sentiments. »

« Vous méritez à tous les titres cette confiance, car vous êtes les grands serviteurs de la patrie et de la République.

« Je vous remercie au nom du Gouvernement, au nom de la France, en mon nom personnel. »

A midi quarante le président et sa suite quittent la préfecture et se rendent à l'hôtel de ville pour assister au banquet offert par la municipalité d'Annecy et le conseil général.

La table d'honneur est ornée de guirlandes de fleurs.

Le Président a à sa droite : le maire, le général Brun et M. Antoine Perrier, sénateur, président du conseil général de la Savoie ; et à sa gauche : MM. Mercier, sénateur, président du conseil général de la Haute-Savoie ; Doumergue et le préfet de la Haute-Savoie.

Ont également pris place à la table d'honneur : les membres du Parlement présents à Annecy, le général Robert, MM. Delanney, directeur général des douanes ; Dervillé, Mauris, Margot, Masure, Ramondou, Marc Varenne, Mollard, Hennion, le capitaine de vaisseau Laugier, le colonel Bard, etc.

A dessert, le maire, M. Blanc, porte un toast au Président de la République au nom de la ville d'Annecy.

Puis M. Mercier, sénateur, prend la parole au nom du conseil général.

M. Fallières se lève à son tour et prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

Il y a des heures dans la vie des peuples où le culte du souvenir fait revivre d'anciennes allégresses et où les cœurs se réunissent pour commémorer des dates inoubliables dans le sublime élan de l'amour et de la patrie.

Nous vivons ensemble aujourd'hui une de ces heures, et l'on sent bien aux nobles et chaleureuses paroles de M. le maire d'Annecy et de M. le président du conseil général de la Haute-Savoie, que rien, ici, ne s'est effacé des pages d'une histoire où l'on trouve les marques indélébiles d'un pacte accompli dans la liberté des contractants pour se perpétuer dans les liens d'une telle solidarité nationale qu'on ne peut dire quels sont les plus indissolublement attachés à la France de ceux qui sont nés sur son sol ou de ceux qui, en 1860, sont devenus ses enfants.

Nous l'avons bien vu à l'époque où leur sang a fraternellement coulé, sur les mêmes champs de bataille, pour la défense du territoire, et où une grande douleur a été partagée du sommet des Alpes au bord de l'Océan. Nous l'avons bien vu aussi lorsque le pays s'est donné des institutions nouvelles et qu'il a confié à la République la redoutable tâche de son relèvement. Ce n'était pas la première fois que les habitants de vos montagnes avaient senti leurs cœurs s'enflammer au souffle de la liberté. Ils avaient glorieusement combattu pour elle, à côté de nos

pères, dans les guerres de la Révolution, et ils avaient alors lié, une première fois, leurs destinées aux nôtres. Vous avez bien fait d'en parler dans vos éloquents discours. Il y a des choses qu'on ne saurait trop redire, quand elles sont à l'honneur des nations qui les ont accomplies, et qu'elles rappellent des temps d'où sont sortis des idées et des principes sur lesquels reposent les fondements de notre société démocratique.

Vous avez cru devoir parler de l'aide matérielle que nous avons donnée à la Savoie. Je goûte toute la délicatesse du sentiment qui vous a inspirés ; mais laissez-moi me demander si vous n'avez pas vraiment dépassé la mesure. Nous n'avons fait que payer une dette, et je ne sais pas de quel côté doit raisonnablement pencher le poids de la reconnaissance publique. Croyez-vous donc qu'il n'y a pas avantage pour un grand pays comme le nôtre, de pouvoir se parer, aux yeux du monde, des merveilles que la nature a accumulées sur votre sol, avec une incomparable prodigalité ? Des lacs enchanteurs, des vallées sans rivales, des glaciers éternels, des monts gigantesques, et, par-dessus tous les pics qui l'environnent, notre mont Blanc qui pousse dans les nues une cime tellement élevée qu'il faut traverser toute l'Europe et aller jusqu'au cœur du Caucase pour en trouver une qui soit plus haute que la sienne. Voilà ce que vous avez donné. Ne faisons pas le compte de ce que vous avez reçu pour établir des routes, des chemins, des voies ferrées, des sentiers de pénétration qui ouvrent au tourisme universel les richesses pittoresques d'une de nos plus belles régions.

Parlez-nous plutôt des sacrifices que vous vous êtes imposés pour bâtir des écoles et fonder des établissements d'assistance publique. A la nature de vos sacrifices se reconnaissent les républicains que vous êtes. Nulle part la République n'a inspiré de plus nobles dévouements que dans votre pays, et nulle part les améliorations sociales qui sont dans les besoins et dans la volonté de la nation ne rencontrent de plus fermes appuis que dans les rangs de votre représentation. Elle a compté, pour ne parler que de ceux qui sont morts à la tâche, des hommes éminents à bien des titres, à la mémoire desquels je n'ai pas pu, sans émotion, entendre adresser un pieux hommage. Oui, je les ai connus, je les ai aimés, et, à côté d'eux, j'ai pris part à bien des luttes ardentes pour la défense de nos libertés menacées : Parent, la fermeté mise au service d'une belle intelligence ; Jules Philippe, la distinction et la grâce généreuse ; Chaumontel, une haute raison écoutée et suivie ; Chardon, la décision et l'entrain d'un caractère résolu ; Folliet, au doux sourire et à l'érudition profonde ; César Duval, le meilleur des hommes, au dévouement sans trêve aux intérêts de la petite et de la grande patrie.

Que le passé éclaire l'avenir. Continuons à mettre toute notre confiance dans les institutions qui, depuis quarante ans, ont fait leurs preuves, et dont le pays sait qu'il peut attendre d'elles sécurité, justice et progrès.

Je lève mon verre à la ville d'Annecy et au département de la Haute-Savoie, qui m'ont si sympathiquement accueilli et dont je suis fier d'être l'hôte profondément reconnaissant.

Ce discours a été accueilli par des salves d'applaudissements et des acclamations répétées de : « Vive Fallières ! Vive la République ! »

Aussitôt après le banquet, le Président de la République regagne la préfecture pour y recevoir les maires du département qui lui sont présentés par le préfet.

« La Savoie tout entière, dit aux maires M. Fallières, commémore en ce moment une grande date patriotique; l'anniversaire du jour où librement, sans contrainte, la Savoie est venue à la France lui dire : Me voilà ; pour la seconde fois, je demande ma place au foyer national. Cette place, nous la lui avons faite aussi large, aussi intime que possible, ce qui me permet de déclarer qu'ici, en Savoie, je me sens comme au cœur de la France.

« Vous êtes des administrateurs habiles, dévoués, ne cherchant que le bien public et la satisfaction des intérêts dont vous avez la charge. Vous servez en bons Français le gouvernement républicain dont vous reconnaissez les bienfaits et qui, quoi qu'on en dise, ne se réclame que de deux choses : la justice et la liberté.

« Soyons toujours de notre temps. Je respecte toutes les opinions, mais en vérité, n'oublions pas que nous sommes en 1910 et que ce n'est pas être de son siècle que de ne pas servir les idées démocratiques.

« Vous jouissez de la confiance de vos concitoyens, les honneurs du suffrage universel sont les plus grands qu'on puisse ambitionner, montrez-vous en dignes en remplissant noblement, généreusement, votre grande mission et en faisant aimer la République par tous dans vos montagnes et dans vos vallées. »

A trois heures et demie, M. Fallières inaugure un nouveau groupe scolaire auquel la municipalité a donné le nom de Président Carnot, en souvenir du séjour que celui-ci fit pendant sept années consécutives à Annecy, en qualité d'ingénieur des ponts et chaussées.

Le Président, après une visite à l'hôpital, s'embarque sur le bateau *la France* pour faire une excursion sur le lac d'Annecy.

La pluie tombe fine mais assez serrée pour enlever à l'excursion une grande partie de son agrément. Malgré le mauvais temps, la foule est nombreuse dans les petites stations qui bordent le lac, et les débarcadères de chaque localité sont noirs de monde, notamment à Menthon et à Talloires. On acclame le Président, et de la montagne les paysans font partir de nombreux pétards. Le bateau fait le tour du lac, passant le plus près possible du bord. M. Fallières, à l'arrière, répond par des saluts aux vivats du public.

Le Président de la République rentre à six heures et demie à Annecy.

Au dîner qu'il offre, à sept heures et demie, aux autorités du département, M. Fallières a à sa droite Madame Pommeray, femme du préfet ; le général Brun, M. Mercier, sénateur, et à sa gauche, M. Antoine Perrier, vice-président du Sénat ; M. Gaston Doumergue

et le préfet de la Haute-Savoie. Les membres du Parlement présents à Annecy et MM. Dervillé, Mauris, Margot, Masure, Mollard, Ramondou, Marc Varenne, Hennion, etc., sont parmi les convives, ainsi que M. Delanney, directeur général des douanes.

Journée du mardi 6 septembre.

Le Président de la République quitte à huit heures la préfecture et monte en automobile pour gagner Saint-Julien et de là Thonon.

Les honneurs militaires sont rendus au départ d'Annecy.

Les 33 kilomètres qui séparent Annecy de Saint-Julien sont franchis en une heure et demie.

Les plus petites agglomérations que traverse à une allure modérée le cortège présidentiel, ont remarquablement pavoisé et leurs habitants saluent de leurs vivats le chef de l'Etat.

Un arrêt de quelques secondes a eu lieu au pont de la Caille. Là se trouvent les municipalités des communes d'Allonzier et de Cruseilles, qui souhaitent la bienvenue à M. Fallières ; puis le cortège reprend sa route.

Après un nouvel arrêt à Chable-Beaumont, où il reçoit un accueil des plus chaleureux, le Président arrive à neuf heures trente à Saint-Julien tout près de la frontière helvétique.

Un grand nombre de Suisses mêlés aux habitants acclament M. Fallières.

Beaucoup de frais de décorations agrestes, sapins et guirlandes de feuillage piquées de fleurs. Le maire attend le Président sur le perron de l'hôtel de ville, entouré de ses adjoints. Il lui serre chaudement les deux mains et le conduit dans le salon de l'hôtel de ville où les autorités font cercle.

M. Fallières fait le tour du salon, s'entretient familièrement avec la plupart des personnes présentes.

Après cette réception, le cortège, abandonnant les automobiles, regagne la gare, où le train présidentiel repart pour Thonon à 10 h.

Le train s'arrête quelques minutes à Annemasse, où la population acclame le Président ; il arrive à Thonon à midi ; le maire, M. Mercier, sénateur, entouré de son conseil municipal, attend le chef de l'Etat.

Répondant aux souhaits de bienvenue qui lui sont adressés, M. Fallières dit qu'il est heureux de venir dans un pays qui s'est donné volontairement à la France.

Les rues sont jalonnées de mâts reliés entre eux par des guirlandes tricolores, à toutes les maisons flotte le drapeau national.

Sur tout le parcours le Président est vivement acclamé.

Les réceptions à la mairie de Thonon amènent M. Fallières à dire quelques paroles aux maires de l'arrondissement :

« Vous représentez, Messieurs, leur dit-il, dans l'administration

française ce qu'il y a de plus utile, de plus fructueux pour la patrie ; le dévouement est votre règle. Vous savez que vous vous devez à vos concitoyens, à tous vos concitoyens, et vous ne manquez jamais à ce devoir.

« Les lois ne sont pas attaquées dans notre pays et, si elles l'étaient par malheur, je sais que vous seriez les premiers à les défendre.

« La République n'est pas attaquée non plus, on peut dire qu'elle est unanimement reconnue en France aujourd'hui.

« Quant à l'étranger, croyez-moi, j'ai pu constater par moi-même quand j'allais fièrement porter nos couleurs au delà de nos frontières, le profond respect qu'on y éprouve pour la République française et non pas seulement pour la France.

« Vous êtes, Messieurs, les agents de la reconstitution nationale. Vous avez dans vos communes répandu les grands principes de liberté. Je sais bien que certains espèrent nous gêner en criant devant nous, en manière de protestation : « Vive la liberté ! » Ne vous préoccupez pas de ces manifestations. C'est nous qui sommes les créateurs de la liberté en France, c'est nous qui la défendrions si elle était attaquée.

« Je vous remercie, Messieurs, de consacrer à vos fonctions tout votre cœur, tout votre désintéressement. Je vous remercie de votre amour pour la France. »

Il est près d'une heure quand le Président et les ministres pénètrent dans la salle, où un banquet est offert par la municipalité de Thonon.

Au dessert, M. Mercier, sénateur, maire, remercie le Président de sa visite dans cette cité, patrie de Dessaix, dont elle a, dit-il, sans défaillance, conservé les hautes traditions en aimant passionnément comme lui la France et la République.

M. Mercier se félicite que, depuis six ans, le parti républicain ait pris possession de la mairie de Thonon et en portant un toast au Président de la République, il lui remet un objet d'art qui représente la Savoie offrant ses enfants à la France.

En réponse, M. Fallières prononce l'allocution suivante :

« Il faudrait avoir la chaleur de cœur de notre vétéran de la démocratie, M. Mercier, pour répondre à son toast chaleureux.

« Je le remercie et de ses paroles affectueuses et de cette œuvre d'art qui rappelle un de nos plus glorieux souvenirs : la France ouvrant ses bras à ses enfants retrouvés.

« Mon voyage officiel finit ici à Thonon et si ce soir ou demain vous entendez dire qu'on m'a rencontré dans vos montagnes ou dans vos vallées, dites en toute certitude que c'est un touriste qui se promène, un amant passionné de la nature qui ne peut s'arracher à votre merveilleux pays.

« Mais avant que prenne fin ce voyage officiel à travers la Savoie, je vous remercie de l'accueil si sympathique, si républicain que j'ai partout reçu.

« Je remercie les municipalités, les conseils généraux, les maires, les vaillantes populations qui depuis trois jours acclament sur mon passage la France et la République.

« Je suis heureux d'être ici en compagnie des membres du Gouvernement et du Parlement dont j'apprécie et j'estime le talent et le caractère.

« Je les remercie de m'avoir accompagné et je suis convaincu d'être l'interprète de nos sentiments communs en levant mon verre à la France, une et indivisible dans la République et par la République, au développement de sa prospérité économique, à la grandeur morale de la patrie. »

A l'issue du banquet, le Président reçoit M. Curtation, président de la société des Savoyards de Tunis, qui lui apporte les hommages des Savoisiens résidant en Tunisie.

Le Président de la République se rend ensuite à l'hôpital pendant que, sur la demande du maire, le général Brun visite le concours agricole et que M. Gaston Doumergue visite le collège ; puis il préside, place du Château, l'inauguration du monument élevé au général Dessaix.

Des discours sont prononcés par MM. Jacquier, député ; Mercier, sénateur, et le général Brun, ministre de la guerre.

La cérémonie se termine par un défilé des sociétés devant le Président.

A quatre heures quarante, le Président de la République s'embarque à Thonon à bord du yacht *France*.

Pendant le trajet de Thonon à Evian, de nombreux canots automobiles, venus aussi bien de la rive suisse que des petites stations françaises du lac Léman, font escorte au yacht. Les passagers poussent de retentissants hourras en l'honneur de M. Fallières.

Le Président, qui se tient constamment sur la passerelle, répond à ces acclamations en agitant son chapeau.

La traversée dure une demi-heure.

A Evian, le président est reçu au débarcadère par le maire, M. Grivel, et la municipalité.

La plus grande partie de la population s'est portée à la rencontre du Président ; massée sur les quais, elle fait à M. Fallières une enthousiaste réception, lorsqu'il va prendre place dans l'automobile qui le conduit à l'hôtel de ville.

A la mairie, le chef de l'Etat est tout d'abord salué par M. Cruppi, ancien ministre, actuellement en villégiature à Evian.

La présentation des fonctionnaires et de la municipalité a lieu immédiatement après.

Répondant au maire, le Président déclare qu'en entreprenant l'agréable voyage qu'il poursuit depuis trois jours, il a voulu apporter

un hommage à la Savoie et établir une fois de plus qu'entre la France et la Savoie il n'y avait plus de frontière.

De l'hôtel de ville, M. Fallières gagne à pied l'établissement thermal où il est reçu par MM. le baron de Neuflize, président du conseil d'administration, et Dervillé, administrateur, qui lui en font les honneurs.

MM. de Neuflize et Dervillé conduisent le Président à la source-buvette où M. de Neuflize prononce quelques mots pour remercier M. Fallières de sa visite.

Le Président parcourt l'établissement, puis monte en funiculaire sur la hauteur qui domine Evian, et, de là, repart en automobile pour Thonon.

C'est à la nuit que le Président de la République rentre à Thonon, qui est entièrement illuminé.

Toute la population se tient sur le passage du cortège derrière la haie que forment les troupes, et elle renouvelle les chaleureuses acclamations qu'elle avait fait entendre dans la matinée.

Ce soir, M. Fallières offre à la sous-préfecture un dîner intime.

Journée du mercredi 7 septembre.

C'est aujourd'hui la dernière journée du voyage présidentiel et elle se déroulera dans la partie la plus pittoresque et la plus accidentée de la Haute-Savoie.

A sept heures quarante-cinq le Président de la République quitte Thonon en automobile et le cortège, composé de plusieurs autos dans lesquelles prennent place les ministres de la guerre et de l'instruction publique ainsi que les personnages officiels, se dirige vers Chamonix.

Les 120 kilomètres qui séparent Thonon de Chamonix ont été couverts sans accident et dans le temps prévu.

A partir de Biot, les nuages gris se sont dissipés et le soleil a fait peu à peu sa réapparition, éclairant le paysage.

Aux habitants des communes traversées, étaient venus, d'autres points de la montagne, se joindre les habitants des villages voisins. A Saint-Jean-d'Aulph, à Romand, à Montriond, à Morzine-aux-Gets, à Taninges, à Cluses, à Sallanches, le Président a dû descendre. Il a reçu les souhaits de bienvenue des maires et s'est entretenu avec bonne humeur avec les conseillers et les personnes qui lui ont été présentées.

Toutes les maisons sont pavoisées et la population, à laquelle se joignent les nombreux touristes de toutes les nationalités présents à Chamonix, pousse d'unanimes vivats. On crie : Vive Fallières ! Vive la France ! Vive la République !

Les femmes, qui ont arboré à leurs corsages de petits drapeaux tricolores, agitent leur mouchoir, tandis que les hommes applaudissent.

Le cortège s'arrête devant l'hôtel de ville.

Le maire, M. Bossoney, souhaite la bienvenue à M. Fallières, puis le conduit dans la salle des fêtes où il lui présente le conseil municipal.

Après la réception du conseil municipal, a lieu l'inauguration de l'hôtel de ville pour laquelle on a attendu le chef de l'Etat.

Sur la demande du maire, le Président de la République signe le procès-verbal de la cérémonie d'inauguration, qui est inséré dans le registre des délibérations du conseil municipal. Il appose également sa signature sur une de ses photographies au bas de laquelle il écrit ces mots : « A monsieur le maire de Chamonix, en souvenir du 7 septembre 1910. »

De l'hôtel de ville, M. Fallières et sa suite gagnent le casino municipal où leur est offert un banquet.

Le déjeuner terminé, M. Fallières fait une courte promenade à travers Chamonix et à trois heures il monte par le funiculaire au Montenvers, d'où il ira à la mer de glace.

Le funiculaire monte pendant cinquante minutes depuis Chamonix jusqu'au Montenvers, passant par des rampes de 22 centimètres, de l'altitude de 1,000 mètres à celle de 1,900 mètres.

A Montenvers, le Président est conduit sur la terrasse qui domine la mer de glace et admire longuement cette longue surface de neige glacée dont la stratification affecte des formes diverses, coupée de crevasses aux profondeurs verdâtres, et sur laquelle s'aperçoivent des excursionnistes dont la taille à cette distance semble minuscule. Les guides, sous ses yeux, franchissent des pas dangereux et escaladent des escarpements à l'aide du piolet et de la corde.

M. Fallières se fait montrer les trois glaciers de Leschaud, du Jardin et du Talefre, qui donnent naissance à la mer de glace, ainsi que l'aiguille du Dru, l'aiguille du Moine, l'aiguille du Tacul, le col du Géant et les cimes qui surplombent.

A cinq heures, le Président de la République, après avoir pris une tasse de thé sur la terrasse, redescend en funiculaire à Chamonix. Il reprend ensuite le train électrique jusqu'au Fayet, où il retrouve le train spécial qui le ramène à Paris.

Journée du jeudi 8 septembre.

Le Président de la République, de retour de son voyage en Savoie, est rentré ce matin à neuf heures quinze à Paris.

Il a été salué à sa descente de wagon par MM. Barthou, ministre de la justice ; Jean Dupuy, ministre du commerce ; Viviani, ministre du travail ; Tissier, directeur du cabinet du président du conseil ; le général Dalstein, gouverneur militaire de Paris ; Armand Bernard, secrétaire général de la préfecture de la Seine ; Laurent, secrétaire général de la

préfecture de police, et le haut personnel de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée.

Une compagnie de la garde républicaine rendait les honneurs.

Le Président s'est rendu d'abord à l'Elysée qu'il quittait peu après pour Rambouillet.

Cinquantenaire de la réunion du Comté de Nice et de la Savoie à la France.

(1860-1910.)

DISCOURS PRONONCÉS LE DIMANCHE 10 JUILLET 1910 PAR M. ANTONIN DUBOST, PRÉSIDENT DU SÉNAT, ET PAR M. STÉPHEN PICHON, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, AU BANQUET DONNÉ A PARIS POUR CÉLÉBRER LE CINQUANTENAIRE DE LA RÉUNION DU COMTÉ DE NICE ET DE LA SAVOIE A LA FRANCE.

Discours de M. Antonin Dubost.

MESSIEURS,

Si la communauté de la langue, des mœurs, de l'histoire, créée entre nous une parenté que quelques fils impies et dénaturés peuvent seuls songer à répudier, si nous nous sentons toujours étroitement liés à la suite immense et ininterrompue de nos aïeux, si sur ce sol où ils nous ont précédés, ils n'ont pas seulement fait germer leur pain à la sueur de leur front, mais s'ils y ont aussi incorporé par leurs pensées, leurs rêves, leurs amours et leurs souffrances, l'âme immortelle d'une nation, si la patrie, enfin, est une grande famille, c'est bien une véritable fête de famille que nous célébrons aujourd'hui, et de quelle famille, Messieurs ? de la patrie française qui retrouva, il y a cinquante ans, deux de ses filles, et quelles filles ? Nice et la Savoie.

Et comment les retrouva-t-elle ? Il importe de le rappeler : ce ne fut ni par la conquête, ni par l'insurrection que Nice et la Savoie nous furent rendues ; elles vinrent à nous, elles rentrèrent dans la famille commune de leur plein gré, de leur libre consentement auquel avait adhéré d'avance la nation souveraine !

Cinquante années se sont écoulées, et aujourd'hui vous avez voulu marquer, d'une manière solennelle, cette étape d'un demi-siècle vécu par vous dans la communauté française ! court espace de vie et d'histoire, et cependant si chargé à la fois de misères et de grandeurs : c'est d'abord l'horrible invasion dont le reflux emporte avec lui un lambeau sacré de la patrie ; c'est ensuite parmi les décombres de l'aventureux échaffaudage impérial, la liberté républicaine qui surgit solide et défini-

tive ; c'est le lent travail de tout un peuple qui, par le patient labeur de ses paysans, de ses ouvriers, de ses soldats, de ses explorateurs, de ses artistes, de ses penseurs, refait la cité et la nation plus fortes et plus vastes que jamais ; c'est enfin aujourd'hui, demain encore, le pacifique mais puissant effort d'émancipation intellectuelle et sociale !... Niçois et Savoyards vous avez vécu toutes ces heures françaises, votre cœur a battu pour toutes ces grandes causes et la Patrie qui vous a toujours trouvés à votre poste, indissolublement unis à elle, la Patrie est fière de vous.

Cinquante ans ! Mais est-ce là seulement votre âge et n'êtes-vous pas de plus vieux Français que cela ? Pouvons-nous oublier notre propre histoire, et cette prodigieuse année 1792, où parmi les intrigues de l'émigration, la retraite de nos armées, les troubles intérieurs, la trahison royale, le canon d'alarme, la fièvre des rues, les enrôlements volontaires, éclate soudain le coup de tonnerre de Valmy ? La nation armée a vaincu les vieilles troupes de Brunswick, et des peuples entiers viennent s'offrir à la jeune République et à la liberté !

Les premiers de tous, Chambéry, Nice, toute la Savoie, tout le comté ouvrent leurs portes en chantant des hymnes révolutionnaires ! Oui, c'est bien là, parmi les convulsions de la patrie en danger et l'enthousiasme sublime de la victoire républicaine que vous naquîtes vraiment à la patrie française !

Et de bien plus loin encore ! N'est-ce pas la terre elle-même qui dans ses révolutions successives vous y appelait ? En soulevant ses flancs dans leur immense éruption, les Alpes fixèrent sans retour et bien avant ses frontières politiques, l'unité physique de la France et inscrivrent sur le globe son dessin correct et harmonieux. Le mont Blanc surgit comme le nœud étincelant de ce magnifique éventail qui, des eaux claires du Léman au profond azur de Nice, étale, rayonne les puissants rameaux alpestres et les vertes vallées de l'Isère, du Var, de la Drôme, de la Durance !

Ainsi, Français par la nature, Français par l'enthousiaste adoption révolutionnaire, Français par la régularisation des traités, vous avez retrouvé votre foyer et vous n'en serez plus arrachés ! J'en atteste Nice qui reçut en dépôt le grand cœur de Gambetta, et qui saurait au besoin le défendre comme le palladium sacré de la patrie tout entière !

Réjouissons-nous donc ce soir, dans l'unanimité de nos cœurs et de nos pensées, d'appartenir à cette belle patrie dont la nature, l'histoire et le génie semblent avoir sculpté les contours, façonné les formes, embelli la face avec tant d'amour ! Continuons surtout à l'investir d'une beauté morale égale à sa beauté physique ! Nous reliant par la République à la grande Révolution, aux encyclopédistes, à la renaissance, à Rome, à la Grèce, continuons la lutte pour l'affranchissement de la pensée, contre toutes les servitudes physiques et sociales, et sachons garder cette force de propagande, ce sens profond de l'humanité qui font de la France « la plus haute personne morale qui soit au monde ».

De nouveau, levons nos verres à la France, à la République !

Discours de M. Stéphen Pichon.

Il y a cinquante ans, la France n'a pas repris Nice et la Savoie ; elles les a retrouvées. Elle ne les a pas reconquises ; elle les a rendues par le libre consentement de leurs habitants à la nationalité de leur choix. Il est presque permis de dire — tant la minorité des opposants fut infime — que c'est à l'unanimité qu'elles sont redevenues françaises.

C'est qu'après s'être donné à notre pays on ne se reprend pas. On ne déserte pas la France quand on a aimé, lutté, vécu, souffert avec elle.

Nos cœurs vont où va notre Isère,
Et le penchant de nos vallons

chantaient en 1848 les montagnards des Alpes dauphinoises.

Quarante-quatre ans auparavant, l'assemblée genevoise des Allobroges avait émis le vœu que « la nation libre et indépendante », dont elle traduisait les sentiments dans un élan d'enthousiasme et de joie, « fut remise à la nation française pour en faire partie intégrante », et lorsqu'elle en fut séparée par le congrès de Vienne, ce fut au mépris d'une protestation signée des Savoisiens les plus célèbres et déclarant que « la Savoie, qui a toujours appartenu à la France en temps de guerre, devait lui appartenir irrévocablement en temps de paix ».

Les Niçois, de leur côté, n'avaient pas attendu la consultation de 1860 pour sceller l'union qu'au temps de Kellermann, de Schérer et de Bonaparte ils avaient volontairement contractée avec le peuple dont les armées fraternelles leur apportaient la liberté ! De même qu'en 1792 ils avaient ouvert leur comté aux troupes du général Anselme et chassé les émigrés au chant de la *Marseillaise*, de même après la paix de Villafranca, ce qu'ils saluaient en nous c'étaient leurs frères et leurs compatriotes, qui ne se réclamaient auprès d'eux d'aucune conquête, mais seulement de leurs aspirations, de leur histoire et de leurs liens de consanguinité.

Car l'œuvre d'assimilation réalisée par la Révolution française n'avait pas été détruite par les régimes de compression qui la suivirent. Elle n'avait été qu'interrompue. L'annexion dont nous célébrons le cinquantième anniversaire l'a rétablie.

Aussi ne sommes-nous pas réunis pour commémorer des victoires, bien que la part que nous avons prise à la résurrection de l'Italie soit assez glorieuse pour que nous ayons le droit d'en être fiers. Et il serait peu digne de nous de ne pas donner dans nos réjouissances une pensée de tristesse aux morts qui reposent pêle-mêle, Autrichiens, Français et Piémontais, dans les champs de bataille qu'ont illustrés leur dévouement et leur courage.

Mais ce que nous glorifions avant tout, c'est le triomphe d'une idée de paix qui se fonde sur l'indépendance et sur le droit. Nous qui sommes des républicains, ce que nous retenons principalement des

annexions effectuées après la guerre d'Italie, c'est le gage donné à la conscience morale des peuples par l'affirmation de leur souveraineté.

C'est de son plein gré que le Piémont a reconnu à Nice et à la Savoie le droit de disposer d'elles-mêmes ; c'est de leur plein gré que Nice et la Savoie se sont proclamées françaises.

Sans doute, il est arrivé que des Italiens — et parmi eux il en est dont la gloire est immortelle — ont regretté le vote qui faisait passer leur pays d'origine sous la domination du second empire ; mais quand le malheur voulut que la France fut victime de l'impéritie impériale, le plus héroïque d'entre eux vint noblement mettre son épée au service de la République, à laquelle l'instinct populaire avait eu recours comme à notre unique sauvegarde contre l'invasion de l'étranger.

La défense nationale consacra ce qu'avait fait dix ans plus tôt la volonté des citoyens. Toute la France, ancienne et nouvelle, se leva comme aux grands jours de la Révolution française. Elle fut vaincue dans cette lutte tragique, que l'aveuglement du pouvoir personnel avait rendue trop inégale. Mais de ses désastres sortit pour tous les Français une force nouvelle, faite des douleurs subies dans la même épreuve, des devoirs imposés par la même infortune et des sacrifices consentis avec une même abnégation.

La Savoie nous rappelait déjà, entre autres grands hommes, Jean-Jacques Rousseau et Lamartine qui, sans être nés dans ses montagnes, lui doivent l'un et l'autre une si forte part dans la manifestation de leur génie. Depuis quarante ans elle est attachée à nous par un lien nouveau : celui du sang qu'elle a versé pour la défense de la patrie.

Quant à Nice, Messieurs, souvenons-nous que c'est la ville où Gambetta repose et où naquit Garibaldi. Et puissent ces deux noms associés dans nos hommages, rester pour nous, au sortir de cette fête, comme le symbole et comme le gage de l'entente et de l'amitié entre les deux peuples auxquels ces citoyens illustres ont consacré leurs vertus, leurs forces et leur vie !

Les grandes manœuvres de Picardie.

A GRANDVILLIERS. — VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

LE DÉJEUNER. — L'ASSISTANCE. — LES TOASTS.

Grandvilliers, 14 septembre 1910.

Accompagné de M. Briand, président du conseil, et du ministre de la guerre, le Président de la République a quitté Beauvais ce matin pour se rendre sur le terrain des manœuvres. Après avoir assisté à une partie des opérations, M. Fallières s'est rendu à Grandvilliers, où il

s'est fait présenter les missions étrangères; il s'est entretenu avec plusieurs officiers de ces missions, notamment avec le major Von Winterfeld, attaché militaire allemand.

Au déjeuner militaire qui a suivi, le Président de la République avait à sa droite le maréchal Hermès da Fonseca, le ministre de la guerre et le général Gerngross, chef d'état-major général de l'armée russe; à sa gauche, le président du conseil, M. Sarraut, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, et le général Michel, directeur des manœuvres. Dans l'assistance, citons :

Les généraux Meunier et Picquart, commandant les corps d'armée de manœuvres; de Ladébat, chef d'état-major de l'armée, et Pouradier-Duteil, sous-chef; Roques, Duparge, de Villaret, de Castelnau, Bourdériot, de Dartin, de Wignacourt, Conneau, Feldmann, de Lastours, d'Armandy, Ebener, Leturc, Rousseau, Journée, Poline, Nussard, Sylvestre, etc.; tous les officiers des missions étrangères, dont le *Gaulois* a donné les noms ces jours-ci, avec, en tête, les généraux Lantonnois Van Rode, Holm et comte Nostitz; nombre de sénateurs et de députés, les maires de Beauvais et de Grandvilliers, etc., etc.

Toast de M. Fallières.

A la fin du déjeuner, le Président de la République a porté le toast suivant :

Messieurs, je suis heureux d'avoir aujourd'hui à ma table, à la table de l'armée française, Son Excellence M. le maréchal Hermès da Fonseca, Président élu de la République du Brésil. En assistant à nos manœuvres, il nous a fait un honneur dont le souvenir ne s'effacera pas.

Je me félicite d'y voir aussi, à mes côtés, au milieu de nos officiers généraux, MM. les officiers étrangers en mission spéciale auprès de nous. Nous avons tout fait pour leur rendre facile l'accomplissement de leur mission. Nous espérons qu'à l'accueil qui leur a été réservé par leurs camarades de France, ils reconnaîtront que ce qu'on appelle la confraternité des armes n'est pas une formule vide de sens, mais que ces mots expriment bien une réalité touchante, d'où naissent des sentiments d'estime réciproque entre soldats de pays différents, qui ont, au même degré, la notion du devoir et le culte du drapeau.

Je lève mon verre en l'honneur des souverains, des chefs d'Etat, des gouvernements ou des nations qui sont représentés auprès de nous avec une si parfaite distinction.

Je le lève en votre honneur, Monsieur le Maréchal, et je bois à la prospérité et à l'avenir de la grande République dont vous serez bientôt le Président effectif.

Je bois à M. le général de Gerngross, chef de l'état-major général de l'armée russe, que nous avons le plaisir d'avoir pour hôte en ce moment. et à vous tous, messieurs les officiers des armées étrangères, qui avez

répondu si aimablement à l'invitation du gouvernement de la république.

Je veux, avant de m'asseoir, remercier comme elles le méritent, les excellentes populations du territoire sur lequel se déroulent nos manœuvres, pour les attentions de toutes sortes dont elles entourent nos vaillantes troupes dont l'entrain ne s'est pas un instant ralenti, et qui sont, comme l'armée tout entière, l'objet de la sollicitude confiante des pouvoirs publics et de la nation.

Toast du maréchal da Fonseca.

Le maréchal Hermès de Fonseca prend ensuite la parole en ces termes :

Monsieur le Président, je vous suis très reconnaissant de m'avoir procuré l'occasion d'assister à vos côtés aux manœuvres de la Picardie, et de vivre quelques jours dans l'intimité de mes braves et sympathiques camarades français. Oui, c'est pour moi une vraie joie de me trouver au milieu de la glorieuse armée française dont les exploits légendaires remplissent les pages de l'histoire.

Dominé par un profond sentiment de gratitude, je vous prie de me permettre, Monsieur le Président, de lever mon verre en votre honneur, à la vaillante armée française et à la grandeur de votre belle république.

Toast du général Gerngross.

A son tour, le général Gerngross, chef d'état-major de l'armée russe, prononce le discours que voici :

Je profite de l'heureuse occasion qui m'est offerte de vous exprimer les sentiments de profonde gratitude que nous inspire l'invitation que vous nous avez adressée, d'assister aux belles manœuvres de Picardie, ainsi que pour l'accueil cordial et amical qui nous y a été fait. Le directeur des manœuvres nous a donné pleine et entière liberté d'action, je puis vous certifier que nous en avons profité largement et avec utilité pour nous.

Je vous demande l'autorisation de lever mon verre en l'honneur du Président de la République française et de l'armée française que nous avons appris à aimer et à estimer dès notre enfance.

Toast du général Van Rode.

Le dernier toast est porté en ces termes par le général Van Rode :

En ma qualité de doyen des officiers étrangers, je tiens à vous exprimer notre gratitude pour les paroles que Monsieur le Président de la République a prononcées en l'honneur des souverains et chefs

d'Etats étrangers et je le remercie des souhaits de bienvenue qu'il a adressés aux officiers étrangers admis à suivre les manœuvres de Picardie.

Nous n'avons eu qu'à nous louer de l'accueil que nous avons reçu en France, tant dans l'armée que dans la population civile. Je prie donc ces messieurs de se joindre à moi pour lever leur verre en l'honneur du Président de la République, qui personnifie la France et pour crier avec moi : « Vive le Président de la République ! Vive la France ! »

Ce cri est répété par tous les officiers étrangers présents.

FÊTE MILITAIRE A GRANDVILLIERS. --- DÉJEUNER OFFERT PAR LE DIRECTEUR DES MANŒUVRES AUX OFFICIERS ÉTRANGERS. — LES TOASTS.

Grandvilliers, 15 septembre.

Le général Michel, directeur des manœuvres, a offert aujourd'hui un déjeuner en l'honneur des missions étrangères. Il y avait soixante convives ; le général Michel avait à sa droite le maréchal da Fonseca, M. Bouffard, préfet de la Somme, et le général Picquart. A sa gauche, le général russe Gerngross, M. Raux, préfet de l'Oise, et le général Meunier.

Dans l'assistance, tous les officiers généraux et chefs de corps participant aux manœuvres, ainsi que tous les membres des missions militaires étrangères.

Toasts du général Michel.

Au dessert, le général Michel se lève et, s'adressant au président élu de la république du Brésil, le maréchal da Fonseca, s'exprime en ces termes :

Monsieur le Maréchal, les troupes réunies à l'occasion des manœuvres de Picardie sont particulièrement heureuses de voir le président élu des Etats-Unis du Brésil assister à leurs travaux. Je me félicite d'être ici l'interprète de leur reconnaissance et j'ai l'honneur de vous prier d'agréer, avec l'hommage de leurs sentiments respectueux, les vœux sincères qu'elles forment pour la prospérité des Etats-Unis du Brésil,

Se tournant vers le général Gerngross, chef d'état-major général de l'armée russe, le général Michel poursuit :

Excellence, vous avez bien voulu, avec les officiers de valeur qui vous accompagnent, suivre les manœuvres de notre armée pendant quelques jours ; il m'est particulièrement agréable de vous en remercier, de vous assurer de notre profonde et respectueuse sympathie et de saluer

en vous l'un des chefs les plus éminents de la belle et vaillante armée russe.

Enfin, s'adressant à l'ensemble des officiers étrangers et à leur doyen, le directeur des manœuvres continue :

MON GÉNÉRAL, MESSIEURS,

Vous avez bien voulu répondre à l'invitation du gouvernement et M. le Président de la République, hier, en vous souhaitant la bienvenue, vous a assurés que vous trouveriez le meilleur accueil de la part de nos excellentes populations des départements de la Seine-Inférieure, de la Somme et de l'Oise.

M. le général Trémeau, qui devait diriger ces manœuvres, en avait tracé le plan général que j'ai suivi fidèlement ; la certitude que sa pensée tout entière préside en son absence à l'exécution des manœuvres de Picardie sera, j'en suis sûr, un adoucissement au regret qu'il éprouve de ne pas être avec nous. C'est à lui, en effet, qu'aurait dû revenir l'honneur de vous recevoir aujourd'hui.

Après l'avoir remplacé dans cette agréable mission, vous me permettrez certainement de lui transmettre les vœux que nous formons pour le rétablissement de sa santé.

Vous avez pu voir, messieurs, combien nos troupes sont fières de manœuvrer en votre présence. Nous avons cherché à faciliter de notre mieux l'accomplissement de votre tâche en vous donnant les moyens de suivre la progression générale de nos opérations, tout en vous faisant assister aux actions les plus intéressantes.

Nous ne saurions, en effet, oublier la courtoisie avec laquelle vous savez recevoir les officiers français qui se rendent chez vous et nous ferons en sorte que vous conserviez le meilleur souvenir de votre séjour parmi nous.

C'est dans ces sentiments, mon général, messieurs, que je lève mon verre en l'honneur des nations et armées aujourd'hui représentées avec tant de distinction auprès de l'armée française.

Toast du maréchal da Fonseca.

Le maréchal Hermès da Fonseca répond en ces termes :

Mon général, je vous remercie des paroles aimables que vous venez de prononcer pour mon pays. Quant à moi, je vous assure que je suis joyeux de me trouver au milieu de l'armée française dont l'histoire est si remplie d'exploits connus du monde entier, de cette armée idéale qui sert de modèle aux armées de l'Amérique du Sud.

Aussi, c'est chaleureusement que je lève mon verre en l'honneur de la glorieuse armée française, de la grande république qui est représentée si brillamment ici.

Toast du général Gerngross.

Le général Gerngross, chef d'état-major général de l'armée russe, prend ensuite la parole :

Je suis touché, dit-il, de vos paroles pour la mission militaire russe et vous remercie de ce que, depuis notre arrivée en France, nous avons été comblés de tant de soins et de tant de prévenances.

Je lève mon verre en l'honneur des superbes troupes qui manœuvrent sous nos yeux et de la brave et vaillante armée française.

Toast du général van Rode.

Le général belge Lantonnois van Rode, doyen des officiers étrangers, parle le dernier et s'exprime ainsi :

Mon général, au nom des officiers étrangers qui ont répondu à l'invitation du gouvernement de la république, je suis heureux de vous remercier des souhaits de bienvenue que vous nous avez adressés au nom des autorités civiles et militaires.

J'ai eu l'honneur de dire hier à M. le Président de la République combien nous avons été touchés de l'accueil si cordial qui nous a été fait. Les officiers étrangers regrettent l'absence du général Trémeau et vous seraient reconnaissants de lui faire part des vœux bien sincères qu'ils font pour son prompt rétablissement.

Ils vous remercient des facilités qui leur sont accordées pour l'accomplissement de leur tâche. Je souhaite que les manœuvres de Picardie se continuent et se terminent au gré de l'éminent général qui a l'honneur de les diriger.

Vous avez levé votre verre en l'honneur des nations et des armées représentées : permettez-moi, à mon tour, de lever mon verre en l'honneur de la France et de sa belle armée : Vive la France !

Tous les officiers étrangers répètent ce cri de : « Vive la France ! »

Le déjeuner terminé, les officiers étrangers se rendent, sous la conduite du général Michel, à Briot, où on leur fait visiter le parc d'aérostation.

Voyage du Président de la République à Saint-Nazaire et à Bordeaux.

(16-19 septembre 1910.)

Journée du vendredi 16 septembre.

Le Président de la République a quitté Rambouillet ce matin se rendant à Saint-Nazaire, d'où, par mer, il gagnera Bordeaux.

Le train spécial présidentiel s'est formé à la gare Montparnasse. MM. Briand, président du conseil, et le vice-amiral Boué de Lapeyrère, ministre de la marine, qui accompagnent le chef de l'Etat à Saint-Nazaire, ont été salués à leur arrivée à la gare par le directeur et les ingénieurs du réseau de l'Etat, ainsi que par MM. Lépine, préfet de police ; Armand Bernard, secrétaire général de la préfecture de la Seine ; Sasias, chef du secrétariat du président du conseil. Après s'être entretenu pendant quelques minutes avec les personnalités présentes, le président du conseil a pris place dans le wagon-salon avec le ministre de la marine, M. Mollard, M. Marc Varenne, le commandant Hellot.

Ont également pris place dans le train présidentiel : MM. Beaughey, directeur du réseau de l'Etat ; Camille Lyon, vice-président du conseil d'administration ; Goust, employé aux approvisionnements du réseau ; Corbon, ouvrier perceur à Saintes, membres du conseil ; Moisson, ingénieur en chef de l'exploitation ; Boell, ingénieur en chef de la traction ; Bauer, ingénieur en chef de la voie.

Le train présidentiel est arrivé à Rambouillet à neuf heures vingt minutes. Sur le quai attendaient : M. Autran, préfet de Seine-et-Oise ; le sous-préfet de Rambouillet, le maire et les autorités.

Le Président de la République, accompagné de M. Ramondou, du capitaine de vaisseau Laugier, du lieutenant-colonel Guise, est descendu sur le quai de la gare où il a remis des médailles d'honneur à des employés du réseau de l'Etat.

A neuf heures trente minutes le train présidentiel est parti pour Saint-Nazaire.

Le train présidentiel s'arrête à la station de Penhoët à quatre heures quarante ; la gare est tendue de drapeaux et ornée de trophées.

Le Président de la République est salué sur le quai de la gare par M. Brichaux, maire de Saint-Nazaire, entouré de son conseil municipal ; M. Armez, député des Côtes-du-Nord, M. Delaroche-Vernet, député de Saint-Nazaire, M. Rault, préfet de la Loire-Inférieure, l'amiral Leygue, préfet maritime de Lorient, l'amiral Aubert, commandant la deuxième escadre, et l'amiral Auvert, commandant la 1^{re} division de la deuxième escadre.

Le maire souhaite la bienvenue au Président, qui exprime à la fois le plaisir qu'il éprouve à venir à Saint-Nazaire et son regret de n'y pouvoir séjourner plus longtemps.

M. Fallières remet des médailles d'honneur à des agents de la compagnie d'Orléans, puis se dirige à pied vers les bassins, afin de visiter les trois cuirassés en construction.

Les ouvriers et une partie de la population massés sur le trajet, applaudissent le Président et crient sans interruption : « Vive Fallières ! »

C'est par le *Condorcet* que débute M. Fallières. Le bâtiment, dont la construction est très avancée, est à quai. Il est du type *Danton*, il jauge 18,500 tonnes et sa vitesse prévue est de 23 nœuds.

Les officiers chargés de surveiller l'achèvement du navire sont descendus à terre. Le ministre de la marine les présente à M. Fallières à qui il explique que toutes les tourelles du *Condorcet* sont en place et les machines montées.

Poursuivant sa visite, le Président va voir le dock de relevage pour les sous-marins. Ce dock, qui est destiné au port de Toulon, sera en mesure de relever un sous-marin du poids de 1,000 tonnes. Le travail est en pleine activité lorsque M. Fallières arrive. Les ouvriers interrompent un instant leurs occupations, se pressent autour du Président qu'ils acclament. M. Fallières se tourne vers eux et les salue en agitant son chapeau. Le Président est conduit ensuite devant le nouveau bassin de radoub qui pourra recevoir des bâtiments du plus fort tonnage, c'est-à-dire des navires de 23,500 tonnes. Puis il passe aux ateliers de chaudronnerie où on lui montre des chaudières du *Rochambeau*.

Le cortège présidentiel traverse la cheminée du paquebot *France*, posée horizontalement sur le sol et qui a 5 m. 30 de diamètre. M. Fallières va voir le paquebot encore sur cale sèche et dont le lancement doit avoir lieu le 20 septembre.

Le Président parcourt les ateliers, se rend compte des diverses opérations qui s'y effectuent et fait au *Diderot* une visite analogue à celle qu'il avait faite précédemment au *Condorcet*.

Toujours à pied, le Président gagne à l'autre extrémité des quais la vieille entrée du pont, où l'attend le canot de l'amiral Aubert, qui, remorqué par une chaloupe à vapeur, va le conduire à bord du *Saint-Louis*.

Sur la jetée, la foule est compacte, et à ses cris de : « Vive Fallières ! vive la République ! » se mêlent des cris nourris de : « Vive Briand ! »

Le *Saint-Louis* est mouillé à peu de distance de terre et, en quelques instants, le Président arrive à bord du vaisseau-amiral. Il est reçu à la coupée par l'amiral Leygue, qui l'avait précédé sur le *Saint-Louis* ; le capitaine de vaisseau Benoît, commandant le *Saint-Louis*, et le chef d'état-major de l'escadre, le capitaine de vaisseau Serres.

Tous les bâtiments sur rade qui, comme le *Saint-Louis*, ont arboré

le grand pavois, tirent des salves, les équipages à la bande crient à sept reprises : « Vive la République ! » et le pavillon personnel du Président est hissé au sommet du grand mât.

Ce soir, le Président de la République offre à bord du *Saint-Louis* un dîner de trente couverts, auquel sont invités le président du conseil, le ministre de la marine, le préfet de la Loire-Inférieure, le maire et le sous-préfet de Saint-Nazaire, le président de la chambre de commerce, les amiraux Leygue, Aubert et les commandants Benoît et Serres, le chef d'état-major de l'amiral Aubert, le commandant de la *Marseillaise* ; M. Delaroche-Vernet, député ; M. Charles-Roux, etc., etc.

Journée du samedi 17 septembre.

A une heure du matin, le *Saint-Louis* lève l'ancre en compagnie de la *Marseillaise* et, rejoint au large par les autres navires, fait route vers l'embouchure de la Gironde.

A huit heures, les ministres qui ont précédé à Bordeaux le Président de la République, MM. Louis Barthou, Millerand et Jean Dupuy, partent par train spécial au-devant du Président de la République, ainsi que M. Monis, sénateur, président du conseil général ; M. Duréault, préfet de la Gironde ; M. Lescouvé, directeur des affaires criminelles au ministère de la justice. Ils seront à midi à la pointe de Grave et s'embarqueront immédiatement sur le contre-torpilleur *Dunois*.

A midi et demi, l'arrivée de M. Fallières au Verdon, à bord du *Saint-Louis*, est signalée.

Le Président s'embarque à bord du *Dunois*, sur lequel il passe la revue de l'escadre. Puis, suivi des contre-torpilleurs *Fanfare*, *Carquois*, *Etendard*, *Baliste*, *Oriflamme*, *Fanion*, le Président et sa suite partent pour Bordeaux.

En même temps que les ministres, M. Monis, sénateur ; MM. Chaumet, Combrouze et d'Elissagaray, députés de la Gironde, et les autorités civiles et militaires de la région ont pris place sur le *Dunois*.

MM. Monis et Chaumet ont, pendant la traversée, expliqué au Président de la République les améliorations demandées par les Bordelais.

L'escadrille marche dans l'ordre suivant : la *Javeline* en avant-garde, suivie à bâbord par le torpilleur 340 et l'*Oriflamme* et à tribord par le torpilleur 188 et le contre-torpilleur *Baliste*. Puis venait le *Dunois*, derrière lequel s'avançaient, en ligne de file, les contre-torpilleurs *Fanfare*, *Etendard*, *Carquois* et *Fanion*.

Quelques minutes avant quatre heures, sur la hauteur de l'île du Nord, on aperçoit un monoplane venant à toute vitesse en arrière et sur le *Dunois*.

Il est signalé au Président qui va saluer l'aviateur. L'appareil porte

le n° 14. Les programmes de la semaine bordelaise d'aviation sont consultés. Le numéro 14 est celui d'Aubrun.

Le Président de la République, les ministres et les personnes de la suite applaudissent et crient bravo.

Aubrun revient sur le *Dunois* puis disparaît dans la direction de Bordeaux.

C'est en présence d'une foule innombrable et par un temps splendide que le Président de la République a débarqué à Bordeaux à quatre heures quarante-cinq.

Le maire souhaite la bienvenue au Président de la République qui lui répond :

« A partir de ce moment, je suis des vôtres. Croyez que ma joie est grande pour l'accueil que je reçois à mon arrivée dans votre ville à laquelle je suis heureux de pouvoir consacrer deux journées entières. »

Le cortège se forme ensuite. Les voitures attendent sur le terre-plein des Quinconces, M. Fallières et les personnes qu'il accompagne gravissent les quelques marches qui y accèdent.

Le Président monte avec le préfet, le maire et M. Ramondou dans un landau que traînent six chevaux d'artillerie, et le cortège se met en marche pour se rendre à la préfecture.

Le trajet s'effectue au milieu des ovations de la population. La plupart des commerçants ont fermé leurs établissements à quatre heures, afin de permettre à leur personnel d'assister à l'arrivée du chef de l'Etat.

C'est au milieu des acclamations et des vivats que le Président fait son entrée à la préfecture.

A six heures, le Président de la République procède, dans les salons de la préfecture, à la réception des autorités civiles et militaires.

Répondant au recteur, M. Fallières rappelle qu'au temps de sa première jeunesse, il a beaucoup fréquenté l'académie de Bordeaux. « Bordeaux, ajoute le Président, était déjà une grande ville commerciale et industrielle. Elle est devenue depuis une grande ville universitaire ».

Le général Oudart, commandant le 18^e corps d'armée, présente les officiers généraux et les officiers de la garnison.

Le Président répond à l'allocution du général en rendant hommage à l'armée que « la République entoure de sa confiance et de sa sollicitude ».

Les réceptions se poursuivent pendant plus d'une heure ; le Président de la République s'entretient familièrement et à voix basse avec les différentes délégations.

A sept heures trente-cinq, le Président et les ministres quittent la préfecture pour aller au Grand-Théâtre assister au banquet offert par la municipalité.

M. Fallières a à sa droite le maire, l'amiral Boué de Lapeyrère,

M. Jean Dupuy et M. Duréault, préfet de la Gironde, et à sa gauche, MM. Barthou, Millerand et Monis, président du conseil général.

Au dessert, M. Bouche, maire de Bordeaux, porte un toast au Président de la République.

M. Fallières prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

Les éloquentes paroles que vient de m'adresser M. le maire de Bordeaux sont empreintes d'une telle bonne grâce que j'y veux répondre tout de suite. Je le remercie du fond du cœur d'avoir si bien deviné ma prière. Il a, dans tous les cas, traduit la sienne en des termes auprès desquels, je le sens, vous trouverez peut-être insuffisante la simple mais bien sincère expression de ma vive gratitude.

Rien ne pouvait m'être plus agréable que de venir assister à la clôture d'épreuves, dont l'heureuse initiative fait le plus grand honneur à votre patriotique cité. A une époque où les progrès de l'aviation passionnent partout l'imagination populaire, pouviez-vous rester en dehors d'un mouvement qui, en quelques mois, a fait franchir avec une prodigieuse rapidité tant d'extraordinaires étapes à l'une des plus merveilleuses conceptions de l'esprit inventif de l'homme ? N'a-t-il pas même apparu au monde attentif que la maîtrise des airs est une de ces conquêtes dont la hardiesse semble particulièrement bien répondre à l'irrésistible élan de notre génie ?

Je suis venu partager l'émotion et la fierté communes, et renouveler, au milieu de vous, mes plus chaleureuses félicitations et celles du Gouvernement de la République aux représentants sans peur de l'aviation civile et militaire, dont la témérité et le sang-froid déconcertent toutes les prévisions et poussent aux plus prestigieuses espérances.

Il y a une autre raison d'un ordre plus intime, celle-là, qui, à défaut de la première, m'aurait fait accepter avec empressement la gracieuse invitation des éminents mandataires de la municipalité, du conseil général et de la chambre de commerce de Bordeaux.

Je ne suis pas un enfant de la cité, mais au temps de ma première jeunesse, j'y ai fait une partie de mes études. De là, date pour moi une prédilection que les années n'ont pas affaiblie, pour la superbe métropole, que, sur le coin de terre où je suis né, on a coutume de considérer comme la vraie capitale de notre cher Sud-Ouest.

Combien nous sommes fiers de la place qu'elle occupe sur la carte de France et de son beau renom sur tous les marchés du monde ! L'éclat de son rayonnement ne s'étend-il pas jusqu'aux confins du globe, et Bordeaux n'eût-il à se réclamer que de la gloire de ses vins, qu'il y en aurait assez pour consacrer ses vieux quartiers de noblesse commerciale auxquels le pays tout entier est jalousement attaché. Mais que d'autres motifs de se laisser aller au penchant d'un goût qu'avive le développement de votre prospérité matérielle, intellectuelle et morale ! Tout,

dans vos murs, ne respire-t-il pas la grandeur et l'élégance ? Sans parler de l'aspect saisissant d'un fleuve qui, après avoir arrosé une des plus belles régions de la France, roule ses flots abondants entre des quais insuffisants pour recevoir les marchandises des deux mondes, qui s'y entassent chaque jour davantage, que d'éléments divers d'une magnificence qui fait justement votre orgueil !

La séduisante ordonnance d'une longue façade qui se déroule en bordure majestueuse sur une partie de la rive gauche de la Garonne et témoigne de la valeur artistique d'un siècle dont on n'a pas cessé de vanter les admirables productions, des places publiques aux dimensions inaccoutumées, d'imposantes voies dans lesquelles s'étalent, dans de luxueux magasins, les merveilles du commerce, de l'industrie et des arts, des promenades et des jardins publics qui semblent attirer, à leur ombre, au cœur même de la ville, la fraîcheur de la campagne, des édifices renommés qui sont l'honneur de l'architecture française, et, comme pour marquer que la gloire d'un peuple ne va pas sans le culte du souvenir, des statues ou des monuments élevés à la mémoire des grands hommes qui ont illuminé Bordeaux de l'éclat de leur immortelle célébrité, de Montaigne, un des premiers et des plus puissants artisans de l'émancipation de la pensée, de Montesquieu dont le génie pénétrant soumit à la souveraineté de la critique l'esprit des lois et des institutions, des Girondins qui sont morts à l'aube de la liberté et pour elle, de Gambetta, qui dirigea d'ici les efforts suprêmes de la défense nationale.

« C'est ainsi que s'enchaîne, dans la suite des temps, la grandeur du passé à la grandeur du présent et que la gloire de la France est l'œuvre indissoluble de tous ceux qui, aux différentes époques de son histoire, ont bien mérité de la patrie ou de l'humanité.

« C'est ainsi que les choses ont toujours été comprises par une vaillante population comme la vôtre, si fermement dévouée à nos institutions et dont rien n'ébranlera la foi dans l'avenir. Dans votre superbe et riante cité, aux mœurs douces comme son climat, on a le cœur chaud et l'âme haute. Les problèmes qui se posent chaque jour à l'esprit et à la conscience de votre démocratie y sont froidement envisagés par elle sans qu'aucune hardiesse d'idées la détourne de sa route ou qu'aucun effort ne puisse jamais lasser son bon vouloir. Elle témoigne, dans sa sagesse et dans son amour sincère du progrès, de sa calme résolution de faire aboutir, dans l'intérêt de tous, les solutions politiques et sociales qui sont dans les besoins et les vœux d'un pays qu'on a vu reprendre son ancienne place dans le monde, et qui est fermement attaché à la cause de l'ordre dans la liberté, et de la paix dans la dignité nationale.

« Je lève mon verre à la ville de Bordeaux, à sa prospérité et à son avenir.

« Qu'elle reçoive l'hommage de ma profonde reconnaissance pour l'accueil que j'ai trouvé auprès d'elle, et dont je n'oublierai pas les chaleureuses manifestations. »

Le discours du Président de la République a été, à de nombreuses reprises, interrompu par les applaudissements des assistants. Une ovation enthousiaste a été faite à M. Fallières.

A dix heures un quart, le Président de la République quitte la salle du banquet et rentre en voiture à la préfecture.

L'animation en ville est plus grande que jamais. La population, après avoir de nouveau acclamé le chef de l'Etat, se répand sur les principaux points où ont lieu des réjouissances publiques.

Le Président de la République a adressé au ministre de la marine la lettre suivante :

« MON CHER MINISTRE,

« Après la traversée que je viens de faire sur le *Saint-Louis* et le *Dunois*, et la revue que j'ai passée, ce matin, dans les eaux du Verdon, j'ai à cœur d'adresser mes vives félicitations et celles du Gouvernement à la brillante escadre du vice-amiral Aubert. J'ai apprécié son excellente tenue, et les hommes de devoir et de dévouement qui montent ses unités de combat méritent, à tous égards, la confiance du pays qui les aime, et de la République, dont ils sont, à bon droit, une des légitimes fiertés.

« Croyez, mon cher ministre, à mes plus affectueux sentiments.

« A. FALLIÈRES. »

Le vice-amiral Boué de Lapeyrère a transmis dans les termes suivants au vice-amiral commandant en chef la 2^e escadre, la lettre du Président de la République :

« Le ministre de la marine à M. le vice-amiral commandant en chef la 2^e escadre.

« MON CHER AMIRAL,

« En vous transmettant la lettre ci-jointe que M. le Président de la République a bien voulu m'adresser à la suite de la traversée qu'il vient d'effectuer de Saint-Nazaire à Bordeaux, je suis tout particulièrement heureux de joindre mes félicitations personnelles à celles du chef de l'Etat.

« Cette lettre est pour les officiers, les équipages de la 2^e escadre et pour la marine entière, un précieux témoignage de satisfaction et de bienveillant intérêt, dont nous devons être fiers et reconnaissants.

« Je vous prie de la porter à l'ordre du jour à bord des bâtiments placés sous votre autorité.

« BOUÉ DE LAPEYRÈRE. »

Journée du dimanche 18 septembre.

Le Président de la République quitte la préfecture à huit heures trente, il visite successivement l'hôpital civil, l'hôpital-hospice des enfants assistés et la colonie Saint-Louis.

A onze heures, le cortège se rend à l'hôtel de ville où a lieu une réception du conseil municipal de Bordeaux et des maires du département de la Gironde.

Le maire, M. Bouché, remercie M. Fallières de sa visite à la maison commune dont les portes, dit-il, suivant les principes républicains, sont toujours largement ouvertes à tous.

M. Bouché offre ensuite au Président trois modèles d'une médaille que la ville a fait frapper pour commémorer le souvenir de son passage à Bordeaux.

Le Président de la République répond au maire, qu'en venant à l'hôtel de ville saluer en la personne de ses représentants, la population tout entière, il remplit un agréable devoir. Il est reconnaissant à la ville de Bordeaux de l'accueil qu'elle lui a fait. Les acclamations qui, depuis hier, ne cessent de se faire entendre, réjouissent son cœur, car il sait qu'elles s'adressent à la France et à la République.

La visite à l'hôtel de ville se termine par la réception des maires du département. Ceux-ci, au nombre d'environ quatre cents, sont présentés au chef de l'Etat par M. Duréault.

Le préfet de la Gironde, dans une éloquente allocution, affirme que, s'inspirant des paroles prononcées récemment par le Président de la République, les maires de la Gironde remplissent à la satisfaction générale leurs devoirs chaque jour plus lourds et plus délicats.

M. Fallières répond qu'en tenant le langage que vient de rappeler le préfet de la Gironde, il n'a fait que s'approprier une pensée de Gambetta. Ce qu'il a dit en Savoie s'applique à la France tout entière, parce que la France est une et indivisible. Les maires doivent s'appliquer à se montrer justes, équitables, amis de la liberté et consacrer leurs efforts à administrer les grands intérêts dont ils ont la charge.

« Si, ajoute M. Fallières, j'osais employer une formule, peut-être un peu banale, je dirais que les administrés ne sont pas faits pour les administrateurs, mais les administrateurs pour les administrés. »

Les maires accueillent ces paroles par des applaudissements et des cris de : « Vive Fallières ! vive la République ! »

Le cortège quitte alors l'hôtel de ville et après une visite à la caisse d'épargne il rentre à la préfecture qu'il quitte à nouveau à midi pour assister au palais de la Bourse au banquet offert par la chambre de commerce.

Au dessert, le président de la chambre de commerce, M. Buhau, prend la parole et le Président de la République répond en ces termes :

« MESSIEURS,

« C'est avec un grand plaisir que je suis venu m'asseoir à la table hospitalière de votre chambre de commerce. La réputation de cette haute assemblée n'est pas à faire, et son autorité est de celles dont on aime à pressentir les inspirations et à suivre les avis. Je savais que j'y rencontrerais, sans parler d'une bienveillance, qui rend son accueil si recherché, des compétences éprouvées et des dévouements sans trêve aux intérêts supérieurs de votre grand port et de votre belle région.

« Rien n'échappe à sa vigilante sollicitude. Rien ne coûte à sa ferme volonté de travailler sans relâche au développement de votre prospérité économique. C'est avec une satisfaction croissante qu'elle voit s'augmenter chaque jour le nombre et l'importance d'industries nouvelles, qui en se fondant, en dehors de la ville ou sur les rives du fleuve, offrent à la marine marchande des éléments de transports qui assurent aux navires qui nous viennent chargés d'un fret d'arrivée, un fret réciproque de retour. C'est dans ce va-et-vient d'entrée et de sortie, que nous voudrions presque ininterrompu, que résident les avantages certains du présent et les précieuses espérances de l'avenir. A ce double point de vue, les constatations de chaque jour ne nous montrent-elles pas les choses sous un jour plein d'heureuses promesses, qui permettent de penser que Bordeaux deviendra, sans trop attendre, un des plus grands ports de la France ?

« Qui pourrait s'en féliciter plus hautement que le gouvernement de la République ? Comme les régimes qui l'ont précédé, n'avait-il pas mis au premier rang de ses plus vives préoccupations le développement de la fortune nationale ? Nous vivons dans un temps où l'on peut tout attendre des merveilles de la science, que le génie de l'homme assouplit impérieusement chaque jour davantage, soit à la satisfaction de ses besoins, soit à celle de ses nobles ambitions. Ces obstacles disparaissent ou s'atténuent sous l'action incessante du progrès, qui ne se repose d'une conquête que pour en préparer une nouvelle, en laissant bientôt loin derrière elle le souvenir de celle qui l'a précédée.

« Ce sont là des continents que l'on sépare par un gigantesque canal, des darses qu'on ajoute à des darses, des rades que l'on approfondit, des escales dont on facilite l'accès, des passes que l'on défend contre des envahissements que fait craindre le cours trop capricieux des eaux, des ponts transbordeurs qui rendent les communications plus commodes sans encombrement inutile pour les fleuves qu'ils traversent.

« Toutes ces choses, le génie de l'homme les conçoit, et sa main les exécute. Mais à côté du bienfait se trouve le péril. Qui ne voit ou qui ne sent que ces transformations apportent dans les relations commerciales de pays à pays un trouble qui mérite qu'on en surveille attentivement les effets ? Elles changent quelquefois la direction des courants commerciaux, et si l'on n'y prend garde, ou si l'on commet la faute de laisser passer l'heure sans agir, il est presque toujours trop tard pour

conjurer des abandons ou des déchéances contre lesquelles rien ne peut plus prévaloir.

« On l'a bien compris à Bordeaux, et sa chambre de commerce toujours en éveil ou aux écoutes, gardienne vigilante de ses intérêts, n'a hésité devant aucune résolution, devant aucune entreprise, ni devant aucun sacrifice pour maintenir votre grand port à la hauteur de ses destinées.

« L'opinion publique l'a vigoureusement soutenue, et l'on a vu deux assemblées délibérantes, le conseil municipal de Bordeaux et le conseil général de la Gironde, prendre généreusement leur part des responsabilités et de la dépense.

« Comment n'auriez-vous pas obtenu le concours éclairé du Gouvernement et des Chambres ? Comment pourrait-on penser, par ailleurs, qu'on entend borner l'effort à l'exécution du programme qui a reçu la consécration des pouvoirs publics, sans songer à celui du lendemain ? Mais, à chaque jour suffit son œuvre, et à vouloir trop entreprendre à la fois ne court-on pas le risque de succomber à la peine ?

« Ne croyez pas que le voyage que j'ai fait hier, de l'embouchure de la Gironde à Bordeaux, ait été uniquement entrepris pour me fournir une occasion nouvelle d'admirer les rives enchanteresses de votre fleuve. Il a été décidé d'un commun accord sur la proposition des représentants de la ville, du conseil général et de la chambre de commerce. Ce que l'on voit sur place vaut mieux que ce qu'on étudie sur la carte, et les voyages du Président de la République ne seraient que de pompeuses inutilités, si de grands intérêts régionaux, comme hier en Savoie, ou d'importants intérêts régionaux comme aujourd'hui dans la Gironde, n'en étaient les motifs déterminants et les fins supérieures.

« Ce voyage, du reste, qui nous a permis de montrer à vos populations, empressées à les saluer, les glorieuses couleurs d'une de nos brillantes escadres, a eu pour moi un attrait d'autant plus particulier que j'ai eu, à l'origine, le très vif plaisir de présenter aux Chambres, sous ma signature et celle des ministres compétents, le projet qui n'a désormais à attendre qu'une prompte mise en train et dont la réalisation répondra à l'un des vœux les plus ardents du commerce tout entier de Bordeaux et de la région.

« Il ne me reste plus maintenant qu'un devoir à remplir, devoir bien doux puisqu'il répond aux intimités de ma pensée et de ma conscience, celui de lever mon verre à la prospérité du port de Bordeaux et à boire à votre chambre de commerce, qui représente avec tant d'intelligence, de zèle et de dévouement, les intérêts commerciaux et industriels, qui sont confiés à sa garde. »

Après le banquet à la bourse du commerce, M. Fallières est rentré à la préfecture, d'où peu d'instant après il repartait en automobile pour se rendre au camp d'aviation de Beaudésert, distant d'une dizaine de kilomètres.

L'aviateur Aubrun est allé sur son monoplane à la rencontre du Président de la République. L'ayant rejoint à mi-route, il a opéré un

virage et l'a accompagné à une centaine de mètres de hauteur.

A son entrée sur l'aérodrome de Beaudésert, le Président de la République est reçu par M. de Verliac, président du comité d'organisation et les membres du comité, parmi lesquels figure M. Léon Barthou, frère du ministre. M. Fallières se dirige immédiatement vers les appareils des aviateurs militaires, rangés sur une seule ligne. Il adresse quelques paroles de félicitations au lieutenant Camerman, au lieutenant de vaisseau Byasson, aux lieutenants Girard, Chevreau et Remy. Quant au lieutenant Féquant, qui prend part au meeting, il vole depuis plus d'une demi-heure au-dessus de l'aérodrome, en compagnie de plusieurs autres aviateurs. Car depuis le matin les vols se succèdent sans interruption, et l'on aperçoit dans les airs cinq ou six monoplans ou biplans.

Latham est arrivé, venant de Picardie, et manquant d'appareil, s'est fait prêter le monoplan de M. de Verliac, il exécute à ce moment, avec son audace habituelle, des virages magnifiques.

Le Président de la République passe ensuite devant les aviateurs civils, debout à côté de leurs appareils. C'est une véritable revue de l'aviation et c'est la plus complète à laquelle on ait encore assisté. M. Fallière interroge les aviateurs sur leurs prouesses, sur leurs impressions et s'inquiète, tant auprès d'eux que de M. Léon Barthou, de la valeur respective des divers modèles de biplans ou de monoplans. Il voit successivement Ernest Paul, Aubrun, Brégi, Bielvucie, etc.

M. Fallières échange aussi quelques mots avec Legagneux et Bielvucie, puis il prend place dans la tribune officielle et aussitôt le nombre des appareils autour de l'aérodrome s'accroît sensiblement. On aperçoit en même temps à des altitudes diverses et évoluant à de grandes vitesses des monoplans montés par Kuller, Latham, Legagneux, Morane, des biplans que dirigent le lieutenant Féquant, Bielvucie, Van den Born, le lieutenant Remy, le lieutenant Camerman, etc.

On assiste à la fois aux prouesses des concurrents qui se disputent le prix du Président de la République et aux épreuves finales du meeting ; le ronflement des moteurs couvre un instant la musique militaire.

M. Rang des Adrets, secrétaire général de la préfecture, monte avec Van den Born sur son biplan et effectue avec lui quelques tours de piste.

Le Président suit avec un intérêt constant les concurrents et se découvre à leur passage devant la tribune.

A cinq heures quarante-cinq, tandis que les épreuves se poursuivent, M. Fallières est conduit dans un petit salon attenant à la tribune officielle où une collation a été préparée.

M. de Verliac remercie le Président d'être venu apporter aux aviateurs une nouvelle preuve de sa sollicitude et d'avoir doté d'un prix le meeting.

M. Fallières répond :

C'est à moi à vous remercier de m'avoir fourni l'occasion d'applaudir une fois de plus les merveilleux exploits de nos aviateurs ; je ne dirai pas que je suis un passionné de l'aviation, mais je sens que je vais le devenir, car à chaque étape, mon admiration grandit ; je ne suis pas le seul certes à éprouver ce sentiment, les ministres qui m'accompagnent m'annonçaient, il y a quelques instants, combien ils étaient frappés des progrès réalisés en un si court espace de temps et moi qui suis vos efforts depuis un an, je ne m'y reconnais plus du tout.

L'année dernière, je suis allé au premier meeting de la Champagne. Je suis arrivé sur l'aérodrome à cinq heures par un soleil splendide : comme je m'en félicitais, les organisateurs du meeting m'annoncèrent que les appareils ne pourraient pas sortir des hangars.

— Comment ? répondis-je, on ne vole pas ?

— Non, on ne vole pas, car il y a du vent.

Ma stupéfaction fut grande, car à aucun moment je ne m'étais aperçu qu'il y eût du vent. A sept heures du soir seulement, Paulhan, en dépit du vent, partit et nous fit voir des choses admirables.

A dix mois de distance, j'ai accompagné le roi de Bulgarie à Mourmelon : là, le temps était épouvantable, la grêle tombait et le vent soufflait en tempête, néanmoins, sans qu'on le leur demandât, les aviateurs militaires évoluèrent avec une facilité étonnante.

Si vous m'annonciez aujourd'hui que l'année prochaine les aéroplanes monteront si haut dans les nues qu'on les perdra de vue, je vous croirais, de même que je suis disposé à admettre que, dans un avenir prochain, se réaliseront des choses auxquelles nous ne pouvons croire à l'heure actuelle. Je partage la satisfaction générale et je vous exprime mes chaleureuses félicitations. En dotant d'un prix vos épreuves, j'ai employé le seul moyen que j'eusse de m'associer à votre œuvre et, dans la mesure où je peux, j'entends la glorifier avec vous.

Le Président quitte Beaudésert à six heures pour rentrer à la préfecture.

A sept heures, il en repart pour aller au palais de justice, où lui est offert un grand banquet par le conseil général.

M. Monis, président de l'assemblée départementale, est assis à la table d'honneur aux côtés du Président de la République, ainsi que les ministres, le préfet, le maire, les sénateurs et députés et le général Oudart.

Au dessert M. Monis porte un toast au Président de la République qui prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

Je n'avais pas besoin d'attendre l'éloquent discours de mon vieil ami, M. Monis, pour savoir à quoi je devais le chaleureux accueil que j'ai reçu partout depuis que je suis entré dans les eaux de la Gironde et que j'ai mis le pied sur le sol de votre brillante et chère cité. Les marques

de sympathie que l'on m'a prodiguées, et qui ne s'effaceront pas de ma mémoire, je les dois, je ne m'y trompe pas, à l'amitié bien connue pour moi des représentants de votre beau département. N'ai-je pas toujours été avec eux, depuis le commencement de ma carrière, en communauté d'idées, de convictions, de sentiments et d'espérances ? Ne l'a-t-on pas vu dans les moments difficiles que la République a eu autrefois à traverser, où l'on a pris l'habitude de me considérer comme l'un des vôtres, et n'est-ce pas vraiment comme à un second foyer de famille que je suis venu m'asseoir aujourd'hui pour y solliciter un vrai droit de cité dont je sentirais tout le prix et qui ferait honneur à ma jalouse fierté ?

Mais des vides se sont produits autour de nous, dans les rangs de la démocratie girondine ! Combien de vaillants soldats des nobles causes que nous avons servies ensemble ont disparu dans ces dernières années ! Ils ont laissé des traces lumineuses de leur passage et de leur action, et quand j'entendais évoquer tout à l'heure la mémoire de Trarieux que, pendant toute sa vie, j'ai aimé comme un frère, je n'ai pu résister à l'émotion que me cause le souvenir d'une perte qui, à son heure, mit la tribune en deuil, et enleva du même coup à la défense du droit méconnu ou menacé un de ses plus nobles serviteurs. Mais la terre est féconde en hommes de valeur sur cette partie enviée de notre beau pays. La Gironde n'a-t-elle pas été une riche pépinière d'hommes d'Etat, d'orateurs, de ministres, d'hommes politiques qui furent la gloire ou l'honneur des régimes qu'ils ont servis ? N'a-t-elle pas encore des mandataires, dignes successeurs de ceux qui leur ont ouvert la voie, et dont les noms chers à la démocratie sont sur toutes vos lèvres, alors qu'un sentiment de haute convenance me les fait retenir sur les miennes ?

Votre conseil général, je ne suis que juste en le disant, n'est-il pas une de ces assemblées où se développent, en prévision de devoirs supérieurs, des compétences en formation, des expériences mûries par le travail, des bonnes volontés qui s'assouplissent, par la pratique des affaires, aux vues d'ensemble ou à l'examen indispensable des détails ? Le respect des opinions contraires, cette délicate manifestation de l'urbanité des mœurs et de l'esprit de tolérance, dont vous faites bien de vous réclamer, donne à vos résolutions une force qui en consacre la légitime autorité.

Oh ! ne vous défendez pas, je vous en prie, de vous passionner dans la discussion des intérêts départementaux. Il faudrait n'être pas du Sud-Ouest, pour ne pas comprendre les ardeurs des délibérations, et se faire de la manifestation de quelques ombrageux soucis une autre idée que celle de la crainte qu'on a de voir méconnaître ce que l'on considère comme un droit, ou de souffrir d'un tort, dont on cherche éventuellement à conjurer les effets.

Mon cher Monis, j'ai bien tardé à vous remercier des choses si aimables que vous m'avez dites. Elles sont allées droit à mon cœur et je n'en oublierai pas la touchante expression.

J'ai voulu confondre l'assurance de ma gratitude avec celles que vous doivent les ministres, pour les paroles si pleines de bonne grâce que vous leur avez adressées et que je vous offre en leur nom. A vous entendre, chacun certainement s'est dit, ici, que si un scrutin devait suivre votre discours, tout se terminerait par un ordre du jour de pleine et entière confiance.

Comment, du reste, en serait-il autrement, lorsqu'entre vous et le gouvernement, il y a tant de points d'accord.

Comme vous, le Gouvernement veut que la liberté reste le fondement intangible de nos institutions ; il veut marcher dans la voie du progrès sans soubresaut mais sans recul, répudier toute violence, et faire à la raison et au bon sens la part qui leur revient dans la conduite des hommes ; il veut que l'armée nationale, notre force, notre sauvegarde et notre orgueil, soit maintenue, sans défaillances, à la hauteur des grands devoirs qu'elle peut avoir à remplir ; il veut porter sa digne émule, notre vaillante marine de guerre, à son plus haut point de puissance d'action, et la voir promener, en confiance, sur les mers la fierté de ses couleurs ; il veut favoriser, par les moyens qui sont en son pouvoir, le développement de notre marine marchande, si intimement lié au sort de notre puissance économique ; il veut que l'école, telle que la République l'a faite, soit et reste, dans nos villes et dans nos campagnes, le foyer de lumières où viennent s'instruire des premières notions des choses et du savoir les générations qui arrivent, où se forment, au début même de la vie, les consciences, les caractères et les cœurs ; il veut, enfin, associer ses efforts à ceux de la démocratie, pour que tout tende à l'honneur du régime, à l'accroissement sans trêve de la prospérité publique et de la grandeur morale de la patrie !

Je lève mon verre au département de la Gironde.

Je bois à son conseil général, dont je suis l'hôte profondément reconnaissant.

Ce discours a été très applaudi par l'assistance.

A dix heures et demie, le Président est rentré à la préfecture, il a été longuement acclamé sur tout le parcours.

La circulation dans les rues est impossible tant l'affluence est grande.

Journée du lundi 19 septembre.

Le Président quitte la préfecture à huit heures vingt, il s'embarque à huit heures trente au ponton des Quinconces pour visiter les importants chantiers ou ateliers existant en aval de Bordeaux sur les deux rives de la Garonne.

A son départ, le *Dunois*, amarré au milieu du port, tire le canon et son équipage pousse les sept cris réglementaires de : « Vive la République ! »

Le Président commence la visite par le cuirassé *Vergniaud*. Il se fait

représenter les officiers et passe en revue le noyau d'équipage qui en a déjà pris possession.

M. Fallières voit plusieurs contre-torpilleurs en chantier et des destroyers destinés à la république Argentine, puis il se fait conduire sur l'emplacement des nouveaux bassins projetés et examine sur plan l'importance des travaux entrepris.

Dans tous les ateliers ou chantiers traversés, les ouvriers du port au nombre de plusieurs milliers interrompent leur travail et acclament à son passage le Président de la République qui s'arrête devant et s'entretient avec plusieurs.

Sur les quais où sont amarrés les grands paquebots qui font le service de Dakar et de l'Amérique du Sud, les équipages et les ouvriers font entendre des cris répétés de « Vive Fallières ! Vive la République ! »

La visite se termine par la pose de la première pierre du pont transbordeur qui doit relier les deux rives de la Garonne en aval et à une certaine distance du pont de pierre.

A onze heures, le Président rentre à la préfecture où, à midi, il offre un grand déjeuner à toutes les notabilités de Bordeaux et de la Gironde.

Parmi les convives se trouvent : Madame Duréault, femme du préfet et ses deux filles, les sénateurs et députés, M. Duréault, préfet ; M. Rang des Adrets, secrétaire général, le maire, les généraux du corps d'armée, les conseillers municipaux et généraux, les membres de la chambre de commerce, les hauts fonctionnaires, etc.

Le Président de la République quitte la préfecture à deux heures dix minutes pour se rendre à la gare.

La foule massée sur le parcours, devant la gare aussi bien que sur les quais, fait au Président des adieux chaleureux.

Sur le quai de la gare, le Président de la République, avant de prendre congé du maire et de M. Monis, président du conseil général, exprime tous ses remerciements pour l'accueil qu'ont fait au chef de l'Etat les populations de Bordeaux et de la Gironde et leur dit quel souvenir ému il emporte de son voyage.

A deux heures quarante, le train présidentiel part pour Rambouillet, pendant que retentissent enthousiastes les dernières acclamations.

MM. Jean Dupuy et Millerand accompagnent le Président de la République.

M. Fallières rentre à Rambouillet à onze heures trente.

Le train présidentiel, après le départ du Président, a continué sa route sur Paris. M. Millerand l'a quitté à Versailles.

M. Jean Dupuy était de retour à minuit et demi à la gare Montparnasse.

Banquet de la Chambre de Commerce de Paris.*(28 juin 1910.)*

Le banquet, offert par la Chambre de Commerce de Paris, et que M. le Président de la République avait bien voulu accepter de présider, a eu lieu le mardi 28 juin. Il réunissait plus de 200 convives, parmi lesquels la plupart des membres du Gouvernement, les Présidents de plusieurs Chambres de Commerce et les représentants des Groupes syndicaux parisiens.

Discours de M. Kester, Président de la Chambre de Commerce de Paris.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
MESSIEURS,

Je sens, en ce moment, tout l'honneur de ma charge qui me vaut d'être l'interprète des commerçants et des industriels auprès du premier magistrat de la République. En vous présentant les hommages respectueux de la Chambre de Commerce de Paris, qui est leur émanation, j'ai à cœur, Monsieur le Président, de vous exprimer sa profonde gratitude pour l'accueil que vous avez fait à l'invitation que j'ai eu la mission de vous porter en son nom.

Nous sommes très touchés de cette nouvelle et insigne marque de votre haute bienveillance, dont la signification est encore accentuée par la présence de M. le Président du Sénat, de M. le Président de la Chambre des Députés et de MM. les membres du Gouvernement qui ont tenu à vous accompagner. Je leur adresse notre salut respectueux et les remercie du précieux encouragement qu'ils donnent à notre Compagnie ainsi que de l'estime et de la sympathie qu'ils veulent bien lui témoigner. Je remercie également les hautes personnalités, les présidents des Chambres de Commerce, les présidents des Groupes Syndicaux qui ont bien voulu répondre à notre appel.

Nous voyons avec un plaisir tout particulier, parmi nos hôtes éminents, M. le Ministre du Commerce que nous savons si dévoué aux intérêts qui nous sont confiés, et qui les défend avec une autorité et un talent qui lui ont conquis déjà de nombreux titres à notre reconnaissance. (*Applaudissements.*)

En venant au milieu des représentants élus du commerce de Paris, vous avez voulu, une fois de plus, Monsieur le Président de la République, affirmer quelle place importante tiennent, dans les Conseils du Gouvernement, les questions économiques. Elles méritent aujourd'hui toute la sollicitude dont vous les entourez.

Un des faits essentiels de notre époque est, en effet, l'évolution sans précédent de toutes les branches du commerce et de l'industrie, dans l'espace d'un demi-siècle. Grâce aux progrès incessants des sciences qui ont multiplié les moyens mis à la disposition de l'homme pour s'emparer des forces inutilisées de la nature, une véritable transformation de l'univers s'est opérée. C'est non seulement la vapeur asservie, mais l'électricité obéissant à notre action et réalisant des prodiges dans la production de la lumière, dans la transmission de la force, enfin dans d'innombrables applications aux transports et à la mécanique ; ce sont des emplois nouveaux et imprévus des gaz, des alcools et des essences, notamment dans l'éclairage et l'automobilisme ; ce sont les progrès de l'électro-chimie, des industries chimiques en général.

Et il semble que nous ne soyons qu'au début de nos éblouissements. Ne voyons-nous pas se réaliser chaque jour les rêves les plus audacieux de l'imagination ? La locomotion prend des développements inconnus ; la pensée circule sans intermédiaire apparent à travers les espaces ; la parole, avec ses intonations les plus variées, s'enregistre pour être reproduite fidèlement aux oreilles de nos plus lointains successeurs ; le domaine de l'air, lui-même, est conquis, l'homme, réalisant la vision prophétique de Victor Hugo, « devient oiseau », « l'oiseau qui pense », et pénètre en souverain dans des régions qui lui étaient jusque-là à peu près interdites. (*Très bien ! Applaudissements.*)

En passant dans le domaine de l'application, les créations merveilleuses du génie humain produisent des répercussions qui affectent profondément la vie sociale. Avec le machinisme, le pouvoir de travail de chaque individu a été multiplié dans des proportions considérables ; une baisse sensible du prix des produits manufacturés en est résultée, entraînant l'amélioration de la condition du peuple, la hausse des salaires et un accroissement général de la richesse publique.

A l'extérieur, non moins qu'à l'intérieur, les changements sont profonds.

Les relations internationales ont pris une extension telle que la valeur du commerce du globe a sextuplé dans les cinquante dernières années. Le commerce général de la France, qui atteignait péniblement un milliard au commencement du XIX^e siècle, dépasse aujourd'hui onze milliards de francs. Par contre, les crises financières, monétaires et commerciales ont changé d'aspect et posé des problèmes nouveaux.

Jamais questions plus vitales et plus complexes n'ont exigé des avis plus éclairés. Aussi la représentation commerciale et industrielle devait-elle prendre une importance en rapport avec celle des intérêts à défendre et avec l'influence désormais prépondérante du commerce et de l'industrie sur la prospérité publique. (*Très bien !*) Laisser au seul Gouvernement la connaissance de ces intérêts particuliers eût été exagérer la centralisation, et, peu à peu, on a confié le soin de les sauvegarder à des réunions d'hommes pratiques. C'est ainsi qu'on a vu les

Chambres de Commerce françaises se développer et intervenir efficacement et d'une façon constante dans la vie nationale, conquérir, avec la loi de 1898, leur charte, et s'imposer de plus en plus comme un des rouages nécessaires de la nouvelle organisation des sociétés modernes.

Dans ces conditions, leur mode de recrutement devait nécessairement retenir l'attention. Le corps électoral, restreint à l'origine, avait été peu à peu élargi, et, la dernière fois, en 1872, par le Gouvernement de la République. Dès 1883, le suffrage universel des patentés était appliqué à l'élection des Tribunaux de commerce ; ce mode électoral, plus en rapport avec les principes politiques de notre démocratie, s'imposait également pour les Chambres de Commerce. Des difficultés d'application en retardèrent longtemps l'adoption. Ne devait-on pas redouter, en donnant la majorité au nombre, d'enlever toute représentation aux grands commerces et grandes industries qui sont la minorité, mais dont dépendent parfois la vie et la prospérité de toute une région ?

Une série de propositions se firent jour, qui aboutirent, en 1908, à la loi établissant le suffrage universel des patentés et permettant, dans les circonstances où cela paraîtrait nécessaire, la création de catégories professionnelles, auxquelles un certain nombre de sièges sont réservés. Ainsi, par une heureuse fortune, nos Compagnies furent à la fois dotées du suffrage universel et de ses perfectionnements, devançant, après l'avoir suivi de loin, le suffrage politique, plus favorisées que les législateurs qui s'essaient actuellement encore à trouver la meilleure formule de représentation proportionnelle. (*Rires.*)

Désormais, le petit commerçant, le petit industriel participent directement au choix des membres des Chambres de Commerce au même titre que le représentant des grandes sociétés et des grands établissements.

Indépendamment de l'augmentation, dans l'ensemble, du nombre des votants (que nous pourrions désirer encore plus considérable), le principal résultat de la nouvelle législation a été de renforcer la représentation commerciale en la composant de tous les éléments du commerce et de l'industrie. Les Chambres de Commerce ont acquis, de ce chef, un surcroît incontestable d'autorité. Loin de moi la pensée de méconnaître celle qu'elles possédaient. « Ce qui a fait, disait M. Doumergue, alors Ministre du Commerce, la réputation des Chambres de Commerce, la valeur de leurs délibérations, l'autorité de leurs avis. c'est qu'on les savait composées d'hommes discutant en toute liberté, discutant sans parti pris, défendant uniquement des intérêts généraux et écartant le point de vue des intérêts particuliers. » (*Très bien ! applaudissements.*)

Cette indépendance, ce constant souci du bien public, les Chambres de Commerce estiment qu'ils font partie de leur patrimoine d'honneur ; elles le conserveront jalousement, persuadées qu'elles ne sauraient mieux servir les intérêts de la France.

Elles seront ainsi en complet accord avec l'orientation de l'esprit

public qui considère que, de plus en plus, les intérêts politiques doivent céder le pas aux intérêts économiques, et avec cette politique de paix et d'union dont nous avons vu avec grande satisfaction M. le Président du Conseil se faire l'interprète éloquent et autorisé. (*Vifs applaudissements.*)

En ce qui concerne spécialement notre Compagnie, vous connaissez depuis longtemps les sentiments qui l'animent ; elle se félicite hautement des nouveaux concours que la loi de 1908 lui a assurés et qui apportent à l'étude de notre programme un précieux appoint de compétence et de dévouement. Nous nous efforcerons de développer encore les institutions qui nous paraissent utiles à la prospérité du commerce national et, au premier rang, l'enseignement commercial que nous nous honorons d'avoir placé à un niveau très élevé par la création de nos Ecoles, et l'enseignement technique professionnel qui fait en ce moment l'objet d'une enquête et d'une étude très approfondie de notre part. Nous continuerons à susciter l'initiative et l'esprit d'entreprise particulièrement chez les hommes jeunes qu'il convient d'engager de bonne heure à se familiariser avec les luttes de la concurrence internationale. Nous donnerons, comme par le passé, toute notre attention aux questions de transports, de douanes, et à tout ce qui touche à notre exportation. La recherche des débouchés et l'expansion au dehors est à la fois une nécessité impérieuse et un devoir national. C'est ainsi que nous l'avons compris en contribuant à fonder l'Office national du Commerce extérieur, pour le fonctionnement duquel nous sommes heureux de prêter notre concours à M. le Ministre du Commerce.

Les commerçants et les industriels qui ont le culte de la paix et du travail se réjouissent tout particulièrement des sympathies internationales qui entourent notre pays. Les nombreuses visites de Chefs d'Etat, à la réception desquels M. le Président de la République préside avec tant de dignité, en sont l'éclatant et précieux témoignage. Pour nous, nous n'avons jamais négligé de prendre une part très active à ces manifestations d'entente et d'amitié, dont les rapports commerciaux sont à la fois la base et le fruit, et les échos de cette salle ont souvent retenti des paroles de sympathie échangées avec les délégués des pays étrangers. Il y a quelques jours à peine, j'avais l'honneur, à la demande du Gouvernement, de grouper, autour de la Chambre de Commerce de Paris et sous ma présidence, tous les Comités et toutes les Associations qui ont le souci de notre développement économique. Il s'agissait de préparer la réception de l'importante mission d'études venue de l'Empire Ottoman pour prendre contact avec nos industries. Toutes les organisations, si diverses pourtant, auxquelles j'ai fait appel, se sont trouvées unies par le but proposé à leurs efforts, et grâce à la parfaite harmonie qui n'a cessé de régner, nous avons, dès à présent, la certitude que le bon souvenir laissé à nos hôtes par leur visite aura les plus heureux résultats. (*Applaudissements.*)

Messieurs, la tâche qui incombe aux Chambres de Commerce apparaît laborieuse, mais elles en comprennent toute la grandeur et elles ne

lui ménageront ni leurs soins, ni leurs énergies. Fortes des traditions de leur passé et des nouveaux éléments de vitalité que leur a apportés la récente législation, elles s'y consacreront de toute l'ardeur de l'amour qu'elles portent à notre chère et belle France.

Au nom du Commerce Parisien, qui ressent vivement l'honneur qui lui est fait dans la personne de ses représentants ;

Au nom des Chambres de Commerce, qui ont bien voulu s'associer à nous ce soir,

Je me fais l'interprète des vœux que nous formons tous pour la prospérité de la République,

Et je lève mon verre en l'honneur de M. Armand Fallières, Président de la République française. (*Très vifs applaudissements.*)

Ce discours terminé, M. le Président de la République se lève et, au milieu de la plus vive attention de l'assistance qui l'écoute debout, il s'exprime en ces termes :

Discours de M. Fallières, Président de la République.

MESSIEURS,

Il m'est particulièrement agréable de vous dire combien je suis reconnaissant à notre Chambre de Commerce de Paris de m'avoir, par sa gracieuse invitation, ménagé l'avantage de me rencontrer, dans cette brillante fête, avec des représentants des plus autorisés de notre commerce national.

Quelles que soient les opinions économiques que vous professiez, les uns et les autres, que vous vous rattachiez par la raison ou par le cœur à la doctrine de la protection ou à celle du libre-échange, il y a entre vous tous un lien commun qui vous unit dans une pensée supérieure, le ferme dessein de travailler au développement de la fortune publique et au bien général du pays. (*Applaudissements.*)

A vrai dire, il y a longtemps qu'on ne se cantonne plus dans les intransigeances d'une opinion qui se refuserait à toute transaction utile.

Ce n'est pas dans le monde des affaires qu'on entendra jamais répéter, en le détournant de son sens primitif, le fameux cri : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe ». On n'y voudrait pas sacrifier les colonies, qui constituent une partie importante de notre patrimoine national. On n'y voudrait pas davantage sacrifier les principes, qui sont les lumineuses émanations de la raison ou de la conscience. On y recherche les solutions désirables en s'inspirant, tout à la fois, des besoins, des idées et des possibilités du moment où l'on agit.

Mettre judicieusement à profit les leçons de la pratique et les enseignements de la science, tenir un compte équitable des conditions du

travail et de l'évolution générale des choses, faire effort, enfin, pour planter le drapeau là où est, en réalité, l'intérêt certain du pays, voilà bien, si je ne me trompe, ce qui fait l'objet de vos constantes préoccupations et ce qui s'impose, en même temps, à votre laborieuse activité. (*Très bien !*)

C'est de cette politique économique que se sont heureusement inspirés le Gouvernement et les Chambres, qui, en procédant naguère à la revision de notre tarif douanier, ont eu la sagesse de s'en tenir à ce qu'on a justement appelé une simple mise au point. N'était-ce pas rendre un hommage mérité à une législation à laquelle, il serait injuste de le méconnaître, le pays doit, en partie, une ère féconde d'accroissement industriel et commercial ? (*Très bien !*)

Votre distingué Président a eu l'heureuse pensée de nous montrer quel chemin nous avons parcouru, depuis les dernières années du XVIII^e siècle jusqu'au commencement de celui-ci, et quand il nous a rappelé que, dans cette période de temps, notre commerce général est passé de 900 millions à 12 milliards, combien notre fierté nationale s'en est sentie réjouie. Mais n'avons-nous pas le besoin autant que l'ambition d'aller toujours de l'avant, n'oubliant pas que, sur le champ de la concurrence universelle, qui ne progresse pas recule, et, sans rémission, prépare les voies à une décadence inévitable.

Mieux que personne vous savez à quelles conditions il faut souscrire pour maintenir le pays à la hauteur de ses destinées économiques. Il est en marche vers un avenir qui s'annonce par les plus heureuses promesses, et tout concourt à fortifier notre confiance dans le succès de ses efforts.

Je ne redirai pas, je ne saurais y réussir aussi bien qu'on l'a fait tout à l'heure, les causes multiples de cette prospérité croissante, dont M. le Président a, d'une manière saisissante, mis heureusement en relief les divers éléments. La bienfaisante action du génie de nos inventeurs qui assouplissent, chaque jour, plus impérieusement les forces de la nature au commandement de la pensée, le rayonnement sans fin de découvertes sans limites, qui déconcertent l'imagination et confondent ce que nous croyons savoir de la notion approfondie des choses, les questions sociales qui se posent, pressantes et compliquées, dans les différentes directions de l'expansion nationale, oui, tout a concouru à faire de la fin du siècle dernier et du commencement de celui-ci le plus vaste champ d'expérimentation et de progrès qui se puisse ouvrir à l'esprit et à la conscience des hommes. Industriels, commerçants, patrons et ouvriers de toutes catégories et de tous métiers, la vie s'offre sans doute à tous avec des difficultés croissantes et des aspirations nouvelles ; mais la volonté de résoudre les unes et de satisfaire aux autres a provoqué, dans tous les rangs du monde du travail, depuis le haut jusqu'en bas, une émulation méritoire, et fait naître des sentiments réciproques de justice et de solidarité, qui sont et resteront la force de notre démocratie et l'honneur de notre pays. (*Applaudissements.*)

C'est de ces sentiments que vous vous êtes toujours inspirés, et vous n'avez jamais, à l'occasion, manqué de le proclamer bien haut. Pour ne parler que des choses que j'ai personnellement entendues, je me souviens qu'ici même, en 1903, dans un banquet que vous offriez à mon éminent prédécesseur, M. Loubet, la Chambre de Commerce saluait, par l'organe éloquent de son président de l'époque, l'honorable M. Derode, les bienfaits qu'était destinée à répandre autour d'elle l'application de la loi sur les accidents du travail.

Je l'ai entendu également rappeler ce que vous vous étiez imposé de sacrifices pour élever l'enseignement technique et professionnel à la hauteur de ses destinées. Je ne serais pas juste envers vous, si je ne disais que vous avez généreusement continué des traditions, dont l'origine remonte au lendemain de votre fondation. et auxquelles vous avez tenu à donner une preuve nouvelle de votre persévérante fidélité, lorsqu'il y a quelque temps vous avez fondé, sur la rive gauche de la Seine, une magnifique école, que j'ai eu le très grand plaisir d'inaugurer avec vous. C'est bien du côté de l'enseignement technique et professionnel, en effet, que doivent se tourner aujourd'hui toutes les initiatives. Il faut en favoriser toutes les entreprises, et prendre garde de ne pas, en cette matière essentielle, se laisser distancer par l'étranger.

Ce serait, de ma part, une ingratitude doublée de la méconnaissance complète des choses, que de ne pas associer aux félicitations, que je suis heureux d'adresser à notre Chambre de Paris, celles que nous devons aussi à nos Chambres des départements. Beaucoup d'entre elles ont un passé glorieux. Elles ont le droit d'en être fières, et c'est avec une haute et patriotique satisfaction que je les vois toutes rivaliser de lumières, de zèle et de dévouement pour porter à son plus haut point de fortune notre puissance économique.

C'est avec un même sentiment de confiance dans l'avenir qu'elles ont vu leurs portes s'ouvrir à des représentants du petit commerce et de la petite industrie. A élargir la base, on consolide l'édifice, et ce n'est pas dans un temps comme le nôtre qu'il faut tenir séparées les unes des autres des intelligences, des compétences et des probités, dont l'union ne peut que concourir efficacement dans une action commune et, pour la part qui leur revient, au développement de la force, de la richesse et de la grandeur de la nation. (*Applaudissements.*)

Je lève mon verre à la prospérité de la Chambre de Commerce de Paris et des Chambres de Commerce de France. (*Applaudissements prolongés.*)

Après ces discours, et pendant que la musique de la Garde républicaine continuait l'exécution d'un programme qui fut très applaudi, M. le Président de la République et les invités de la Chambre de Commerce se sont rendus dans les salles de la bibliothèque. M. Fallières s'y est longuement entretenu avec les présidents des Chambres de Commerce et les présidents des Groupes syndicaux qui lui ont été présentés par M. Kester, et a quitté la Chambre de Commerce vers onze heures.

ALLEMAGNE

Visite du Ministre des Affaires étrangères d'Italie à Berlin.*(Juin 1910.)*

COMMUNIQUÉ OFFICIEL.

La visite du ministre des affaires étrangères d'Italie a fourni l'occasion désirée de continuer l'échange de vues qui a eu lieu à Florence entre le chancelier de l'empire allemand et le marquis di San Giuliano. De même que les hommes d'Etat ont déjà manifesté alors la ferme résolution de continuer de poursuivre une politique ayant pour but d'assurer et de consolider l'état de choses actuel, l'échange d'idées approfondi et plein de confiance auquel ils viennent encore de se livrer aussi prouve qu'il ne s'est produit aucune modification dans la façon pleine d'assurance dont ils envisageaient et peuvent encore envisager après cette nouvelle entrevue la situation politique générale, qui répond aux relations satisfaisantes existant comme par le passé entre les puissances européennes. Dans les pourparlers qui ont eu lieu, les deux gouvernements alliés ont affirmé leur volonté de continuer, de concert avec le cabinet de Vienne, d'appliquer les principes qui tendent au maintien de la paix et qui inspirent la politique des puissances de la Triple-Alliance.

La rencontre de Guillaume II avec le Ministre de France à Christiania.

Berlin, 17 juillet.

Dans les milieux politiques de Berlin on s'est montré agréablement surpris de la rencontre récente de l'empereur Guillaume avec M. Dela-
vaud dans un fjord de Norvège.

On déclare que cette rencontre est une de ces démonstrations d'amitié auxquelles l'Empereur aime se livrer en toute occasion à l'égard de la France. On peut tenir pour certain que le souverain allemand dans sa longue conversation avec le ministre a abordé des questions politiques et qu'il a exprimé le désir que les rapports franco-allemands prennent un caractère de confiance de plus en plus grand.

L'empereur Guillaume et la famille impériale à Posen.

Posen, 20 août.

L'Empereur, l'Impératrice, le Prince héritier, la Princesse et d'autres membres de la famille impériale, le chancelier de l'empire et plusieurs ministres sont arrivés aujourd'hui pour l'inauguration du château nouvellement construit, qui doit servir de résidence à l'Empereur. La ville est richement parée.

Les souverains se sont rendus en automobile au château où le premier bourgmestre a porté un toast d'honneur et a prononcé un discours d'hommages.

L'Empereur a remercié, tant en son nom personnel qu'au nom de l'Impératrice, et a exprimé sa joie de séjourner dans la plus récente ville servant de résidence impériale, rang auquel il élève Posen par sa présence actuelle.

Au dîner qui a eu lieu au nouveau château impérial, l'Empereur a porté un toast en remerciant tout particulièrement les représentants du peuple prussien d'avoir consenti les ressources nécessaires à la construction du château. Il a remercié également l'architecte, M. Schwechten. Il a souhaité ensuite la bienvenue aux représentants de la province et de la garnison et a continué ainsi :

« Ce château doit être à la fois un indice de l'intérêt tout paternel que je porte à cette belle province allemande, qui, sous le sceptre de ma Maison, est devenue si florissante, et un encouragement pour qui a envie de collaborer de corps, d'âme et de tout son être au développement et au progrès de ce beau pays. Puisse la province de Posen fleurir et devenir un joyau dans ma couronne. »

Voyage de l'empereur Guillaume II à Vienne.

(19-21 septembre 1910.)

Vienne, 19 septembre.

La visite de l'empereur Guillaume à Vienne aura un caractère d'intimité familiale. Les cercles diplomatiques la considèrent comme une visite toute naturelle en raison de l'intimité des deux Cours et des deux Etats. Les journaux saluent déjà Guillaume II et constatent la solidité de l'alliance austro-allemande fondée sur l'intimité des rapports des deux Cours et les sympathies réciproques des deux peuples.

La journée de l'Empereur allemand. — Visites et réceptions.

Vienne, 20 septembre.

L'empereur Guillaume est allé déposer dans le caveau des Capucins des couronnes sur les cercueils de l'impératrice Elisabeth et du prince Rodolphe. Il a ensuite fait des visites aux membres de la famille impériale d'Autriche.

L'Empereur a reçu au château de Schoenbrunn le comte d'Ærenthal, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, les autres ministres communs, les présidents des conseils des ministres d'Autriche et de Hongrie et les hauts fonctionnaires de la Cour.

Il a reçu ensuite une députation d'officiers du 7^e régiment de husards autrichiens, dont il est le chef honoraire. La députation lui a remis un sabre d'honneur à l'occasion du 25^e anniversaire de sa nomination comme chef du régiment.

Vienne, 20 septembre, 11 h. soir.

Un dîner de famille a été donné ce soir à Schoenbrunn en l'honneur de l'empereur d'Allemagne et a été suivi d'une soirée chez l'archiduc François-Ferdinand.

L'empereur d'Allemagne a conféré aux hauts dignitaires de la Cour et de l'armée, ainsi qu'aux hauts fonctionnaires, de nombreuses décorations. L'archiduc Joseph-Ferdinand a reçu de lui l'ordre de l'Aigle-Noir. L'empereur François-Joseph a conféré des décorations aux dignitaires allemands.

Réception de Guillaume II à l'Hôtel de Ville de Vienne : 21 septembre.

DISCOURS DE GUILLAUME II

MONSIEUR LE BOURGMESTRE,

MESSIEURS LES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE VIENNE,

Je vous remercie très cordialement de la réception grandiose que vous venez de me faire et des paroles d'amicale bienvenue de M. le bourgmestre. M. le bourgmestre vient de me dire que les représentants de la ville de Vienne ont décidé à l'unanimité de donner mon nom à une partie de vos boulevards, au boulevard du Parc. C'est un honneur tout à fait exceptionnel pour un monarque étranger. Je suis profondément ému que les représentants de la ville de Vienne m'aient jugé digne d'avoir mon nom immortalisé sur les murs de votre ville.

Si je sais bien comprendre cet hommage exceptionnel, j'y vois d'abord l'expression de l'amitié et de la sympathie profonde qui depuis si longtemps existent entre la bourgeoisie de Vienne et moi, l'expression

de ces sentiments qui partout se manifestent dans le salut amical qui m'accueille dans vos rues, dans les yeux amis et étincelants des belles Viennoises. Ce sont là des choses qui émeuvent et attachent le cœur d'un homme. Je vois encore dans cette décision la preuve que la ville de Vienne fut pleinement satisfaite lorsqu'en une heure grave l'allié vint, dans son armure éclatante, se placer à côté de votre très gracieux souverain. C'était à la fois obéir au devoir et à l'amitié, car, pour le bien de l'univers, l'alliance a pénétré dans la vie des deux peuples, dans leur conviction, et en est devenue un impondérable élément.

Je vous prie donc d'être auprès de tous les citoyens et de toutes les citoyennes de cette ville les interprètes du remerciement cordial que je leur adresse pour cet exceptionnel honneur. Cette décision a reçu sa plus haute consécration pour avoir été prise — le souvenir m'en sera pour cela plus cher et plus beau — dans l'année où votre souverain fête son quatre-vingtième anniversaire, ce souverain que vous vénerez avec loyauté et amour, que mon peuple regarde avec une profonde vénération et vers lequel moi je lève les yeux avec respect comme vers un ami paternel, comme vers le symbole de l'abnégation et du sentiment du devoir personnifiés. C'est pour cela qu'en remerciant la ville de Vienne, je suis tout naturellement conduit à souhaiter que le Seigneur veuille bien accorder de longs jours encore à votre souverain aimé et vénéré, afin que la ville continue de se développer en paix sous sa main bénie, et afin qu'il vous soit accordé de lui apporter longtemps encore l'hommage de votre loyauté et de votre amour. Je vous prie d'exprimer tous ces sentiments qui émeuvent mon cœur et qui inondent les vôtres, en criant avec moi que nous désirons tous que la bénédiction de Dieu se répande longtemps encore sur le noble souverain de ce pays, sur cet empereur-roi tant aimé, sur le seigneur de cette belle ville ; que nous désirons tous que lui, sa maison et son pays restent entre les mains et sous la protection de Dieu.

Sa Majesté l'empereur-roi, hurra ! hurra ! hurra !

Dîner de gala à Schœnbrunn. — Départ de l'Empereur allemand.

Vienne, 21 septembre.

Ce soir a lieu, au château de Schœnbrunn, un dîner de gala en l'honneur de l'empereur Guillaume. Outre les deux souverains, y ont pris part les membres de la famille impériale d'Autriche, ainsi que de hauts dignitaires de la Cour et de l'Etat.

L'empereur Guillaume est parti ce soir, à 9 h. 20, pour Sigmaringen. L'empereur François-Joseph l'a accompagné jusqu'à la gare. Les adieux des deux souverains ont été des plus cordiaux. Ils se sont par trois fois embrassés et se sont serré les mains à plusieurs reprises.

ALSACE-LORRAINE

**Inauguration du Sanatorium départemental de Lorquin. —
Discours de S. E. le Comte de Wedel, statthalter d'Alsace-
Lorraine.***(22 septembre 1910.)*

MESSIEURS,

Je voudrais tout d'abord vous exprimer ma satisfaction particulière de pouvoir assister à la fête de ce jour qui est celle de l'inauguration d'un établissement par lequel le département de la Lorraine a exprimé sous la forme d'un monument érigé aux yeux de tous sa sollicitude pour la population.

Je vous remercie de votre gracieuse invitation ; mes félicitations s'adressent, en dehors du président du département et des commissions, d'abord aux membres du conseil général qui ont su apprécier l'importance de cet établissement, suivant une conception haute et généreuse et lui ont accordé les subsides nécessaires. Je félicite l'architecte dont le génie a dressé les plans et ceux qui l'ont aidé dans leur exécution ainsi que tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont contribué à cette œuvre. Puisse ce nouvel asile être, pour les malades si dignes de pitié auxquels il est destiné, un lieu de guérison et de paix, mais qu'il soit en même temps un symbole du travail commun de tous dirigé vers un même but, sans distinction de rang ni d'origine. Je rattache à cela mon vœu le plus ardent que le travail commun de tous ne se borne pas au terrain limité de la sollicitude envers le peuple et de l'amour du prochain, mais qu'il s'étende de plus en plus et de bon cœur au vaste terrain des intérêts généraux de la petite et de la grande patrie.

A mon vif regret il s'est produit, ces derniers temps, des malentendus et des oppositions, qui sont par eux-mêmes de nature à menacer la paix et le développement tranquille du pays, mais dont l'extension ne manquerait pas d'entraîner de graves préjudices pour le pays.

Travaillons tous, messieurs, et que chacun dans sa sphère emploie son influence à chercher et à trouver ce qui doit nous unir dans un travail sérieux et loyal, inspiré du bien du pays et des intérêts de l'Empire ; et alors ce qui divise encore en ce moment les différentes parties de la population disparaîtra de soi-même aux cours des années.

Aucun homme de bon sens ne songe à dépouiller les indigènes de leur particularisme, à leur défendre le culte du souvenir ni même les pieux honneurs dus aux morts, en admettant toutefois que le culte, si j'ose employer ce terme, se confîne dans les limites qui lui sont imposées

par la gravité même de son caractère et surtout par la situation politique qui est faite au pays comme *membre de l'Empire allemand*. Là où ce culte cherche à prendre une forme agitatrice et démonstrative, là où il cherche à enrayer la progression normale de l'évolution historique, là il induit le peuple en erreur et s'attaque, par là même, aux intérêts vitaux du pays et de l'Empire. Le gouvernement, soucieux de l'accomplissement formel de son devoir, s'opposera, avec une inflexible énergie, à de pareilles tendances, partout où elles se manifesteront.

Et je le demande : n'est-ce pas pécher contre la jeune génération qui, tout en ayant une tradition, n'a pas cependant de souvenirs personnels que de l'élever dans l'esprit d'un passé que souvent elle ignore, et de l'imprégner de souvenirs d'événements desquels leurs pères et leurs grands-pères ont terriblement souffert ? Et je demande en outre : n'est-ce pas pécher contre son propre pays natal, que de s'appliquer, ici et là, à aviver artificiellement, au lieu de les cicatriser, les blessures d'autrefois ?

Pour ma part, je réponds à ces questions par un *oui* catégorique. Celui qui nie les faits historiques ou même travaille contre eux poursuit un fantôme insaisissable et ne contribue pas au bien de sa patrie dont les destinées ont été réglées définitivement par des traités inattaquables. Celui-là seul a de l'avenir qui sait jeter ses regards devant lui.

C'est pourquoi, messieurs, je vous le répète, travaillons tous, indigènes ou immigrés, dans le respect mutuel de nos manières d'être originelles, travaillons ensemble au bien du Pays et de l'Empire, et appliquons-nous à repousser ensemble, de quelque côté qu'ils viennent, avec toute l'énergie, toute la gravité et toute l'objectivité possible, les efforts qui tendent à exciter et à troubler les esprits dans leur développement pacifique.

Vous, messieurs les indigènes, placez-vous toujours loyalement sur le terrain national qui résulte de la situation actuelle. Ce n'est que là que pourront s'émousser les angles qui subsistent encore, ce n'est que là qu'on récoltera les fruits du vrai progrès et de la paix intérieure, ce n'est que là que vous atteindrez *un jour* le but auquel vous aspirez.

Quant à nous, messieurs les fonctionnaires, en tant que nous sommes venus du dehors, inspirons-nous toujours de cette pensée que nous avons acquis le droit de cité intégral dans la patrie de l'Alsace-Lorraine, mais qu'avec ce droit nous avons aussi assumé le devoir de nous sentir être, dans toute notre activité, de vrais citoyens de cette nouvelle patrie, et d'avoir tous les égards voulus pour un état de choses qui y subsiste encore dans des sens divers.

Et maintenant, messieurs, pensons au chef suprême qui veut qu'on honore et qu'on cultive les traditions mais qui veut aussi que l'on tienne compte sans réserve des faits historiquement établis. Vous savez tous que l'éminent châtelain d'Urville se plaît à résider dans ce

pays, parce qu'il apprécie avec sympathie et confiance le bon sens et le loyalisme de sa population. Une pareille confiance pourtant appelle la confiance et la fidélité ; et pour lui donner plus de force je vous prie de vous unir avec moi dans le cri de : « Vive l'Empereur ! »

AUTRICHE-HONGRIE

Jubilé impérial. — Le quatre-vingtième anniversaire de François-Joseph. — La célébration à Ischl. — Un dîner de famille. — Félicitations de souverains.

(18 août 1910.)

LES CÉRÉMONIES EN AUTRICHE.

Vienne, 18 août.

L'anniversaire de la naissance de l'Empereur a été célébré avec une grande pompe dans toute l'Autriche-Hongrie et la Bosnie par des services divins, auxquels ont assisté les fonctionnaires de l'Etat, les autorités municipales autonomes et un grand nombre d'autres personnes.

On a aussi organisé des fêtes scolaires et des réjouissances publiques et l'on a fondé dans toute la monarchie de nombreux établissements de bienfaisance.

A Vienne, la fête a commencé par des salves d'artillerie tirées à l'arsenal, et les musiques militaires ont en même temps sonné la diane. La ville est richement pavoisée et ornée en beaucoup d'endroits de magnifiques décorations.

Il y a eu ce matin des messes solennelles dans toutes les églises. Une messe a été dite pour la garnison sur le terrain de la Schmelz et, par ordre de l'Empereur, le général d'infanterie baron d'Albori a ensuite passé les troupes en revue.

Les filles et petites-filles de l'Empereur, ainsi que leurs maris et leurs enfants, ont présenté ce matin, à Ischl, leurs félicitations au souverain. L'Empereur a ensuite assisté à une messe dite à la villa impériale. A dix heures, il y a eu, à l'église paroissiale, une messe solennelle à laquelle ont assisté les membres de la famille impériale, les autorités municipales et les hauts fonctionnaires de l'Etat.

EN HONGRIE.

Budapest, 18 août.

L'anniversaire de la naissance de l'Empereur et Roi a été célébré avec pompe dans toute la Hongrie.

Il y a eu dans toutes les municipalités des réunions solennelles, dont les membres ont envoyé au souverain des adresses exprimant leurs hommages et leurs félicitations.

On a, en outre, fondé plusieurs œuvres de bienfaisance.

LE DINER DE FAMILLE A ISCHL.

18 août 1910.

Les fêtes organisées en l'honneur de l'Empereur ont été des plus brillantes. A deux heures et demie a eu lieu, dans la grande salle du Kursaal d'Ischl, un dîner de famille de 72 couverts auquel assistèrent tous les membres de la famille impériale.

Au dessert, l'archiduc héritier François-Ferdinand porta le toast suivant :

« Nous célébrons avec des millions de fidèles le jour où notre bien-aimé Empereur accomplit sa quatre-vingtième année. Que Votre Majesté soit assurée de l'allégresse que réveille cette journée et agrée les vœux que nous déposons à ses pieds. Remercions le ciel qui a donné à Votre Majesté la grâce d'atteindre cet âge et concentrons nos sentiments de gratitude et de respect dans la prière au Tout-Puissant : qu'il garde et bénisse Sa Majesté dans l'avenir. »

L'Empereur a écouté ces paroles debout et a serré la main de l'archiduc avec effusion.

L'archiduc héritier a terminé son toast en poussant en l'honneur de l'Empereur des vivats, auxquels se sont joints ceux des assistants enthousiasmés. La musique a entonné alors l'hymne impérial de Haydn.

FÉLICITATIONS DES SOUVERAINS.

Vienne, 18 août.

L'empereur François-Joseph a reçu aujourd'hui de tous les souverains et chefs d'Etats de longues dépêches de félicitations à l'occasion de son 80^e anniversaire.

Télégramme du Président de la République Française.

Le Président de la République française a adressé le télégramme suivant :

« Rambouillet, 17 août.

« A S. M. François-Joseph, empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie, Vienne.

« Je tiens tout particulièrement à exprimer à Votre Majesté impériale et royale, à l'occasion du 80^e anniversaire de sa naissance, mes

plus vives félicitations, et je la prie d'agréer, avec mes amitiés cordiales, les vœux très sincères que je forme pour son bonheur et la prospérité de ses peuples.

« A. FALLIÈRES. »

L'empereur François-Joseph a répondu par le télégramme suivant :

« Bad-Ischl.

« A M. le Président de la République française, Rambouillet.

« Particulièrement sensible aux félicitations que vous, Monsieur le Président, avez bien voulu me faire parvenir à l'occasion de mon 80^e anniversaire de naissance, je vous prie d'agréer l'expression de mes très sincères remerciements avec l'assurance de mon amitié cordiale.

« FRANÇOIS-JOSEPH. »

Toast de l'Empereur d'Allemagne.

C'est à Wilhelmshoehe que Guillaume II a célébré le 80^e anniversaire de l'empereur François-Joseph. Il avait invité à déjeuner l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, ainsi que M. de Bethmann-Hollweg, le secrétaire d'Etat, et tous les princes impériaux.

Il a prononcé le toast suivant :

« Aujourd'hui, alors que dans tout le pays sur lequel règne l'empereur François-Joseph est fêté son anniversaire, c'est un besoin pour moi d'exprimer à Votre Excellence, avec mes propres vœux, ceux de mon peuple pour le 80^e anniversaire de votre souverain maître.

Bien au delà des frontières de l'Empire autrichien et dans toute la partie allemande, la haute personnalité de votre Empereur est honorée et aimée, et je parle au nom de tout mon peuple.

Du fond du cœur, j'exprime la prière que Dieu conserve longtemps encore votre monarque comme protecteur de son pays, comme chef suprême de l'armée austro-hongroise, qui nous est unie, comme mon fidèle allié et, j'ose ajouter, comme mon très honoré et paternel ami.

Manifestons extérieurement tous ces vœux et sentiments qui remplissent notre cœur en levant notre verre et en nous écriant : « Pour Sa Majesté l'Empereur François-Joseph, Hourrah ! Hourrah ! Hourrah ! »

A Berlin, le régiment de grenadiers « François », dont l'empereur d'Autriche est le chef honoraire, fut réuni à onze heures. Le colonel prononça une courte allocution et invita les soldats à pousser un triple hourrah. Ensuite, la musique joua l'hymne national austro-hongrois.

Ce soir, une fête réunit les officiers à leur mess.

L'ambassade d'Autriche et plusieurs maisons autrichiennes sont pavoisées.

Télégramme du Prince de Monténégro.

Cettigné, 18 août.

Le prince Nicolas a adressé à l'empereur François-Joseph un télégramme de félicitations dans lequel il lui présente ses souhaits ardents et respectueux à l'occasion de son anniversaire et le prie d'agréer l'expression de ses sentiments de dévouement et de reconnaissance.

Les relations austro-italiennes. — L'entrevue d'Ischl.

(26 août-2 septembre 1910.)

Rome, 26 août.

A l'occasion de l'entrevue du marquis di San Giuliano, ministre des affaires étrangères, avec le comte d'Ærenthal, les journaux consacrent des articles aux relations italo-autrichiennes, dont ils souhaitent l'amélioration.

Ischl, 1^{er} septembre.

Le marquis di San Giuliano a remis à l'empereur François-Joseph, au cours de l'audience d'aujourd'hui, une lettre autographe du roi Victor-Emmanuel, dans laquelle ce dernier renouvelle à l'Empereur-Roi, d'une façon très cordiale, les vœux qu'il lui a déjà envoyés télégraphiquement à l'occasion de son anniversaire et où il lui donne l'assurance de ses plus sincères sentiments d'alliance et d'amitié.

François-Joseph a envoyé au roi Victor-Emmanuel un télégramme pour le remercier de sa lettre autographe, dans lequel il répond qu'il a été vivement touché des sentiments de sincère amitié et de sincère alliance exprimés dans la lettre du Roi. Il déclare ensuite qu'il a été rempli d'une satisfaction toute particulière, d'avoir pu recevoir l'éminent homme d'Etat qu'est M. Di San Giuliano.

CE QU'ON DIT EN ITALIE.

Rome, 1^{er} septembre.

Le *Corriere della Sera* publie un télégramme d'Ischl racontant que l'archiduc héritier quitta brusquement Salzbourg lorsqu'il apprit que le marquis di San Giuliano était descendu au même hôtel que lui. Il agit ainsi pour éviter que sa présence pût déranger l'entrevue du ministre italien avec le comte d'Ærenthal.

Le *Corriere della Sera* se félicite de la coïncidence des manœuvres de la flotte italienne dans l'Adriatique avec l'entrevue de Salzbourg. Cela prouve que l'Italie pratique une politique forte qui lui profite et profite à ses alliés ainsi qu'à ses amis. Sans une telle politique toutes les alliances et toutes les amitiés ne valent rien.

Selon l'*Italie*, les résultats de la visite sont nets et clairs ; ils consacrent l'entente de l'Autriche et de l'Italie relativement à la situation générale de l'Europe et particulièrement au sujet des Balkans.

La *Tribuna* écrit que l'entrevue de Salzbourg ne devait nullement révéler quelque chose de nouveau ; elle a confirmé seulement une réalité bonne et réconfortante.

Le *Giornale d'Italia* rappelle qu'un communiqué aussi incolore que celui d'aujourd'hui a précédé l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Il se demande quelle surprise réserve celui-ci.

Le *Giornale d'Italia* souhaite que l'entrevue de Salzbourg améliore le sort des populations italiennes de la monarchie autrichienne.

UNE NOTE OFFICIEUSE SUR L'ENTREVUE DE SALZBOURG.

Vienne, 1^{er} septembre.

On mande de Salzbourg à la *Neue Freie Presse* qu'à la suite de leurs entretiens, le comte d'Ærenthal et le marquis di San Guiliano ont acquis la conviction absolue de la concordance d'idées de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie sur les questions d'Orient et notamment sur la question turque et qu'aucune des deux puissances ne poursuit en Orient des buts particuliers ou ne recherche des avantages spéciaux.

LA FIN DES ENTREVUES DE SALZBOURG.

Vienne, 2 septembre.

Le marquis di San Guiliano est parti ce matin pour Rome. Il a eu avant son départ une nouvelle et longue conversation avec le comte d'Ærenthal.

BELGIQUE

Voyage des Souverains belges en Allemagne.

(30 mai-1^{er} juin 1910.)

Journée du 30 mai.

Les souverains ont quitté Bruxelles hier par l'express de 11 h. 24, auquel la berline royale avait été attachée.

Le comte de Mérode, le général Jungbluth, le colonel de Moor, le baron de Woelmont et la comtesse van den Steen de Jehay accompagnent le couple royal.

La bienvenue aux souverains belges est souhaitée en ces termes par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, l'organe officieux allemand :

« Les souverains belges qui, en peu de temps, ont su, par leur simplicité et la façon dont ils s'acquittent de leurs devoirs de souverains, conquérir dans leur royaume l'affection de tous, seront cordialement reçus à la Cour impériale. Ils rencontreront également parmi notre peuple de chaleureuses sympathies.

« L'Allemagne et la patrie de nos hôtes royaux sont unies par de nombreux liens industriels et commerciaux. La participation de l'Allemagne à l'Exposition de Bruxelles montre combien chez nous non seulement le gouvernement, mais les cercles industriels et commerciaux s'intéressent au labeur fécond du peuple belge ; et cette participation est telle qu'elle nous a valu, à plusieurs reprises, l'expression de la vive reconnaissance des souverains et du gouvernement belges.

« Au salut respectueux de bienvenue que nous adressons à Leurs Majestés, nous ajoutons le vœu sincère que leur visite à nos souverains contribue à resserrer de nouveau les liens d'amitié unissant les deux Cours et les deux peuples. »

Le roi et la reine des Belges sont arrivés à 5 h. 15 à la gare privée de l'Empereur, à Wild Park.

Le roi Albert portait l'uniforme de colonel du 16^e dragons, dont il est le commandant.

Le couple royal belge a été reçu par l'impératrice Augusta-Victoria, le kronprinz, les princes Frédéric et Oscar, le prince Auguste-Guillaume, fils de l'Empereur, la kronprinzessin et la princesse Victoria-Louise, fille de l'Empereur.

L'Impératrice a embrassé la reine Elisabeth à la descente du train.

Toute la garnison de Potsdam rendait les honneurs. Le Roi et la Reine ont été salués à leur arrivée par une vibrante *Brabançonne*, exécutée par la musique de la 1^{re} compagnie des chasseurs de la garde.

L'escorte d'honneur était formée par le superbe régiment des gardes du corps à cheval.

Un nombreux public, qui stationnait aux environs de la gare, a vivement acclamé nos souverains.

Le roi et la reine des Belges se sont rendus en voiture à travers le magnifique parc de Potsdam jusqu'au nouveau château où ils résideront.

Journée du 31 mai.

Une grande *parade* avait été organisée à Potsdam en l'honneur du roi et de la reine des Belges. 7.000 hommes prirent part au défilé, à

l'issue duquel le roi Albert, rentrant au Palais, a été acclamé par la foule.

Le grand dîner de gala qui a eu lieu ce soir, à 8 heures, au nouveau Palais, avait réuni quatre-vingts convives. Guillaume II, on en était prévenu, n'assistait pas à la fête.

C'est le kronprinz, remplaçant l'Empereur, qui présidait la table. L'héritier du trône avait à sa droite la reine Elisabeth. Le roi Albert, assis en face du kronprinz, avait à sa droite l'Impératrice et à sa gauche la princesse héritière.

Le prince et la princesse Eitel-Frédéric, le prince Auguste-Guillaume assistaient au dîner, ainsi que la princesse Karl de Hohenzollern.

Complétaient la table, tous les dignitaires des maisons impériales et de la suite du roi Albert; des ministres, des diplomates, etc.

Au dessert, le kronprinz s'est levé et devant tous les convives debout, il a donné lecture, en allemand, du toast que Guillaume II devait prononcer.

Voici ce toast :

« Mon père éprouve les plus grands regrets qu'il ne lui soit pas accordé de pouvoir saluer personnellement Vos Majestés à cette heure solennelle. L'Empereur m'a chargé de vous souhaiter la bienvenue la plus cordiale. L'Empereur et l'Impératrice adressent à Vos Majestés les remerciements les plus chaleureux pour l'empressement qu'elles ont mis à nous faire l'honneur de leur visite peu après leur avènement. Nous souhaitons que Vos Majestés emportent des souvenirs agréables des journées qu'elles passeront parmi nous et nous espérons fermement que Vos Majestés se convaincront des sentiments amicaux que le gouvernement et le peuple allemands éprouvent pour elles et leur florissant pays, sentiments que S. M. l'Empereur aura le plus grand soin de fortifier. Ces sentiments amicaux ont trouvé leur expression dans la grandiose participation que l'Allemagne a prise dans le concours pacifique ouvert dans les nations réunies en ce moment dans la splendide capitale de Votre Majesté. Ces sentiments ont également trouvé une consécration entre la satisfaction éprouvée des deux côtés par l'aplanissement des difficultés qui s'étaient élevées durant la délimitation de la frontière entre l'Afrique orientale allemande et le Congo, difficultés qu'on a réussi à mener à bonne fin. Des souvenirs historiques réunissent nos deux peuples en même temps qu'il existe une proche parenté entre nos deux familles. C'est dans une maison princière allemande que Votre Majesté a trouvé la compagne de sa vie. Vos Majestés donnent le plus bel exemple de la vie familiale heureuse. Votre Majesté peut être convaincue que tout ce qui tend à resserrer l'amitié entre nos deux nations et entre nos peuples trouvera un chaleureux accueil dans les cœurs allemands. Au nom de mon père, j'exprime l'espoir que Votre Majesté aura le bonheur d'accomplir un règne long et prospère aux côtés de Sa Majesté la Reine, pour le bonheur du peuple belge.

« Nous buvons à la santé de Sa Majesté le roi Albert et de Sa Majesté la reine Elisabeth. »

Le roi Albert a répondu en français, ainsi que le veut l'usage, d'une voix claire, nette et de façon à être entendu de tous.

Le Roi s'est exprimé en ces termes :

« Je remercie de tout cœur Votre Altesse Impériale des gracieuses paroles par lesquelles elle nous a souhaité la bienvenue à la Reine et à moi, dans ce beau palais de Potsdam où nous attendait la plus charmante hospitalité. Ces remerciements chaleureux, j'éprouve le plus vif regret de ne pouvoir les adresser aujourd'hui directement à Sa Majesté l'Empereur, empêché de présider cette réunion par une indisposition qui, nous l'espérons bien, n'aura aucune suite.

« Je prie Votre Altesse Impériale de vouloir bien être auprès de son auguste père l'interprète de notre profonde gratitude, de nos affectueux regrets et de nos souhaits de prompt guérison. Les paroles de Votre Altesse Impériale n'ont pas seulement pour effet de nous émouvoir personnellement, elles trouveront en Belgique même, je n'en doute pas, un écho plein de sympathie, car les Belges ressentent une franche amitié pour le peuple allemand, leur grand voisin de l'Est, amitié qui n'a pas cessé de croître et de se fortifier dans les rapports constants d'excellent voisinage depuis le jour où notre pays a conquis son indépendance.

« Nous n'oublierons pas que tout récemment encore l'Allemagne, par l'organe du gouvernement impérial, a été un des premiers à saluer de vœux amicaux l'annexion à la Belgique de la colonie du Congo dont la frontière avec l'Afrique orientale allemande va être heureusement fixée, ainsi que Votre Altesse Impériale s'est plu à le rappeler. Enfin, nous attachons le plus grand prix à la preuve d'amitié qu'ont donnée cette année même, à notre pays, le gouvernement et le peuple allemands qui contribuent largement par leur participation officielle à notre Exposition internationale à en rehausser le succès et l'éclat. Nous assistons émerveillés au développement industriel, scientifique et commercial atteint par la nation allemande sous la direction vigilante de l'Empereur dans la lutte courtoise où doivent rivaliser les peuples travailleurs. Nous chercherons à nous inspirer de ce bel exemple d'activité et de progrès dont la section allemande de l'Exposition de Bruxelles nous montre, en une magnifique synthèse, les extraordinaires résultats.

« A notre estime, à notre amitié pour la nation voisine s'ajoute l'admiration causée par le sentiment si élevé qui anime l'Empereur dans l'accomplissement de ses devoirs de souverain. Il nous offre un noble modèle d'une vie consacrée tout entière au bien de ses sujets, à l'extension de la puissance de la productivité de l'Allemagne, à son rayonnement au dehors, au maintien de la paix générale, ce bienfait nécessaire au progrès de l'humanité. Aussi ai-je tenu, dès le début de mon règne, m'autorisant des liens de parenté qui nous sont chers, à venir avec la

Reine rendre visite à Leurs Majestés Impériales et à leur apporter l'expression de nos sentiments de très sincère affection, persuadé que les relations entre nos deux pays et nos deux maisons en deviendront encore plus étroites et plus cordiales. Je forme les meilleurs vœux pour la prospérité de la nation allemande sous le règne de Leurs Majestés Impériales et je les remercie de l'inoubliable accueil que nous recevons à leur Cour. Je lève mon verre en leur honneur. Vive Sa Majesté l'Empereur ! Vive Sa gracieuse Majesté l'Impératrice ! Vive la famille impériale et royale ! »

Dans l'après-midi, le roi Albert avait eu un long eutretien avec l'Empereur.

Journée du 1^{er} juin.

LA REVUE DE TEMPELHOF.

A la sortie militaire du Tempel Hof, plaine de manœuvres immense, située à quelques kilomètres de Berlin, 30.000 hommes prenaient part ce matin. Le général d'infanterie von Löwenfeld commandait. Il y avait là les 2^e, 3^e et 4^e régiments d'infanterie de la garde, les fusiliers de la garde, le régiment Alexandre, le régiment François-Joseph, le régiment Elisabeth, le régiment Augusta, les cuirassiers de la garde, deux régiments de dragons, le 2^e uhlans de la garde, les 1^{er} et 3^e régiments d'artillerie, les 1^{er}, 2^e et 3^e régiments du train, un bataillon du génie de la garde, le 1^{er} bataillon des télégraphistes, un bataillon d'aérostiers.

Le roi Albert a passé la revue de toutes ces troupes, conduit par le prince-héritier. Puis les 30.000 hommes ont défilé devant lui. Notre souverain portait le costume de dragon. Il a parcouru à cheval le champ de manœuvres, suivi de MM. le lieutenant-général Jungbluth et le colonel de Moor.

La Reine, conduite au Tempel Hof par l'Impératrice, en carrosse à quatre chevaux, escorté de ses gardes, a assisté à la fête militaire du haut de la tribune impériale aménagée au milieu des vastes tribunes réservées aux invités et au public payant — car, j'ai oublié de vous le dire, on est admis, en payant, sur des estrades mises ainsi à la disposition des curieux.

La kronprinzessin, la princesse Eitel, la princesse Victoria-Louise, la princesse Charles de Hohenzollern avaient pris place autour de la Reine.

Nos souverains et le prince-héritier ont été longuement acclamés par la foule à l'issue de la revue, laquelle a duré plus de trois heures.

La revue s'est terminée à midi et demi.

Une imposante cérémonie, le retour des drapeaux au Nouveau-Palais de Berlin, à travers les rues principales de la ville, a terminé la matinée. L'impressionnante cavalcade, à la tête de laquelle se trouvait le prince Albert, a provoqué un vif enthousiasme qui s'est traduit par d'intenses vivats adressés à notre souverain.

DÉPART DES SOUVERAINS.

Le roi et la reine des Belges, après un dîner au palais de Berlin, servi à 6 h. 3/4, repartiront pour Bruxelles, ce soir.

LES DÉCORATIONS.

L'Empereur a conféré au roi Albert le collier de l'ordre de l'Aigle-Noir ; à la reine Elisabeth, l'ordre de la reine Louise, avec millésime de 1813-1814 ; au grand-maréchal de la cour, comte de Mérode, au général Jungbluth et au ministre de la maison du Roi, M. Beyens, l'ordre de l'Aigle-Rouge de 1^{re} classe ; au grand-maître de la maison de la Reine, baron de Woelmont, l'ordre de la Couronne de 1^{re} classe ; à l'aide de camp du Roi, baron de Moor, l'ordre de l'Aigle-Rouge de 2^e classe.

LA PRESSE ALLEMANDE.

Le *Berliner Tageblatt* écrit :

« La réception faite au couple royal de Belgique fera ressortir les sympathies réelles qu'éprouve à leur égard tout le peuple allemand. Les relations politiques entre nous et nos voisins n'ont jamais été meilleures qu'actuellement. Dans les rapports économiques de la Belgique avec l'étranger, l'Allemagne occupe la première place. La situation des deux pays est extraordinairement bonne. La personnalité du roi Albert nous est jusqu'ici encore peu connue. Mais toutes ses déclarations, ses vues, la conception de sa mission souveraine dont il a eu l'occasion de faire preuve jusqu'à présent le montrent comme un monarque bien doué, intelligent et moderne et on ne peut que faire les meilleurs souhaits pour sa carrière. »

UNE NOTE OFFICIEUSE BELGE.

Le *Journal de Bruxelles* écrit :

« Nous avons reproduit dans notre numéro d'hier un article de la *Norddeutscher Allgemeine Zeitung* souhaitant la bienvenue à nos souverains à l'occasion de leur voyage à Berlin. Nous ne pouvons que nous montrer très sensibles aux sentiments si chaleureusement exprimés par le journal allemand. Comme lui, nous ne doutons pas que la visite à Berlin du Roi et de la Reine ne contribue à resserrer les liens d'amitié et de famille qui unissent les deux cours. L'allusion à la conception si élevée que se font nos souverains des devoirs de leur charge touchera particulièrement le peuple belge, dont le loyalisme se réjouit de voir partagés à l'étranger les sentiments qu'il éprouve lui-même à un si haut degré, et qui se montrera sincèrement reconnaissant de l'accueil fait à ses princes. »

Voyage en France du Roi et de la Reine des Belges.

(12-15 juillet 1910.)

Journée du 12 juillet.

LL. MM. le roi et la reine des Belges sont arrivées à Feignies à midi dix.

Le préfet du Nord, accompagné du général commandant le 1^{er} corps d'armée et du général commandant le territoire militaire, est allé présenter à Leurs Majestés les souhaits de bienvenue du Président et du Gouvernement de la République et leur a nommé les autorités civiles et militaires, le maire et la municipalité de Feignies. Les personnages désignés pour être attachés à la personne de Leurs Majestés pendant leur séjour en France leur ont été également présentés.

Après avoir passé en revue la compagnie d'honneur, Leurs Majestés sont remontées dans le train royal et sont arrivées à Paris à quatre heures à la gare de l'avenue du Bois-de-Boulogne.

Le Président de la République, entouré du président du Sénat, du président de la Chambre des députés, du président du conseil, des ministres, des sous-secrétaires d'Etat, du grand chancelier de la Légion d'honneur, du général gouverneur de Paris, du préfet de la Seine, du préfet de police, du président du conseil municipal de Paris et du président du conseil général de la Seine, etc., etc., a reçu Leurs Majestés à leur descente du train.

Les présentations effectuées, le Président de la République et Madame Fallières, qui s'était rendue à la gare, ont accompagné Leurs Majestés au palais des affaires étrangères avec le cérémonial accoutumé.

S. M. le roi des Belges a reçu à six heures au palais des affaires étrangères les membres du corps diplomatique accrédités en France.

A huit heures a eu lieu au palais de l'Elysée le dîner officiel offert à Leurs Majestés par le Président de la République et Madame Fallières.

Le Président de la République a porté le toast suivant :

SIRE,

En exprimant à Votre Majesté et à Sa Majesté la Reine tout le plaisir que j'éprouve à les saluer ce soir au nom de la France et du Gouvernement de la République, je suis sûr de traduire fidèlement les sentiments du peuple français tout entier à l'égard du peuple belge et de ses nouveaux souverains.

Ces sentiments, dont la source remonte à d'inoubliables souvenirs historiques, se sont développés depuis trois quarts de siècle entre les deux pays. Votre Majesté me permettra d'attribuer au roi Léopold II,

qui fut un sincère ami de la France, une part très large dans le mouvement d'union toujours plus intime entre deux nations que la nature même a voulu rapprocher et de me féliciter de voir ce mouvement s'étendre sur la terre d'Afrique entre vos grandes possessions et les nôtres.

L'activité croissante des échanges littéraires et commerciaux entre la Belgique et la France, une pénétration de plus en plus grande des entreprises industrielles et financières, d'étroites affinités intellectuelles, un culte commun du progrès et de la liberté, tout tend à resserrer les liens qui nous unissent. Je suis certain que Votre Majesté n'a pas moins que nous-même et que ses augustes devanciers particulièrement à cœur d'encourager d'aussi heureuses dispositions.

Vos Majestés ont pu se rendre compte par l'accueil qui leur a été fait de la vive sympathie avec laquelle la France a accueilli les débuts d'un règne qui s'ouvre sous les brillants auspices de la grande fête du travail à laquelle la ville de Bruxelles a convié le monde entier.

C'est avec un empressement dont le Gouvernement de la République s'est vivement réjoui que nos représentants les plus autorisés de l'industrie, du commerce, de la science et des arts ont tenu à concourir à l'éclat de cette manifestation du génie humain dont s'enorgueillit à juste titre votre belle capitale.

La France sait avec quelle noble et scrupuleuse conscience de ses devoirs de souverain, avec quelle haute compréhension de la vie moderne, Votre Majesté guide la Belgique dans les voies qu'elle s'est tracées ; elle n'ignore pas non plus le rôle éminemment bienfaisant de Sa Majesté la Reine Elisabeth qui ajoute au prestige d'une couronne qu'elle porte avec tant de grâce le rayonnement d'une bonté éclairée et agissante dont elle a trouvé dans un précieux héritage de famille un des plus nobles exemples.

Je lève mon verre en l'honneur de Leurs Majestés le Roi et la Reine des Belges, je bois à leur bonheur et à la prospérité de la Belgique.

S. M. le roi des Belges a répondu :

Les gracieuses paroles de bienvenue que vous venez de nous adresser, Monsieur le Président, les sentiments amicaux dont vous avez bien voulu nous donner l'assurance nous touchent profondément, la reine et moi, et augmentent encore la gratitude que nous laissera une réception aussi cordiale.

Nous sommes d'autant plus heureux de rendre visite au premier magistrat de la République que notre présence dans l'incomparable capitale de la France nous procure l'occasion désirée d'apporter à la nation française, dès le début de notre règne, un nouveau témoignage de l'inaltérable amitié du peuple belge.

Cette amitié a de lointaines origines. Il est, en effet, un souvenir qui reste toujours vivant en notre pays : celui de l'appui décisif que la France lui a prêté dans les premiers temps de son existence indépendante.

La reconnaissance que nous en conservons s'est accrue et fortifiée de toutes les preuves d'amitié que, depuis cette époque, votre grande nation s'est plus à nous donner. Aujourd'hui encore, dans cette fête de l'industrie, de l'art et de la science qu'offre à ses visiteurs l'exposition de Bruxelles, votre Gouvernement a voulu, par une participation merveilleuse où brillent toutes les manifestations du génie français, affirmer l'affectueux intérêt qu'il porte à la Belgique et l'estime en laquelle il tient sa voisine pacifique et laborieuse.

L'amitié de la France s'est même étendue à la nouvelle Belgique africaine, limitrophe également de ses possessions. Le peuple belge se réjouit des rapports de bon voisinage qu'il retrouve sous les tropiques, comme aussi de la sympathie qu'a rencontrée ici l'annexion du Congo.

Les progrès remarquables réalisés par vos administrations coloniales seront pour lui un stimulant et un exemple. J'en puis parler en connaissance de cause, car lors de ma visite à Brazzaville et à Dakar, où j'ai reçu l'an dernier l'accueil le plus aimable, j'ai eu l'occasion d'admirer l'œuvre civilisatrice accomplie par des fonctionnaires éminents.

Le peuple belge a d'autres motifs encore d'aimer son puissant voisin du Sud. Les relations les plus étroites n'ont jamais cessé d'exister entre eux et chaque jour semble en créer de nouvelles.

A côté des échanges commerciaux dont les statistiques nous montrent la constante progression, ils ont des échanges continuels d'idées ; à côté du trafic matériel, ils ont, comme traits d'union, des affinités d'un ordre supérieur.

Le rayonnement littéraire et artistique de la France, son culte passionné pour le progrès dans toutes les branches de l'activité humaine, ont agi plus puissamment que les intérêts économiques pour rapprocher nos deux pays et un véritable commerce intellectuel nous attire vers la généreuse nation dont l'influence féconde s'est fait sentir depuis des siècles sur l'humanité entière.

Nos penseurs, nos artistes, nos écrivains de langue française, si attachés qu'ils soient au caractère de leur race, n'ignorent pas ce qu'ils doivent à la France, à la clarté de son génie, à la perfection de son goût, à ce souci d'art, qui embellit chacune de ses productions.

Je suis persuadé d'être l'interprète de mes compatriotes en exprimant le vœu que les relations entre les deux peuples se développent de plus en plus sous mon règne et restent toujours empreintes de la même confiance et de la même cordialité.

Je m'y emploierai de mon mieux, comme le faisait mon prédécesseur, si sensible au charme de ce beau pays, si rempli d'admiration pour les splendeurs de sa capitale et de sympathie pour ses habitants. C'est en rappelant ces sentiments bien connus de Léopold II, sentiments qui sont également les miens, que je lève mon verre en l'honneur du Président de la République, et le prie de me permettre d'associer le nom de M^{me} Fallières aux souhaits chaleureux que je forme pour son bonheur, ainsi que pour la prospérité de la France.

Journée du 13 juillet.

Le Président de la République et M^{me} Fallières viennent prendre à neuf heures quarante au palais des affaires étrangères, LL. MM. le roi et la reine des Belges pour les mener à Versailles.

A leur arrivée dans cette ville, les souverains sont salués à la gare par le préfet de Seine-et-Oise, le général commandant d'armes, le maire et le conseil municipal.

Leurs Majestés visitent d'abord les Trianons, puis se rendent au château à travers le parc. A midi est servi le déjeuner auquel assistent le ministre des affaires étrangères et M^{me} Pichon, le ministre de l'instruction publique, le sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts, etc.

Après avoir visité le musée, Leurs Majestés, accompagnées du Président de la République et de M^{me} Fallières, rentrent à trois heures à Paris.

A sept heures quinze, LL. MM. le roi et la reine des Belges ont offert à la légation de Belgique, en l'honneur du Président de la République et de M^{me} Fallières, un dîner auquel avaient été invités le président du Sénat, le président de la Chambre des députés, le président du conseil, les ministres et les personnes de la suite de Leurs Majestés.

Le Président de la République et M^{me} Fallières ont ensuite accompagné les souverains à l'Opéra où une représentation de gala était donnée en leur honneur.

Leurs Majestés furent reçues, au pied du grand escalier, par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, le sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts et les directeurs de l'Académie nationale de musique.

A l'issue de la représentation à laquelle assistaient les présidents des Chambres, les ministres, les chefs de mission diplomatique et les membres du Parlement, le Président de la République et M^{me} Fallières ont reconduit Leurs Majestés au palais des affaires étrangères.

Journée du 14 juillet.

Le Président de la République et M^{me} Fallières viennent prendre à huit heures trente LL. MM. le roi et la reine des Belges au palais des affaires étrangères pour les mener à la revue de l'armée de Paris.

Après avoir passé devant le front des troupes, Leurs Majestés gagnent la tribune officielle où ont déjà pris place les présidents des Chambres, les ministres, les chefs de mission diplomatique.

Le défilé terminé, Leurs Majestés, qu'accompagnent le Président de la République et M^{me} Fallières, reviennent au palais des affaires étrangères.

A midi trente, le Président de la République et M^{me} Fallières

donnent au palais de l'Élysée, en l'honneur de LL. MM. le roi et la reine des Belges, un déjeuner auquel assistent les présidents des Chambres, les ministres, la suite des souverains, les attachés militaires étrangers et les officiers généraux et chefs de corps de l'armée de Paris.

S. M. le roi des Belges porte au dessert le toast suivant :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Je savais déjà que l'armée française est une école d'ardent patriotisme, de bravoure et d'abnégation où bat et palpite le cœur de la nation. Mais c'est la première fois, aujourd'hui, que j'ai pu admirer la tenue superbe des belles troupes qui ont défilé devant nous dans un ordre parfait.

Laissez-moi, Monsieur le Président, vous exprimer mes vifs remerciements pour m'avoir procuré, parmi les attractions si bien choisies de notre séjour à Paris, le plaisir de contempler ce spectacle impressionnant et inoubliable.

Je bois à la gloire de l'armée française et aux valeureux chefs qui la commandent.

Le Président de la République répond en ces termes :

SIRE,

Les troupes du gouvernement militaire de Paris n'oublieront pas l'honneur que vous leur avez fait en les passant en revue avec S. M. la reine. Elles seront justement fières des éloges que vous voulez bien leur adresser et l'armée tout entière se montrera reconnaissante du toast que vous venez de lui porter.

Je vous remercie pour elle de cette marque de haute sympathie et je suis sûr d'aller droit à son cœur en levant mon verre aux brillantes et solides qualités de la vaillante armée belge.

LL. MM. le roi et la reine des Belges se rendent dans l'après-midi à la légation de Belgique pour y recevoir la colonie belge.

A huit heures à lieu au palais des affaires étrangères le dîner offert par M. et M^{me} Pichon à Leurs Majestés. Le Président de la République et M^{me} Fallières assistent à ce dîner auquel avaient été également invités les présidents des Chambres, les ministres, les bourgmestres et échevins de Bruxelles et d'Anvers.

A l'issue de la revue du 14 juillet, le Président de la République a adressé au ministre de la guerre la lettre ci-après :

Paris, le 14 juillet 1910.

MON CHER MINISTRE,

La brillante revue que viennent de passer avec moi les souverains respectés d'une puissance amie, aujourd'hui les hôtes de la France,

fait grandement honneur aux troupes qui y ont pris part sous le commandement du gouverneur militaire de Paris.

Elles s'y sont montrées, comme toujours, dans un remarquable ensemble, pleines d'entrain, belles d'allure, fidèles à des traditions dont s'enorgueillit, à juste titre, notre vaillante armée.

Je vous prie de leur transmettre, avec mes félicitations, celles du Gouvernement de la République et de les assurer de nos vives sympathies et de notre absolue confiance.

Veuillez agréer, mon cher ministre, l'expression de mes plus affectueux sentiments.

A. FALLIÈRES.

Le ministre de la guerre a adressé au gouverneur militaire de Paris la lettre ci-après :

Paris, le 14 juillet 1910.

Le ministre de la guerre à M. le gouverneur militaire de Paris, membre du conseil supérieur de la guerre.

J'ai l'honneur de vous transmettre la lettre ci-jointe que M. le Président de la République a bien voulu m'adresser après la revue de ce jour.

Les chaleureuses félicitations du chef de l'Etat constituent pour les officiers et les soldats une récompense dont l'armée peut à bon droit être fière.

Vous voudrez bien porter cette lettre, par la voie de l'ordre, à la connaissance des troupes du gouvernement militaire de Paris en y joignant mes félicitations personnelles.

BRUN

Journée du 15 juillet.

Le Président de la République et Madame Fallières viennent chercher, à dix heures, au palais des affaires étrangères, LL. MM. le roi et la reine des Belges pour les mener à l'Hôtel de Ville, où Leurs Majestés sont reçues par le président du conseil municipal et le préfet de la Seine, entourés des membres du Conseil municipal.

M. Bellan, président du conseil municipal s'adressant au Roi dit combien le conseil municipal est heureux d'accueillir dans cette maison du peuple de Paris, berceau de ses libertés, le souverain d'une nation si fière de son indépendance, et se tournant vers la Reine :

MADAME,

Avec une bonne grâce qui ne nous a point échappé, vous avez tenu à accompagner Sa Majesté le Roi. Permettez-moi de vous dire notre gratitude très vive : votre attention aimable qui donne à cette fête tout son charme, est de celles qui ne s'oublient pas.

Paris vous connaît et vous aime. Il sait qu'en vous la Reine n'a jamais oublié la femme, si bonne pour tous ceux qui souffrent, si noblement soucieuse de remplir ses devoirs de mère.

En même temps qu'à la souveraine, c'est à la femme, c'est à la mère qu'ont été les acclamations enthousiastes de notre généreuse population, et c'est vers elle que montent en ce jour, avec ses respectueux hommages, les souhaits qu'elle forme pour le bonheur de petits enfants tendrement chéris.

Le Préfet de la Seine s'exprime ainsi :

SIRE,

Paris ressent la joie la plus vive de la visite de Votre Majesté et de Sa Majesté la Reine.

La terre de Belgique est sœur de la nôtre, et les événements de sa vie nationale ne sauraient laisser la France indifférente.

Sa voix se joint donc volontiers, en ce jour, à celle de la Belgique, pour saluer l'avènement au trône d'un souverain dont elle sait l'esprit largement ouvert aux conceptions de nos temps modernes et qui, dans la simplicité voulue de sa vie de famille, a su trouver une élégance de plus.

M. de Selves termine en adressant à la Reine un compliment très gracieux.

S. M. le roi Albert a répondu :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL MUNICIPAL,
MONSIEUR LE PRÉFET,

La Reine et moi, nous vous remercions cordialement des gracieux compliments que vous nous avez adressés en nous souhaitant la bienvenue dans ce palais, et nous tenons à vous dire combien nous sommes reconnaissants à la population parisienne du charmant accueil qu'elle nous a fait.

J'ai été extrêmement heureux de me rendre à l'aimable invitation du conseil municipal car je viens d'un pays où l'Hôtel de Ville est le symbole même de la grandeur de la cité, le temple de ses franchises et de ses libertés communales.

J'éprouvais d'avance le plus vif intérêt à voir et à visiter ce superbe monument où afflue et se centralise la vie des vingt arrondissements parisiens et qui est entouré d'édifices non moins beaux, non moins remarquables, témoins du glorieux passé de votre capitale.

J'apporte à la Ville de Paris le salut amical d'un pays où elle compte d'innombrables admirateurs venant la visiter assidûment, pour lesquels elle sera toujours un foyer de lumière, d'art et de goût sans rival.

Les discours prononcés, le cortège gravit le grand escalier sur les marches duquel les gardes municipaux en tenue de gala forment la haie et pénètre dans les grands salons où nos hôtes royaux sont respectueusement salués par les invités de la municipalité.

Un brillant concert s'ouvre dans la salle des Fêtes et l'on entend M^{lle} Provost, de la Comédie-Française ; M. Sens et M^{me} Nelly-Martyl, de l'Opéra-Comique ; M. Sechiari, qui a exécuté le *Nocturne* de Chopin, accompagné à la harpe par M^{lle} Ingelbrecht ; M^{lles} Aïda Boni et A. Mercier, de l'Opéra.

Le Roi et la Reine ont donné, à diverses reprises, le signal des applaudissements.

Les souverains sont ensuite conduits dans le salon des Arcades, où un buffet était dressé.

Après que LL. MM. le roi Albert et la reine Elisabeth eurent opposé leur signature sur le Livre d'Or de la municipalité, M. Bellan a offert à la Reine un magnifique éventail peint à la main.

Une coupe en argent ciselé a été également offerte au Roi, qui a bu à la santé du peuple français et de la population parisienne.

Les souverains ont été reconduits à leurs voitures avec le même cérémonial qu'à l'arrivée, tandis que la foule des invités faisait entendre les cris de : « Vive le Roi ! Vive la Reine ! »

Le Président de la République et Madame Fallières donnent, à midi trente, au palais de l'Élysée, en l'honneur de Leurs Majestés, un déjeuner intime auquel assistent le président du conseil, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'instruction publique et les personnes de la suite des souverains.

Leurs Majestés se rendent ensuite, accompagnées du Président de la République et de Madame Fallières, au musée du Louvre. Elles sont reçues à leur descente de voiture par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le directeur des musées nationaux.

La visite du musée terminée, le Président de la République et Madame Fallières conduisent les souverains à la gare des Invalides.

Leurs Majestés sont saluées sur le quai de la gare par les présidents des Chambres, les ministres, le grand chancelier de la Légion d'honneur, le gouverneur militaire de Paris, le préfet de la Seine, le préfet de police, le président du conseil municipal de Paris et le président du conseil général de la Seine.

Leurs Majestés quittent Paris à quatre heures cinq.

Au moment de franchir la frontière, S. M. le roi des Belges a adressé au Président de la République le télégramme suivant :

Quévy, 15 juillet.

A S. Exc. M. le Président de la République, Paris.

Au moment de rentrer en Belgique, où nous garderons, la reine et

moi, le vivant souvenir des fêtes magnifiques qui nous ont été prodiguées à Paris, j'éprouve un véritable plaisir à vous renouveler, Monsieur le Président, ainsi qu'au gouvernement de la République, l'expression de notre profonde gratitude pour l'accueil d'une si franche cordialité que nous avons reçu.

Je suis heureux d'avoir encore l'occasion de vous assurer de mes sentiments de vive amitié pour la nation française et pour l'homme éminent qui préside à ses destinées.

ALBERT.

Le Président de la République a répondu par le télégramme suivant :

A S. M. Albert, roi des Belges, Bruxelles.

Très sensible au télégramme si aimable de Votre Majesté, je l'en remercie cordialement.

Le Gouvernement de la République est heureux de voir Votre Majesté emporter de son séjour à Paris le témoignage de la vive sympathie que professe le peuple français pour son voisin, le peuple belge, et pour ses augustes souverains.

Je prie Votre Majesté de vouloir bien présenter à S. M. la reine mes respectueux hommages et d'agréer avec mes sentiments de sincère amitié les vœux que je forme pour son bonheur et celui de la famille royale et pour la prospérité de la Belgique.

A. FALLIÈRES.

Voyage des Souverains belges en Hollande.

(15-17 septembre 1910.)

I

VIEUX SOUVENIRS. — COMMENT FURENT RENOUÉES LES RELATIONS
ENTRE LA COUR DE BELGIQUE ET LA COUR DES PAYS-BAS.

Après les événements de 1830, il fallut un certain temps pour créer de nouvelles relations de sympathie entre les souverains belges et les souverains hollandais. En 1859, le comte de Flandre fut chargé par Léopold I^{er} d'une mission délicate. Il s'agissait d'amorcer la réconciliation entre le roi des Pays-Bas et le roi des Belges.

Le comte de Flandre se rendit en octobre à Amsterdam, où Guillaume III mit à sa disposition le palais royal. Il dîna chez la reine-mère au château de Soesdyck. L'accueil qu'on lui fit permettait d'espérer l'oubli à bref délai des hostilités de jadis.

L'année suivante Léopold I^{er} eut une entrevue à Wiesbaden avec Guillaume III. En 1861, au cours d'un voyage, Guillaume III s'arrêta à Liège, où le roi des Belges le reçut officiellement et en grande solennité.

Des années s'écoulèrent sans que les souverains des deux pays eussent l'occasion de se rencontrer à nouveau.

Le 19 juillet 1883, le roi Guillaume III et la reine des Pays-Bas firent à nos souverains une visite tout intime. Quatre mois plus tard Léopold II et Marie-Henriette se rendirent officiellement à l'Exposition d'Amsterdam, puis ils gagnèrent La Haye, où ils eurent une entrevue avec les souverains de la Hollande. A cette occasion des fêtes brillantes furent organisées. Léopold et Guillaume se montrèrent au balcon du palais royal, et la foule, d'ordinaire si réservée, se départit de son calme pour les acclamer frénétiquement.

Un nouveau voyage à Bruxelles du roi Guillaume III et de la reine Emma des Pays-Bas allait resserrer encore les liens de sympathie entre la Belgique et de la Hollande.

A Bruxelles, dès le 18 mai 1884 — c'était un dimanche — les drapeaux des deux nations flottaient partout, et de nombreux magasins exposaient les portraits de la reine Emma et du roi Guillaume III. Le mardi 20 mai, les souverains néerlandais arrivaient à la gare du Nord superbement décorée.

« Le roi Léopold était allé en train spécial prendre ses invités à la frontière, à Esschen », écrit le lieutenant-colonel d'état-major Monthaye dans son beau livre intitulé : *Notre Dynastie*.

A la descente du train, orné aux couleurs belges et hollandaises, le roi Guillaume et la reine Emma furent reçus par la Reine et le comte de Flandre, le prince Baudouin, tous les ministres et le corps diplomatique, à la tête duquel le ministre des Pays-Bas, le baron Gericke van Herwynen. Un bataillon de grenadiers rendait les honneurs. Le roi Guillaume était en uniforme de général de cavalerie avec le grand cordon de l'ordre de Léopold ; Léopold II portait le grand cordon du Lion néerlandais.

Les voitures de la cour emportèrent le long des boulevards, où s'était massée une foule énorme, le roi des Belges et ses augustes hôtes qui furent l'objet de chaleureuses ovations. Les troupes faisaient la haie depuis la gare jusqu'au Palais.

Un des épisodes les plus impressionnants de cette réception fut sans contredit celui de la visite de l'hôtel de ville, l'antique édifice, symbole de nos libertés communales, où flotta tout d'abord, en septembre 1830, le drapeau de l'indépendance nationale !

Au moment où les souverains hollandais et belges parurent au balcon, la foule éclata en applaudissements frénétiques. Le roi Guillaume, ému, salua. Léopold II semble le présenter à la population. Les deux souverains se donnent ostensiblement une fraternelle poignée de mains...

Les trompettes thébaines retentissent, les musiques exécutent les airs nationaux des deux pays. Le spectacle est inoubliable...

Au dîner de gala, donné au palais de Bruxelles, le toast du roi Guillaume III exprima sa vive reconnaissance et celle de la Reine avec une profonde sincérité d'accent et une cordialité irrésistible, qui firent une telle impression sur l'assistance que tout le monde se mit à applaudir, ce qui ne s'était jamais vu à la cour. L'union hollando-belge était dans l'air !

Déjà en 1880 beaucoup de Néerlandais s'étaient associés de tout cœur à la célébration du cinquantenaire de notre indépendance, ce qui indiquait que les vieilles rancunes avaient enfin disparu et qu'une ère nouvelle venait de s'ouvrir ; mais il manquait à cette situation une affirmation éclatante et publique.

Depuis que Guillaume III et Léopold II apparurent fraternellement unis au balcon du palais d'Amsterdam, ainsi qu'à celui de l'hôtel de ville de Bruxelles le travail d'union entre les deux peuples se poursuit lentement et avec prudence.

Il ne s'agit plus de recommencer l'erreur de 1815. Les deux peuples, sérieux et réfléchis, se méfient des solutions hâtives : ils veulent arriver graduellement à l'élaboration d'une entente laissant les deux nations libres, mais avec des intérêts politiques et économiques communs, sans porter ombrage aux autres nations.

Lorsqu'il était encore prince héritier de Belgique, notre Roi se rendit plusieurs fois incognito en Hollande. Au cours d'excursions en automobile, les grasses plaines sillonnées de canaux l'attirèrent. Sa machine le conduisit au gré de son caprice dans le Brabant septentrional.

En 1905 le roi Albert fit un voyage, par mer, d'Ostende à Ymulden, le grand port de pêche hollandais. Le Roi, qui étudiait alors l'organisation de l'œuvre de l'*Ibis*, s'embarqua à 4 heures du matin à Ostende, à bord d'un chalutier à vapeur. Les armateurs du bateau et son secrétaire particulier, M. Jugenbleek, l'accompagnaient. Le Roi assista à toutes les manœuvres de la pêche en haute mer. Quand le chalutier fut amarré au port de Ymulden, le Roi s'en alla visiter les installations maritimes et les hangars au poisson. Le lendemain il se rendit à Amsterdam où, pas plus qu'à Ymulden, son incognito ne fut dévoilé. Le Roi visita l'école des mousses et fit une excursion sur la Zuiderzée. Le soir il était de retour à Bruxelles, enchanté de ces quelques heures de liberté durant lesquelles la tyrannie du protocole lui avait été inconnue.

Le Soir (de Bruxelles), du 14 septembre 1910.

II

LA VISITE DE 1910

L'arrivée des Souverains.

Amsterdam, 15 septembre.

Le train dans lequel ont pris place le roi et la reine des Belges ne s'est arrêté que quelques minutes à la frontière.

Le baron Fallon, ministre de Belgique en Hollande, qui s'était rendu à Roosendaël mercredi soir, a été reçu par nos souverains, en même temps que les membres de la mission spéciale, chargée par la reine Wilhelmine de souhaiter la bienvenue au roi Albert et à la reine Elisabeth, sur le territoire hollandais.

Il est midi. Le canon tonne.

Sur le quai de la gare les uniformes rutilants des hauts dignitaires de la cour contrastent avec les costumes de drap bleu sombre de la musique de la marine, discrètement soutachés de jaune-orange et de rouge.

Plus loin est alignée une compagnie de cent matelots, formée par les équipages des vaisseaux de guerre qui sont en ce moment à Amsterdam.

Une sonnerie vibre. Des commandements retentissent. Un train entre en gare.

Des flûtes et des hautbois lancent des notes grêles, précédant la voix énergique des cuivres.

La musique joue l'air national hollandais. Les matelots présentent les armes et des berlines qui composent le train descendent la reine Wilhelmine et le prince Henri.

La Reine porte une robe de foulard crème et un chapeau assorti que surmonte une aigrette blanche. Elle a sur les épaules une étoile de zibeline.

Le prince Henri est en uniforme de lieutenant-général, la poitrine barrée du grand-cordon de l'ordre de Léopold.

La Reine salue rapidement les personnalités officielles qui se sont inclinées devant elle, puis elle entre dans le salon d'honneur.

A midi 20 le train dans lequel se trouvent nos souverains glisse le long du quai. La musique joue la *Brabançonne*, les matelots rendent les honneurs.

La reine Wilhelmine s'avance à la rencontre du Roi. Un sourire empreint de franche cordialité éclaire sa figure sympathique.

Le roi Albert s'incline devant elle et lui baise la main. Notre souverain porte le grand-cordon du Lion néerlandais. Il est en uniforme de lieutenant-général.

La reine Elisabeth est habillée d'une élégante toilette de taffetas gris et d'un manteau de soie noire. Elle a au corsage un bouquet de roses « Maréchal Niel ».

Après s'être entretenus quelques instants, le Roi et la reine Wilhelmine, la reine Elisabeth et le prince Henri se rendent dans le salon d'honneur où ont lieu les présentations officielles.

Parmi les personnalités présentes, on remarque les présidents des Etats-Généraux, les ministres, à l'exception de M. Talma, ministre de l'agriculture, indisposé, le vice-président du Conseil d'Etat, le ministre des Pays-Bas à Bruxelles, le jonkheer van der Stael de Piercil, les membres de la légation de Belgique à La Haye, M. Van der Aa, consul général de Belgique à Amsterdam, le bourgmestre d'Amsterdam M. Roëll et les échevins, les gouverneurs des provinces hollandaises, le commandant militaire d'Amsterdam, les quatre commandants des cuirassés que le roi Albert passera en revue samedi prochain.

Un instant après, le roi Albert et la reine des Pays-Bas, le prince Henri et la reine Elisabeth montent dans les landaus de la Cour, aux acclamations de la foule massée devant la gare.

Un escadron de hussards escorte les voitures.

Le soleil est radieux. Il fait étinceler les sabres des cavaliers et les chamarrures des uniformes. Il rend plus chatoyantes les couleurs vives des livrées bleues des cochers de la Cour et des tuniques vertes des chasseurs du Palais, coiffés de grands bicornes que domine un énorme panache de plumes de coq.

Sur tout le parcours du cortège, des applaudissements retentissent. On agite des chapeaux et des mouchoirs, en même temps que la musique militaire et le carillon du Palais jouent la *Brabançonne*.

Quand les souverains belges apparaissent au balcon du Palais entre la reine Wilhelmine et le prince Henri, les acclamations se font plus nourries. Il y a un beau mouvement d'enthousiasme dans la foule, et l'on entend crier à plusieurs reprises : « Vive la Belgique ! Vive le roi Albert ! »

Cette après-midi les souverains visiteront le Musée Royal et seront reçus à l'Hôtel de Ville.

Amsterdam, 15 septembre.

Les souverains belges, la reine des Pays-Bas et le prince Henri ont été reçus, à 3 heures, au Musée royal par le jonkheer van Riensdick, directeur en chef des Musées ; le président du comité de surveillance Cuijpers, etc.

Mesdemoiselles Van Riensdick et Syx ont offert aux reines Elisabeth et Wilhelmine, de magnifiques gerbes d'orchidées.

Puis le cortège s'est dirigé, par la galerie d'honneur, vers la salle des Rembrandt.

Le Roi s'est arrêté longuement devant la *Ronde de Nuit*, puis devant le *Banquet de la garde civique*, de Van der Helst.

Il a paru prendre un très vif intérêt au Musée, dont la visite a été protocolairement écourtée.

A 3 h. 1/2, le cortège royal se reformait pour regagner l'Hôtel de Ville.

A l'Hôtel de Ville les souverains sont reçus par une délégation du conseil communal.

L'intérieur de l'Hôtel de Ville est richement décoré.

A l'exception des socialistes tous les membres du conseil sont présents. A 4 h. 10 les souverains font leur entrée dans la salle des séances du conseil aux sons de la *Brabançonne* et vont s'asseoir sur les sièges dorés qui leur ont été réservés.

Les discours.

Après les présentations le bourgmestre d'Amsterdam harangue nos souverains en ces termes :

« Vos Majestés m'approuveront si, vis-à-vis des souverains belges, je me sers de la langue néerlandaise pour donner à Leurs Majestés l'assurance respectueuse de la satisfaction avec laquelle la municipalité d'Amsterdam les salue dans l'Hôtel de Ville de la capitale. La cordiale bienvenue que j'adresse à Vos Majestés gagne en force et en signification par le fait que notre Reine bien-aimée et S. A. R. le prince Henri des Pays-Bas les ont conduites dans cet antique Prinsenhof, si sobre de structure, mais si riche en souvenirs, comme si c'était afin que Vos Majestés (je ne fais que répéter les paroles que dans un moment mémorable la Reine adressa encore cette année-ci au conseil municipal) fussent les témoins personnels de la solidarité et des nombreux liens historiques et étroitement personnels qui unissent la Reine et sa maison à la ville d'Amsterdam. Qu'il me soit permis de lui exprimer, à cette occasion, une parole de profonde reconnaissance. J'exprime également à Vos Majestés les chaleureux remerciements des représentants de la bourgeoisie pour l'insigne honneur qu'elles lui font par leur visite actuelle, honneur qui nous rappelle le souvenir de l'antique grandeur de la cité de l'Amstel, ravivant le sentiment que la gloire ancienne n'est pas ternie et qu'un nouvel éclat lui est assuré. A ces remerciements je joins les vœux sincères du conseil municipal pour le bonheur de Vos Majestés, pour la prospérité de leur pays et pour le salut de sa population.

« J'exprime l'espoir que la visite de Vos Majestés au siège de la municipalité d'Amsterdam contribuera à resserrer encore les liens étroits avec lesquels notre peuple, dans sa communauté de langue et d'origine, est attaché à la nation belge. »

La réponse du Roi.

Le roi Albert répond en flamand :

« Nous nous sentons profondément émus, la Reine et moi, par les paroles bienveillantes que votre premier magistrat, au nom de la ville d'Amsterdam, nous a adressées. Nous l'en remercions de tout notre cœur et nous garderons un souvenir reconnaissant pour la splendide réception qui nous a été faite à l'occasion de notre visite à S. M. la Reine par la municipalité de votre grand port.

« Messieurs, Amsterdam est toujours un objet d'admiration pour ses visiteurs. Elle possède des trésors d'art incomparables, d'antiques et grandioses édifices, des canaux pittoresques donnent à votre splendide et florissante ville un aspect particulièrement intéressant qui font revivre devant l'esprit les pages glorieuses de votre histoire. Mais à côté du passé il y a le présent. Amsterdam est un foyer de force intellectuelle, le siège de l'art. Votre port étendu et les spacieux canaux qui y débouchent, ces merveilles d'art technique de vos excellents ingénieurs, sont ouverts pour un trafic des mers toujours croissant.

« La Reine et moi nous formons les meilleurs vœux pour la ville d'Amsterdam et nous lui apportons l'expression des sentiments de sincère amitié que les villes belges nourrissent pour elle. »

La musique joue le *Wilhelmus lied*.

On fait ensuite les honneurs de l'Hôtel de Ville à nos souverains, qui s'intéressent beaucoup aux trésors artistiques qu'on leur montre.

Le retour des souverains au Palais ressemble à une marche triomphale.

Le dîner de gala.

C'est au palais du Dam qu'a eu lieu le grand dîner de gala offert par la reine Wilhelmine aux souverains belges.

Les toasts.

La reine Wilhelmine porte en français le toast suivant :

« Il m'est particulièrement agréable de pouvoir souhaiter à Votre Majesté et à la reine la bienvenue dans ma capitale. Je me flatte que c'est une visite qui se rapporte non seulement à ma personne, mais qui est aussi l'expression de votre désir de venir voir mon pays et de consolider les excellentes relations de bon voisinage qui existent entre la Belgique et les Pays-Bas et que je suis heureuse de pouvoir constater. Je puis lui assurer que je partage bien sincèrement ses bonnes intentions et que je désire ardemment que la meilleure entente continue à exister entre nos deux pays. J'ose espérer que Votre Majesté emportera

un bon souvenir du peu de temps passé à Amsterdam et du peu que je pourrai lui faire voir et que ce souvenir l'engagera à répéter la visite qu'elle me fait le grand plaisir de me faire aujourd'hui et pour laquelle je prie Votre Majesté d'agréer tous mes remerciements.

« Je bois à la santé de Vos Majestés, de la maison royale de Belgique et à la prospérité de la Belgique. »

Le roi Albert répond en ces termes :

« La Reine et moi nous sommes aussi charmés que reconnaissants de l'accueil qui nous est fait par Votre Majesté et par le peuple néerlandais. Les aimables paroles de bienvenue de Votre Majesté augmentent encore le prix que nous attachons à cette réception si cordiale. Depuis longtemps un de nos plus chers désirs était d'avoir le plaisir de rencontrer Votre Majesté et en même temps, comme elle peut bien le supposer, de faire plus ample connaissance avec le beau pays qu'elle gouverne. Nous sommes heureux de pouvoir lui apporter aujourd'hui l'expression de nos sentiments d'amitié, ainsi que l'assurance de la respectueuse sympathie de la nation belge. Pour cette première rencontre, aucun cadre ne pouvait être mieux choisi que cette ancienne et florissante ville d'Amsterdam, où revit dans des monuments grandioses et des chefs-d'œuvre impérissables la glorieuse histoire des Provinces-Unies de l'illustre maison d'Orange. Les relations les plus amicales, je me réjouis de le constater, existent entre les populations belge et hollandaise. Outre une frontière commune d'une grande étendue, elles ont entre elles de précieuses affinités qui les rapprochent encore. Cette année même le gouvernement de Votre Majesté a donné à la Belgique une marque d'estime et de bienveillance qu'elle a justement appréciée lorsqu'il a ménagé aux Pays-Bas une place importante à l'Exposition de Bruxelles. L'élégant édifice de la Hollande y captive l'attention des visiteurs par l'intérêt et la diversité des produits exposés. Il atteste les rares et fortes qualités de la race néerlandaise, ses aptitudes commerciales, son génie personnel habile à résoudre les problèmes les plus difficiles de la colonisation des contrées tropicales. J'ai été particulièrement touché de cette participation brillante à notre fête des arts et de l'industrie, comme je le suis aujourd'hui des termes gracieux par lesquels Votre Majesté affirme son désir de voir la meilleure entente continuer d'exister entre nos deux pays. De mon côté, je lui donne volontiers l'assurance que j'aurai toujours à cœur de contribuer à resserrer les liens d'amitié et de bon voisinage qui unissent les habitants de la Belgique à ceux des Pays-Bas.

« J'ai la conviction de trouver un écho empressé chez mes concitoyens et j'exprime à l'occasion de notre présence dans ce pays voisin et ami l'admiration que nous ressentons pour Votre Majesté héritière des hautes vertus d'ardent patriotisme qui sont l'apanage de sa maison. Interprète des sentiments que partage avec moi le peuple belge, je forme des vœux chaleureux pour le bonheur de Votre Majesté. Elle me permettra d'associer à ces souhaits S. M. la reine Emma, le prince des

Pays-Bas et la princesse Juliana, objet de l'amour et des espérances de toute une nation. Je lève mon verre en l'honneur de S. M. la reine des Pays-Bas et de son auguste famille, et je bois à la prospérité du peuple néerlandais. »

A Baarn.

Baarn, 16 septembre.

Après les cérémonies et les réceptions officielles, les souverains belges et hollandais ont consacré une partie de cette journée à prendre un peu de repos à la campagne. Ils ont tout d'abord visité une taillerie de diamant, où le fameux « Cullinan » fut débarrassé de sa gangue et poli.

A 11 h. 40, ils sont partis d'Amsterdam pour se rendre à Baarn, dont la gare est à peu de distance du château de Soestdyck, résidence de la reine Emma. Il y avait foule pour assister à l'arrivée de la reine Wilhelmine et de ses hôtes royaux.

Sous un soleil joyeux, dans un cadre superbe d'arbres séculaires, de frondaisons puissantes, de pelouses et de parterres de fleurs, nos souverains ont été ici encore très acclamés.

Une excursion dans la campagne hollandaise.

Amsterdam, 16 septembre, 5 heures.

Ce fut une réelle joie pour nous de pouvoir parcourir les campagnes hollandaises tout ensoleillées cette après-midi.

Le roi Albert, la reine Elisabeth et la reine Emma devaient quitter le village de Soestdyck à 2 heures, pour faire une excursion à Hilversum, Laren, Blaricum et Huizen. Nous les avons précédés dans ces jolis villages et le drapeau belge dont s'ornait notre limousine avait provoqué sur notre passage la curiosité publique.

Des bandes d'amusants gamins en culottes longues et en sabots et des fillettes à bras nus, coiffées du traditionnel bonnet de dentelles, accouraient au-devant de nous et il fallait voir leurs yeux étonnés suivre notre automobile qui roulait sans répit sur les routes pavées de briques.

L'excursion royale étant strictement intime et sans programme défini, nous devions nous informer des localités où nos souverains passeraient vraisemblablement.

Nous avons pu être ainsi l'objet d'ovations qui ne nous étaient pas destinées.

Je ne voudrais pas vous faire un tableau à la Cassiers des charmants villages que nous avons traversés et pourtant je ne voudrais pas passer sous silence l'impression du paysage qui se déroulait devant nous avec son vert tendre et les grandes taches lumineuses des vaches marbrées de roux et de blanc.

Le moulin qui reflète dans l'eau paisible des canaux les gestes d'appel de ses grandes ailes grises, les matelots qui s'en vont lentement, toutes voiles déployées. Quelle fête de couleurs pour les yeux, quel spectacle reposant de quiétude parfaite ! Des chalets, des villas entourés de jardins aux merveilleux parterres, ont poussé un peu partout, et leur architecture heureuse engage au repos du home, au bien-être familial.

A Laren, près d'un arc de triomphe surmonté de drapeaux belges et hollandais, les enfants du village se sont groupés,

Sur les blouses de toile bleue et sur les petits corsages de drap noir sont épinglées des fleurs orange.

Elle est délicieuse de calme souriant la place de Laren, couverte de gazon, avec ses arbres de haute futaie, la pièce d'eau autour de laquelle on a planté de petits drapeaux aux couleurs hollandaises.

Quand l'automobile royale arrive à Laren, une jeune fille offre à la reine Elisabeth un bouquet de fleurs blanches et les enfants crient de tout leur cœur : « Vive le Roi ! Vive la Reine ! »

A Huizen, un petit village de pêcheurs au bord de la Zuyderzee aux flots gris-bleu, nos souverains sont entourés d'une légion d'enfants. Ils descendent un instant de voiture pour contempler le spectacle merveilleux de la vaste nappe d'eau, où le soleil met des reflets d'argent.

La Reine tapote familièrement de la main les joues roses des fillettes qui se sont approchées d'elle.

Mais il faut s'arracher à la grandeur du tableau. Les souverains retournent à Baarn, qu'ils quittent vers 4 heures pour rentrer à Amsterdam.

A 5 h. 1/2 les membres de la colonie belge doivent être reçus par le roi Albert.

Le concert de gala.

Amsterdam, 16 septembre.

Le concert de gala organisé par la ville d'Amsterdam au Concertgebouw en l'honneur des souverains belges fut une très belle manifestation artistique. Faut-il dire que l'aspect de la salle était extrêmement brillante, grâce à l'abondance des uniformes officiels et des toilettes élégantes ?

L'entrée des souverains belges et hollandais, que précèdent le bourgmestre Roëll et les échevins d'Amsterdam, se fait aux sons de la *Brabançonne* et du *Wilhelmus*. Le roi Albert a la poitrine barrée du grand-cordon du Lion néerlandais. Il donne le bras à la reine Wilhelmine qui porte en travers de son corsage de satin blanc le grand-cordon de l'ordre de Léopold. Coiffée du diadème, la reine des Pays-Bas est d'une prestance un peu sévère. Elle s'avance lentement devant les membres du corps diplomatique courbés en deux. Notre Reine, dans une élégante robe de satin gris-perle brodée d'argent, a une silhouette tout aussi imposante, mais elle paraît plus soucieuse que la reine Wilhel-

mine de rencontrer les regards des personnes qui s'inclinent sur son passage. La reine Elisabeth a en sautoir le grand-cordon de l'ordre d'Orange-Nassau et le prince Henri des Pays-Bas le grand-cordon de l'ordre de Léopold.

On n'applaudit pas les deux airs nationaux et pour nous, qui ne sommes pas habitué à un protocole aussi sévère, il y a un moment de surprise.

Derrière les souverains se placent dans la galerie d'honneur, dans un fouillis de chamarrures, les dignitaires des deux Cours dont les uniformes se détachent sur le fond bleu parsemé de lions héraldiques. Les blasons des provinces néerlandaises décorent la frise de la galerie au bas de laquelle des motifs lumineux entourent des corbeilles de fleurs où les chrysanthèmes blancs ont été surtout multipliés.

Le bas de la salle est réservé aux diplomates, aux ministres, aux membres des Etats-Généraux, des corps constitués, du collège échevinal d'Amsterdam et aux autres personnalités principales, civiles et militaires. Mais les spectateurs sont si nombreux qu'ils ont envahi en partie l'estrade où est installé l'orchestre et ils entourent les instrumentistes. Et le concert commence, cérémonieusement.

M. Willem Mengelberg semble un peu mal à l'aise dans cette atmosphère trop officielle. Il se ressaisit vite et nous donne la mesure de son grand talent. Il conduit son orchestre avec une force, une virilité admirables : il secoue fréquemment la tête d'un signe volontaire, et une mèche de cheveux s'agite furieusement sur son front bombé quand il empoigne la masse des exécutants pour faire passer dans la salle un grand souffle de lyrisme.

Mais après chaque morceau il y a des silences pénibles — des silences de quelques secondes qui paraissent interminables. On ne peut applaudir avant que les souverains aient donné une preuve de leur satisfaction...

On entend successivement la cinquième symphonie de Beethoven, le poème symphonique *Psyché*, de César Franck, et l'introduction des *Maîtres-Chanteurs*. Madame A. Noordewier-Reddingius chante d'une voix très pure et avec beaucoup de méthode le Récitatif en aria de l'oratorio *Die Schöpfung*, de Haydn, et des *liederen* dont un de Diepenbrock, compositeur gantois. On fait à cette éminente cantatrice un succès chaleureux.

A dix heures et demie le concert prend fin et les souverains belges et hollandais quittent la salle avec le même cérémonial, pendant que l'orchestre joue à nouveau la *Brabançonne* et le *Wilhelmus*.

La colonie belge est reçue par le roi Albert et la reine Elisabeth.

Cette après-midi, à cinq heures et demie, les membres de la colonie belge ont été reçus par le Roi et la Reine.

Le baron Fallon, ministre plénipotentiaire de Belgique dans les Pays-Bas, a présenté aux souverains les membres de la légation de Belgique à La Haye, les consuls et les vice-consuls belges en Hollande.

M. Circens, président de la Société belge de bienfaisance, a donné lecture au Roi d'une adresse de sympathie et de dévouement de la colonie belge d'Amsterdam.

Le Roi et la Reine se sont entretenus très cordialement avec nos compatriotes.

Remerciant M. Circens des paroles qu'il lui avait adressées, le Roi a attaché lui-même sur la poitrine du président de la Société belge de bienfaisance la croix de chevalier de l'ordre de Léopold II.

Parmi les personnes présentes à la réception se trouvaient MM. Neu-yens, vice-président, Wouters, trésorier, et Delhez, de la Société belge de bienfaisance.

LA JOURNÉE DE SAMEDI.

La revue navale.

Le soleil n'a pas voulu donner à la revue navale l'éclatante mise en scène à laquelle nous nous attendions. Peut-être devons-nous nous en réjouir, en dépit des ondées dont nous avons été gratifiés, car cela nous a permis de voir la capitale hollandaise sous un ciel encombré de nuages floconneux, sous un jour bien fait pour donner tout son caractère à une ville du Nord. Ce fut un spectacle d'une beauté un peu mélancolique, mais d'une réelle grandeur.

Les souverains belges et hollandais ainsi que le prince Henri des Pays-Bas arrivent sur le quai van Ruyter à 10 h. 45. Une foule compacte les acclame longuement.

Une chaloupe décorée de sculptures en bois doré les attend. Sa proue se dresse fièrement au-dessus de l'eau noire. Les couleurs royales belges et hollandaises sont arborées à l'avant et à l'arrière de l'embarcation. Les rames des vingt matelots qui s'étaient levées pour saluer les souverains s'abattent avec un ensemble parfait, puis en cadence font glisser la chaloupe royale au milieu de l'Y pour la conduire près du cuirassé *Hemskerk*.

Les canons tonnent, et des gerbes de feu sortent brutalement des flancs des navires de guerre. Des yachts déploient leurs voiles blanches devant la ligne noire des torpilleurs.

Dès que les souverains sont montés sur le *Hemskerk*, on descend le grand pavois du navire-amiral pour arborer au grand mât le pavillon royal hollandais et les couleurs belges.

Nous entendons confusément les sons de la *Brabançonne* et du *Wilhelmus* qui se mêlent aux halètements des moteurs des canots-automobiles, au ronflement de machines plus puissantes, aux coups de sifflet, aux appels rauques des sirènes.

Un bateau décoré de plantes vertes et de draperies grenat, ayant à bord les personnes de la suite des souverains, accoste le *Hemskerk* à tribord. Une pluie fine commence à tomber.

Un sous-marin s'approche du navire-amiral. C'est le premier mis en service dans la flotte militaire hollandaise. Il fait songer à quelque monstre aquatique.

Le sous-marin commence à plonger. Lentement, lentement, sa tourelle grise s'enfonce dans l'eau et bientôt l'on ne voit plus émerger que le périscope et petit mât surmonté du drapeau hollandais. Sur le pont de commandement du *Hemskerk*, le roi Albert suit, à l'aide de jumelles, les manœuvres du sous-marin.

Sur une chaloupe de guerre, les officiers commandant les unités rangées dans l'Y se dirigent vers le navire-amiral.

Maintenant le sous-marin a dissimulé sous l'eau son périscope. On le voit évoluer le long de la ligne des cuirassés. Des mouettes s'amuse à tourner autour de son pavillon.

Des chalands, des remorqueurs et des canots viennent intercaler leurs quilles noires entre les yachts blancs. Il y a beaucoup de curieux à bord de ces bateaux, mais la foule s'est surtout postée le long des quais. Le toit de l'Observatoire météorologique est noir de monde. Sur les plates-formes des grues, sur les balcons des entrepôts où sont emmagasinées les marchandises venant des Indes, des centaines de spectateurs se pressent.

Dix-huit unités participent à la parade navale. Elles se composent de 3 cuirassés, 1 croiseur, 11 torpilleurs, 2 poseurs de mines et 1 sous-marin.

Les masses gris-bleu des cuirassés *Hemskerk* (5.000 tonnes), *Evertsen* (3.000 tonnes) et *Piet Heyn* sont immobilisées près des entrepôts.

De l'autre côté de l'Y sont les torpilleurs, divisés en trois groupes.

Ces torpilleurs portent presque tous des noms de volcans des Indes néerlandaises. Ce sont dans le premier groupe, non loin de l'écluse du canal du Helder, le *Toko*, le *Batok* et le *Dembo*, qui appartiennent au type le plus ancien des torpilleurs et peuvent filer 21 nœuds.

Dans le deuxième groupe des torpilleurs, d'une vitesse de 26 nœuds, datant de 1905, 1906 et 1907, l'*Ophir*, le *Rindjani* et le *Pangrango*, près de Koningsdorp. Enfin, en face du dock Wilhelmine, les torpilleurs 9, 10, 11, 7 et 8, torpilleurs de haute mer d'un type tout récent, dont les plus vieux datent de cinq ans à peine.

Au milieu de l'Y le croiseur *Friesland*, dont l'éclatante blancheur contraste avec la couleur sombre des cuirassés et des grands paquebots.

La pluie ne cesse de tomber qu'au moment où les souverains quittent le *Hemskerk* pour prendre place, en compagnie du bourgmestre d'Amsterdam et des membres du collège échevinal, à bord du bateau communal qui doit les conduire au débarcadère de l'Amstel.

Les canons du croiseur *Friesland* et des cuirassés grondent à nouveau

pendant qu'un cortège naval d'une somptueuse polychromie s'organise.

La foule massée sur les quais salue le départ des souverains par de longues ovations. Les yachts, les bateaux de plaisance, les canots et les remorqueurs chargés de curieux et que l'on redoute à tout instant voir sombrer suivent l'embarcation royale entre les rives plates où s'éparpillent sur les prairies d'un vert tendre les usines grises, les toits de tuiles des petites maisons blanches et les croix des moulins.

Le cortège revient défilé entre les vaisseaux de guerre, salué par les hurrahs des marins rangés le long des bastingages. La foule pousse des acclamations enthousiastes.

Il est près de midi quand les souverains arrivent près de l'écluse de l'Oosterdok. Les quais sont encombrés de femmes en tablier bleu, d'enfants des écoles, de toute une population ouvrière qui fait au roi et à la reine des Belges un accueil extrêmement chaleureux.

Nous traversons l'un des plus vieux quartiers d'Amsterdam. Nous passons près de la Maison des Matelots, près des cales sèches où sont en réparation le cuirassé *Les Sept Provinces* et le croiseur *Katenaar*.

Les matelots du navire de garde qui sert de caserne flottante rendent les honneurs au bateau royal.

Voici le vieux palais de l'Amirauté, tapissé de lierre, l'Arsenal de la marine, qui fut construit en neuf mois, en 1676, me dit l'enseigne de vaisseau W. H. van Dulm, qui a été chargé de documenter les représentants de la Presse à bord du navire *Prins Hendrik*, et qui s'est montré pour nous d'une amabilité charmante.

Le long de la Nieuwe Heerengracht la foule est encore plus compacte.

Les souverains descendent à terre au Sarphatikade, où ils prennent place dans les landaus de la Cour pour regagner le Dam, aux acclamations répétées du public.

Un régiment qui va monter la garde au Palais, passe en jouant la *Marche des Grenadiers*, de Bender, et la foule le suit en chantant. Le carillon du Palais joue la *Brabançonne* et *Vers l'Avenir*.

La visite au Béguinage.

Amsterdam, 17 septembre, 6 heures.

Elle fut singulièrement évocatrice, d'une autre époque, cette dernière partie du voyage de nos souverains qui fut consacrée à la visite de l'orphelinat et du Béguinage, et une dernière fois la Hollande nous est apparue avec tout son aspect traditionaliste profondément attaché aux choses du passé.

On retrouve encore aujourd'hui chez elle avec un caractère si spécial qu'on dirait immuables les spectacles pittoresques dont ses artistes géniaux exprimèrent la beauté il y a plusieurs siècles.

Le roi Albert et la reine Elisabeth furent reçus à l'orphelinat par M. l'échevin Ytta, qui leur souhaita la bienvenue. Les jeunes gens et les jeunes filles, portant l'antique costume mi-partie rouge, mi-partie noire, étaient rangés dans le vestibule. Ils avaient au corsage ou à la boutonnière un ruban aux couleurs belges. Des fleurs furent offertes aux reines Wilhelmine et Elisabeth. Des chœurs pleins de charme retentissent chantés par des voix grêles et enfantines, puis l'on visitat l'orphelinat, et le roi Albert put, avant de traverser les classes, jeter un coup d'œil sur une grande toile représentant une scène de la Révolution belge : l'officier hollandais Van Spyt faisant exploser le chargement de son navire au moment où les soldats allaient s'emparer de sa personne. La paix du Béguinage fut un instant troublée par le cortège royal. Les petits jardins palissadés, aux bouquets de lauriers roses, aux parterres de tulipes, les maisons discrètes connurent une autre animation que le va-et-vient menu de ces vieilles aux bonnets blancs et en robes de lustrine noire.

Mgr Klönne prononça un discours dans lequel il rappela que le prince Albrecht de Bavière recommandait déjà, en 1393, la protection du Béguinage aux magistrats.

Le départ des souverains d'Amsterdam.

Il est 3 h. 15 lorsque les souverains belges et hollandais regagnent le palais royal. Ils n'y restent qu'un instant. Un régiment de grenadiers et un escadron de hussards viennent s'aligner sur le Dam.

Le roi Albert et la reine Wilhelmine la reine Elisabeth et le prince Henri des Pays-Bas passent devant le front des troupes, pendant qu'une musique militaire joue successivement la *Brabançonne* et le *Wilhelmus*.

La foule applaudit.

Les souverains montent en landau et d'un bout à l'autre de la Damrak, ce sont des acclamations sans fin. La pluie, heureusement, a fait trêve. Les deux reines sont souriantes et saluent de la main en réponse aux témoignages de sympathie qu'on leur prodigue.

A l'intérieur de la gare, les honneurs sont rendus par un régiment de chasseurs. Les ministres, les dignitaires de la Cour, le bourgmestre Roëll et les échevins, le baron Fallon, ministre de Belgique, M. Van der Aa, consul général de Belgique, et d'autres personnalités officielles sont sur le quai. La reine Elisabeth et la reine Wilhelmine s'entre-tiennent cordialement. Elles tiennent en main de superbes gerbes d'orchidées.

A 3 h. 55, le roi Albert s'incline devant la reine des Pays-Bas, dont il baise la main, puis nos souverains montent dans le train spécial, et la reine Wilhelmine resta auprès de la berline royale à faire des gestes d'adieu jusqu'à ce que la locomotive eût accéléré sa marche. Les derniers accords de la *Brabançonne* ont à peine cessé de retentir que la reine

Wilhelmine quitte à son tour la gare d'Amsterdam pour retourner à La Haye.

Les troupes présentent encore les armes, la musique joue le *Wilhelmus* et quand le train s'est éloigné la foule, s'attarde à stationner près de la gare pour voir les uniformes chamarrés éparpillés dans toutes les directions.

BULGARIE

Le nouveau Cabinet bulgare.

Sofia, 18 septembre.

Le ministère est reconstitué comme suit :

Présidence et affaires étrangères, M. Malinoff ; intérieur, M. Mouchanoff ; instruction publique, M. Moloff, professeur ; justice, M. Slaveikoff, président de la Chambre ; finances, M. Lyaptcheff ; guerre, général Nicolaïeff ; commerce et agriculture, M. Kresteff ; travaux publics, M. Takeff.

ESPAGNE

Une ambassade britannique à Saint-Sébastien. Discours du roi Alphonse.

Saint-Sébastien, 1^{er} septembre.

Aujourd'hui a eu lieu, à l'hôtel de ville, la réception de l'ambassade britannique, qui est venue notifier au roi d'Espagne l'avènement du roi George V. Le comte Granard, ambassadeur d'Angleterre, a adressé au roi Alphonse les paroles suivantes :

« Le Roi mon maître m'a chargé de remettre à Votre Majesté une lettre royale annonçant la mort du roi Edouard et l'avènement au trône du roi George. Ce souverain se rappelle sans cesse les liens de famille qui unissent les maisons royales d'Angleterre et d'Espagne. Il m'a chargé d'exprimer à Votre Majesté la vive satisfaction que lui causent les cordiales relations qui existent entre les deux pays et le désir qu'il éprouve de maintenir cet état de choses avec l'aide de Dieu. »

Le roi Alphonse a répondu en anglais dans les termes suivants :

« En recevant la lettre par laquelle le roi George m'annonce la mort de son auguste père, de regrettée et glorieuse mémoire, et son avène-

ment au trône d'Angleterre, j'exprime ma profonde gratitude pour le témoignage de sincère amitié de votre noble souverain. Les liens de parenté qui unissent les maisons régnantes d'Espagne et d'Angleterre et les cordiales relations qui existent heureusement entre les deux pays, sont cause que tout ce qui touche aux destinées de la grande nation qui a appelé le roi George à la gouverner trouve chez le peuple espagnol, dans la famille royale et en moi-même un écho témoignant du plus vif intérêt. »

La mission anglaise est allée ensuite au palais présenter ses hommages aux reines Victoria et Christine.

GRANDE-BRETAGNE

Notification de l'avènement de S. M. George V.

V. ci-dessus : *France, Espagne.*

CANADA

Congrès eucharistique de Montréal.

(7-12 septembre 1910.)

TÉLÉGRAMME DU CARDINAL V. VANUTELLI, LÉGAT DU PAPE, A S. M. GEORGE V, A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU CONGRÈS.

Les catholiques de l'empire, les évêques et les prêtres assistant au congrès eucharistique prient Sa Majesté d'accepter l'hommage respectueux de leur loyauté inébranlable et de leur reconnaissance profonde pour la modification à la Déclaration royale.

Avec les membres du congrès, toutes les parties de la terre souhaitent à Sa Majesté et à la famille royale la continuité du bonheur et de la prospérité

RÉPONSE DE S. M. GEORGE V.

Je remercie sincèrement Votre Eminence et tous ceux qui prennent part au congrès eucharistique international de leur loyauté et de leurs bons vœux contenus dans la dépêche que j'ai reçue aujourd'hui avec grand plaisir et satisfaction.

BRÉSIL

Le Sénat fédéral brésilien rend hommage à la France.

Rio-de-Janeiro, 21 septembre.

M. Clemenceau a été reçu aujourd'hui par le Sénat fédéral en séance publique. Le président et le sénateur Moraes ont parlé dans les termes les plus chaleureux de la France. M. Clemenceau a répondu en faisant le vœu que cette manifestation soit le point de départ d'une amitié plus étroite encore entre les deux pays. Le président propose ensuite de terminer la séance en acclamant la France, ce qui est voté à l'unanimité.

CHILI

Les fêtes de l'Indépendance.

Santiago-du-Chili, 21 septembre.

Les présidents du Chili et de la République argentine ont inauguré l'Exposition internationale des beaux-arts. L'Angleterre, la France et l'Italie sont les nations qui exposent le plus grand nombre d'œuvres en sculpture et en peinture.

Le président de la République argentine et les ministres qui l'accompagnent sont repartis pour Buenos-Ayres, après cinq jours de fêtes, pour la célébration du centenaire de l'indépendance du Chili. Dans les discours prononcés à la suite de banquets ou au cours de manifestations publiques, les orateurs ont constaté l'union des deux pays.

UNE UNION SUD-AMÉRICAINÉ

Déclaration d'un Ministre argentin. — Entente entre le Brésil, le Chili et l'Argentine.

Santiago-du-Chili, 22 septembre.

Les journaux, commentant les déclarations du ministre des affaires étrangères de la République Argentine au sujet de la fraternité du Chili, de l'Argentine et du Brésil, croient à une prochaine union politique des trois nations.

Le ministre a dit : « Nous sommes les trois plus fortes nations ; nous devons diriger l'Amérique du Sud vers la route de la paix et du progrès ; les autres pays verront en cette triple amitié une puissante garantie de la liberté et de la justice. »

CINQUIÈME PARTIE

BIBLIOGRAPHIE

GÉNÉRALITÉS

La vie politique dans les deux mondes, 3^e année (1^{er} octobre 1908-1909), publiée sous la direction de M. A. VIOLATTE, professeur à l'Ecole des Sciences politiques, avec la collaboration des professeurs et anciens élèves de l'Ecole. (Paris, Alcan, 1910; in-8°). — C. R. par M. J. AULNEAU. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.

EUROPE

FRANCE

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic de Dunkerque, par M. le consul SARELL : septembre 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4548).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du district consulaire de Calais, par M. le consul C. A. PAYTON : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4491).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic des îles de la Société, par M. le consul RAWLEY : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4502).

Histoire de la marine française, par Charles DE LA RONCIÈRE. (Paris, Plon, 1910; t. IV, 733 p., in-8°). — C. R. par M. Pierre RAIN. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.

La diplomatie secrète au XVIII^e siècle, ses débuts : I. Le secret du Régent ; II. Le secret des Farnèse, par M. E. BOURGEOIS, professeur à l'Université de Paris. (2 vol. in-8°, Paris, Armand Colin, 1908-1910). — C. R. par M. F. DE SAINT-CHARLES. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.

Le comte de Froullay, ambassadeur de France à Venise et la *Monaca da Riva*, par M. Louis DE LAIGUE. — *Rev. d'hist. dipl.*, octobre 1909, janvier, avril et juillet 1910).

- Correspondance du duc d'Enghien (1801-1804) et documents sur son enlèvement et sa mort, par le comte BOULAY DE LA MEURTHE. (T. III, Paris, Alph. Picard, 1910 ; in-8°). — C. R. par M. Ed. TROPLONG. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.
- Napoléon au printemps de 1907, tableau historique par le burgrave Hannibal zu DOHNA, général major en retraite de l'armée prussienne, traduit de l'allemand par Georges DOUARE. (Paris, Honoré Champion, 1910 ; in-8°). — C. R. par M. Edouard TROPLONG. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.
- Correspondance du comte de La Forest, ambassadeur de France en Espagne (1808-1813), t. IV, publiée par M. Geoffroy DE GRANDMAISON. (Paris, A. Picard, 1910 ; in-8°). — C. R. par M. Pierre RAIN. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.
- Le retour de l'Empereur. Du Capitole à la Roche Tarpéienne. L'Immolation, 1815, par Gilbert STENGER. (Paris, Plon, 1910 ; in-8°). — C. R. par M. Edouard TROPLONG. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.
- Paris sous Napoléon : Le monde des affaires et du travail, par L. DE LANZAC DE LABORIE. (Paris, Plon, 1910 ; in-8°). — C. R. par M. Ed. TROPLONG. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.
- Hors des frontières, par M. Paul DESCHANEL. (Paris, E. Fasquelle, 1910 ; in-12). — C. R. par M. B. P. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.
- Société d'histoire diplomatique*. — Assemblée générale de la Société sous la présidence de M. le marquis de Reverseaux, président, 10 juin 1910. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.

ALLEMAGNE

- Aperçu de l'activité économique de l'Est allemand. Relations commerciales avec la France. — Rapport de M. H.-P. ARMAND, gérant du Consulat de France : Danzig, 30 avril 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 8 septembre 1910 ; suppl., n° 898).
- Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et l'industrie du grand-duché de Bade, par M. le consul LADENBURG : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4494).
- Commerce de Brême. Exportation ; importation. Importation française. Renseignements divers. — Rapport de M. Eugène BŒUFVÉ, consul de France : Brême, 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 18 août 1910 ; suppl., n° 894).
- Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du district consulaire de Dusseldorf (Westphalie et Provinces rhénanes), par M. le consul général Francis P. KÖNIG : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4541).
- V. Océanie : *Iles Samoa*.
- Adolphe de Circourt. Souvenirs d'une mission à Berlin en 1848, publiés pour la *Société d'histoire contemporaine* par M. Georges BOURGIN.

(Paris, Alph. Picard, 1910; in-8°). — C. R. par M. André LEROY. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.

V. Océanie.

AUTRICHE-HONGRIE

Mouvement commercial de Fiume. Importations françaises en 1909. — Rapport de M. S. D'HALEWYN, gérant du Consulat de France : Fiume, mai 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 8 septembre 1910; *suppl.*, n° 899).

DANEMARK

Le commerce du Danemark en 1909. — Rapport de M. Alfred BLANCHE, vice-consul, chargé de la Chancellerie de la Légation de France : Copenhague, mai 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 22 septembre 1910; *suppl.*, n° 902).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du Danemark, par M. le consul LIDDELL : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4532).

ESPAGNE

Mouvement commercial de la province d'Alicante avec la France et l'Algérie en 1909. — Rapport de M. H. DE MARICOURT, consul chargé du Vice-Consulat de France : Alicante, avril 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 1^{er} septembre 1910; *suppl.*, n° 896).

Industrie et commerce de Malaga en 1909. — Rapport de M. G. AUDIBERT, consul de France : Malaga, mars 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 29 septembre 1910; *suppl.*, n° 904).

GRANDE-BRETAGNE

Situation économique de l'Irlande en 1909. Exportation; importation. — Rapport de M. VELTEN, consul de France : Dublin, 7 avril 1910. (France, *Mon. off. du Com.*, 7 juillet 1910; *suppl.*, n° 889).

Journal de la Société Royale de statistique, mai 1910. — Les élections générales de janvier 1910 et les résultats de quelques problèmes de la représentation, par S. ROSENTAUM (avec la discussion). — Nécrologie : Sir Robert Giffen, K. C. B., F. R. G., L. L. D. — Mélanges. — Revue des livres. — Notes courantes.

GRÈCE

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et l'agriculture de la Thessalie, par M. le consul MERLIN : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4492).

ARCHIVES DIPLOMATIQUES, t. 115, nos 7-8-9, juillet-août-septembre 1910. 27

ITALIE

- Rapport pour l'année 1909 sur les finances de l'Italie, par M. PERCY-WYNDHAM, conseiller de l'Ambassade britannique à Rome : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4536).
- Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de la Lombardie, par M. le consul TOWSEY : septembre 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4544).
- Rapport pour l'année 1909 sur le commerce, etc., de la province de Lucques, par M. le consul COCOTO : septembre 1910 (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4546).
- L'importation et l'exportation de Naples en 1909. — Rapport de M. HECNACKERS, consul général de France : Naples, 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 15 septembre 1910; *suppl.*, n° 900).
- A propos d'un centenaire. — Le comte de Cavour, par M. P. LEROY. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet et octobre 1910.
- Souvenirs d'un diplomate italien à Constantinople (1861-1866), par M. le comte GREPPI. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.

NORVÈGE

- Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic de la Norvège, par M. le consul F. DRUMMOND-HAY : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4539).

PORTUGAL

- V. *Afrique : Mozambique.*

ROUMANIE

- Commerce de Constantza en 1909. Développement économique. — Rapport de M. DELAGE, consul de France : Constantza, mai 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 1^{er} septembre 1910; *suppl.*, n° 897).

RUSSIE

- L'année économique 1909. — Rapport de M. J.-C. DUPEYRAT, attaché commercial à l'ambassade de France en Russie : Saint-Pétersbourg, 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 11 août 1910; *suppl.*, n° 893).
- Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de la Russie et du district consulaire de Moscow par M. le consul H. M. GRAVE : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4533).
- Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du district consulaire d'Odessa, par M. le consul général C. S. SMITH : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4537).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du grand-duché de Finlande, par M. le consul C. J. COOKE : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4535).

Un essai de diplomatie féminine. — L'impératrice Elisabeth et la comtesse Tolstoy, par M. K. WALISZEWSKI. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.

SUÈDE

Mouvement commercial, industriel et maritime de la Suède en 1908. Rapport de M. Paul DURIEUX, vice-consul, chargé de la Chancellerie de la Légation de France : Stockholm, juin 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 28 juillet 1910; *suppl.*, n° 891).

TURQUIE

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Constantinople et du district, par M. le consul WANGH : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4495).

V. *Asie : Turquie d'Asie.*

ASIE

TURQUIE D'ASIE

Commerce d'Alexandrette en 1909. — Rapport de M. DELEND, consul chargé du Vice-Consulat de France : Alexandrette, avril 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 29 septembre 1910; *suppl.*, n° 905).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Basra, par M. le consul CROW : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4513).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic de Beyrouth et de la côte de Syrie, par M. le vice-consul Wilkie YOUNG : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4496).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du district consulaire d'Erzeroum, par M. le consul P. Mc. GREGOR : septembre 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4545).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du vilayet de Trébizonde, par M. le consul LONGWORTH : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4538).

INDE

L'Inde. Sa condition actuelle, par Ed. CLAVERY, consul de France. (Paris, Berger-Levrault, 1910 ; in-8°). — C. R. par M. Louis DE LAIGUE. — *Rev. d'hist. dipl.*, juillet 1910.

PERSE

Rapport pour l'année finissant le 21 mars 1910, sur le commerce du district consulaire de Kerman, par M. Nasrullah KHAN, chargé du Consulat britannique : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4493).

SIAM

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du district consulaire de Chiengmai, par M. l'acting vice-consul REID : septembre 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4550).

EXTRÊME-ORIENT

CHINE

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce d'Amoy, par M. le consul B. G. TOURS : août 1909. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4531).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Canton, par M. le pro-consul R. S. PRATT : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4530).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Chinan et de Tsingtan, par M. le consul WILTON : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4508).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Chungking, par M. l'acting-consul J. L. SMITH : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4489).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Hankow, par M. le consul général FRASER : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4529).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Kiukiang, par M. le consul H. KING : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4490).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Kiungchow (Hoihow),

par M. l'acting-consul PEARSON : septembre 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4549).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Tientsin, par M. le consul général FULFORD : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4505).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Wuchow, par M. le consul OTTEWILL : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4497).

CORÉE (JAPON)

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et la navigation du port de Dairen, par M. l'acting vice-consul G. P. PATON : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4504).

JAPON

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du Japon, par M. E. F. CROWE, attaché commercial à l'Ambassade britannique à Tokio : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4511).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du district consulaire de Yokohama, par M. le vice-consul HARRINGTON : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4519).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du nord de Formose, par M. l'acting-consul FIRTH : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4500).

AFRIQUE

ÉGYPTE

Mouvement commercial de Port-Saïd en 1900. — Rapport de M. G. MEYRIER, consul de France : Port-Saïd, 30 avril 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 4 août 1910; *suppl.*, n° 892).

MAROC

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du Maroc, par M. le consul général H. E. WHITE : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4509).

MOZAMBIQUE

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du port de Chiude (Mozambique), par M. le consul D^r G. H. V. MERCIER : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4501).

AMÉRIQUE DU NORD

ÉTATS-UNIS

Principales industries de la circonscription du consulat de France à Chicago. Exportation à destination de la France. Importations françaises. — Rapport de M. H. DE SAINT-LAURENT, consul de France : Chicago, mars 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 25 août 1910; *suppl.*, n° 895).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce, le trafic et l'agriculture du district consulaire de Chicago, par M. le consul général NUGENT : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4507).

Exportations et importations de San-Francisco en 1909. — Rapport de H. MÉROU, consul général de France : San-Francisco, 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 15 septembre 1910; *suppl.*, n° 901).

L'Alaska et ses ressources. — Rapport de M. le chevalier Salvator-Lucien ROCCA, consul général d'Italie à San-Francisco : juillet 1910. (Italie. — *Bulletin du Ministère des Aff. Etr.*, juillet 1910, n° 396).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du district consulaire de la Nouvelle-Orléans, par M. le consul général Carew HUNT : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4542).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du district consulaire de Philadelphie, par M. le consul W. POWELL : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4499).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du district consulaire de Portland, Oregon (y compris les Etats d'Oregon, Washington, Idaho et Montana et le Territoire d'Alaska), par M. le consul LAIDLAW : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4506).

MEXIQUE

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Mexico, par M. le consul général STRINGER : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4498).

AMÉRIQUE CENTRALE

COLOMBIE

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Santa-Marta, par M. le vice-consul Mausel CARR : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4518).

Rapport sur les chemins de fer de Colombie, par M. Victor HUCKIN, acting consul général britannique à Bogota : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 678).

ÉQUATEUR

Commerce et industrie de l'Équateur en 1908. — Rapport de M. SUZOR, vice-consul, gérant la Légation de France : Quito, avril 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 22 septembre 1910; *suppl.*, n° 903).

HONDURAS

Rapports pour l'année finissant le 31 juillet 1909, sur le commerce de Honduras, par M. l'acting-consul A. W. EYL : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4503).

VÉNÉZUELA

Rapport pour l'année 1908-09 sur le commerce du Vénézuëla et du district consulaire de Caracas, par M. le vice-consul H. TOM : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4515).

AMÉRIQUE DU SUD

ARGENTINE

Orientation économique de la République Argentine. Caractères du marché : son importance. Conditions du succès commercial de la France. — Rapport de M. Charles WIENER, ministre plénipotentiaire de France en mission : 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 21 juillet 1910; *suppl.*, n° 890).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du district

consulaire de Rosario, par M. le consul Hugh M. MALLET : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4534).

BRÉSIL

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du district consulaire de Bahia, par M. le consul SINCLAIR : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4488).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic de l'Etat de Rio Grande do Sul, par M. l'acting-consul LUCE : septembre 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4547).

CHILI

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce, etc., du district consulaire de Coquimbo, par M. le consul G. L. AUSTED : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4512).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du district consulaire d'Iquique, par M. le consul E. F. HUDSON : juillet 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4510).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du district consulaire de Valparaiso, par M. le consul général A. FINN : août 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4540).

OCÉANIE

ILES SAMOA (ALLEMAGNE)

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Samoa, par M. l'acting vice-consul T. TROOD : septembre 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4543).

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES

Matières contenues dans les numéros 7-8-9 de 1910

TOME 115

1892

- | | Pages |
|--|-------|
| Juillet 2. — Allemagne, Egypte. — Convention de commerce. — V. ci-après 17 mars 1910. | |

1905-1910

- | | |
|---|-----|
| Affaires de Crète. — Principales notes échangées entre les Puissances Protectrices et le Gouvernement de l'Ile de Crète. | 259 |
|---|-----|

1908

- | | |
|---|----|
| Février 18/2 mars. — Autriche-Hongrie, Roumanie. — Convention pour la protection de la propriété sur les œuvres littéraires, artistiques et photographiques (Bucarest) . . . | 22 |
| — Note complémentaire du 23 février/7 mars et 3/16 mars 1908. | 24 |

1909

- | | |
|---|----|
| Décembre 29. — France, Pays-Bas. — Convention pour proroger la Convention d'arbitrage du 6 avril 1904 (Paris). | 26 |
| Décembre 29/11 janvier 1910. — Grande-Bretagne, Monté-négro. — Convention de commerce et de navigation (Cettigné). | 28 |

1910

- | | |
|---|----|
| Février 8. — France, Canada. — Notification par le Canada de la mise en vigueur des conventions commerciales du 19 septembre 1907 et du 23 janvier 1909. | 24 |
| Mars 17. — Allemagne, Egypte. — Convention additionnelle à la convention de commerce du 19 juillet 1892 (Le Caire). | 18 |

1910

	Pages
Mars 18/31. — Norvège, Roumanie. — Traité de commerce et de navigation (Berlin)	35
Avril 16/11 mai. — Norvège, Mexique. — Arrangement concernant l'échange des mandats de poste (Christiania et Mexico).	38
Avril 18-4 mai. — Deuxième Conférence internationale de Paris pour la répression de la Traite des blanches. — Documents diplomatiques.	45
Avril 18-4 mai. — Conférence internationale de Paris relative à la répression de la circulation des publications obscènes. — Documents diplomatiques.	117
Mai 4. — Convention internationale de Paris relative à la répression de la Traite des blanches.	5
Mai 4. — Arrangement international de Paris , relatif à la répression de la circulation des publications obscènes	11
Mai 6 et 24. — Norvège, Pays-Bas. — Arrangement concernant le placement réciproque des aliénés (Christiania et Stockholm)	33
Mai 16/29. — Affaires de Crète. — Note et mémoire historique remis aux Consuls généraux des Puissances par la Commission du Pouvoir exécutif en Crète.	268
Mai 30-1 ^{er} juin. — Belgique. — Voyage des Souverains belges en Allemagne.	382
Juin 1 ^{er} . — Allemagne. — Visite du Ministre des Affaires étrangères d'Italie à Berlin.	372
Juin 1 ^{er} . — Luxembourg, Norvège. — Déclaration relative à l'Assistance judiciaire (Luxembourg et Christiania)	31
Juin 28. — France. — Banquet de la Chambre de commerce de Paris. — Discours de M. Kester et du Président de la République	365
Juillet 10. — France. — Cinquantenaire de la réunion du comté de Nice et de la Savoie à la France. — Discours de M. Antonin Dubost et de M. Stéphen Pichon	341
Juillet 12-15. — Belgique. — Voyage du Roi et de la Reine des Belges en France.	388
Juillet 13. — France, Suisse. — Echange de notes pour le renouvellement de la convention d'arbitrage du 14 décembre 1904 (Paris)	27 et 217
Juillet 14. — France. — Revue du 14 juillet. — La croix de la Légion d'honneur remise au drapeau du 1 ^{er} régiment d'Infanterie et à l'étendard du 1 ^{er} régiment d'Artillerie coloniales.	307

1910

	Pages
Juillet 15. — France. — Remplacement de M. Revoil, ambassadeur de France à Madrid, par M. Geoffroy.	308
Juillet 17. — Allemagne. — La rencontre de Guillaume II avec le Ministre de France à Christiania.	372
Juillet 19. — Grande-Bretagne. — Notification de l'avènement de George V au Président de la République Française.	308
Juillet 21. — France. — Décret relatif à l'Office de législation étrangère et de droit international.	280
Juillet 28. — Espagne. — Remise des lettres mettant fin à la mission de S. E. N. de Léon y Castilla, ambassadeur d'Espagne à Paris.	309
Juillet 30. — Association permanente des Congrès de navigation. — Séance de la Commission internationale permanente de Bruxelles.	239
— Espagne. — Remise des lettres de créance du nouvel ambassadeur d'Espagne à Paris, M. Pérez Caballero. . . .	310
Août 3. — Grande-Bretagne. — <i>Accession Declaration Act.</i> . .	304
Août 11. — Grande-Bretagne. — Remise des lettres confirmant la mission de Sir Francis Berthe, ambassadeur de S. M. George V à Paris.	311
— Grèce. — Remise des lettres de créance de M. Athos Romanos, ministre de Grèce, à Paris.	312
Août 13. — France. — Deux décrets réorganisant l'administration centrale du Ministère des Affaires étrangères. . .	290
Août 14-16. — France. — Voyage de M. le Président de la République à Besançon et à Berne.	312
Août 18. — Autriche-Hongrie. — Le Jubilé, 80 ^e anniversaire de l'empereur François-Joseph.	378
Août 20. — Allemagne. — L'empereur Guillaume et la famille impériale à Posen.	373
— France. — Loi concernant la reconstitution des archives constatant les formalités hypothécaires du bureau de Saint-Pierre (Martinique), dont les registres ont été détruits dans la catastrophe du 8 mai 1902.	284
Août 26. — Autriche-Hongrie. — Les relations austro-italiennes. — L'entrevue d'Ischl.	381
Août 27. — France. — Décret modifiant la composition du conseil du protectorat du Tonkin.	302
Août 30-1 ^{er} septembre. — XVI^e conférence interparlementaire (Bruxelles).	218

1910

	Pages
Septembre. — France. — Les grandes manœuvres de Picardie.	344
Septembre 1 ^{er} . — Grande-Bretagne. — Une ambassade britannique à Saint-Sébastien, pour notifier l'avènement de George V. — Discours du roi Alphonse XIII	411
Septembre 3-8. — France. — Voyage du Président de la République dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie	324
Septembre 7-12. — Canada. — Congrès eucharistique de Montréal. — Echange de télégrammes entre le Légat du Pape et S. M. le roi George V.	412
Septembre 14. — Grèce. — Ouverture de l'Assemblée nationale. — Le discours du Trône.	305
Septembre 15-17. — Belgique. — Voyage des souverains belges en Hollande.	396
Septembre 16. — France. — Décret relatif à l'immatriculation des Français et à l'inscription des protégés français et étrangers sur les registres tenus dans les postes diplomatiques et consulaires.	299
Septembre 16-19. — France. — Voyage du Président de la République à Saint-Nazaire et à Bordeaux.	350
Septembre 18. — Bulgarie. — Le nouveau ministère bulgare.	411
Septembre 19-21. — Allemagne. — Voyage de l'empereur Guillaume II à Vienne.	373
Septembre 21. — Allemagne. — Remise des lettres mettant fin à la mission du prince Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris.	312
— Brésil. — Le Sénat fédéral brésilien rend hommage à la France	413
— Chili. — Les fêtes de l'Indépendance.	413
Septembre 22. — Alsace-Lorraine. — Inauguration du Sanatorium départemental de Lorquin. — Discours de S. E. le comte de Weder, statthalter d'Alsace-Lorraine.	376
Septembre 22. — France. — Arrêté conférant à des agences consulaires le pouvoir d'immatriculer et de délivrer des certificats d'immatriculation de Français.	301
— Une union sud-américaine. — Déclaration d'un Ministre argentin. — Entente entre le Brésil, le Chili et l'Argentine.	414
Bulletin bibliographique.	415